Band 21
Tome

Schriftenreihe der Großregion
Publications de la Grande Région

2016
de/fr

Bericht

zur wirtschaftlichen und sozialen Lage der Großregion 2015/2016

für den Wirtschafts- und Sozialausschuss der Großregion (WSAGR)

Rapport

sur la situation économique et sociale de la Grande Région 2015/2016

pour le Comité économique et social de la Grande Région (CESGR)

Groß / Grande
REGION

COMITE ECONOMIQUE ET SOCIAL
WIRTSCHAFTS- UND SOZIALAUSSCHUSS

SAARLAND | LORRAINE | LUXEMBOURG | RHEINLAND-PFALZ | RÉGION WALLONNE |
COMMUNAUTÉ FRANÇAISE DE BELGIQUE | DEUTSCHSPRACHIGE GEMEINSCHAFT BELGIENS

SCHRIFTENREIHE DER GROSSREGION – PUBLICATIONS DE LA GRANDE RÉGION

Bd. 1-20 erschienen als „Schriftenreihe der Regionalkommission", ISSN 1860-2703 –
Ab Bd. 21 erschienen als „Schriftenreihe der Großregion", ISSN 2535-8472

Tomes 1-20 parus sous « Publications de la Commission Régionale », ISSN 1860-2703 –
A partir du tome 21, parution sous « Publications de la Grande Région », ISSN 2535-8472

1. Liaisons routières. Straßenverbindungen. 79 Karten/cartes, 1976
2. Verbindungsstraße Saarbrücken-Saargemünd-A 34 Straßburg
   Liaison routière Sarrebruck-Sarreguemines-A 34 Strasbourg
   9 S./p. mit zahlreichen Karten/avec de nombreuses cartes, 1977
3. Handbuch der Regierungs- und Verwaltungsstellen im Grenzraum SaarLorLux
   Répertoire des services gouvernementaux et administratifs dans les régions frontalières SaarLorLux. 166 S./p., 1978
4. Les Offices Statistiques dans les régions frontalières SaarLorLux
   Die statistischen Ämter im Grenzraum SaarLorLux. 352 S./p., 1978
5. Données économiques des régions frontalières SaarLorLux 1970-1976
   Wirtschaftszahlen des Grenzraumes SaarLorLux 1970-1976. 122 S./p., 1978
6. Die wirtschaftliche und soziale Entwicklung im Grenzraum SaarLorLux
   Le développement économique et social dans les régions frontalières SaarLorLux 651 S./p., 1978
7. Données économiques des régions frontalières SaarLorLux 1977-1978
   Wirtschaftszahlen des Grenzraumes SaarLorLux 1977-1978. 97 S./p., 1979
8. Pilotstudie zu einem SaarLorLux-Atlas
   Étude préparatoire pour un atlas SaarLorLux
   87 S,/p, mit 3 Kartenbeilagen/avec 3 cartes en annexe, 1982
9. Sonderausgabe „Die Römer an Mosel und Saar". Katalog zur Wanderausstellung Bahnhof Rolandseck
   Edition spéciale „La civilisation romaine de la Moselle à la Sarre". Catalogue de l'exposition itinérante Gare de Rolandseck
   259 S./p., 1983
10. Organisation und Instrumente der staatlichen Raumplanung
    Organisation et instruments de l'aménagement du territoire
    224 S./p. mit 4 Kartenbeilagen/avec 4 cartes en annexe, 1991
11. Grenzüberschreitende Raumordnungsstudie Diedenhofen-Trier (Moseltalstudie)
    Étude d'aménagement transfrontalière Thionville-Trèves (Étude Vallée de la Moselle)
    43 S./p. mit Bilderbeilagen/avec photos en annexe, 1999
12. Étude d'aménagement transfrontaliére Sarrebruck-Moselle Est
    Grenzüberschreitende Raumordnungsstudie Saarbrücken-Moselle Est,
    113 S./p., 2001
13. Raumordnungsstudie: Energieerzeugung und -verteilung
    Étude d'aménagement du territoire : Production et distribution d'énergie
    114 S./p. mit Kartenbeilagen/avec cartes en annexe, 2003
14. La Sarre et la Wallonie - Régions partenaires en Europe : Institutions, compétences et procédures comme fondement de la coopération bilatérale interrégionale
    Das Saarland und Wallonien – Partnerregionen in Europa: Institutionen, Zuständigkeiten und Verfahren als Grundlage der bilateralen interregionalen Kooperation,
    300 S./p., 2005
15. Énergies renouvelables dans la Grande Région – Erneuerbare Energien in der Großregion
    Résultats du colloque 17 mars 2005 - Ergebnisse des Kolloquiums 17. März 2005
    non publié / nicht erschienen
16. Zukunftsbild 2020 - Vision d'avenir 2020,
    2. Auflage, Juni 2006, 2ième édition, juin 2006
    59 S./p. + 61 S./p., 2006
17. Bericht zur wirtschaftlichen und sozialen Lage der Großregion 2009/2010
    Rapport sur la situation économique et sociale de la Grande Région 2009/2010
    279 S./p., 2010
18. Atlas zur wirtschaftlichen und sozialen Entwicklung der Großregion
    Rapport du développement économique et social de la Grande Région
    137 S./p., 2010
19. Bericht zur wirtschaftlichen und sozialen Lage der Großregion 2011/2012
    Rapport sur la situation économique et sociale de la Grande Région 2011/2012
    139 S. + 141 p., 2012
20. Bericht zur wirtschaftlichen und sozialen Lage der Großregion 2013/2014
    für den Wirtschafts- und Sozialausschuss der Großregion
    Rapport sur la situation économique et sociale de la Grande Région 2013/2014
    pour le Comité économique et social de la Grande Région
    312 S./p., 2014

Die Bände 1 – 16 sind vergriffen. / Les tomes 1 – 16 sont épuisés.

Schriftleitung / Responsable d'édition:

Gipfelsekretariat der Großregion
Haus der Großregion
11, boulevard J.-F. Kennedy / L-4170 Esch/Alzette
Mail: secretariat.sommet@grossregion.net
www.grossregion.net

Le mot du Président du CESGR

Depuis deux ans, beaucoup de choses se sont passées, dans le monde et bien sûr au sein de notre Grande Région. Le monde est devenu VUCA, acronyme qui signifie Volatility, Uncertainty, Complexity et Ambiguity.

Et notre Grande Région connait les tumultes d'une Europe qui vit des crises à répétition, du BREXIT jusqu'à la menace de la fermeture des frontières. L'espace Schengen, bien plus qu'un village au cœur de notre Grande Région, un symbole de la construction européenne !

Je me garderai d'une approche anxiogène, car le monde d'aujourd'hui est également Vibrant, Unreal (Irréel), Crazy (fou) et Astounding (Etonnant). La révolution digitale change nos rapports à nous même, aux autres, aux choses et au temps… Elle a un impact incroyable sur la connaissance. Elle révolutionne la formation et l'éducation. Egalement notre système politique qui s'est bâti pour gouverner une société industrielle. En matière de santé, l'essor des objets connectés et des big data devraient permettre de guérir plus vite et de prévenir avant de guérir. Enfin, dans le domaine de la production, les robots vont prendre une place croissante. Nous assistons déjà aujourd'hui à une mutation profonde de l'industrie au sein de la Grande Région. Tous les thèmes évoqués ci-avant ont fait l'objet d'échanges, d'analyses et de réflexions au sein de nos différents Groupes de Travail.

Dans un monde VUCA, il faut une nouvelle posture qui se traduit par une Vision forte, le développement de l'Understanding (Intelligence). Le défi d'être Clair (Clarity). En étant bien sûr Agile.

Dans ce monde ouvert, global et local, dans notre Grande Région qui sera demain plus connectée, plus verte et plus âgée, nous devons oser ensemble de nouvelles formes de gouvernance qui impliquent le citoyen, qu'il soit étudiant, consommateur, travailleur, entrepreneur, sans emploi, à la retraite. Osons être un laboratoire du changement de paradigme en impliquant nos citoyens dans un véritable processus collaboratif qui transcende les obstacles locaux, régionaux ou nationaux. Osons miser sur la co-création et la collaboration en créant des écosystèmes vertueux. Plusieurs acteurs s'y emploient déjà à l'image de certains clusters.

En 2015 et 2016, beaucoup de choses se sont réalisées dans notre Grande Région. Elle a fêté ses 20 ans. Elle a aujourd'hui sa maison à Esch-sur-Alzette, où s'y est installé notamment le Secrétariat Commun du Sommet de la Grande Région, et notre Comité Economique et Social. Elle a grandi début en 2016 avec la nouvelle région Grand Est qui l'amène jusque Mulhouse…

J'ai eu l'honneur de représenter le CESGR à de nombreuses reprises comme la rencontre avec la conférence du Rhin Supérieur à Kaiserslautern, les 20 ans du CES Luxembourg, les Greater Région Business Days à Luxembourg, la remise des prix du concours 123 GO Grande Région à Liège, des rencontres avec le BENELUX… Et c'est avec beaucoup de fierté que nous avons été accueillis à Bruxelles en mai dernier au sein du Comité Economique et Social Européen pour notre Assemblée plénière.

Pour m'être impliqué personnellement dans chaque rencontre des Groupes de Travail, j'ai rencontré beaucoup d'enthousiasme et d'énergie. Beaucoup de talent et d'engagement. Face aux défis qui se posent sur ce territoire pertinent de la Grande Région, les partenaires sociaux ont de nombreuses idées pour améliorer le quotidien des citoyens, travailleurs et employeurs. Cela fait l'objet de recommandations au Sommet politique.

Mais ce qui fait souvent défaut, c'est l'absence de ressources pour transformer ces idées et projets en réalisations concrètes. Car une vision grande régionale pourrait amener des économies d'échelle dans de multiples domaines, permettre la réalisation de grands projets infrastructurels structurants, en mobilisant des fonds tels que le plan Juncker. Les groupes de travail du CESGR sont arrivés à la conclusion que nous avions sans doute d'ailleurs besoin de plusieurs plans Juncker. Que ce soient en matière de compétitivité, d'infrastructures, d'industrie, de mobilité ou encore de santé ! Cela suppose une vision politique à l'échelle de la Grande Région. Et 20 ans de coopération constituent des fondations solides !

Je ne voudrais pas terminer sans remercier le Ministre wallon de la Grande Région, Wallonie Bruxelles International (W.B.I.), le Secrétariat Commun des Exécutifs de la Grande Région. Mais avant tout les Présidents des différents Groupes de Travail du CESGR, tous les participants à nos nombreuses rencontres, l'équipe réduite de notre organisation : Christiane Weidenhaupt et Catia Carreira. Sans oublier mes deux fidèles conseillers personnels : Daniel Defechereux et Anne-Marie Nemry.

Et enfin l'O.I.E. pour sa contribution à la réalisation de ce présent rapport. Il constitue un outil précieux avec une actualisation d'indicateurs clés. Il aborde enfin la valeur ajoutée d'une politique industrielle au sein de la Grande Région.

Je vous remercie toutes et tous pour votre enthousiasme ! La Grande Région, c'est avant tout un état d'esprit. Et nous avons besoin de « Believers ».

Philippe Ledent
Président du CESGR

Comité Economique et Social de la Grande Région
Maison de la Grande Région
11, Boulevard J.F.Kennedy .
L-4170 Esch-sur-Alzette
E-mail : cesgr@cesgr.etat.lu
Internet : www.granderegion.net

Grußwort des Präsidenten des WSAGR

In den letzten beiden Jahren ist viel passiert, in der Welt und natürlich auch innerhalb unserer Großregion. Die Welt ist „VUCA“ geworden, ein Akronym für Volatility, Uncertainty, Complexity und Ambiguity.

Und unsere Großregion erlebt ein Europa in Unruhe, das sich immer wieder mit Krisen konfrontiert sieht, vom BREXIT bis hin zur drohenden Schließung der Grenzen. Der Schengen-Raum ist weit mehr als ein kleiner Ort im Herzen unserer Großregion, er ist ein Symbol der europäischen Integration!

Ich werden mich jedoch hüten, Ängste zu schüren, denn die Welt von heute ist gleichzeitig auch Vibrant (Pulsierend), Unreal (Irreal), Crazy (Verrückt) und Astounding (Staunenswert). Die digitale Revolution verändert unsere Beziehung zu uns selbst, zu anderen, zu den Dingen und auch zur Zeit. Sie hat enorme Auswirkungen auf das Wissen. Sie revolutioniert die allgemeine und berufliche Bildung, aber auch unser politisches System, das aufgebaut wurde, um eine industrielle Gesellschaft zu regieren. Im Gesundheitsbereich dürfte der Aufschwung der vernetzten Objekte und der Big Data es ermöglichen, schneller gesund zu werden und vorzubeugen statt zu heilen. Und schließlich werden auch in der Produktion die Roboter immer mehr Raum einnehmen. Bereits heute erleben wir innerhalb der Großregion einen tiefgreifenden Wandel der Industrie. All diese vorstehend genannten Themen waren Gegenstand von Gesprächen, Analysen und Überlegungen in unseren verschiedenen Arbeitsgruppen.

In einer „VUCA“-Welt bedarf es einer neuen Haltung, die sich durch eine starke Vision sowie die Förderung des Understanding (Verstehen) äußert, gefragt sind zudem Clarity (Klarheit) und natürlich auch Agility (Flexibilität).

In dieser offenen Welt (global wie lokal), in unserer Großregion, die in der Zukunft noch vernetzter, noch grüner und noch älter sein wird, müssen wir gemeinsam neue Formen des Regierens wagen; Formen, die den Bürger stärker einbeziehen, egal ob dieser Student, Verbraucher, Arbeitnehmer, Unternehmer, Arbeitsloser oder Rentner ist. Lassen Sie uns einen Paradigmenwechsel wagen und unsere Bürger in einen Prozess der Zusammenarbeit einbinden, der die lokalen, regionalen oder nationalen Hindernisse überwindet. Lassen Sie uns auf Mitgestaltung und Mitarbeit setzen und vorbildliche Ökosysteme schaffen. Einige Akteure, wie etwa bestimmte Cluster, haben diesen Schritt bereits getan.

2015 und 2016 hat unsere Großregion vieles erreicht. Sie konnte ihr 20-jähriges Bestehen feiern, sie verfügt über ein Haus der Großregion in Esch-sur-Alzette, in dem sich insbesondere das Gemeinsame Sekretariat des Gipfels der Großregion und unser Wirtschafts- und Sozialausschuss angesiedelt haben. Zudem ist sie 2016 gewachsen, durch die Entstehung der neuen Region „Grand Est“ erstreckt sie sich nun bis Mulhouse…

Ich hatte die Ehre, den WSAGR bei zahlreichen Anlässen zu vertreten, wie etwa bei der Begegnung mit der Oberrhein-Konferenz in Kaiserslautern, dem 20-jährigen Bestehen des WSR von Luxemburg, den Greater Region Business Days in Luxemburg, der Preisverleihung für den Wettbewerb 123 GO der Großregion in Lüttich, den Begegnungen mit der BENELUX-

Union etc. Und im Mai dieses Jahres wurden wir in Brüssel im Europäischen Wirtschafts- und Sozialausschuss (EWSA) zu unserer Vollversammlung empfangen, was uns mit Stolz erfüllt hat. Ich habe mich an allen Treffen der Arbeitsgruppen persönlich beteiligt und bin dabei auf viel Enthusiasmus und Energie gestoßen, auf viel Talent und Engagement. In Bezug auf die Herausforderungen, mit denen sich das Gebiet der Großregion konfrontiert sieht, haben die Sozialpartner eine Vielzahl von Ideen, um den Alltag der Bürger, der Arbeitnehmer und Arbeitgeber zu verbessern. Auf dieser Grundlage werden die Empfehlungen an den politischen Gipfel formuliert.

Was jedoch oft fehlt, sind die entsprechenden Mittel, um diese Ideen und Vorhaben in konkrete Maßnahmen umzusetzen. Eine großregionale Vision könnte in vielen Bereichen zu Skaleneffekten führen, die Umsetzung großer allumfassender Infrastrukturprojekte ermöglichen, etwa durch die Inanspruchnahme von Mitteln wie dem Juncker-Plan. Die Arbeitsgruppen des WSAGR sind zu dem Schluss gekommen, dass wir zweifellos mehrere Juncker-Pläne bräuchten. Sowohl im Bereich des Wettbewerbs, der Infrastrukturen, der Industrie, der Mobilität als auch der Gesundheit! Dies setzt eine politische Vision auf großregionaler Ebene voraus. Und 20 Jahre Zusammenarbeit sollten eine solide Grundlage hierfür darstellen!

Abschließend möchte ich nicht versäumen, einigen Personen und Einrichtungen meinen Dank auszusprechen: dem wallonischen Minister für die Großregion, Wallonie Bruxelles International (W.B.I.), dem Gemeinsamen Sekretariat der Exekutiven der Großregion. Aber auch allen Vorsitzenden der verschiedenen Arbeitsgruppen des WSAGR, allen Teilnehmern an unseren zahlreichen Treffen, dem verkleinerten Team unserer Institution: Christiane Weidenhaupt und Catia Carreira. Nicht vergessen möchte ich auch meine beiden treuen persönlichen Berater: Daniel Defechereux und Anne-Marie Nemry.

Und schließlich auch der IBA für ihren Beitrag zur Erstellung dieses Berichts. Er stellt ein wertvolles Instrument dar, auch dank einer Aktualisierung der Schlüsselindikatoren. Zudem bringt er den Mehrwert einer Industriepolitik in der Großregion zur Sprache.

Ich danke Ihnen allen für Ihren Enthusiasmus! Die Großregion, das ist vor allem eine Geisteshaltung. Und wir brauchen „Believers“.

Philippe Ledent
Präsident des WSAGR

Wirtschafts- und Sozialausschuss der Großregion
Haus der Großregion
11, Boulevard J.F.Kennedy
L-4170 Esch-sur-Alzette
E-mail : cesgr@cesgr.etat.lu
Internet : www.granderegion.net

Inhalt / Sommaire

Remarques préliminaires ..... - 6 -

Vorwort ..... - 7 -

A - Indikatorenkatalog / Catalogue d'indicateurs ..... - 8 -

Eckdaten der Großregion / Chiffres-clés de la Grande Région ..... - 9 -

Europa-2020 und weitere EU-Ziele / Europe-2020 et autres objectifs européens - 10 -

1. Bevölkerung / Population ..... - 11 -

2. Wirtschaft / Economie ..... - 19 -

2.1 Wirtschaftsleistung und Wirtschaftsstruktur / Performance et structure économiques ..... - 19 -

2.2 Arbeitskosten und Arbeitsproduktivität / Coût de la main-d'œuvre et Productivité du travail ..... - 27 -

2.3 Wissenschaft, Technologie und Innovation / Science, technologie et innovation ..... - 34 -

3. Beschäftigung und Arbeitsmarkt / Emploi et marché du travail ..... - 39 -

3.1 Beschäftigung / Emploi ..... - 39 -

3.2 Arbeitslosigkeit / Chômage ..... - 50 -

3.3 Grenzüberschreitender Arbeitsmarkt / Marché du travail transfrontalier ..... - 55 -

4. Bildung / Education ..... - 59 -

5. Lebensbedingungen / Conditions de vie ..... - 67 -

5.1 Haushaltseinkommen und Armutsrisiko / Revenus des ménages et risque de pauvreté ..... - 67 -

5.2 Arbeits- und Kapitaleinkommen / Revenus du travail et du capital ..... - 73 -

5.3 Verbraucherpreisentwicklung / Evolution des prix à la consommation ..... - 79 -

Bibliografie / Bibliographie ..... - 81 -

B - Thème phare : L'industrie dans la Grande Région ..... - 83 -

B - Schwerpunktthema: Industrie in der Großregion ..... - 221 -

Remarques préliminaires

Pour la sixième fois le Réseau des instituts spécialisés de l'Observatoire Interrégional du marché de l'emploi (OIE) a le plaisir de vous pouvoir offrir **Le rapport sur la situation économique et sociale de la Grande Région**. Commandé par la présidence de la Wallonie du 15e Sommet de la Grande Région pour le Comité économique et social de la Grande Région, le rapport s'inscrit dans le prolongement des rapports des présidences précédentes.

Ces dernières années, le rapport du CESGR a pu s'établir comme instrument d'analyse important. Le rapport avait et a toujours pour **principal objectif** de présenter sous une forme synthétique les informations requises sur la situation socio-économique de la Grande Région par rapport aux autres régions et au niveau européen.

La première partie du rapport consiste en un **catalogue d'indicateurs statistiques et quantitatifs**. Celui-ci couvre une multitude de thèmes, illustrés par un graphique ou une carte et expliqués par un texte court. En général, les indicateurs permettent de tirer des enseignements comparatifs entre les régions et d'identifier les évolutions au fil du temps. Le rapport se décline en cinq grands volets thématiques : **« Territoire et population », « Economie », « Emploi et marché du travail », « Formation »** ainsi que **« Conditions de vie ».** L'équipe chargée de la rédaction a rassemblé de nombreuses données et a fait en sorte qu'elles soient aussi récentes que possible. Les analyses transfrontalières requièrent cependant des données qui ne peuvent être fournies qu'avec un certain décalage dans le temps. Grâce à la riche expérience du réseau des instituts de l'OIE acquise dans le cadre des rapports sur le marché de l'emploi dans la Grande Région publiés ces dernières années, il a été possible de présenter (pour une grande partie) des données de 2015.

La deuxième partie consiste en un thème phare **« La situation de l'industrie en Grande Région ».** A l'aide des données statistiques secondaires et des analyses existantes nous présentons une évaluation de la situation économique et de l'emploi de l'industrie manufacturière en Grande Région. En outre, basé sur des entretiens d'experts, nous traitons les sujets de la numérisation, l'énergie et la situation de l'industrie sidérurgique dans la Grande Région. Le rapport se termine par un chapitre sur les différentes approches du dialogue social des pays membres de la Grande Région.

Nous remercions le Comité Economique et Social de la Grande Région et son Président, Philippe Ledent, pour sa confiance et son intérêt pour nos travaux. Un remerciement particulier au GIS-GR de la Grande région qui est l'auteur des cartes géographiques présentes dans le rapport et également aux membres du groupe des offices statistiques de la Grande Région qui nous ont mis à disposition différentes donnés et estimations statistiques. Enfin, nous remercions tout particulièrement les membres du Groupe de suivi du CESGR et sa Présidente Bettina Altesleben. Le suivi constructif et l'examen critique de nos travaux ont débouché sur des suggestions importantes et posé les jalons du présent rapport.

Sarrebruck, octobre 2016
Le réseau des instituts spécialisés de l'Observatoire interrégional du marché de l'emploi

Vorwort

Schon zum sechsten Mal hat das Netzwerk der Fachinstitute der Interregionalen Arbeitsmarktbeobachtungsstelle (IBA) das Vergnügen, Ihnen den **Bericht zur wirtschaftlichen und sozialen Lage der Großregion** vorlegen zu dürfen. Im Auftrag der wallonischen Präsidentschaft des 15. Gipfels der Großregion für den Wirtschafts- und Sozialausschuss führt der aktuelle Bericht– die Berichterstattung unter den vorherigen Präsidentschaften fort.

Der WSAGR-Bericht konnte sich in den letzten Jahren als wichtiges Analyseelement etablieren. **Hauptanliegen** der Berichterstattung war und bleibt es, in konzentrierter Form einem breiten Informationsbedürfnis über die wirtschaftliche und soziale Lage in der Großregion im interregionalen wie europäischen Vergleich gerecht zu werden.

Den ersten Teil des Berichts bildet ein **statistisch-quantitativer Indikatorenkatalog** aus einer Vielzahl von Themenfeldern, illustriert anhand einer Graphik oder Karte und in einem kurzen Text zweisprachig erläutert. Wie gewohnt lassen diese Indikatoren in der Regel interregional vergleichende Aussagen zu und zeigen Änderungen im Zeitverlauf auf. Der Katalog gliedert sich in fünf großen Themenbereiche: **‚Bevölkerung', ‚Wirtschaft', ‚Beschäftigung und Arbeitsmarkt', ‚Bildung'** sowie **‚Lebensbedingungen'**. Das Bearbeitungsteam hat sich dabei um eine größtmögliche Aktualität bemüht; allerdings sind bei grenzüberschreitenden Analysen vergleichbare Daten nur mit gewissen zeitlichen Verzögerungen verfügbar. Dank des großen Erfahrungsschatzes des Netzwerks der Fachinstitute der IBA im Zuge der kontinuierlichen Berichterstattungen in den zurückliegenden Jahren, ist es jedoch weitgehend gelungen, Entwicklungen bis zum Jahr 2015 zu berücksichtigen. In Frankreich hat zum 01.01.2016 eine Gebietsreform stattgefunden, welche Lothringen, Elsass und Champagne-Ardennen in einer einzigen Verwaltungseinheit zusammenfasst. Nichtsdestotrotz konzentriert sich die vorliegende Berichterstattung ausschließlich auf das Gebiet von Lothringen.

Der zweite Teil besteht aus einem Schwerpunktthema mit dem Titel **„Die Lage der Industrie in der Großregion"**. Anhand von statistischen Sekundärdaten und vorhandener Analysen geben wir eine Einschätzung zur wirtschaftlichen Lage und zur Beschäftigungssituation im industriellen Sektor. Außerdem greifen wir auf Grundlage eigens zu diesem Zweck durchgeführter Experteninterviews die Themen Digitalisierung, Energie und die Situation der Stahlindustrie in der Großregion auf. Der Bericht schließt mit einem Überblick über die unterschiedlichen Strukturen im Sozialen Dialog der Länder der Großregion.

Wir danken dem Wirtschafts- und Sozialausschuss der Großregion und seinem Präsidenten Philippe Ledent für das Vertrauen und das Interesse an unserer Arbeit. Für die gute Zusammenarbeit möchten wir uns ausdrücklich auch beim GIS-GR der Großregion und den Kollegen der AG der statistischen Ämter bedanken. Das GIS-GR hat für uns zahlreiche Karten erstellt, die Statistiker haben uns zuverlässig mit Daten und Einschätzungen versorgt. Unser besonderer Dank gilt den Mitgliedern der WSAGR-Begleitgruppe und ihrer Vorsitzenden Bettina Altesleben. Die konstruktiv-kritische Begleitung unserer Arbeit hat wichtige Anregungen und Weichenstellungen für den vorliegenden Bericht gegeben.

Saarbrücken, im Oktober 2016
Das Netzwerk der Fachinstitute der Interregionalen Arbeitsmarktbeobachtungsstelle

A - Indikatorenkatalog / Catalogue d'indicateurs

Aus Gründen der besseren Lesbarkeit wird auf die zusätzliche Formulierung der weiblichen Form verzichtet. Wir möchten deshalb darauf hinweisen, dass die ausschließliche Verwendung der männlichen Form explizit als geschlechtsunabhängig verstanden werden soll.

Pour des raisons de meilleure lisibilité, il sera renoncé à l'emploi simultané du genre masculin et du genre féminin. Le site s'adresse par conséquent à la fois aux personnes de sexe féminin et de sexe masculin.

Eckdaten der Großregion / *Chiffres-clés de la Grande Région*

Geographisch liegt die Großregion im Herzen des historischen Zentrums von Europa zwischen den Ballungsräumen Brüssel, Rhein-Ruhr, Rhein-Main, Rhein-Neckar, Basel/Mulhouse und Paris.

Géographiquement, la Grande Région se situe au cœur du centre historique de l'Europe, entre les zones urbaines de Bruxelles, de Rhin-Ruhr, de Rhin-Main, de Rhin-Neckar, de Bâle/Mulhouse et de Paris.

Zu diesem europäischen Kooperationsraum der die Grenzen von vier Nationalstaaten überschreitet und in dem offiziell drei verschiedene Sprachen gesprochen werden, gehören:

- die deutschen Bundesländer Saarland und Rheinland-Pfalz
- die französische Region Lothringen (Fusion mit den Regionen Champagne-Ardenne und Elsass zu der Region Grand-Est am 01.01.2016)
- das Großherzogtum Luxemburg,
- die Wallonische Region in Belgien mit der Deutschsprachigen Gemeinschaft

Cet espace de coopération européen s'étendant par-delà les frontières de quatre Etats et comptant trois langues officielles comprend :

- *les Länder allemands de Sarre et de Rhénanie-Palatinat*
- *la région française de Lorraine (qui a fusionné le 01/01/2016 avec les régions Champagne-Ardenne et Alsace pour devenir la Région Grand-Est)*
- *le Grand-Duché de Luxembourg,*
- *la Région wallonne en Belgique avec la Communauté germanophone*

Eckdaten

		Saarland	Lorraine	Luxem-bourg	Rhein-land-Pfalz	Wallo-nie	DG Begien	**GR. Region**
Fläche	km²	2.569	23.547	2.586	19.854	16.844	854	65.400
Bevölkerungsstand	in 1000	989,0	2.345,2	563,0	4011,6	3.589,7	76,3	11.498,5
BIP	in Mio. €	35.028,5	56.388,6	52.112,5	131.951,4	93.550,9	1.988,0	351.759,9
Preisentwicklung	gegenüber 2014 in %	0,1	0,1	0,5	0,2	0,6	-	-
Verfügbares Ein-kommen	je Einwohner	19.591	17.875	32.073	21.397	17.039	-	19.377
Arbeitslosenquote	in %	5,6	12,1	6,7	3,7	11,9	8,4	7,9
Einpendler	absolut	17.997	nd	166.768	4.790	29.568	-	219.123*
Auspendler	absolut	8.405	103.863	706	30.914	50.825	-	194.713

**ohne Lothringen; nd = nicht verfügbar ; Zu den Datenquellen, vergleiche die Angaben in den einzelnen Kapiteln*

Chiffres-clés

		Saarland	*Lorraine*	*Luxem-bourg*	*Rhein-land-Pfalz*	*Wallo-nie*	*DG Belgien*	***GR. Region***
Surface	*km²*	*2.569*	*23.547*	*2.586*	*19.854*	*16.844*	*854*	*65.400*
Chiffre de la popula-tion	*en miliers*	*989,0*	*2.345,2*	*563,0*	*4011,6*	*3.589,7*	*76,3*	*11.498,5*
PIB	*en millions d'€*	*35.028,5*	*56.388,6*	*52.112,5*	*131.951,4*	*93.550,9*	*1.988,0*	*351.759,9*
Evolution des prix	*par rapport à 2014 en %*	*0,1*	*0,1*	*0,5*	*0,2*	*0,6*	-	-
Revenu disponible	*par habitant*	*19.591*	*17.875*	*32.073*	*21.397*	*17.039*	-	*19.377*
Taux de chômage	*en %*	*5,6*	*12,1*	*6,7*	*3,7*	*11,9*	*8,4*	*7,9*
Frontaliers entrants	*absolu*	*17.997*	*nd*	*166.768*	*4.790*	*29.788*	-	*219.123**
Frontaliers sortants	*absolu*	*8.405*	*103.863*	*706*	*30.914*	*50.825*	-	*194.713*

**Sans la Lorraine ; non disponible ; Pour les sources, se reporter aux différents chapitres*

Europa-2020 und weitere EU-Ziele / *Europe-2020 et autres objectifs européens*

Am 17. Juni 2010 hat der Europäische Rat die neue Strategie „Europa 2020“ formell verabschiedet. Sie verfolgt mit drei sich gegenseitig verstärkenden Prioritäten den Aufbau einer intelligenten, nachhaltigen und integrativen Wirtschaft in einer EU, die durch ein hohes Beschäftigungs- und Produktivitätsniveau sowie einen ausgeprägten sozialen Zusammenhalt gekennzeichnet ist. Zur Messung der Fortschritte bei der Verwirklichung der Ziele der Europa-2020-Strategie wurden verschiedene Kernziele vereinbart. Die für diesen Bericht relevanten Kernziele sowie weitere EU-Zielvorgaben werden in untenstehender Tabelle für die Großregion und deren Teilgebieten dargestellt.

Le 17 juin 2010, le Conseil européen adopte la nouvelle stratégie pour la croissance et l'emploi « Europe 2020 ». Cette stratégie doit faire de l'espace européen une économie intelligente, durable et inclusive avec des niveaux d'emploi, de productivité et de cohésion sociale et territoriale élevés. Pour mesurer le progrès de la stratégie Europe-2020, des objectifs ont été définis. Les objectifs Europe-2020 pertinents pour ce rapport et d'autres objectives européens sont présentés pour la Grande Région et ses composantes dans le tableau ci-dessous.

Europa-2020 und weitere EU-Ziele

		EU-Ziel	Saarland	Lorraine	Luxembourg	Rheinland-Pfalz	Wallonie	DG Belgien	GR. Region
Beschäftigungsquote	in %	**75%**	74,4	66,6	70,9	78,3	61,5	72,4	70,1
FuE-Ausgaben	in % des BIP	**3%**	1,42	1,26	1,30	2,13	2,91	-	2,02
Bevölkerung im Alter von 30-34 Jahren mit Tertiärabschluss	in % der Bevölkerung im selben Alter	**>40%**	22,9	38,9	52,3	29,6	39,1	-	35,4
Frühe Schulabgänger	in % der Bevölkerung im Alter 18-24	**<10%**	12,5	9,3	9,3	12,5	13,1	-	11,9
Teilnahme an Vorschulbildung	Kinder zwischen 4 Jahren und dem gesetzlichen Einschulungsalter	**>95%**	96,6	97,6	97,9	98,8	96,7	-	-
Beteiligung am Lebenslangen Lernen	in %	**>15%**	5,6	18,6	18,0	8,3	5,4	-	9,7
Armutsgefährdungsquote	weniger als 60% des nationalen verfügbaren Median-Äquivalenzeinkommens	**-**	17,5	15,5	16,4	15,5	19,2	-	16,2

Zu den Datenquellen, vergleiche die Angaben in den einzelnen Kapiteln

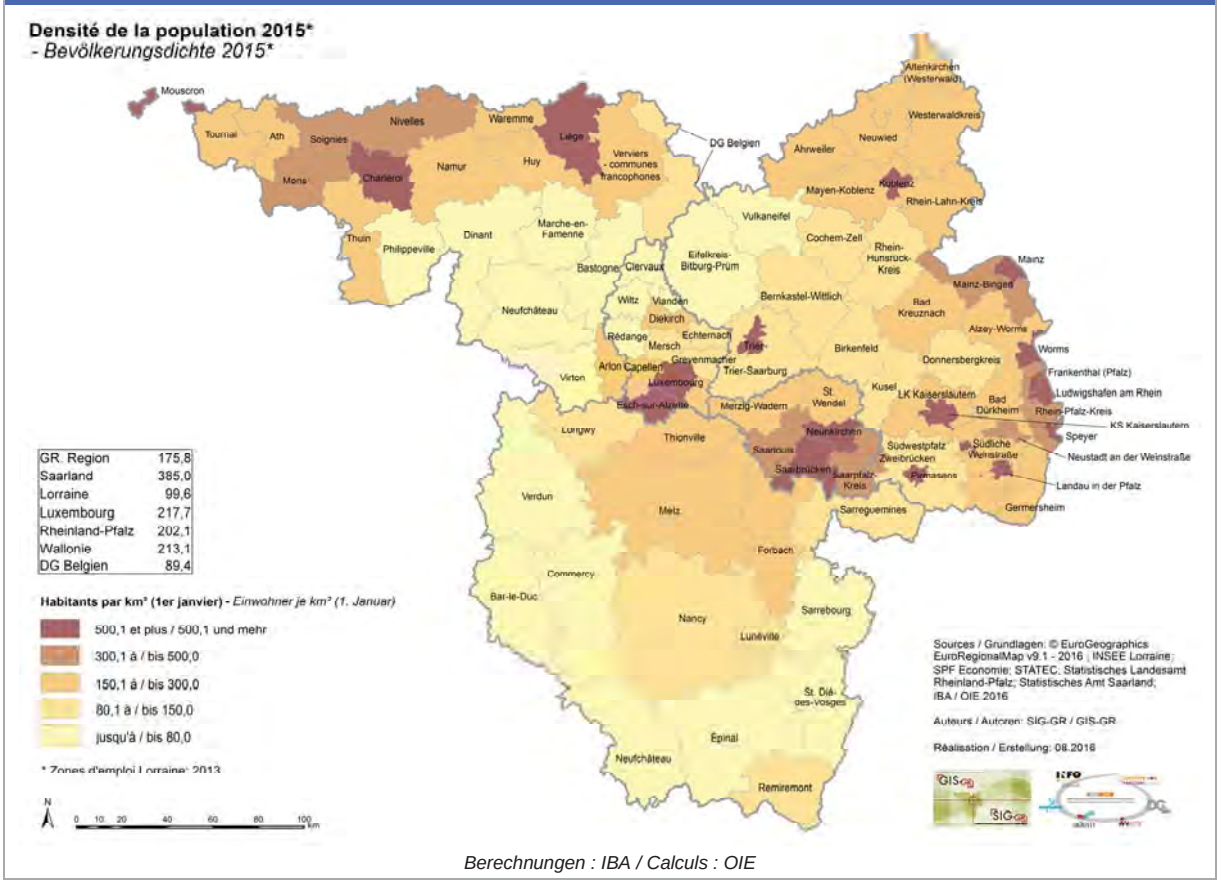
Objectifs Europe 2020 et autres objectifs européens

		Prescription d'UE	*Saarland*	*Lorraine*	*Luxembourg*	*Rheinland-Pfalz*	*Wallonie*	*DG Belgien*	*GR. Region*
Taux d'emploi	*en %*	***75%***	*74,4*	*66,6*	*70,9*	*78,3*	*61,5*	*72,4*	*70,1*
Dépenses de R&D	*en % du PIB*	***3%***	*1,42*	*1,26*	*1,30*	*2,13*	*2,91*	-	*2,02*
Population âgée de 30 à 34 ans titulaire d'un diplôme de l'enseignement supérieur	*en % de la population du même âge*	***>40%***	*22,9*	*38,9*	*52,3*	*29,6*	*39,1*	-	*35,4*
Jeunes quittant prématurément l'école	*en % de la population des 18 à 24*	***<10%***	*12,5*	*9,3*	*9,3*	*12,5*	*13,1*	-	*11,9*
Participation à l'enseignement préscolaire	*Enfants entre 4 ans et l'âge légal de scolarisation*	***>95%***	*96,6*	*97,6*	*97,9*	*98,8*	*96,7*	-	-
Participation à l'apprentissage tout au long de la vie	*en %*	***>15%***	*5,6*	*18,6*	*18,0*	*8,3*	*5,4*	-	*9,7*
Taux de risque de pauvreté	*inférieur à 60% du revenu équivalent médian disponible au niveau national*	**-**	*17,5*	*15,5*	*16,4*	*15,5*	*19,2*	-	*16,2*

Pour les sources, se reporter aux différents chapitres

1. Bevölkerung / Population

Bevölkerungsdichte zum 1. Januar 2015 / Densité de population au 1er janvier 2015



Berechnungen : IBA / Calculs : OIE

Drei große Ballungszentren

Die Bevölkerungsdichte der Großregion lag 2015 bei beinahe 176 Einwohnern je km². Allerdings zeigt sich regional eine sehr unterschiedliche Verteilung: von mehr als 2.000 Einwohnern je km² in Mainz und Ludwigshafen bis hin zu den dünn besiedelten Gebieten Verdun und Commercy mit weniger als 30 Einwohnern je km².

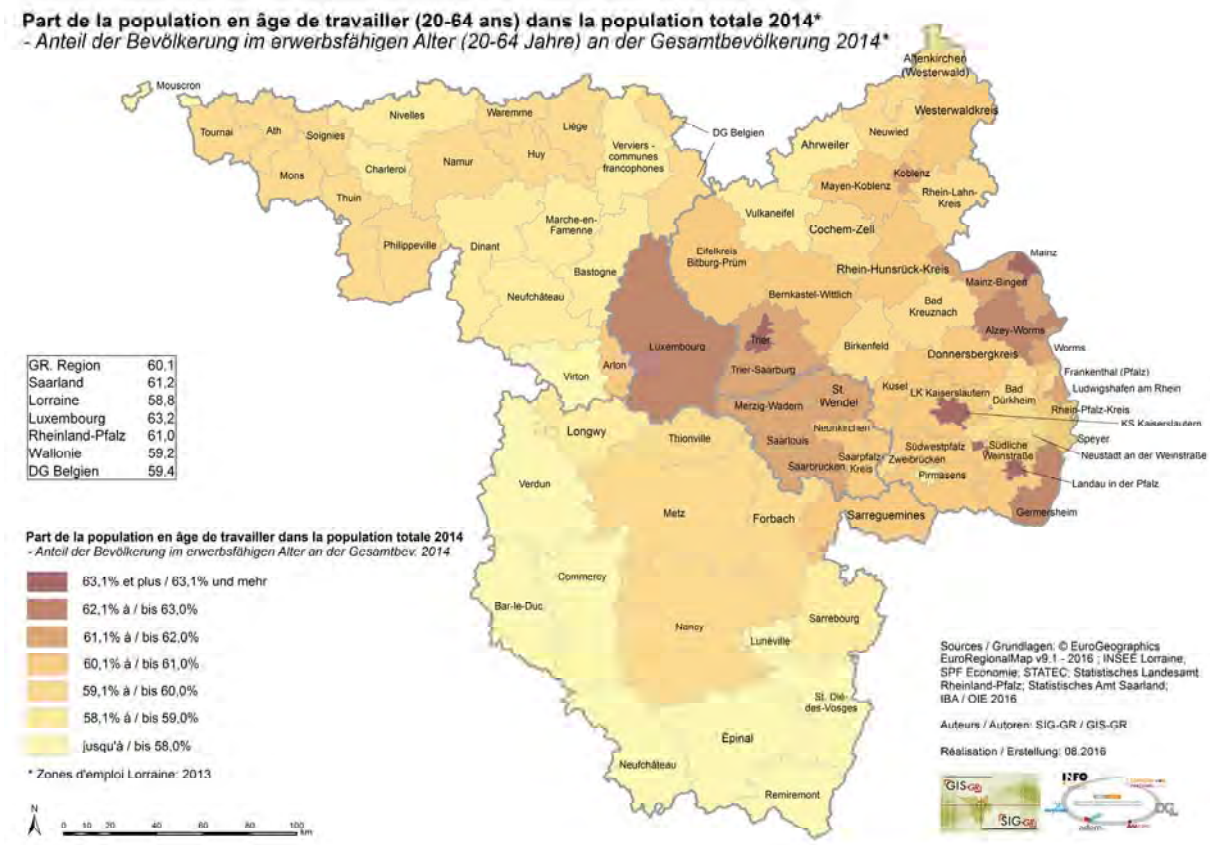
Der größte Verdichtungsraum bildet sich im Osten von Rheinland-Pfalz entlang der Rheinschiene. Hier liegen wichtige wirtschaftliche Schwerpunkte und es wirken Einflüsse der großen Ballungszentren benachbarter Bundesländer. Dicht besiedelte Gebiete befinden sich außerdem im nördlichen Teil der Wallonie – insbesondere in den Wirtschaftszentren Charleroi und Lüttich. Daneben konzentriert sich die Bevölkerung der Großregion vor allem auf ein länderübergreifendes Kerngebiet, das alle Teilräume sowie wichtige wirtschaftliche Schwerpunkte umfasst: Es reicht von Nancy über Metz und Thionville in Lothringen bis zu den Kantonen Arlon, Esch-sur-Alzette sowie Luxemburg und von Trier bis ins Saarland, um hier wieder an Forbach in Lothringen anzuschließen. Umgeben wird dieser verdichtete Raum von einem ausgedehnten Gürtel eher ländlich strukturierter, schwach besiedelter Gebiete mit vielfältigen Naturräumen und Kulturlandschaften.

Trois zones à forte densité de population

La densité de population dans la Grande Région était de presque 176 habitants par km² en 2015. Elle varie fortement selon les régions : de plus de 2 000 habitants par km² à Mayence et Ludwigshafen, elle est inférieure à 30 habitants par km² dans les territoires faiblement peuplés de Verdun et de Commercy.

La région la plus fortement peuplée est l'Est de la Rhénanie-Palatinat, le long de la bande rhénane. Là se trouvent des centres économiques, influencés aussi par les conurbations des Länder voisins. D'autres conurbations se situent dans la partie nord de la Wallonie, surtout à Charleroi et Liège. En outre, la population de la Grande Région se concentre avant tout dans une zone centrale dépassant les frontières nationales et incluant toutes les composantes régionales ainsi que d'importants pôles économiques de l'espace de coopération : elle s'étend de Nancy, en passant par Metz et Thionville en Lorraine jusqu'à Arlon, Esch-sur-Alzette et Luxembourg et de Trèves jusqu'en Sarre, où elle rejoint à nouveau les territoires lorrains. Cette zone très dense est entourée d'une large ceinture verte de régions à structures plutôt rurales, faiblement peuplées, avec des espaces naturels variés et des paysages cultivés.

Bevölkerung im erwerbsfähigen Alter zum 1. Januar 2014 / Population en âge de travailler au 1er janvier 2014



Berechnungen : IBA / Calculs : OIE

Bevölkerung im erwerbsfähigen Alter konzentriert sich auf städtische Räume

Für Arbeit und Beschäftigung ist die Gruppe der 20- bis unter 65-Jährigen von besonderer Bedeutung. Diese Personen befinden sich in einem Alter, in dem sie typischerweise dem Arbeitsmarkt zur Verfügung stehen. Eine natürliche Begrenzung findet dieses so genannte Erwerbspersonenpotenzial in der Zahl der Bevölkerung im erwerbsfähigen Alter, die in Umfang und Struktur durch demographische Veränderungen, Wanderungsbewegungen, geschlechtsspezifische Erwerbsmuster und das Bildungsverhalten beeinflusst werden.

In vielen ländlich strukturierten Gebieten fällt der Anteil des Erwerbspersonenpotenzials unterdurchschnittlich aus, besonders deutlich in der Vulkaneifel, im Kreis Ahrweiler, in den Departements Vosges und Meuse oder in Mouscron und Virton. Mehr Menschen im erwerbsfähigen Alter leben dagegen aufgrund des höheren Arbeitsplatzangebots in den städtischen Räumen und ihrem Umland. Spitzenwerte erreichen hier die Städte Trier, Mainz, Kaiserslautern und Landau in der Pfalz, gefolgt vom Großherzogtum Luxemburg. Regionaler Spitzenreiter der Wallonie ist Arlon, in Lothringen Sarreguemines.

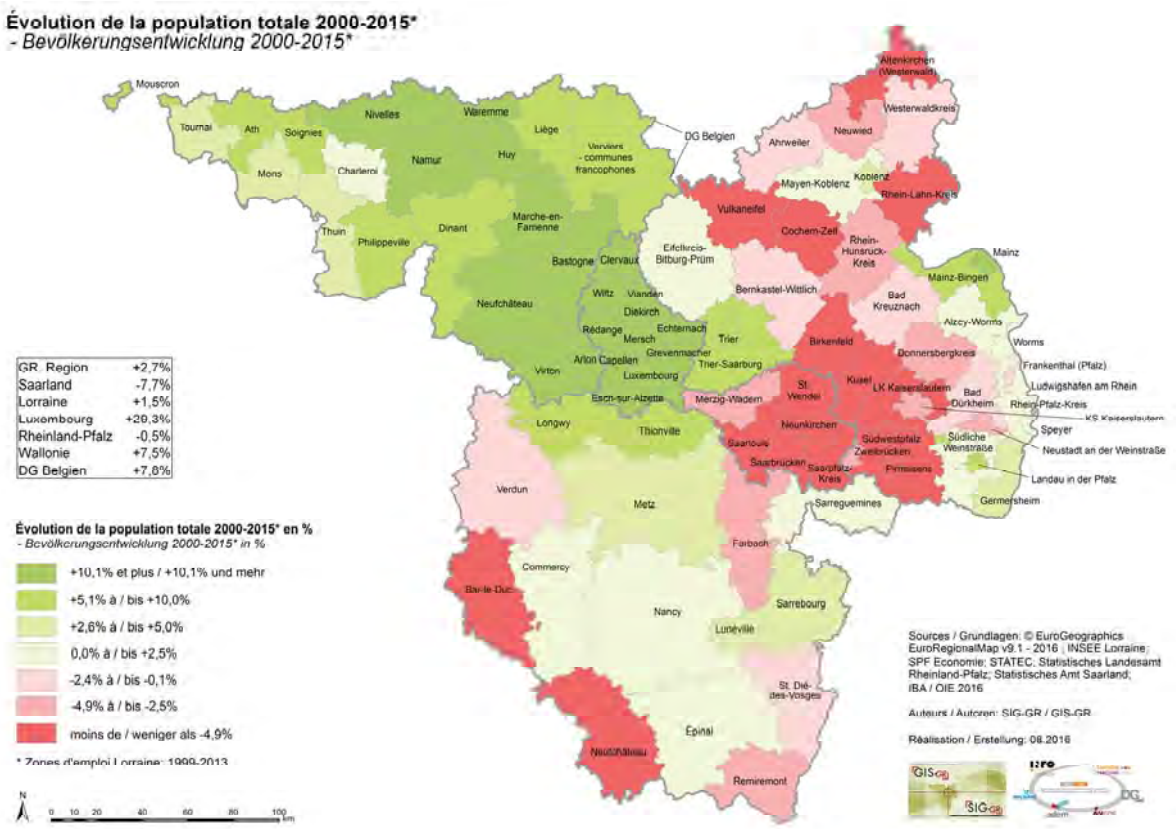
Concentration du potentiel d'actifs dans les espaces urbains

En termes de travail et d'emploi, le groupe des personnes âgées de 20 à moins de 65 ans est primordial. C'est à cet âge en effet que l'on se trouve normalement sur le marché de l'emploi. Ce potentiel d'actifs est naturellement limité par le volume de la population en âge de travailler subissant les influences, tant quantitativement que par la structure, des variations démographiques, des mouvements migratoires, des modèles d'activité spécifiques selon le sexe et de l'approche éducative.

Dans de nombreuses régions à structure rurale, la part du potentiel d'actifs est inférieure à la moyenne. C'est tout particulièrement le cas dans l'Eifel volcanique, le kreis de Ahrweiler, dans les Vosges et la Meuse, ou encore à Mouscron et Virton. En revanche, du fait d'une offre d'emplois plus importante, beaucoup de personnes en âge de travailler vivent dans les espaces urbains et leurs environs. Des taux record sont ainsi atteints dans les villes de Trèves, Mayence, Kaiserslautern et Landau in der Pfalz, suivi du Grand-duché de Luxembourg. Le champion régional de Wallonie est Arlon, en Lorraine Sarreguemines est au premier rang.

Bevölkerungsentwicklung in der Großregion 2000-2015 / Evolution démographique en Grande Région 2000-2015

jeweils zum 1. Januar, Veränderung in % / Respectivement au 1er janvier, variation en %



Berechnungen : IBA / Calculs : OIE

Steigende Einwohnerzahlen rund um wirtschaftsstarke Gebiete und entlang der Hauptverkehrsachsen

Seit der Jahrtausendwende sind Bevölkerungszunahmen insbesondere im Einzugsbereich der wirtschaftstarken Gebiete, in der Nähe der regionalen Oberzentren, rund um die Universitätsstandorte sowie entlang der zentralen Verkehrsachsen zu beobachten. Im Kerngebiet der Großregion sorgt vor allem die wirtschaftliche Anziehungskraft Luxemburgs für steigende Einwohnerzahlen – im Land selbst wie auch in vielen angrenzenden Gebieten.

Zuwächse weit über dem jeweiligen regionalen Durchschnitt erreichen hier etwa Arlon und Waremme, Thionville und Longwy sowie die Stadt Mainz und der Großraum Trier. Der saarländische Landkreis Merzig-Wadern weist zwar eine negative Gesamtbilanz aus, entwickelte sich aber dennoch deutlich günstiger als das Saarland insgesamt.

Starke Bevölkerungsrückgänge verzeichnen Teile der Westpfalz und der Kreis Neunkirchen. Auch das übrige Saarland sowie Gebiete in der Eifel und in Teilen Lothringens (Bar-Le-Duc, Neufchâteau, Forbach und Remiremont) weisen Verluste auf, allerdings nicht ganz so stark ausgeprägt. In der Wallonie sind die Einwohnerzahlen in allen Arrondissements durchgängig gestiegen. Die Zuwächse in Charleroi – der größten Stadt der Großregion –, Mons, Thuin und Tournai verblieben jedoch weit unter dem Durchschnitt der wallonischen Region.

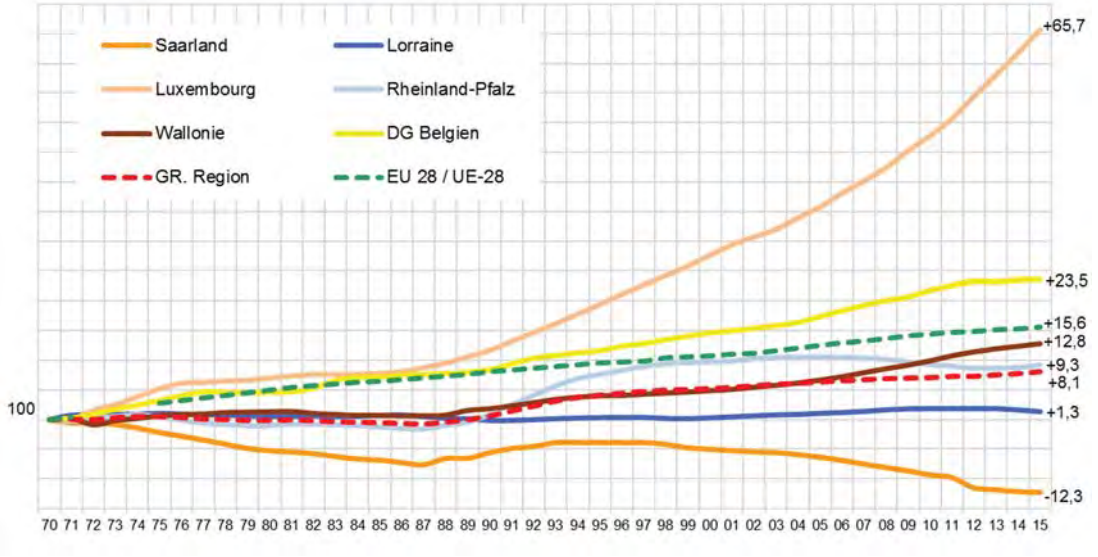
La population augmente autour des grandes régions économiques et le long des principaux axes de circulation

Depuis 2000, la population augmente notamment dans les zones d'influence des régions économiquement très développées, à proximité des métropoles régionales, tout autour des grands centres universitaires et le long des principaux axes de circulation. Au cœur de la Grande Région, c'est avant tout le pouvoir d'attraction économique du Luxembourg qui est à l'origine d'une forte croissance – au Grand-duché même et dans de nombreuses régions limitrophes.

Des augmentations nettement supérieures à la moyenne régionale s'observent notamment à Arlon et Waremme, Thionville et Longwy ainsi que Mayence et dans l'agglomération de Trèves. En Sarre, Merzig-Wadern à la frontière luxembourgeoise présente certes un bilan négatif, néanmoins inférieur à celui du reste du Land. Des pertes importantes ont aussi été enregistrées dans la Westpfalz et la région de Neunkirchen. Les populations du reste de la Sarre ainsi que de Neufchâteau, Bar-le-Duc, Forbach et Remiremont sont aussi en baisse, mais d'une manière moins prononcée. En Wallonie le nombre d'habitants a augmenté, bien que la hausse à Charleroi – la plus grande ville de la Grande Région –, Mons, Thuin et Tournai soit inférieure au reste de la région wallonne.

Entwicklung der Gesamtbevölkerung 1970 - 2015 / Evolution de la population totale entre 1970 et 2015

jeweils zum 1. Januar, 1970 = 100 (Veränderung in %) / au 1er janvier, 1970 = 100 (variation en %)



Berechnungen : IBA / Calculs : OIE

Seit Mitte der 1990er Jahre deutlich verlangsamtes Bevölkerungswachstum

Seit 1970 ist die Bevölkerung der Großregion um 862.204 Einwohner (+8,1%) auf fast 11,5 Millionen Menschen im Jahr 2015 angestiegen. Dieses Wachstum wurde getragen von der Entwicklung in Luxemburg (+65,7%), der Wallonie (hier auch der DG Belgien) und Rheinland-Pfalz während die Einwohnerzahl in Lothringen mehr oder minder stagniert und im Saarland rückläufig ist. Auf dem Gebiet der heutigen EU-28 konnte im gleichen Zeitraum ein Plus von 15,6% verzeichnet werden.

Das im europäischen Vergleich geringere Bevölkerungswachstum in der Großregion lässt sich auch in jüngerer Zeit beobachten: Nach der Hochphase Ende der 1980er und Anfang der 1990er Jahre haben sich die Zuwächse im Kooperationsraum seit Mitte der 1990er Jahre merklich abgeschwächt und belaufen sich für den Zeitraum 2000 bis 2015 nur noch auf +2,7% (EU-28: +5,3%).

Seit 2000 erfährt die Großregion eine sich stetig vergrößernde negative Bilanz des natürlichen Saldos, die Anzahl der Sterbefälle übersteigt die der Geburten (-72 pro 10.000 Einwohner). Durch Zuwanderung kann dieses Phänomen auf großregionaler Ebene aber ausgeglichen werden (+321 je 10.000 Einwohner). In Lothringen ist es genau umgekehrt: stetigen Wanderungsverluste werden durch hohen Geburtenüberschüsse kompensiert. Die Wallonie, die DG Belgien und insbesondere Luxemburg weisen nach wie vor für beide Aspekte eine Aufwärtsentwicklung aus. Das Saarland verzeichnet einen sehr leicht positiven Zuwanderungssaldo, leidet aber hauptsächlich unter einer extrem niedrigen Geburtenrate. Die Bevölkerung der beiden deutschen Teilregionen schrumpfte im Vergleich zum Jahr 2000.

Un ralentissement sensible des taux de croissance depuis le milieu des années 1990

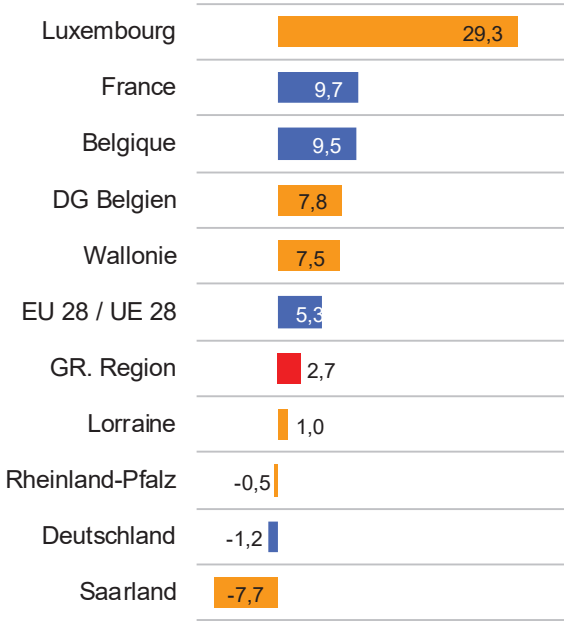
Début 2015, presque 11,5 millions de personnes vivent dans la Grande Région, soit près de 862 204 personnes de plus qu'en 1970 (+8,1%). Cette hausse est portée par l'évolution au Luxembourg (+65,7%), en Wallonie (et également en CG de Belgique) et en Rhénanie-Palatinat, tandis que le nombre d'habitants en Lorraine stagne plus ou moins et recule en Sarre. Au niveau de l'UE des 28, une croissance de 15,6% est enregistrée sur la même période.

La dynamique démographique nettement plus faible au sein de l'espace de coopération s'observe également au cours des dernières années : Après avoir atteint son maximum à la fin des années 1980 et au début des années 1990, la croissance démographique de la Grande Région ralentit sensiblement depuis le milieu des années 1990. Entre 2000 et 2015, la population n'augmente que de 2,7% (UE-28 : + 5,3%).

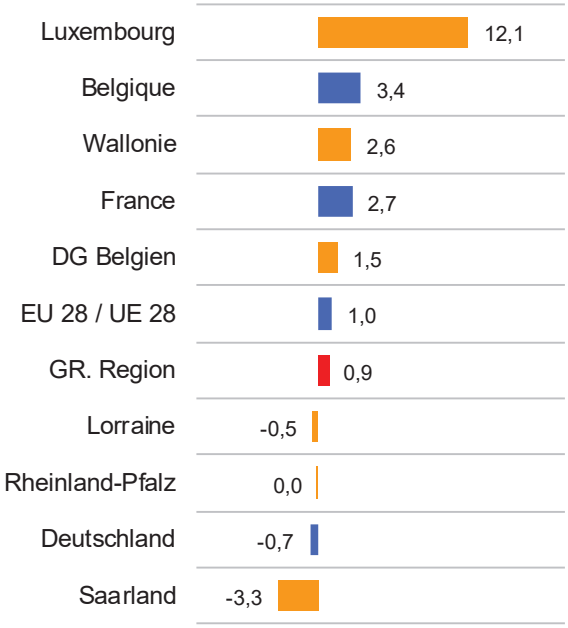
Depuis 2000, le nombre des décès dépasse celui des naissances, de sorte que l'on assiste depuis à une baisse naturelle de la population dans l'espace de coopération (-72 pour 10 000 habitants). Avec un solde migratoire positif (+321 pour 10 000 habitants), les pertes sont équilibrées au niveau grand-régional. En Lorraine, on observe le contraire : l'émigration est compensée par un fort taux de natalité. La Wallonie, la CG de Belgique et le Luxembourg connaissent des bilans positifs pour le solde naturel et le solde migratoire. La Sarre a un solde migratoire très légèrement positif, mais souffre d'un taux de naissance extrêmement bas. Comparé à l'année 2000, la population des deux régions allemandes a baissé.

Entwicklung der Bevölkerung / Évolution de la population

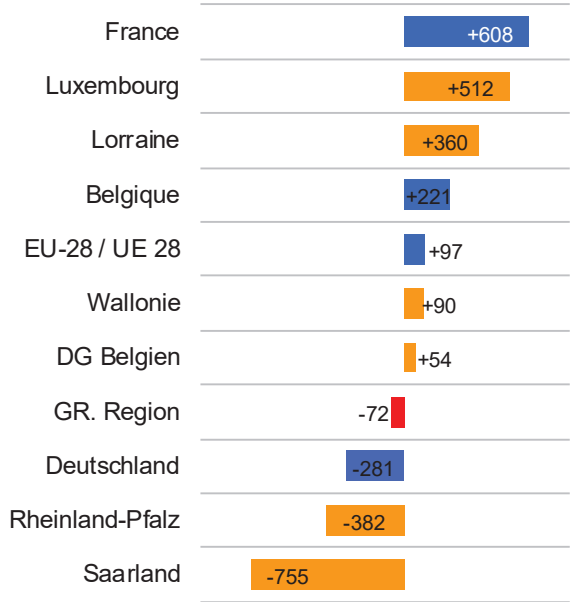
Gesamtbevölkerung 2000-2015
(jeweils zum 1. Januar)
(Veränderung in %) /
Evolution de la population globale 2000-2015
(au 1er janvier)
(variation en %)



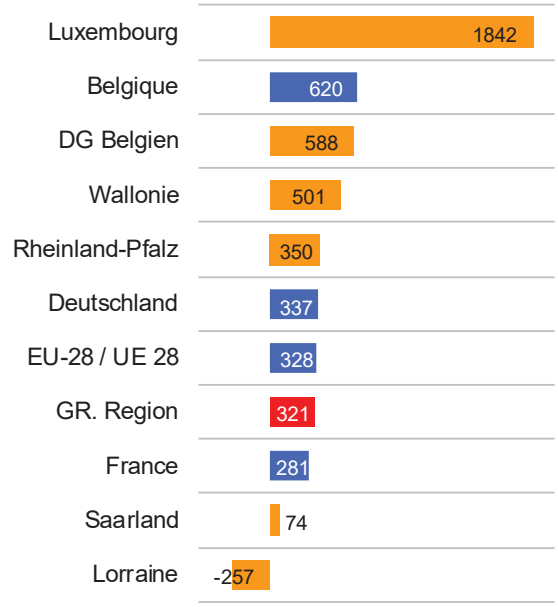
Gesamtbevölkerung 2010-2015
(jeweils zum 1. Januar)
(Veränderung in %) /
Evolution de la population globale 2010-2015
(au 1er janvier)
(variation en %)



Natürlicher Saldo 2000-2014
(31.12.2014)
(je 10.000 Einwohner) /
Solde naturel 2000-2014
(31.12.2014)
(pour 10 000 habitants)



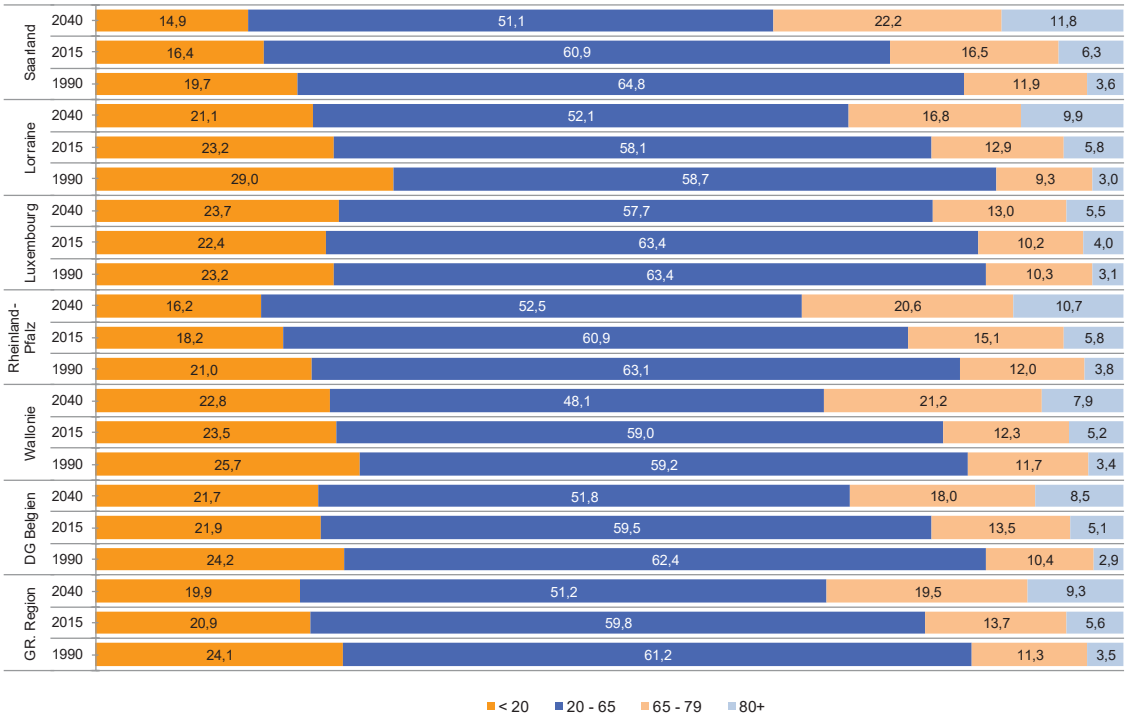
Wanderungssaldo 2000-2014
(31.12.2014)
(je 10.000 Einwohner) /
Solde migratoire 2000-2014
(31.12.2014)
(pour 10 000 habitants)



Berechnungen : IBA / Calculs : OIE

Bevölkerung nach Altersgruppen 1990, 2015 und 2040 / Population par classe d'âge en 1990, 2015 et 2040

Anteile der Altersgruppen in % / Proportion des classes d'âge en %



Berechnungen : IBA / Calculs : OIE

Erwerbspersonenpotenzial im Schrumpfungsprozess

Als Folge rückläufiger Geburtenraten und einer längeren Lebenserwartung werden sich die bereits heute erkennbaren altersstrukturellen Verschiebungen weiter fortsetzen: So ist auf Ebene der Großregion der Anteil der unter 20-Jährigen zwischen 1990 und 2015 von 24,1% auf nunmehr 20,9% gefallen und wird 2034 voraussichtlich bei 19,9% liegen, während sich parallel die Altersgruppe der über 65-Jährigen von 14,8% über 19,3% in 2013 auf 28,8% in 2040 entwickelt.

Damit ändert sich auch das Ausmaß der Personen im erwerbsfähigen Alter (20- bis 65-Jährige), die potenziell dem Arbeitsmarkt und damit für die Finanzierung der sozialen Sicherungssysteme zur Verfügung stehen. Der Anteil hat sich von 1990 bis 2015 aufgrund der geburtenstarken Jahrgänge der Baby-Boom-Generation, die derzeit noch voll im Erwerbsleben steht, nur relativ geringfügig von 61,2% auf 59,8% verringert. Bis zum Jahr 2030 wird allerdings mit einem Rückgang des Erwerbspersonenpotenzials um fast 770.000 Personen auf 51,2% gerechnet.

Während im Jahr 1990 auf 100 Personen im erwerbsfähigen Alter noch 24 Menschen im Alter von über 65 Jahren kamen, ist dieser Wert bis 2015 auf 32 gestiegen und wird 2040 bei 56 liegen. Im interregionalen Vergleich sind die beiden deutschen Regionen am stärksten vom Alterungsprozess betroffen, wobei insbesondere das Saarland eine ungünstige Struktur aufweist.

Baisse de la population active potentielle

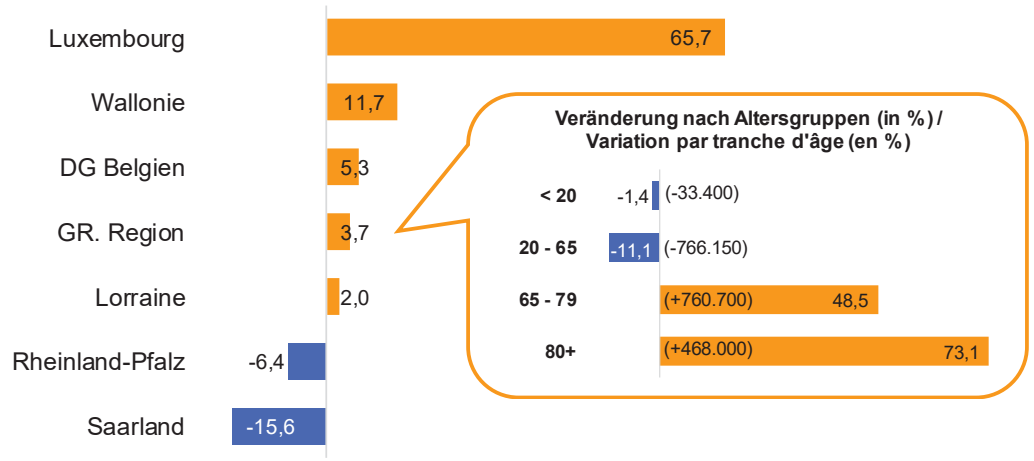
La baisse de la natalité et l'allongement de l'espérance de vie sont autant de facteurs qui contribueront à maintenir le renversement déjà amorcé de la pyramide des âges. A l'échelle de la Grande Région, la part des moins de 20 ans est passée de 24,1 % en 1990 à 20,9 % en 2015, en 2030 elle sera probablement à 19,9 %. Sur la même période, la tranche des plus de 60 ans connaît une progression importante, passant de 14,8 % à 19,3 % en 2015 et 28,8 % en 2040.

En conséquence, le pourcentage de la population active (âgée 20 à 65 ans) change aussi. Il s'agit du groupe de personne potentiellement disponible sur le marché de l'emploi et ainsi pour le financement des systèmes sociaux. Ce pourcentage n'a pas beaucoup changé entre 1990 et 2015 (de 61,2 à 59,8%), étant donné que les cohortes nombreuses du baby-boom sont encore en activité. D'ici 2040 on attend cependant un recul de la population active potentielle de presque 770 000 personnes, c'est-à-dire 51,2%.

Tandis qu'en 1990, la Grande Région comptait 24 personnes de 65 ans et plus pour 100 en âge de travailler, cette valeur passe à 32 en 2015 et probablement à 56 en 2040. En comparaison interrégionale, les deux régions allemandes sont les plus marquées par ce vieillissement, et la structure de la Sarre est particulièrement défavorable.

Bevölkerungsprojektion 2040 / Projection de population en 2040

Veränderung gegenüber 2015 in % / Variation par rapport à 2015 en %



Abweichungen in der Summe aufgrund von Rundungen (Tsd.) / Le total peut différer en raison de l'arrondissement des valeurs à la dizaine supérieure

Berechnungen : IBA / Calculs : OIE

Was bringt die Zukunft? Bevölkerungsprojektion bis 2040

Nach den aktuellen Bevölkerungsprojektionen wird auch in den nächsten 25 Jahren die Einwohnerzahl in der Großregion weiter anwachsen, so dass im Jahr 2040 voraussichtlich 11.921.462 Menschen im Kooperationsraum leben werden. Das wären 3,7% oder 429.150 Bewohner mehr als 2015 – etwas weniger als derzeit das Ballungsgebiet Charleroi aufweist.

Innerhalb der Großregion lassen sich sehr unterschiedliche Entwicklungsdynamiken erwarten. Für die meisten Teilregionen werden für das Jahr 2030 Bevölkerungsanstiege prognostiziert – insbesondere für Luxemburg. Hier ist wird ein Zuwachs um 65,7% (auf dann 932.937 Personen) erwartet. Auch der Wallonie wird ein großes Bevölkerungswachstum hervor gesagt: +421.622 Personen.

Im Saarland hingegen wird sich der Bevölkerungsrückgang auch zukünftig fortsetzen: bis 2030 sollen es nur noch 834.900 Personen und damit rund 150.000 weniger sein (-15,6%). Auch in Rheinland-Pfalz wird sich der Bevölkerungsschwund zukünftig weiter fortsetzen, wenngleich nicht so ausgeprägt wie im Saarland: Es wird ein Minus von 6,4% (bzw. rund 250.000 Personen) erwartet, so dass im Jahr 2040 nur noch 3,76 Mio. Menschen dort leben. Damit würde die Wallonie mit 4,01 Mio. Rheinland-Pfalz als Region mit den meisten Einwohnern ablösen.

Que nous réserve l'avenir ? Projection actualisée de la population jusqu'en 2040

Selon les projections actuelles, la population de la Grande Région continuera de progresser au cours des deux prochaines décennies pour s'établir en 2040 à 11 921 462 personnes dans l'espace de coopération. Ceci correspond à une hausse estimée de 3,7 %, soit 429 140 habitants au total, par rapport à 2013. Cela correspond à peu près au nombre d'habitants de l'agglomération de Charleroi.

En Grande Région les projections font état de dynamiques d'évolution très différentes selon les régions. Pour la plupart des régions une croissance démographique est pronostiquée, et surtout pour le Luxembourg où l'on attend une hausse de 65,7%, pour atteindre une population totale de 932 937 personnes. La population de la Wallonie connaitra une croissance importante aussi : +421 622 habitants.

En Sarre au contraire, le déclin démographique se poursuivra : en 2040 le nombre d'habitants baissera d'environ 150 000 (soit une régression de 15.6%) pour atteindre 834 900 personnes. En Rhénanie-Palatinat aussi la population diminuera, toutefois moins qu'en Sarre. On y attend un recul de 6.4% (ca. 250 000 personnes), ce qui correspond à une population de 3,76 millions. Dans ce cas de figure, la Wallonie –avec 4,01 millions de citoyens- sera la région comptant le plus d'habitants.

Methodische Anmerkungen

Datengrundlage:

Die für das Kapitel „Bevölkerung" verwendete Datengrundlage basiert im Wesentlichen auf den Informationen der Statistischen Ämter der Großregion. Bestehende Datenlücken wurden dabei soweit als möglich durch das Bearbeiterteam geschlossen bzw. durch weiterführende Daten ergänzt.

Bei dem Verweis auf einzelne Jahre ist zu berücksichtigen, dass bei den Bevölkerungsdaten – wie in den überwiegenden Teilregionen der Großregion üblich – jeweils der 1. Januar verwendet wurde und nicht wie in Deutschland auf den 31.12. Bezug genommen wurde. Aus dem 31.12.2014 wurde so z.B. der 01.01.2015.

Definitionen und methodische Hinweise:

Erwerbspersonenpotenzial:

Die IBA definiert das Erwerbspersonenpotenzial als Personen im erwerbsfähigen Alter weiterhin in der Altersgruppe von 20 bis 64 Jahren.

Natürlicher Saldo:

Der „Natürlicher Saldo" bezeichnet die Differenz aus Lebendgeborenen und Gestorbenen in der Jahressumme.

Wanderungssaldo:

Der „Wanderungssaldo" bezeichnet die Differenz aus Zuzügen und Fortzügen in der Jahressumme.

Für die EU-28, Frankreich, Lothringen und die Großregion muss der Wanderungssaldo berechnet werden: Die Nettowanderung wird als Differenz zwischen der Bevölkerungsentwicklung insgesamt und dem natürlichen Saldo während eines Jahres abgeleitet. Somit ist die Nettowanderung gleich allen Änderungen der Gesamtbevölkerung, die nicht auf Geburten oder Sterbefälle zurückgeführt werden können.

Remarques méthodologiques

Base de données :

Les données de base utilisées pour le chapitre „population" s'appuient sur les informations des offices statistiques de la Grande Région. Les données manquantes ont été rajoutées autant que possible et parfois complétées par des informations supplémentaires.

Lorsqu'on se réfère à des années spécifiques, il faut tenir compte du fait que l'on utilise pour les chiffres sur la population dans la Grande Région - comme c'est le cas pour la plupart des composantes - le 1er janvier en non le 31/12 comme c'est le cas en Allemagne. Le 31/12/2014 devient alors le 01/01/2015.

Définitions et précisions méthodologiques :

Population active potentielle :

L'OIE définit la population active potentielle comme les personnes en âge de travailler, c'est-à-dire de 20 à 64 ans.

Solde naturel :

Le solde nature est la différence entre le nombre de naissances et le nombre de décès enregistrés au cours d'une année.

Solde migratoire :

Le solde migratoire est la différence entre le nombre de personnes qui sont entrées sur un territoire et le nombre de personnes qui en sont sorties, calculé au cours d'une année.

Pour l'UE-28, la France, la Lorraine et la Grande-Région il faut calculer le solde migratoire : la migration nette correspond à la différence entre l'évolution démographique totale et le solde naturel d'une année. La migration nette est donc égale à tout changement de la population, qui ne s'explique pas par des naissances ou des décès.

Quellen / Sources :

Statistische Ämter der Großregion plus eigene Ergänzungen / offices statistiques de la Grande Région et chiffres complétés par nos soins

Bevölkerungsdichte / Densité de population :
Saarland, Rheinland-Pfalz: Bevölkerungsfortschreibung; Flächenerhebung
Lorraine: INSEE, Estimations (localisées) de population et recensements de la population (Zones d'emploi: 2013)
Luxembourg: Population calculée par le STATEC; Administration du Cadastre et de la Topographie
Wallonie / DG Belgien: SPF Économie - Direction générale Statistique et Information économique (Statistiques démographiques); DGStat

Bevölkerungsentwicklung / Evolution de la population :
Deutschland, Saarland, Rheinland-Pfalz: Bevölkerungsfortschreibung; Statistik der natürlichen und räumlichen Bevölkerungsbewegung
France, Lorraine: INSEE, Estimations (localisées) de population et recensements de la population (Zones d'emploi: 1999-2013) ; INSEE Etat civil (abgeleiteter Wanderungssaldo / Solde migratoire déduit)
Luxemburg: Population calculée par le STATEC ; Etat civil, STATEC
Wallonie / DG Belgien: SPF Économie – DGSIE (Statistiques démographiques); DGStat
EU / UE: Eurostat (abgeleiteter Wanderungssaldo / Solde migratoire déduit)

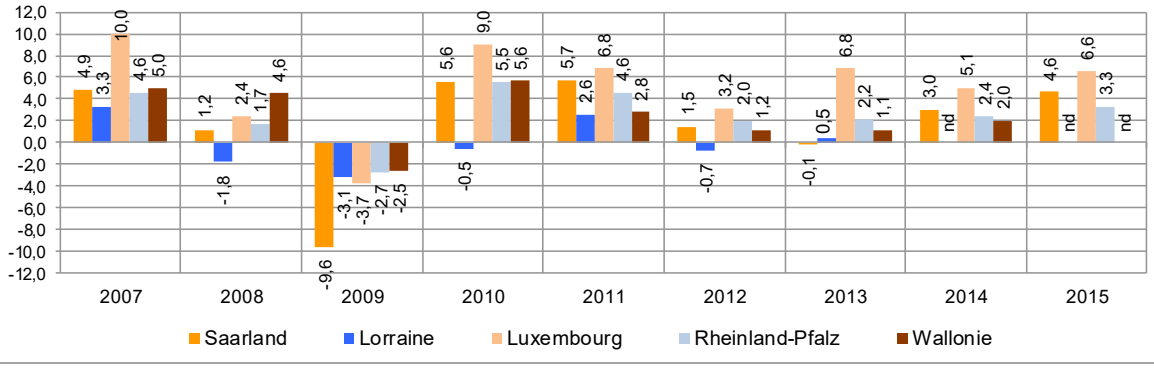
Bevölkerungsprojektion / Projection de population :
Saarland: Statistisches Amt, 13. koordinierte Bevölkerungsvorausberechnung (Variante W1).
Lorraine: INSEE, Projections de population Omphale
Luxembourg: STATEC, Projections de population (scénario principal)
Rheinland-Pfalz: Statistisches Landesamt, 4. regionalisierte Bevölkerungsvorausberechnung; Ergebnisse der mittleren Variante (Basis 2013).
Wallonie: INS et Bureau du Plan, Perspectives de Population 1992 - 2050
DG Belgien: Bureau fédéral du Plan; SPF Economie - Direction générale Statistique, Perspectives de population 2016-2060

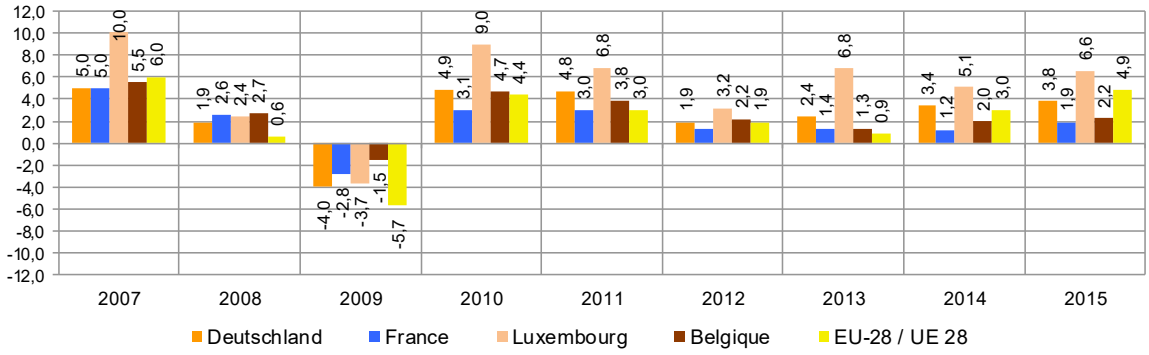
2. Wirtschaft / Economie

2.1 Wirtschaftsleistung und Wirtschaftsstruktur / Performance et structure économiques

Nominale Wachstumsrate des Bruttoinlandsprodukts 2007 - 2015 /
Taux de croissance nominal du produit intérieur brut entre 2007 et 2015

Veränderung gegenüber dem Vorjahr in % / Variation par rapport à l'année précédente en %





Berechnungen : IBA / Calculs : OIE

Wachstum des Bruttoinlandsproduktes zieht wieder an

Das BIP als Maßstab der gesamtwirtschaftlichen Leistung belief sich in der Großregion im Jahr 2013 auf 351,8 Milliarden Euro (in jeweiligen Preisen). Die Zeitreihe zeigt, dass es im Jahr 2009 infolge des krisenbedingten Einbruchs in allen Teilregionen des Kooperationsraums zu einem Minus der Wirtschaftsleistung kam. Innerhalb der Großregion verlief die Entwicklung in der Wallonie und Lothringen noch relativ günstig, während das industrieorientierte Saarland von der Krise mit Abstand am stärksten betroffen war. In Lothringen war die Wirtschaftsleistung im Vorkrisenjahr 2008 allerdings auch schon um 1,8 % gesunken.

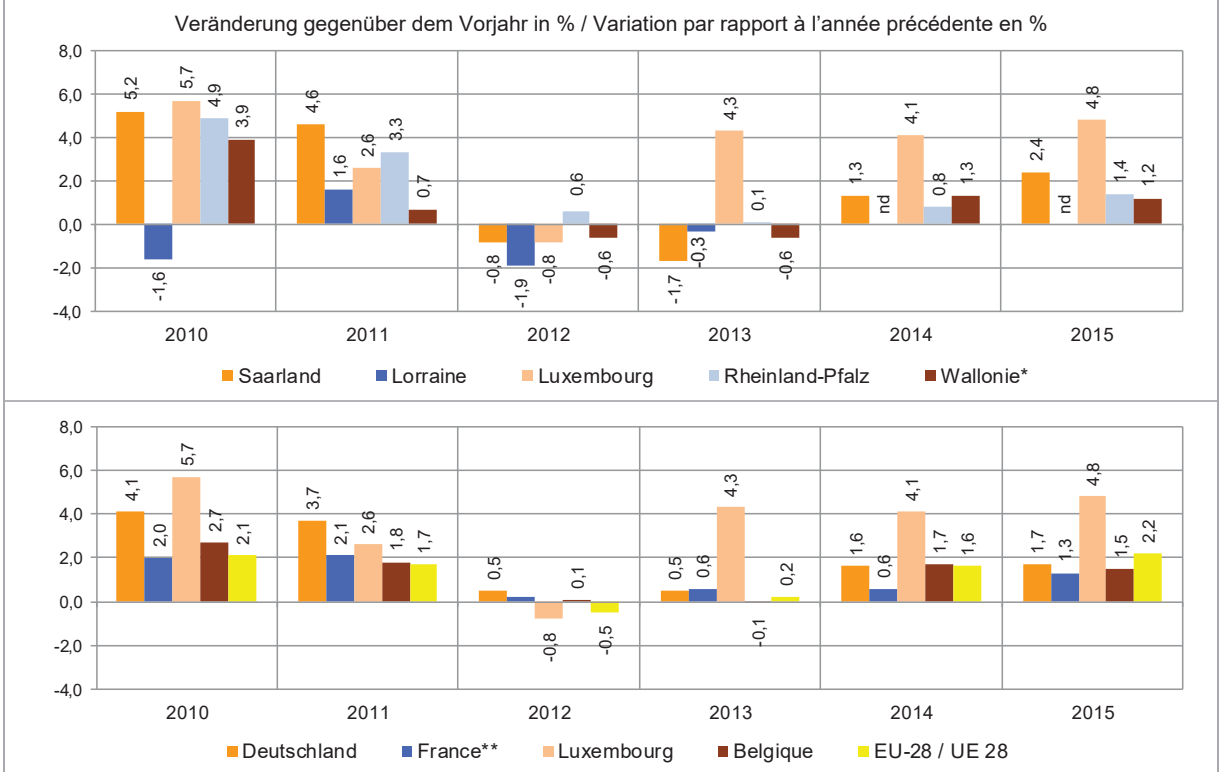
In den Jahren 2010 und 2011 wurden im Allgemeinen wieder Zuwächse verbucht, 2012 und 2013 sanken diese jedoch - mit Ausnahme von Luxemburg - wieder auf einen niedrigeren Stand. Lothringen litt 2012 noch unter einem leichten Rückgang, das Saarland im Jahr 2013. In den letzten beiden Jahren war die Wirtschaftsentwicklung wieder deutlich dynamischer, sie reichte von +2% in der Wallonie im Jahr 2014 bis zu +6,6% im Großherzogtum 2015. Damit lag Luxemburg über dem europäischen Durchschnitt.

La croissance du produit intérieur brut reprend

Le PIB, critère de la performance économique globale, s'établit en 2013 à 351,8 milliards d'euros (à prix courants) dans la Grande Région. Suite à l'effondrement dû à la crise, toutes les régions de l'espace de coopération ont connu une performance économique négative en 2009. Dans la Grande Région, l'évolution en Wallonie et en Lorraine s'est maintenue à un niveau relativement favorable, tandis que la Sarre, dont l'économie basée sur l'industrie est fortement exportatrice, est de loin la région la plus touchée par la crise. En Lorraine, le produit intérieur brut avait déjà diminué de 1,8% en 2008, avant la crise économique.

Au cours des années 2010 et 2011, des augmentations ont été enregistrées généralement, mais en 2012 et 2013 celles-ci étaient déjà d'une moindre importance (à l'exception du Luxembourg). La Lorraine a subi une baisse en 2012, de même pour la Sarre en 2013. Dans les deux dernières années le développement économique était plus positif, variant de +2% en Wallonie à +6,6% au Grand-Duché en 2015. La valeur luxembourgeoise se situe au-dessus de la moyenne européenne.

Reale Wachstumsrate des Bruttoinlandsprodukts 2010 - 2015 / Taux de croissance réel du produit intérieur brut entre 2010 et 2015



**Wallonie 2015: Schätzung / estimation*
***France 2014, 2015: vorläufig / provisoire*

Quellen / Sources:
Saarland, Rheinland-Pfalz: Volkswirtschaftliche Gesamtrechnungen des Bundes und der Länder / Comptes nationaux des Länder
Lorraine: Regionale volkswirtschaftliche Gesamtrechnungen / Comptes régionaux
Luxembourg: Volkswirtschaftliche Gesamtrechnungen / Comptes nationaux
Wallonie: ICN; Regionale volkswirtschaftliche Gesamtrechnungen / Comptes régionaux
EU, France, Belgique: Eurostat

Reale Wachstumsrate des BIP wieder steigend

Eine Analyse des realen BIP verdeutlicht, dass in den Jahren von 2010 bis 2015 einzig das Jahr 2012 ein negatives Wachstum in den Teilregionen – bis auf Rheinland-Pfalz – verzeichnete. Darunter war Lothringen am stärksten betroffen, mit einem Rückgang von 2% im Gegensatz zum Vorjahr. Dieser Trend zeigt sich nicht nur in der Großregion, auch die europäische Ebene verzeichnete einen Rückgang von 0,5%.

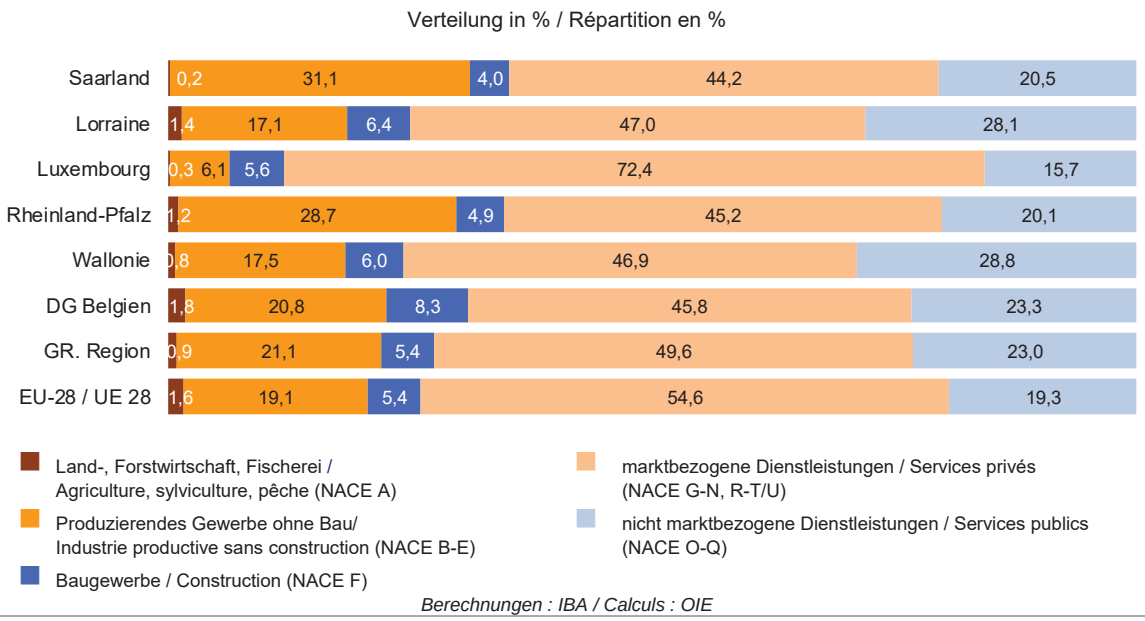
Erst 2014 konnte die Großregion eine deutliche Erhöhung in der realen Bruttowertschöpfung verzeichnen, hauptsächlich getragen von Luxemburg, mit einer Steigerung von 4,1% im Vergleich zu 2013. Im Jahr 2015 steht das Saarland an zweiter Stelle der realen Wachstumsrate und liegt somit erneut über dem europäischen Durchschnitt. Rheinland-Pfalz und die Wallonie erreichen für das gleiche Jahr ein positives Realwachstum, allerdings weiterhin unter dem europäischen Durchschnitt, auch werden die Werte von vor 2012 noch nicht erreicht.

Le taux de croissance réel du PIB repart à la hausse

Une analyse du taux de croissance réel du PIB permet de constater qu'entre 2010 et 2015, l'année 2012 fut synonyme de croissance négative pour toutes les composantes grande-régionales, à l'exception de la Rhénanie-Palatinat. Parmi elles, la Lorraine a été la plus durement touchée, accusant une baisse de presque 2% par rapport à l'année précédente. Cette tendance n'est pas seulement propre à la Grande-Région, mais s'observe également au niveau de l'Union européenne en général (-0,5%).

Il faut attendre 2014 pour noter une nette reprise de la croissance réelle du BIP au niveau grand-régional, portée principalement par le Luxembourg avec 4,1% de hausse par rapport à 2013. La Sarre arrive en 2015 en 2e position du taux de croissance réel le plus élevé et se situe ainsi à nouveau au-dessus du niveau européen. La Rhénanie-Palatinat ainsi que la Wallonie enregistrent également la même année une croissance réelle positive, tout en restant légèrement distancées par rapport au seuil européen et leur niveau régional respectif précédent 2012.

Struktur der Bruttowertschöpfung (nominal) nach Wirtschaftsbereichen 2014 / Structure de la valeur ajoutée brute (nominale) par secteur économique en 2014



Berechnungen : IBA / Calculs : OIE

Struktur der Bruttowertschöpfung 2014

Die Struktur der Wirtschaft in der Großregion hat sich verändert. Ehemals dominierende Produktionsbereiche sind infolge einschneidender Strukturkrisen entweder gänzlich von der Bildfläche verschwunden (z.B. der Bergbau) oder wurden modernisiert. Der Wertschöpfungsanteil des Produzierenden Gewerbes ist so in allen Teilregionen zurückgegangen. Im Gegenzug stieg jener der meisten Dienstleistungsbereiche. Im Jahr 2014 entfielen 72,6% der großregionalen Bruttowertschöpfung auf den tertiären Sektor. Die marktbezogenen Dienstleistungen erbrachten die Hälfte der Wirtschaftsleistung, die öffentlichen Dienstleister trugen gemeinsam mit den Bereichen Erziehung und Gesundheit insgesamt 23,0% bei. Der Wertschöpfungsanteil des Produzierenden Gewerbes (inkl. Bau) liegt derzeit bei 21,1% und damit höher als im EU-Mittel. Ein größeres Gewicht kommt in der Großregion der Industrie zu, während das Baugewerbe etwas weniger zur Wirtschaftsleistung beiträgt als auf europäischer Ebene.

In Luxemburg leistet aufgrund eines mehr als drei Jahrzehnte lang boomenden Finanzsektors, in dessen Sog sich weitere wichtige Wachstumspole in den Dienstleistungsbereichen herausgebildet haben, der tertiäre Sektor einen weitaus höheren Anteil. Über dem großregionalen Durchschnitt liegen ebenso die Wallonie und Lothringen, wobei in beiden Teilregionen die nicht marktbezogenen Dienstleistungen merklich überrepräsentiert sind. Sehr stark industriell geprägt sind die beiden deutschen Regionen. Der industrielle Sektor hatte 2014 im Saarland und in Rheinland-Pfalz einen Anteil von knapp über bzw. unter 30%. Die DG Belgien weist mit 8,3% großregional den höchsten Anteil für das Baugewerbe aus.

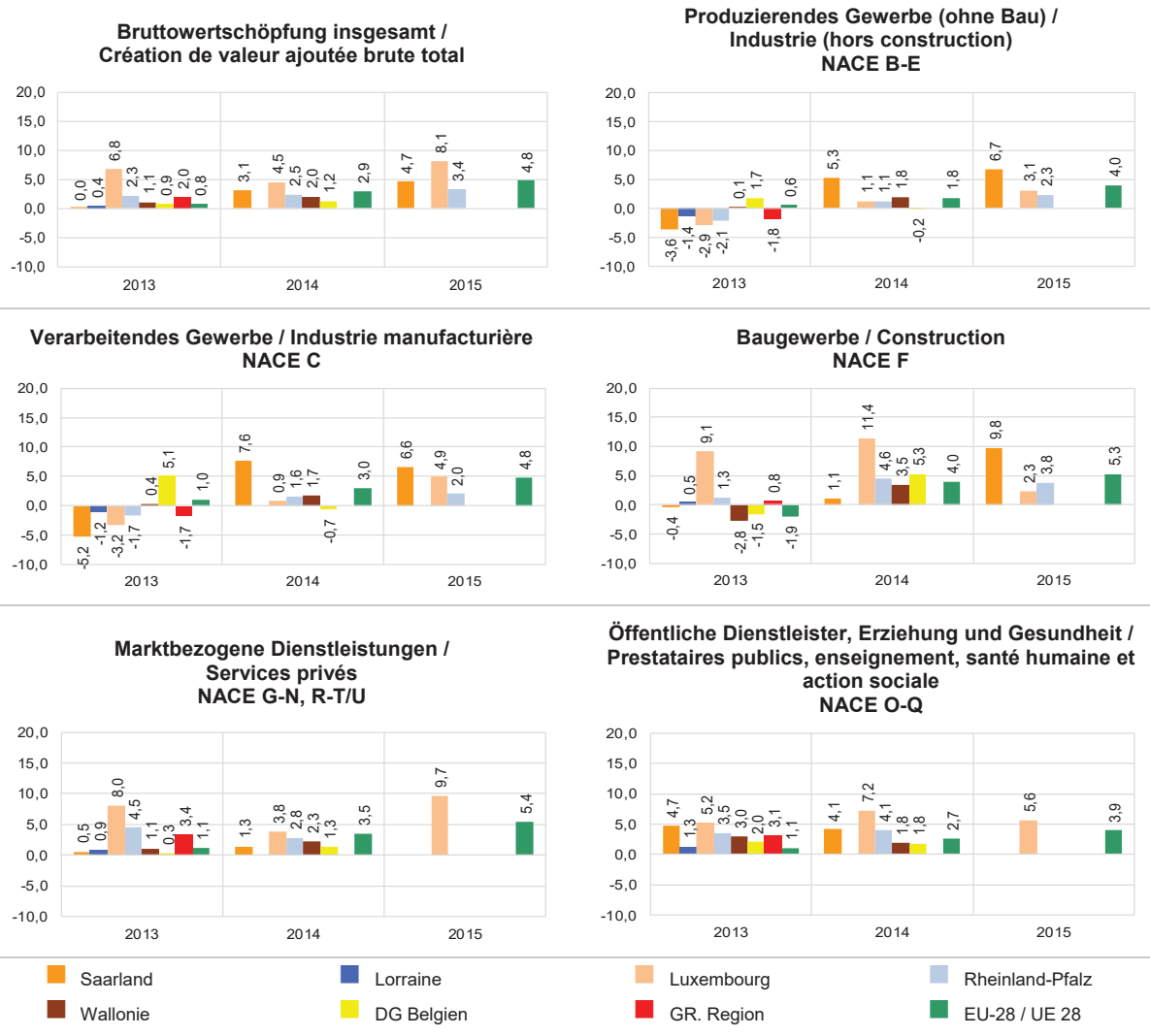
Structure de la création de valeur ajoutée brute en 2014

La structure de l'économie de la Grande Région s'est profondément modifiée. Des secteurs de production autrefois dominants ont procédé à des réductions massives d'effectifs à la suite de graves crises structurelles, ce qui a provoqué soit leur disparition totale (par ex. l'industrie minière), soit leur modernisation. Ainsi, la contribution du secteur de la production à la création de valeur ajoutée brute régresse dans toutes les régions et celle de la plupart des services augmente. En 2014, la création de valeur ajoutée brute dans la Grande Région vient du secteur tertiaire à hauteur de 72,6 %. Les services privés représentent presque la moitié de la performance économique, les prestataires publics ainsi que les secteurs de l'enseignement et de la santé humaine et action sociale contribuant, quant à eux, à raison de 23,0 % au total. La part de la valeur ajoutée du secteur de la production (construction incluse) s'établit à 21,1%, supérieure à la moyenne européenne. L'industrie a un grand poids dans la Grande Région, la contribution de la construction étant, quant à elle, légèrement inférieure au niveau européen.

En raison de l'essor que connaît le secteur financier depuis plus de trois décennies, dans le sillage duquel d'autres pôles de croissance importants se sont créés dans le tertiaire, les services génèrent une part bien plus importante au Luxembourg. En Wallonie et en Lorraine, la part du tertiaire est également supérieure à la moyenne grande-régionale étant entendu que dans ces deux régions les services publics sont surreprésentés. Dans les deux Länder, le poids économique de l'industrie est largement supérieur à la moyenne. En 2014, la part du secteur industriel y représente respectivement un peu plus et un peu moins de 30%. La CG de Belgique affiche la valeur la plus élevée pour la construction en Grande Région.

Entwicklung der Bruttowertschöpfung (nominal) 2013 - 2015 / Evolution de la création de valeur ajoutée brute (nominale) entre 2013 et 2015

Veränderung gegenüber dem Vorjahr in % / Variation par rapport à l'année précédente en %



Berechnungen : IBA / Calculs : OIE

Positives Wirtschaftswachstum in der Großregion in 2013

Die Entwicklung der Bruttowertschöpfung fiel 2013 für die Großregion mit +2% stärker aus, als noch 2012 (+1,4%). Alle Regionen verzeichneten ein positives Wachstum, was sich 2015 für die deutschen Regionen fortsetzt. Der höchste relative Zuwachs ist auf Luxemburg zurückzuführen.

Getragen wurde das Wachstum der großregionalen Bruttowertschöpfung von den marktbezogenen (+3,4%) und nicht-marktbezogenen Dienstleistungen (+3,1%), die jeweils 49% und 23% der gesamten Bruttowertschöpfung darstellen.

Abgesehen von den belgischen Teilregionen entwickelt sich die Bruttowertschöpfung des Verarbeitenden Gewerbes im Rest der Großregion negativ. Dieser Trend kehrt sich ab 2014 um. Das Verarbeitende Gewerbe verzeichnet ein positives Wachstum in den deutschen Teilregionen, sowie in der Wallonie und in Luxemburg.

Croissance économique positive en Grande Région en 2013

Le développement de la valeur ajoutée brute en Grande Région a été plus important en 2013 (+2%) qu'en 2012 (+1,4%). Toutes les régions enregistrent une croissance positive, tendance qui se poursuit pour les régions allemandes en 2015. C'est le Luxembourg qui enregistre la croissance relative la plus élevée.

La croissance de la valeur ajoutée brute grande-régionale en 2013 est portée par la croissance des services marchands (+3,4%) et non marchands (+3,1%), qui constituent respectivement 49 % et 23% de la valeur ajoutée brute totale.

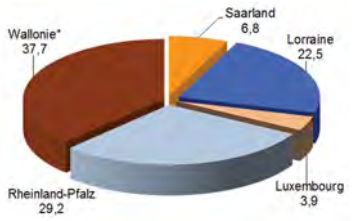
A part dans les composantes belges, la valeur ajoutée brute de l'industrie manufacturière évolue de façon négative dans le reste de la Grande Région. Cette tendance semble s'inverser à partir de 2014, année pendant laquelle la croissance de l'industrie repart à la hausse dans les composantes allemandes mais aussi en Wallonie et au Luxembourg.

Betriebe und Beschäftigte im Handwerk 2015 / Entreprises et salariés dans l'artisanat 2015

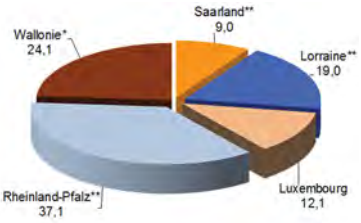
Anteil der Regionen (%) / Part des régions (%)

Handwerk insgesamt / Artisanat au total

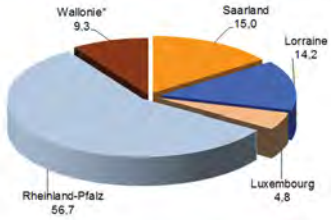
Betriebe / Enterprises: GR. Region : 177.579



Beschäftigte / Salariés: GR. Region : 709.173

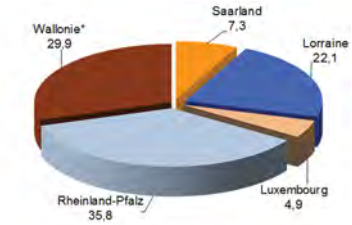


Auszubildende / Apprentis: GR. Region : 35.879

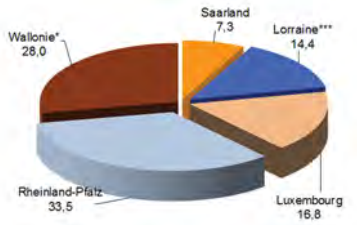


Bausektor / Secteur de la construction

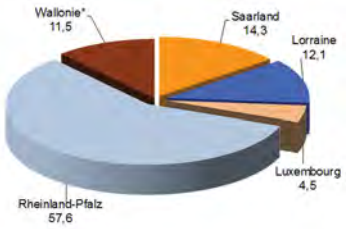
Betriebe / Enterprises: GR. Region : 72.498



Beschäftigte / Salariés: GR. Region : 341.987

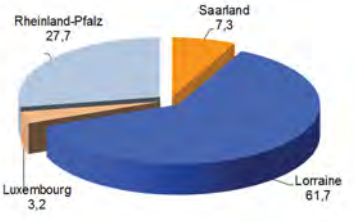


Auszubildende / Apprentis: GR. Region : 15.257

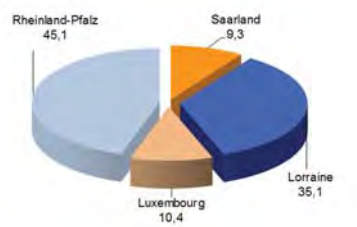


Lebensmittelhandwerk** / Secteur de l'alimentation****

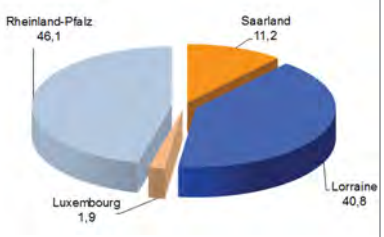
Betriebe / Enterprises: GR. Region : 7.957



Beschäftigte / Salariés: GR. Region : 69.772



Auszubildende / Apprentis: GR. Region : 4.119



** Wallonie Handwerk: Betriebe und Beschäftigte: Schätzungen / Artisanat: Entreprises et salariés: estimations*
*** Saarland, Rheinland-Pfalz Handwerk: Beschäftigte : Schätzungen / Artisanat : salariés : estimations*
**** Lorraine: nombre de salariés estimé*
***** ohne Wallonie / sans Wallonie*

Berechnungen : IBA / Calculs : OIE
Quelle: Interregionaler Rat der Handwerkskammern der Großregion und Mitgliedskammern /
Source : Conseil Interrégional des Chambres des Métiers de la Grande Région et chambres des métiers membres

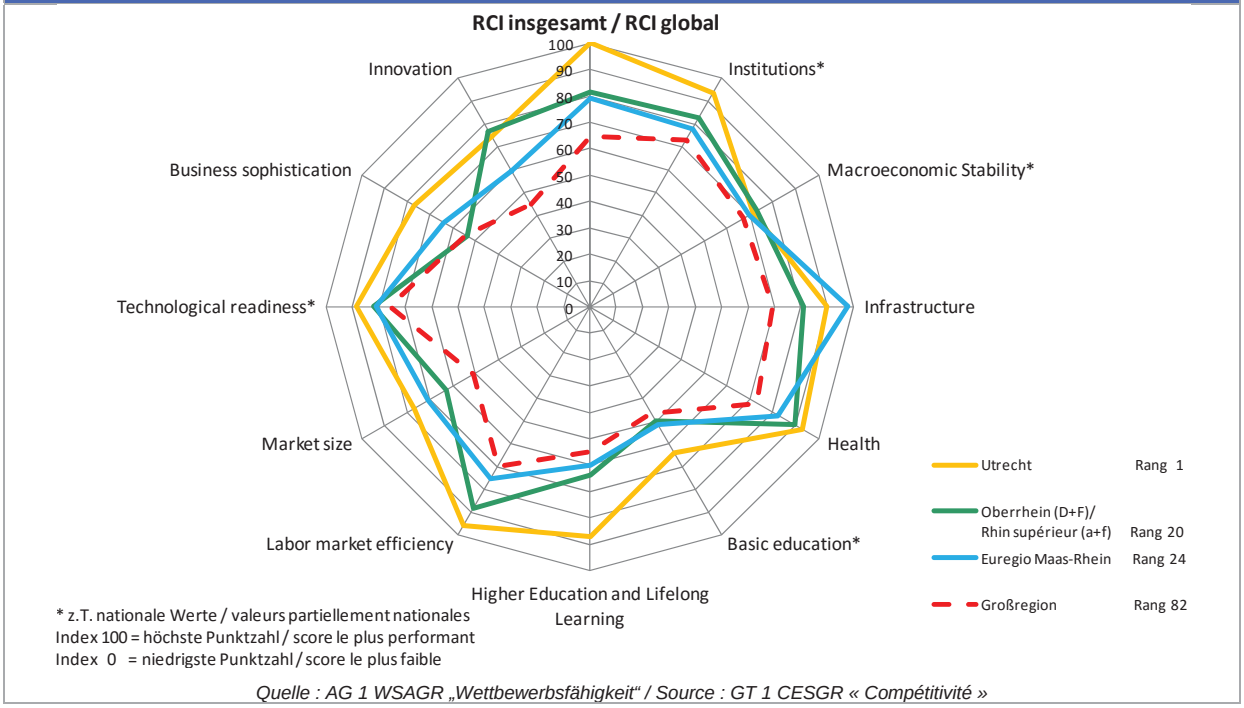
Das Handwerk der Großregion 2015

Das Handwerk in der Großregion umfasst etwa 177.500 kleine und mittlere Unternehmen, rund 709.000 Beschäftigte und fast 36.000 Auszubildende. Seit 2005 ist die Zahl der in der Großregion ansässigen Handwerksbetriebe um über 13% gestiegen. Rund 38% dieser Betriebe befinden sich in der Wallonie, während der Anteil der Beschäftigten dort bei lediglich 24,1% liegt. Ein genau umgekehrtes Verhältnis ergibt die Betrachtung Luxemburgs (12,1% der Beschäftigten, bei nur 3,9% der Betriebe). Den höchsten Anteil an Auszubildenden (56,7%) weist Rheinland-Pfalz aus, wo allerdings nur knapp 30% der Betriebe ansässig sind.

L'artisanat de la Grande Région en 2015

L'artisanat de la Grande Région regroupe quelques 177.500 petites et moyennes entreprises, environ 709.000 salariés et presque 36.000 apprentis. Depuis 2005, le nombre d'entreprises artisanales a augmenté de plus de 13% en Grande Région. Environ 38% sont situées en Wallonie, tandis que le nombre des salariés ne représente que 24,1% du total. Un regard sur le Luxembourg révèle une proportion inverse : 12,1% des salariés, pour seulement 3,9% des entreprises. Le plus grand pourcentage des apprentis est formé en Rhénanie-Palatinat (56,7%), où seulement 30% des entreprises sont implantées.

Regionale Wettbewerbsfähigkeit der Großregion 2013(1) – die externe Sicht / Compétitivité régionale de la Grande Région 2013(1) – la vue externe



Quelle : AG 1 WSAGR „Wettbewerbsfähigkeit" / Source : GT 1 CESGR « Compétitivité »

	GR. Region	Utrecht	Oberrhein / Rhin supérieur	Euregio Maas-Rhein	beste Region / meilleure région (= 100)
Institutions*	73	93	83	78	Finland
Macroeconomic Stability*	67	71	73	70	Eesti
Infrastructure	69	90	81	98	Köln
Health	73	93	90	82	Stockholm
Basic education*	46	64	50	51	Finland
Higher Education and Life-long Learning	55	87	64	60	Hovedstaden (DK)
Labor market efficiency	70	96	88	75	Åland (FI)
Market size	51	77	63	71	London
Technological readiness*	76	88	82	81	Stockholm
Business sophistication	54	77	54	64	Luxembourg
Innovation	45	75	77	60	Stockholm
RCI insgesamt / globale	**65**	**100**	**81**	**79**	Utrecht

Quelle : AG 1 WSAGR „Wettbewerbsfähigkeit" / Source : GT 1 CESGR « Compétitivité »
(1) Die Aktualisierung dieses Indikators ist für das Jahr 2017 vorgesehen / L'actualisation de cet indicateur est prévu pour 2017
**z.T. nationale Werte / valeurs partiellement nationales; Index 100= höchste Punktzahl / score le plus performant;*
Index 0= niedrigste Punktzahl / score le plus faible

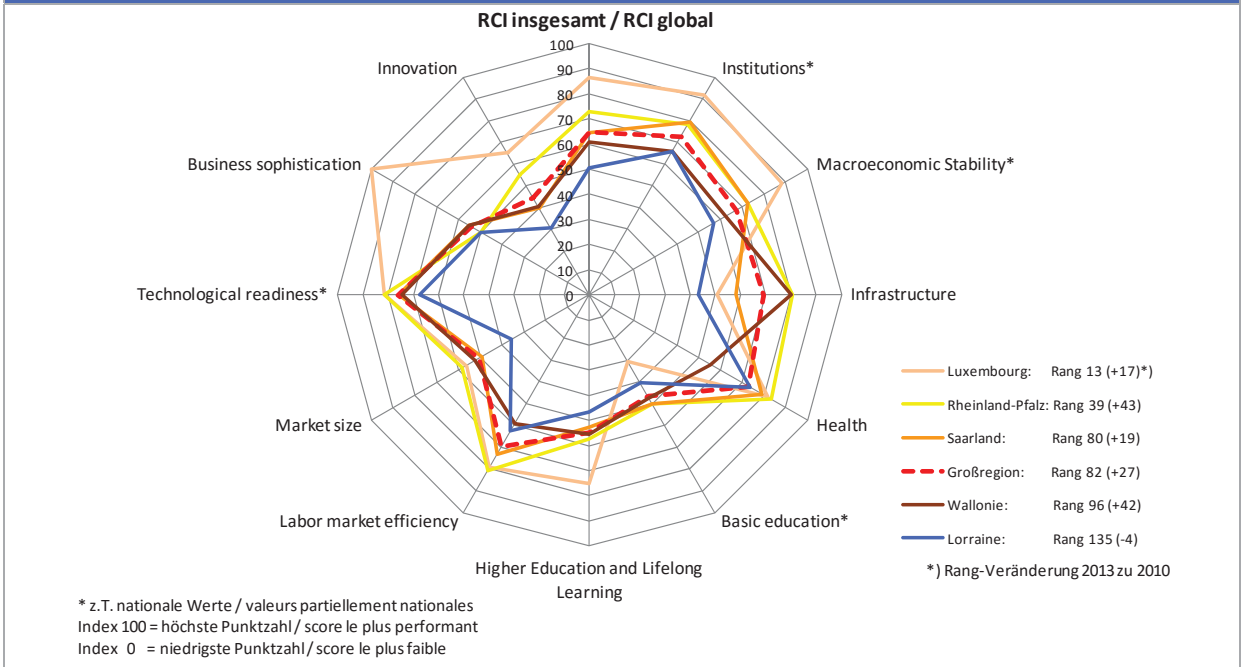
Die Ergebnisse der RCI-Einstufung für die Großregion

Die Analyse des Schaubilds zeigt, dass die GR in den 11 im RCI-Indikator berücksichtigten Kategorien überwiegend in der oberen Hälfte des Indexes liegt. Das beste Ergebnis wird bei „Technologische Leistungsfähigkeit" erzielt, mit einem Wert von 76/100. Aber auch bei diesem Ergebnis wird die GR von den anderen im Schaubild aufgeführten und allgemein besser platzierten Regionen übertroffen. Neben der technologischen Leistungsfähigkeit erzielt die GR ihre besten Ergebnisse in den Kategorien Institutionen, Gesundheit, Arbeitsmarkteffizienz, Infrastruktur sowie makroökonomische Stabilität. Dennoch kann die GR in keiner dieser Kategorien besser abschneiden als die anderen abgebildeten Regionen. Die schwächsten Ergebnisse erzielte die GR in den Kategorien Bildung und Innovation.

Les résultats du classement RCI de la Grande Région

Constatons en analysant ce graphique que: sur les 11 piliers considérés par l'indicateur RCI la GR se classe presque toujours dans la moitié supérieure de l'indice. Le meilleur pilier est celui de la capacité technologique où le score est de 76/100. Néanmoins même sur ce score la GR se fait nettement dépasser par les régions reprises sur le graphique et mieux classées en général que la GR. Hormis la capacité technologique, les bonnes performances de la GR sont parmi les piliers Institutions, Santé, Fonctionnement du marché de l'emploi, Infrastructure et Stabilité macro-économique. Cependant, la GR ne peut dans aucune de ces piliers dépasser les autres régions affichées. C'est pour l'éducation et innovation que la GR obtient les valeurs les plus basses.

Regionale Wettbewerbsfähigkeit der Großregion 2013(1) – die interne Sicht / Compétitivité régionale de la Grande Région 2013(1) – la vue interne



* z.T. nationale Werte / valeurs partiellement nationales
Index 100 = höchste Punktzahl / score le plus performant
Index 0 = niedrigste Punktzahl / score le plus faible

Quelle : AG 1 WSAGR „Wettbewerbsfähigkeit" / Source : GT 1 CESGR « Compétitivité »

	GR. Region	Saarland	Lorraine	Luxem-bourg	Rheinland-Pfalz	Wallonie	beste Region / meilleure région (= 100)
Institutions*	73	80	66	92	78	66	Finland
Macroeconomic Stabi-lity*	67	73	57	88	73	62	Eesti
Infrastructure	69	58	43	51	81	80	Köln
Health	73	79	73	82	83	56	Stockholm
Basic education*	46	50	41	30	50	47	Finland
Higher Education and Lifelong Learning	55	53	47	75	57	55	Hovedstaden (DK)
Labor market efficiency	70	73	63	79	81	59	Åland (FI)
Market size	51	49	36	56	58	52	London
Technological readi-ness*	76	76	67	81	81	75	Stockholm
Business sophistication	54	55	50	100	50	55	Luxembourg
Innovation	45	40	31	65	55	40	Stockholm
RCI insgesamt / glo-bale	**65**	**65**	**50**	**86**	**73**	**61**	Utrecht

Quelle : AG 1 WSAGR „Wettbewerbsfähigkeit" / Source : GT 1 CESGR « Compétitivité »
(1) Die Aktualisierung dieses Indikators ist für das Jahr 2017 vorgesehen / L'actualisation de cet indicateur est prévue pour 2017
**z.T. nationale Werte / valeurs partiellement nationales; Index 100= höchste Punktzahl / score le plus performant;*
Index 0= niedrigste Punktzahl / score le plus faible

Die Ergebnisse der RCI-Einstufung der Teilregionen

Alle Teilgebiete der GR weisen Stärken und Schwächen auf. Luxemburg, Rheinland-Pfalz und das Saarland schneiden beim Wettbewerbsindikator RCI besser ab als die Großregion als Ganzes; Luxemburg weist unter den Teilgebieten die beste Platzierung auf (Rang 13 von 262). Rheinland-Pfalz liegt auf Rang 39, das Saarland auf Rang 80 mit einem RCI-Wert, der in etwa dem der GR entspricht. Alle Teilgebiete befinden sich bei der Mehrheit der Kategorien im oberen Teil der Rangliste, mit einem Wert von über 50/100, bei einigen Kategorien liegt der erzielte Wert jedoch unterhalb dieser Schwelle.

Les résultats du classement RCI des composantes

Chacune des composantes de la GR a des forces et des faiblesses. Le Luxembourg, la Rhénanie-Palatinat et la Sarre se classent individuellement mieux que la GR dans son ensemble. Le Luxembourg a le meilleur rang parmi les composantes. Il se classe 13e sur 262. La Rhénanie Palatinat a le deuxième meilleur score et se classe 39ième, la Sarre se classe 80ième région avec un score RCI identique à la GR. Sur la majorité des piliers toutes les composantes le GR se situent dans le haut du classement avec un score supérieur à 50/100, mais pour certains piliers on tombe en dessous de ce seuil.

Methodische Anmerkungen

Datengrundlage:

Die für das Kapitel 2.1 „Wirtschaftsleistung und Wirtschaftsstruktur“ verwendete Datengrundlage basiert im Wesentlichen auf den Informationen der Statistischen Ämter der Großregion. Bestehende Datenlücken wurden dabei soweit als möglich durch das Bearbeiterteam geschlossen bzw. durch weiterführende Daten zusätzlich ergänzt. Die Daten zum Thema „Handwerk“ stammen vom Interregionalen Rat der Handwerkskammer der Großregion. Die Inhalte zum Thema „Wettbewerbsfähigkeit“ stammen von der Arbeitsgruppe 1 des WSA.

Im Laufe des Jahres 2012 erfolgte eine Umstellung der Wirtschaftsklassifikation auf die neue Klassifikation NACE Rev. 2, um den technologischen Entwicklungen und strukturellen Veränderungen in Volkswirtschaften Rechnung zu tragen und den Dienstleistungssektor detaillierter zu erfassen. Die Ergebnisse der Revision sind grundsätzlich nur eingeschränkt vergleichbar mit den zuvor veröffentlichten Daten.

Definitionen und methodische Hinweise:

BIP „Bruttoinlandsprodukt”:

Das Bruttoinlandsprodukt misst den Wert der im Inland hergestellten Waren und Dienstleistungen (Wertschöpfung), soweit diese nicht als Vorleistungen für die Produktion anderer Waren und Dienstleistungen verwendet werden. Das BIP wird in jeweiligen Preisen errechnet.

Reales BIP:

Preisbereinigtes BIP. Auf Vorjahrespreisbasis wird die "reale" Wirtschaftsentwicklung im Zeitablauf frei von Preiseinflüssen dargestellt.

Bruttowertschöpfung zu Erzeugerpreisen:

Produktionswert zu Erzeugerpreisen abzüglich Vorleistungen zu Anschaffungspreisen. Der Erzeugerpreis ist der Betrag, den der Erzeuger vom Käufer für eine Einheit eines Produkts erhält, abzüglich der Mehrwertsteuer (MwSt.) oder vergleichbaren abziehbaren Steuer, die dem Käufer in Rechnung gestellt wird.

Der Wettbewerbsindikator RCI „Regional Competitiveness Index“:

In der Studie über die regionale Wettbewerbsfähigkeit beruht der RCI auf 73 Indikatoren, die sich auf 11 Säulen verteilen, die wiederum drei Dimensionen zugeordnet sind:

- die institutionelle und wirtschaftliche Basis (mit den Säulen Institutionen, makroökonomische Stabilität, Infrastruktur und Gesundheit)
- die Effizienz (mit den Säulen Lebenslanges Lernen, Effizienz des Arbeitsmarktes und Marktgröße)
- die Innovation (mit den Säulen Technologische Leistungsfähigkeit, Entwicklungsstand der Unternehmen + Innovation)

Zu beachten ist, dass die meisten der 73 Indikatoren die regionale Ebene betreffen, einige von ihnen jedoch auch auf nationaler Ebene angesiedelt sind, sei es per definitionem, sei es aufgrund eines Mangels an stärker aggregierten Daten.

Remarques méthodologiques

Base de données :

Les données de base utilisées pour le chapitre « Performances et structures économiques » s’appuient sur les informations des offices statistiques de la Grande Région. Les données manquantes ont été rajoutées autant que possible et parfois complétées par des informations supplémentaires. Les données sur l’Artisanat ont été préparées par le Conseil interrégional des Chambres des Métiers de la Grande Région. Le contenu pour le thème „compétitivité“ vient du GT 1 du CESGR.

Au cours de l’année 2012, une révision de la nomenclature des activités économiques (NACE) a eu lieu. Le but était de prendre en compte le développement technologique et les changements structurels des économies nationales, ainsi que de présenter plus en détail le secteur des services. Les résultats de la révision ne sont que partiellement comparables avec les données publiées précédemment.

Définitions et précisions méthodologiques :

PIB « produit intérieur brut » :

Le produit intérieur brut est ce que produit l'économie d'un pays. Il correspond à la somme des valeurs ajoutées nouvellement créées par les unités productrices résidentes dans une année donnée, évaluées au prix du marché.

Produit intérieur brut réel :

PIB corrigé de l’influence des prix. Sur la base des prix de l’année précédente, on présente l’évolution économique réelle sans l’influence des prix.

Valeur ajoutée brute :

La VAB aux prix du producteur se définit comme la production valorisée aux prix du producteur moins la consommation intermédiaire valorisée aux prix d’acquisition. Le prix du producteur est le montant que reçoit le producteur de l’acheteur pour une unité de sa production, diminué de la taxe sur la valeur ajoutée (TVA) et de tout autre impôt déductible semblable facturé à l’acheteur.

L’indicateur de compétitivité RCI « Regional Competitiveness Index » :

Dans l’étude sur la compétitivité régionale l'indicateur de compétitivité RCI est basé sur 73 indicateurs, classés dans 11 piliers et divisés en trois dimensions, celles-ci étant :

- les fondements institutionnels et économiques (avec les piliers Institutions, Stabilité macro-économique, Infrastructure et Santé),
- l'efficacité (avec les piliers Formation tout au long de la vie, Efficacité du marché du travail et Taille du marché) et
- l'innovation (avec les piliers Capacité technologique, Sophistication des entreprises et Innovation)

A noter encore que la plupart des 73 indicateurs concernent le niveau régional mais que certains sont au niveau national soit par définition soit par manque de données plus agrégées.

NACE „Statistische Systematik der Wirtschaftszweige in der Europäischen Gemeinschaft“:

Die NACE ist die Systematik der Wirtschaftszweige in der Europäischen Union. Sie ist eine vierstellige Systematik und bildet den Rahmen für die Sammlung und Darstellung statistischer, nach Wirtschaftszweigen untergliederter Daten aus dem Bereich Wirtschaft (z. B. Produktion, Beschäftigung, Volkswirtschaftliche Gesamtrechnung) und aus anderen Bereichen innerhalb des Europäischen Statistischen Systems (ESS).

Die Klassifikation NACE Rev. 2 hat 21 Abschnitte (sowie 88 Abteilungen und insgesamt 615 Klassen):

- A - Land- und Forstwirtschaft, Fischerei
- B - Bergbau und Gewinnung von Steinen und Erden
- C - Verarbeitendes Gewerbe/Herstellung von Waren
- D - Energieversorgung
- E - Wasserversorgung; Abwasser- und Abfallentsorgung und Beseitigung von Umweltverschmutzungen
- F - Baugewerbe/Bau
- G - Handel; Instandhaltung und Reparatur von Kraftfahrzeugen
- H - Verkehr und Lagerei
- I - Gastgewerbe/Beherbergung und Gastronomie
- J - Information und Kommunikation
- K - Erbringung von Finanz- und Versicherungsdienstleistungen
- L - Grundstücks- und Wohnungswesen
- M - Erbringung von freiberuflichen, wissenschaftlichen und technischen Dienstleistungen
- N - Erbringung von sonstigen wirtschaftlichen Dienstleistungen
- O - Öffentliche Verwaltung, Verteidigung; Sozialversicherung
- P - Erziehung und Unterricht
- Q - Gesundheits- und Sozialwesen
- R - Kunst, Unterhaltung und Erholung
- S - Erbringung von sonstigen Dienstleistungen
- T - Private Haushalte mit Hauspersonal; Herstellung von Waren und Erbringung von Dienstleistungen durch Private Haushalte für den Eigenbedarf ohne ausgeprägten Schwerpunkt
- U - Exterritoriale Organisationen und Körperschaften

NACE « Nomenclature statistique des Activités Economiques dans la communauté européenne » :

La NACE est la nomenclature européenne type des activités économiques productives. Il s’agit d’une conception systématique de quatre niveaux offrant un cadre pour la collecte et la présentation, d’après l’activité économique,d’un large éventail de statistiques dans les domaines économiques (par exemple production, emploi, comptes nationaux) ou dans d’autres domaines du système statistique européen (ESS).

La classification NACE Rév. 2 comprend 21 sections (ainsi que 88 divisions et 615 classes au total) :

- A - Agriculture, sylviculture et pêche
- B - Industries extractives
- C - Industrie manufacturière
- D - Production et distribution d'électricité, de gaz, de vapeur et d'air conditionné
- E - Production et distribution d'eau ; assainissement, gestion des déchets et dépollution
- F - Construction
- G – Commerce ; réparation d'automobiles et de motocycles
- H - Transports et entreposage
- I - Hébergement et restauration
- J - Information et communication
- K - Activités financières et d'assurance
- L - Activités immobilières
- M - Activités spécialisées, scientifiques et techniques
- N - Activités de services administratifs et de soutien
- O - Administration publique
- P - Enseignement
- Q - Santé humaine et action sociale
- R - Arts, spectacles et activités récréatives
- S - Autres activités de services
- T - Activités des ménages en tant qu'employeurs ; activités indifférenciées des ménages en tant que producteurs de biens et services pour usage propre
- U - Activités extra-territoriales

Quellen / Sources :

Statistische Ämter der Großregion plus eigene Ergänzungen / Offices statistiques de la Grande Région et chiffres complétés par nos soins

Bruttoinlandsprodukt / Produit intérieur brut :

Wallonie, DG Belgien: ICN, Comptes régionaux
Saarland, Rheinland-Pfalz: Volkswirtschaftliche Gesamtrechnungen der Länder
Lorraine: INSEE, Comptes régionaux; comptes en valeur. Les données antérieures à 2013 sont définitives et celles de 2013 semi-définitives.
Luxembourg: Comptes nationaux, STATEC
EU / UE, Belgique, France, Deutschland: Eurostat

Bruttowertschöpfung / Création de valeur ajoutée brute :

Wallonie, DG Belgien: ICN, Comptes régionaux NACE 2008
Saarland, Rheinland-Pfalz: Volkswirtschaftliche Gesamtrechnungen der Länder
Lorraine: INSEE, Comptes régionaux en base 2010. Les données antérieures à 2013 sont définitives et celles de 2013 semi-définitives.
Luxembourg: Comptes nationaux
EU / UE: Eurostat

Handwerk / Artisanat :

Interregionaler Rat der Handwerkskammern der Großregion und Mitgliedskammern / Conseil Interrégional des Chambres des Métiers de la Grande Région et chambres des métiers membres

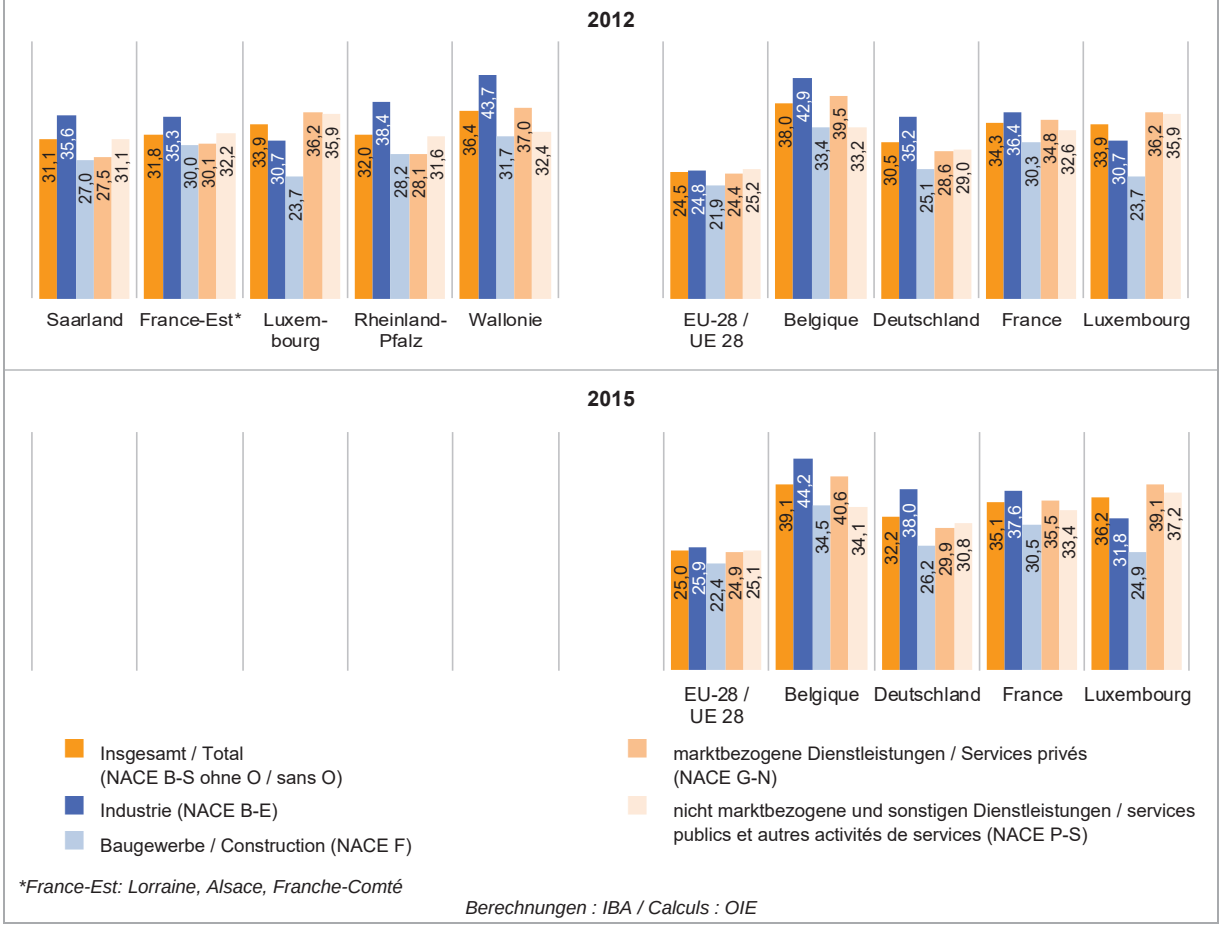
Wettbewerbsfähigkeit / Compétitivité :

Annoni P. and Dijkstra L., Regional Competitiveness Index RCI-2013, Publications Office of the European Union, Report EUR 26060 EN, Luxembourg 2013

2.2 Arbeitskosten und Arbeitsproduktivität / Coût de la main-d'œuvre et Productivité du travail

Arbeitskosten 2012 und 2015 / Coût de la main-d'œuvre en 2012 et 2015

Durchschnittliche Arbeitskosten je geleistete Stunde (ohne Auszubildende) – Euro je Arbeitnehmer in Vollzeiteinheiten / **Coût moyen de la main-d'œuvre par heure travaillée (hors apprentis)** – Euros par travailleur en unités plein temps



**France-Est: Lorraine, Alsace, Franche-Comté*

Berechnungen : IBA / Calculs : OIE

Regionale Unterschiede beim Gesamtniveau der Arbeitskosten relativ gering

Im Jahr 2012 bewegten sich die Arbeitskosten in den einzelnen Teilgebieten der Großregion (ohne die Wallonie) im Durchschnitt aller Wirtschaftsbereiche in einer Bandbreite von 31,10 Euro je geleistete Stunde im Saarland bis hin zu 36,40 Euro in der Wallonie. Im europäischen Vergleich übertrafen alle großregionalen Teilräume ebenso wie die jeweiligen Nationalstaaten die Durchschnittswerte der EU-28 deutlich.

Die Höhe der Arbeitskosten wird durch die jeweilige Wirtschaftsstruktur und die unterschiedlichen Arbeitskosten in den einzelnen Branchen bestimmt. So sind die durchschnittlichen Arbeitskosten in der Industrie meist höher als im Dienstleistungsbereich (Ausnahme in der Großregion ist Luxemburg). Im Baugewerbe sind die Arbeitskosten wiederum in allen betrachteten Gebieten deutlich unterdurchschnittlich.

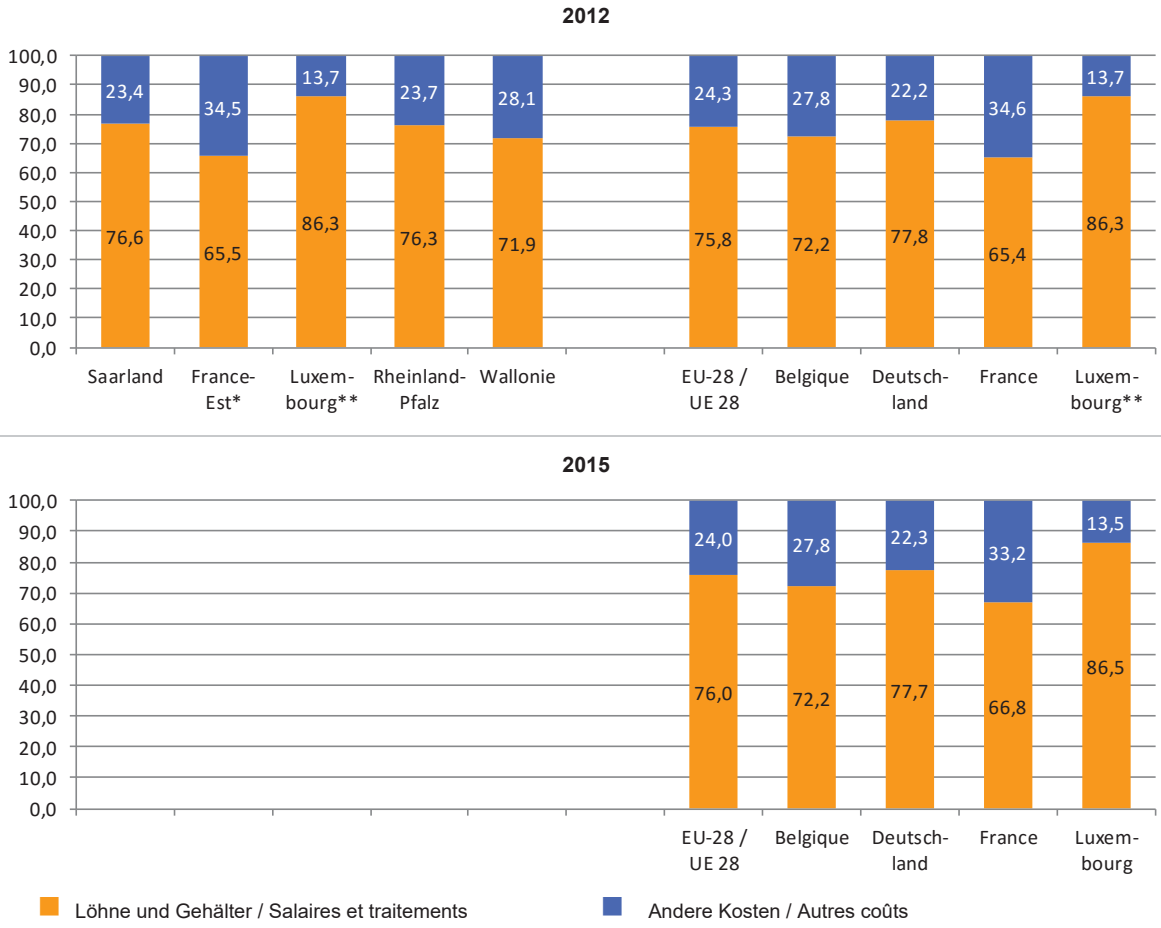
Des disparités régionales faibles au niveau du coût total de la main-d'œuvre

En 2012, le coût de la main-d'œuvre dans les différentes composantes de la Grande Région (sans la Wallonie) varie entre 31,10 € par heure travaillée en Sarre et 36,40 € en Wallonie en moyenne pour tous les secteurs économiques. La comparaison avec la moyenne de l'UE-28 montre que toutes les composantes ainsi que tous les états nationaux de la Grande Région ont des coûts de travail nettement plus élevés

Le niveau du coût de la main-d'œuvre est déterminé par la structure économique et les coûts du travail respectifs dans les différentes branches. Ainsi, le coût moyen de la main-d'œuvre dans le secteur de la production est généralement supérieur à celui relevé dans les services (la seule exception dans la Grande Région est le Luxembourg). Dans la construction, au contraire, les coûts sont inférieurs à la moyenne dans toutes les composantes de la Grande Région.

Struktur der Arbeitskosten (ohne Auszubildende) / Structure du coût de la main-d'œuvre (hors apprentis)

Anteil an den Arbeitskosten in % / Part dans le coût de la main-d'œuvre (en %)



**France-Est : Lorraine, Alsace, Franche-Comté*
*** Andere Kosten: Steuern nicht verfügbar / Autres coûts : impôts non disponibles*
Berechnungen : IBA / Calculs : OIE

Struktur der Arbeitskosten

Bei der Beurteilung von Arbeitskostenniveaus ist darüber hinaus die jeweilige Struktur der Arbeitskosten zu berücksichtigen (Direkte Kosten in Form von Löhnen und Gehältern sowie der Lohnnebenkosten in Form von Sozialbeiträgen), in denen sich die unterschiedliche Ausgestaltung der jeweiligen nationalen Rechtsvorschriften und Sozialversicherungsmodelle widerspiegeln. Entsprechend ähneln die Werte der Teilgebiete den Werten des jeweiligen Nationalstaates.

Die Sozialbeiträge der Arbeitgeber sind dabei ein Kostenfaktor, der erhebliche regionale und nationale Unterschiede aufweist. In Belgien und Frankreich zählen sie zu den höchsten in der EU, in Luxemburg dagegen zu den niedrigsten. Zwischen 2012 und 2015 ist der Anteil der Löhne und Gehälter an den Arbeitskosten in allen Ländern der Großregion gleichgeblieben, bis auf Frankreich, in dem dieser Anteil um 1,4 Prozentpunkte gestiegen ist.

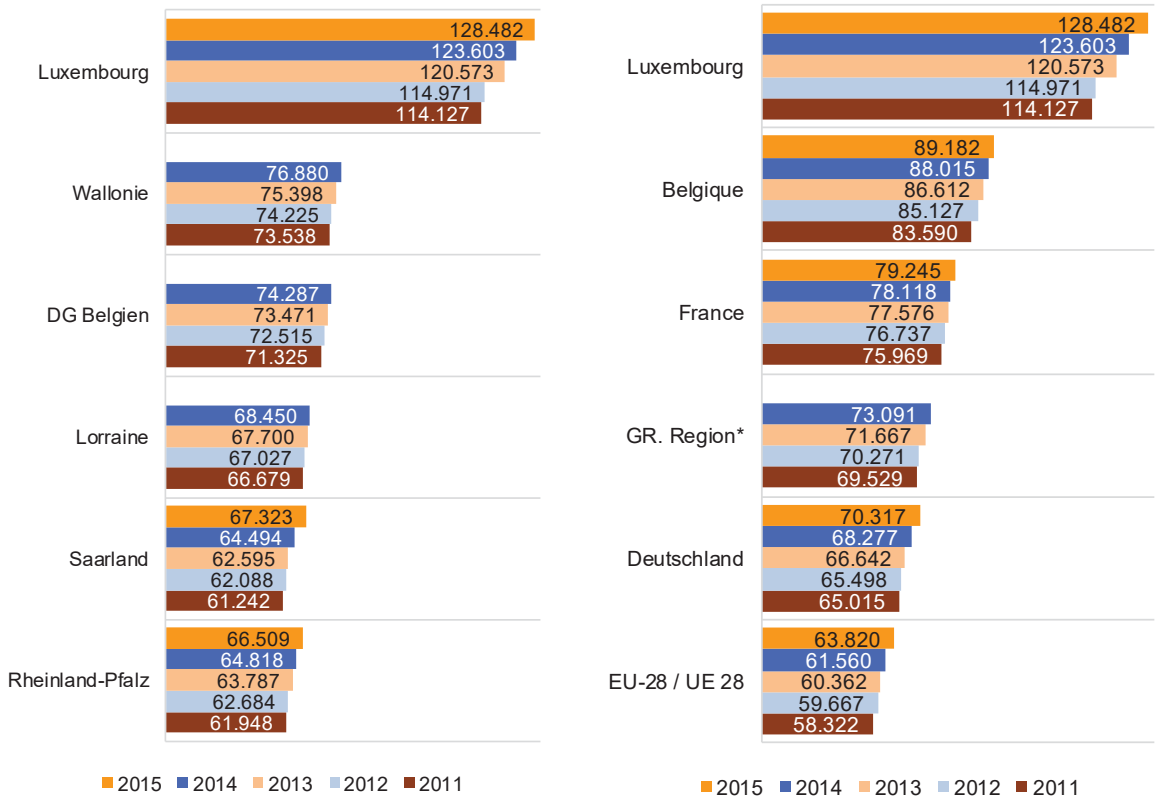
Structure du coût de la main-d'œuvre

L'évaluation du niveau du coût de la main-d'œuvre doit tenir compte par ailleurs de la structure respective de ce coût (coûts directs tels que salaires et traitements et charges patronales sous forme des cotisations sociales). La structure du coût de la main-d'œuvre reflète ainsi les différentes réglementations nationales et les différents régimes de sécurité sociale. Pour cette raison, les valeurs des régions sont proches des valeurs nationales respectives.

Les cotisations sociales à la charge des employeurs sont un facteur coût qui fait apparaître de grandes différences régionales et nationales. En Belgique et en France elles comptent parmi les plus élevées dans l'UE, au Luxembourg parmi les plus basses. Entre 2012 et 2015, le pourcentage des salaires et traitements dans le coût de la main-d'œuvre est resté constant dans les Etats de la Grande Région, mis à part en France où ce pourcentage a augmenté de 1,4 point de pourcentage.

Arbeitsproduktivität 2011 - 2015 / Productivité du travail entre 2011 et 2015

Nominales BIP je Erwerbstätigen (am Arbeitsplatz) in Euro /
PIB nominal par actif (sur le lieu de travail) en euros



**GR. Region 2014: mit geschätztem Wert für Lothringen / avec une valeur estimée pour Lorraine*
Berechnungen : IBA / Calculs : OIE

Seit der Krise kontinuierlicher Anstieg der Arbeitsproduktivität in allen Region

Im Jahr 2014 erwirtschaftete ein Erwerbstätiger in der Großregion Waren und Dienstleistungen im Wert von durchschnittlich 73.090 Euro. Das waren 1.423 Euro mehr als 2013. Damit lag die Arbeitsproduktivität im Kooperationsraum um 18,7 % über dem Niveau der EU-28. Innerhalb der Großregion rangiert Luxemburg mit 128.482 Euro klar an der Spitze. Der große Produktivitätsvorsprung des Großherzogtums ist vor allem auf den hohen Wertschöpfungsanteil des Finanz- und Versicherungssektors sowie den ihm zuarbeitenden Dienstleistungsbranchen zurückzuführen. Mit deutlichem Abstand zu Luxemburg, aber immer noch merklich über dem großregionalen Mittel, folgte die Wallonie (76.879 Euro). Im Vergleich zu ihrem jeweiligen nationalen Durchschnitt schnitten alle Gebiete im Kooperationsraum schlechter ab.

Parallel zum schnellen Konjunkturaufschwung nach der Krise kam es in den Jahren 2010 und 2011 wieder zu deutlichen Produktivitätssteigerungen mit großregionalen Werten von +4,4% und +3,0%. 2012 und 2013 setzte sich der Anstieg in der Großregion mit gebremsten Zuwachsraten fort (+1,1% bzw. +2,0%). 2015 verzeichnete das Saarland den höchsten Anstieg mit 4,4%, gefolgt von Luxemburg mit +3,9% und Rheinland-Pfalz mit +2,6%. Für Lothringen (2013: +1,0%) und die Wallonie (2014: +2,0%) lagen keine aktuelleren Daten vor.

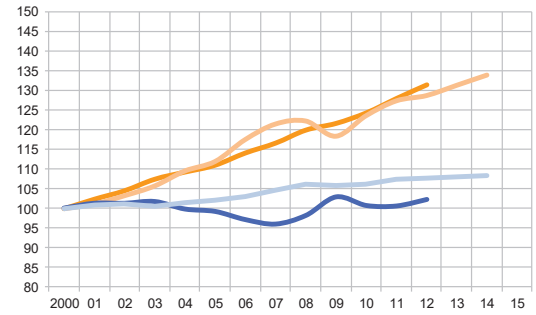
Depuis la crise, croissance continue de la productivité du travail dans toutes les régions

En 2014, un actif travaillant dans la Grande Région produit des biens et des services équivalant à 73 090 euros en moyenne. C'est un plus de 1 423 Euro par rapport à 2013. La productivité du travail dépasse ainsi de 18,7 % le niveau de l'UE-28. En Grande Région, le Luxembourg est nettement en tête avec une valeur de 128 482 euros par actif. Cette dominance s'explique en premier lieu par le pourcentage élevé que tiennent dans la création de valeur ajoutée le secteur de la finance et de l'assurance ainsi que les secteurs en dépendant. Le Luxembourg est suivi de loin par la Wallonie qui affiche toutefois une valeur encore très supérieure à celle de la moyenne de la Grande Région (76 879 euros). Toutes les régions atteignent cependant des valeurs inférieures à leur moyenne nationale respective.

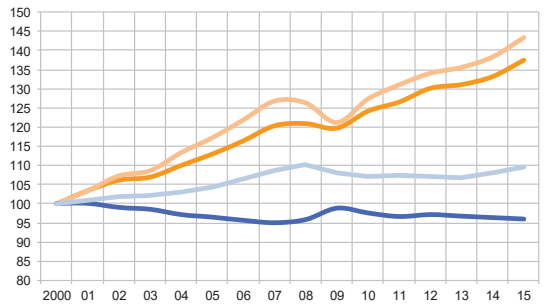
Parallèlement à la reprise rapide de la conjoncture après la crise, la productivité connaît une hausse sensible dès 2010 et 2011 avec des valeurs grande-régionales de +4,4% et +3,0%. En 2012 et en 2013 la productivité continue d'augmenter de manière ralentie (+1,1% resp. +2,0% en Grande Région). En 2015, la Sarre figurait à la première place avec une croissance nette de 4,4% ; suivi par le Luxembourg avec +3,6% et la Rhénanie-Palatinat avec +2,6%. Pour la Lorraine (2013 : +1,0%) et la Wallonie (2014 : +2,0%) des données plus récentes ne sont pas encore disponibles.

Entwicklung von Lohnkosten, Arbeitsproduktivität, Lohnstückkosten und Arbeitnehmerbeschäftigung (2000 = 100) / Evolution des coûts salariaux, de la productivité du travail, des coûts salariaux unitaires et de l'emploi salarié (2000 = 100)

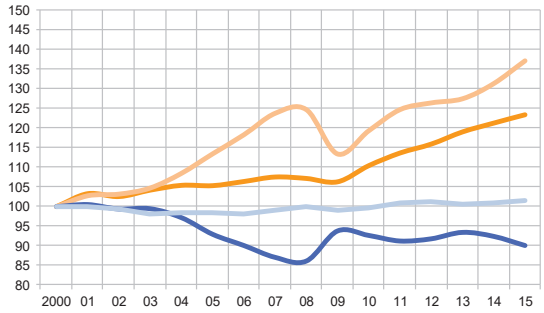
GR. REGION*



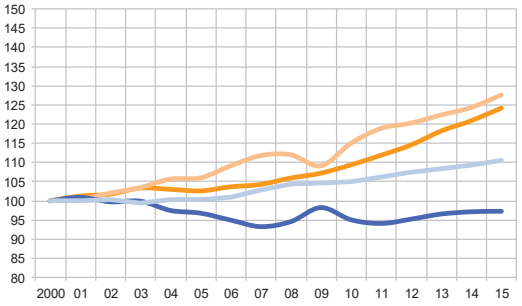
EU-28 / UE 28



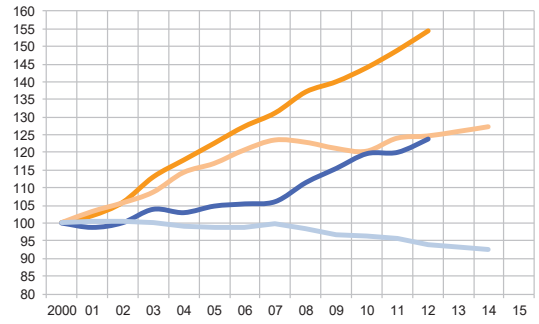
Saarland



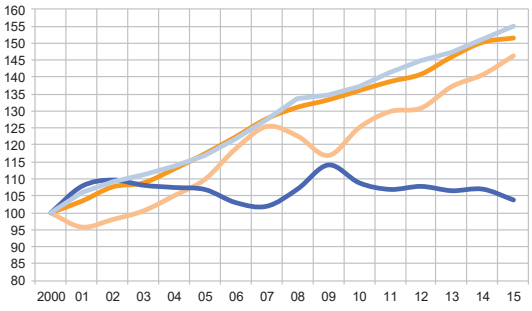
Rheinland-Pfalz



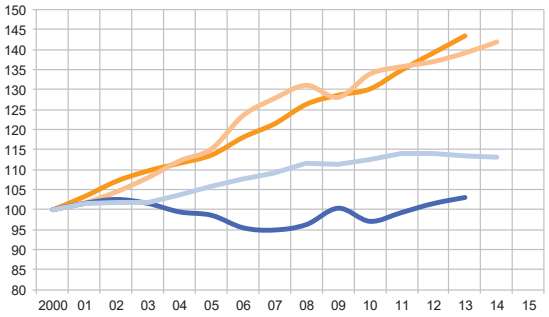
Lorraine

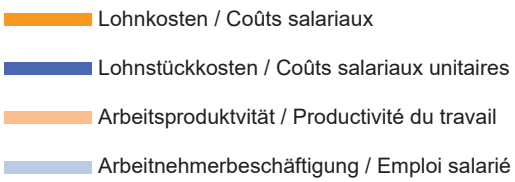


Luxembourg



Wallonie





**GR. Region 2014: Arbeitsproduktivität mit geschätzten Werten für Lothringen / Productivité du travail avec des valeurs estimées pour Lorraine*

Berechnungen : IBA / Calculs : OIE

Entwicklung von Lohnkosten, Arbeitsproduktivität und Lohnstückkosten

Die Lohnstückkosten als Kostenindikator bewerten sowohl die Arbeitskosten als auch die Produktivität. Im grenzüberschreitenden Vergleich lässt sich diese Kennziffer bei vorsichtiger Interpretation in einer (aufgrund der eingeschränkten Datenlage) vereinfachten Betrachtungsweise als Arbeitnehmerentgelt je Arbeitnehmer in Relation zur erbrachten Wirtschaftsleistung (nominales BIP) je Erwerbstätigen berechnen. Danach mussten2012 im gesamtwirtschaftlichen Durchschnitt der Großregion 60% der Kosten einer Produkt- oder Dienstleistungseinheit für den Lohn des Arbeitnehmers (inkl. Sozialbeiträge der Arbeitgeber) bezahlt werden. Diese Quote variiert beträchtlich zwischen den einzelnen Teilregionen des Kooperationsraums: Während in Luxemburg ca. die Hälfte der Kosten je Stück auf den Faktor Arbeit entfielen, steigt dieser Anteil auf über 68% in Lothringen.

Bei internationalen Vergleichen sind die Niveaubetrachtungen von Arbeits- wie Lohnstückkosten relativ wenig aussagekräftig, da deren Höhen beeinflusst werden durch nationale Rechtsvorschriften und Sozialversicherungsmodelle, die jeweilige Branchen- und Beschäftigtenstruktur sowie die Gepflogenheiten zur Arbeitszeitdauer. Außerdem wirkt sich die jeweilige konjunkturelle Lage auf die durchschnittlich geleistete Arbeitszeit und somit auf das Kostenniveau aus. Wichtig für eine Bewertung preislicher Wettbewerbsfähigkeit auf internationalen Märkten ist daher vor allem die Entwicklung der Lohnstückkosten sowie ihrer Einzelkomponenten, einschließlich der Arbeitnehmerbeschäftigung.

Gesamtwirtschaftlich verzeichnete die Großregion von 2000 bis 2007 einen Zuwachs der Arbeitsproduktivität um 21,4%, während die Lohnkosten im gleichen Zeitraum um 16,6% zugelegt haben. Letztere sind damit weniger stark gestiegen als die Produktivität, so dass die Lohnstückkosten zwischen 2000 und 2007 um insgesamt 3,9% gesenkt werden konnten. Im Vergleich zum Durchschnitt der EU-28 hat die Großregion bei dieser Kennziffer damit günstiger abgeschnitten Mit dem spätestens im Herbst 2008 einsetzenden wirtschaftlichen Abschwung kam es zu einem massiven Einbruch der Produktion, der sich insbesondere in 2009 in einem kräftigen Rückgang der Arbeitsproduktivität niederschlug. Der ist vor allem deshalb so heftig ausgefallen, weil durch die breite Nutzung von Kurzarbeit sowie den Einsatz flexibler Arbeitszeitmodelle das Niveau der Gesamtbeschäftigung weitgehend gehalten wurde. In der Folge hat das zwangsläufig zu einer Verteuerung der Lohnstückkosten geführt.

Nach der Wirtschaftskrise kam es zu einer Anpassung nach unten, d.h. die Lohnstückkosten haben sich wieder verringert. Beim Anstieg der Lohnstückkosten handelt es sich somit um einen klaren Sondereffekt der Krise. Der Blick auf die aktuell verfügbaren Daten der Teilregionen, zeigt in den letzten Jahren ein konstant bleibendes Niveau der Lohnstückkosten in Rheinland-Pfalz, sowie einen leichten Rückgang im Saarland und in Luxemburg seit 2013 bzw. 2014.

Evolution des coûts salariaux, de la productivité du travail et des coûts salariaux unitaires

Les coûts salariaux unitaires comme indicateurs des coûts évaluent le coût de main-d'œuvre ainsi que la productivité. Au niveau transfrontalier, cet indice peut, s'il est interprété avec prudence et d'une manière simplifiée (du fait de la base de données restreinte), être calculé comme rémunération par travailleur par rapport à la performance économique (PIB nominal) par actif. Dans la Grande Région, 60 % du coût d'un produit ou d'un service doivent être payés en 2010 pour le salaire d'un travailleur (y compris les cotisations sociales à la charge des entrepreneurs). Ce taux varie sensiblement entre les différentes composantes de l'espace de coopération : au Luxembourg, environ la moitié des coûts par unité correspondent au facteur travail ; ce pourcentage passe à plus de 68% en Lorraine.

Dans les comparaisons internationales notamment, l'analyse du niveau du coût de la main-d'œuvre et des coûts salariaux unitaires ne permet pas de tirer d'enseignements fiables. Leur niveau est impacté par des réglementations nationales spécifiques et différents régimes de sécurité sociale, par la structure de la branche et de l'emploi, et la durée du travail qui peut varier selon la branche économique considérée. Par ailleurs, la situation conjoncturelle se répercute sur la durée de travail et sur le niveau des coûts. Pour évaluer la compétitivité au niveau du prix sur les marchés internationaux, il s'impose d'analyser en premier lieu l'évolution des coûts salariaux unitaires et l'emploi salarié.

Au niveau macro-économique, la Grande Région connaît entre 2000 et 2007 une hausse de la productivité du travail de 21,4 % par actif, tandis que les coûts salariaux augmentent de 16,6 % sur la même période. Ces derniers augmentent donc moins que la productivité, de sorte que les coûts salariaux unitaires peuvent baisser globalement de 3,9 % entre 2000 et 2007. Par rapport à la moyenne de l'UE-28, la Grande Région obtient de meilleurs résultats sur cet indice. Le repli conjoncturel, qui démarre au plus tard à l'automne 2008, entraîne un effondrement de la production qui se traduit par un fort recul de la productivité du travail, notamment dans le courant de l'année de crise 2009. Ce recul est d'autant plus prononcé que l'utilisation généralisée du chômage partiel et de systèmes de temps de travail flexibles permet de maintenir en grande partie le niveau de l'emploi dans la Grande Région. Ceci débouche automatiquement sur un renchérissement des coûts salariaux unitaires.

Après la crise économique un réajustement vers le bas a eu lieu, c'est-à-dire que les coûts salariaux unitaires baissent à nouveau. La hausse des coûts salariaux unitaires est donc un effet spécial de la crise. En regardant les données les plus récentes composantes grande-régionales, on observe un niveau constant des coûts salariaux unitaires ces dernières années en Rhénanie-Palatinat, une légère baisse en Sarre et au Luxembourg depuis respectivement 2013 et 2014.

Methodische Anmerkungen

Datengrundlage:

Die für das Kapitel 2.2 „Arbeitskosten und Arbeitsproduktivität" verwendete Datengrundlage basiert für die Indikatoren zu „Arbeitskosten" auf Informationen von Eurostat; für die Indikatoren zu „Arbeitsproduktivität" überwiegend auf Kennziffern aus den Teilkapitel 2.1 (Wirtschaftsleistung); 3.1 (Beschäftigung) und 5.2 (Arbeitnehmerentgelte) welche im Wesentlichen aus den Informationen der Statistischen Ämter der Großregion stammen. Bestehende Datenlücken wurden dabei soweit als möglich durch das Bearbeiterteam geschlossen bzw. durch weiterführende Daten zusätzlich ergänzt.

Definitionen und methodische Hinweise:

Arbeitskosten:

Arbeitskosten setzten sich zusammen aus den Arbeitnehmerentgelt (einschließlich Löhne und Gehälter in Form von Geld- und Sachleistungen sowie die Sozialbeiträge der Arbeitgeber); Berufsbildungskosten; sonstige Ausgaben wie Einstellungskosten, Ausgaben für Arbeitskleidung sowie als Arbeitskosten angesehene Besteuerung der Beschäftigung; Steuern auf die Lohnsumme oder Beschäftigtenzahl abzüglich erhaltener Zuschüsse.

Die Arbeitskosten bestehen aus den direkten und den indirekten Kosten. Bei ersteren handelt es sich vor allem um Löhne und Gehälter in Form von Geldleistungen; Hauptbestandteil der indirekten Kosten sind die tatsächlich vom Arbeitgeber gezahlten Sozialbeiträge, insbesondere die gesetzlichen Beiträge zur Sozialversicherung.

Ziel ist es, Höhe und Struktur der gesamten Kosten des Produktionsfaktors Arbeit zu ermitteln, d.h. alle von den Arbeitgebern im Zusammenhang mit der Beschäftigung von Arbeitskräften getragenen Aufwendungen. Die Arbeitskräfteerhebung bildet die Arbeitskosten in Unternehmen mit mindestens zehn Beschäftigten ab.

Aufgrund der Einführung der neuen Klassifikation der Wirtschaftszweige NACE Rev. 2 sind Vergleiche mit früheren Erhebungen vor 2008 und Veröffentlichungen zu den Arbeitskosten nur sehr eingeschränkt möglich.

Lothringen: Da die EU-Arbeitskostenerhebung nur bis auf NUTS-1-Ebene durchgeführt wird, sind keine separaten Daten für Lothringen (NUTS 2) verfügbar, sondern lediglich für Ostfrankreich (FR4 – Lothringen, Elsaß und Franche-Comté).

Daten 2015: Die Arbeitskostenerhebung von Eurostat wird alle 4 Jahre durchgeführt. Die aktuellste Arbeitskostenerhebung basiert auf den Daten von 2012. Schätzungen von Eurostat für die Jahre nach 2012 werden durch eine Hochrechnung der Daten der aktuellsten Arbeitskostenerhebung erzielt. Diese Schätzungen sind lediglich auf nationaler Ebene verfügbar.

Remarques méthodologiques

Base de données :

Les données de base utilisées pour le chapitre 2.2 « Coût de la main d'œuvre et productivité de travail » s'appuient pour l'indicateur « coûts de la main d'œuvre » sur Eurostat. Pour l'indicateur « productivité de travail » nous nous référons aux données des chapitres 2.1 (performance économique » ; 3.3 (Emploi) et 5.2 (rémunérations des salariés) qui proviennent pour une grande partie des offices statistiques de la Grande Région. Les données manquantes ont été rajoutées autant que possible et parfois complétées par des informations supplémentaires.

Définitions et précisions méthodologiques :

Coût de la main-d'œuvre :

Le coût de la main-d'œuvre comprend le coût de la rémunération des salariés (salaires et traitements en espèces et en nature et cotisations sociales à charge de l'employeur), les frais de formation professionnelle, toute autre dépense telle que les frais de recrutement et le coût des vêtements de travail, ainsi que les impôts considérés comme coûts de main-d'œuvre, diminuées des subventions perçues.

Les coûts de la main-d'œuvre comprennent des coûts directs et indirects. Les principaux facteurs des coûts directs sont les salaires et traitements en espèces ; le principal facteur intervenant dans les coûts indirects est celui des cotisations sociales effectives des employeurs, notamment au regard de leurs obligations légales.

Le but est de définir le coût total du facteur de production travail, c'est-à-dire toutes les charges payées par l'employeur en relation avec l'emploi de sa main-d'œuvre. L'enquête sur le coût de la main-d'œuvre représente toutes les entreprises avec au moins dix salariés.

Du fait de la révision NACE rév. 2 il est difficile de procéder à des comparaisons avec des enquêtes et publications antérieures avant 2008.

Lorraine : l'enquête communautaire sur le coût de la main-d'œuvre n'étant réalisée qu'au niveau NUTS 1 (France-Est - FR-4 - : Lorraine, Alsace et Franche-Comté), il n'existe pas de données distinctes pour la Lorraine (NUTS 2).

Données 2015 : l'enquête communautaire sur le coût de la main-d'œuvre est menée tous les 4 ans et l'enquête la plus récente se base sur des données de 2012. Les estimations d'Eurostat pour les années après 2012 sont obtenues par extrapolation des données de l'enquête la plus récente. Ces estimations sont seulement disponibles au niveau national.

Arbeitsproduktivität (BIP je Erwerbstätigen):

Die Arbeitsproduktivität bezieht das nominale BIP auf die Zahl der Erwerbstätigen am Arbeitsort. Die Arbeitsproduktivität ist somit eine Kennzahl für die wirtschaftliche Leistungs- und Wettbewerbsfähigkeit, welche Aussagen darüber erlaubt, wie effektiv der Faktor Arbeit im Produktionsprozess eingesetzt wird (damit es handelt sich nur um eine partielle Produktivitätskennziffer, da etwa die Produktivität des Kapitals ausgeklammert bleibt).

Es muss zudem beachtet werden, dass die Arbeitsproduktivität aus Gründen der Datenverfügbarkeit auf Basis des Personenkonzepts ausgewiesen wurde. Außen vor bleibt dabei das Arbeitsvolumen, das durch die jeweiligen Arbeitszeitgepflogenheiten und Merkmale der Beschäftigtenstruktur stark beeinflusst wird. Dies gilt besonders für das Ausmaß der Teilzeitbeschäftigung: Geht diese in Köpfen statt in Stunden ein, erscheinen Regionen mit einer hohen Teilzeitquote unproduktiver als sie tatsächlich sind. Innerhalb der Großregion sind davon vor allem die deutschen Regionen betroffen, wo in den vergangenen Jahren Teilzeit und geringfügige Beschäftigung immer mehr zugenommen haben.

Lohnkosten:

Arbeitsnehmerentgelt je Arbeitnehmer.

Lohnstückkosten:

Arbeitnehmerentgelt je Arbeitnehmer in Relation zur erbrachten Wirtschaftsleistung je Erwerbstätigen (vereinfachte Betrachtungsweise aufgrund der eingeschränkten Datenlage). Damit bewerten die Lohnstückkosten als Kostenindikator sowohl die Arbeitskosten als auch die Arbeitsproduktivität.

Die alleinige Betrachtung des Kostenniveaus ist allerdings eingeschränkt: Niedrige Lohnstückkosten können auch durch einen hohen Automatisierungsgrad und damit eine hohe Kapitalintensität zustande kommen: Für die Herstellung von Gütern werden dann vergleichsweise wenige Arbeitskräfte eingesetzt, was rechnerisch eine hohe Arbeitsproduktivität nach sich zieht – und entsprechend niedrigere Lohnstückkosten. Auch Entlassungen und Personalabbau können die Produktivität hochtreiben und die Lohnstückkosten drücken. Umgekehrt fallen die Arbeitskosten in arbeits- und wissensintensiven Branchen und Unternehmen grundsätzlich höher aus, da eine (hoch) qualifizierte Beschäftigtenstruktur sowie eine hohe Personalintensität höhere Arbeitskosten begründen. Die Ausführungen des Berichts betrachtet deswegen die zeitliche Entwicklung.

Productivité du travail (PIB par personne active) :

La productivité du travail rapporte le PIB nominal au nombre d'actifs sur le lieu de travail. Elle est un indicateur de la performance et de la compétitivité économique et donne ainsi des informations sur l'utilisation efficace du facteur travail dans le processus de production (il ne s'agit que d'un indicateur de productivité partiel : il ne tient compte que du facteur travail, la productivité du capital étant laissée de côté).

En regard de la disponibilité des données, la productivité du travail est déclarée sur la base de l'approche basée sur le nombre de personnes. La productivité du travail ne tient pas compte du volume de travail qui est fortement impacté par la durée variable du temps de travail et les caractéristiques de l'emploi. Ceci est notamment le cas pour l'ampleur de l'emploi partiel : si l'on tient compte du nombre de personnes et non du nombre d'heures, les régions affichant un taux élevé d'emploi partiel paraissent moins productives qu'elles ne le sont réellement. Dans la Grande Région, ce phénomène touche particulièrement les régions allemandes où le travail à temps partiel et les emplois de courte durée ont connu un fort développement au cours des années passées.

Coûts salariaux :

Rémunération par salarié.

Coûts salariaux unitaires :

Rémunération par travailleur par rapport à la performance économique (PIB nominal) par actif (représentation simplifiée du fait de la base de données restreinte). Ainsi, les coûts salariaux unitaires sont un indicateur et des coûts salariaux et de la productivité du travail.

Ne tenir compte que du niveau des coûts peut induire en erreur, notamment parce que des coûts salariaux unitaires bas peuvent s'expliquer par un haut degré d'automatisation et une forte densité capitalistique. Dans ce cas, un nombre relativement restreint de travailleurs intervient pour produire des biens, ce qui entraîne une productivité du travail élevée et, par là même, des coûts salariaux unitaires plus faibles. Les licenciements et la réduction des effectifs peuvent également faire grimper la productivité et abaisser les coûts salariaux unitaires. A l'inverse, le coût de la main-d'œuvre est toujours plus élevé dans les branches nécessitant beaucoup de travail et de connaissances, car des salariés (hautement) qualifiés et des effectifs importants engendrent un coût de la main-d'œuvre plus élevé. Pour ces raisons, nous montrons une dimension temporelle.

Quellen / Sources :

Arbeitskosten / Coût de la main-d'œuvre :

Eurostat – Arbeitskostenerhebung und Arbeitskostenstatistik 2008 und 2012, Schätzungen für 2015 auf Basis der Arbeitskostenerhebung 2012 / Enquête et statistique sur le coût de la main-d'œuvre 2008 et 2012, estimations pour 2015 sur la base de l'enquête de coût de la main-d'œuvre 2012

Arbeitsproduktivität / Productivité du travail :

Statistische Ämter der Großregion plus eigene Ergänzungen (siehe Teilkapitel 2.1 und 3.3) / Offices statistiques de la Grande Région et chiffres complétés par nos soins (voir chapitres 2.1 et 3.3)

Arbeitnehmerbeschäftigung / Emploi salarié :

Statistische Ämter der Großregion plus eigene Ergänzungen (siehe Teilkapitel 3.3) / Offices statistiques de la Grande Région et chiffres complétés par nos soins (voir chapitre 3.3)

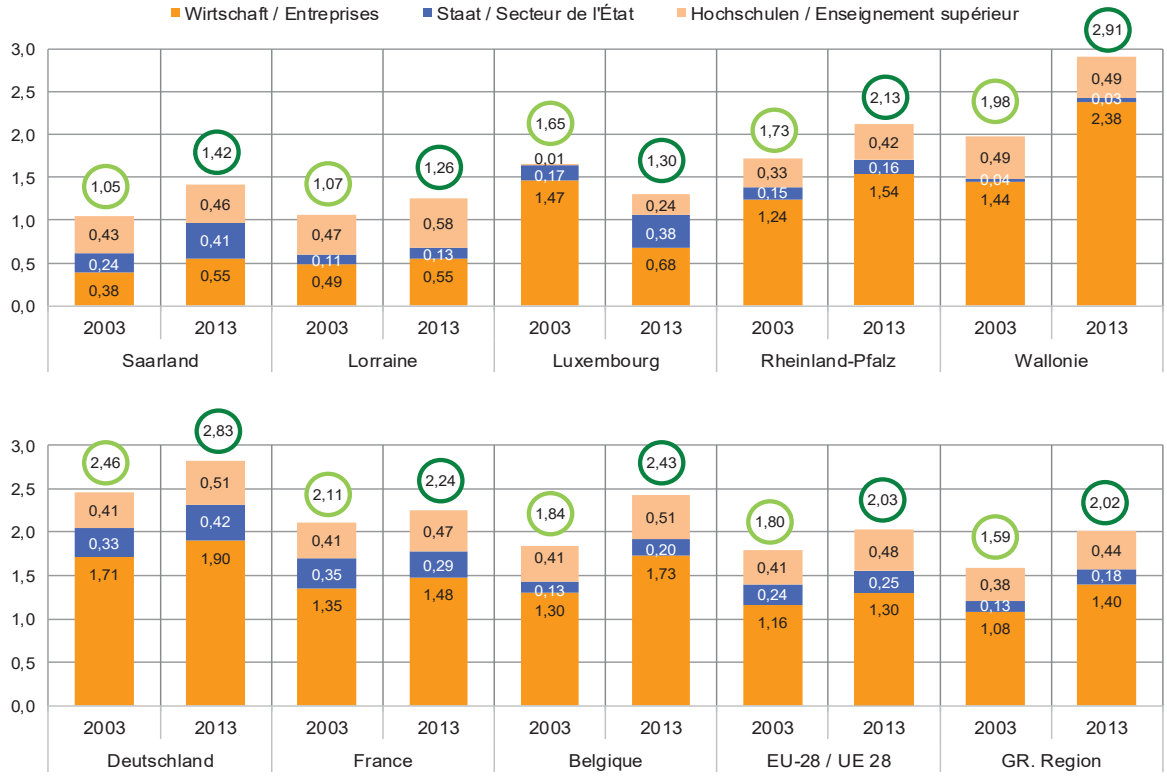
Lohnkosten / Coûts salariaux :

Statistische Ämter der Großregion plus eigene Ergänzungen (siehe Teilkapitel 3.3 und 5.2) / Offices statistiques de la Grande Région et chiffres complétés par nos soins (voir chapitres 3.3 et 5.2)

2.3 Wissenschaft, Technologie und Innovation / Science, technologie et innovation

FuE-Intensität nach Leistungssektor / Intensité de R&D par secteur

Ausgaben für FuE in % des BIP / Dépenses de R&D en % du PIB
Europa2020-Zielvorgabe: 3% / Objectif UE 2020 : 3%



Berechnungen : IBA / Calculs : OIE

FuE-Intensität in der Großregion

Im Jahr 2013 beliefen sich die Ausgaben für Forschung und Entwicklung in der Großregion auf insgesamt 7,1 Mrd. €. Die FuE-Intensität betrug damit 2,0 %. Die Wallonie lag klar an der Spitze, gefolgt von Rheinland-Pfalz. In der Wallonie konzentrieren sich die FuE-Aktivitäten auf die Provinz Wallonisch Brabant – Standort einer großen Universität mit angegliedertem Science Park, in Rheinland-Pfalz vor allem entlang der wirtschaftsstarken Rheinschiene. Die Spitzenwerte dort machen den Wirtschaftssektor zum bedeutendsten Träger der FuE in der Großregion.

In Lothringen und im Saarland hingegen ist das Engagement der Privatwirtschaft niedriger: Forschungsintensive Spitzentechnologie ist seltener vertreten und nur wenige Konzernzentralen sind mit den FuE-Aktivitäten hier ansässig. Stattdessen trägt im Saarland und in Lothringen der öffentliche Sektor den größeren Anteil. Luxemburg ist die einzige Region, in der die Ausgaben der FuE als Anteil am BIP zwischen 2003 und 2013 gesunken sind: verantwortlich hierfür sind Verluste in der Privatwirtschaft, die auch mit größerem öffentlichem Engagement nicht aufgefangen werden konnten.

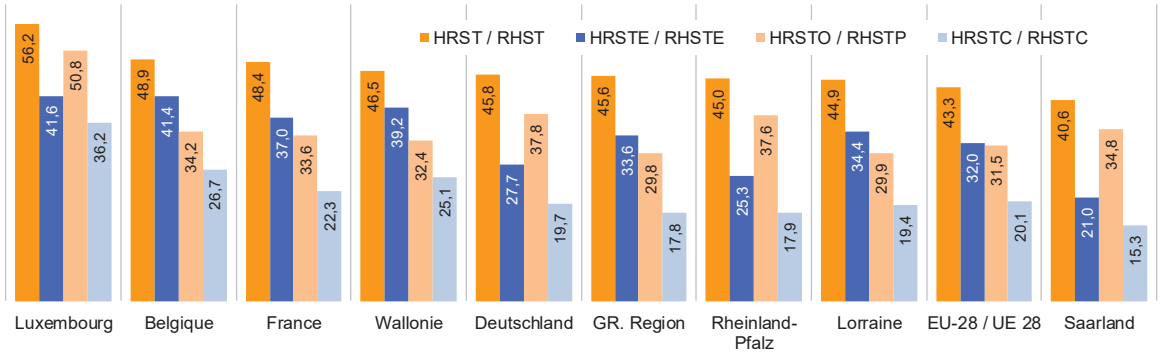
Intensité de R&D dans la Grande Région

En 2013, les dépenses de R&D réalisées dans la Grande Région ont représenté un total 7,1 milliards d'euros. L'intensité de R&D s'élevait ainsi à 2,0 %. La Wallonie était nettement en tête, suivi par la Rhénanie-Palatinat. En Wallonie, les activités se concentrent dans le Brabant wallon qui accueille une grande université et un parc scientifique, en Rhénanie-Palatinat c'est essentiellement le long du Rhin. Ces investissements font du secteur privé le principal vecteur des activités de R&D.

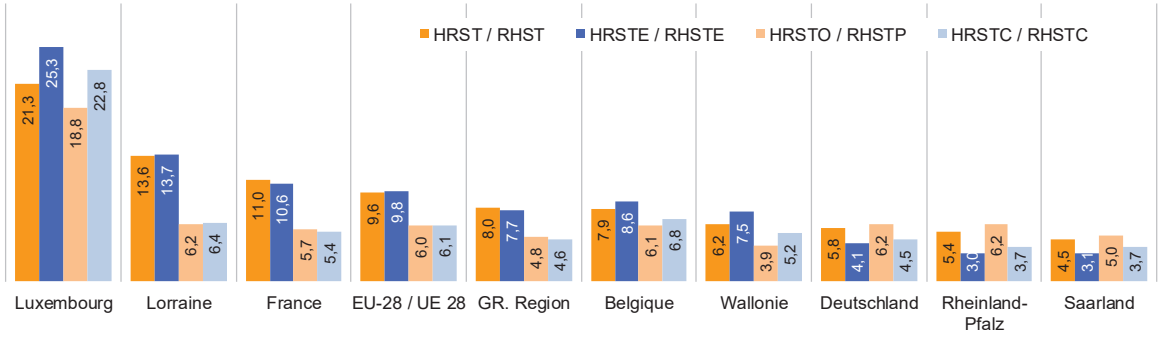
L'implication du secteur privé est considérablement plus faible en Lorraine et en Sarre : les branches industrielles qui requièrent beaucoup de recherche sont moins représentées dans le domaine des technologies de pointe ; d'autre part, les sièges des grands groupes – où les activités de recherche ont généralement lieu – sont peu présents. Inversement, les dépenses de R&D proviennent surtout du secteur public. Le Luxembourg est la seule région où les dépenses en R&D ont diminué en pourcentage du PIB entre 2013 et 2013 : les baisses de financement privé n'ont pas pu être compensées par des engagements plus conséquents du secteur public.

Humanressourcen in Wissenschaft und Technologie 2015 / Ressources humaines en sciences et technologies en 2015

Anteil an den Erwerbspersonen (am Wohnort) in % / Pourcentage de la population active (résidente) en %



Anteil der Erwerbspersonen (am Wohnort), Veränderung 2003-2015 in Prozentpunkten / Pourcentage de l'emploi salarié résident, variation entre 2003 et 2015 en points de pourcentage



Berechnungen : IBA / Calculs : OIE

Im Vergleich zur EU-28 überdurchschnittlicher HRST-Anteil in der Großregion

Humanressourcen in Wissenschaft und Technik (HRST) gelten als wichtige Kenngröße für Forschung und Innovation. Hierzu gehören alle Personen, die über einen entsprechenden Hochschulabschluss verfügen (HRSTE) und/oder in einem wissenschaftlichen oder technischen Beruf tätig sind (HRSTO). Der Kernbestand (HRSTC) umfasst diejenigen, die sowohl einen wissenschaftlich-technischen Hochschulabschluss haben als auch in einem wissenschaftlich-technischen Beruf arbeiten.

Im Jahr 2012 stellten die Humanressourcen in Wissenschaft und Technik insgesamt 45,6% der Erwerbspersonen in der Großregion. Das ist im europäischen Vergleich eine gute Ausgangsposition (EU-28: 43,3%). Innerhalb des Kooperationsraums schneidet Luxemburg am besten ab: Dort betrug das Verhältnis des hochqualifizierten Personals zu den Erwerbspersonen 56,2%. Auf Rang zwei folgt die Wallonie (46,5%). Rheinland-Pfalz (45,0%) und Lothringen (44,9%) platzieren sich im Mittelfeld, während das Saarland sich mit 40,6% knapp unter dem europäischen Niveau bewegt.

Seit 2003 ist der HRST-Anteil in der Großregion um 8 Prozentpunkte gestiegen, womit der Zuwachs deutlich unter dem europäischen Mittel (+9,6 pp) lag. Im interregionalen Vergleich sind in Luxemburg mit weitem Abstand die Anteilswerte über alle Gruppen hinweg am stärksten gestiegen.

Le pourcentage RHST dans la Grande Région est supérieur à la moyenne de l'UE-28

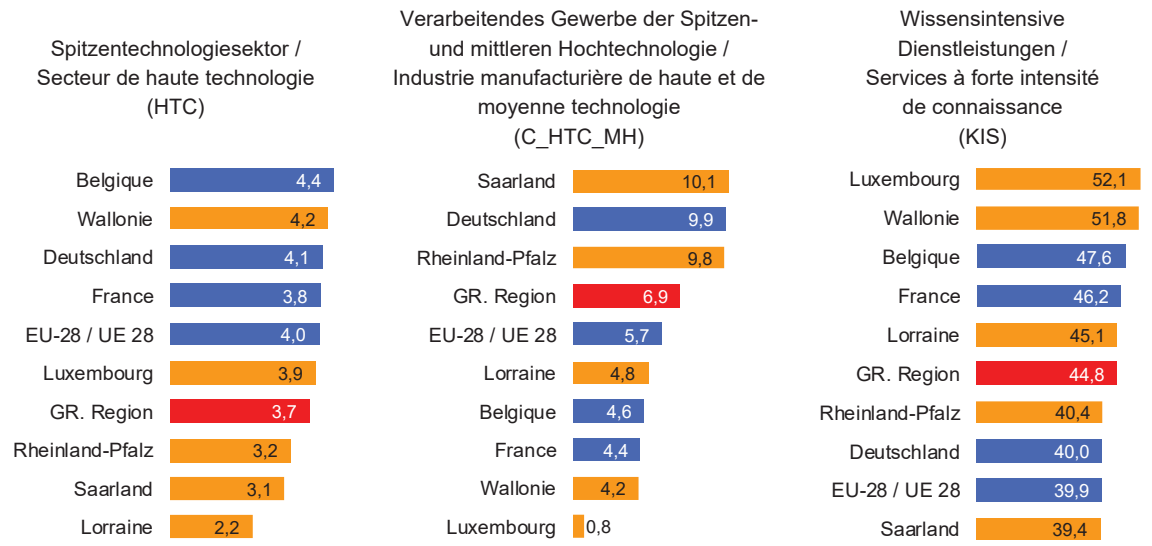
Les « ressources humaines en sciences et technologies » (RHST) constituent la pierre angulaire de la recherche et de l'innovation. En font partie toutes les personnes titulaires d'un diplôme universitaire (RHSTE) et/ou occupant un poste de nature technico-scientifique (RHSTP). Le noyau des RHST englobe les personnes titulaires d'un diplôme universitaire et exerçant en même temps une profession technico-scientifique.

En 2012, les ressources humaines en sciences et technologies représentent globalement 45,6% de la population active dans la Grande Région. Cette dernière occupe donc une bonne position par rapport aux autres pays européens (UE-28 43,3%). Dans l'espace de coopération, le Luxembourg obtient de loin le meilleur résultat : le rapport entre le personnel hautement qualifié et la population active y est de 56,2%. Le Grand-Duché est suivi de la Wallonie (46,5%). La Rhénanie-Palatinat (45,0%) et la Lorraine (44,9%) se positionnent au milieu, tandis que la Sarre est située juste en-dessous du niveau européen avec un taux de 40,6%.

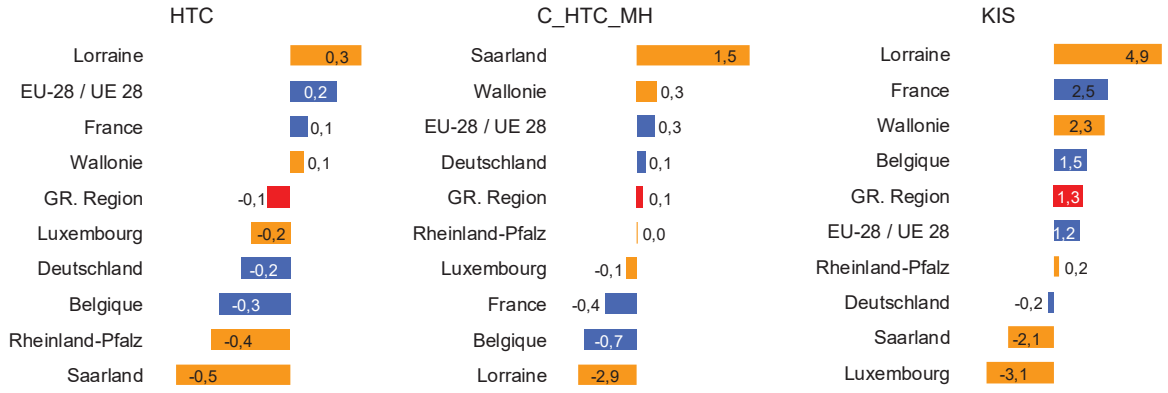
Depuis 2003, le pourcentage de RHST dans la Grande Région augmente de 8 points de pourcentage, soit nettement en dessous de la moyenne européenne (+9,6 %). Dans la Grande Région, c'est au Luxembourg que les pourcentages de tous les groupes augmentent de loin le plus fortement.

Beschäftigung in Hochtechnologiesektoren und wissensintensiven Dienstleistungen / Emploi dans les secteurs de haute technologie et les services à forte intensité de connaissance

Anteil an der Gesamtbeschäftigung im Jahr 2015 in % / Pourcentage de l'emploi total en 2015



Veränderung 2010 - 2015 in Prozentpunkten / Variation entre 2010 et 2015 en %



Berechnungen : IBA / Calculs : OIE

Beschäftigung im Hochtechnologiesektor

Im Jahr 2015 stellten die Beschäftigten im Spitzentechnologiesektor (HTC) 3,7% aller Erwerbstätigen am Wohnort. Damit lag die Großregion unter dem Niveau der EU-28. Im interregionalen Vergleich haben die Wallonie und Luxemburg überdurchschnittlich abgeschnitten. Weit abgeschlagen ist Lothringen. Die Betrachtung der Entwicklung von 2010 bis 2015 zeigt großregional einen Rückgang von 0,1 Prozentpunkten bei der Spitzentechnologie (-2.000 Beschäftigte). Lothringen liegt hier mit einem kleinen Zuwachs von 0,3 Prozentpunkten an der Spitze, das Saarland bildet das Schlusslicht (-0,5 pp).

Im Verarbeitendes Gewerbe der Spitzen- und mittleren Hochtechnologie (C_HTC_MH) arbeiten 6,9% aller Beschäftigten, hier gab es großregional einen kleinen Zuwachs von 0,1% oder 11.000 Beschäftigten.

Das ist vergleichbar mit dem Plus von 12.000 Beschäftigten (+1,3Pp) in den wissensintensiven Dienstleistungen (KIS), die jetzt 44,8% an der Gesamtbeschäftigung ausmachen.

Emploi dans les secteurs des technologies de pointe

En 2015, les salariés dans le secteur de la haute technologie (HTC) représentent 3,7% des actifs en emploi (résidents). La Grande Région reste en dessous de la valeur de l'UE. Par rapport aux autres régions, la Wallonie et le Luxembourg obtiennent des résultats supérieurs à la moyenne. En revanche, la Lorraine reste loin derrière. L'évolution entre 2010 et 2015 fait apparaître un recul de -0,1 points de pourcentage au niveau grand régional (-2 000 employés). La Lorraine occupe la première place avec une légère augmentation de 0,1 pp, la Sarre affiche la valeur la plus basse (-0,5 pp).

6,9% des actifs en emploi travaillent dans l'industrie manufacturière de haute et de moyenne technologie (C_HTC_MH), le secteur a connu une légère augmentation de 0,1% (11.000 employés).

Ceci est comparable aux 12000 employés additionnels (+1,3pp) dans l'ensemble des services à forte intensité de connaissance (KIS), lesquels représentent 44,8 % de l'emploi total en 2015.

Methodische Anmerkungen

Datengrundlage:

Die für das Kapitel „Wissenschaft, Technologie und Innovation" verwendete Datengrundlage basiert im Wesentlichen auf Informationen von Eurostat.

Die Statistiken über Humanressourcen in Wissenschaft und Technik (HRST - Human Resources in Science and Technology) werden jährlich auf Grundlage von Daten aus der Europäischen Arbeitskräfteerhebung erstellt. Die Erfassung erfolgt nach den Leitlinien des Canberra-Handbuchs anhand des Bildungsabschlusses und der beruflichen Tätigkeit.

Die Daten zu den Spitzen- bzw. Hochtechnologiesektoren des Verarbeitenden Gewerbes und der wissensintensiven Dienstleistungsbereiche werden jährlich auf der Grundlage von Informationen aus verschiedenen amtlichen Quellen zusammengestellt (Europäische Arbeitskräfteerhebung, strukturelle Unternehmensstatistik usw.). Aggregate zur Beschäftigung in der Spitzen-/Hochtechnologie sind über die FuE-Intensität definiert. Revisionsbedingt änderten sich die Definitionen der Spitzentechnologiesektoren, so dass hier erst Daten ab 2008 zur Verfügung stehen.

Europa-2020-Strategie:

Bereits im Jahr 2002 hatte der Europäische Rat im Rahmen der Lissabon-Strategie einen Aktionsschwerpunkt „Wissen und Innovation für Wachstum" gesetzt. Auch in der im Juni 2010 verabschiedeten Strategie Europa 2020, die für die nächste Dekade die Vision einer intelligenten, nachhaltigen und integrativen Wirtschaft verfolgt, ist die Entwicklung einer auf Wissen und Innovation gestützten Wirtschaft eine der drei maßgeblichen Prioritäten.

Definitionen und methodische Hinweise:

FuE-Intensität:

Anteil der Ausgaben für Forschung und Entwicklung am BIP.

Europa-2020-Strategie: Anteil der FuE-Ausgaben am BIP von 3%. Entsprechend ihrer jeweiligen Ausgangslage können die Mitgliedstaaten eigene Ziele festlegen. Belgien, Deutschland und Frankreich haben auf nationaler Ebene ein FuE-Quotenziel von 3% bekannt gegeben, Luxemburg will 2,3% bis 2,6% erreichen.

HRST – Humanressourcen in Wissenschaft & Technologie:

Umfassen Personen, die eine der beiden nachstehenden Bedingungen erfüllen: a) sie verfügen über einen Bildungsabschluss im tertiären Bereich in einem wissenschaftlich-technischen Studienfach, b) sie verfügen nicht über einen Bildungsabschluss im tertiären Bereich, üben jedoch eine Berufstätigkeit in Wissenschaft und Technik aus, für die normalerweise ein solcher Bildungsabschluss vorausgesetzt wird.

Remarques méthodologiques

Base de données :

Les statistiques pour le chapitre « science, technologie et innovation » sont tirées de la base de données d'Eurostat.

Les statistiques sur les ressources humaines de la science et de la technologie (HRST) sont établies annuellement sur la base de données de l'Enquête européenne sur les forces de travail (EFT). Le recensement se fait en termes de niveau d'éducation et de profession, conformément aux lignes directrices du Manuel de Canberra. Les données relatives aux secteurs de pointe et de haute technologie de l'industrie manufacturière ainsi que des services à forte intensité de connaissance sont établies chaque année sur la base des données collectées auprès d'une série de sources officielles (EFT, statistiques structurelles sur les entreprises, etc.). Les agrégats d'emploi dans les secteurs technologiques de pointe et de haute technologie sont définis en termes d'intensité des activités de R&D. Le passage à la NACE Rév. 2 a mené à des modifications dans la définition des secteurs des technologies de pointe. Du fait de la révision on ne dispose que des données à partir de 2008.

Stratégie Europe 2020 :

En 2002, le Conseil Européen avait déjà fait de « la connaissance et de l'innovation pour la croissance » un champ d'action prioritaire dans le cadre de la stratégie de Lisbonne (révisée). Adoptée en juin 2010, la stratégie Europe 2020, qui promeut la vision d'une croissance intelligente, durable et inclusive pour la décennie à venir, veut faire d'une économie fondée sur la connaissance et l'innovation l'une de ses 3 grandes priorités.

Définitions et remarques méthodologiques :

Intensité R&D :

La proportion des dépenses de R&D par rapport au produit intérieur brut (PIB).

Stratégie Europe 2020 : R&D à hauteur de 3 % du PIB. Les Etats membres peuvent définir leurs propres objectifs en fonction de leur situation de départ et de leurs spécificités nationales. La Belgique, l'Allemagne et la France souhaitent consacrer 3 % du PIB aux dépenses de R&D, le Luxembourg table sur 2,3 % à 2,6 %.

RHST – Ressources humaines en sciences & technologies :

Par ressources humaines en science et technologie, on entend les personnes qui répondent à l'une ou l'autre des conditions suivantes : a) avoir fait des études complètes du troisième degré ; b) sans avoir les qualifications formelles visées ci-dessus, exercer une profession scientifique et technique pour laquelle les qualifications en question sont normalement requises.

HRSTE – HRST mit tertiärem Bildungsabschluss:

Personen, die über einen Bildungsabschluss im tertiären Bereich verfügen (bis 2013, ISCED ´97 Bereich 5A, 5B oder 6; ab 2014 Bereiche 5 bis 8 der ISCED 2011).

HRSTO – HRST mit wissenschaftlich-technischer Berufstätigkeit:

Personen, die, ohne die oben angeführten formalen Qualifikationen, in wissenschaftlich-technischen Berufen tätig sind, für die normalerweise keine der betreffenden Qualifikationen benötigt werden (große Gruppen 2 und 3 der ISCO '88 COM)

HRSTC – Kernressourcen in Wissenschaft und Technologie:

Personen, die über einen tertiären Bildungsabschluss verfügen UND in wissenschaftlich-technischen Berufen tätig sind.

KIS – Spitzentechnologie nutzende wissensintensive Dienstleistungen:

Umfasst folgende Brachen (NACE Rev. 2): Herstellung, Verleih und Vertrieb von Filmen und Fernsehprogrammen; Kinos; Tonstudios und das Verlegen von Musik, Rundfunkveranstalter, die Telekommunikation, Erbringung von Dienstleistungen der Informationstechnologie, Informationsdienstleistungen sowie Forschung und Entwicklung.

Spitzentechnologiesektor des Verarbeitenden Gewerbes (C_HTC_MH):

Herstellung von pharmazeutischen Erzeugnissen sowie von Datenverarbeitungsgeräten und elektronischen und optischen Erzeugnissen.

RHSTE – Ressources humaines en science et technologie par le niveau d'études :

Personnes qui ont fait des études complètes du troisième degré (jusqu'en 2013, niveaux 5A, 5B ou 6 de la CITE 97 ; à partir de 2014, niveaux 5 à 8 de la CITE 2011).

RHSTO – Ressources humaines en science et technologie par la profession :

Personnes qui, sans avoir les qualifications formelles visées ci-dessus, exercent une profession scientifique ou technique pour laquelle les qualifications en question sont normalement requises (grands groupes 2 et 3 de la CITP-08)

RHSTC – Ressources humaines de base en science et technologie :

Personnes qui ont fait des études complètes du troisième degré ET qui exercent une profession scientifique ou technique

KIS – Services de haute technologie à forte intensité de connaissances :

Englobent les branches suivantes (NACE Rev. 2) : Production de films cinématographiques, de vidéo et de programmes de télévision, l'enregistrement sonore et édition musicale, la programmation et diffusion, les télécommunications, la programmation, le conseil et autres activités informatiques, les services d'information, ainsi que la recherche développement scientifique.

L'industrie manufacturière de haute technologie (C_HTC_MH) :

Comprend la fabrication de produits pharmaceutiques ainsi que la fabrication de produits informatiques, électroniques et optiques.

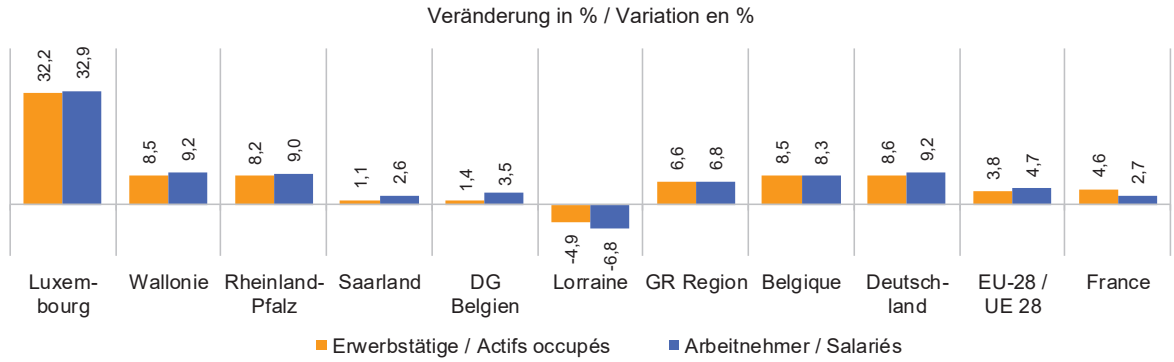
Quellen / Sources :

Eurostat

3. Beschäftigung und Arbeitsmarkt / Emploi et marché du travail

3.1 Beschäftigung / Emploi

Beschäftigungsentwicklung (am Arbeitsort) 2004-2014 / Evolution de l'emploi (au lieu de travail) entre 2004 et 2014



Berechnungen : IBA / Calculs : OIE

Erwerbstätige und Arbeitnehmer (am Arbeitsort)

In der Großregion gingen im Jahr 2014 rund 4,93 Millionen Menschen einer Erwerbstätigkeit nach. 88,5% hatten dabei den Status eines Arbeitnehmers. Zwischen 2004und 2014 verlief das großregionale Beschäftigungswachstum sowohl bei den Erwerbstätigen als auch bei den Arbeitnehmern (+6,6% und +6,8%) besser als im Durchschnitt der EU-28. Ursächlich hierfür war der Umstand, dass die krisenbedingten Arbeitsplatzverluste in der Großregion deutlich geringer waren als auf europäischer Ebene: Während 2009 auf dem Höhepunkt der Rezession im großregionalen Mittel die Zahl der Erwerbstätigen und der Arbeitnehmer um je 0,4% zurückging, fiel im Durchschnitt der EU das Minus rund viermal höher aus. Dieses Verhältnis hat sich in den letzten Jahren gekehrt: Der großregionalen Zuwächse in den Jahren 2012 bis 2014 lagen mit höchstem +0,5% auf einem sehr niedrigen Niveau, während auf europäischer Ebene 2014 ein Plus von 1,1% bei den Arbeitnehmern verzeichnet werden konnte.

Innerhalb der Großregion fiel die Bilanz seit 2004 nicht in allen Teilgebieten positiv aus: Lothringen und die DG erleben seit 2009 einen stetigen Rückgang an Erwerbstätigen. In Lothringen waren die Rückgänge 2014 mit -0,7% bei den Erwerbstätigen jedoch schon deutlich geringer als im Krisenjahr 2009 (-1,7%), und die DG verzeichnet 2014 das erst Mal seit 6 Jahren einen Zuwachs (+0,2%)

Luxemburg konnte hingegen enorme Arbeitsplatzgewinne verbuchen. Im Vergleich zu der Vorkrisenzeit ist die Entwicklungsdynamik der letzten Jahre aber deutlich gebremst und auch derzeit ist Luxemburg noch weit von den Rekordraten der Vergangenheit entfernt. Eine im interregionalen Vergleich sehr positive Bilanz weist auch die Wallonie auf (+8,5% Erwerbstätige; +9,2% Arbeitnehmer); die Beschäftigung dort entwickelt sich damit positiver als in Belgien insgesamt. Die rheinland-pfälzischen Werte sind ähnlich und liegen ebenfalls über denen Deutschlands. Die Zuwächse im Saarland sind im Vergleich moderat.

Actifs occupés et salariés (au lieu de travail)

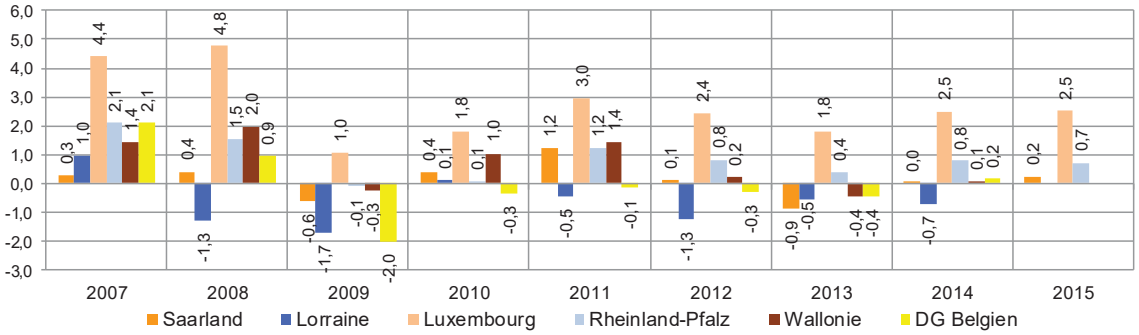
En 2014, environ 4,93 millions de personnes exercent une activité dans la Grande Région. 88,5% des actifs occupés dans l'espace de coopération ont le statut de salariés. Entre 2004 et 2014, la croissance de l'emploi dans la Grande Région est supérieure, autant au niveau de la population active totale qu'à celui des salariés (+6,6% et +6,8%), à celle de la moyenne de l'UE-28. Cette évolution positive s'explique par le fait que la crise a provoqué moins de pertes d'emplois dans la Grande Région qu'à l'échelle européenne : alors qu'en 2009, au creux de la récession, le nombre d'actifs occupés et celui des salariés baisse de 0,4%, les pertes d'emplois au niveau de l'UE sont quatre fois plus élevées. Cette relation s'est inversée dans les dernières années :la croissance grande-régional était très faible avec des valeurs maximales de +0,5%, tandis que l'UE affichait un plus de 1,1% pour les salariés en 2014.

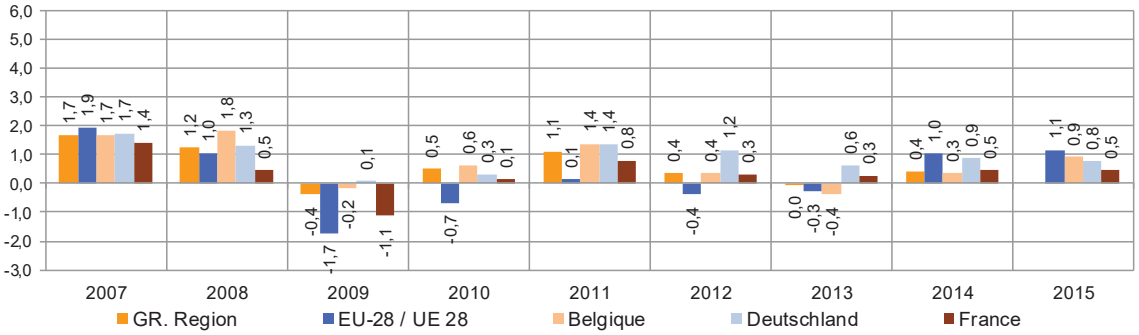
Au sein de la Grande Région, l'évolution depuis 2004 n'est cependant pas positive dans toutes les composantes : la Lorraine et la CG de Belgique ont subi un recul constant des actifs occupés depuis 2009. En Lorraine, les pertes de 2014 de -0,7% étaient néanmoins moins importantes que celles de l'année de crise 2009 (-1,7%) et la CG enregistre un bilan annuel positif pour la première fois depuis six ans (+0,2%) en 2014.

En revanche, le Grand-Duché enregistre un accroissement de l'emploi impressionnant. Par ra. pport à l'évolution avant la crise, la dynamique est cependant fortement atténuée. Le Luxembourg est encore loin des taux record atteints par le passé. Si l'on compare à l'échelle grande-régionale, la Wallonie affiche aussi un bilan très positif (+8,5% d'actifs occupés ; +9,2% de salariés). L'emploi se développe plus positivement qu'en Belgique en général. Les valeurs de la Rhénanie-Palatinat sont comparables et restent aussi supérieures à la moyenne allemande. En comparaison, les augmentations en Sarre sont modérées.

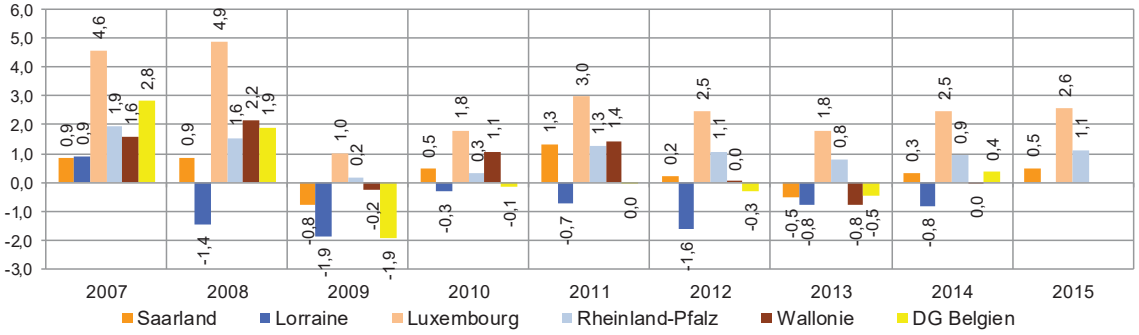
Beschäftigungsentwicklung (am Arbeitsort) 2007 - 2015/ Evolution de l'emploi (au lieu de travail) entre 2007 et 2015

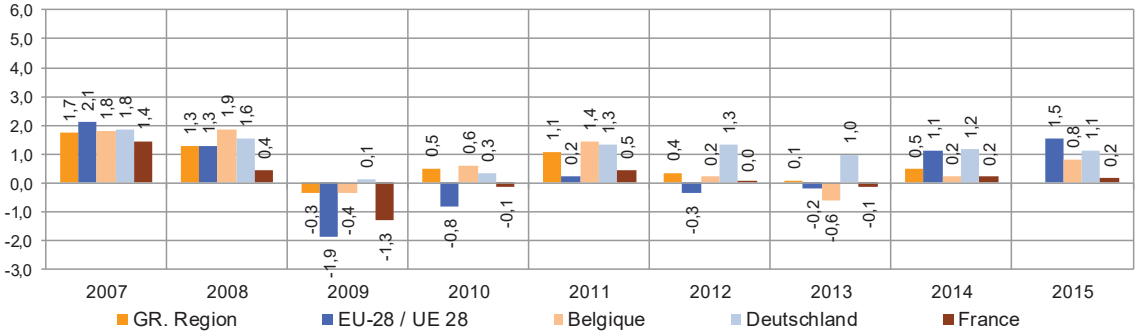
Erwerbstätige: Veränderung gegenüber dem Vorjahr in % /
Actifs occupés: variation par rapport à l'année précédente en %





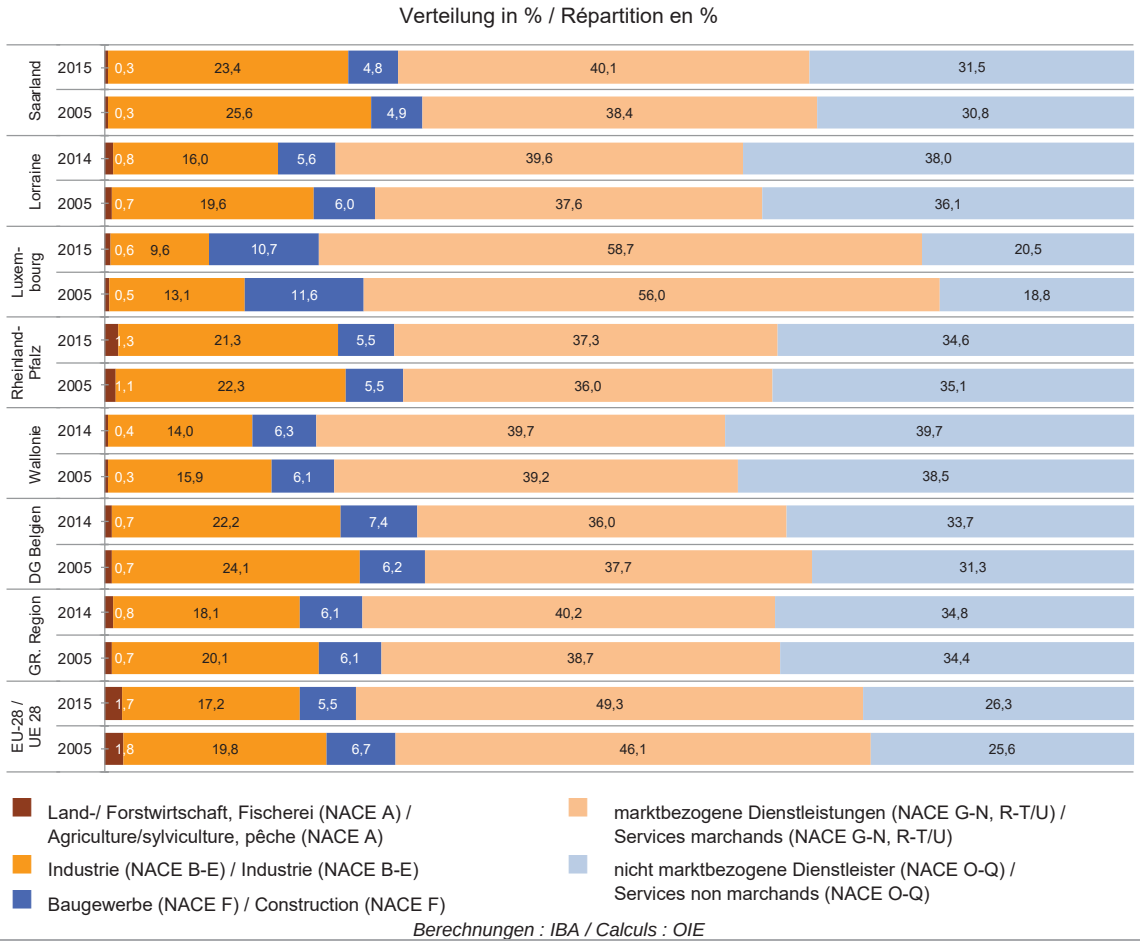
Arbeitnehmer: Veränderung gegenüber dem Vorjahr in % /
Salariés : variation par rapport à l'année précédente en %





Berechnungen : IBA / Calculs : OIE

Struktur der Arbeitnehmerbeschäftigung (am Arbeitsort) nach Wirtschaftsbereichen 2005 und 2014/2015 / Structure de l'emploi salarié (au lieu de travail) par secteur économique en 2005 et 2014/2015



Berechnungen : IBA / Calculs : OIE

Seit 2005: Zuwächse in den Dienstleistungssektoren

In der Differenzierung nach Wirtschaftsbereichen wird deutlich, dass in der Großregion die Beschäftigungsgewinne der vergangenen Jahre hauptsächlich auf das Konto des Dienstleistungssektors gingen. Im Jahr 2014 waren genau drei Viertel der Arbeitnehmer in den Dienstleistungsbranchen tätig. Im Vergleich zu 2005 ist der Anteil dieses Sektors um 1,9 Prozentpunkte gestiegen. Der Anstieg betrifft sowohl den Anteil der nicht marktbezogenen Dienste als auch den des öffentlichen Sektors. Der Anteil des Baugewerbes an der Beschäftigung ist gleichgeblieben, während die Industrie Personal abbaute.

Innerhalb des Kooperationsraums erreichten die Dienstleistungen in der Wallonie und in Luxemburg ein überproportional hohes Gewicht für die Beschäftigung – bei einer allerdings unterschiedlichen strukturellen Ausrichtung. Während im Großherzogtum die marktbezogenen Dienstleistungen mit einem Anteil von 58,7% die größte – und im interregionalen wie europäischen Vergleich weit überdurchschnittliche – Bedeutung zukam, galt dies in der belgischen Region für den Bereich „öffentliche Dienstleister, Erziehung und Gesundheit", der mit 39,7% ebenfalls einen deutlich höheren Beschäftigtenanteil umfasste als in den anderen Regionen.

Depuis 2005: hausse de l'emploi dans le secteur des services

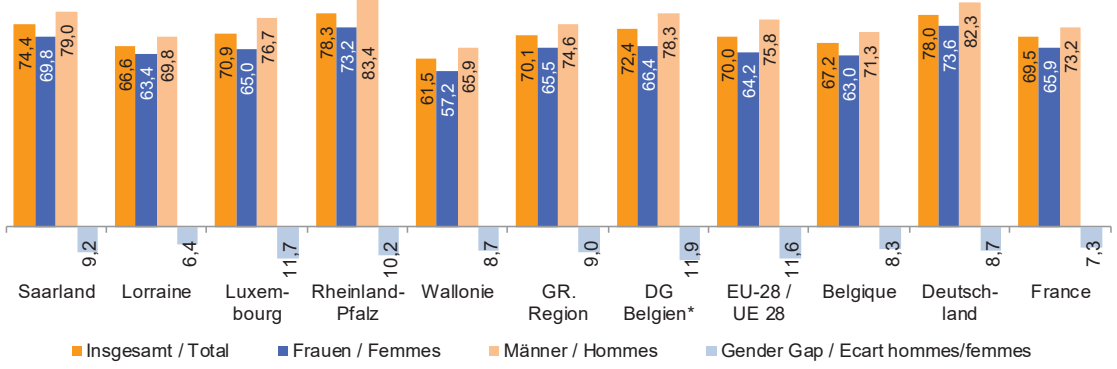
L'analyse par secteur économique montre que la hausse de l'emploi ces dernières années dans la Grande Région est due principalement au secteur des services. En 2014, exactement trois quarts des salariés travaillent dans le secteur de services. Comparé à 2005, le pourcentage de ce secteur a augmenté de 1,9 points de pourcentage. Cela s'applique aussi bien aux services privés que publics. La part de la construction est restée stable dans la structure de l'emploi salarié, alors que l'industrie a réduit ses effectifs de personnel.

Dans l'espace de coopération, les services ont un poids très élevé dans l'emploi en Wallonie et au Luxembourg, bien que l'orientation structurelle soit différente. Au Grand-Duché, les services privés occupent une place importante avec un pourcentage de 58,7 % – bien supérieur à la moyenne interrégionale et européenne. Dans la région belge il s'agit du secteur « Administration, éducation, et santé » qui, avec 39,7%, occupe un pourcentage de salariés bien supérieur à celui des autres régions.

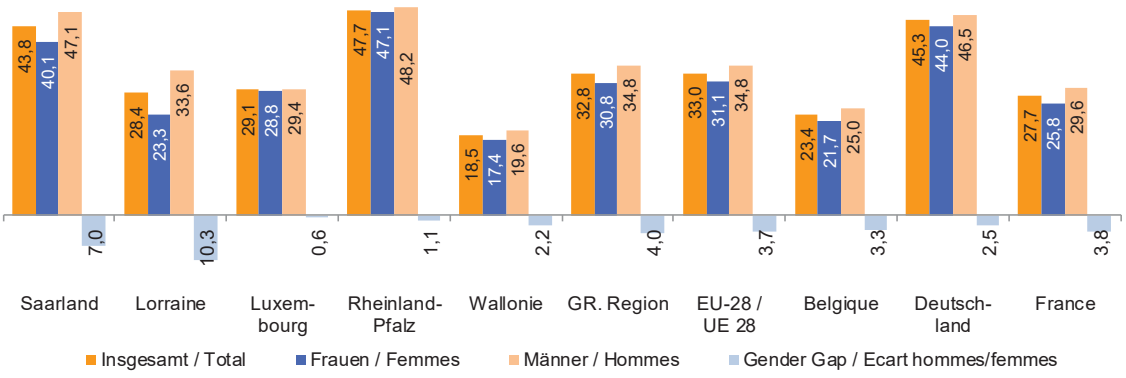
Beschäftigungsquoten 2015 / Taux d'emploi 2015

Anteil der Erwerbstätigen (Wohnortkonzept) im jeweiligen Alter an der Bevölkerung dieser Altersgruppe in % /
Part des actifs (résidents) d'un âge donné dans la population du même âge en %

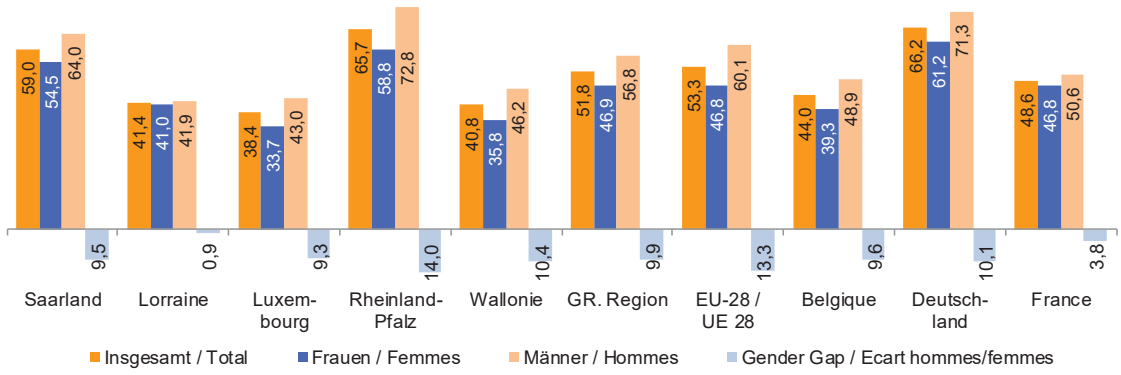
Insgesamt (20-64 Jahre), EU-Ziel 2020: 75% / Total (20-64 ans), Objectif UE 2020 : 75%



Jugendliche (15-24 Jahre) / Jeunes (15-24 ans)



Ältere (55-64 Jahre) / Seniors (55-64 ans)



** DG Belgien: Daten 2014 / Données 2014*

Berechnungen : IBA / Calculs : OIE

Beschäftigungsquote (am Wohnort)

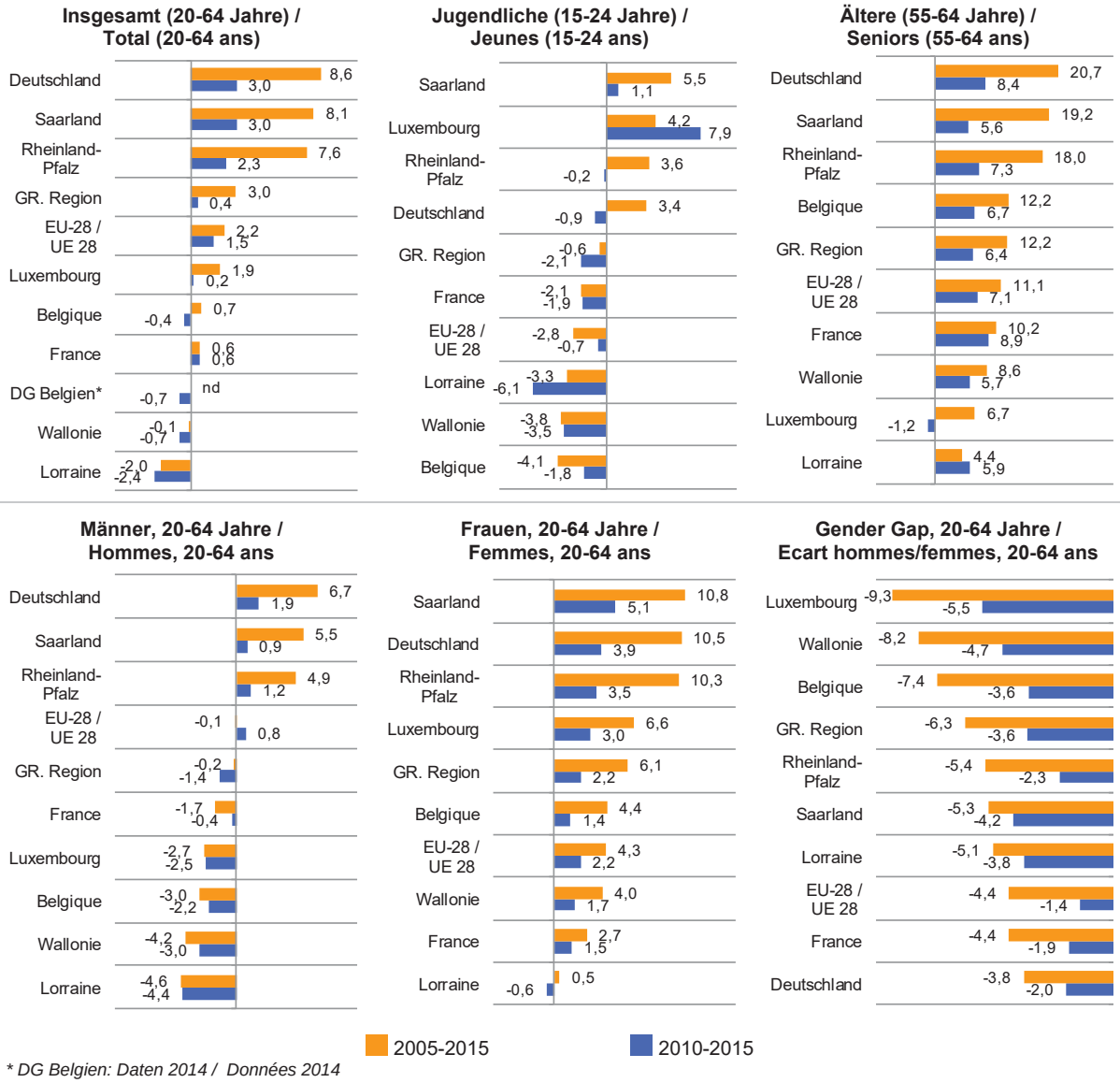
Eines der Kernziele der Strategie Europa 2020 lautet, die Beschäftigungsquote auf 75% bis zum Jahr 2020 zu erhöhen. Insbesondere Frauen, junge Menschen und ältere Arbeitnehmer sollen intensiver am Erwerbsleben beteiligt werden. Im Jahr 2015 belief sich die Beschäftigungsquote in der Großregion auf 70,1%. Damit lag der Anteil der erwerbstätigen Bevölkerung 0,1 Prozentpunkte höher als in der EU-28. Auf großregionaler wie europäischer Ebene sind aber noch einige Anstrengungen zu unternehmen, um die Zielmarke von 75% in 2020 zu erreichen.

Taux d'emploi (au lieu de résidence)

Un des principaux objectifs de la Stratégie « Europe 2020 » prévoit une augmentation du taux d'emploi à 75% à l'horizon 2020. Cet objectif doit être atteint entre autres par une plus forte participation à la vie active des femmes, des jeunes et des personnes âgées. Le taux d'emploi global dans la Grande Région s'établit à 70,1 % en 2015. Le pourcentage de la population active est supérieur de 0,1 point de pourcentage à celui de l'UE-28. Au niveau de la Grande Région et de l'Europe, quelques efforts restent cependant à faire pour atteindre la barre des 75% en 2020.

Entwicklung der Beschäftigungsquote / Évolution des taux d'emploi

Veränderung 2005 – 2015 bzw. 2010 – 2015 in Prozentpunkten /
Variation 2005 – 2015 et 2010 – 2015 en points de pourcentage



** DG Belgien: Daten 2014 / Données 2014*

Berechnungen : IBA / Calculs : OIE

Entwicklung der Beschäftigungsquoten

Die Entwicklung in der Beschäftigungsquote verlief in den vergangenen Jahren nur stockend: Seit 2005 ergab sich im Kooperationsraum ein Plus von 3,0 Prozentpunkten. Dieser Anstieg ist in erster Linie auf Zuwächse bei der weiblichen Beschäftigung zurückzuführen (+6,1 pp; Männer: +1,0 pp). Dennoch lag der „Gender Gap" 2015 noch immer bei 9 Pp.

Daneben ging der Anstieg der Beschäftigungsquote vor allem auf Zuwächse bei den älteren Arbeitskräften zurück: Im Jahr 2015 waren im Kooperationsraum insgesamt 51,8% der 55- bis 64-Jährigen erwerbstätig; im Jahr 2005 erst 39,6% (+12,2 pp). Im Vergleich mit 2005 hat sich die Beschäftigungsentwicklung junger Menschen negativ entwickelt: Im Saldo ergibt sich ein Minus von 0,6 Prozentpunkten, wobei sich die Beschäftigungsquote Jugendlicher insgesamt sehr konjunkturanfällig zeigt.

Evolution des taux d'emploi

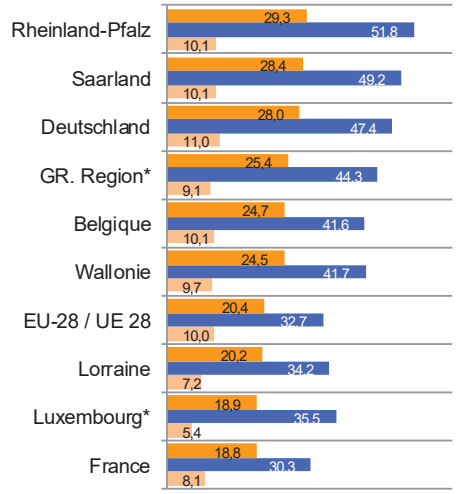
Au cours des dernières années, le taux d'emploi n'a augmenté que progressivement : depuis 2005, on enregistre un plus de 3 points de pourcentage dans l'espace de coopération. Cette hausse s'explique avant tout par une plus grande participation des femmes à la vie active (+6,1 pp ; hommes -0,2 pp). Pour autant, l'écart hommes/femmes en 2015 est toujours de 9,0 points de pourcentage.

Parallèlement à la hausse chez les femmes, le taux d'emploi des seniors a augmenté : en 2015, au total 51,8 % des personnes âgées de 55 à 64 ans exercent une activité dans l'espace de coopération. En 2005, elles n'étaient que 39,6 % (+12,2 pp.) Le taux d'emploi des jeunes est resté à peu près au même niveau qu'en 2005 : le solde affiche un recul de 0,6 pp, le taux d'emploi des jeunes étant particulièrement sensible à la conjoncture.

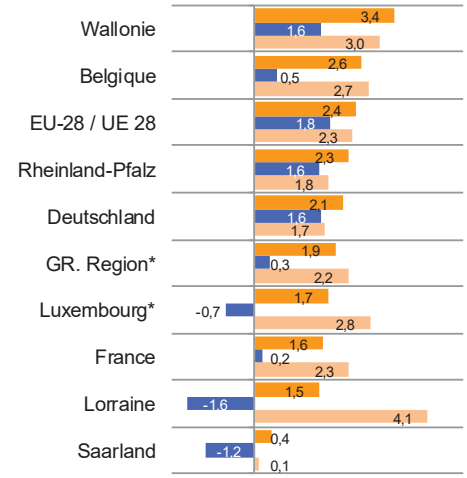
Teilzeitbeschäftigung nach Geschlecht / Emploi à temps partiel hommes/femmes

jeweils in % der Gesamtbeschäftigung (Wohnortkonzept) / en % de l'emploi global (calcul au lieu de résidence)

Teilzeitquoten 2015 / Taux d'emploi à temps partiel 2015

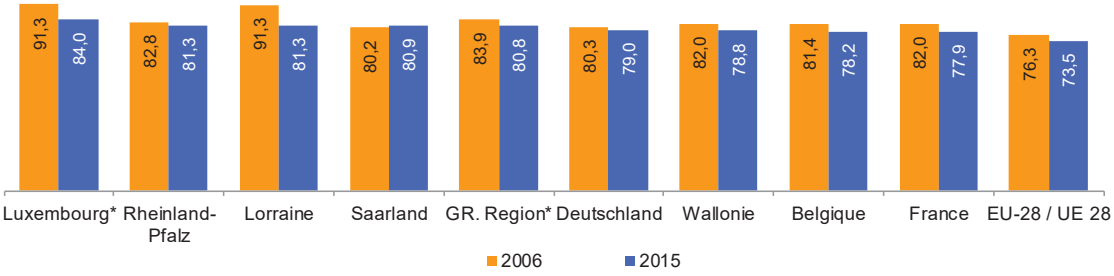


Veränderung 2006 – 2015 in Prozentpunkten / Variation 2006 – 2015 en points de pourcentage



Insgesamt / Total Frauen / Femmes Männer / Hommes

Anteil der Frauen an der Teilzeitbeschäftigung 2006 und 2015 (in %) / Pourcentage des femmes dans l'emploi à temps partiel en 2006 et 2015 (en %)



**Teilzeitquote 2014; Veränderung 2006 – 2014; Anteil der Frauen an der Teilzeitbeschäftigung 2006 und 2014.*
**Taux d'emploi à temps partiel 2014 ; Variation 2006 – 2014 ; Pourcentage des femmes dans l'emploi à temps partiel en 2006 et 2014.*
Berechnungen : IBA / Calculs : OIE

Teilzeitquote in der Großregion merklich höher als in der EU

Beschäftigungsverhältnisse mit Arbeitszeiten unterhalb der Vollzeitnorm können es etwa den Arbeitnehmerinnen und Arbeitnehmern ermöglichen, Beruf und andere Lebensbereiche besser miteinander zu vereinbaren. Teilzeitarbeit kann in diesem Sinne sehr positiv sein, sofern sie nicht auf Unterbeschäftigung zurückzuführen ist. 2014 arbeiteten ein Viertel aller Beschäftigten in der Großregion in Teilzeit – deutlich mehr als im europäischen Durchschnitt. Seit dem Jahr 2006 ist ihr Anteil im Kooperationsraum um 1,9 Prozentpunkte gestiegen, was einem weniger starken Anstieg als auf europäischer Ebene entspricht (+2,4 pp).

Im interregionalen Vergleich wiesen die deutschen Regionen hohe Teilzeitquoten auf, während die Wallonie, aber vor allem Lothringen und Luxemburg wesentlich niedrigere Werte verzeichneten. Dies gilt auch bei der Betrachtung der geschlechtsspezifischen Quoten, die sehr unterschiedlich ausfallen: Grundsätzlich ist Teilzeitarbeit nach wie vor in erster Linie Frauensache: 2014 waren 80,8% aller Teilzeitarbeitskräfte in der Großregion weiblich und insgesamt 44,3% aller erwerbstätigen Frauen waren unterhalb der Vollzeitnorm beschäftigt, bei den Männern belief sich der Anteil auf 9,1%.

Taux d'emploi à temps partiel supérieur à celui de l'UE

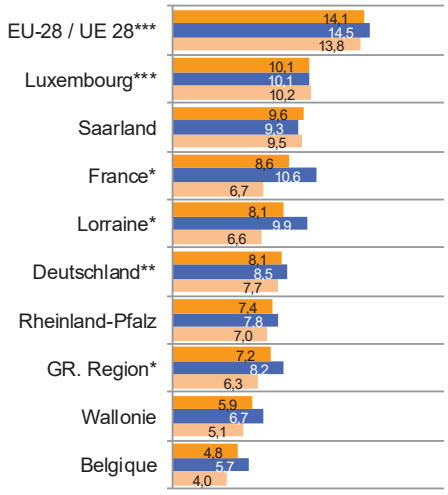
Les emplois à temps partiel (temps de travail inférieur à un plein temps) permettent aux salariés de mieux concilier vie professionnelle et vie privée. L'emploi à temps partiel peut donc être positif pour autant qu'il ne corresponde pas à un sous-emploi. En 2014, un quart des salariés dans la Grande Région travaille à temps partiel – un chiffre bien supérieur à la moyenne européenne. Depuis l'an 2006, le taux a augmenté de 1,9 points dans l'espace de coopération, ce qui correspond à une hausse un peu moins prononcée qu'au niveau européen (+2,4 pp).

La comparaison interrégionale fait apparaître des taux d'emploi à temps partiel élevés pour les deux régions allemandes, alors que la Wallonie, et plus particulièrement la Lorraine et le Luxembourg, affichent des valeurs nettement plus faibles. Ce constat s'applique également aux taux hommes/femmes qui varient sensiblement. L'emploi à temps partiel concerne fondamentalement plutôt les femmes : en 2014, 80,8% des salariés occupant un emploi à temps partiel sont des femmes. Globalement, 44,3% des femmes exerçant une activité ont un emploi à temps partiel. Chez les hommes, ce taux est de 9,1%.

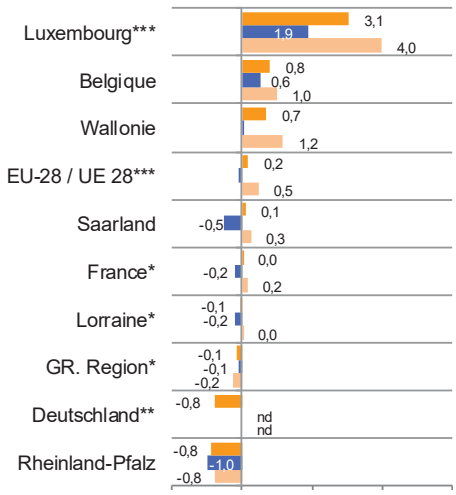
Befristete Beschäftigung (ohne Auszubildende) / Contrats à durée déterminée (sans apprentissage)

jeweils in % an der Arbeitnehmerbeschäftigung (Arbeitsortkonzept) /
en % sur l'ensemble des salariés (au lieu de travail)

Befristet Beschäftigung 2015 / Contrats à durée déterminée 2015

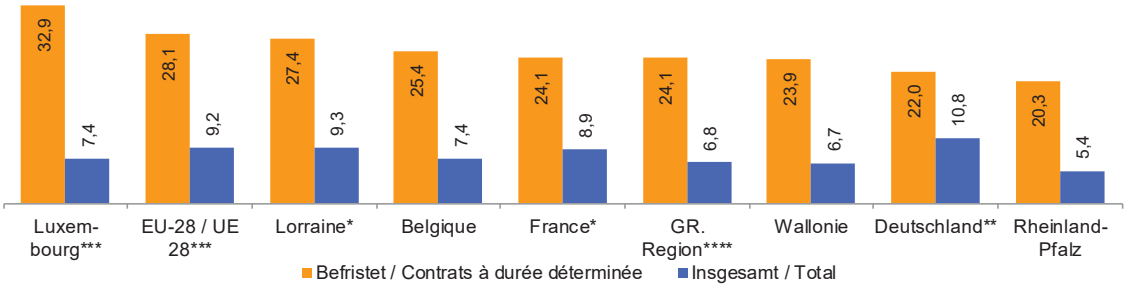


Veränderung 2010 – 2015 in Prozentpunkten / Variation 2010 – 2015 en points de pourcentage



Insgesamt / Total ■ Frauen / Femmes ■ Männer / Hommes

Anteil Jugendlicher (15-24 Jahre) an der befristeten Beschäftigung und an der Arbeitnehmerbeschäftigung insgesamt 2015 (in %) / Pourcentage des jeunes (15-24 ans) sur l'ensemble des contrats à durée déterminée et sur l'ensemble des salariés 2015 (en %)



■ Befristet / Contrats à durée déterminée ■ Insgesamt / Total

** Großregion, Lorraine, France: 2013 ; Veränderung 2008-2013 / Evolution 2008-2013*
*** Deutschland: 2014 ; Veränderung 2008-2013 / Evolution 2008-2013*
**** Luxembourg und EU-28 / Luxembourg et UE 28: Befristung nach Eurostat / L'"emploi temporaire selon Eurostat*
***** GR. Region : Ohne Saarland / Sans la Sarre ; mit Werten für Lothringen für 2013 / avec les données de 2013 pour la Lorraine*
Berechnungen : IBA / Calculs : OIE

Befristete Beschäftigung

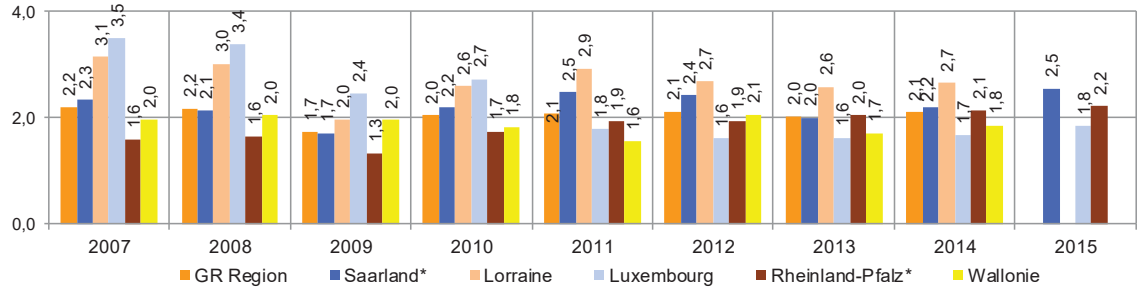
Bei einem befristeten Arbeitsverhältnis handelt es sich um eine Vereinbarung mit festgelegtem Enddatum, das nur unter bestimmten Voraussetzungen abgeschlossen werden kann. In Frankreich erhält der Arbeitnehmer am Ende eine Ausgleichszahlung, die ihn für die mit dem Vertrag eingehende Unsicherheit entschädigt. In der Großregion hatten 2013 ca. 7,2% der Arbeitnehmer einen befristeten Vertrag. 2015 bewegen sich die Quoten zwischen 5,9% in der Wallonie und 10,1% in Luxemburg. Zwischen 2008 und 2013 ist der großregionale Anteil um 0,1 pp gesunken. Außer in Luxemburg und im Saarland ist die Quote der Frauen auf regionaler Ebene höher als die der Männer. Ebenfalls überdurchschnittlich betroffen sind junge Menschen: Von allen befristeten Verträgen wurden in der Großregion rund ein Viertel mit jungen Menschen abgeschlossen, obwohl diese nur 8,9% aller Arbeitnehmer ausmachen.

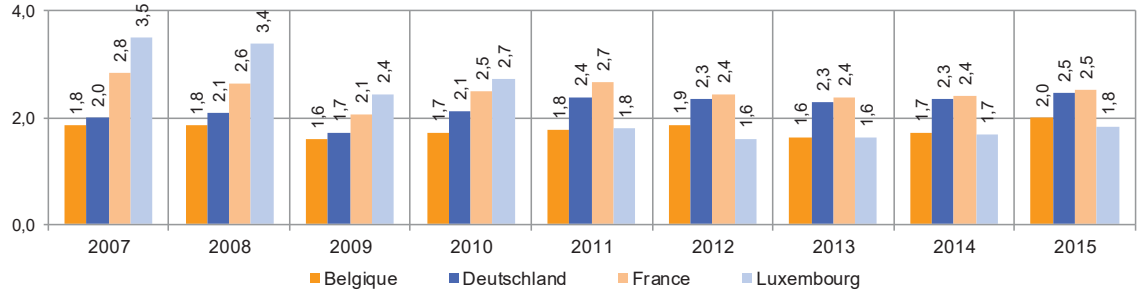
Contrats à durée déterminée

Le contrat à durée déterminée (CDD) est une convention affectée d'un terme qui ne peut être conclue que dans des hypothèses précises. La France a prévu, lors de la rupture normale du contrat à durée déterminée et du contrat de travail temporaire, le versement d'une prime de précarité. En 2013, 7,2% des salariés en Grande région étaient employés dans le cadre d'un CDD. En 2015, les taux varient de 5,9% en Wallonie à 10,1% au Luxembourg. Entre 2008 et 2013, le taux grand-régional a baissé de 0,1pp. Au niveau des régions, à part au Luxembourg et en Sarre, la part des femmes en CDD est plus élevée que celle des hommes. Les jeunes aussi sont davantage touchés : parmi tous les contrats à durée déterminée conclus en Grande Région, près d'un quart ont été conclus avec des jeunes, bien qu'ils ne représentent que 8,9% de l'ensemble des salariés.

Leiharbeit 2007 - 2015 / Travail intérimaire entre 2007 et 2015

Anteil an der Arbeitnehmerbeschäftigung insgesamt (Arbeitsort) in % /
Pourcentage de l'intérim sur l'emploi salarié total (au lieu de travail) en %





**Saarland, Rheinland-Pfalz: Zeitreihenbruch 2012-2013; Rupture de série 2012-2013*
Berechnungen : IBA / Calculs : OIE

Leiharbeit

Leiharbeitsbeschäftigung wird oft als eine Art Barometer für die Konjunktur gesehen. Aufgrund der temporären Art ihrer Verträge werden Leiharbeiter von den Unternehmen in Krisenzeiten zuerst entlassen – ein Rückgang bei der Leiharbeitsbeschäftigung weist darum im Allgemeinen auf eine wirtschaftliche Verschlechterung hin.

Im Jahr 2008 erreichte die Zahl der Leiharbeiter in der Großregion ihren absoluten Höhepunkt (ca. 92.800). Im Krisenjahr 2009 ist die Anzahl der Leiharbeiter in allen Teilregionen stark eingebrochen, fast 20.000 Leiharbeitsplätze wurden in einem Jahr abgebaut. 2014 ist die Gesamtzahl der Leiharbeiter in der Großregion wieder auf ca. 92.700 angewachsen. 41% dieser Leiharbeiter sind In Rheinland-Pfalz beschäftigt, ungefähr 20% in der Wallonie und Lothringen, 11% im Saarland und 7% in Luxemburg.

Zwischen 2013 und 2014 ist der Anteil der Leiharbeit in allen Regionen gestiegen (insgesamt: +5,8% bzw. 5.100 Personen). Luxemburg hat mit 1,7% den niedrigsten Anteil von Zeitarbeitern bei der Arbeitnehmerschaft, 2008 lag diese Quote doppelt so hoch (3,4%). Lothringen hat mit 2,7% die höchste Quote der Großregion, bleibt aber unter dem Vorkrisenniveau.

In Luxemburg haben Leiharbeitsverhältnisse einen besonders interregionalen Charakter: 2015 waren 68,1% der bei luxemburgischen Zeitarbeitsfirmen angestellten Arbeitnehmer Grenzgänger. Davon kommen 80% aus Frankreich. Der Anteil der Grenzgänger an den gesamten Leiharbeitern ist seit mehreren Jahren rückläufig, steigt aber wieder seit 2014.

Travail intérimaire

Le travail intérimaire est souvent considéré comme « baromètre » de la conjoncture économique. Du fait de l'aspect temporaire de ces contrats de travail, les intérimaires sont souvent les premières victimes des crises économiques, un ralentissement du travail intérimaire constituant le signe d'un certain repli économique.

En 2008, le nombre des intérimaires a atteint son maximum (environ 92 800). Pendant l'année de crise 2009, leur nombre a fortement chuté dans toutes les régions, les pertes étaient de presque 20 000 emplois en un an. En 2014, le nombre des intérimaires en Grande Région a atteint à nouveau environ 92 700. 41% de ces intérimaires sont occupés en Rhénanie-Palatinat, environ 20% en Wallonie et en Lorraine, 11% en Sarre et 7% au Luxembourg.

Entre 2013 et 2014, l'importance de l'intérim pour l'emploi total a augmenté (total : +5,8% ou 5.100 personnes). Avec 1,7%, le Luxembourg enregistre le taux le plus bas de travailleurs intérimaires. En 2008 la valeur représentait exactement le double (3,4%). C'est en Lorraine que le taux est le plus élevé (2,7%), mais restent en dessous du niveau de l'avant-crise.

Au Luxembourg, le travail intérimaire présente un caractère particulier : en 2015, 68,1% des salariés enregistrés auprès des agences d'intérim luxembourgeoises étaient des frontaliers. Parmi eux, 80% viennent de France. Alors que la part des frontaliers dans le total des intérimaires diminuait depuis plusieurs années, elle repart à la hausse depuis 2014.

Methodische Anmerkungen

Datengrundlage:

Die für das Kapitel 3.1 „Beschäftigung" verwendete Datengrundlage basiert für die Indikatoren zu „Erwerbstätige und Arbeitnehmer am Arbeitsort" im Wesentlichen auf den Informationen der Statistischen Ämter der Großregion; für die Indikatoren „Erwerbstätigen am Wohnort" auf Informationen von Eurostat. Bestehende Datenlücken wurden dabei soweit als möglich durch das Bearbeiterteam geschlossen bzw. durch weiterführende Daten ergänzt.

Für den Indikator „Struktur der Arbeitnehmerbeschäftigung (am Arbeitsort) nach Wirtschaftsbereichen" gilt: Im Laufe des Jahres 2012 erfolgte eine Umstellung der Wirtschaftsklassifikation auf die neue Klassifikation NACE Rev. 2. Die Ergebnisse der Revision sind grundsätzlich nur eingeschränkt vergleichbar mit den zuvor veröffentlichten Daten.

Europa-2020-Strategie:

Eine der sieben Leitinitiativen zur inhaltlichen Umsetzung der Europa-2020-Strategie ist die „Agenda für neue Kompetenzen und Beschäftigungsmöglichkeiten". Diese Agenda beinhaltet, die Erwerbstätigenquote der 20- bis 64-jährigen Frauen und Männer auf 75% bis zum Jahr 2020 zu erhöhen. Die zur Großregion zugehörigen Länder setzen in ihren nationalen Reformprogrammen dabei unterschiedliche Akzente:

- Belgien: Insgesamt 73,2%, Frauen 69%, Ältere 50%
- Deutschland: Insgesamt 77%, Frauen 73%, Ältere 60%
- Frankreich: Insgesamt: 75%, Frauen 70%
- Luxemburg: Insgesamt 73%, für 2015 71,5%

Definitionen und methodische Hinweise:

Arbeitskräfteerhebung und ILO-Arbeitsmarktstatistik:

Als Quelle für Informationen über die regionalen Arbeitsmärkte dient die Arbeitskräfteerhebung (AKE) der EU. Diese Erhebung wird als vierteljährliche Haushaltsstichprobe durchgeführt. Zur Grundgesamtheit gehören alle Mitglieder privater Haushalte im Alter ab 15 Jahren, die über ihre Arbeitsmarktbeteiligung und ihren Erwerbsstatus befragt werden. Der Europäischen Kommission dient die AKE als wichtiges Instrument für die Bereitstellung von vergleichbaren statistischen Informationen über Niveau, Struktur und Entwicklung von Erwerbstätigkeit und Arbeitslosigkeit. EU-weite beschäftigungspolitische Ziele werden mit der AKE gemessen.

Der Erhebung liegen die Definitionen und Kriterien der Internationalen Arbeitsorganisation (ILO) zugrunde. Kennzahlen zu Erwerbslosen, Erwerbstätigen und Erwerbspersonen werden so in einem in sich abgestimmten und harmonisierten System dargestellt, das – im Unterschied zu den jeweils länderspezifischen Definitionen und Konzepten auf Basis gesetzlicher Bestimmungen – internationale bzw. grenzüberschreitende Vergleiche von Arbeitsmärkten ermöglicht.

Kennzeichnend für die AKE ist darüber hinaus, dass ausgehend von einem Stichprobenergebnis auf das Ergebnis in der Bevölkerung geschlossen wird. Dieser Schluss ist eine auf einer Hochrechnung basierende Schätzung, die eine gewisse Unschärfe ausweist.

Remarques méthodologiques

Base de données:

Les données de base utilisées pour le chapitre 3.1 « Emploi » s'appuient pour les indicateurs « Actifs occupés et salariés (au lieu de travail) » sur les informations des offices statistiques de la Grande Région ; pour les indicateurs «Taux d'emploi (résidents) » sur les informations d'Eurostat. Les données manquantes ont été rajoutées autant que possible et parfois complétées par des informations supplémentaires.

Concernant l'indicateur « Structure de l'emploi salarié (au lieu de travail) par secteur économique » : au cours de l'année 2012, une révision de la nomenclature des activités économiques a eu lieu (NACE Rév.2). Les résultats de la révision ne sont que partiellement comparables avec les données publiées précédemment.

Stratégie « Europe 2020 » :

Une des sept initiatives élaborées dans le cadre de la réalisation de « Europe 2020 » est la « Stratégie pour des compétences nouvelles et des emplois ». Cette stratégie prévoit une augmentation du taux d'emploi des personnes âgées de 20 à 64 ans à 75% à l'horizon 2020. Dans leurs programmes de réforme nationaux, les pays faisant partie de la Grande Région ont mis l'accent sur différentes priorités dans les taux d'emploi :

- Belgique : global 73,2%, femmes 69%, seniors 50%
- Allemagne : global 77% femmes 73% seniors 60%
- France : global 75%, femmes 70 %
- Luxembourg : global 73% ; 71,5% pour 2015

Définitions et précisions méthodologiques :

Enquête sur les Forces de Travail et statistiques du BIT sur le marché du travail :

La source d'informations sur les marchés régionaux du travail est l'Enquête sur les Forces de Travail (EFT) de l'UE. Cette enquête prend la forme d'un sondage trimestriel effectué auprès des ménages. Font partie de cette population tous les membres de ménages privés à partir de 15 ans, interrogés sur leur participation au marché du travail et leur activité. L'EFT constitue pour la Commission Européenne un outil important pour la mise à disposition d'informations statistiques comparables sur le niveau, la structure et l'évolution de l'activité et du chômage. Les objectifs fixés dans la politique de l'emploi au niveau de l'UE sont mesurés à l'aide de l'EFT.

L'enquête se fonde sur les définitions et les critères du Bureau International du Travail (BIT). Les indicateurs sur les actifs inoccupés, les actifs occupés et la population active sont présentés dans un système ajusté et harmonisé qui, à l'opposé des définitions nationales et des concepts fondés sur des dispositions réglementaires, permet de faire des comparaisons internationales et/ou transfrontalières des marchés du travail.

La méthode de l'Enquête sur les Forces de Travail est par ailleurs caractérisée par le fait que le résultat d'un sondage est reporté sur la population. Cette méthode est en fait une estimation basée sur une extrapolation et affichant par là même une certaine imprécision.

Erwerbstätige:

Erwerbstätige im Sinne der ILO-Definition sind alle Personen im Alter von mindestens 15 Jahren, die in der Berichtswoche mindestens eine Stunde lang gegen Entgelt oder im Rahmen einer selbstständigen oder mithelfenden Tätigkeit gearbeitet hat.

Die Darstellung der Erwerbstätigkeit erfolgt zum einen nach dem Inlandskonzept (Erwerbstätige am Arbeitsort). Erfasst werden alle Personen, die im jeweiligen Gebiet ihren Wohn- und Arbeitsort haben, zuzüglich der außerhalb dieses Gebietes wohnenden Personen, die als Einpendler in diese Region ihren Arbeitsort erreichen. Zum anderen erfolgt der Nachweis nach dem Inländerkonzept (Erwerbstätige am Wohnort). Hier werden alle Personen erfasst, die im jeweiligen Gebiet ihren Wohn- und Arbeitsort haben, zusätzlich aber auch diejenigen Personen, die zwar in diesem Gebiet wohnen, aber als Auspendler ihren Arbeitsort in anderen Regionen haben.

Arbeitnehmer:

Im Allgemeinen ist der Begriff „Arbeitnehmer" definiert als Personen, die für einen öffentlichen oder privaten Arbeitgeber arbeiten und ein Entgelt in Form von Lohn, Gehalt, Stücklohn oder Sachbezügen erhalten. Hierunter fallen auch Berufssoldaten.

NACE:

siehe Methodische Anmerkungen Kapitel 2.1

Erwerbstätigenquote (AKE):

Die Erwerbstätigenquote ist definiert als der Anteil der erwerbstätigen Personen in einer Altersklasse an der Gesamtbevölkerung dieser Altersklasse. Sie deckt die in privaten Haushalten lebende Bevölkerung ab, schließt jedoch kollektive Haushalte wie Pensionen, Studentenwohnheime und Krankenhäuser aus.

Teilzeitbeschäftigung (AKE):

Es wird lediglich Teilzeit- und Vollzeitbeschäftigung unterschieden. Eine genauere Unterscheidung ist nicht möglich, weil die Arbeitszeiten je nach Region und Wirtschaftszweig unterschiedlich sind.

Gender Gap:

Bezeichnung eines geschlechtsspezifischen Gefälles (Statistischen Unterschiede zwischen Männern und Frauen).

Befristete Beschäftigung (AKE):

Eine Tätigkeit wird als befristet betrachtet, wenn sie entweder nach einer im Vorhinein festgesetzten Dauer endet oder sich Arbeitgeber und Arbeitnehmer einig sind, dass ihre Beendigung von objektiven Bedingungen abhängt, beispielsweise von der Erledigung eines Auftrags oder der Rückkehr eines Arbeitnehmers, der vorübergehend ersetzt wurde.

Actifs :

On considère comme actifs au sens de la définition du BIT toutes les personnes âgées d'au moins 15 ans qui, pendant la semaine de référence, ont travaillé au moins une heure contre paiement d'une rémunération ou dans le cadre d'une activité indépendante ou d'assistance.

La représentation du taux d'emploi se fait par le biais du concept „actifs au lieu de travail". On dénombre les personnes qui habitent et travaillent sur un certain territoire, ainsi que les personnes habitant en dehors de ce territoire mais qui font la navette dans la région pour travailler. D'autre part on mesure les actifs au lieu de résidence. Ici on compte toutes les personnes qui habitent et travaillent sur un certain territoire, plus les personnes qui y habitent, mais qui ont leur lieu de travail en dehors de ce territoire.

Salarié :

En général, un salarié est défini comme une personne qui travaille pour un employeur public ou privé et qui reçoit en échange une compensation sous la forme d'un traitement, d'un salaire, d'émoluments, de gratifications, d'une rémunération à la pièce ou d'un paiement en nature. Les militaires de carrière sont inclus.

NACE :

Voir remarques méthodologiques du chapitre 2.1

Taux d'actifs occupés (EFT) :

Le taux d'actifs occupés se définit comme la part des personnes actives occupées au sein de la population totale de ce groupe d'âge. Il couvre la population vivant dans les ménages privés, mais exclut les ménages collectifs tels que les pensions, les foyers d'étudiants et les hôpitaux.

Emploi à temps partiel (EFT) :

On distingue activité à temps plein et à temps partiel. Une distinction plus précise est impossible étant donné que le temps de travail est différent selon les Etats membres et les secteurs économiques.

Gender Gap / Écart hommes-femmes :

Il fait référence à un écart statistique relevé entre les hommes et les femmes.

Contrat à durée déterminée (EFT) :

Les employés ayant un emploi/contrat à durée déterminée sont ceux dont l'emploi principal prendra fin après une période fixée d'avance, ou après une période non connue d'avance, néanmoins définie par des critères objectifs, tels que l'achèvement d'une mission ou de la période d'absence d'un employé temporairement remplacé

Leiharbeit:

Leih- bzw. Zeitarbeiter sind überlassene Leiharbeitnehmer, die im Verleihbetrieb in einem Arbeitsverhältnis zum Zwecke der Überlassung zur Arbeitsleistung an Dritte (Entleiher) stehen.

Die Abnahme bei der luxemburgischen Zeitarbeit 2011 ist auch zurückzuführen auf eine Änderung in der europäischen Gesetzgebung zur Beschäftigung von Leiharbeitern. Am 1. Mai 2010 ist die Verordnung (EG) Nr.883/2004 in Kraft getreten, welche Änderungen zur Koordinierung der Systeme der sozialen Sicherheit beinhaltet. Nach dieser Neuregelung wird ein Arbeitnehmer, der bei einer luxemburgischen Zeitarbeitsfirma angestellt ist, aber zu mehr als 25% in sein Wohnortland entsandt wird (zum Beispiel ein Grenzgänger aus Frankreich nach Frankreich) von der luxemburgischen Sozialversicherung ausgeschlossen (auch rückwirkend) und in der seines Wohnortlandes angenommen.

Außerdem muss ein Leiharbeiter mindestens einen Monat der Sozialversicherung des Sendelandes angehören, bevor er ins Ausland entsandt wird (und bleibt in der Sozialversicherung des Sendelandes, wenn die 25%-Grenze respektiert wird).

Für die Zahlen zu Lothringen Frankreich gilt: Die Quote der Leiharbeiter wurde als Anteil der gesamten Arbeitnehmerschaft (INSEE – 2014: vorläufiger Wert) berechnet – nicht, wie in Frankreich üblich, nur als Anteil der Industrie und marktbezogene Dienstleistungen.

Travail intérimaire :

Le travail intérimaire peut être défini comme une forme de travail temporaire qui est effectué par un travailleur (l'intérimaire) pour le compte d'un employeur (l'entreprise de travail intérimaire) auprès d'un tiers (le client-utilisateur).

La baisse dans le travail intérimaire au Luxembourg en 2011 s'explique par un changement dans la législation européenne sur le détachement des travailleurs. Le 1er mai 2010, le Règlement (CE) 883/2004, qui redéfinit la coordination des systèmes de sécurité sociale, est entré en vigueur. Suite à cette nouvelle réglementation, un salarié d'une entreprise intérimaire luxembourgeoise, qui est détaché à raison de plus de 25% dans son pays de résidence (p.ex. un frontalier français qui est détaché en France) est désaffilié (même rétroactivement) de la sécurité sociale luxembourgeoise et affilié à la sécurité sociale de son pays de résidence.

De plus, le salarié détaché doit être affilié au moins un mois à la sécurité sociale du pays d'envoi avant d'être détaché à l'étranger (tout en restant affilié à la sécurité sociale de ce pays si la limite des 25% est respectée).

Chiffres de Lorraine et France : contrairement aux procédures françaises habituelles, le taux de recours à l'intérim est calculé pour l'emploi total (INSEE – 2014 : Valeur provisoire) incluant les secteurs marchands et non marchands.

Quellen / Sources :

Statistische Ämter der Großregion plus eigene Ergänzungen sowie Eurostat / Offices statistiques de la Grande Région et chiffres complétés par nos soins et Eurostat

Erwerbstätige und Arbeitnehmer (am Arbeitsort) / Actifs occupés et salariés (au lieu de travail) :

Wallonie, DG Belgien: ICN, Comptes régionaux; 2014: BFP, IBSA, IWEPS, SVR
Saarland, Rheinland-Pfalz: Erwerbstätigenrechnung der Länder
Lorraine: INSEE Estimations d'emploi; les données 2014 sont provisoires
EU / UE, Luxembourg, Belgique, Deutschland, France: Eurostat

Erwerbstätige (Wohnortkonzept) / Actifs (au lieu de résidence) :

Eurostat – Arbeitskräfteerhebung / Eurostat – Enquête sur les Forces de Travail
DG Belgien : SPF Economie DGSIE

Befristete Beschäftigung / Contrat à durée déterminée :

Belgique, Wallonie: SPF Économie DGSIE - Enquête sur les forces de travail
Deutschland, Saarland, Rheinland-Pfalz: Mikrozenus – bezogen auf abhängige Erwerbstätige (ohne Auszubildende, ohne Soldaten und Zivildienstleistende)
France, Lorraine: INSEE – Recensement de la population 2008 et 2013
EU / UE, Luxembourg: Eurostat – AKE / EFT

Leiharbeit / Travail intérimaire :

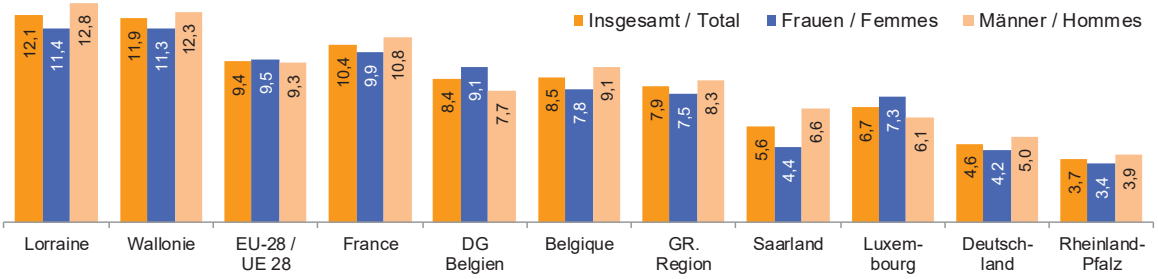
Belgien, Wallonie : SPF Économie DGSIE - Enquête sur les Forces de Travail
Deutschland, Saarland, Rheinland-Pfalz : Statistik der Bundesagentur für Arbeit
France, Lorraine: DIRECCTE
Luxembourg : IGSS

3.2 Arbeitslosigkeit / Chômage

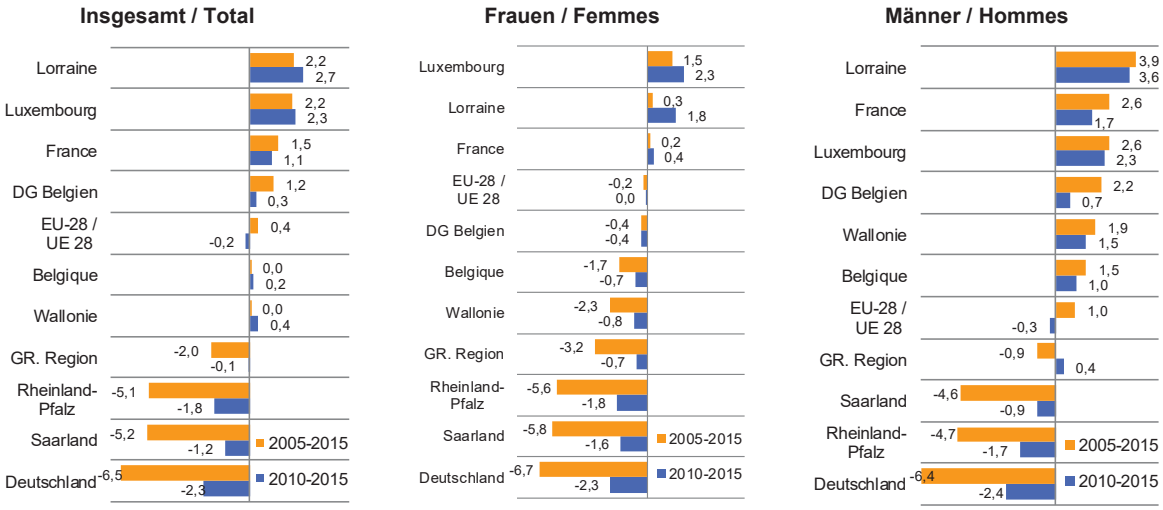
Stand und Entwicklung der Arbeitslosenquote nach Geschlecht / Etat actuel et évolution du taux de chômage, répartition hommes/femmes

Arbeitslosenquote 2015 / Taux de chômage en 2015

Jeweils Anteil der Arbeitslosen im Alter von 15 Jahren und mehr an den Erwerbspersonen dieser Altersgruppe in % / Part en % des chômeurs âgés d'au moins 15 ans par rapport au nombre total de personnes actives dans cette classe d'âge



Veränderung 2005 – 2015 bzw. 2010 – 2015 in Prozentpunkten / Evolution 2005 – 2015 et 2010 – 2015 en points de pourcentage



Berechnungen : IBA / Calculs : OIE

ALO-Quote der Großregion deutlich unter EU-Niveau

Die im Rahmen der EU-Arbeitskräfteerhebung erfasste, harmonisierte Arbeitslosenquote betrug 2015 in der Großregion 7,9% und lag damit 1,5 Prozentpunkte unter dem europäischen Niveau (9,4%). Innerhalb des Kooperationsraums verzeichnet Lothringen mit 12,1% die höchste Arbeitslosigkeit, Rheinland-Pfalz mit 3,7% die niedrigste.

Seit 2005 erlebten die deutschen Regionen eine Entspannung der Arbeitslosigkeit, während der Anstieg in Lothringen und in Luxemburg in der Großregion am stärksten war. Auch die DG Belgien verzeichnete eine Zunahme der Arbeitslosigkeit, während die Werte in der Wallonie und Belgien insgesamt stabil blieben. In Luxemburg und in Lothringen waren Frauen weniger vom Anstieg der Arbeitslosigkeit betroffen, in den belgischen Regionen betraf der Anstieg sogar ausschließlich die Männer. Auch in den zwei deutschen Bundesländern profitierten vor allem die Frauen vom Rückgang der Arbeitslosigkeit.

Le taux de chômage en GR inférieur à celui de l'UE

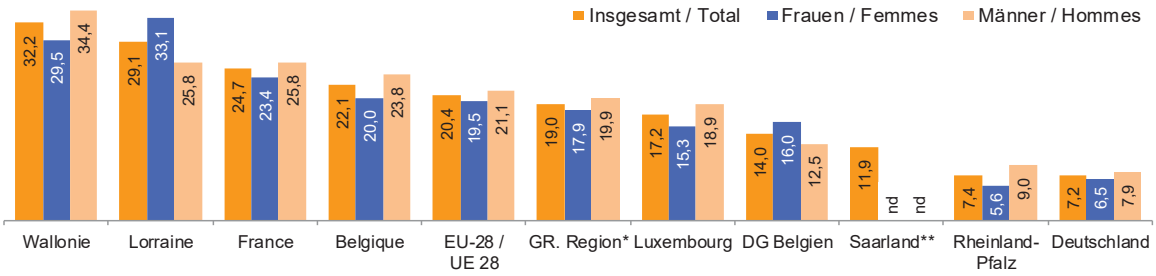
Le taux de chômage recensé dans le cadre de l'EFT et harmonisé s'élevait à 7,9 % dans la Grande Région en 2015 et était donc inférieur de 1,5 points de pourcentage au niveau européen (9,4%). Dans l'espace de coopération, la Lorraine enregistre le taux de chômage le plus élevé avec 12,1%, la Rhénanie-Palatinat le plus bas (3,7%).

Depuis 2005, les deux régions allemandes ont connu une amélioration de leur situation. L'accroissement du chômage a été le plus fort en Lorraine et au Luxembourg. En DG de Belgique aussi on observe une augmentation du chômage, tandis que les valeurs wallonnes et belges restaient stabiles. En Lorraine et au Luxembourg, les femmes ont été moins touchées par les pertes d'emploi, et dans les régions belge, l'augmentation du chômage ne regardait seulement les hommes. Dans les deux Länder aussi, les femmes ont profité davantage du recul du chômage.

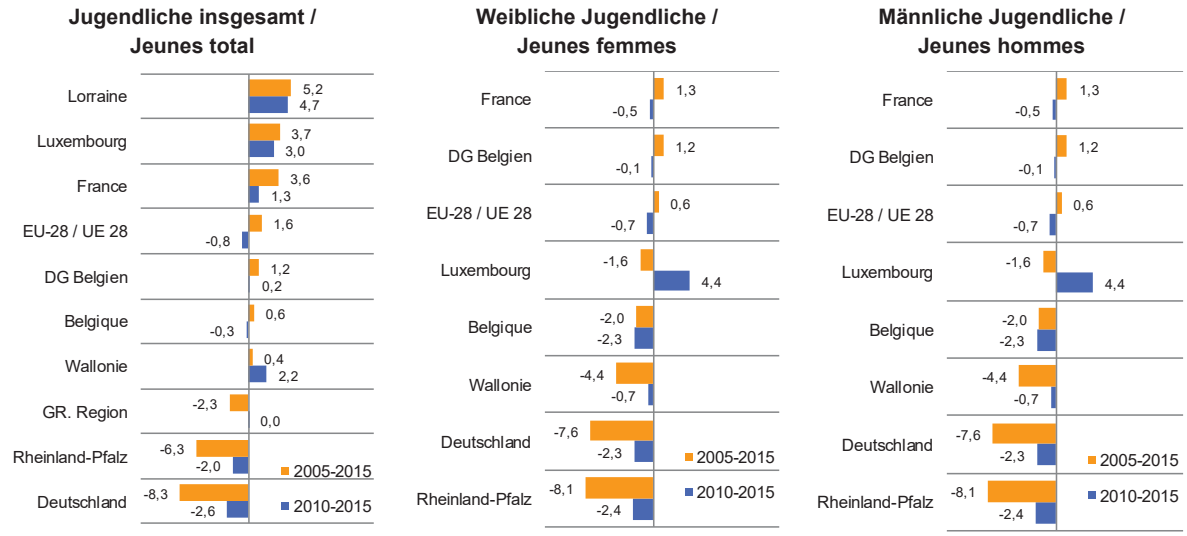
Stand und Entwicklung der Arbeitslosenquote Jugendlicher nach Geschlecht / Etat actuel et évolution du taux de chômage des jeunes, répartition hommes/femmes

Arbeitslosenquote Jugendlicher 2015 / Taux de chômage des jeunes en 2015

Jeweils Anteil der Arbeitslosen im Alter von 15-24 Jahren an den Erwerbspersonen dieser Altersgruppe in % /
Part en % des chômeurs de 15 à 24 ans par rapport au nombre total de personnes actives dans cette classe d'âge



Veränderung 2005 – 2015 bzw. 2010 – 2015 in Prozentpunkten / Evolution 2005 – 2015 et 2010 – 2015 en points de pourcentage



nd = nicht verfügbar / non disponible
**GR. Region: Ohne Saarland / Sans la Sarre*
***Daten von/ Données de 2013*

Berechnungen : IBA / Calculs : OIE

Jugendarbeitslosigkeit auf gleichbleibendem Niveau, großregionale Quote aber unter EU-Niveau

Problematisch gestaltete sich insbesondere die Situation der Jugendlichen: 2015 waren 19 % der 15-24-jährigen Erwerbspersonen ohne Arbeit. Das waren zwar weniger als in der EU-28 (20,4%), aber innerhalb der Großregion erreichten die Wallonie (32,2%) und Lothringen (29,1%) Werte über dem europäischen Niveau. Trotz der besseren wirtschaftlichen Lage waren in Luxemburg waren 17,2% der unter 25-jährigen Erwerbspersonen arbeitslos. Merklich unter diesen Ergebnissen blieben die beiden deutschen Bundesländer.

Die Betrachtung der Entwicklung in den letzten fünf Jahre zeigt, dass vor allem Lothringen unter einer Verschärfung der Situation zu leiden hat (+5,2 pp). Auch in Luxemburg, in der DG und in der Wallonie hat die Jugendarbeitslosigkeit weiter zugenommen. Bei der geschlechterspezifischen Betrachtung fällt auf, dass in Lothringen die Arbeitslosigkeit bei den Frauen deutlich höher liegt. Auch in der DG ist dies der Fall. In allen anderen Teilregionen und den Nationalstaaten waren die Männer benachteiligt.

Chômage des jeunes en hausse, mais valeurs en Grande Région inférieures à la moyenne européenne

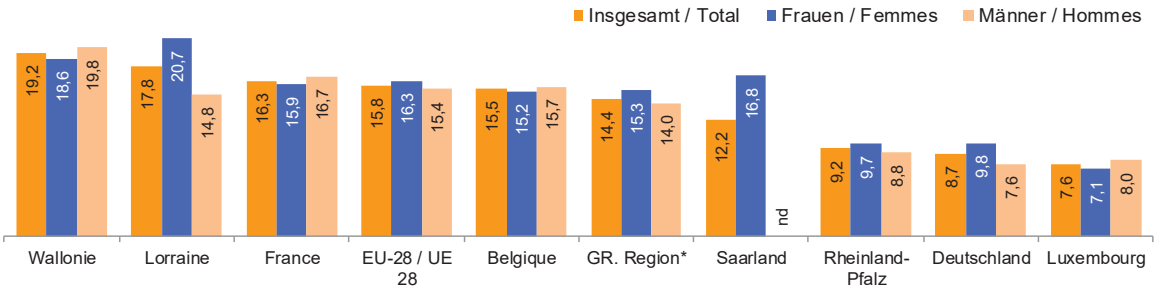
La situation des jeunes sur le marché de l'emploi s'avère de plus en plus préoccupante : en 2015, 19 % des actifs âgés de 15 à 24 ans n'avaient pas de travail. Ce taux est certes inférieur à la moyenne UE-28 (20,4 %), mais en Grande Région, la Wallonie (32,2 %) et la Lorraine (29,1 %) atteignent des niveaux supérieurs au niveau européen. Malgré une situation économique plus favorable, le Luxembourg compte 17,2 % de chômeurs parmi les actifs de moins de 25 ans. Les deux Länder restent nettement en dessous de ces valeurs.

En observant le développement des 5 dernières années, c'est surtout la Lorraine qui souffre d'une dégradation de la situation (+5,2 pp). Au Luxembourg, en CG et en Wallonie aussi, le taux de chômage des jeunes a augmenté. En regardant les deux genres, il apparaît clairement qu'en Lorraine le chômage des femmes est beaucoup plus prononcé. Dans toutes les autres régions et les Etats respectives ainsi que dans l'UE, les jeunes hommes sont défavorisés par rapport aux jeunes femmes.

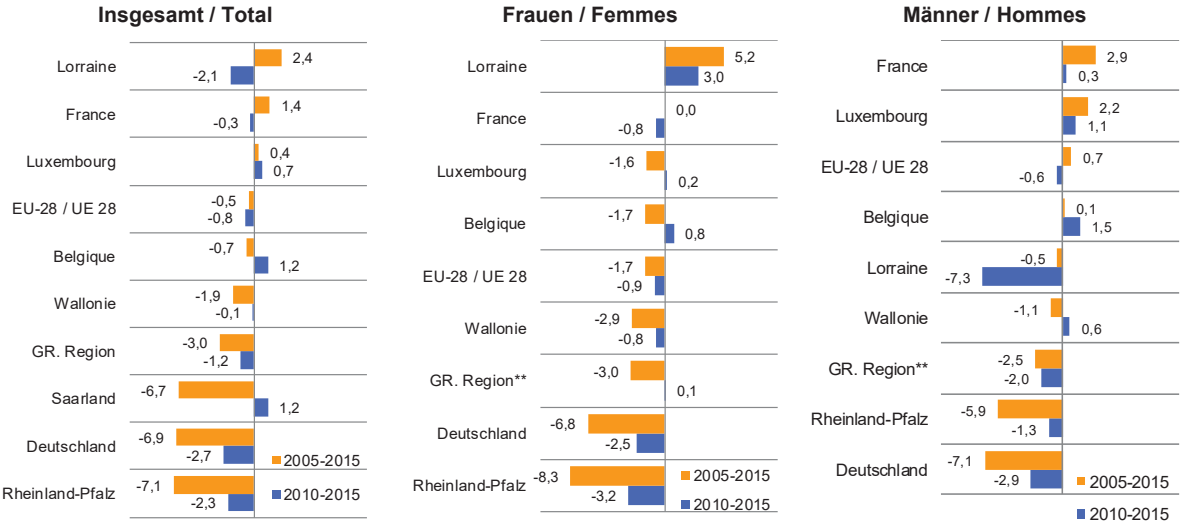
NEET-Rate nach Geschlecht / Taux NEET, répartition hommes/femmes

Nichterwerbstätige Jugendliche im Alter von 18-24 Jahren, die an keiner Bildung und Ausbildung teilnehmen 2015 / Les jeunes inactifs de 18 à 24 ans sans emploi ni formation en 2015

% der Bevölkerung im selben Alter / % de la population dans la même tranche d'âge



Veränderung 2005 – 2015 bzw. 2010 – 2015 in Prozentpunkten / Evolution 2005 – 2015 et 2010 – 2015 en points de pourcentage



** GR. Region: Männer ohne Saarland / Hommes sans la Sarre*

*** GR. Region: Entwicklung nach Geschlecht ohne Saarland / Evolution hommes/femmes sans la Sarre*

Berechnungen : IBA / Calculs : OIE

Junge Menschen, die sich nicht in Bildung, Ausbildung und Beschäftigung befinden (NEET-Rate)

Die EU hat mit der Strategie Europa 2020 das Problem der Ausgrenzung junger Menschen aus Bildung, Ausbildung und Arbeit verstärkt in den Blick genommen. Im Jahr 2015 waren in der EU-28 durchschnittlich 15,8 % der 18- bis 24-Jährigen weder in ein Beschäftigungsverhältnis noch in ein Ausbildungssystem integriert. Diese NEET-Rate ist in der EU seit 2005 um 0,5 Prozentpunkte zurückgegangen.

Innerhalb der Großregion zeigt die NEET-Rate eine große Spannweite: Wie bei der Jugendarbeitslosigkeit fällt die Quote in der Wallonie mit 19,2% weit überdurchschnittlich aus. Lothringen verzeichnet 17,8%; im Saarland und in Rheinland-Pfalz gehören immerhin noch 12,2 % bzw. 9,2% zu der Gruppe der NEET. Luxemburg ist großregionaler Spitzenreiter mit nur 7,6%.

Die Entwicklung der letzten fünf Jahre zeigt für Lothringen und Rheinland-Pfalz eine positive Bilanz auf. Die Werte für die Wallonie bleiben fast stabil, während in Luxemburg und vor allem im Saarland eine Zunahme der NEET zu beobachten ist.

Les jeunes déscolarisés, sans emploi ni formation (taux NEET)

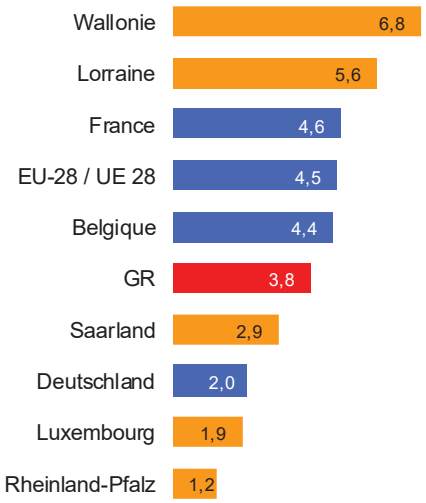
Dans le cadre de la stratégie Europe 2020, l'UE a accordé une attention accrue au problème des jeunes déscolarisés qui sont également sans emploi et sans formation. En 2015, les jeunes (18 à 24 ans) ne disposant pas d'un emploi ou ne suivant pas de formation représentaient en moyenne 15,8 % de cette classe d'âge dans l'Europe des 28. Ce taux NEET a diminué de 0,5 pp depuis 2008.

En Grande Région, le taux NEET varie fortement dans les composantes régionales : à l'instar du chômage des jeunes, le taux recensé en Wallonie est largement supérieur à la moyenne, avec 19,2%. Le taux en Lorraine est de 17,8 %, en Rhénanie-Palatinat et en Sarre respectivement 12,2 % et 9,2%. Le Luxembourg enregistre le taux le plus favorable (7,6%).

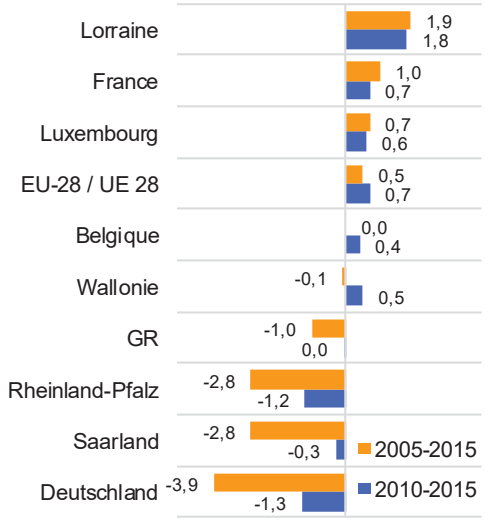
L'évolution des cinq dernières années montre un bilan positif pour la Lorraine et la Rhénanie-Palatinat. Lla valeur wallonne reste à peu près stables, tandis qu'au Luxembourg et surtout en Sarre on observe une augmentation des NEET.

Stand und Entwicklung der Langzeitarbeitslosigkeit / État actuel et évolution du chômage de longue durée

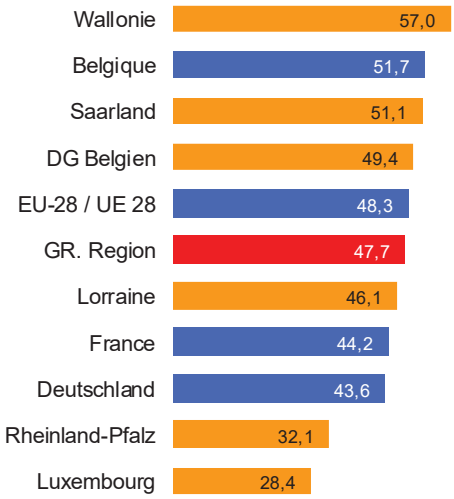
Langzeitarbeitslosenquote 2015 / Taux du chômage de longue durée en 2015



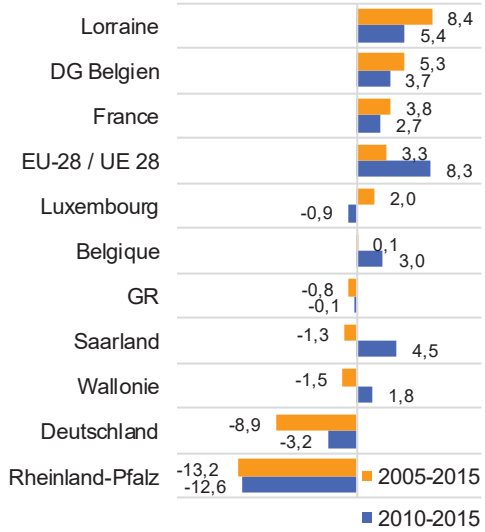
Veränderung 2005 – 2015 bzw. 2010 – 2015 in Prozentpunkten / Evolution 2005 – 2015 et 2010 – 2015 en points de pourcentage



Anteil Langzeitarbeitslose an allen Arbeitslosen 2015 / Part des chômeurs de longue durée par rapport à l'ensemble des chômeurs en 2015



Veränderung 2005 – 2015 bzw. 2010 – 2015 in Prozentpunkten / Evolution 2005 – 2015 et 2010 – 2015 en points de pourcentage



Berechnungen : IBA / Calculs : OIE

Langzeitarbeitslosigkeit

Im Jahr 2015 waren in der Großregion 3,8% aller Erwerbspersonen länger als ein Jahr ohne Arbeit. Dies bedeutet gegenüber 2005 einen Rückgang um 1,0 Prozentpunkte; im Vergleich zu 2010 ist der Anteil stabil geblieben. Die aktuellen Werte variieren zwischen 1,2% in Rheinland-Pfalz und 6,8% in der Wallonie. Während sich die deutschen Regionen positiv entwickeln, hat sich die Situation in Lothringen und auch in Luxemburg verschärft. Der Anteil der Langzeitarbeitslosen an allen Arbeitslosen beträgt 47,7% und ist in den letzten 10 Jahren um 0,8 Prozentpunkte zurückgegangen.

Chômage de longue durée

En 2015, 3,8 % de tous les actifs de la Grande Région étaient au chômage depuis plus d'un an, ce qui représente une baisse de 1,0 point de pourcentage par rapport à l'an 2005. Comparé aux taux de 2010, la valeur est restée stable. Les taux actuels varient entre 1,2% en Rhénanie-Palatinat et 6,8% en Wallonie. Tandis que les régions allemandes se développent positivement, la situation s'est aggravée en Lorraine et au Luxembourg. La part des chômeurs de longue durée par rapport à l'ensemble des chômeurs est de 47,7% et a baissé de 0,8 points de pourcentage dans les 10 dernières années.

Methodische Anmerkungen

Datengrundlage:

Die für das Kapitel 3.2 „Arbeitslosigkeit" verwendete Datengrundlage basiert im Wesentlichen auf den Informationen der Arbeitskräfteerhebung (AKE) von Eurostat. Bestehende Datenlücken wurden dabei soweit als möglich durch das Bearbeiterteam geschlossen bzw. durch weiterführende Daten ergänzt.

Definitionen und methodische Hinweise:

Arbeitslosenquote (AKE):

Die Arbeitslosenquote ist definiert als der prozentuale Anteil der Arbeitslosen an den Erwerbspersonen (Summe aus Erwerbstätigen und Arbeitslosen). Arbeitslose sind alle Personen im Alter zwischen 15 und 74 Jahren die in der Berichtswoche ohne Arbeit waren, zu dem Zeitpunkt für eine Arbeit verfügbar und innerhalb der letzten vier Wochen aktiv auf Arbeitsuche waren oder bereits eine Arbeit gefunden hatten, die sie innerhalb der nächsten drei Monate aufnehmen würden. Die Arbeitslosenquote kann nach Alter und Geschlecht aufgeschlüsselt werden.

NEET-Rate (AKE):

Nichterwerbstätige Jugendliche im Alter von 18-24 Jahren, die an keiner Bildung und Ausbildung teilnehmen.

Langzeitarbeitslosenquote (AKE):

Langzeitarbeitslose Personen (12 Monate und mehr) sind mindestens 15 Jahre alt und leben nicht in kollektiven Haushalten; sie sind in den nächsten zwei Wochen weiter arbeitslos, sind imstande, eine neue Arbeit in den zwei nächsten Wochen anzutreten und suchen Arbeit (haben in den vorigen vier Wochen intensiv Arbeit gesucht oder suchen nicht mehr, weil sie bereits eine Arbeitsstelle, die sie später antreten werden, gefunden haben). Die Arbeitslosigkeitsdauer ist definiert als der Zeitraum, in welchem Arbeit gesucht wird, oder als die abgelaufene Periode seit der letzten Tätigkeit (wenn diese Periode kürzer ist als der Zeitraum, in welchem Arbeit gesucht wird). Die Langzeitarbeitslosenquote entspricht dem Anteil der Langzeitarbeitslosen im Alter von 15 Jahren an der erwerbsfähigen Bevölkerung dieser Altersgruppe.

Anteil der Langzeitarbeitslosen an allen Arbeitslosen (AKE):

Die Langzeiterwerbslosenquote entspricht dem Anteil der Langzeitarbeitslosen im Alter von 15 Jahren an allen Arbeitslosen dieser Altersgruppe.

Remarques méthodologiques

Base de données :

Les données de base utilisées pour le chapitre 3.2 « Chômage » s'appuient sur les informations de l'Enquête sur les Forces de Travail (EFT) et Eurostat. Les données manquantes ont été rajoutées autant que possible et parfois complétées par des informations supplémentaires.

Définitions et précisions méthodologiques :

Taux de chômage (EFT) :

Le taux de chômage correspond au pourcentage de chômeurs dans la population active (total des individus exerçant un emploi et des chômeurs). Les sans emploi sont toutes les personnes âgées de 15 à 74 ans, qui sont sans travail au cours de la semaine de référence, disponibles à cette date pour travailler et ayant pris des dispositions spécifiques au cours des quatre dernières semaines pour trouver un emploi ou ayant déjà trouvé un emploi qui commencera dans les trois mois à venir. Le taux de chômage peut être ventilé selon l'âge et le sexe.

NEET-Rate (EFT) :

Les jeunes inactifs de 18 à 24 ans sans emploi ni formation.

Taux de chômage longue durée (EFT) :

Les chômeurs de longue durée (12 mois et davantage) sont âgés d'au moins 15 ans et ne vivent pas dans des ménages collectifs ; ils resteront au chômage durant les deux prochaines semaines, se trouvent en situation de commencer un nouveau travail dans les deux semaines suivantes et sont à la recherche d'un emploi (ont été en recherche intensive d'un travail durant les quatre semaines précédentes ou n'en recherchant plus car ayant trouvé un emploi qu'ils débuteront ultérieurement). La population active totale correspond à l'ensemble de la population occupée et inoccupée. La durée du chômage est la période de recherche d'un travail ou la période écoulée depuis la dernière activité (lorsque cette dernière période est plus brève que la durée de recherche d'un travail). Le taux de chômage de longue durée est la part en % des chômeurs de longue durée de plus de 15 ans par rapport à l'ensemble des actifs de cette catégorie d'âge.

Part des chômeurs de longue durée par rapport à l'ensemble des chômeurs (EFT) :

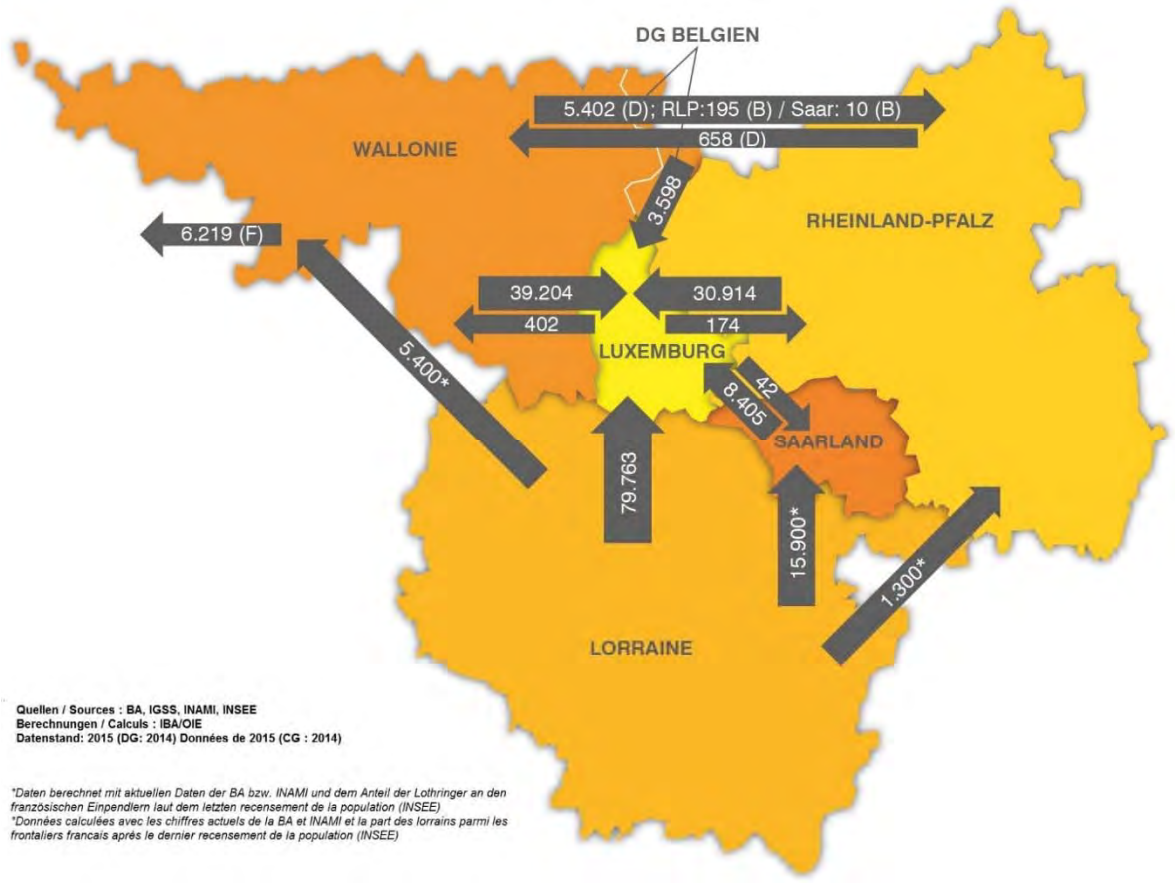
Part en % des chômeurs de longue durée de plus de 15 ans par rapport à l'ensemble des chômeurs de cette tranche d'âge.

Quellen / Sources :

Eurostat – Arbeitskräfteerhebung / Enquête sur les Forces de Travail
DG Belgien : ADG

3.3 Grenzüberschreitender Arbeitsmarkt / Marché du travail transfrontalier

Grenzgängerströme in der Großregion 2015 / Flux frontaliers dans la Grande Région en 2015**



***Im Gegensatz zu den Karten der vorherigen Jahre betreffen die Ströme aus Frankreich nur die lothringischen Pendler ; Contrairement aux cartes des années précédentes, les flux en provenance de la France ne concernent que les frontaliers lorrains.*

Berechnungen : IBA / Calculs : OIE

2015 rund 219.000 Grenzgänger in der Großregion

Durch die intensiven Ein- und Auspendlerbewegungen in der Großregion sind die regionalen Teilarbeitsmärkte eng miteinander verflochten und das Grenzgängeraufkommen wächst seit Jahren kontinuierlich. Seit der Wirtschafts- und Finanzkrise 2008/2009 ist der stetige Aufwärtstrend allerdings in seiner Dynamik gebremst: bis 2008 fielen die jährlichen Veränderungsraten mit rund 5% bis 7% wesentlich höher aus als in den Folgejahren (0,6% bis 2,3%). Zwischen 2014 und 2015 beträgt der Anstieg 2% (bzw. +4.359 Personen). Insgesamt verzeichnete die Großregion 2015 rund 219.000 Einpendler. Nur die Schweiz hat noch mehr Pendler mit ausländischem Wohnsitz als der europäische Kernraum an Saar, Mosel und Maas. Über die Hälfte aller Grenzgänger im Gebiet der Großregion kam aus Frankreich und fast drei Viertel arbeiten in Luxemburg.

En 2015, la Grande région compte 219 000 frontaliers

Les marchés régionaux de l'emploi sont imbriqués les uns dans les autres du fait des flux migratoires en tous sens et le nombre de frontaliers augmente régulièrement depuis des années. La crise économique et financière de 2008/2009 n'a pas interrompu cette tendance à la hausse continue, mais a freiné son dynamisme : jusqu'à 2008 l'évolution annuelle était avec environ 5% à 7% bien supérieure aux années suivantes (de 0,6% à 2,3%). Entre 2014 et 2015, la hausse s'élève à 2% (+4 359 personnes). Mi-2015, la Grande Région compte ainsi environ 219.000 frontaliers. Seule la Suisse accueille davantage de frontaliers que cette région européenne située entre la Sarre, la Moselle et la Meuse. Plus de la moitié des frontaliers dans la Grande Région est originaire de Lorraine et presque les trois quarts travaillent au Luxembourg.

Grenzüberschreitende Berufspendler in der Großregion 2015 / Frontaliers dans la Grande Région en 2015

Grenzüberschreitende Einpendler / Frontaliers entrants

Zielgebiet / Destination	Herkunftsgebiet / Zone d'origine						
	Deutschland	France	Luxembourg	Belgique	Insgesamt / Total	Datum / Date	Quelle / Source
Saarland		17.945	42	10	**17.997**	30.06.2015	BA
Rheinland-Pfalz		4.421	174	195	**4.790**	30.06.2015	BA
Lorraine	nd		nd	nd	-	-	-
Luxembourg	41.988	83.031		41.749	**166.768**	31.03.2015	IGSS
Wallonie	658	28.508	402		**29.568**	30.06.2015	INAMI
GR. Region*	**42.646**	**133.905**	**618**	**41.954**	**219.123**		

**Ohne Lothringen / Sans la Lorraine*

Grenzüberschreitende Auspendler / Frontaliers sortants

Zielgebiet / Destination	Herkunftsgebiet / Zone d'origine							
	Saarland	Rheinland-Pfalz	Lorraine	Luxembourg	Wallonie	Insgesamt / Total	Datum / Date	Quelle / Source
Deutschland			18.700	304	5.402	**24.406**	30.06.2015	INSEE/BA/ INAMI
davon/dont SL			*15.900*	*42*	*≤10*	***15.942***	*2013/30.06.2015*	*INSEE/BA**
davon/dont RLP			*1.300*	*174*	*≤195*	***1.474***	*2013/30.06.2015*	*INSEE/BA**
France	nd	nd	nd	nd	6.219	**6.219**	30.06.2015	INAMI
Luxembourg	8.405	30.914	79.763		39.204	**158.286**	30.03.2015	IGSS
Belgique	nd	nd	nd	(505)		nd	30.06.2015	INAMI
davon/dont WAL	*nd*	*nd*	*5.400*	*402*		***5.802***	*30.06.2015*	*INSEE/INAMI*
Insgesamt / Total	**8.405**	**30.914**	**103.863**	**706**	**50.825**	**194.713**		

Zum 30.06.2015 zählte das Saarland insgesamt 26.294 Einpendler aus Rheinland-Pfalz; in Rheinland-Pfalz arbeiteten zum gleichen Zeitpunkt insgesamt 16.035 Einpendler aus dem Saarland (Quelle: BA) /
A la date du 30/06/2015, la Sarre compte un total de 26 294 frontaliers entrants originaires de Rhénanie-Palatinat ; la Rhénanie-Palatinat, quant à elle, enregistre à la même date un total de 16 035 frontaliers entrants venus de Sarre (source : BA)

** Daten berechnet mit aktuellen Zahlen der BA bzw. INAMI (2015) und dem Anteil der Lothringer an den französischen Auspendlern laut dem letzten Zensus in Frankreich (2013) / Données calculées sur la base des chiffres actuels (2015) de la BA et de l'INAMI et de la part des lorrains parmi les frontaliers français d'après le dernier recensement de la population (2013)*

Berechnungen : IBA / Calculs : OIE

Regionale Unterschiede als Triebfeder des Grenzgängerwesens

Sowohl Luxemburg als auch das Saarland wiesen mit einem Plus von rund 166.000 bzw. 9.600 Grenzgängern jeweils einen positiven Pendlersaldo auf. Unterschiede zwischen den beiden Regionen bestehen jedoch nicht nur auf quantitativem Niveau, sondern auch hinsichtlich der Entwicklung: Während Luxemburg stetig wachsende Überschüsse an Einpendlern verbuchen kann, gingen diese im Saarland bis 2014 kontinuierlich zurück. 2015 kehrt sich diese Tendenz in der saarländischen Teilregion um. Die übrigen Teilregionen verzeichneten jeweils einen negativen Pendlersaldo und Lothringen verzeichnete die höchste Auspendlerzahl, d.h. mehr als 100.000 Personen. Ferner zählt die Wallonie ein Viertel der Auspendler und 13,5% der Einpendler. Ursächlich für die Unterschiede in Umfang und Richtung der Pendlerströme sind vor allem das jeweilige Arbeitsplatzangebot und die entsprechenden Verdienstmöglichkeiten.

Seit 2009 ist die Entwicklung der Grenzgänger, die in Luxemburg, als dem wichtigsten Teilarbeitsmarkt, arbeiten, weniger dynamisch als vor der Krise. Zwischen 2014 und 2015 ist die Anzahl der Einpendler in Luxemburg um 2,7% gestiegen. Dieser Anstieg ist erstens auf die französischen Einpendler (3,2%) zurückzuführen, zweitens auf die belgischen (2,6%) und schließlich auf die deutschen (1,8%).

Disparités régionales, moteur du phénomène frontalier

Le Grand-Duché, ainsi que la Sarre, affichent un solde positif avec respectivement 166 000 et 9 600 frontaliers. Toutefois, des différences apparaissent entre les deux régions, à la fois au niveau quantitatif et sur les tendances : alors que le Luxembourg enregistre des excédents de frontaliers entrants croissants, la Sarre perd régulièrement jusqu'à 2014 des frontaliers entrants. La tendance s'inverse pour cette région allemande en 2015. Les autres composantes régionales enregistrent un solde négatif et c'est en Lorraine que le nombre de frontaliers sortants est le plus élevé, soit plus de 100 000 personnes. Par ailleurs, la Wallonie rassemble un quart des frontaliers sortants et 13,5% des frontaliers entrants. La direction et l'importance des flux sont fortement influencées par la situation de l'offre d'emploi et les rémunérations.

Depuis 2009, l'évolution des frontaliers travaillant au Luxembourg, le principal marché de l'emploi frontalier, est moins dynamique qu'avant la crise. Entre 2014 et 2015, le nombre de frontaliers entrants au Luxembourg augmente de 2,7%. Cette hausse a d'abord été portée par les frontaliers venant de France (3,2%) puis par leurs homologues allemands (2,6%), et enfin, par les belges (1,8%).

Atypische Grenzgänger in der Großregion 2015 / Frontaliers atypiques dans la Grande Région en 2015

Wohnland/*-region* / Pays/*région* de résidence	Arbeitsland/*-region* / Pays/*région* de travail		
	Luxembourg	Saarland	Rheinland-Pfalz
France	1.203	5.253	835
Lorraine	*1.183*	nd	nd
Belgique	2.040	nd	54
Wallonie	*1.954*	nd	nd
Deutschland	2.265		
Rheinland-Pfalz	*1.491*		
Saarland	*712*		
Luxembourg		19	60

Berechnungen : IBA / Calculs : OIE

Atypische Grenzgänger: Leben in der Nachbar- und Arbeiten in der Heimatregion

Spätestens seit den 1990er Jahren wächst in der Großregion die Zahl derer, die ihren Wohnsitz in eine benachbarte Grenzregion verlagern. Die Gründe dafür sind oft wirtschaftlich-finanziell motiviert, aber auch Lebensqualität und die Attraktivität der Region spielen eine Rolle. Gleichzeitig besteht eine enge Verbindung zur grenzüberschreitenden Arbeitnehmermobilität, in umgekehrter Richtung: Denn über die nationale Grenze hinweg wird nur der Wohnsitz gewechselt, während sich der Arbeitsplatz weiterhin in der angestammten Heimatregion befindet. Und damit wird man zum Grenzgänger, allerdings zu einem atypischen.

Die Betrachtung der atypischen Pendelbewegungen auf Basis der aktuell verfügbaren – nach wie vor sehr lückenhaften – Daten lässt erkennen, dass sich das Phänomen des atypischen Grenzgängerwesens im Kooperationsraum zahlenmäßig vor allem an der deutsch-französischen Grenze sowie in der vergangenen Dekade an der luxemburgischen Grenze ausweitet. Die hier pendelnden atypischen Grenzgänger wohnen zumeist in größeren dörflichen Orten in unmittelbarer Grenzlage. 41% der insgesamt 5.508 Grenzgänger in der Großregion mit luxemburgischer Nationalität, die im Großherzogtum arbeiten, pendeln im Jahr 2015 aus Deutschland ein, gefolgt von Belgien (37%) und Frankreich (22%). Seit 2013 sind die Wachstumsraten für Belgien am höchsten und für Deutschland am niedrigsten. Zwischen 2014 und 2015 betrugen die Anstiege 17% für Belgien, 14% für Frankreich und 10% für Deutschland.

Von den in Frankreich ansässigen atypischen Grenzgängern in der Großregion pendeln 5.253 zu ihren angestammten Arbeitsplätzen im benachbarten Saarland. Das Gebiet um die saarländisch-lothringische Grenze kann auf eine lange Tradition der Wohnmigration zurückblicken. Die grenzüberschreitende Wohnortmobilität nahm besonders in den 1990er Jahren aufgrund der attraktiven Grundstücks- und Immobilienpreise in Lothringen kontinuierlich zu. In den letzten Jahren ist allerdings das Gegenteil zu beobachten. So nahm die Zahl der atypischen Grenzgänger von Lothringen ins Saarland zwischen 2001 und 2015 um 10,2% ab. Mögliche Ursachen sind altersbedingte Rückzüge vom Arbeitsmarkt, Umzüge zurück nach Deutschland oder eine neue Arbeitsstelle außerhalb des Saarlands.

Frontaliers atypiques : Vivre et travailler de part et d'autre de la frontière

C'est seulement depuis les années 1990, que l'on observe dans la Grande Région un nombre croissant de personnes qui décident de résider dans une région frontalière voisine. Les motivations de ce choix sont principalement d'ordre économique et financier, mais la qualité de vie et l'attractivité de la région jouent elles-aussi un rôle non négligeable. Ce phénomène est également étroitement lié à la mobilité transfrontalière des travailleurs dans la direction inverse. Les frontaliers ont ainsi tendance à s'installer de l'autre côté de la frontière tout en conservant leur emploi dans leur région natale. Ils se voient alors attribuer le statut de frontalier atypique.

Une analyse du phénomène transfrontalier atypique menée sur la base des données actuelles disponibles – malheureusement toujours l'insuffisantes – montre qu'au cœur de l'espace de coopération, le nombre de frontaliers atypiques s'est étendu, notamment pendant les années 1990, le long de la frontière franco-allemande ainsi que, au cours des dernières décennies, le long de la frontière luxembourgeoise. Ces frontaliers atypiques habitent pour la plupart des communes rurales relativement importantes localisées à proximité immédiate de la frontière. 41% des frontaliers de nationalité luxembourgeoise enregistrés dans la Grande Région qui se rendent à leur travail au Grand-Duché habitent en Allemagne, 37 % en Belgique et 22% en France. Depuis 2013, la croissance est la plus prononcée en Belgique et la plus faible en Allemagne. Entre 2014 et 2015 l'augmentation est de 17% pour la Belgique, de 145 pour la France et de 10% pour l'Allemagne.

Parmi les frontaliers atypiques établis en France, 5 253 ont leur lieu de travail habituel en Sarre. La zone qui s'étend à la frontière entre la Sarre et la Lorraine a derrière elle une longue tradition de migration résidentielle. La mobilité résidentielle transfrontalière a augmenté régulièrement, notamment au cours des années 1990. Les prix des terrains et de l'immobilier en Lorraine en constituaient la principale motivation. Pourtant, dans les dernières années, on observe le contraire. Le nombre des frontaliers atypiques venant de la Lorraine en Sarre a diminué de 10,2% entre 2001 et 2015. Les raisons peuvent être un départ en retraite, un retour dans le pays ou un nouvel emploi hors de la Sarre.

Methodische Anmerkungen

Datengrundlage:

Die für das Kapitel 3.3 „Grenzüberschreitender Arbeitsmarkt“ verwendete Datengrundlage basiert im Wesentlichen auf den Informationen der Statistischen Ämter der Großregion.

Stichtag der Ein- bzw. Auspendlerdaten ist nach Möglichkeit jeweils der 30.06.; Für Luxemburg wird seit dem Jahr 2012 der Stichtag 31.03. zugrunde gelegt.

Die Zahlen der ein- und auspendelnden Grenzgänger in den einzelnen Regionen können nicht gegeneinander aufgerechnet werden, da das Einzugsgebiet des grenzüberschreitenden Arbeitsmarktes über das Gebiet der Großregion hinausreicht. Daher ist die Zahl der grenzüberschreitenden Einpendler in die Großregion höher als die der aus den Teilgebieten auspendelnden Personen.

Definitionen und methodische Hinweise:

Grenzgänger:

Nach EU-Gemeinschaftsrecht (Vgl. EWG Nr. 1408/71) sind unter Grenzgängern solche Arbeitnehmer und Selbstständige zu verstehen, die in einem Mitgliedstaat arbeiten und in einem anderen wohnen, in den sie in der Regel täglich, jedoch mindestens einmal wöchentlich, zurückkehren. Laut der steuerrechtlichen Definition ist ein räumlicher Aspekt zu berücksichtigen, nach dem ein Grenzgänger in einem – zumeist in bilateralen Doppelbesteuerungsabkommen definierten – Gebiet dies- und jenseitig der Staatsgrenze wohnen und arbeiten muss.

Atypische Grenzgänger:

Atypische Grenzgänger sind Arbeitnehmer und Selbstständige, die ihren Wohnsitz aus einem Teilgebiet der Großregion in ein anderes verlagert haben, aber weiterhin nahezu täglich in ihre ‚angestammte Region’ an ihren Arbeitsplatz pendeln. Somit bildet die vorausgegangene grenzüberschreitende Wohnmigration das konstitutive Merkmal des atypischen Grenzgängerwesens.

Die aktuelle Datenlage ermöglicht keine erschöpfende Aussage über das Aufkommen der atypischen Grenzgänger in der Großregion. Die von der IBA vorgenommene Zusammenstellung stützt sich auf verfügbare Angaben der zuständigen Ämter und wissenschaftliche Studienbefunde.

Remarques méthodologiques

Base de données :

Les données de base utilisées pour le chapitre 3.3 « Marché du travail transfrontalier » s’appuient sur les informations des offices statistiques de la Grande Région.

La date butoir indiquée pour les données sur les frontaliers entrants et sortants est si possible le 30/06.Pour le Luxembourg c’est le 31/03 à partir de l’année 2012.

Le nombre de frontaliers entrants et celui des frontaliers sortants dans les différentes régions ne peuvent pas se compenser, l’aire de recrutement du marché de l’emploi transfrontalier dépassant les frontières de la Grande Région. Le nombre de frontaliers entrant dans la Grande Région est donc supérieur à celui des frontaliers quittant les différentes composantes régionales.

Définitions et précisions méthodologiques :

Frontaliers :

Selon les termes du droit communautaire (Voir règlement (CE) n° 1408/71), sont frontaliers tous les salariés et tous les travailleurs indépendants qui exercent leur profession dans un Etat membre, en habitant dans un autre Etat membre dans lequel ils retournent, sinon chaque jour, au moins une fois par semaine. En droit fiscal par contre, le terme de frontalier intègre un critère géographique selon lequel un frontalier doit habiter et travailler de part et d’autre de la frontière, zone généralement définie dans une convention relative à la double imposition.

Frontaliers atypiques :

Sont désignés comme frontaliers atypiques les salariés et les travailleurs indépendants qui ont transféré leur domicile d’une région à l'autre de la Grande Région, tout en continuant de travailler dans leur région d’origine. La migration résidentielle qui a précédé est donc la caractéristique constitutive du phénomène des frontaliers atypiques.

Les données actuelles ne permettent pas de dénombrer avec précision les frontaliers atypiques de la Grande Région. Le relevé de l’OIE s’appuie sur les données fournies par les offices statistiques compétents et les conclusions d’études scientifiques.

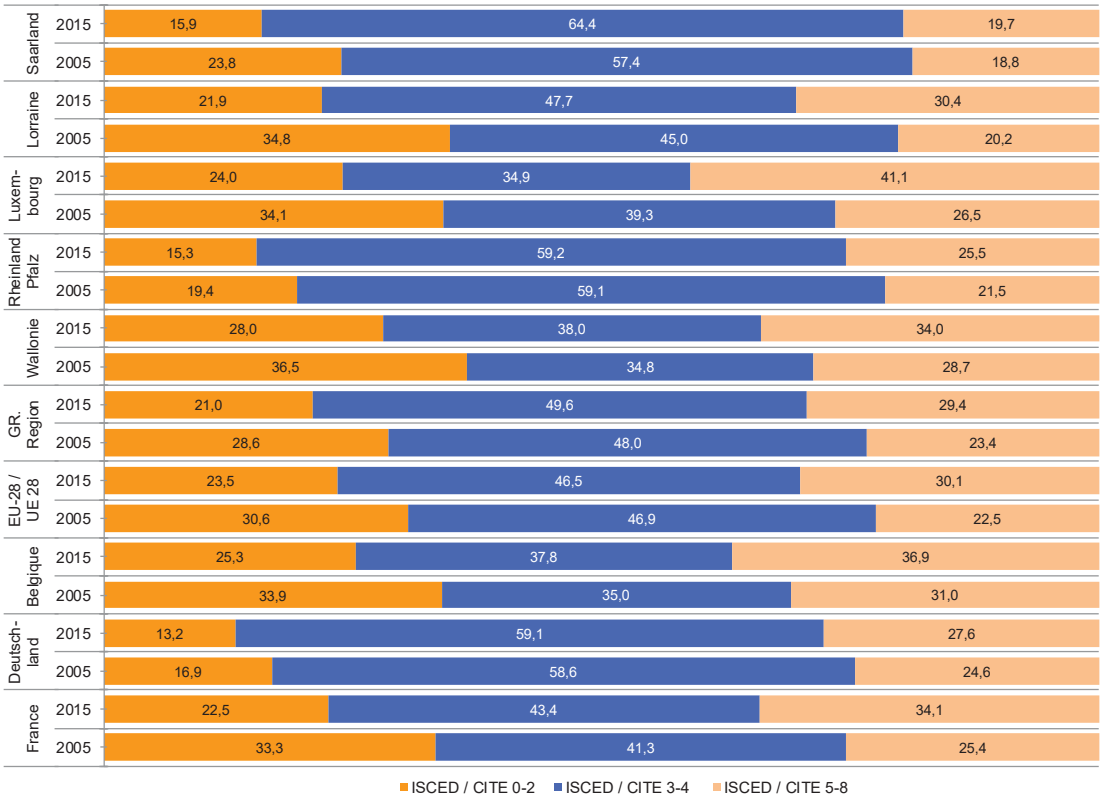
Quellen / Sources :

Deutschland, Saarland, Rheinland-Pfalz: Bundesagentur für Arbeit (Sozialversicherungspflichtig Beschäftigte zum 30.06.2015)
Lorraine: INSEE, Daten berechnet mit aktuellen Zahlen der BA bzw. INAMI (2015) und dem Anteil der Lothringer an den französischen Auspendlern laut dem letzten Zensus in Frankreich (2013) / Données calculées sur la base des chiffres actuels (2015) de la BA et de l'INAMI et de la part des lorrains parmi les frontaliers français d'après le dernier recensement de la population (2013).
Luxembourg: IGSS (Actifs occupés et salariés soumis à l'assurance sociale obligatoire au 31.03.2015)
Belgien, Wallonie: INAMI (Actifs ainsi que les travailleurs indépendants au 30.06.2015)
DG Belgien: IGSS (les salariés soumis à l'assurance sociale obligatoire au 31.03.2015)

4. Bildung / Education

Bevölkerung im Alter von 25 bis 64 Jahren nach höchstem erreichten Bildungsgrad (ISCED) / Population âgée de 25 à 64 ans par niveau le plus élevé d'éducation atteint (CITE)

2005 und 2015, Verteilung in % / 2005 et 2015, Répartition en %



Berechnungen : IBA / Calculs : OIE

Bildungsniveau der Erwachsenenbevölkerung

In der Großregion grenzen drei Sprachen in sechs Teilräume mit jeweils spezifischen Schul- und Bildungssystemen aneinander, welche sich in ihrem Aufbau, ihren Inhalten, den Ausbildungszeiträumen und den jeweiligen Zugangsbedingungen unterscheiden.

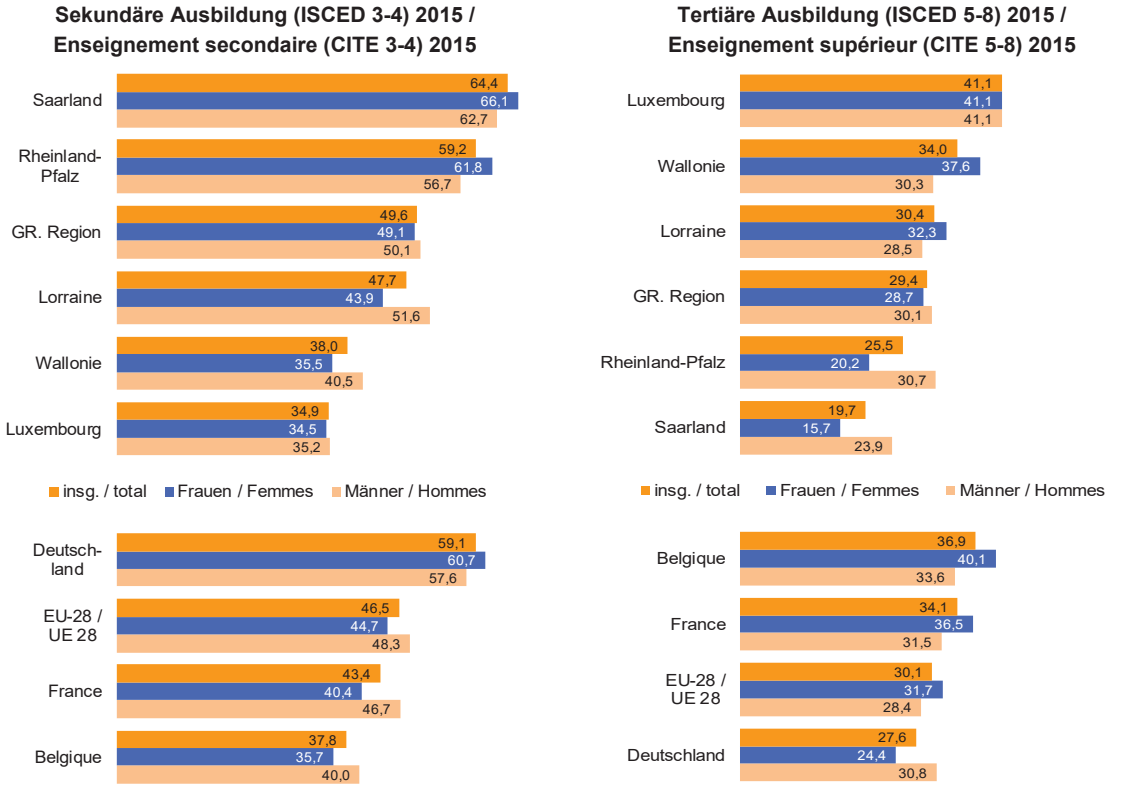
In der Großregion verfügten im Jahr 2015 fast 80% der Bevölkerung im Alter von 25 bis 64 Jahren mindestens über einen Abschluss der Sekundarstufe II, was als Mindestqualifikation für die sich fortentwickelnde Wissensgesellschaft angesehen wird. In dieser Abgrenzung liegt der Bildungsgrad 2,4 Prozentpunkte über dem EU-Durchschnitt. Zu diesem Ergebnis haben insbesondere die beiden deutschen Teilregionen mit ihrem sehr ausgeprägten mittleren Qualifikationssegment, sowie Luxemburg mit einem sehr großen Anteil an Hochschulabsolventen, beigetragen. Parallel war der Anteil der Erwachsenen mit einem niedrigen Bildungsniveau in der Großregion geringer als in der EU.

Niveau de formation de la population adulte

La Grande Région forme une zone de contact entre trois langues et six territoires avec leurs propres systèmes d'éducation qui se différencient du point de vue de leur architecture, des déroulements, des contenus, des durées de formation ainsi que des conditions d'accès.

Dans la Grande Région en 2015, presque 80% des personnes entre 25 et 64 ans possédaient au moins un diplôme du 2e cycle de l'enseignement secondaire, ce qui correspond au niveau de qualification minimum requis pour le développement des sociétés basées sur la connaissance. Dans ce segment, le niveau de formation se situe 2,5 points de pourcentage au-dessus de la moyenne de l'UE. Le Luxembourg, avec un pourcentage très élevé de personnes possédant un d'diplôme d'enseignement supérieur ainsi que les deux Länder composés d'une forte population disposant d'un niveau de qualification moyen ont particulièrement contribué à ce résultat. Parallèlement, la part de la population adulte faiblement qualifiée est, en Grande Région, inférieure à celle de l'UE.

Bevölkerung im Alter von 25 bis 64 Jahren mit Bildungsgrad ISCED 3-4 und 5-8 nach Geschlecht (Anteile in %) / Population âgée de 25 à 64 ans ayant atteint le niveau d'enseignement secondaire et supérieur par sexe (en %)



Berechnungen : IBA / Calculs : OIE

Geschlechtsspezifische Qualifikationsunterschiede kaum noch vorhanden

Wird der Akademikeranteil betrachtet, steht im interregionalen wie europäischen Vergleich Luxemburg (41,1%) klar an der Spitze, gefolgt von der Wallonie. Etwas dahinter bleiben demgegenüber Lothringen und vor allem Rheinland-Pfalz und das Saarland. Für die deutschen Teilgebiete sind die Ergebnisse vor dem Hintergrund der dort besonderen Bedeutung des Berufsbildungssystems zu sehen. Der Blick auf die Entwicklung seit 2005 zeigt, dass im Kooperationsraum der Anteil derjenigen mit einem niedrigen Bildungsniveau um 7,6 Prozentpunkte gesunken ist, während parallel dazu der Tertiärbereich einen Zuwachs von 6 Prozentpunkten erreichte.

In der Differenzierung nach Geschlecht zeigt sich, dass in der Großregion die Frauen in den vergangenen Jahren in Sachen Qualifikation stark aufgeholt haben. Es sind kaum noch Unterschiede zu den Bildungsergebnissen der Männer auszumachen. In einigen Teilregionen liegt ihr Anteil im mittleren und hohen Qualifikationssegment sogar bereits über dem der Männer: In den beiden deutschen Regionen erreichten sie bei den sekundären Ausbildungsabschlüssen höhere Anteile; in der Wallonie und in Lothringen lagen sie bei den Tertiärabschlüssen vor den Männern.

Les différences de genre au niveau de la qualification tendent à disparaître

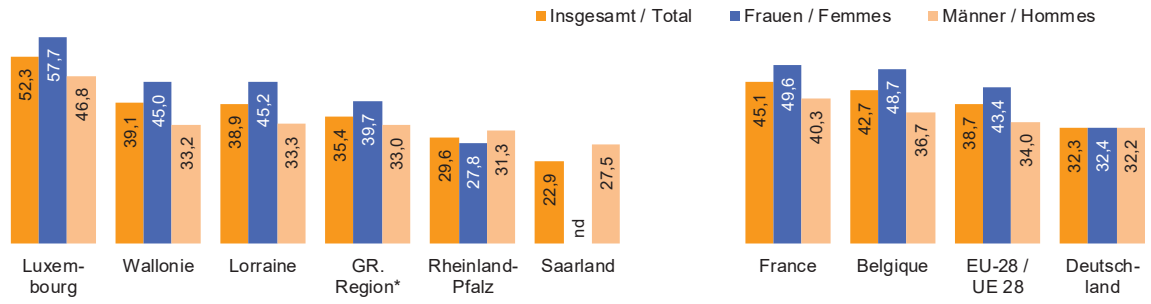
Si l'on considère la part de la population titulaire d'un diplôme d'enseignement supérieur, la comparaison interrégionale comme européenne montre que le Luxembourg (41,1 %), se place nettement en tête, suivi de la Wallonie. La Rhénanie-Palatinat, la Lorraine et la Sarre sont quelque peu distancées. S'agissant des régions allemandes, les résultats doivent toutefois être relativisés au regard de la place prépondérante occupée par la formation professionnelle. L'analyse de l'évolution depuis 2003 révèle que, en Grande Région, le pourcentage de la population adulte faiblement qualifiée a diminué de 7,6 points de pourcentage. Parallèlement on constate une hausse de 6 points de pourcentage dans l'enseignement supérieur.

La répartition par sexe montre que les femmes ont rattrapé une grande partie de leur retard en matière de qualification ces dernières années. Il n'y a ainsi pratiquement plus d'écart par rapport aux hommes. Dans certaines régions, leur pourcentage dans l'enseignement moyen et supérieur se situe même déjà au-dessus de celui des hommes. Les femmes ont dépassé ces derniers pour les diplômes du secondaire en Sarre, en Rhénanie-Palatinat, dans celui de l'enseignement supérieur en Wallonie et en Lorraine.

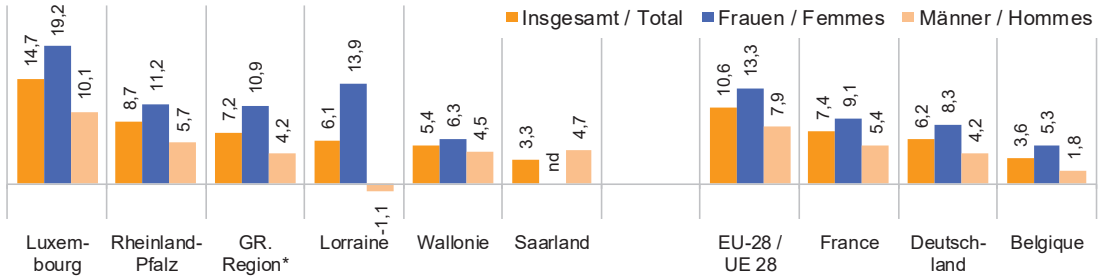
Bevölkerung im Alter von 30 bis 34 Jahren mit einem Hochschulabschluss (ISCED 5-8) nach Geschlecht / Population âgée de 30 à 34 ans titulaire d'un diplôme de l'enseignement supérieur (CITE 5-8) par sexe

EU-Ziel: mindestens 40% in 2020 / Objectif de l'UE : au moins 40 % en 2020

2015 in % der Bevölkerung im selben Alter / 2015 en % de la population du même âge



Veränderung 2005-2015 in Prozentpunkten / Evolution 2005-2015 en points de pourcentage



**GR. Region: Entwicklung Frauen ohne Saarland / Grande-Région : Évolution des femmes sans la Sarre*

Berechnungen : IBA / Calculs : OIE

Akademikerquote der 30- bis 34-Jährigen

Im Rahmen der Europa-2020-Strategie wurde festgelegt, den Anteil der 30- bis 34-Jährigen mit einem tertiären oder gleichwertigen Bildungsabschluss bis zum Jahr 2020 auf mindestens 40% zu erhöhen. Bei diesem Indikator zeigen sich für das Jahr 2015 im interregionalen und europäischen Vergleich ähnliche Rangfolgen wie schon bei der Akademikerquote der Erwachsenenbevölkerung insgesamt: Erneut hat Luxemburg (52,3%) überdurchschnittlich gut abgeschnitten, das Großherzogtum hat die Zielvorgabe bereits erreicht. Wallonie und Lothringen liegen mit 39,1% und 38,9% nur knapp unter dem Zielwert, Die Werte für Rheinland-Pfalz und das Saarland lagen deutlich unter diesen Ergebnissen. Allerdings hat Deutschland sich einen nationalen Zielwert von 42% gesetzt hat, welcher die ISCED-4-Abschlüsse mitberücksichtigt, um der besonderen Bedeutung des dualen Berufsbildungssystems in der Bundesrepublik gerecht zu werden. Dieses Ziel wurde im Jahr 2012 erreicht.

Im Vergleich zu 2005 ist vor allem bei den jungen Frauen der Anteil mit Tertiärabschluss in allen Teilregionen gestiegen (+10,9 pp). Besonders deutlich ist die Zunahme – bei beiden Geschlechter – in Luxemburg (+14,7 Pp), besonders niedrig im Saarland (+3,3 Pp). In Lothringen gab es bei den Männern sogar einen Rückgang.

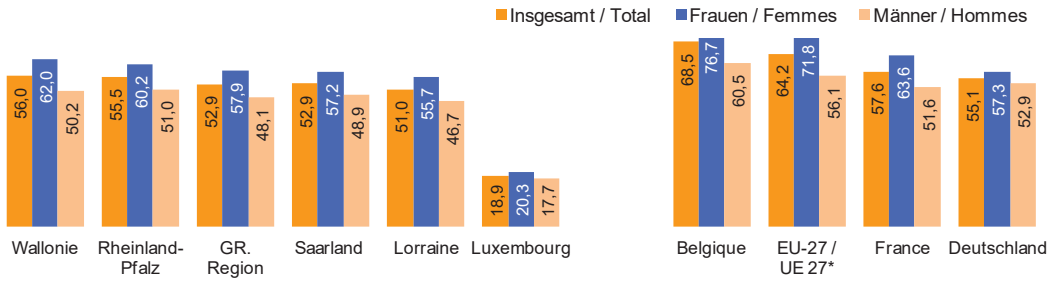
Taux des diplômés de l'enseignement supérieur parmi les 30 - 34 ans

Dans le cadre de la stratégie Europe 2020, il a été décidé de porter la part des 30 à 34 ans titulaires d'un diplôme de l'enseignement supérieur ou équivalent à au moins 40 % en 2020. Concernant cet indicateur, la comparaison interrégionale et européenne fait apparaître, pour 2015, des taux similaires à ceux des diplômés de l'enseignement supérieur parmi la population adulte totale. La encore, le Luxembourg (52,3 %) enregistre des résultats supérieurs à la moyenne. La Wallonie (39,1%) et la Lorraine (38,9%) reste juste en dessous de l'objectif. Les valeurs pour la Rhénanie-Palatinat et la Saar se situent en revanche nettement en-deçà. Mais l'Allemagne s'étant quant à elle fixé comme but un taux de 42% avec CITE 4, afin de prendre en considération le système de la formation professionnelle, d'une importance toute particulière dans ce pays. L'Allemagne avait atteint cette valeur en 2012.

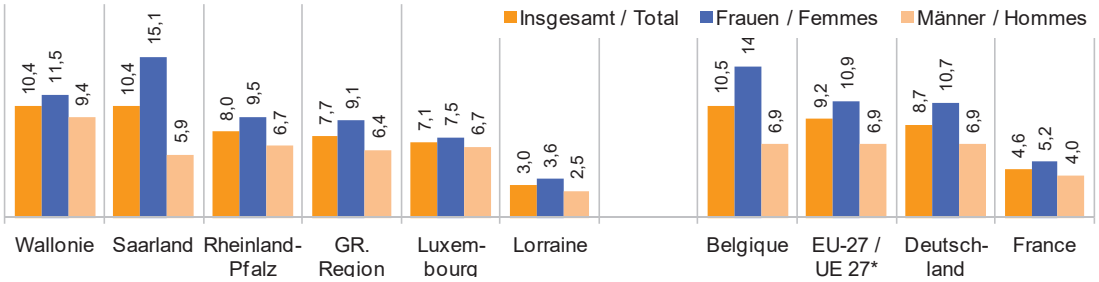
En comparaison avec 2005, c'est surtout la part des femmes possédant un diplôme de l'enseignement supérieure qui est en augmentation (+10,9 pp). Au Grande-Duché, la croissance est très forte pour les deux sexes (+14,7 pp). C'est en Sarre que la valeur est la plus basse (+3,3 pp). En Lorraine en enregistre même une baisse de la part des hommes avec un diplôme du supérieur.

Studierende im Hochschulbereich (ISCED 5-6**) / Étudiants de l'enseignement supérieur (CITE 5-6**)

in % der Bevölkerung im Alter von 20-24 Jahren 2012 / en % de la population âgée de 20 à 24 ans en 2012



Veränderung 2003-2012 in Prozentpunkten / Evolution 2003-2012 (Différence en points de pourcentage)



** EU-27 Männer und Frauen: 2011 bzw. 2003-2011 / UE 27 hommes et femmes: 2011 ou 2003-2011*
** ISCED 97 / CITE 97

Berechnungen : IBA / Calculs : OIE

Studierende in der Großregion

Um die relative Größe der Studentenpopulation auf regionaler Ebene aufzuzeigen, wird die Zahl der Studierenden zur Altersgruppe der 20- bis 24-jährigen Bevölkerung ins Verhältnis gesetzt. Zu beachten ist allerdings, dass der Indikator auf Daten der Studienorte basiert, sich also nicht auf den Herkunfts- oder Wohnort der Studierenden bezieht. Im Jahr 2012 haben in der Großregion 52,9% aller 20- bis 24-Jährigen an einem tertiären Bildungsgang (ISCED 5-6) teilgenommen haben - merklich weniger als im Durchschnitt der EU-27 (64,2%). Auch die Entwicklungsdynamik blieb seit 2003 hinter dem europäischen Trend zurück (+7,7 gegenüber +9,2 Prozentpunkten).

Innerhalb der Großregion erreichten dabei aufgrund der höheren Zahl an Universitäten und anderen Einrichtungen des Hochschulbereichs die Wallonie (56%) und Rheinland-Pfalz (55,5%) höhere Quoten als die anderen Teilgebiete, während Luxemburg deutlich am Ende der Rangfolge liegt (18,9%). Der niedrige Wert darf aber nicht als Ausdruck mangelnden Bildungseifers fehlinterpretiert werden – die überdurchschnittlich hohe Akademikerquote in der Erwachsenenbevölkerung zeigt das genaue Gegenteil. Ursächlich ist vor allem der Umstand, dass die Jugendlichen in Luxemburg traditionell zu Studienzwecken ins Ausland gehen und dafür auch mit entsprechenden Stipendien ausgestattet werden. Daher war der tertiäre Bildungsbereich im Großherzogtum lange Zeit wenig ausgebaut. Dies änderte sich zwar ein Stück weit mit der Gründung der Universität im Jahre 2003 – die seitdem erreichten Zuwächse spiegeln sich auch deutlich in den Zahlen wider. Da sich die Universität Luxemburg aber explizit als internationale Forschungsuniversität mit einem eher kleinen, konzentrierten Fächerspektrum versteht, wird die Steigerung absehbar an Grenzen stoßen.

Etudiants dans la Grande Région

Pour évaluer la taille de la population d'étudiants au niveau régional, on établit une relation entre le nombre d'étudiants et la population dans la tranche d'âge de 20 à 24 ans. Il faut tenir compte du fait que l'indicateur est basé sur des données de lieu d'étude, et non pas sur le lieu d'origine ou de résidence. En 2012, près de 52,9 % des jeunes âgés entre 20 et 24 ans dans la Grande Région étaient inscrits dans un établissement du deuxième cycle de l'enseignement supérieur (CITE 5-6) – nettement moins que la moyenne de l'UE-27 (64,2 %). La dynamique de développement est elle aussi restée nettement inférieure à la tendance européenne durant la dernière décennie (+7,7 contre +9,2 points de pourcentage).

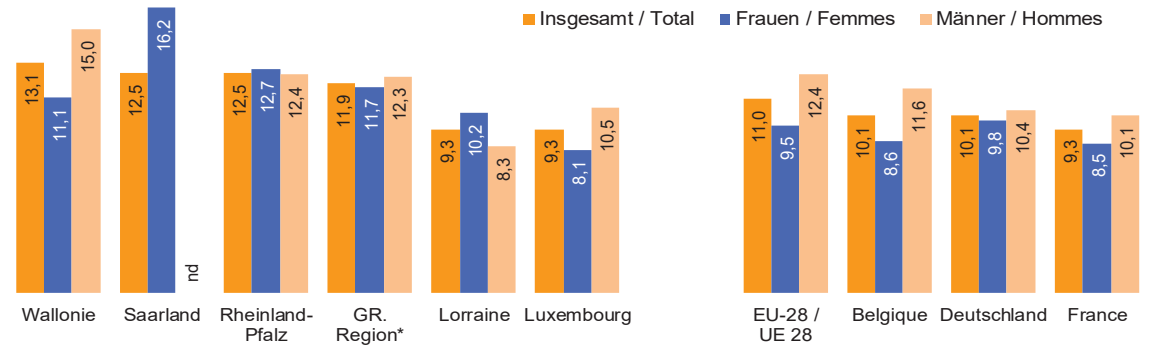
Au sein de l'espace de coopération, la Wallonie et la Rhénanie-Palatinat ont, en raison d'un nombre plus important d'universités et d'établissements d'enseignement supérieur, des taux bien plus élevés que les autres régions (56 et 55,5 %). Les chiffres du Luxembourg sont, comme toujours pour cet indicateur, nettement inférieurs (18,9 %). Cette donnée ne doit toutefois pas être interprétée comme un manque de motivation pour les études – le taux de diplômés de l'enseignement supérieur parmi la population adulte est la preuve du contraire. Ceci s'explique avant tout par le fait que les jeunes luxembourgeois poursuivent traditionnellement leurs études à l'étranger et perçoivent des bourses. Cette situation s'est en partie modifiée depuis la création de l'université en 2003 – et les chiffres reflètent clairement les hausses enregistrées depuis. L'Université du Luxembourg se définit toutefois explicitement comme une université internationale de recherche, avec un nombre plutôt restreint et concentré de filières. La progression atteindra de ce fait ses limites dans un avenir plus ou moins proche.

Frühe Schul- und Ausbildungsabgänger nach Geschlecht / Jeunes quittant prématurément l'école ou la formation initiale par sexe

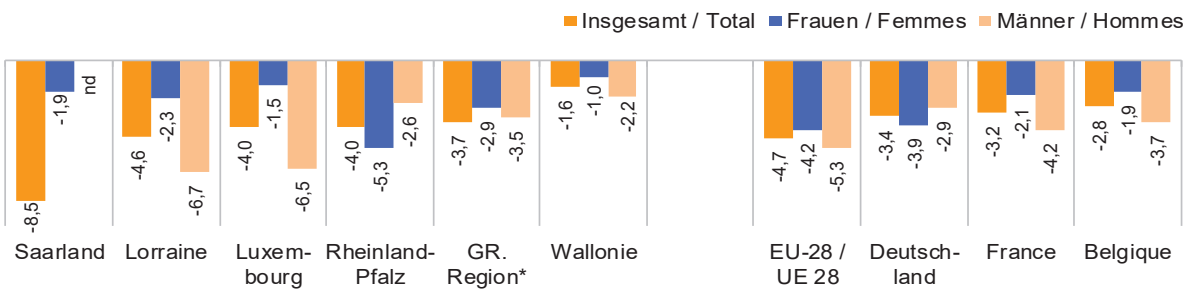
Anteil der 18- bis 24-Jährigen, die sich nicht oder nicht mehr in (Aus-) Bildung oder Weiterbildung befinden und nicht über einen Abschluss des Sekundarbereichs II verfügen /
Proportion de la population des 18 à 24 ne disposant pas d'un diplôme du deuxième cycle de l'enseignement secondaire et ne poursuivant ni études ni formation

EU-Benchmark: weniger als 10% in 2020 / Objectif de l'UE : moins de 10 % en 2020

2015 in % der Bevölkerung im selben Alter / 2015 en % de la population du même âge



Veränderung 2005-2015 in Prozentpunkten / Evolution 2005-2015 (différence en points en pourcentage)



**Großregion : Männer ohne Saarland / Grande-Région : Hommes sans la Sarre*

Berechnungen : IBA / Calculs : OIE

Frühe Schul- und Ausbildungsabgänger

Am anderen Ende des Qualifikationsspektrums zielt die europäische Bildungspolitik darauf ab, den Anteil der 18- bis 24-Jährigen, die höchstens den Sekundarbereich I durchlaufen haben und an keinen weiteren Bildungs- und Ausbildungsgängen teilnehmen, bis zum Jahr 2020 auf unter 10% zu senken.

Trotz positiver Entwicklungen in den vergangenen Jahren betrug der Anteil frühzeitiger Schul- und Ausbildungsabgänger im Jahr 2015 in der Großregion immer noch 11,9 %. Zwischen den Ländern und Regionen sind allerdings beträchtliche Unterschiede zu verzeichnen: Innerhalb des Kooperationsraums wies die Wallonie mit 13,1% den höchsten Anteil aus und liegt wie auch die deutschen Regionen über dem Durchschnitt der EU-28 und den nationalen Vergleichswerten. Luxemburg und Lothringen (beide 9,3%) konnten unter diesem Durchschnitt bleiben und verzeichnet den gleichen Anteil wie Frankreich insgesamt.

Den größten Rückgang in seit 2005 gab es im Saarland (-8,5 pp), in den letzten 5 Jahren wurden die beste Entwicklung in Rheinland-Pfalz (-5,3 pp) verbucht.

Jeunes quittant prématurément l'école et la formation initiale

A l'autre extrémité de l'éventail de qualification, la politique européenne de l'éducation a pour objectif de ramener à moins de 10 % en 2020 la part des 18 à 24 ans ayant atteint au maximum le niveau du premier cycle du secondaire.

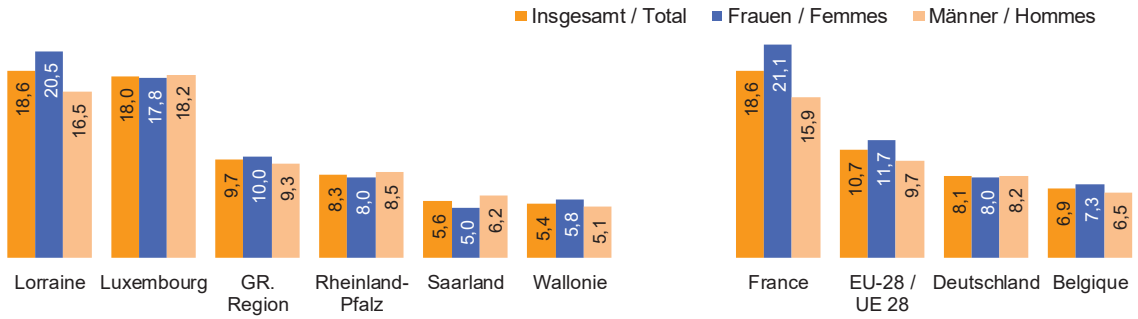
En dépit de certaines évolutions positives ces dernières années, la part des jeunes quittant prématurément l'école s'élevait encore, au niveau grande-régionale, à 11,9 % en 2015. Au regard du niveau actuellement atteint, des écarts considérables s'observent toutefois entre les composantes de la Grande Région : au sein de l'espace de coopération, la Wallonie a enregistré le taux le plus élevé (13,1 %) et elle se situe -comme les régions allemandes- au- dessus de la moyenne de l'UE-28, et de la valeur nationale. La Lorraine et le Luxembourg (resp. 9,3 %) reste en dessous de cette moyenne et enregistre la même part que le reste de la France.

En regardant l'évolution depuis 2005, le plus grand recul est celui en Sarre (-8,5 pp), dans les cinq derniers années la meilleur tendance se voit en Rhénanie-Palatinat (-5,3pp).

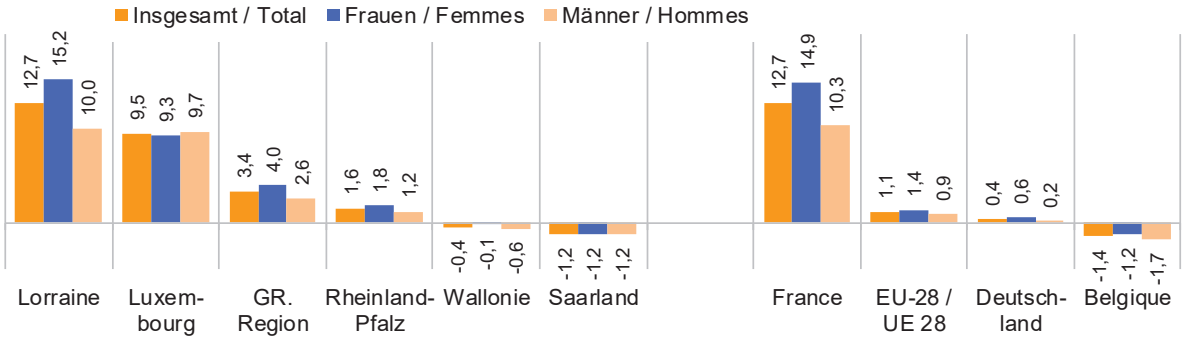
Beteiligung am lebenslangen Lernen / Participation à l'apprentissage tout au long de la vie

EU-Benchmark: mindestens 15% im Jahr 2020 / Valeur de référence de l'UE : au moins 15 % en 2020

Prozentsatz der an Aus- und Weiterbildungsmaßnahmen teilnehmenden Bevölkerung (25-64 Jahre) 2015 / Pourcentage de la population âgée de 25 à 64 ans participant à une formation ou à un enseignement 2015



Veränderung 2005-2015 in Prozentpunkten / Evolution 2005-2015 (différence en points de pourcentage)



** Luxembourg: Zeitreihenbruch 2009 (deutlich höhere Werte nach 2009) muss bei der Interpretation von Entwicklungstrends berücksichtigt werden / Rupture de série 2009 (valeurs bcp plus élevées après 2009), doit être consideré dans l'interprétation du développement*

Berechnungen : IBA / Calculs : OIE

Lebenslanges Lernen

In der Großregion haben im Jahr 2015 durchschnittlich 9,7% der Erwachsenen im Alter von 25 bis 64 Jahren an Aus- und Weiterbildungsmaßnahmen teilgenommen – deutlich weniger als im europäischen Mittel, das mit Werten von 10,7% aber auch sehr bescheiden ausfällt. Obwohl die Beteiligung am lebenslangen Lernen seit 2005 in fast allen Gebieten gestiegen ist, sind die Quoten in der EU insgesamt wie auch vor allem in der Großregion von der für 2020 anvisierten Zielmarke (15%) noch weit entfernt.

Nur Lothringen und Luxemburg – und auf nationaler Ebene Frankreich – erreichen die Zielvorgaben, bei den Frauen werden diese sogar in Lothringen und Frankreich deutlich überschritten. Im Zeitvergleich fällt auf, dass die Werte für Lothringen und Luxemburg zwischen 2005 und 2015 um jeweils 12,7 und 9,5 Prozentpunkte gestiegen sind. Deutlich anders sieht die Situation in den übrigen Teilregionen aus, deren Quoten im Jahr 2015 von 8,3% in Rheinland-Pfalz über 5,6% im Saarland bis hin zu 5,4% in der Wallonie reichten.

Europaweit wie auch innerhalb der Großregion ist das lebenslange Lernen also für die überwiegende Mehrheit der Erwachsenen noch keine Realität und es sind erhebliche Anstrengungen erforderlich, um das für 2020 angestrebte Ziel zu erreichen.

Apprentissage tout au long de la vie

Dans la Grande Région, 9,7 % en moyenne des adultes âgés de 25 à 64 ans ont, en 2015, participé à une formation ou à un enseignement – ce qui est un peu moins que la moyenne européenne qui, avec un taux de 10,7 % n'est pas très élevée. Bien que la participation à l'apprentissage tout au long de la vie ait progressé dans presque toutes les régions depuis 2005, les chiffres de l'UE et de la Grande Région tout particulièrement sont encore très éloignés des objectifs fixés pour 2020 (15%).

Seule la Lorraine et le Luxembourg et, au niveau national, la France atteignent ce but, les valeurs pour les femmes le dépassent même nettement en France et en Lorraine. Entre 2005 et 2015 la participation à l'apprentissage tout au long de la vie a augmenté de 12,7 points de pourcentage en Lorrain et de 9,5 points au Luxembourg. La situation dans les autres composantes régionales est très différente. Les taux en 2015 s'échelonnent en effet entre 8,3 % en Rhénanie-Palatinat, 5,6 % en Sarre et 5,4 % en Wallonie.

Au niveau européen, comme dans la Grande Région, l'apprentissage tout au long de la vie est donc encore loin d'être une réalité pour la grande majorité des adultes. De nombreux efforts seront ainsi nécessaires afin d'atteindre l'objectif fixé pour 2020.

Methodische Anmerkungen

Datengrundlage:

Die für das Kapitel „Bildung" verwendete Datengrundlage basiert im Wesentlichen auf den Informationen von Eurostat.

Die Möglichkeiten, dem Informationsbedarf zum Thema Bildung zu genügen, werden durch das verfügbare Datenmaterial begrenzt. Dies gilt erst recht in einer interregional vergleichbaren Perspektive: Die Schul- und Bildungssysteme der sechs Teilräume unterscheiden sich in ihrem Aufbau, in ihren Abläufen und Inhalten, den Ausbildungszeiträumen und den jeweiligen Zugangsbedingungen. Dementsprechend schwierig gestaltet sich auch die Zusammenstellung von Bildungsdaten mit vergleichbarem Inhalt.

Für den Indikator „Studierende im Tertiärbereich" wird die Zahl der Studierenden zur Altersgruppe der 20- bis 24-jährigen Bevölkerung ins Verhältnis gesetzt. Zu beachten ist allerdings, dass der Indikator auf Daten der Studienorte basiert, sich also nicht auf den Herkunfts- oder Wohnort der Studierenden bezieht. Hohe Werte werden daher meist von den Regionen erreicht, die als Standorte großer Universitäten oder anderer Einrichtungen mit tertiären Bildungsgängen auch viele Studierende von außerhalb anziehen. Bei der Interpretation der Quoten ist deshalb neben der jeweiligen bevölkerungsspezifischen Alterszusammensetzung die regionale Struktur des Tertiärbereichs zu berücksichtigen, d.h. die Konzentration oder Streuung entsprechender Bildungseinrichtungen in den Regionen.

Europa-2020-Strategie:

Im Rahmen der Europa-2020-Strategie wurde – neben weiteren Benchmarks – folgende Benchmarks zum Thema Bildung festgelegt:

- Erhöhung des Anteils der 30- bis 34-Jährigen mit einem tertiären oder gleichwertigen Bildungsabschluss (ISCED 5-6) bis zum Jahr 2020 auf mindestens 40%. Die jeweils nationalen Zielvorgaben variieren dabei jedoch stark (Belgien: 47%; Frankreich: 50% in der Altersklasse 17 bis 33 Jahre; Deutschland: 42% inklusive ISCED 4)
- Verringerung des Anteils der 18- bis 24-Jährigen, die höchstens den Sekundarbereich I (ISCED 0, 1, 2 oder 3c) durchlaufen haben und an keinen weiteren Bildungs- und Ausbildungsgängen teilnehmen, bis zum Jahr 2020 auf unter 10% (Belgien und Frankreich: unter 9,5%). Bereits im Jahr 2003 hatte der Europäische Rat im Rahmen der Lissabon-Strategie diesen Indikator als Benchmark für das Jahr 2010 verabschiedet, ohne das die Zielvorgabe erreicht werden konnte.
- EU-Ziel der „Allgemeinen und beruflichen Bildung 2020" (ET 2020): bis zum Jahr 2020 sollen durchschnittlich mindestens 15% der Erwachsenen (25- bis 64-Jährige) am lebenslangen Lernen teilnehmen.

Remarques méthodologiques

Base de données :

Les données de base utilisées pour le chapitre 4 « Education » s'appuient sur les informations d'Eurostat.

La disponibilité limitée des données ne permet toutefois pas de répondre systématiquement à ces besoins, surtout lorsque l'on s'inscrit dans une optique de comparaison interrégionale. Les systèmes éducatifs se différencient du point de vue de leur architecture, des déroulements, des contenus, des durées de formation ainsi que des conditions d'accès. Ceci rend d'autant plus difficile la mise en commun des données relatives à l'enseignement.

Pour l'indicateur « Etudiants de l'enseignement supérieur », le nombre des étudiants est rapporté à la population de la classe des 20-24 ans. Il faut considérer néanmoins que cet indicateur est basé sur les données concernant l'endroit où les étudiants font leurs études, et non pas leur lieu d'origine ou de résidence. En conséquence, ce sont généralement les régions où se situent de grandes universités ou accueillant d'autres instituts proposant des filières de l'enseignement supérieur - et attirant donc de nombreux étudiants non originaires de la région - qui enregistrent des taux élevés. C'est pourquoi, il y a lieu, lors de l'interprétation des chiffres, de prendre en considération, outre la composition par âge spécifique de la population respective, la structure régionale de l'enseignement supérieur, c.-à-d. la concentration ou la dispersion des équipements correspondants dans les régions.

Stratégie Europe 2020 :

Dans le cadre de la stratégie Europe 2020 une série de critères de référence ont été fixés pour 2020, parmi lesquels :

- Le taux moyen d'adultes entre 30 et 34 ans ayant une éducation de troisième cycle devrait atteindre au moins 40%. Les références nationales varient fortement (Belgique : 47%; France: 50% dans la classe d'âge 17 à 33 ans; Allemagne: 42% incluant CITE 4).
- Le taux moyen de décrochage scolaire des jeunes âgés de 18 à 24 ans qui ne suivent plus de formation ou une formation complémentaire et ne disposent pas d'un diplôme du deuxième cycle de l'enseignement secondaire (maximum CITE 0,1,2, ou 3c) doit être inférieur à 10 % (Belgique et France : en dessous de 9,5%). En 2003, le Conseil Européen avait déjà défini ce critère pour l'année 2010 dans le cadre de la Stratégie de Lisbonne, sans que le but ait pu être atteint.
- Une moyenne d'environ 15% des adultes (de 25 à 64 ans) devraient participer à l'éducation et la formation tout au long de la vie en 2020.

Definitionen und methodische Hinweise:

ISCED-Klassifikation:

Die Internationale Standardklassifikation für das Bildungswesen (ISCED) ist ein Instrument zur Erstellung international vergleichbarer Bildungsstatistiken. Die aktuelle Version (ISCED 2011) unterscheidet neun Bereiche:

- ISCED 0: Vorschulische Erziehung
- ISCED 1: Grundbildung
- ISCED 2: erste Stufe der Sekundarbildung
- ISCED 3: zweite Stufe der Sekundarbildung
- ISCED 4: nichttertiäre Bildung nach der Sekundarbildung
- ISCED 5: Kurzstudien (Tertiärbildung)
- ISCED 6: Bachelor oder gleichwertiger Abschluss
- ISCED 7: Master oder gleichwertiger Abschluss
- ISCED 8: Promotion oder gleichwertiger Abschluss

Frühzeitige Schul- und Ausbildungsabgänger (AKE):

„Frühzeitige Schul- und Ausbildungsabgänger" sind Personen im Alter von 18-24 Jahren, die sich nicht oder nicht mehr in (Aus-) Bildung oder Weiterbildung befinden und nicht über einen Abschluss des Sekundarbereichs II verfügen. Es müssen also folgende Bedingungen erfüllt sein: Der höchste erreichte Grad der allgemeinen oder beruflichen Bildung entspricht ISCED 0, 1, 2 oder 3c, und die Befragten dürfen in den vier Wochen vor der Erhebung an keiner Maßnahme der allgemeinen oder beruflichen Bildung teilgenommen haben (Zähler). Der Nenner besteht aus der Gesamtbevölkerung der gleichen Altersgruppe.

Lebenslanges Lernen (AKE):

Lebenslanges Lernen bezieht sich auf alle in privaten Haushalten lebenden Personen im Alter zwischen 25 und 64 Jahren, die angegeben haben, sie hätten vier Wochen vor der Erhebung an einer Ausbildung bzw. einem Unterricht teilgenommen (Zähler). Der Nenner besteht aus der Gesamtbevölkerung derselben Altersklasse.

Definitions et précisions méthodologiques :

Nomenclature CITE :

La classification internationale type de l'éducation (CITE) est un instrument permettant d'établir, dans le domaine de l'éducation, des statistiques comparables au plan international. La version actuelle (CITE 2011) distingue neuf niveaux :

- CITE 0 : éducation de la petite enfance
- CITE 1 : enseignement primaire
- CITE 2 : premier cycle de l'enseignement secondaire
- CITE 3 : deuxième cycle de l'enseignement secondaire
- CITE 4 : enseignement post-secondaire non supérieur
- CITE 5 : enseignement supérieur de cycle court
- CITE 6 : niveau licence ou équivalent
- CITE 7 : niveau master ou équivalent
- CITE 8 : niveau doctorat ou équivalent

Jeunes quittant prématurément l'école ou la formation initiale (EFT) :

Les « jeunes ayant quitté prématurément le système d'éducation et de formation » sont des personnes âgées de 18 à 24 ans qui ne suivent plus une formation ou une formation complémentaire et ne disposent pas d'un diplôme du deuxième cycle de l'enseignement secondaire. Les conditions suivantes doivent être remplies : le niveau d'étude ou de formation le plus élevé atteint correspond aux niveaux 0, 1, 2 ou 3c de la CITE et les personnes interrogées ne doivent pas avoir suivi une formation générale ou professionnelle dans les quatre semaines ayant précédé l'enquête (numérateur). Le dénominateur se compose du nombre total d'individus du même âge.

Education et formation tout au long de la vie (EFT) :

L'éducation et la formation tout au long de la vie fait référence à toutes les personnes âgées de 25 à 64 ans vivant dans un ménage privé qui ont répondu avoir suivi un enseignement ou une formation au cours des quatre semaines précédant l'enquête (numérateur). Le dénominateur est la population totale du même groupe d'âge, à l'exception des questions non répondues sur le thème formations et enseignements suivis.

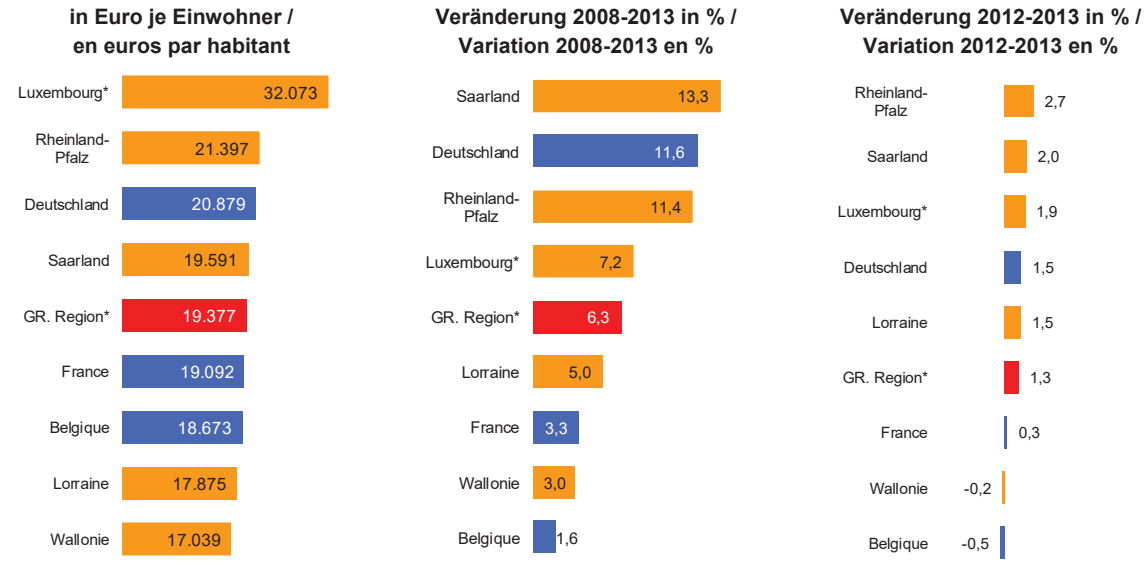
Quellen / Sources :

Eurostat

5. Lebensbedingungen / Conditions de vie

5.1 Haushaltseinkommen und Armutsrisiko / Revenus des ménages et risque de pauvreté

Verfügbares Einkommen der privaten Haushalte 2013 / Revenu disponible des ménages privés en 2013



**Großregion und Luxemburg : Daten 2012, Entwicklung 2008-2012 und 2011-2012 /*
Grande-Région et Luxembourg : données de 2012, évolution 2008-2012 et 2011-2012

Berechnungen : IBA / Calculs : OIE

Luxemburg mit dem höchsten, Wallonie mit dem niedrigsten Pro-Kopf-Einkommen in der Großregion

Im Jahr 2013 standen jedem Einwohner der Großregion durchschnittlich 19.377 Euro für Konsum- oder Sparzwecke zur Verfügung. Innerhalb des Kooperationsraums streuen die Pro-Kopf-Einkommen beträchtlich: Das höchste Niveau wurde mit 32.073 Euro je Einwohner in Luxemburg erzielt, das damit weit vor den anderen Regionen des Kooperationsraums rangiert. Es folgen die beiden deutschen Bundesländer sowie Lothringen. Statistisch gesehen deutlich weniger Einkommen hatten die Menschen in der Wallonie zur Verfügung (17.039 Euro je Einwohner). Die regionalen Disparitäten in der Großregion sind somit beträchtlich: Ein Privathaushalt in Luxemburg hatte 2013 pro Kopf durchschnittlich über 10.000 Euro mehr als im zweitplatzierten Rheinland-Pfalz; im Vergleich zum Schlusslicht Wallonie betrug die Differenz sogar mehr als 15.000 Euro.

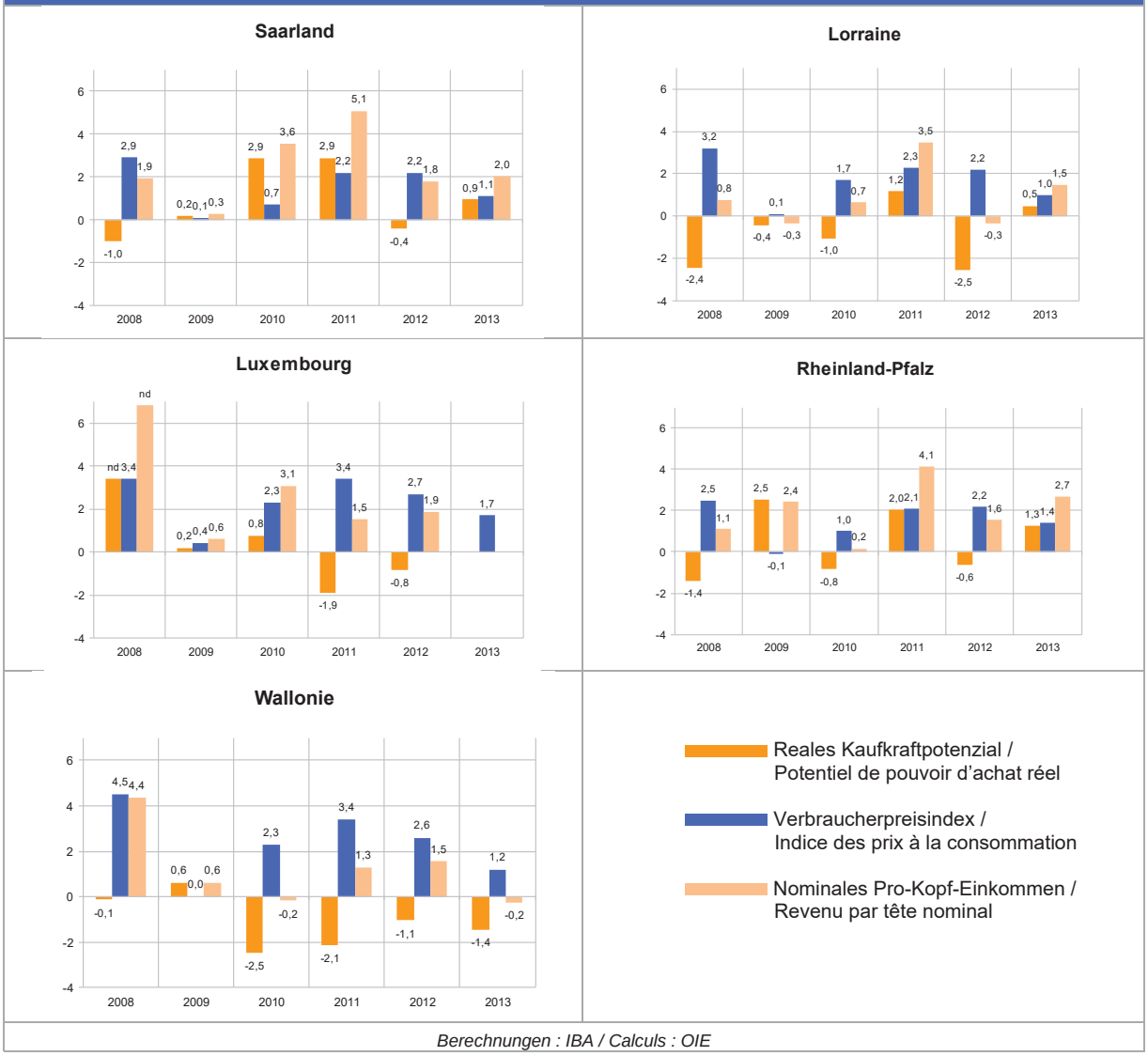
Zwischen 2012 und 2013 erhöhte sich das verfügbare Einkommen der privaten Haushalte in der Großregion je Einwohner nominal um 1,3%. Getragen wurde diese Entwicklung vor allem von den deutschen Regionen, Luxemburg und Lothringen. Letzteres lag mit +1,5% sogar deutlich über dem französischen Durchschnitt (+0,3%). Demgegenüber verzeichnete die Wallonie beim Pro-Kopf-Einkommens sogar einen Rückgang von -0,2%, der für Gesamtbelgien sogar noch stärker ausfiel (-0,5%)

Revenu par habitant : Luxembourg en tête, Wallonie en queue de peloton

En 2013, chaque habitant de la Grande Région dispose en moyenne de 19 377 euros pour la consommation ou l'épargne. Les revenus par habitant varient cependant fortement dans l'espace de coopération : le Luxembourg affiche le plus haut niveau avec 32 073 euros par habitant, dépassant de loin les autres régions de l'espace de coopération. Viennent ensuite les deux régions allemandes et la Lorraine. Sous l'angle statistique, les habitants en Wallonie ont un revenu nettement inférieur (17 039 euros par habitant) pour la consommation ou l'épargne. Les disparités régionales sont donc très importantes dans la Grande Région : un ménage privé au Luxembourg dispose en moyenne d'environ 10 000 euros de plus par habitant qu'un ménage en Rhénanie-Palatinat qui vient en seconde position ; l'écart est même de plus de 15 000 euros par rapport à la Wallonie que l'on retrouve au dernier rang.

Entre 2012 et 2012, le revenu disponible nominal des ménages privés augmente de 1,3 % par habitant dans la Grande Région. Cette évolution est portée par les régions allemandes, le Luxembourg et la Lorraine. Celle-ci affiche même une valeur plus élevée que la moyenne française (+1,5% contre +0,3%) En Wallonie, on observe même un recul de -0,2 %du revenu disponible des ménages privés, qui était encore plus prononcé pour la Belgique entière (-0,5%).

Reales Kaufkraftpotenzial 2008-2013 / Potentiel de pouvoir d'achat réel 2008-2013



Berechnungen : IBA / Calculs : OIE

Vergleich des nominalen Pro-Kopf-Einkommens und des realen Kaufkraftpotenzials

Bei der Betrachtung der Einkommensentwicklung muss berücksichtigt werden, dass es sich um nominale, d.h. nicht preisbereinigte Werte handelt. Je nach Entwicklung der Teuerungsrate in den einzelnen Regionen bzw. Ländern ergeben sich für die privaten Haushalte somit unterschiedlich hohe reale Kaufkraftgewinne, die – sofern sie nicht gespart werden – potentiell in den privaten Konsum fließen können.

Im Krisenjahr 2009 hingegen stiegen die Verbraucherpreise kaum an, so dass die Unterschiede zwischen der Entwicklung des nominalen Pro-Kopf-Einkommens und des realen Kaufkraftpotenzials sehr gering ausfielen bzw. sie annähernd parallel verliefen. In den Jahren 2010-2011 stiegen in allen Regionen die Verbraucherpreise jährlich an, so dass die realen Pro-Kopf-Einkommen immer unter den Nominalentwicklungen blieben oder sogar ins Negative abrutschten. Im Jahr 2012 verzeichneten alle Teilregionen Verluste des realen Kaufkraftpotentials, die von -0,4% im Saarland bis -2,5% in Lothringen reichten. 2013 setzte sich dieser Negativtrend nur in der Wallonie weiter fort.

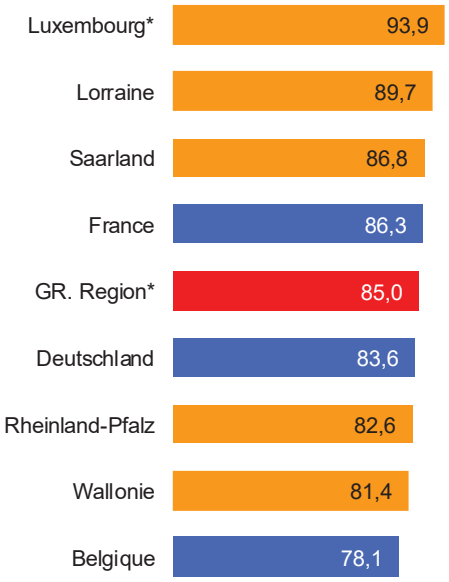
Comparaison du revenu par tête nominal et du potentiel de pouvoir d'achat réel

En regardant l'évolution des revenus, il faut prendre en considération le fait que ces variations concernent des valeurs nominales, c.-à-d. non corrigées de l'influence des prix. En fonction de l'évolution du taux de progression des prix dans les différentes régions, voire les différents pays, les hausses réelles de pouvoir d'achat varient ainsi pour les ménages privés, des hausses qui – dès lors qu'elles ne donnent pas lieu à une épargne – peuvent potentiellement profiter à la consommation privée.

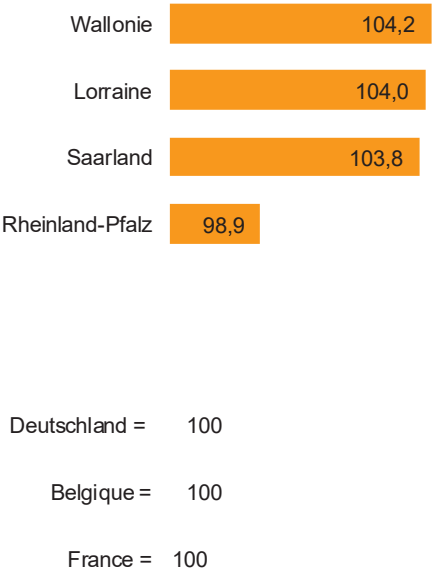
Dans l'année de crise de 2009, les prix à la consommation n'ont presque pas augmenté. Par conséquence, l'écart entre l'évolution du revenu par tête nominal et le potentiel du pouvoir d'achat réel était très faible, les évolutions presque identiques. De 2010 à 2011, les prix à la consommation ont augmenté dans toutes les régions de sorte que les revenus réels sont restés inférieurs aux revenus nominaux ou devenus même négatifs. En 2012, toutes les régions enregistraient des pertes du potentiel de pouvoir d'achat réel, de -0,4% en Sarre jusqu'à -2,5% en Lorraine. Cette tendance négative se poursuivait seul en Wallonie en 2013.

Effekte der Umverteilung 2013 / Effets de la redistribution 2013

Verhältnis zwischen Einkommenspotenzial (Primäreinkommen) und verfügbarem Einkommen der privaten Haushalte / Rapport entre le revenu potentiel (revenu primaire) et le revenu disponible des ménages privés



Vom Primäreinkommen der jeweiligen Gebietseinheit verbleibt … an verfügbarem Einkommen als im Durchschnitt des jeweiligen Landes (Nationalstaat = 100) / Du revenu primaire de l'entité territoriale respective, il subsiste … de revenu disponible en moyenne dans le pays respectif (Etat national = 100)



**GR. Region, Luxembourg: 2012*

Berechnungen : IBA / Calculs : OIE

Teilregionen weder Nutznießer noch Lastenträger von Umverteilungsprozessen

Das verfügbare Einkommen der privaten Haushalte ergibt sich, indem vom so genannten Primäreinkommen die geleisteten laufenden Transfers abgezogen und die empfangenen laufenden Transfers hinzu gezählt werden. Auf diesem Wege kommt es zu einem Umverteilungsprozess der Einkommen zwischen Haushalten und Regionen. Um diese Umverteilungsprozesse statistisch abzubilden, werden das verfügbare Einkommen und das Primäreinkommen zueinander ins Verhältnis gesetzt.

Im Durchschnitt betrug im Jahr 2012 das verfügbare Einkommen in der Großregion 85% des Primäreinkommens. Der Wert ist in Luxemburg und Lothringen deutlich höher. Demgegenüber bewegen sich die Wallonie und Rheinland-Pfalz unter dem großregionalen Mittel, wobei die Wallonie jedoch klar über dem belgischen Wert liegt.

Setzt man für eine regionale Analyse den jeweiligen nationalen Durchschnitt als neuen Mittelwert (100) fest, dann haben Regionen mit Werten über 100 ein überdurchschnittliches verfügbares Einkommen, während Regionen mit weniger als 100 unterdurchschnittliches verfügbares Einkommen aufweisen. Demnach gehören Lothringen, das Saarland und die Wallonie zu den relativen Begünstigten des jeweiligen nationalen Umverteilungsprozesses, wohingegen Rheinland-Pfalz zu den relativen Lastenträgern zählt. Da eine solche Berechnung eine gewisse Unschärfe enthält, können die Klassengrenzen aber auch so gesetzt werden, dass noch „Neutrale" ausgewiesen werden (95-105). Nach diesen großzügig gesetzten Klassengrenzen würden alle Teilregionen der Großregion in diese Kategorie fallen.

Les composantes de la Grande Régions ne sont ni privilégiées, ni grevées dans le processus de la redistribution

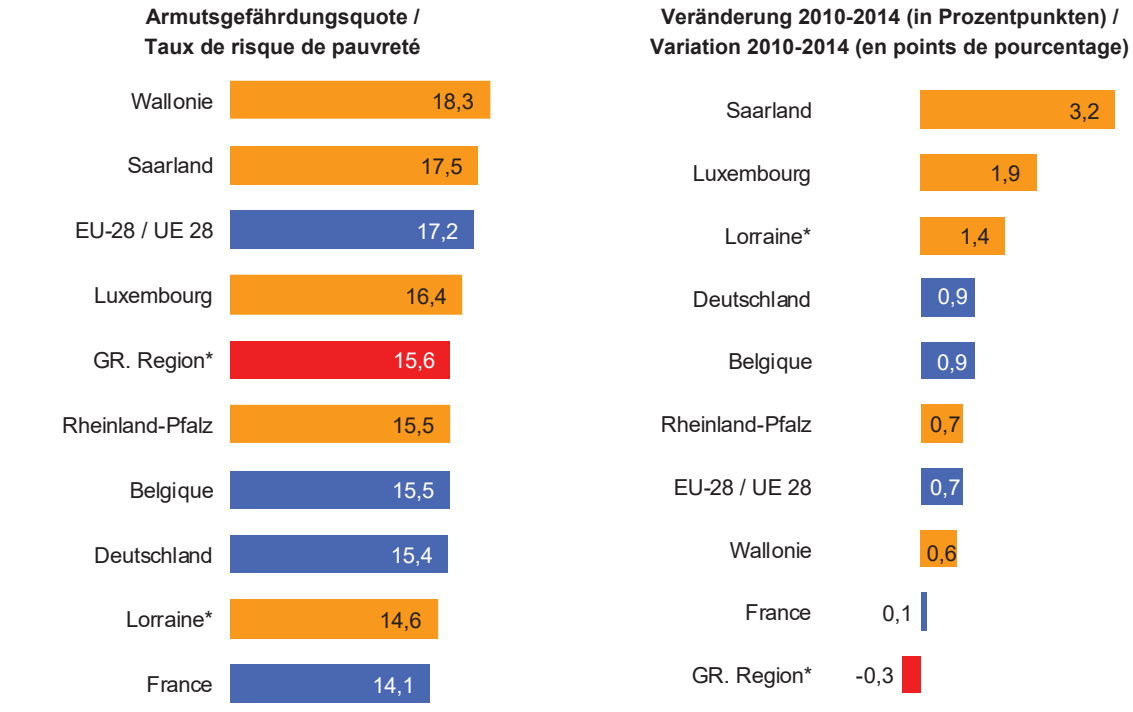
Le revenu disponible des ménages privés s'obtient en déduisant du revenu primaire les transferts courants versés et en y ajoutant les transferts courants. Il en résulte, entre les ménages et les régions, un processus de redistribution des revenus. Aux fins de représentation statistique de ce processus de redistribution, un rapport est établi entre le revenu disponible et le revenu primaire.

Pour la moyenne des ménages de la Grande Région dans leur ensemble, le revenu disponible équivalait, en 2012, à 85 % du revenu primaire. Ce chiffre est nettement supérieur au Luxembourg et en Lorraine En revanche, la Rhénanie-Palatinat et la Wallonie se situent sous la moyenne de la Grande Région, la Wallonie dépassant toutefois nettement la moyenne belge.

Si, pour une analyse régionale à une échelle géographique plus réduite, on considère que la moyenne nationale respective représente la nouvelle moyenne (100), les entités territoriales dont la valeur est supérieure à 100 bénéficient d'un revenu disponible supérieur à la moyenne, les entités territoriales ayant moins de 100 d'un revenu disponible inférieur à la moyenne. Suivant cette logique, la Lorraine, la Sarre et la Wallonie font partie des privilégiés du système de redistribution. La Rhénanie-Palatinat par contre est pénalisée. Etant donné qu'un tel calcul comporte certaines imprécisions, un troisième groupe, celui des neutres, avoisinant la moyenne (95-105), a été défini. Avec cette définition large des limites des classes, toutes les composantes de la Grande Région font partie du « groupe des neutres ».

Armutsgefährdungsquote 2014 / Taux de risque de pauvreté 2014

Anteil der Personen, deren verfügbares Äquivalenzeinkommen weniger als 60% des nationalen verfügbaren Median-Äquivalenzeinkommens (nach Sozialleistungen) der Bevölkerung beträgt (in %) /
Nombre de personnes dont le revenu équivalent disponible est inférieur à 60% du revenu équivalent médian disponible au niveau national (après charges sociales) de la population (en %)



**GR. Region, Lorraine : 2012 ; 2008-2012*

Berechnungen : IBA / Calculs : OIE

Höchstes Armutsrisiko innerhalb der Großregion in der Wallonie

Zentraler Indikator zur Messung von Einkommensarmut ist die sogenannte Armutsgefährdungsquote. Sie wird definiert als der Anteil der Personen, die mit weniger als 60% des mittleren Einkommens der Bevölkerung auskommen müssen (nach Sozialleistungen). In der EU galten im Jahr 2014 gut 15,6% der Bevölkerung als armutsgefährdet. Damit war die Armutsgefährdungsquote in allen Teilgebieten mit Ausnahme der Wallonie und dem Saarland, niedriger als im EU-Durchschnitt.

Gemessen am mittleren Einkommen in Belgien waren 18,3% der wallonischen Bevölkerung von einem erhöhten Armutsrisiko bedroht. Das sind nicht nur deutlich mehr als in den anderen Regionen des Kooperationsraums, sondern auch im Vergleich zum nationalen Durchschnitt fällt die Armutsgefährdungsquote merklich höher aus. Ebenso waren in den anderen Teilregionen mehr Menschen armutsgefährdet als in den jeweils zugehörigen Nationalstaaten, mehr oder weniger stark. Rheinland-Pfalz und Lothringen weisen niedrigere Werte als den interregionalen Durchschnitt auf.

Die Entwicklung seit 2010 ist bedenklich: in allen Teilregionen hat sich das Armutsgefährdungsrisiko erhöht. Die Armutsgefährdungsquote ist am stärksten im Saarland gestiegen (+3,2 Prozentpunkte) und am geringsten in der Wallonie.

Le risque de pauvreté le plus élevé dans la Grande Région est observé en Wallonie

Le principal indicateur de mesure de la pauvreté monétaire est le taux de risque de pauvreté. Il se définit comme la proportion de personnes dont le niveau de vie est inférieur à 60% du revenu médian de la population (après charges sociales). En 2014, 15,6% de la population dans l'UE est menacée de pauvreté. Ainsi, le taux de risque de pauvreté est inférieur à la moyenne européenne dans les composantes de la Grande Région à l'exception de la Wallonie et la Sarre.

Proportionnellement au revenu moyen en Belgique, 18,3 % de la population wallonne est exposée à un risque de pauvreté. Ce pourcentage est supérieur à celui des autres régions de l'espace de coopération. Par ailleurs, le taux de risque de pauvreté dépasse de loin la moyenne nationale. De la même manière, le nombre de personnes menacées de pauvreté dans les autres composantes est supérieur à celui des personnes au niveau national, avec plus ou moins d'intensité. La Rhénanie-Palatinat et la Lorraine atteignent des valeurs inférieures à la moyenne fédérale.

L'évolution depuis 2010 est préoccupante : le taux de pauvreté augmente dans chaque composante grande-régionale, la Sarre enregistrant la plus forte hausse entre 2014 (+3,2 points de pourcentage) et la Wallonie la plus faible (+0,6 points de pourcentage).

Methodische Anmerkungen

Datengrundlage:

Die für das Kapitel 5.1 „Haushaltseinkommen und Armutsrisiko“ verwendete Datengrundlage basiert im Wesentlichen auf den Informationen aus eigenen Recherchen über die regionalen und/oder nationalen Statistischen Ämter sowie von Eurostat.

Europa-2020-Strategie:

Wesentliches Ziel europäischer Politik ist die Verbesserung der Lebensbedingungen und die Schaffung gleichwertiger Lebensverhältnisse innerhalb der EU. Die Bekämpfung von Armut und die Förderung der sozialen Eingliederung ist auch in der „Strategie für intelligentes, nachhaltiges und integratives Wachstum“ ein Kernbereich der Politik mit dem Ziel, dass bis 2020 die Zahl der von Armut und sozialer Ausgrenzung bedrohten Menschen in der EU um 20 Millionen sinken soll.

Im Rahmen der Europa-2020-Strategie wurden drei Indikatoren genannt: Armutsgefährdungsquote, materielle Entbehrung und Anteil der Personen, die in Erwerbslosenhaushalten leben. Die konkrete Auswahl eines Indikators für die jeweilige nationale Zielsetzung wurde den Mitgliedstaaten überlassen:

- Belgien: Verringerung der Zahl der von Armut bedrohten Personen bis 2020 um 380.000 Personen
- Deutschland: Verringerung der Anzahl der lang-zeitarbeitslosen Personen von 2008-2020 um 20%
- Frankreich: Verminderung der verankerten Armutsgefährdungsquote im Zeitraum 2007-2012 um ein Drittel oder um 1,6 Mio. Personen
- Luxemburg: kein quantitatives Ziel

Definitionen und methodische Hinweise:

Primäreinkommen:

Die primäre Verteilung gibt das Einkommen der privaten Haushalte an, das sich unmittelbar aus dem Marktgeschehen, also dem Kauf und Verkauf von Produktionsfaktoren und Gütern ergibt. Hier sind vor allem die Arbeitnehmerentgelte zu nennen.

Verfügbares Haushaltseinkommen:

Das Primäreinkommen ist Ausgangspunkt der sekundären Einkommensverteilung. Zum Primäreinkommen kommen alle monetären Sozialleistungen und Transfers hinzu. Aus ihrem Einkommen müssen Haushalte Steuern auf Einkommen und Vermögen zahlen, Sozialbeiträge entrichten und Transfers tätigen. Der Saldo, der nach diesen Transaktionen übrigbleibt, wird als verfügbares Einkommen der privaten Haushalte bezeichnet.

Reales Kaufkraftpotenzial:

Berechnet sich aus dem nominalen Verfügbaren Pro-Kopf-Einkommens (in Euro je Einwohner) und dem Verbraucherpreisindex (Verbraucherpreisindex: siehe Kapitel 5.3).

Remarques méthodologiques

Base de données :

Les données de base utilisées pour le chapitre 5.1 « Revenus des ménages et risque de pauvreté » s’appuient sur les informations des offices statistiques régionaux et/ou nationaux et d’Eurostat.

Stratégie Europe 2020 :

Améliorer les conditions de vie et créer des conditions équivalentes entre les Etats sont des objectifs majeurs de la politique européenne. L’UE fait de la lutte contre la pauvreté et de l’insertion sociale l’un des principaux volets politiques de sa « Stratégie pour une croissance intelligente, durable et inclusive » et définit des objectifs concrets : à l’horizon 2020, il convient de réduire de 20 millions le nombre de personnes menacées par la pauvreté.

Dans le cadre de la Stratégie « Europe 2020 », le Conseil européen mentionne trois indicateurs : le taux de risque de pauvreté, la privation matérielle et le nombre de personnes vivant dans des ménages au chômage. Les Etats membres doivent choisir concrètement l’indicateur correspondant à leur objectif national respectif :

- Belgique : réduire de 380 000 individus le nombre des personnes menacées de pauvreté ou d’exclusion sociale à l’horizon 2020
- Allemagne : faire baisser le nombre de chômeurs de longue durée de 20% entre 2008 et 2020
- France : réduire le taux de risque de pauvreté de 1/3, soit 1,6 million de personnes, de 2007 à 2012
- Luxembourg : n’a pas défini d’objectif quantitatif

Définitions et précisions méthodologiques :

Revenu primaire :

La répartition primaire correspond au revenu des ménages privés résultant directement des opérations effectuées sur le marché, c’est-à-dire de l’achat et de la vente de facteurs de production et de biens. Il convient de mentionner ici avant tout les rémunérations des salariés.

Revenu disponible des ménages privés :

Le revenu primaire constitue la base de la répartition secondaire du revenu, qui représente le mécanisme de redistribution par l’État. L’ensemble des prestations sociales monétaires et des transferts s’ajoute à ce revenu primaire. À partir de ce dernier, les ménages doivent payer des impôts sur le revenu et le patrimoine, s’acquitter de cotisations sociales et effectuer des transferts. Le solde subsistant à l’issue de ces transactions est appelé « revenu disponible des ménages privés ».

Potentiel de pouvoir d’achat réel :

Se calcule à partir du Revenu par tête nominal (en Euro par habitant) et de l’indice des prix à la consommation (Indice des prix à la consommation : voit chapitre 5.3).

Umverteilungseffekte:

Verhältnis zwischen Verfügbaren Einkommen der privaten Haushalte und Primäreinkommen. Es ergibt sich ein Quotient, der einen Eindruck davon vermittelt, wer auf regionaler Ebene zu den relativen Begünstigten (höhere Anteile) bzw. den relativen Lastenträgern (niedrigere Anteile) im Umverteilungsprozess gehört.

Berücksichtigt werden muss dabei, dass die Höhe des Primäreinkommens neben Wirtschaftsstruktur und Wirtschaftskraft einer Region natürlich von der Erwerbsbeteiligung und von den Pendlerverflechtungen mitbestimmt wird. Zudem beruht das Ausmaß der Umverteilung zum Teil sicherlich auf Abweichungen in der Altersstruktur der Bevölkerung und der Haushaltsstruktur.

Setzt man nun für eine regionale Analyse auf kleinräumiger Ebene den jeweiligen nationalen Durchschnitt als neuen Mittelwert (100) fest, dann haben Gebietseinheiten mit Werten über 100 ein – gemessen am Primäreinkommen – überdurchschnittliches verfügbares Einkommen, während Gebietseinheiten mit weniger als 100 ein – wieder gemessen am Primäreinkommen – unterdurchschnittliches verfügbares Einkommen aufweisen. Die erste Gruppe gehört demzufolge per Saldo zu den relativen Begünstigten des Umverteilungsprozesses, wohingegen die zweite Gruppe zu den relativen Lastenträgern zählt. Da eine solche Berechnung gewisse Unschärfen enthält, können die Klassengrenzen auch so gesetzt werden, dass Neutrale ausgewiesen werden, die sich um den Mittelwert herum gruppieren (95-105). Für die Gruppe der Begünstigten ergeben sich danach Werte von 105 und mehr; die relativen Lastenträger liegen dagegen unter 95 (Vgl. Seitz 2005, S. 12f.).

Armutsgefährdungsquote:

Die Armutsgefährdungsquote ist definiert als der Anteil der Personen mit einem verfügbaren Äquivalenzeinkommen unterhalb der Armutsgefährdungsschwelle, die bei 60% des nationalen verfügbaren Medianäquivalenzeinkommens liegt.

Zu beachten ist, dass mit diesem Indikator nicht der Wohlstand gemessen wird, sondern dass er vielmehr eine Maßzahl für ein aktuell geringes Einkommen (im Vergleich zu den übrigen Einwohnern desselben Landes) ist, das nicht zwangsläufig auf einen geringen Lebensstandard schließen lässt.

Das Aggregat für die EU ist ein nach der Bevölkerungszahl gewichteter Durchschnittswert der einzelstaatlichen Daten. Entsprechend den Beschlüssen des Europäischen Rates wird die Armutsgefährdungsquote im Verhältnis zur Situation in den einzelnen Ländern gemessen und nicht anhand eines einheitlichen Schwellenwertes, der für alle Länder gilt. Das Aggregat für die Großregion ist ein nach der Bevölkerungszahl gewichteter Durchschnittswert der einzelregionalen Daten.

Effets de la redistribution :

Rapport entre le revenu disponible et le revenu primaire. On obtient un quotient qui indique sommairement la part de ceux qui, au niveau régional, sont en valeur relative privilégiés (parts plus importantes) ou pénalisés (parts moins importantes) dans le processus de redistribution.

Il faut cependant tenir compte du fait que le montant du revenu primaire dépend, parallèlement à la structure et à la puissance économiques d'une région ou d'un territoire, bien entendu de la proportion de population active et de l'incidence des flux migratoires. Par ailleurs, l'étendue de la redistribution, c.-à-d. la portée variable des transferts versés ou perçus, repose sans doute en partie sur les différences dans la structure d'âge de la population et la structure des ménages.

Si, pour une analyse régionale à une échelle géographique plus réduite, on considère que la moyenne nationale respective représente la nouvelle moyenne (100), les entités territoriales dont la valeur est supérieure à 100 bénéficient – par rapport au revenu primaire – d'un revenu disponible supérieur à la moyenne, les entités territoriales ayant moins de 100 – une fois encore par rapport au revenu primaire –, d'un revenu disponible inférieur à la moyenne. Au final, le premier groupe fait donc partie, en valeur relative, des privilégiés du système de redistribution, le second, des pénalisés, en valeur relative. Etant donné qu'un tel calcul comporte certaines imprécisions, un troisième groupe, celui des intermédiaires, avoisinant la moyenne (95-105), a été défini. Pour le groupe des privilégiés, on obtient donc des valeurs de 105 et davantage ; les pénalisés, en valeur relative, se situent en revanche sous la barre des 95 (voir Seitz 2005, p. 12f.).

Taux de risque de pauvreté :

Le taux de risque de pauvreté est défini comme la part des personnes ayant un revenu disponible équivalent inférieur au seuil de risque de pauvreté, fixé à 60 % du revenu disponible équivalent médian national.

Il est à noter qu'il ne s'agit pas d'un indicateur de richesse. Il a bien davantage vocation à offrir un point de comparaison avec un revenu actuellement bas (par rapport aux autres habitants du même pays) et n'implique pas forcément un niveau de vie inférieur.

Le résultat pour l'UE est une valeur moyenne, pondérée d'après les chiffres de la population, des données des différents Etats. Conformément aux décisions du Conseil européen, le taux de risque de pauvreté se mesure en fonction de la situation des pays respectifs et non au moyen d'une valeur seuil unique applicable à tous les pays. La valeur grande-régionale est une valeur moyenne des données des différentes régions, pondérée d'après les chiffre de la population.

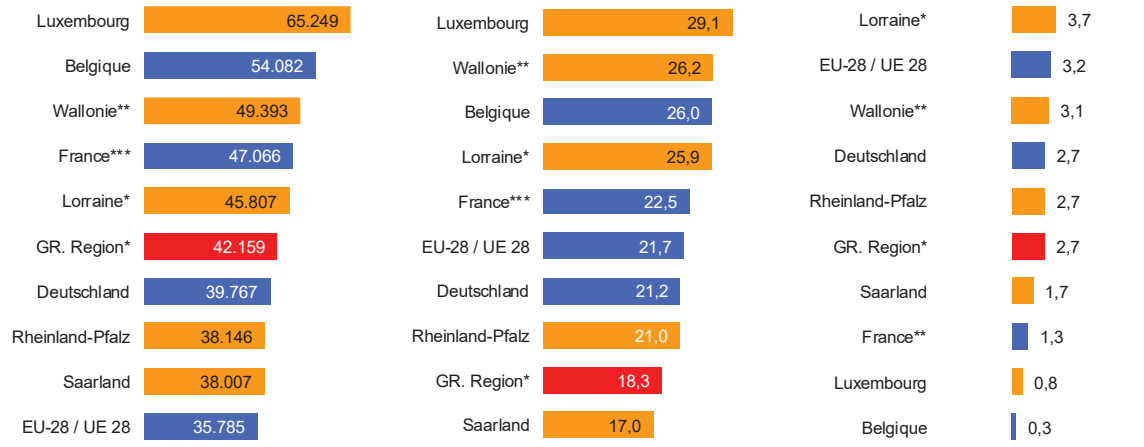
Quellen / Sources :

Primäreinkommen und verfügbares Haushaltseinkomen / Revenu primaire et Revenu disponible des ménages privés :
Eurostat plus eigene Ergänzungen / Eurostat et chiffres complétés par nos soins

Armutsgefährdungsquote / Taux de risque de pauvreté :
Deutschland, Saarland, Rheinland-Pfalz: Mikrozensus
France, Lorraine: Insee, Revenus disponibles localisés
Wallonie: SPF Économie
Luxembourg : STATEC
EU / UE : Eurostat

5.2 Arbeits- und Kapitaleinkommen / Revenus du travail et du capital

Arbeitnehmerentgelt (Wirtschaftszweige insgesamt) 2015 / Rémunération des salariés (toutes les branches économiques) 2015



** GR. Region + Lorraine: 2012 / 2005-2015 / 2011-2012*

*** Wallonie: 2013 / 2005-2013 / 2012-2013*
****France : 2014 / 2005-2014 / 2013-2014*

Berechnungen : IBA / Calculs : OIE

Große interregionale Entgeltunterschiede

Das Arbeitnehmerentgelt lag im Jahr 2012 in der Großregion bei durchschnittlich 42.159 Euro pro Kopf – mehr als im europäischen Durchschnitt (35.785 Euro je Arbeitnehmer) 2015. Auf Ebene der Teilregionen erzielten die in Luxemburg beschäftigten Arbeitnehmerinnen und Arbeitnehmer mit durchschnittlich 65.249 Euro pro Kopf weit überdurchschnittliche Werte, und zwar im interregionalen wie europäischen Vergleich. Über dem Mittel der Großregion bewegten sich ebenso die Wallonie; Lothringen lag knapp darunter. Merklich weniger erhielten demgegenüber die Beschäftigten in Rheinland-Pfalz und im Saarland mit einem Pro-Kopf-Entgelt in Höhe von etwas über durchschnittlich 38.000 Euro (2015). Sowohl in den deutschen Bundesländern als auch in der belgischen Region und in Lothringen lagen die Arbeitnehmerentgelte unter dem jeweiligen nationalen Durchschnitt. Die deutlichen Differenzen erklären sich dabei zu einem großen Teil aus den regionalen Unterschieden der Wirtschafts- und Beschäftigungsstruktur.

Von 2005 bis 2012 stiegen die Arbeitseinkommen der Beschäftigten in der Großregion nominal um 18,3% bzw. 6.523 Euro pro Kopf. Eine sehr gebremste Entwicklungsdynamik zeigten die beiden Bundesländer des Kooperationsraums. Das Plus fiel bei dem großregionalen Spitzenreiter Luxemburg fast zweimal so hoch aus wie beim Schlusslicht Saarland. Zusätzlich war an der Saar wie in Rheinland-Pfalz der Anstieg im langfristigen Betrachtungszeitraum niedriger als im Bundesdurchschnitt. Auch Lothringen und die Wallonie blieben hier hinter ihren jeweiligen nationalen Durchschnittswerten zurück.

Des écarts importants dans les rémunérations des salariés

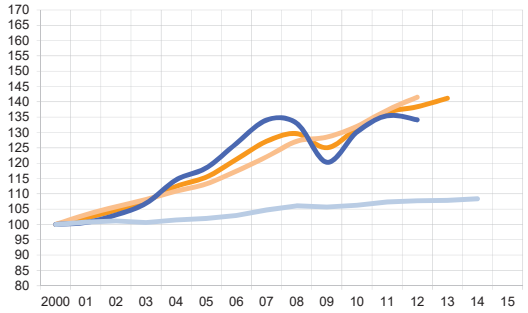
En 2012 les rémunérations perçues par les salariés dans la Grande Région s'élèvent en moyenne à 42 159 euros par tête – une valeur supérieure à la moyenne européenne (35 785 euros) de 2015. Dans les composantes régionales, les salariés employés au Luxembourg gagnent en moyenne 65 249 euros par tête, un niveau largement supérieur aux valeurs interrégionales et européennes. La Wallonie enregistre également des rémunérations supérieures à la moyenne grand-régionale, suivie de la Lorraine. En revanche, les salariés rhéno-palatins et sarrois perçoivent une rémunération par tête de 38 000 euros (2015), soit nettement moins que dans les autres régions. Dans les régions allemandes, en Wallonie et en Lorraine, les rémunérations salariales restent en deçà de leur moyenne nationale respective. Les disparités importantes s'expliquent en grande partie par des différences au niveau de la structure économique et de la structure de l'emploi.

Entre 2005 et 2012, les rémunérations nominales par salarié augmentent de 18,3 %, soit de quelques 6 523 euros par tête dans la Grande Région. En revanche, les deux régions allemandes de l'espace de coopération font apparaître une dynamique très ralentie. Le Luxembourg que l'on retrouve au premier rang, enregistre une évolution presque deux fois plus importante à celle de la Sarre qui se place en dernière position. Par ailleurs, la hausse en Sarre et en Rhénanie-Palatinat est restée bien inférieure à celle enregistrée au niveau fédéral sur la période considérée. La Lorraine et la Wallonie restent également en deçà des moyennes nationales.

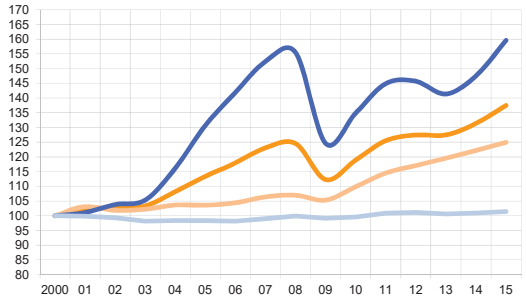
Entwicklung von Arbeitnehmerbeschäftigung, Bruttowertschöpfung, Arbeitnehmerentgelten und Unternehmensgewinnen / Evolution de l'emploi salarié, de la valeur ajoutée brute, des rémunérations salariales et des bénéfices des entreprises

2000 = 100%

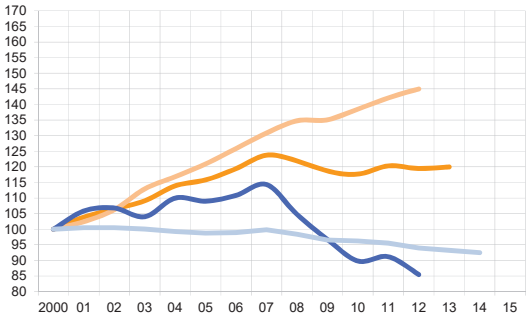
GR. REGION



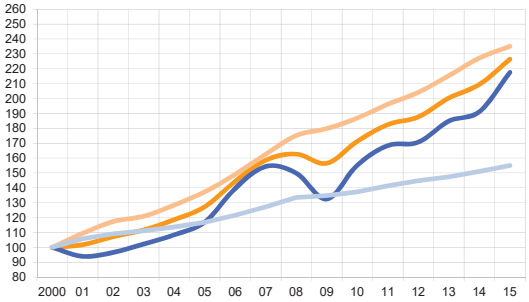
Saarland



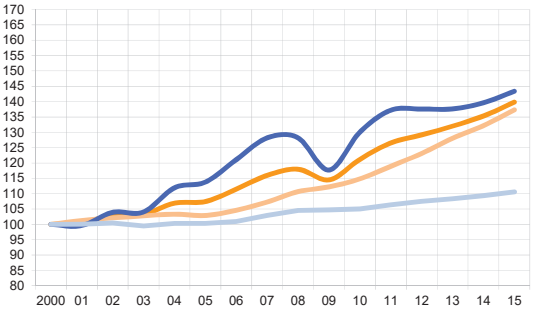
Lorraine



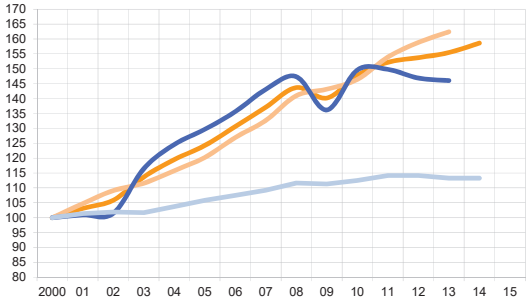
Luxembourg



Rheinland-Pfalz



Wallonie



Bruttowertschöpfung / Valeur ajoutée brute

Bruttobetriebsüberschuss / Bénéfices des entreprises

Arbeitnehmerentgelte / Rémunérations salariales

Arbeitnehmerbeschäftigung / Emploi salarié

Methodische Anmerkung Bruttobetriebsüberschuss: vereinfachte Betrachtung als Differenz aus Bruttowertschöpfung und Arbeitnehmerentgelt /

Remarque méthodologique sur les bénéfices des entreprises : approche simplifiée = différence entre la valeur ajoutée brute et les rémunérations salariales

Berechnungen : IBA / Calculs : OIE

Entwicklung der Produktionsfaktoren Arbeit und Kapital im Vergleich

Die großregionale Wirtschaft erzielte im Jahr 2012 eine nominale Bruttowertschöpfung (BWS) von gut 309 Mrd. Euro. Die Wertschöpfung entspricht den in einer Volkswirtschaft insgesamt entstandenen Einkomme aus Arbeit und Kapital (sowie Boden). Auf Ebene der Regionen steht aufgrund der eingeschränkten Datenlage lediglich vergleichbare Informationen zur Bruttowertschöpfung und den Arbeitnehmerentgelten – also der Wertschöpfungsbeitrag des Produktionsfaktors Arbeit – zur Verfügung.

In einer sehr vereinfachenden Betrachtungsweise lässt sich als Restgröße aus der Differenz von Bruttowertschöpfung und Arbeitnehmerentgelt für den Produktionsfaktor Kapital lediglich der Bruttobetriebsüberschuss darstellen – d.h., Abschreibungen sowie Produktions- und Importabgaben sind in diesem Wert enthalten. Diese machen rund 40% des Bruttobetriebsüberschusses aus. Somit liegt der Anteil der Unternehmenseinkommen bei ca. 60% von der Restgröße aus BWS und Arbeitnehmerentgelt.

Bezogen auf die BWS entfielen im Jahr 2012 rund 41% auf die Bruttobetriebsüberschüsse und 59% auf den Produktionsfaktor Arbeit. Ein Jahr zuvor lagen die entsprechenden Anteile noch bei 42% bzw. 58%. In der Gegenüberstellung der nominalen Entwicklung von Bruttowertschöpfung, Arbeitnehmerentgelt und Bruttobetriebsüberschuss seit 2000 zeigt sich für die Großregion, dass der Produktionsfaktor Arbeit auch mittelfristig stärker von Wirtschaftswachstum und Produktivitätsfortschritt profitieren konnte: Im Jahresvergleich 2012 gegenüber 2000 nahm die Bruttowertschöpfung um 38,4% zu. Im gleichen Zeitraum war beim Bruttobetriebsüberschuss in der Summe ein Plus von 34,1% zu verzeichnen, während sich parallel die Arbeitnehmerentgelte mit einem Zuwachs von 41,5% stärker erhöhten.

Zurückzuführen ist dies insbesondere auf die Entwicklungen im Zuge der Finanzkrise 2008/2009: Während die Arbeitnehmerentgelte in der Großregion im Jahr 2009 noch um insgesamt 1,1% zulegten, schrumpfte der Bruttobetriebsüberschuss um 9,6%. Die Krise hat somit die Unternehmen wesentlich stärker getroffen als die Beschäftigten. Bis zur Krise 2009 war hingegen betriebliche Geschäftstätigkeit stärker vom Wirtschaftswachstum begünstigt: Von 2002 bis 2007/2008 verzeichneten die Bruttobetriebsüberschüsse ein deutlich stärkeres Wachstum als die Arbeitnehmerentgelte und sind in der Folge zunehmend auseinander gedriftet – besonders deutlich im Saarland zu beobachten. Im Jahr 2012 entwickelten sich die Bruttobetriebsüberschüsse infolge der Euro-Krise erneut negativ (-1,0%), während die Arbeitnehmerentgelte weiterhin zulegen konnten (+3,1%). Ein sinkender Wert für den Faktor Kapital kann viele Gründe haben und insbesondere auch auf ein schwaches Investitionsverhalten zurückzuführen sein.

Insgesamt wird deutlich, dass sich die betriebliche Geschäftstätigkeit wesentlich konjunktursensibler verhält als die Arbeitseinkommen. Die Investitionen reagieren sowohl im Falle des Auf- als auch des Abschwungs wesentlich sensibler als die Beschäftigung.

Evolution comparative des facteurs de production Travail et Capital

En 2012, l'économie de la Grande Région génère une valeur ajoutée brute nominale d'environ 309 milliards d'euros. La création de valeur correspond aux revenus générés du travail et du capital d'une économie nationale (ainsi que le sol). A l'échelle régionale, en raison de l'existence limitée de données, uniquement des informations comparables concernant la valeur ajoutée et les rémunérations salariales – c'est-à-dire la contribution à la valeur ajoutée du facteur travail - sont disponibles.

De façon très simplifiée, de la différence entre la valeur ajoutée et la rémunération salariale se déduit pour le facteur de production capital seulement l'excédent brut d'exploitation - c'est-à-dire, que les amortissements ainsi que les impôts sur la production et les importations sont compris dans cet indicateur. Ces derniers composent environ 40% de l'excédent brut d'exploitation. De cette façon, la part du revenu des entreprises représente environ 60% de la différence entre la valeur ajoutée et la rémunération salariale.

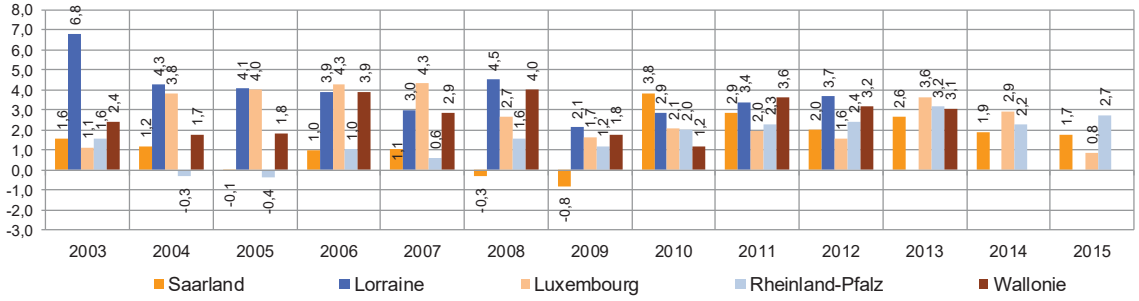
En ce qui concerne la valeur ajoutée, elle est à attribué en 2012 à hauteur de 41% au facteur de production capital et à 59% au facteur de production travail. Une année plus tôt, ces valeurs étaient respectivement de 42% et 58%. La comparaison de l'évolution nominale de la valeur ajoutée brute, la rémunération des salariés et du bénéfice brut d'exploitation depuis 2000 montre pour la Grande Région, que le facteur de production travail a davantage profité de la croissance économique et l'augmentation de productivité que le facteur de production capital : entre 2000 et 2012, la valeur ajoutée brute a augmenté de 38,4%. Sur la même période le bénéfice brut d'exploitation a enregistré une hausse de 34,1%, pendant que parallèlement les rémunérations salariales se sont accrut fortement de 41,5%.

Ceci est à attribuer particulièrement à l'évolution au cours de la crise financière 200872009 : tandis que les rémunérations salariales en Grande Région augmentaient globalement en 2009 de encore 1,1%, le bénéfice brut d'exploitation baissait de 9,6%. La crise a de ce fait plus fortement les entreprises que les salariés. En revanche, jusqu'à la crise de 2009, la croissance économique a été plus fortement profitable aux activités d'exploitation : de 2002 à 2007/2008, les bénéfices bruts d'exploitation enregistrent une nette croissance, plus forte que les rémunérations salariales et ont par la suite continuellement évolué en sens contraire – c'est particulièrement observable en Sarre. En 2012, les excédents d'exploitation se sont développés à la suite de la crise de l'Euro à nouveau négativement (-1,0%), pendant que les rémunérations salariales ont continué d'augmenter (+3,1%). Une valeur en baisse pour le facteur capital peut avoir moult raisons et aussi particulièrement être attribué à un faible investissement.

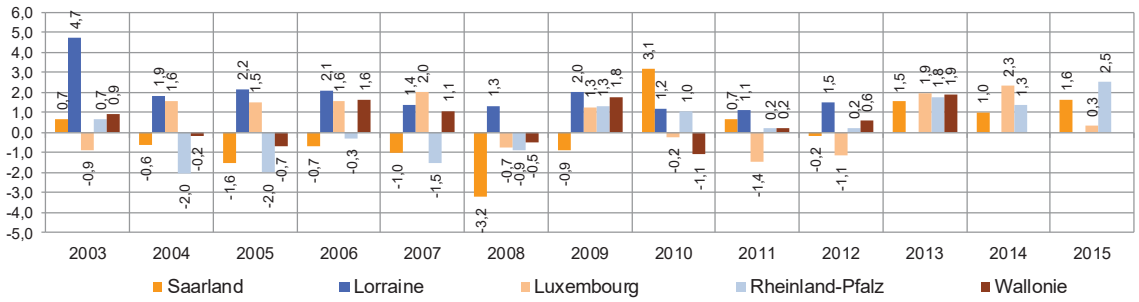
D'une manière générale, les activités d'exploitation sont nettement plus sensibles aux phénomènes conjoncturels que les revenus du travail. Les investissements réagissent, que ce soit dans un cas de ralentissement comme de reprise, de manière plus sensible que l'emploi.

Entwicklung der Nominal- und Reallöhne in der Großregion / Evolution des salaires nominaux et réels dans la Grande Région

Nominallöhne, Veränderung gegenüber dem Vorjahr in % /
Salaires nominaux, variation par rapport à l'année précédente en %



Reallöhne, Veränderung gegenüber dem Vorjahr in % /
Salaires réels, variation par rapport à l'année précédente en %



Berechnungen : IBA / Calculs : OIE

Nominal- und Reallöhne im Vergleich

Lohnerhöhungen führen nur dann zu einer Steigerung der Kaufkraft, wenn die Erhöhung der Nominallöhne größer ist, als der Anstieg der Verbraucherpreise. Von 2003 bis 2015 sind die Nominallöhne in Luxemburg um 2,7% gestiegen, in Rheinland-Pfalz um 1,6%, im Saarland um 1,4%. Für die Wallonie und Lothringen liegen Daten bis lediglich 2013 bzw. 2012 vor – bis dahin kam es zu einem Anstieg der Nominallöhne um 2,7% in der Wallonie und um 3,7% in Lothringen.

Die um die Preisveränderung bereinigte Darstellung zeigt, dass die jahresdurchschnittliche Entwicklung der Löhne auch real in allen Teilgebieten positiv verlief, in den deutschen Regionen aber weniger deutlich. Zurückzuführen ist die überschaubare Entwicklung in den beiden deutschen Bundesländern überwiegend auf den Zeitraum 2004 bis 2008 als die Reallöhne aufgrund einer zurückhaltenden Lohnpolitik in Deutschland durchgehend gesunken sind. Seit 2013 ist wieder ein deutlicher Zuwachs der Reallöhne zu erkennen. Dies hängt zu einem damit zusammen, dass die Nominallöhne nach dem Krisenjahr 2009 wieder stärker angestiegen sind und somit ein Richtungswechsel in der deutschen Lohnpolitik zu erkennen ist; und zum anderen insbesondere damit, dass der Anstieg der Verbraucherpreise seit 2013 unterdurchschnittlich ausgefallen ist. Dies gilt vor allem für das Jahr 2015 als die Reallöhne in den deutschen Teilregionen nochmals deutlich zulegen konnten. Auch hat der seit Januar 2015 in Deutschland geltende Mindestlohn vermutlich zu der Steigerung der Löhne beigetragen.

Salaires nominaux comparés aux salaires réels

Les augmentations de salaires ne renforcent le pouvoir d'achat des salariés que si la hausse des salaires nominaux est supérieure à l'accroissement des prix à la consommation. Entre 2003 et 2015, les salaires nominaux augmentent de +2,7% au Luxembourg, de 1,6 % en Rhénanie-Palatinat et de 1,4 % en Sarre. Pour la Wallonie et la Lorraine, les données sont disponibles jusqu'à respectivement 2013 et 2012 – et jusque-là une augmentation des salaires nominaux est à observer, et ce de 2,7% pour la Wallonie et de 3,7% en Lorraine.

La représentation graphique des salaires corrigées des variations de prix montre qu'une variation annuelle positive dans chaque région, mais de façon moins évidente dans les composantes allemande. Cette évolution modeste dans les deux régions fédérales allemandes est à imputer principalement à la période 2004-2008, lorsque les salaires réels en raison d'une politique salariale modérée en Allemagne ont baissé de façon continue. Depuis 2013, les salaires réels ont augmenté de façon nette. Cela s'explique d'une part, par le fait que les salaires nominaux ont à nouveau fortement augmenté après la crise de 2009 et avec ceci il est à reconnaitre un changement de direction de la politique allemande ; d'autre part particulièrement par le fait que la hausse des prix à la consommation est restée inférieur à la moyenne depuis 2013. C'est le cas surtout pour l'année 2015 lorsque les salaires réels dans les composantes allemandes ont pu nettement progressé progressivement. Le salaire minimum en vigueur en Allemagne depuis janvier 2015 a probablement contribué à une augmentation des salaires.

Methodische Anmerkungen

Datengrundlage:

Die für das Kapitel 5.2 „Arbeits- und Kapitaleinkommen" verwendete Datengrundlage basiert im Wesentlichen auf den Informationen aus eigenen Recherchen über die regionalen und/oder nationalen Statistischen Ämter sowie von Eurostat.

Definitionen und methodische Hinweise:

Arbeitnehmerentgelt:

Das Arbeitnehmerentgelt umfasst sämtliche Geld- und Sachleistungen, die den Arbeitnehmern aus den Arbeits- oder Dienstverhältnissen zufließen. Es setzt sich zusammen aus den Bruttolöhnen sowie den tatsächlichen und unterstellten Sozialbeiträgen der Arbeitgeber.

Es ist zu beachten, dass die Höhe des Arbeitnehmerentgelts je Arbeitnehmer (Arbeitnehmer: siehe Kapitel 3.1) nicht nur von der jeweiligen Wirtschaftsstruktur, sondern auch von der Beschäftigtenstruktur abhängt. Der Anteil der Teilzeitbeschäftigten ist in den deutschen Regionen höher ausgeprägt. Daher fällt auch der Pro-Kopf-Wert tendenziell niedriger aus. Darüber hinaus muss berücksichtigt werden, dass das hier ausgewiesene Arbeitnehmerentgelt pro Kopf nicht identisch ist mit dem verfügbaren Nettoeinkommen, da in den einzelnen Ländern unterschiedlich hohe Steuern und Sozialabgaben auf Einkommen aus unselbstständiger Arbeit erhoben werden.

Bruttobetriebsüberschuss:

Die Einkommensrechnung der Volkswirtschaftlichen Gesamtrechnungen ist auf Ebene der Regionen – zumal in einem interregionalen Vergleich – nicht ausreichend differenziert, um separate Daten zur funktionalen Einkommensverteilung zwischen den Produktionsfaktoren Arbeit und Kapital zu erhalten. Alternativ kann jedoch in einer vereinfachten Betrachtungsweise über die Entstehungsseite der Volkswirtschaftlichen Gesamtrechnungen, d.h. die Berechnung der Bruttowertschöpfung (BWS: siehe Kapitel 2.1), versucht werden, sich dieser Frage zumindest anzunähern.

Allerdings stehen auf Ebene der Regionen aufgrund der eingeschränkten Datenlage lediglich vergleichbare Informationen zur Bruttowertschöpfung und den Arbeitnehmerentgelten – also der Wertschöpfungsbeitrag des Produktionsfaktors Arbeit – zur Verfügung.

Als Restgröße aus der Differenz von Bruttowertschöpfung und Arbeitnehmerentgelt lässt sich für den Produktionsfaktor Kapital lediglich der Bruttobetriebsüberschuss darstellen – d.h., Abschreibungen sowie Produktions- und Importabgaben sind in diesem Wert enthalten. Diese machen aber rund 40% des Bruttobetriebsüberschusses aus, so dass das Unternehmenseinkommen damit bei ca. 60% von der Restgröße aus BWS und Arbeitnehmerentgelt liegt.

Reallöhne:

Um die Preisveränderung bereinigten Nominallöhne. Die Darstellung im Bericht bezieht sich streng genommen nicht auf „Löhne", sondern auf die bereits zuvor verwendeten Daten zum Arbeitnehmerentgelt je Arbeitnehmer.

Remarques méthodologiques

Base de données :

Les données de base utilisées pour le chapitre 5.2 « Revenus du travail et du capital » s'appuient sur les informations des offices statistiques régionaux et/ou nationaux et Eurostat.

Définitions et précisions méthodologiques :

Rémunération des salariés :

La rémunération des salariés correspond au total des rémunérations en espèces ou en nature perçues dans le cadre d'un contrat de travail par des salariés employés sur un territoire économique donné. La rémunération des salariés est ventilée comme suit : traitements et salaires bruts et cotisations sociales effectives et imputées des employeurs.

Le niveau de rémunération des salariés (salariés : voir chapitre 3.1) ne dépend toutefois par seulement de la structure économique de la région, mais aussi de la structure de l'emploi. Le nombre d'emplois à temps partiel est globalement plus élevé en Rhénanie-Palatinat et en Sarre, de sorte que la valeur par tête a tendance à être plus basse. En outre, la rémunération par salarié indiquée ici n'est pas identique au revenu disponible, étant donné que les impôts et charges sociales perçus sur le revenu salarié varient selon les Etats.

Excédent brut d'exploitation :

Au niveau des régions, le calcul des revenus selon la comptabilité nationale n'est pas suffisamment différencié, a fortiori lorsqu'il s'agit d'une comparaison interrégionale, pour obtenir des données séparées permettant d'opérer une distinction fonctionnelle des revenus entre les facteurs de production travail et capital. Il est toutefois possible d'apporter une réponse au moins partielle à cette question à travers une analyse simplifiée effectuée au niveau de la comptabilité nationale, c'est-à-dire en calculant la valeur ajoutée brute (valeur ajoutée brute : voir chapitre 2.1).

A l'échelle régionale, en raison de l'existence limitée de données, uniquement des informations comparables concernant la valeur ajoutée et les rémunérations salariales – c'est-à-dire la contribution à la valeur ajoutée du facteur travail - sont disponibles.

De la différence entre la valeur ajoutée et la rémunération salariale se déduit pour le facteur de production capital seulement l'excédent brut d'exploitation - c'est-à-dire, que les amortissements ainsi que les impôts sur la production et les importations sont compris dans cet indicateur. Ces derniers composent environ 40% de l'excédent brut d'exploitation. De cette façon, la part du revenu des entreprises représente environ 60% de la différence entre la valeur ajoutée et la rémunération salariale.

Salaires réels :

Les salaires réels sont les salaires nominaux corrigés des variations de prix.

L'analyse du rapport ne porte pas strictement sur les « salaires », mais sur les données relatives aux rémunérations par salarié utilisées auparavant.

Quellen / Sources :

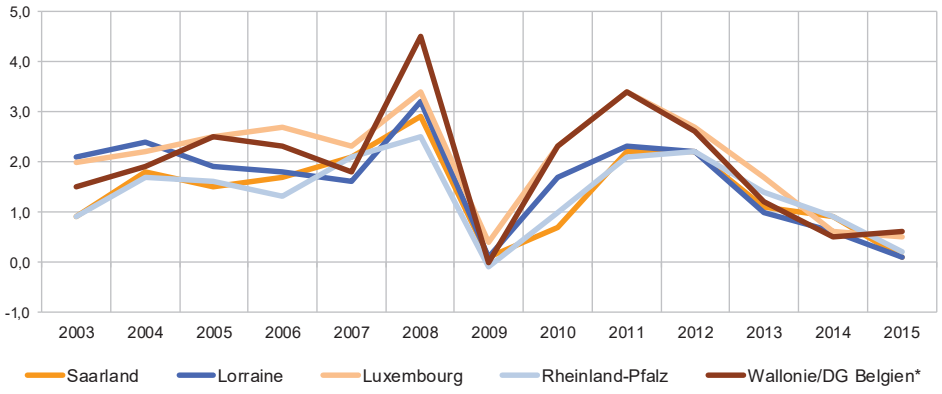
Deutschland, Saarland, Rheinland-Pfalz: Volkswirtschaftliche Gesamtrechnungen (2008 Bruch in Zeitreihe / Ruptures de série) sowie Erwerbstätigenrechnung des Bundes und der Länder
Lorraine: INSEE Estimations d'emploi; Eurostat; rupture de série 2007 / 2007 Bruch in Zeitreihe
Wallonie: ICN, Comptes régionaux; ruptures de série 2003 et 2005 / 2003 bzw. 2005 Bruch in Zeitreihe
EU / UE, Luxembourg, Belgique, France: Eurostat

5.3 Verbraucherpreisentwicklung / Evolution des prix à la consommation

Preisentwicklung 2001-2013 / Evolution des prix 2003-2015

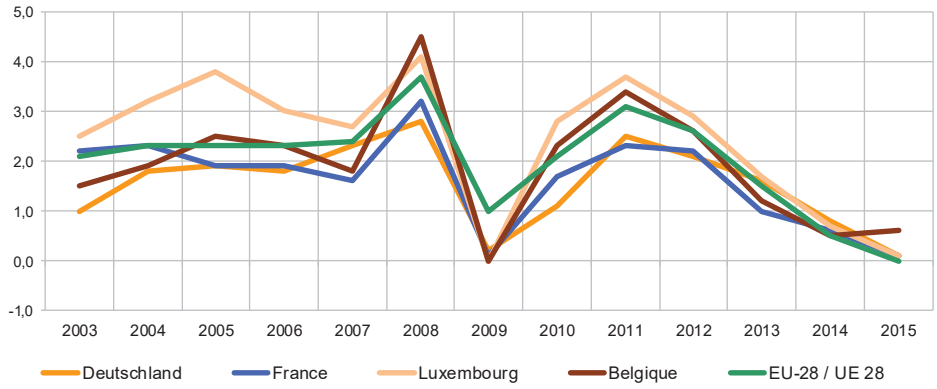
Preisentwicklung Gesamtlebenshaltung / Evolution des prix, coût global de la vie

Veränderung gegenüber dem Vorjahr in % / Variation par rapport à l'année précédente en %



Inflationsrate – Europäischer Vergleich der Harmonisierten Verbraucherpreisindizes (HVPI's) / Taux d'inflation – comparaison européenne des indices des prix à la consommation harmonisés (IPCH)

Jährliche Veränderungsrate des Jahresdurchschnitts in %/ Taux de variation de la moyenne annuelle en %



** Wallonie / DG Belgien: Nationaler Wert (Belgien) / Valeur nationale (Belgique)*

Berechnungen : IBA / Calculs : OIE

Verbraucherpreisentwicklung

Während sich die Preissteigerungen in den Jahren 2001 bis 2007 auf einem relativ gleichbleibenden Niveau bewegten, kam es in 2008 zu sprunghaften Preissteigerungen. Diese können vor allem auf Entwicklungen an den weltweiten Rohstoffmärkten zurückgeführt werden. Die Verbraucherpreise fanden im Jahr 2009 dann wieder auf ein Niveau zurück, das man als „einen normalen Wachstumspfad folgend" bezeichnen könnte. Auf die geringen Teuerungsraten 2009 folgte allerdings eine fast ebenso schnelle Rückkehr zum Vorkrisenniveau in 2010. Im Jahr 2011 steigerte sich das Preisniveau überdurchschnittlich, was sich 2012 – wenn auch etwas moderater – fortsetzte. Die Hauptursache für diese Preissteigerung waren die Energiepreise. Ab 2013 sanken die Preissteigerungen in allen Teilregionen und erreichten 2015 Werte zwischen +0,1% in Lothringen und im Saarland und +0,6% in Belgien.

Evolution des prix à la consommation

Les hausses des prix se maintiennent à un niveau relativement constant entre 2001 et 2007 ; à partir de 2008 toutefois, on observe des hausses brutales. Ces augmentations sont imputables en premier lieu à l'évolution sur les marchés mondiaux des matières premières. Dans le courant de l'année 2009, les prix à la consommation retrouvent un niveau que l'on pourrait considérer comme « suivant la courbe normale de la croissance ». Les faibles taux de progression des prix en 2009 sont cependant suivis en 2010 d'un retour presque aussi rapide au niveau de l'avant-crise. En 2011, le niveau des prix augmente considérablement, une évolution qui se poursuit en 2012 de manière plus modérée. Cette hausse des prix est principalement imputable aux prix de l'énergie. A partir de 2013, les taux d'inflation de toutes les composantes baissent à nouveau et atteignent en 2015 des valeurs comprises entre +0,1 % en Lorraine et en Sarre et +0,6 % en Belgique.

Methodische Anmerkungen

Datengrundlage:

Die für das Kapitel 5.3 „Verbraucherpreisentwicklung" verwendete Datengrundlage basiert im Wesentlichen auf den Informationen der Statistischen Ämter der Großregion sowie Eurostat. Bestehende Datenlücken wurden dabei soweit als möglich durch das Bearbeiterteam geschlossen.

Definitionen und methodische Hinweise:

Verbraucherpreisindex:

Die Verbraucherpreisstatistik gibt Aufschluss über die durchschnittliche Preisentwicklung aller Waren und Dienstleistungen, die von privaten Haushalten für Konsumzwecke gekauft werden (Inflations- oder Teuerungsrate). Darüber hinaus ist sie für die Geldpolitik ebenso wie für die Tarifpolitik unverzichtbar.

Zur Messung der Teuerungsrate wird der „Verbraucherpreisindex" bestimmt, dem ein typischer – je nach Verbrauchsgewohnheiten national unterschiedlich gewichteter – Warenkorb zugrunde liegt, der alle relevanten Verbrauchsgüter und Dienstleistungen enthält, die ein durchschnittlicher Privathaushalt über das ganze Jahr gesehen einkauft. Berücksichtigt werden alle Ausgabengruppen, wie z.B. Mieten, Nahrungsmittel, Bekleidung, Kraftfahrzeuge oder Dienstleistungen wie Friseur, Reinigung und Reparaturen, wobei die Preisentwicklung der einzelnen Waren- und Produktgruppen entsprechend ihrem jeweiligen Anteil an den gesamten Konsumausgaben in den Gesamtindex eingeht.

Harmonisierten Verbraucherpreisindex (HVPI):

Zusätzlich zu den jeweils regionalen bzw. nationalen Indizes werden für Vergleiche auf europäischer Ebene so genannte Harmonisierte Verbraucherpreisindizes (HVPI) ausgewiesen. Sie werden nach harmonisierten Konzepten, Methoden und Verfahren. HVPI liefern so vergleichbare Inflationsdaten für die EU. Sie sind das offizielle Maß für die Verbraucherpreisinflation in Europa, das für die Geldpolitik ebenso verwendet wird wie zur Beurteilung der Inflationskonvergenz im Zusammenhang mit den Maastricht-Kriterien.

Für Luxemburg muss berücksichtig werde, dass der Treibstoffverbrauch durch den „Tanktourismus" weit über den der Bevölkerung entsprechenden Werten liegt. Deswegen wird zwischen einem nationalen Index (IPCN) und dem harmonisierten Index (IPCH) unterschieden. Der IPCN berücksichtigt alleine die Wohnbevölkerung, während sich im IPCH auch Pendler und Touristen befinden, die vor allem Benzin einkaufen. Im nationalen Verbraucherpreisindex, der auch als Basis für die automatische Lohnanpassung dient, wird somit der „Tanktourismus" aus der Inflationsrate heraus gerechnet, weshalb der IPCN einen flacheren Verlauf aufweist als der IPCH.

Remarques méthodologiques

Base de données :

Les données de base utilisées pour le chapitre 5.3 « Evolution des prix à la consommation » s'appuient sur les informations des offices statistiques de la Grande Région et Eurostat. Les données manquantes ont été rajoutées autant que possible et parfois complétées par des informations complémentaires.

Définitions et précisions méthodologiques :

Taux de progression des prix :

Le taux de progression des prix donne des informations sur l'évolution moyenne des prix de toutes les marchandises et services acquis par les ménages privés à des fins de consommation. En outre, il est indispensable en matière de politique à la fois monétaire et tarifaire.

Le taux de progression des prix est déterminé sur la base d'un « indice des prix à la consommation » pondéré à l'échelle nationale en fonction des habitudes de consommation. Cet indice se base sur un panier de références qui comprend l'ensemble des biens de consommation et des services acquis par un ménage privé moyen durant toute une année. Toutes les catégories de dépenses sont considérées, par ex. les loyers, les produits alimentaires, l'habillement, les transports ou les services tels que le coiffeur, le nettoyage et les réparations. L'indice d'ensemble tient compte de l'évolution des prix des différentes catégories de marchandises et de produits en fonction de la part qu'elles détiennent respectivement dans les dépenses de consommation.

Indices des prix à la consommation harmonisés (IPCH):

Des indices des prix à la consommation harmonisés (IPCH) sont définis en plus des indices régionaux et nationaux aux fins de comparaison au niveau européen. Ces indices sont établis selon des approches, méthodes et procédés harmonisés. Les IPCH fournissent ainsi des données comparables en matière d'inflation pour l'UE. Ils représentent l'indicateur officiel de l'inflation des prix à la consommation en Europe et sont utilisés pour la politique monétaire et l'évaluation de la convergence de l'inflation en liaison avec les critères de Maastricht.

Au Luxembourg, la consommation de carburant dépasse largement, du fait de la « course au carburant le moins cher », le niveau correspondant à la population. C'est pourquoi on distingue l'indice national (IPCN) de l'indice harmonisé (IPCH). L'IPCN tient uniquement compte de la population résidente, alors que l'IPCH englobe également les frontaliers et les touristes qui achètent principalement de l'essence. La « course au carburant le moins cher » est donc déduite du taux d'inflation dans le calcul de l'indice national des prix à la consommation qui sert également de base à l'indexation automatique des salaires. C'est la raison pour laquelle l'indice national présente une courbe plus plate que l'indice harmonisé.

Quellen / Sources :

Statistische Ämter der Großregion plus eigene Ergänzungen sowie Eurostat / Offices statistiques de la Grande Région, chiffres complétés par nos soins et Eurostat

Saarland, Rheinland-Pfalz: Statistik der Verbraucherpreise (Basis 2010) bzw. Statistisches Amt Saarland
Lorraine: INSEE, Indices harmonisés, Ensemble des ménages, Métropole + DOM (base 100 en 2015).
Wallonie, SPF Economie - Direction générale Statistique - Statistics Belgium - Indice des prix à la consommation harmonisé (IPCH), Belgique entière.
Luxembourg : STATEC (base 2005)
EU / UE, Belgique, Deutschland, France, Luxembourg: Eurostat

Bibliografie / Bibliographie

Europäische Kommission (2014): Bestandsaufnahme der Strategie Europa 2020 für intelligentes, nachhaltiges und integratives Wachstum, Brüssel, 05. März 2014.

Eurostat / European Commission (2015): Eurostat Regional Yearbook 2015, Luxembourg: Publications Office of the European Union.

IBA / OIE – Interregionale Arbeitsmarktbeobachtungsstelle (IBA) (2016): Die Arbeitsmarktsituation in der Großregion. Neunter Bericht der Interregionalen Arbeitsmarktbeobachtungsstelle an den 15. Gipfel der Exekutive der Großregion, Saarbrücken, (im Erscheinen) / Observatoire Interrégional du marché de l'Emploi (OIE) (2016): Situation du marché de l'emploi dans la Grande Région. Neuvième rapport de l'Observatoire Interrégional du marché de l'emploi pour le 15ième Sommet des Exécutifs de la Grande Région, Sarrebruck, (publication en cours).

Netzwerk der Fachinstitute der Interregionalen Arbeitsmarktbeobachtungsstelle (IBA) (2014): Bericht zur wirtschaftlichen und sozialen Lage der Großregion, Saarbrücken / Réseau des instituts spécialisés de l'Observatoire Interrégional du marché de l'emploi (OIE) (2014): Rapport sur la situation économique et sociale de la Grande Région, Sarrebruck.

Wille, C. (2012): Grenzgänger und Räume der Grenze. Raumkonstruktionen in der Großregion SaarLorLux. (Luxemburg-Studien / études luxembourgeoises, Bd. 1), Frankfurt/M.

WSR, Wirtschafts- und Sozialrat der deutschsprachigen Gemeinschaft Belgiens (2015): Wirtschafts- und Sozialbericht 2015. Eine Analyse des Wirtschafts-und Sozialrates der DG für die Jahre 2010-2014. In: POINTIERT! Veröffentlichungsreihe des Wirtschafts- und Sozialrates der DG, N°7 Juni 2015, Eupen

B – Thème phare :

L’industrie dans la Grande Région

Pour des raisons de meilleure lisibilité, il sera renoncé à l’emploi du genre féminin. L’emploi exclusif du genre masculin se réfère explicitement aux deux sexes.

Contenu

1. Introduction ..... - 86 -

1.1 Thème et problématiques ..... - 86 -

1.2 Remarques préliminaires sur la méthodologie ..... - 88 -

2. Situation globale en Grande Région ..... - 94 -

2.1 L'industrie de la Grande Région ..... - 94 -

2.2 Situation économique de l'industrie dans la Grande Région ..... - 95 -

2.3 Situation de l'emploi dans l'industrie de la Grande Région ..... - 99 -

3. Wallonie ..... - 103 -

3.1 Après la dominance du charbon, la Wallonie diversifie son industrie ..... - 103 -

3.2 Situation économique de l'industrie en Wallonie ..... - 104 -

3.3 Situation de l'emploi dans l'industrie en Wallonie ..... - 110 -

4. Communauté Germanophone de Belgique ..... - 114 -

4.1 Une situation géographique favorable au cœur du marché européen ... - 114 -

4.2 Situation économique de l'industrie en Communauté germanophone de Belgique ..... - 115 -

4.3 Situation de l'emploi dans l'industrie en Communauté germanophone de Belgique ..... - 118 -

5. Luxembourg ..... - 123 -

5.1 De l'essor de l'industrie sidérurgique à une volonté de diversification économique et industrielle ..... - 123 -

5.2 Situation économique de l'industrie au Luxembourg ..... - 125 -

5.3 Situation de l'emploi dans l'industrie au Luxembourg ..... - 129 -

6. La Sarre ..... - 136 -

6.1 L'évolution industrielle en Sarre : de l'industrie lourde à la diversité ..... - 136 -

6.2 Situation économique de l'industrie en Sarre ..... - 138 -

6.3 La situation de l'emploi dans l'industrie en Sarre ..... - 146 -

7. Lorraine ..... - 154 -

7.1 De la richesse des ressources minières à la reconversion industrielle .. - 154 -

7.2 Situation économique de l'industrie en Lorraine ..... - 156 -

7.3 La situation de l'emploi dans l'industrie en Lorraine ..... - 161 -

8. La Rhénanie-Palatinat ..... - 170 -

8.1 L'ancienne région agricole est aujourd'hui un important site industriel .. - 170 -

8.2 Situation économique de l'industrie en Rhénanie-Palatinat ..... - 172 -

8.3 Situation de l'emploi en Rhénanie-Palatinat ..... - 179 -

9. Les thèmes actuels dans l'industrie de la Grande Région : paroles d'experts - 188 -

9.1 Numérisation et mise en réseau dans l'industrie : facteurs d'implantation, conditions de travail et sécurité des données ..... - 188 -

9.2 Approvisionnement énergétique de l'industrie grande-régionale : changement climatique et compétitivité ..... - 193 -

9.3 Surcapacités mondiales et négociations des droits d'émissions : défis pour l'industrie sidérurgique grande-régionale 199

9.4 Liste des experts intérogés 204

10. Le dialogue social dans les pays de la Grande Région 205

10.1 Luxembourg 205

10.2 Allemagne 207

10.3 France 210

10.4 Belgique 212

10.5 La représentation des travailleurs au sein de l'entreprise dans la société européenne 214

Bibliographie 215

1. Introduction

1.1 Thème et problématiques

Le Comité économique et social de la Grande Région a défini comme thème-phare du présent rapport l'« industrie dans la Grande Région ». Les conclusions doivent notamment servir de base informative pour le laboratoire d'idées « Industry Booster Group », créé au début de sa présidence par Philippe Ledent, sur le thème de la politique industrielle dans la Grande Région

Alors que dans certaines régions d'Europe, des phases de désindustrialisation ont provoqué d'importants problèmes économiques, il est, depuis peu, à nouveau communément admis que l'industrie contribue de manière déterminante à la croissance économique durable et à l'emploi. En janvier 2014, la Commission européenne adoptait sa communication « Pour une renaissance industrielle européenne », incitant les Etats membres à reconnaître le rôle essentiel de l'industrie pour la croissance et l'emploi et à intégrer la question de la compétitivité de l'industrie comme mission transversale dans tous les secteurs de la politique. La politique industrielle européenne a comme objectif de mettre en place des conditions propices à la compétitivité des entreprises. A l'échelle européenne, il s'agira tout particulièrement d'adapter l'industrie aux changements structurels, d'encourager le développement des entreprises et les coopérations entre elles, ainsi que de favoriser une meilleure exploitation du potentiel industriel des politiques d'innovation, de recherche et de développement technologique.[1] L'objectif de la Commission européenne est d'augmenter la part de la production industrielle européenne dans la valeur ajoutée brute de l'UE pour atteindre 20 % avant 2020.[2]

Les partenaires sociaux de la Grande Région sont eux aussi conscients de l'importance d'un secteur industriel compétitif et tourné vers l'avenir. La mutation structurelle de ces dernières années, la croissance de la mondialisation et de la numérisation, une politique énergétique durable et – dans certaines régions – le recul de la population active constituent actuellement des enjeux majeurs non seulement pour les entreprises, mais également pour la politique et les partenaires sociaux. Dans ce contexte, le thème-phare du rapport 2015/16 du CESGR a pour vocation de mettre en lumière les priorités existantes dans les différentes composantes régionales ainsi que les forces et faiblesses, les chances et les risques qui y sont liés. En considérant la Grande Région dans sa globalité, les synergies existantes peuvent être employées à conforter le site économique grand-régional sur le long terme. L'analyse de l'Observatoire interrégional du marché de l'emploi permet, sur le fondement des chiffres disponibles les plus récents, d'avoir un aperçu de la situation de l'industrie dans les différentes composantes régionales et d'en montrer la place au sein de la Grande Région.

Les problématiques suivantes se dégagent de ces réflexions et servent de point de départ au présent rapport :

---

1 Cf. Parlement Européen : Principes généraux de la politique industrielle de l'Union européenne, 23/08/2016 http://www.europarl.europa.eu/aboutparliament/de/displayFtu.html?ftuId=FTU_5.9.1.html

2 Situation actuelle 2015 : industrie productrice hors construction 19,0 %, industrie manufacturière 15,6 % (source : Eurostat)

Chapitre 2 : Situation globale en Grande Région

- De quelle manière des régions marquées par l'industrie sidérurgique et houillère ainsi que par l'agriculture sont-elles devenues des sites industriels diversifiés ?
- Quelle est actuellement la situation de l'industrie dans la Grande Région ?
- Quelle est l'évolution de la valeur ajoutée industrielle ces dernières années ?
- Quelle est actuellement la situation de l'emploi dans l'industrie et quelle évolution observe-t-on sur le long terme ?

Chapitre 3 à 8 : L'industrie dans les différentes composantes régionales – un état des lieux

- Quelle est la situation historique dans les différentes régions ? Comment l'industrie s'est-elle développée jusqu'à aujourd'hui ?
- Quelles sont les grandes entreprises industrielles ?
- Quelle est la répartition de la valeur ajoutée dans les différents secteurs de l'industrie ?
- Quelle est la situation du commerce extérieur ?
- Quelle est situation au vu de la taille des entreprises ?
- Comment l'industrie a-t-elle évolué par rapport aux services ?
- Quelle est la situation de l'emploi dans les différents secteurs ?
- Quelle est la situation de la formation ?
- Quels métiers caractérisent l'emploi industriel ?
- Quelle est la situation du marché de l'emploi transfrontalier dans l'industrie manufacturière ?

Ces premiers chapitres présentent des indicateurs quantitatifs relatifs à la situation de l'économie et de l'emploi dans l'industrie. Ils sont suivis de deux chapitres plus qualitatifs rédigés sur la base d'entretiens d'experts et d'enquêtes :

Chapitre 9 : Aperçu des thèmes actuels de la politique industrielle dans la Grande Région

Le neuvième chapitre est consacré à des thèmes discutés actuellement au sein de la Grande Région concernant la situation industrielle : numérisation et mise en réseau, changement climatique et énergie ainsi que la situation de la sidérurgie. Parallèlement à l'exploitation d'ouvrages secondaires, ce chapitre a été rédigé sur la base d'entretiens avec des experts représentants du patronat et du salariat ainsi que de l'administration publique. L'objectif est de présenter les opportunités et les risques liés aux changements ainsi que les atouts de la Grande Région.

Chapitre 10 : Le dialogue social dans les pays de la Grande Région

Le dixième chapitre livre un aperçu du rôle des partenaires sociaux, de l'organisation des négociations collectives ainsi que de la représentation des salariés dans l'entreprise pour chaque région. Ces informations complémentaires figurent dans le rapport, puisque dans le cadre de l'industrialisation notamment, la nécessité d'associer les parties intéressées, aussi bien la par-

tie des salariés que de celle des employeurs s'est avéré être une nécessité. Pour les partenaires sociaux, il est par ailleurs important de connaître le cadre juridique dans lequel évoluent leurs collègues de la Grande Région afin de mener une coopération plus efficace encore.

1.2 Remarques préliminaires sur la méthodologie

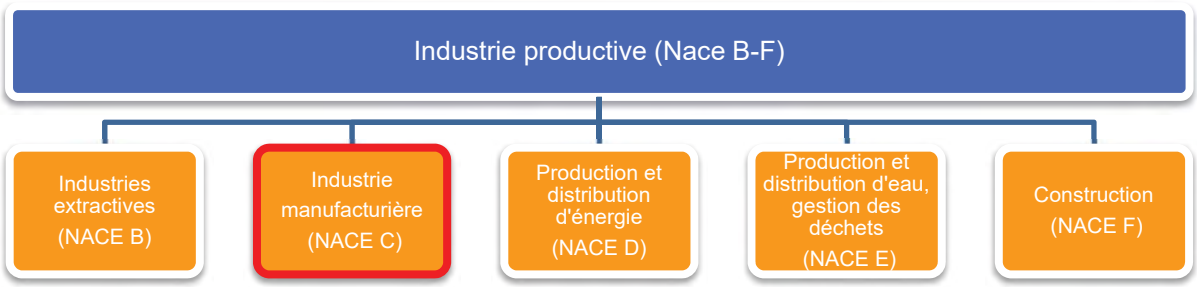
Définition de terme : « Industrie »

Le terme d'« industrie » est défini sur la base de la Nomenclature statistique des activités économiques dans la Communauté européenne (NACE) – Révision 2. Sur le fondement de cette nomenclature, les activités économiques des unités statistiques peuvent être évaluées de manière uniforme dans toutes les statistiques officielles.

Le secteur économique de l'« industrie productive » (NACE B-F) se subdivise en cinq sections. Ces cinq sections étant fortement imbriquées, la situation industrielle est souvent estimée à l'aune de l'industrie productive dans son ensemble.

Etant donné que l'industrie manufacturière (NACE C) représente, au regard de l'emploi et de la valeur ajoutée brute, le secteur économique le plus important, il a été décidé, dans le cadre du thème phare retenu, à savoir l'« industrie dans la Grande Région », de placer l'accent sur cette branche. Dans le présent rapport, les termes d'« industrie » et d'« industrie manufacturière » (NACE C) sont ainsi employés comme des synonymes.[3]

Illustration : L'industrie productive par secteurs économiques



Source des données de l'analyse grand-régionale

Pour mesurer l'**activité économique** de l'industrie de la Grande Région (chapitre 2), l'indice de référence est la valeur ajoutée brute des différentes composantes régionales. Le résultat grand-régional correspond à la moyenne pondérée de toutes les composantes de la Grande Région. Le terme de « valeur ajoutée brute » est expliqué en détail au chapitre 2.1 « Activité et structure économiques » du catalogue d'indicateurs. Les données chiffrées utilisées sont en majeure partie basées sur les informations des offices statistiques de la Grande Région ; le tableau ci-dessous donne un aperçu détaillé des sources pour les différentes composantes régionales.

[3] Pour la définition de l'ensemble de la classification NACE, se reporter au chapitre 2.1 « Activité et structure économiques » du catalogue d'indicateurs

Région	Base chiffrée concernant la valeur ajoutée brute
Sarre et Rhénanie-Palatinat	**VGRdL** (Volkwirtschaftliche Gesamtrechnung des Bundes und der Länder) • Statistiques économiques générales de l'Etat fédéral et des Länder[4] pour 2014
Lorraine	**INSEE** (Institut National de la Statistique et des Etudes Economiques) • « Comptes régionaux » pour 2013 sous une forme semi-définitive
Luxembourg	**STATEC** (Institut national de la statistique et des études économiques du Grand-Duché de Luxembourg) • « Comptes nationaux » pour 2014
Wallonie et CG de Belgique	**ICN** (Institut des Comptes Nationaux) • « Comptes régionaux » pour 2014

Les bases chiffrées des **indicateurs de l'emploi** au niveau grand-régional (chapitre 2) sont constituées des données relatives aux salariés sur le lieu de travail afin de disposer d'une valeur comparable. Le terme « salarié » est décrit en détail au chapitre 3.1 « Emploi » du catalogue d'indicateurs. Les chiffres utilisés se basent à la fois sur les informations des offices statistiques (Lorraine, Rhénanie-Palatinat et Sarre) et sur les données de la sécurité sociale (Wallonie et Luxembourg). Le tableau ci-dessous donne un aperçu détaillé des sources chiffrées dans les différentes composantes régionales.

Région	Base chiffrée concernant l'emploi
Sarre et Rhénanie-Palatinat	**ETR** (Erwerbstätigenrechnung des Bundes und der Länder – Chiffres de la population active de l'Etat fédéral et des Länder) • Chiffres au niveau national et régional pour 2014
Lorraine	**INSEE** (Institut National de la Statistique et des Etudes Economiques) • Estimations de l'emploi localisées pour 2014 sous forme provisoire
Luxembourg	**IGSS** (Inspection Générale de la Sécurité Sociale) • Chiffres de la sécurité sociale pour 2014
Wallonie et CG de Belgique	**ONSS** (Office National de Sécurité Sociale) • Chiffres de la sécurité sociale pour 2014

Base chiffrée, définitions et remarques méthodologiques pour les analyses régionales

Wallonie et Communauté germanophone de Belgique :

Les chiffres utilisés pour les chapitres 3 et 4 concernant l'industrie manufacturière en Wallonie et dans la Communauté germanophone de Belgique se basent, s'agissant des indicateurs économiques, principalement sur les informations de l'Institut des Comptes Nationaux (ICN)[5].

[4] Dans tous les pays de l'UE, les comptes nationaux sont établis selon les directives du « Système européen des comptes nationaux et régionaux » (SEC-REG 1995). Depuis septembre 2014, c'est le système SEC 2010 succédant au SEC 1995 qui est utilisé. Le SEC 2010 est une actualisation du SEC 1995 dont les fondements et principes généraux sont repris. Le SEC 2010 a toutefois été l'occasion d'introduire certains changements prenant en considération le nouveau contexte et la mutation économiques des vingt dernières années.

[5] Les informations sont disponibles sur le site de la Banque nationale de Belgique, www.nbb.be

L'introduction des codes NACE harmonisés à l'ICN provoque une interruption de la suite chronologique par secteurs économiques entre 2008 et 2009.

La **liste des principales entreprises** de Wallonie est basée sur les informations de l'Union Wallonne des Entreprises (UWE)[6]. Le tableau est basé sur les chiffres de l'emploi de 2013.

La **liste des principales entreprises** de la Communauté germanophone de Belgique est basée sur les informations du Comité économique et social de la Communauté germanophone (CES CG). Le tableau est basé sur les chiffres de l'emploi de 2014.

L'activité économique est mesurée d'après la **valeur ajoutée brute**. Les données chiffrées reposent sur les données des comptes nationaux selon la classification des activités économiques NACE-BEL 2008 correspondant à la nomenclature européenne NACE.

Les données chiffrées concernant les indicateurs relatifs à l'**emploi** sont basées sur les informations de l'Office National de la Sécurité Sociale (ONSS) traitées par l'Institut Wallon de l'Evaluation, de la Prospective et de la Statistique (IWEPS). Il s'agit de données concernant les salariés sur le lieu de travail au 30 juin de l'année 2014 par secteurs d'activité économique. Les chiffres de l'ONSS ont été préférés à ceux de l'ICN car ils permettent une répartition par sexe.

Les chiffres concernant les **apprentis** dans la Communauté germanophone de Belgique ont été fournis par l'Institut de Formation et de Perfectionnement dans les Classes moyennes et PME (Institut für Aus- und Weiterbildung im Mittelstand und in KMU – IAWM) de la Communauté germanophone de Belgique (jour de référence : 01/10/2014) et ont été mis à disposition par le CES CG.

Luxembourg :

Les chiffres utilisés pour le chapitre 5 concernant l'industrie manufacturière au Luxembourg se basent, s'agissant des indicateurs économiques, principalement sur les informations du STATEC, l'office statistique du Luxembourg.

La **liste des principales entreprises** du Luxembourg a été établie sur la base des informations du STATEC. Le tableau est basé sur les chiffres de l'emploi de janvier 2016.

L'activité économique est mesurée d'après la **valeur ajoutée brute**. Les données chiffrées reposent sur les données des comptes nationaux selon la classification des activités économiques NACE.

Les données chiffrées concernant les indicateurs relatifs à l'**emploi** sont basées sur les informations de l'Institut Général de la Sécurité Sociale du Luxembourg (IGSS) traitées par l'Administration de l'Emploi (ADEM). Il s'agit de données concernant les salariés au lieu de travail au

[6] Union Wallonne des Entreprises, 23/08/2016 www.uwe.be/economie

30 juin de l'année 2015. Les salariés par secteur d'activité économique ont par ailleurs été classés par nationalité.

Les chiffres concernant les **apprentis** ont été fournis par l'IGSS et ont pu être présentés par secteur d'activité économique et par sexe.

Lorraine :

Les chiffres utilisés pour le chapitre 7 concernant l'industrie manufacturière en Lorraine se basent, s'agissant des indicateurs économiques, en majeure partie sur les informations de l'Institut National de la Statistique et des Etudes Economiques (INSEE).

La **liste des principales entreprises** de Lorraine est basée sur les informations livrées par l'INSEE. Le tableau est basé sur les chiffres de l'emploi de 2013.

L'activité économique est mesurée d'après la **valeur ajoutée brute**. Les données chiffrées reposent sur les informations de l'INSEE. La ventilation par secteur est basée sur la classification économique française NAF rév. 2. La NAF rév. 2 (Nomenclature d'Activités Française) est directement emboîtée dans la NACE rév. 2.

Les indicateurs concernant le **commerce extérieur** en Lorraine ont été établis à l'aide de chiffres mis à disposition par la Direction générale des douanes et droits indirects[7]. La répartition des exportations par partenaires commerciaux intervient selon le pays de destination tel qu'il est indiqué au moment de l'exportation.

Les chiffres concernant les indicateurs de l'**emploi** se fondent sur les estimations de l'emploi localisées mises à disposition par l'INSEE. Il s'agit de données sur les salariés au lieu de travail au 31/12, avec statut provisoire pour 2014, selon la classification NAF rév. 2. La répartition par sexe et par profession repose sur les informations issues du recensement de 2012. Les enquêtes de recensement sont effectuées annuellement, les données chiffrées étant toujours basées sur les cinq dernières années.

Les chiffres concernant les **apprentis** se basent sur les enquêtes du SIFA (Système d'Information sur la Formation des Apprentis) pour 2015. Les indicateurs sont construits par activité économique, sexe et âge. La publication de ces chiffres se fait à l'automne, avec comme date de référence le 31/12 de l'année précédente. Ces données ont été mises à disposition par LORPM (Lorraine Parcours Métiers).

Sarre et Rhénanie-Palatinat :

Les chiffres utilisés pour les chapitres 6 et 8 concernant l'industrie manufacturière en Sarre ainsi qu'en Rhénanie-Palatinat se basent, s'agissant des indicateurs économiques, majoritairement sur les informations des offices statistiques de Sarre et de Rhénanie-Palatinat.

[7] Direction générale des douanes et droits indirects, 23/08/2016 http://lekiosque.finances.gouv.fr/portail_default.asp

La **liste des principales entreprises** a été fournie par la Chambre de commerce et d'industrie, Communauté de travail Rhénanie-Palatinat, ainsi que la Chambre de commerce et d'industrie de la Sarre. Le tableau se base sur les chiffres de l'emploi. Pour la Rhénanie-Palatinat, c'est la liste des principaux pourvoyeurs d'emplois (situation à l'automne 2014) établie par la Communauté de travail des CCI qui a été utilisée ; pour la Sarre, c'est, outre la liste de la CCI des 50 plus grandes entreprises industrielles sarroises (situation : juin 2016), la base de données de la CCI de la Sarre répartissant les entreprises de manière détaillée selon les secteurs d'activité économique qui a été utilisée.

L'activité économique est mesurée d'après la **valeur ajoutée brute**. Les données chiffrées viennent des comptes régionaux[8] et répartissent les secteurs économiques en 20 sections selon la classification WZ 2008 (sans la section U « Activités extra-territoriales »). Les données publiées annuellement prennent en considération, en 2015, les statistiques économiques générales de 2014 entièrement revues et corrigées.

L'analyse détaillée des secteurs économiques au sein de l'industrie manufacturière pour 2015 est basée sur les **chiffres d'affaires** fournis par la statistique publique. Dans la présentation par secteurs d'activité, les statistiques économiques générales pour la Rhénanie-Palatinat et la Sarre n'indiquent pas la valeur ajoutée brute à un niveau plus détaillé que celui de l'industrie manufacturière. Les indicateurs concernant les chiffres d'affaires (nationaux et étrangers) en Rhénanie-Palatinat et en Sarre reposent sur des informations fournies par les offices statistiques respectifs de Rhénanie-Palatinat et de Sarre. Les chiffres prennent en considération les entreprises employant 20 actifs et davantage.

Les chiffres concernant les indicateurs relatifs à l'**emploi** sont basés sur la statistique de l'emploi ainsi que sur des analyses spécifiques de l'Agence fédérale pour l'emploi. Il s'agit de données relatives aux salariés assujettis à l'assurance sociale obligatoire[9] au lieu de travail au 30/06 selon la classification WZ 2008 dans les sections, les divisions et, en partie également, les groupes économiques (p. ex. le groupe économique 782 « Mise à disposition de main-d'œuvre pour une durée déterminée »). La représentation des salariés assujettis à l'assurance sociale obligatoire est faite, outre par secteur d'activité économique, par sexe et catégories

---

8 Statistiques économiques générales des Länder – Produit intérieur brut, valeur ajoutée brute dans les Länder de la République fédérale d'Allemagne entre 1991 et 2015 ; série 1, volume 1

9 Sont notamment comptabilisés au nombre des salariés assujettis à l'assurance sociale obligatoire : les apprentis, les salariés en pré-retraite partielle (*Altersteilzeit*), les stagiaires, les étudiants-salariés, les personnes sous contrat de travail assujetti à l'assurance sociale obligatoire convoquées pour l'exercice de devoirs officiels (p. ex. période d'instruction militaire), les personnes handicapées travaillant dans des ateliers agréés ou des organismes similaires (depuis la modification intervenue en août 2014), les personnels des organismes d'aide à l'enfance et à la jeunesse, des organismes de formation professionnelle ou d'établissements similaires dédiées aux personnes handicapées (depuis la modification d'août 2014) ainsi que les personnes effectuant une année de volontariat social ou écologique ou un service militaire volontaire (depuis la modification d'août 2014). Ne font pas partie des salariés assujettis à l'assurance sociale obligatoire dans le cadre des statistiques sur l'emploi : les personnes exerçant une activité mineure, celles-ci n'étant en effet assujetties qu'à une cotisation forfaitaire à l'assurance sociale. Ne sont pas non plus pris en considération : les fonctionnaires, les travailleurs indépendants et les aides familiales, les soldats de métier ou engagés à court terme ainsi que les personnes effectuant leur service militaire ou civil (voir l'exception ci-dessus).

professionnelles. A titre complémentaire, il est fait état de la situation des apprentis et des navetteurs[10] originaires de France et travaillant en Rhénanie-Palatinat et en Sarre.

Les données chiffrées concernant l'analyse à long terme des actifs dans l'industrie manufacturière comparés au secteur des services reposent sur des informations fournies par le groupe de travail « Chiffres de la population active au niveau fédéral et régional » et sont basés sur la structure économique des sections de la classification WZ 2008.

[10] Dans les statistiques de l'emploi, les navetteurs correspondent à tous les salariés assujettis à l'assurance sociale obligatoire dont la commune de travail est différente de la commune de résidence. Qu'il y ait des déplacements entre le domicile et le lieu de travail et quelle en est la fréquence est sans importance. Les chiffres afférents sont mis à disposition annuellement, respectivement au 30/06. Les navetteurs entrants sont des personnes qui n'habitent pas dans leur commune de travail. Les navetteurs sortants sont des personnes qui ne travaillent pas dans leur commune de résidence. La commune de résidence peut également être située à l'étranger. Les navetteurs entrants en provenance de l'étranger peuvent ainsi être définis statistiquement. Ce n'est pas le cas des navetteurs sortants se rendant à l'étranger étant donné que les entreprises étrangères ne font aucune déclaration auprès de l'assurance sociale allemande.

2. Situation globale en Grande Région

2.1 L'industrie de la Grande Région

Dans la Grande Région, la dynamique économique s'articule autour d'un noyau central dépassant les frontières nationales : il s'étend en effet de Nancy à Arlon, en passant par Metz et Thionville, d'Esch-sur-Alzette à Echternach, en passant par Luxembourg-Ville, et de Trèves jusqu'en Sarre, terminant finalement la boucle à Forbach. Par ailleurs, deux très importants centres économiques se situent l'un dans l'est de la Rhénanie-Palatinat, le long de l'axe rhénan, l'autre dans le nord de la Wallonie, autour de Charleroi et de Liège.

Dans cet espace central se trouvent aussi les racines industrielles communes de la Grande Région : son industrie du charbon et de l'acier. L'idée, logique au plan économique, de développer une étroite coopération autour des matières premières complémentaires – le charbon en Sarre et le minerai de fer en Lorraine ainsi qu'au Luxembourg – a suscité bon nombre d'initiatives, tout particulièrement avant la Première Guerre mondiale. Une ligne ferroviaire de Thionville à Völklingen a ainsi permis d'établir une liaison directe entre les deux régions à partir de 1883. Les bouleversements territoriaux consécutifs à la Première Guerre mondiale ont toutefois mis un terme à ces rapprochements. Les liens économiques réactivés à la fin des années 1960 dans le cadre du « triangle sidérurgique et minier Saar-Lor-Lux » n'ont toutefois pu empêcher le déclin de ces secteurs dans toutes les régions à la suite de la crise de l'acier dans les années 1970.[11] A l'heure actuelle, la production d'acier, grâce à la présence du géant sidérurgique ArcelorMittal sur certains sites au Luxembourg, en Lorraine et en Wallonie ainsi qu'aux entreprises Saarstahl et Dillinger Hütte en Sarre, est toujours significative. Les mines de charbon ont en revanche toutes été fermées dans l'ensemble des composantes régionales.

Le paysage industriel est aujourd'hui plus diversifié : en Wallonie, les industries pharmaceutique – avec Glaxosmithkline (GSK), une grande entreprise britannique – et alimentaire occupent une place de premier ordre. Cette dernière branche est également importante en Lorraine. La région du nord-est de la France qui a perdu de nombreux emplois ces dernières années, notamment dans l'industrie, dispose toutefois encore d'une industrie automobile de poids avec Peugeot-Citroën et certains équipementiers. Au niveau grand-régional, c'est en Sarre que l'industrie occupe la place la plus importante dans l'économie. Le secteur de l'automobile y arrive d'ailleurs en tête. En Rhénanie-Palatinat, c'est l'industrie chimique, avec BASF qui emploie plus de 35 000 salariés à Ludwigshafen, qui domine. Au Luxembourg, l'industrie ne joue qu'un rôle secondaire. Il est toutefois à noter que la majorité des 30 000 salariés environ sont des frontaliers ; représentant près des deux tiers de la main-d'œuvre de l'industrie, leur pourcentage est, dans ce domaine, nettement plus élevé que dans les autres secteurs de l'économie (environ 45 % en moyenne). Dans la Communauté germanophone de Belgique, l'électronique occupe le premier rang, avec notamment le principal employeur de la Communauté germanophone, Kabelwerk Eupen.

[11] Wittenbrock, Rolf (2010) : Les débuts de la coopération transfrontalière dans la grande Région Saar-Lor-Lux (1962-1981). Dans : Wille, Christian (2012) : Grenzgänger und Räume der Grenze.

Nous allons à présent démontrer, au moyen d'indicateurs statistiques, la place de l'industrie dans l'économie et sa portée pour l'emploi dans la Grande Région et ses composantes. Parallèlement à la valeur ajoutée brute et la composition du salariat, des aspects tels que le chiffre d'affaires, le commerce extérieur, la structure des branches et le travail frontalier seront examinés.

2.2 Situation économique de l'industrie dans la Grande Région

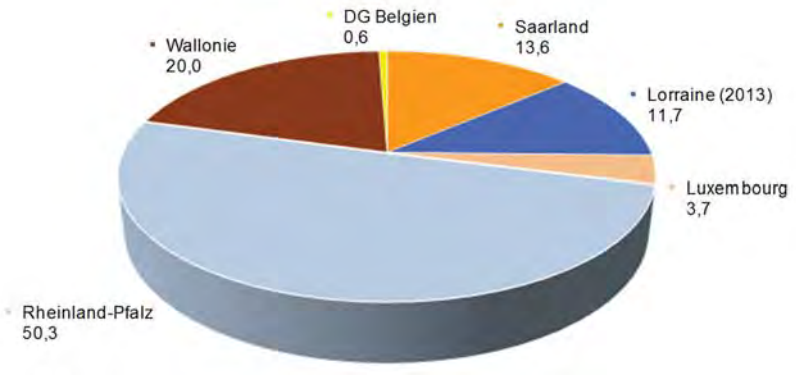
En 2014, l'industrie de la Grande Région a généré 57,6 milliards d'euros de valeur ajoutée brute. La répartition sur les différentes composantes régionales apparaît dans le graphique ci-dessous. On retiendra que plus de la moitié de la valeur ajoutée brute de l'industrie est due à la Rhénanie-Palatinat. La composante la plus peuplée de la Grande Région a en effet réalisé près de 29 milliards d'euros en 2014, en grande partie dans ses deux principaux secteurs d'activité, les industries chimique et automobile, traditionnellement grandes créatrices de richesses. L'industrie wallonne représente quant à elle 20 % du chiffre d'affaires. A population équivalente, la structure économique de la Wallonie est toutefois différente : la part de l'industrie dans la valeur ajoutée brute y est en effet nettement moins importante qu'en Rhénanie-Palatinat. Les deux principaux secteurs sont les industries pharmaceutique et alimentaire. Ils ont à eux deux généré près de 38 % des 12 milliards d'euros environ de valeur ajoutée brute de l'industrie wallonne en 2014.

Suivent ensuite les régions traditionnellement minières et sidérurgiques, la Sarre et la Lorraine, avec des parts de 13,7 % (Sarre en 2014) et de 11,7 % (Lorraine en 2013) de la valeur ajoutée brute industrielle de la Grande Région. Contrairement à la Sarre, une désindustrialisation s'observe ces dernières années en Lorraine. En 2013, la valeur ajoutée industrielle y atteignait encore 6,8 milliards d'euros, contre 7,8 milliards d'euros (2014) en Sarre, pourtant moins peuplée.

Au Luxembourg, l'industrie occupe une place beaucoup moins importante. La part du Grand-Duché dans la valeur ajoutée brute totale industrielle de la Grande Région ne représente que 3,7 %, soit 2,1 milliards d'euros. Proportionnellement, le poids de l'industrie dans la Communauté germanophone de Belgique est plus important : en 2014, la région, avec plus de 76 300 habitants, a généré près de 346 millions d'euros de valeur ajoutée brute dans l'industrie manufacturière. Sa part dans la valeur ajoutée brute industrielle de la Grande Région s'établit ainsi à 0,6 %.

Part des régions dans la valeur ajoutée brute de l'industrie manufacturière de la Grande Région en 2014

en %



Calculs : OIE

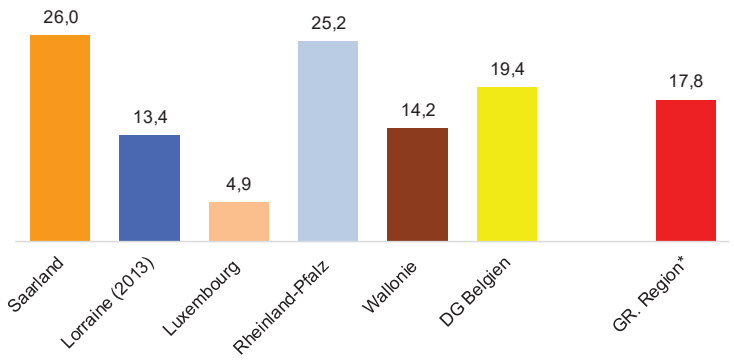
Sources : SL et RLP : Statistiques économiques générales des Länder, LOR : INSEE (chiffres 2013 semi-définitifs), LUX : STATEC Comptes nationaux, WAL/CG : ICN Comptes régionaux
* Estimation sur la base de chiffres LOR 2013

Place de l'industrie dans la Grande Région : des données différenciées

En 2014, l'industrie manufacturière a généré environ 18 % de la valeur ajoutée brute totale de la Grande Région. L'industrie occupe une place importante dans les composantes régionales allemandes, la Rhénanie-Palatinat et la Sarre : l'industrie manufacturière y génère en effet plus d'un quart de la valeur ajoutée. Dans la Communauté germanophone de Belgique, la contribution de l'industrie à la valeur ajoutée brute s'établit à 20 %. Les chiffres des composantes régionales lorraine et wallonne sont comparables, mais se situent à un niveau très bas (13 % pour la Lorraine en 2013 et 14 % pour la Wallonie en 2014). La part de seulement 5 % de l'industrie dans la valeur ajoutée brute du Grand-Duché indique clairement que l'industrie manufacturière n'occupe qu'une place limitée dans l'économie du Luxembourg. En 2014, l'industrie luxembourgeoise a généré plus de 2,1 milliards d'euros avec, aux premiers rangs, la fabrication de produits en caoutchouc et en verre ainsi que les activités électroniques/électriques.

Part de l'industrie manufacturière dans la création de valeur ajoutée brute dans la Grande Région en 2013/14

Part de la valeur ajoutée brute des différentes composantes régionales (en %)



Calculs : OIE

Sources : SL et RLP : Statistiques économiques générales des Länder, LOR : INSEE (chiffres 2013 semi-définitifs), LUX : STATEC Comptes nationaux, WAL/CG : ICN Comptes régionaux
** Estimation sur la base de chiffres LOR 2013*

La situation de l'industrie s'est stabilisée dans la Grande Région

Dans la **Grande Région**, la valeur ajoutée brute du secteur de l'industrie manufacturière a progressé de 17 % durant ces onze dernières années. La baisse la plus notable a été provoquée par la crise de 2009 : après un recul de 8,8 milliards d'euros (15,3 %) par rapport à 2008, la situation s'est toutefois rapidement redressée avec une hausse de 12 % l'année suivante. Depuis lors, l'industrie de la Grande Région (hormis une légère diminution en 2013) a connu une croissance constante, si bien que l'année 2014 a de nouveau été clôturée avec un résultat identique à son niveau d'avant la crise, soit 57,6 milliards d'euros, dans l'industrie manufacturière.

Avec une hausse de 36 %, la **Sarre** a enregistré la croissance industrielle la plus forte durant la période étudiée. On notera tout particulièrement l'augmentation substantielle dans les années précédant la crise jusqu'en 2007/08. La chute de plus de 30 % en l'espace d'une année en raison de la crise économique et financière mondiale a été d'autant plus brutale. Un redressement a toutefois rapidement suivi avec une hausse de 17 % jusqu'en 2012. Après une baisse de 8 % en 2013, l'industrie sarroise semble s'être à nouveau stabilisée avec une valeur ajoutée de 7,8 milliards d'euros en 2014.

La situation est comparable en **Rhénanie-Palatinat**, toutefois sans la hausse notable des années ayant précédé 2008 et, par conséquent, avec des variations moins marquées. Enregistrant une hausse de 26 % jusqu'en 2014, l'industrie rhénane-palatine a elle aussi très rapidement retrouvé un niveau élevé après la crise. Avec une valeur ajoutée industrielle de près de 30 milliards d'euros en 2014, elle a même très largement dépassé son résultat d'avant la crise.

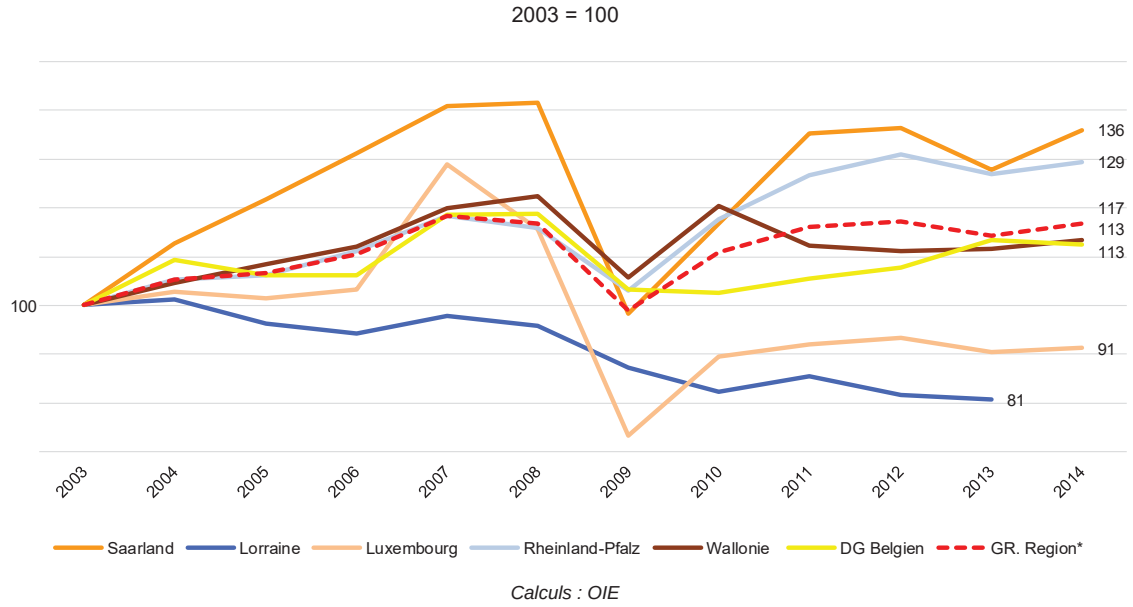
En **Wallonie**, l'industrie manufacturière a vu sa valeur ajoutée brute nettement progresser jusqu'en 2008. Après l'effondrement de 16 % durant l'année de crise qui a suivi, le secteur s'était est à nouveau totalement rétabli en 2010. Pourtant, cette hausse n'a pas été durable et une nouvelle baisse est survenue dès 2011. Depuis, la situation peut être considérée comme étant relativement stable. L'industrie wallonne a clôturé 2014 avec une valeur ajoutée brute de 11,9 milliards d'euros, soit 13 % de plus qu'en 2003. La progression dans la **Communauté germanophone de Belgique** a été d'un niveau comparable en 2014. La reprise qui s'y est amorcée en 2010 déjà est certes lente, mais constante. Cette composante régionale a fait état de 346 millions d'euros de valeur ajoutée industrielle en 2014.

En 2009, l'année de la crise économique mondiale, le **Luxembourg** a accusé une baisse dans des proportions identiques à celle de la Sarre ; l'industrie luxembourgeoise avait cependant déjà atteint un niveau record en 2007 et une première chute (-14 %) était intervenue dès 2008. S'est ensuite produit l'effondrement de plus de 36 % dû à la crise en 2009. Le niveau est depuis tout à fait stable. En dépit du redressement observé après la crise, l'industrie luxembourgeoise n'est plus parvenue à réitérer sa performance de 2003 : la valeur ajoutée brute a subi une baisse de 9 %, soit 2,1 milliards d'euros.

L'analyse de l'évolution à long terme en **Lorraine** indique que cette région a connu une évolution différente : en effet, la désindustrialisation y a été menée plus tôt déjà, indépendamment de la crise. En l'espace de dix ans, la valeur ajoutée brute a diminué d'un cinquième, la baisse

étant tout à fait progressive. Deux petites exceptions toutefois : les légères hausses observées en 2007 (+4 %) et en 2011 (+3 %). En 2013, l'industrie lorraine a généré une valeur ajoutée brute de 6,8 milliards d'euros.

Evolution de la valeur ajoutée brute dans l'industrie manufacturière en Grande Région entre 2003 et 2013/14



Calculs : OIE

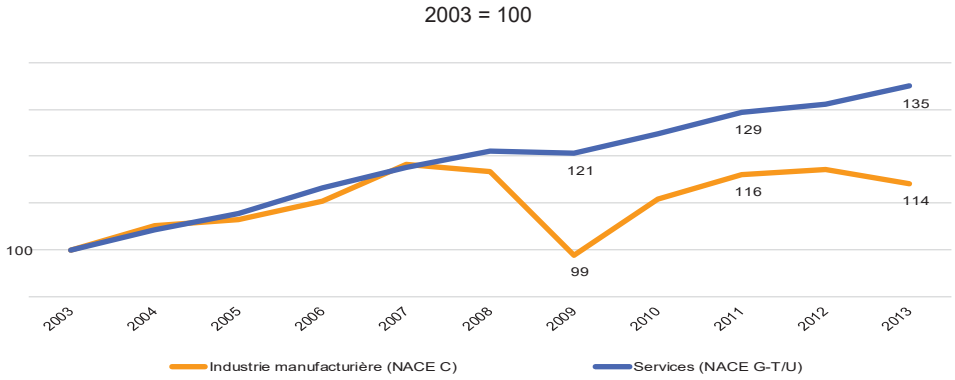
Sources : SL et RLP : Statistiques économiques générales des Länder, LOR : INSEE (chiffres 2013 semi-définitifs), LUX : STATEC Comptes nationaux, WAL/CG : ICN Comptes régionaux

** Estimation sur la base de chiffres LOR 2013*

Evolution positive de l'industrie de la Grande Région malgré une forte progression des services

La tendance à la tertiarisation s'observe également dans la Grande Région : alors que jusqu'en 2007, les deux courbes présentaient un tracé parallèle avec un mouvement à la hausse, la situation s'est modifiée dans les années qui ont suivi. L'industrie a été particulièrement frappée par la crise économique en 2009, comme en témoigne la chute de 18 % en l'espace d'une année (2008-09). A l'exception de 2012/13, avec une légère baisse de 3 %, il est cependant à noter que l'industrie manufacturière s'est rapidement redressée : en l'espace de dix ans, la hausse s'y établit en effet à 14 %. Contrairement aux variations qu'elle a fait subir à l'industrie, la crise économique mondiale n'a, dans le secteur des services, causé qu'une brève stagnation, cependant sans incidence sur la croissance quasi linéaire de la branche.

Evolution de la valeur ajoutée brute dans l'industrie manufacturière et les services en Grande Région entre 2003 et 2013



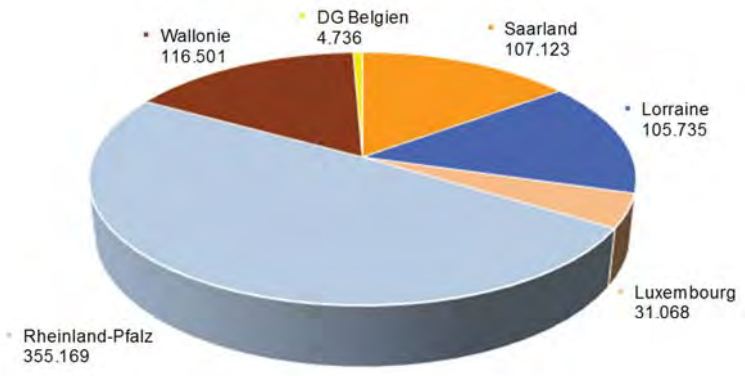
Calculs : OIE

Sources : SL et RLP : Statistiques économiques générales des Länder, LOR : INSEE (chiffres 2013 semi-définitifs), LUX : STATEC Comptes nationaux, WAL/CG : ICN Comptes régionaux

2.3 Situation de l'emploi dans l'industrie de la Grande Région

En 2014, l'industrie manufacturière comptait plus de 720 000 salariés dans la Grande Région. Près d'un salarié sur deux travaillait en Rhénanie-Palatinat, ce qui correspond à peu près à sa part de 50,3 % de la valeur ajoutée brute. La Wallonie, la Sarre et la Lorraine suivent avec une part similaire de 16 % et 15 % de l'emploi de la Grande Région. Dans la Communauté germanophone de Belgique, près de 5 000 personnes sont salariées de l'industrie manufacturière.

Nombre de salariés dans l'industrie manufacturière de la Grande Région en 2014



Calculs : OIE

Sources : SL et RLP : Chiffres de la population active des Länder, LOR : INSEE Evaluation de la main-d'œuvre (chiffres 2014 provisoires), LUX : IGSS, WAL/CG : ONSS

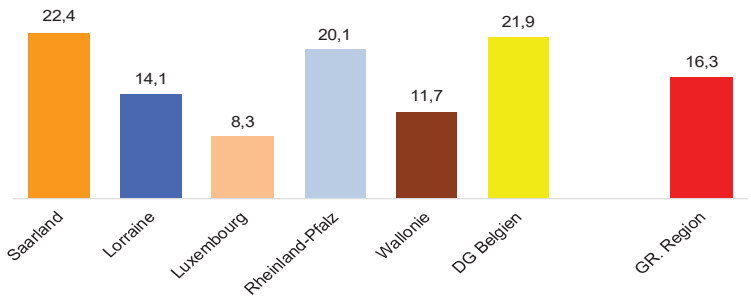
La part de l'emploi dans l'industrie varie fortement d'une région à l'autre

En 2014, les salariés de l'industrie représentaient environ 16 % de l'emploi total de la Grande Région. Les deux régions allemandes et la Communauté germanophone de Belgique se situaient, avec des parts de 20 % à 22 %, au-dessus de la moyenne grand-régionale. Les 105 000 salariés environ que compte l'industrie en Lorraine équivalent à une part de 14 % de

l'emploi total de cette région. En Wallonie, plus d'un salarié sur dix travaille toujours dans le secteur de l'industrie manufacturière. S'agissant de l'industrie au Luxembourg, il est à noter que sa part dans l'emploi total est, avec 8,3 %, la plus faible comparée aux autres composantes régionales. On remarquera également que ce chiffre dépasse la part de l'industrie grand-ducale dans la valeur ajoutée brute (4,9 %).

Part de l'industrie manufacturière dans l'emploi salarié de la Grande Région en 2013/14

Part de l'emploi total par composante régionale (en %)



Calculs : OIE

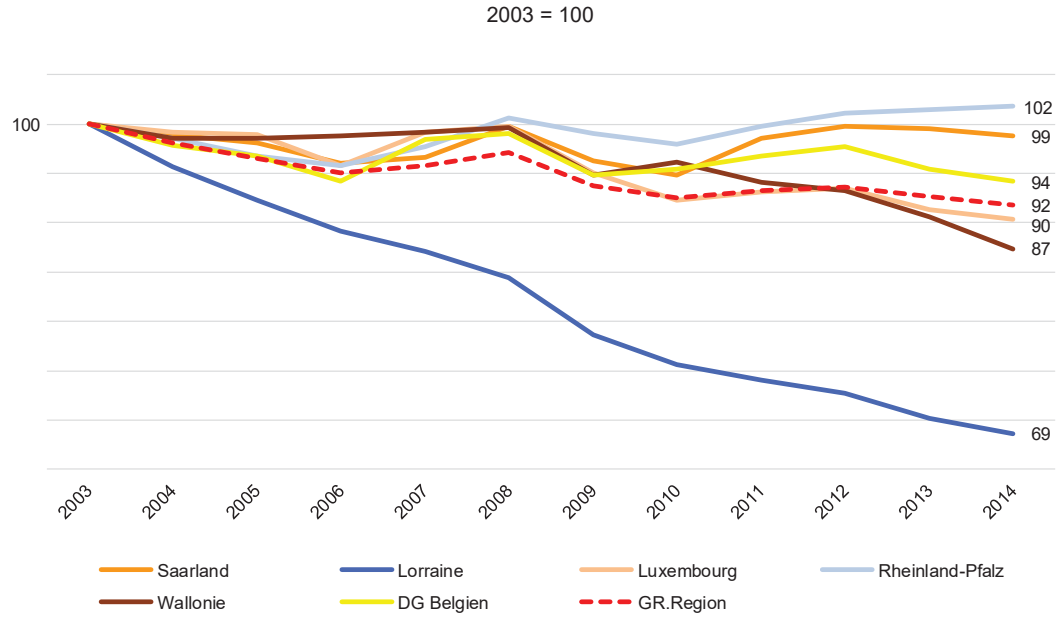
Sources : SL et RLP : Chiffres de la population active des Länder, LOR : INSEE Evaluation de la main-d'œuvre (chiffres 2014 provisoires), LUX : IGSS, WAL/CG : ONSS

Baisse de l'emploi industriel dans la Grande Région, avec une exception

L'analyse à long terme révèle des évolutions opposées de l'emploi et de la valeur ajoutée brute industrielle : hormis une légère hausse en Rhénanie-Palatinat, le nombre des salariés de l'industrie est en baisse dans toutes les régions. L'emploi est traditionnellement moins exposé aux variations du marché que la valeur ajoutée brute. Aussi la baisse a-t-elle été moins importante en 2009, année de la crise.

Dans la Grande Région, l'emploi a reculé de 8 % durant ces onze dernières années ; au cours de la même période, la valeur ajoutée brute a en revanche progressé de 13 %. La seule région qui a pu enregistrer une hausse de l'emploi (2 %) durant la période analysée est la Rhénanie-Palatinat avec plus de 355 000 salariés dans l'industrie en 2014. En Sarre, la courbe de l'emploi a certes subi des variations plus importantes ; elle s'est toutefois stabilisée à 107 000 salariés en 2014. Une comparaison au niveau de la Grande Région montre que les chiffres de l'emploi ont subi une baisse légèrement moins marquée dans la Communauté germanophone de Belgique que dans les autres composantes régionales en moyenne. Après une petite diminution au moment de la crise en 2009, le nombre des salariés de l'industrie s'est stabilisé à un niveau légèrement inférieur à 5 000, soit, malgré tout, un recul de 6 % par rapport à 2003. Le recul des chiffres de l'emploi est plus marqué en Wallonie : le bref sursaut suivant la crise a fait place à une baisse constante et le niveau est aujourd'hui de 13 % inférieur à ce qu'il était en 2003. Au Luxembourg, l'évolution est en définitive similaire pour la valeur ajoutée brute et l'emploi : durant ces onze années, on constate un recul de 10 %, la baisse de l'emploi étant, après les fortes diminutions de 2006 et 2009, tout à fait régulière. Les pertes d'emplois dans le secteur de l'industrie manufacturière prennent une tournure dramatique en Lorraine où près d'un tiers des postes a été supprimé depuis 2003. En valeur absolue, cela représente une diminution de plus de 57 400 salariés dans l'industrie lorraine depuis 2003.

Evolution du nombre des salariés de l'industrie manufacturière de la Grande Région entre 2003 et 2014



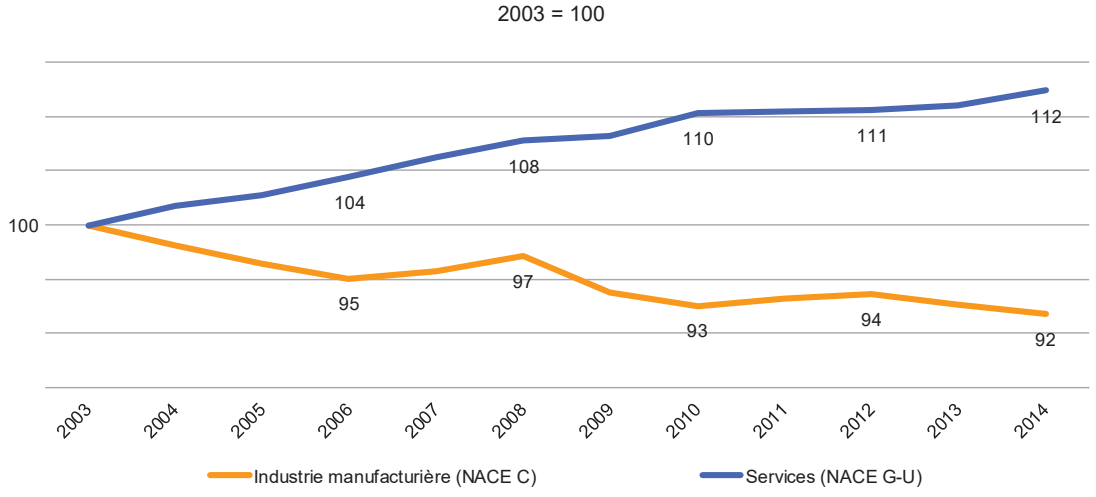
Calculs : OIE

Sources : SL et RLP : Chiffres de la population active des Länder, LOR : INSEE Evaluation de la main-d'œuvre (chiffres 2014 provisoires), LUX : IGSS, WAL/CG : ONSS

Une tendance à la tertiarisation manifeste également dans la structure de l'emploi de la Grande Région

L'emploi salarié a régressé de 8 % dans la Grande Région depuis 2003. Alors qu'il y avait cette année-là encore 785 000 salariés dans l'industrie manufacturière, ils n'étaient plus que 720 300 environ en 2014. Le secteur tertiaire emploie en revanche près de 3,3 millions de personnes, ce qui représente une hausse de 12 %. Cette tendance à la tertiarisation s'observe dans toutes les composantes de la Grande Région.

Evolution de l'emploi salarié dans l'industrie manufacturière et les services dans la Grande Région entre 2003 et 2014



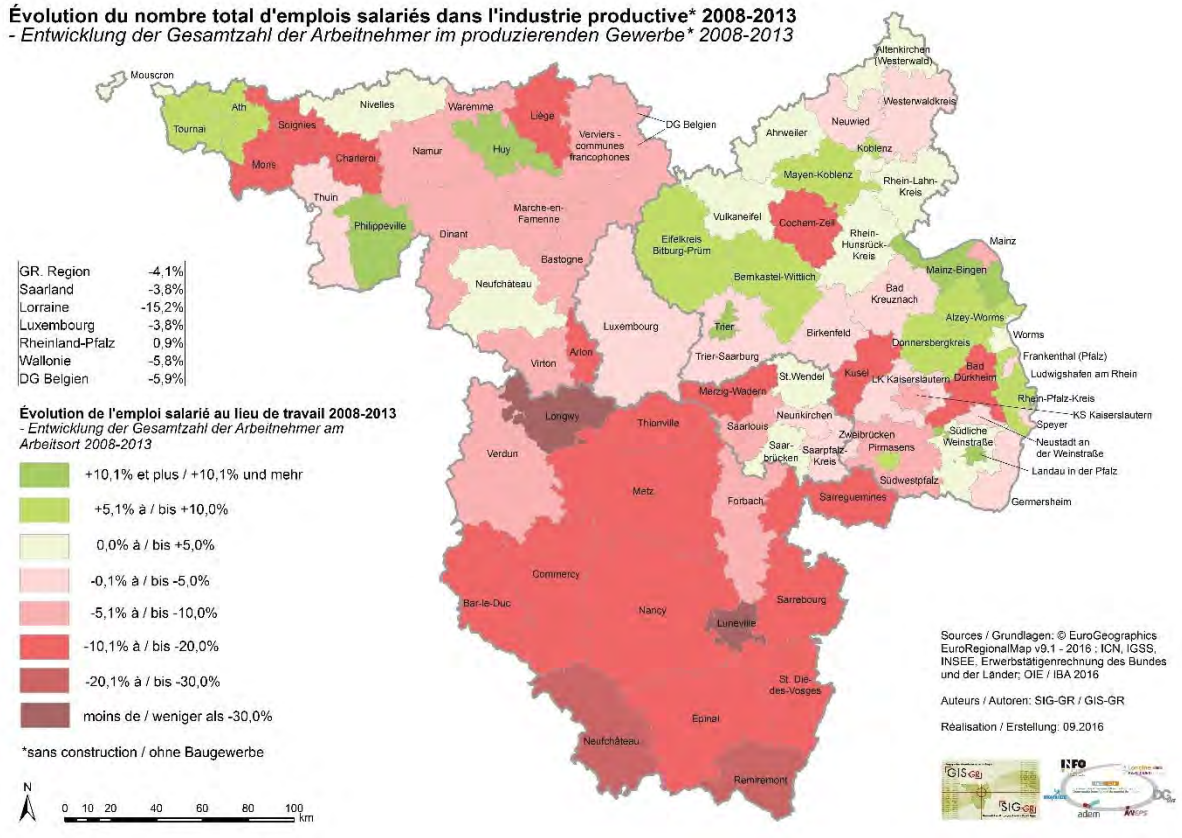
Calculs : OIE

Sources : SL et RLP : Chiffres de la population active des Länder, LOR : INSEE Evaluation de la main-d'œuvre (chiffres 2014 provisoires), LUX : IGSS, WAL/CG : ONSS

Baisse de l'emploi dans l'industrie manufacturière dans la plupart des territoires

L'analyse géographique révèle qu'entre 2008 et 2013, des emplois ont été supprimés dans l'industrie dans la plupart des territoires à petite échelle. A Arlon, dans la Province du Luxembourg en Wallonie, ainsi que dans les zones d'emploi de Longwy et de Lunéville, l'emploi a même diminué de plus de 30 % au cours de ces cinq années. Les régions autour de Charleroi et Soignies dans le nord-ouest de la Wallonie ainsi que de Sarrebourg, Remiremont et Neufchâteau en Lorraine ont subi des baisses situées entre 20 % et 30 %. Alors que le Luxembourg, la Lorraine, une grande partie de la Wallonie, la Sarre et le Sud-ouest palatin ont été marqués par des pertes d'emplois, certains territoires ont vu l'emploi dans l'industrie progresser. Parmi eux figurent en premier lieu Ath dans l'ouest de la Wallonie, les villes rhénanes-palatines de Trèves et de Landau in der Pfalz ainsi que le district de Mayence-Bingen, avec des hausses situées entre 10,1 % et 15,9 %.
Certains autres territoires, notamment en Wallonie et en Rhénanie-Palatinat, affichent cependant eux aussi un bilan tout à fait positif pour cette période, comme le montre la carte ci-dessous.

Evolution de l'emploi salarié dans l'industrie productive (sans construction) dans la Grande Région entre 2008 et 2013



3. Wallonie

3.1 Après la dominance du charbon, la Wallonie diversifie son industrie

Dès le Moyen Age, la Wallonie connaît une activité industrielle intense, axée sur les industries du charbon, de fer et des verreries. Elle se poursuit dans la deuxième phase d'industrialisation du XIXème siècle, qui est alors l'époque de l'acier, de la chimie, de l'électricité et des moteurs à combustion interne. L'industrie chimique s'empare des sous-produits de la fabrication du coke et de l'aciérie, les moteurs brûlent le gaz pauvre des hauts-fourneaux.

La troisième phase d'industrialisation démarre cependant loin de la Wallonie : le nucléaire, l'informatique, les plastiques et les nouveaux matériaux. L'industrie requiert des produits à haute valeur ajoutée. Après la Seconde guerre mondiale, le déclin qui avait déjà commencé s'est accentué. A titre d'illustration, en 1957, sur 64 800 personnes employées dans le Borinage, 23 000 travaillaient dans l'industrie du charbon. Seules 7 000 personnes travaillaient dans les services, alors qu'en Belgique, 49% étaient employés dans le secteur tertiaire. Les installations vieillissantes parfois vétustes et une économie trop axée sur l'industrie charbonnière en perte de vitesse à cette époque, sonnèrent le glas de cette fameuse prospérité qui fit de la Wallonie une terre convoitée et la Wallonie se voit dépasser, en termes de revenus réels, par la Flandre.

La décroissance de l'importance de l'industrie wallonne

Actuellement, l'industrie[12] wallonne représente environ 140 000 personnes et une valeur ajoutée de 14,7 milliards d'euros. Globalement, l'industrie représente, en 2014, 17,5 % de la valeur ajoutée, 13,7 % de l'emploi total et 26 % de la formation brute de capital fixe. Son importance est décroissante dans le temps, entre autres, suite aux délocalisations et aussi à l'externalisation de certaines fonctions qui sont de plus en plus attribuées au secteur des services. L'indice de spécialisation (IS) des secteurs industriels wallons, calculé en termes de parts d'emplois[13] wallons, par rapport aux mêmes parts au niveau belge, est particulièrement élevé en 2014 pour le secteur des industries extractives (3,25), l'industrie pharmaceutique (2,03), la fabrication d'autres matériels de transport (2,02), la fabrication d'autres produits minéraux non métalliques (1,47), le travail du bois et fabrication d'articles en bois et en liège à l'exception des meubles (1,35) et le captage, traitement et distribution de l'eau, (1,34). La métallurgie (IS 1,19) est toujours bien représentée dans les bassins carolorégiens et liégeois. L'industrie pharmaceutique est principalement localisée dans le Brabant wallon.

Une stratégie de politique industrielle qui soutient l'émergence des pôles de compétitivité

Dans le cadre du Plan Marshall 4.0[14], le gouvernement wallon actuel, dont le mandat couvre la 2015-2019, reconduit de façon conséquente le développement structurel de la région suivant cinq axes: Faire du capital humain un atout notamment à travers les mesures de formation

[12] Y compris l'industrie extractive, production d'électricité et production d'eau
[13] Les salariés et les indépendants
[14] Cf. Portail Wallonie : Plan Marshall 4.0 (18.10.2016) http://planmarshall.wallonie.be/le-plan-0

initiale et continue mises en place ; Soutenir le développement de l'industrie par une politique d'innovation et de croissance des entreprises ; Mobiliser le territoire à destination du développement économique ; Soutenir l'efficacité, la transition énergétique et l'économie circulaire ; Soutenir l'innovation numérique.

Depuis 2005 et le lancement de sa stratégie de développement socio-économique, baptisée Plan Marshall, la Wallonie a développé sa politique industrielle en soutenant l'émergence de pôles de compétitivité. En résumé, les pôles de compétitivité wallons sont composés de trois types d'acteurs principaux, à savoir les entreprises, les centres de formation et les centres de recherche et d'innovation, unis par trois priorités que sont le partenariat, les projets innovants et la visibilité internationale. Les pôles de compétitivité wallons se sont développés dans six domaines technico-économiques : les sciences du vivant (*Biowin*), la chimie et les matériaux durables (*Greenwin*), l'agro-industrie (*Wagralim*), le génie mécanique (*Mecatech*), le transport-logistique (*Logistics in Wallonia*) et l'aérospatial (Skywin).

Globalement la Wallonie est dynamisée par 4 grands bassins transfrontaliers. La Wallonie picarde s'intègre dans l'espace transfrontalier « Lille-Courtrai-Tournai » et le nord de la Wallonie fait partie du bassin bruxellois. Le sud s'intègre dans l'espace transfrontalier grand-régional, tout comme l'est de la Région, et principalement la région de Liège-Verviers et la Communauté germanophone qui font également partie du bassin transfrontalier Meuse-Rhin, avec les métropoles d'Aix-la-Chapelle et Maastricht.

3.2 Situation économique de l'industrie en Wallonie

Si la sidérurgie constitue un pilier de l'économie régionale jusqu'au début des années 1970, elle a été peu à peu remplacée par d'autres industries manufacturières qui se sont considérablement développées, comme la chimie ou encore l'industrie alimentaire, industries qui sont à l'heure actuelle les principaux secteurs créateurs de valeur ajoutée.

Selon l'ONSS, l'industrie manufacturière de la Wallonie compte environ 5 100 unités locales[15] en 2014 pour un secteur qui regroupe un peu plus de 121 000 salariés.

Tableau : Les 6 plus grosses entreprises de l'industrie manufacturière en Wallonie en 2013

	Secteur	Entreprise	Effectifs	Lieu
1	Industrie pharmaceutique	Glaxosmithkline PLC	7.998	Rixensart
2	Fab. de machines et équip.	Groupe Caterpillar	4.032	Charleroi
3	Verre	Asahi Glass Company Ltd	2.493	Louvain-la-Neuve
4	Industrie pharmaceutique	Baxter International INC	2.218	Lessines
5	Métallurgie et travail des métaux	NLMK*	1.803	Clabecq
6	Construction aéronautique	Sonaca	1.564	Charleroi
	Métallurgie et travail des métaux	Groupe Arcelormittal**	nd	

Source : Union Wallonne des Entreprises (UWE) 2015

*Données pour 2012

**Cette entreprise fait probablement du top 10, mais les données de l'emploi exactes ne sont pas disponibles

[15] Depuis 2003, l'unité locale est définie comme un lieu d'activité, géographiquement identifiable par une adresse, où s'exerce au moins une activité ou à partir duquel elle est exercée. La classe d'importance est exprimée en nombre de postes de travail salarié.

En 2014, la valeur ajoutée brute de la Wallonie s'élève à 83,7 milliards d'euros. Tandis qu'elle emploie 12 % des Wallons, l'industrie manufacturière contribue à hauteur de 14,2% à la production de valeur. En ce qui concerne le secteur tertiaire, les services marchands représentent 46,9 % de la valeur ajoutée brute wallonne. Ce sont les secteurs du commerce, de la réparation d'automobiles et de motocycles, ainsi que les activités immobilières qui rapportent le plus de création de valeur dans ces services. A côté des services tertiaires commerciaux, la part de la valeur ajoutée brute des services non-marchands est relativement élevée (29 %). Toutefois, il est à noter que c'est de la valeur ajoutée des activités marchandes que découlent les ressources affectées aux services non-marchands, et ce notamment au travers des prélèvements obligatoires.[16]

Tableau : Valeur ajoutée brute par secteur économique en Wallonie en 2014

Code NACE	Secteurs économiques	En millions d'euros	Part du total (en %)
A	Agriculture, sylviculture et pêche	669,4	0,8
B	Industries extractives	180,6	0,2
C	**Industrie manufacturière**	**11.869,1**	**14,2**
D	Production et distribution d'électricité, de gaz, de vapeur et d'air conditionné	1.603,5	1,9
E	Production et distribution d'eau ; assainissement, gestion des déchets et dépollution	1.012,8	1,2
F	Construction	4.979,7	6,0
G	Commerce ; réparation d'automobiles et de motocycles	9.093,0	10,9
H	Transports et entreposage	4.391,6	5,2
I	Hébergement et restauration	1.505,7	1,8
J	Information et communication	2.210,0	2,6
K	Activités financières et d'assurance	2.863,0	3,4
L	Activités immobilières	8.699,9	10,4
M	Activités spécialisées, scientifiques et techniques	6.170,9	7,4
N	Activités de services administratifs et de soutien	2.546,2	3,0
O	Administration publique	8.230,9	9,8
P	Enseignement	7.912,6	9,5
Q	Santé humaine et action sociale	7.974,2	9,5
R	Arts, spectacles et activités récréatives	597,9	0,7
S	Autres activités de services	1.128,9	1,3
T	Activités des ménages	49,2	0,1
	TOTAL	**83.689,1**	**100,0**

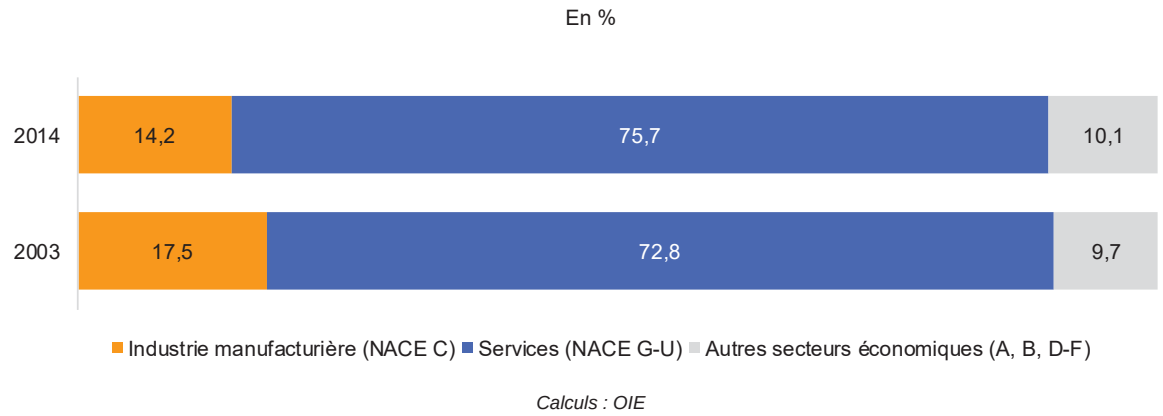
Source : ICN, Comptes régionaux (prix courants en millions d'euros)

[16] Cf. Département de la Compétitivité et de l'Innovation (DGO6-SPW), Cellule d'Analyse Economique et Stratégique (SOGEPA) ; IWEPS (2016) : Rapport sur l'économie wallonne, p. 39. http://www.iweps.be/sites/default/files/rew2016_final_0.pdf

Une baisse de la part du secteur manufacturier dans l'économie wallonne se traduisant par une hausse en valeur

Comme dans les autres composantes de la Grande Région, l'évolution de la structure de production de la Wallonie est marquée par une tertiarisation de l'activité économique. Entre 2003 et 2014, la part de l'industrie manufacturière dans le total de la valeur ajoutée brute a diminué (de 17,5 % à 14,2 %), tandis que celle des services a augmenté. Cette diminution de la part de la valeur ajoutée du secteur manufacturier se traduit cependant par une hausse en valeur sur la période, puisque que le secteur a rapporté en 2003 10,5 milliards d'euros de valeur ajoutée et 11,9 en 2014, ce qui correspond à une hausse de 13%. La production de valeur dans les services a donc augmenté plus fortement sur la période, passant de 43,7 milliards d'euros en volume en 2003 à 63,4 milliards (+43 %). Les autres secteurs de l'économie, c'est-à-dire le secteur primaire ainsi que le reste de l'industrie productive (industries extractives et les domaines de l'énergie, de l'eau, de la gestion des déchets et la construction) ont augmenté leur création de valeur de 45 %, ce qui correspond à une hausse en absolu de 2,6 milliards d'euros. C'est la construction qui a porté cette hausse en enregistrant une augmentation de +65 % (en absolu : + 2 milliards d'euros).

Part de la valeur ajoutée brute de l'industrie manufacturière dans le total de la valeur ajoutée brute en Wallonie en 2003 et 2014



Calculs : OIE

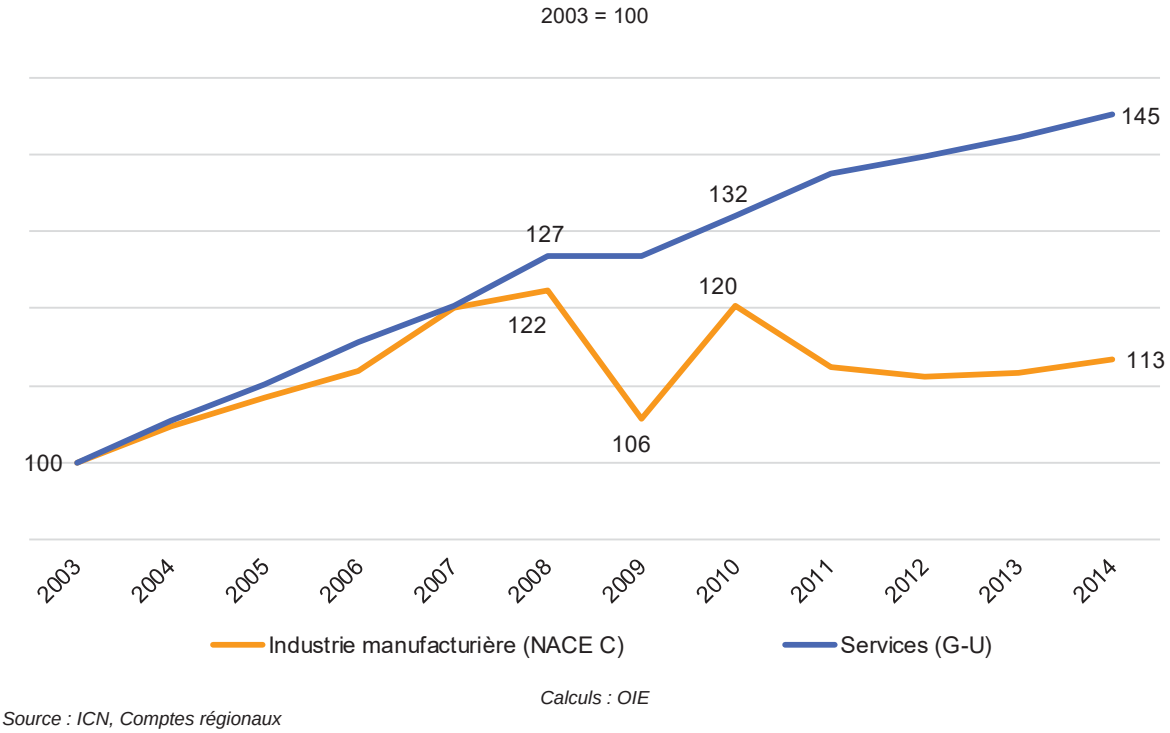
Source : ICN, Comptes régionaux

L'industrie, plus fortement impactée par la crise que les services

Entre 2003 et 2014, la valeur ajoutée brute de l'industrie manufacturière a augmenté de 13,5 % de façon assez irrégulière pendant que l'augmentation de celle des services se fait sur la période de façon continue et rapide (+45 %). Le climat conjoncturel incertain résultant de la crise financière a eu un impact certain à partir de 2009 sur le secteur manufacturier. Les industries manufacturières, qui dépendent en grande partie de débouchés extérieurs en raison de leur intégration dans les chaînes de valeur à l'échelle européenne, ont souffert du ralentissement de l'activité commerciale mondiale, ce qui explique ces fluctuations importantes dans la création de valeur. Au-delà du contexte international, l'externalisation croissante des services par l'industrie a pour conséquence un transfert de valeur ajoutée de l'industrie vers le tertiaire, à l'image de ce que connaît l'emploi, ce qui explique le ralentissement de la production de valeur du secteur manufacturier (cf. chapitre 3.3 concernant la situation de l'emploi). La part déjà importante des activités tertiaires avant le début de la crise économique a eu deux effets. Cela a permis d'une part de limiter les effets négatifs de la crise sur l'économie wallonne, puisque

l'économie non-marchande est par définition moins affectée par les fluctuations internationales. D'autre part, n'ayant pas subi ces effets négatifs, la part du secteur tertiaire s'est ainsi sans difficulté consolidée au cours de la période 2009-2014 (cf. graphique ci-dessous).[17]

Evolution de la valeur ajoutée brute de l'industrie manufacturière et des services en Wallonie entre 2003 et 2014



Calculs : OIE

Source : ICN, Comptes régionaux

La création de valeur ajoutée portée d'abord par les industries pharmaceutiques et alimentaires

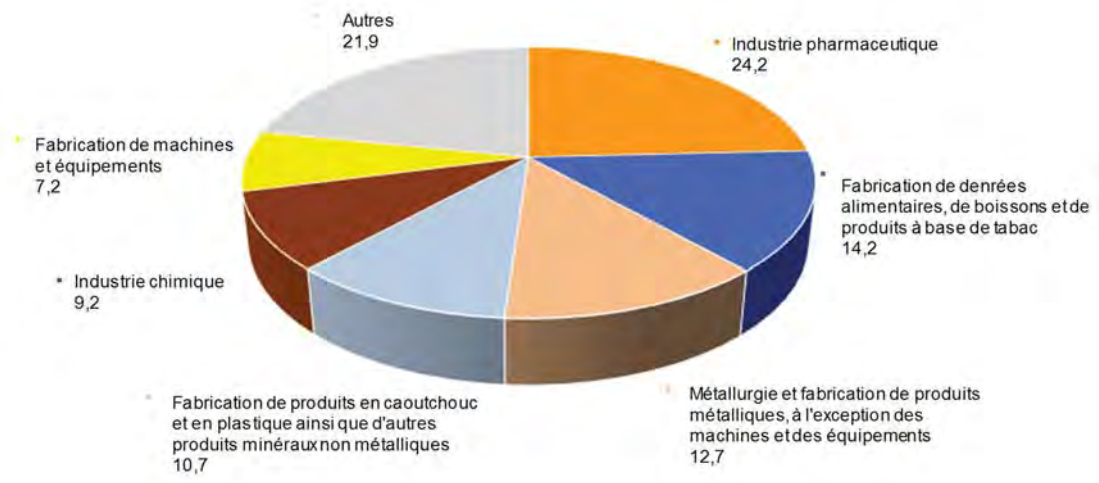
Si l'industrie pharmaceutique, principalement implantée dans le Brabant wallon, est en 2014 le troisième secteur le plus important en termes d'emploi (cf. chapitre 3.3 concernant la situation de l'emploi), elle est l'industrie qui crée le plus de valeur ajoutée brute. Entre 2003 et 2014, sa création de valeur a été multipliée par 1,6 pour rapporter à la fin de cette période 2,9 milliards d'euros. Moins sensible aux facteurs conjoncturels, elle a tout de même subi un recul de sa création de valeur de l'ordre de 19 % entre 2008 et 2011. L'industrie alimentaire, industrie clé pour l'activité wallonne, enregistre entre 2003 et 2014 une hausse de 34,4 %. En revanche, d'autres industries se portent moins bien sur la période. C'est le cas du quatrième secteur producteur de richesse nationale qui regroupe l'industrie du caoutchouc, plastique et des minéraux non métalliques. En effet, ce secteur recule de 10 % et perd 1,4 milliards d'euros. La décroissance de la valeur ajoutée de l'industrie des minéraux non métalliques peut s'expliquer par les évolutions croissantes des importations de minéraux non métalliques utilisés dans la

[17] Cf. Département de la Compétitivité et de l'Innovation (DGO6-SPW), Cellule d'Analyse Economique et Stratégique (SOGEPA) ; IWEPS (2016) : Rapport sur l'économie wallonne, p. 40. http://www.iweps.be/sites/default/files/rew2016_final_0.pdf

construction, comme le ciment, au détriment de matériaux locaux.[18] Pour d'autres matériaux, comme le verre, on observe sur la même période une baisse de sa consommation, du fait par exemple de la diminution des installations de panneaux photovoltaïques suite à la suppression des aides à l'investissement, ce qui a contribué à une baisse d'activité dans ce secteur.

Répartition de la valeur ajoutée brute dans l'industrie manufacturière en Wallonie en 2014

En %



Calculs : OIE

Source : ICN, Comptes régionaux

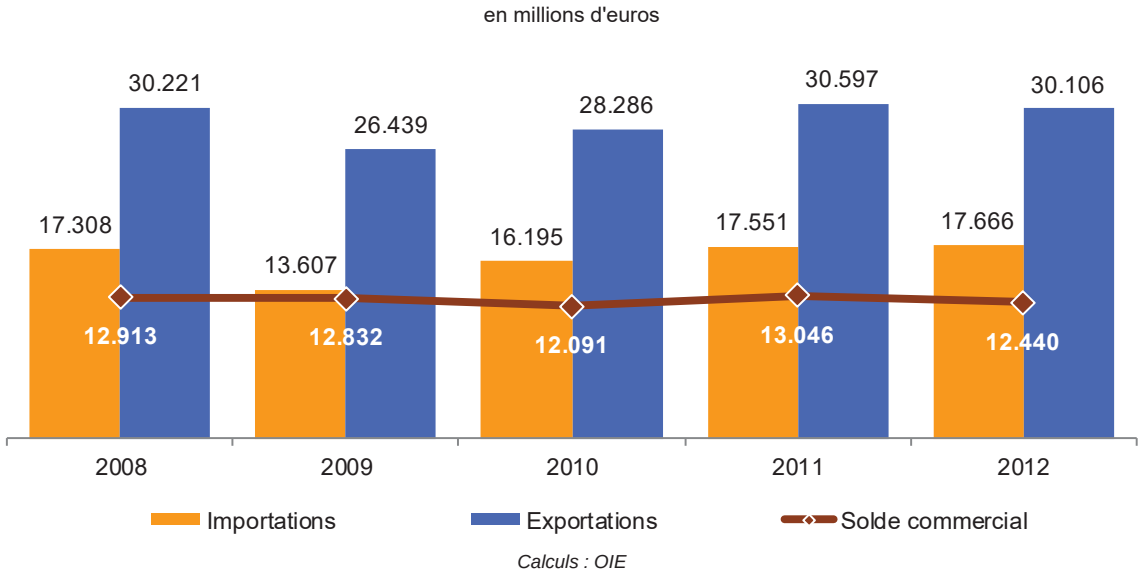
Un marché extérieur tourné vers l'Europe

Tous secteurs confondus, les exportations wallonnes ont souffert de la crise économique en 2009, mais ont pu repartir à la hausse dès l'année suivante, notamment grâce à la vigueur de certains marchés extérieurs, et notamment l'Allemagne. Cette tendance s'observe dans l'industrie manufacturière, sachant que les biens manufacturiers en 2012 représentent 76 % des biens exportés depuis la Wallonie. Les importations, qui suivent généralement la tendance des exportations, ont néanmoins connu entre 2008 et 2012 une croissance plus élevée (importations : +2,1 % ; exportations : -0,4 %). Cela peut être expliqué par le fait que les exportations wallonnes sont concentrées vers des pays de destination principalement européens, dont la croissance interne est relativement faible, plutôt qu'à destination des pays émergents en forte croissance. Ainsi, on observe une baisse du solde commercial sur la période de l'ordre de 3,7 %. Même si la part des services dans les exportations wallonnes reste relativement faible, on constate que les exportations du secteur tertiaire ne cessent d'augmenter. La poursuite de cette tendance signifierait que les services marchands deviendraient, dans des économies occidentales matures comme la Wallonie, un vecteur important de compétitivité, et ce, dans

[18] Service public de la Wallonie (SPW) : Bilan environnemental des entreprises en Région Wallonne. (26/08/2016) http://environnement.wallonie.be/enviroentreprises/pages/etatenviindustrie.asp?doc=syn-ind-val

un contexte de désindustrialisation, même si cette dernière est relative d'une économie à l'autre.[19]

Commerce extérieur de l'industrie manufacturière en Wallonie entre 2008 et 2012



Calculs : OIE

Source : ICN, Comptes régionaux

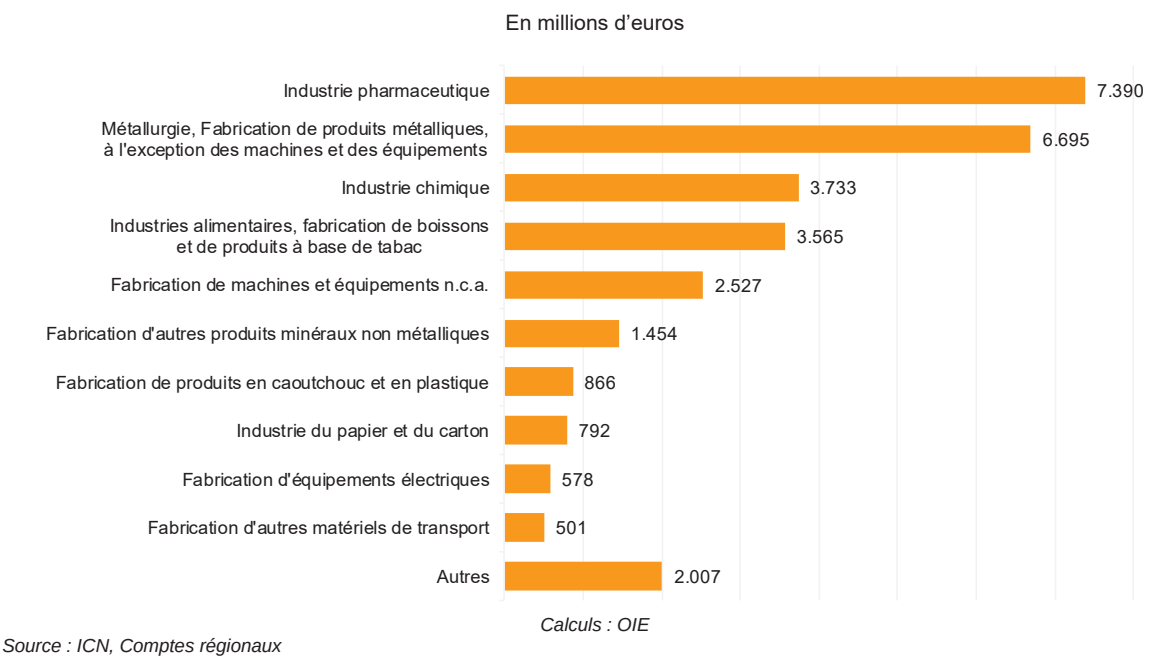
L'industrie pharmaceutique et la métallurgie, premières industries exportatrices

L'industrie pharmaceutique est la première à créer de la valeur ajoutée et c'est aussi la première à exporter. En 2012, elle représente 25% des exportations du secteur manufacturier. Selon le Conseil Wallon de la Politique Scientifique, les efforts en R&D sont fortement concentrés au sein des branches manufacturières de haute technologie (plus de 50% des dépenses en 2011), parmi lesquelles la pharmacie prend une place prépondérante.[20] C'est ensuite l'industrie des métaux qui participe à hauteur de 22% aux recettes de l'exportation de l'industrie manufacturière. La France et l'Allemagne, qui sont les deux premiers partenaires commerciaux de la Wallonie, sont aussi les deux principaux marchés acheteurs de produits manufacturés en fer et acier belges. Les industries chimique et alimentaire enregistrent quasiment le même niveau d'exportation en valeur (respectivement 3,7 et 3,6 milliards d'euros).

19 Cf. Département de la Compétitivité et de l'Innovation (DGO6-SPW), Cellule d'Analyse Economique et Stratégique (SOGEPA) ; IWEPS. (2016) Rapport sur l'économie wallonne. http://www.iweps.be/sites/default/files/rew2016_final_0.pdf

20 Conseil Wallon de la Politique Scientifique (2014). Evaluation de la politique scientifique de la Wallonie et de la Fédération Wallonie/Bruxelles. http://www.cesw.be/uploads/CPS/CPS_Rapportevaluation2012_2013_def.pdf

Exportations de l'industrie manufacturière par secteurs choisis depuis la Wallonie en 2012



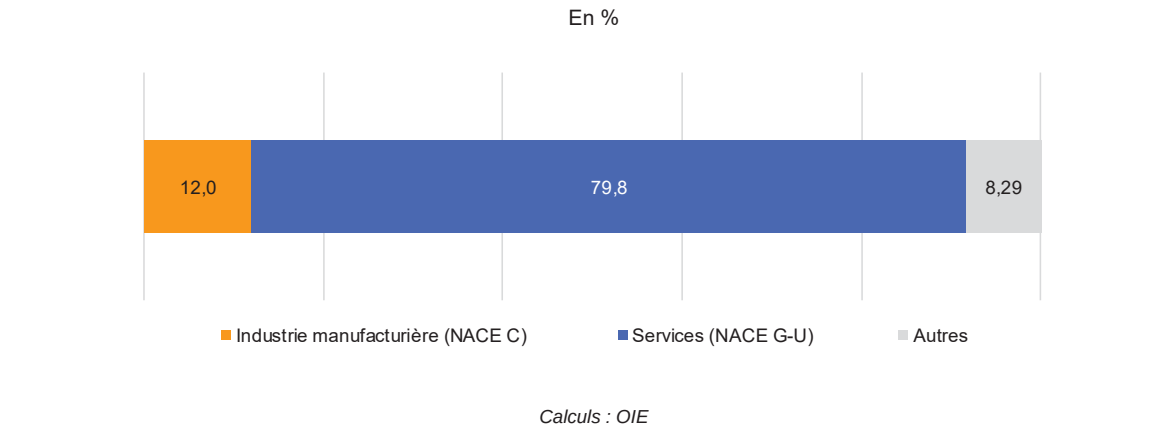
Calculs : OIE

Source : ICN, Comptes régionaux

3.3 Situation de l'emploi dans l'industrie en Wallonie

Selon l'ONSS[21], la Wallonie compte 1 013 370 salariés en 2014. Il se répartissent de la manière suivante : moins de 1 % travaille dans le secteur primaire, 20 % dans le secondaire et 80 % dans le tertiaire. L'industrie manufacturière, qui était il y a encore 30 ans moteur de l'économie wallonne, occupe aujourd'hui 12 % des salariés wallons (121 237 personnes). Elle représente par ailleurs 63,1% du secteur secondaire en Wallonie. En Wallonie, la part des services non marchands dans le secteur tertiaire est également importante, atteignant 41,3 %.

Répartition de l'emploi de l'industrie manufacturière par secteurs économiques choisis en Wallonie en 2014



Calculs : OIE

Source : ONSS , situation au 30/06

[21] Les données de l'ONSS sont utilisées dans cette partie car elles permettent une répartition selon le genre, ce qui n'est pas possible sur la base des données de la comptabilité régionale.

Entre 2004 et 2014, l'emploi salarié en Wallonie a augmenté de 9,2 %. Cette hausse a surtout été portée par le secteur tertiaire, dont l'emploi a évolué de 12 % sur la période. Par ailleurs, les services marchands et non marchands qui constituent le secteur tertiaire emploient au total 808 167 personnes.

Tableau : Effectifs salariés par secteur économique en Wallonie en 2014

Code NACE	Secteurs économiques	Effectifs	Part du total (en %)
A	Agriculture, sylviculture et pêche	3.728	0,4
B	Industries extractives	2.200	0,2
C	**Industrie manufacturière**	**121.237**	**12,0**
D	Production et distribution d'électricité, de gaz, de vapeur et d'air conditionné	5.697	0,6
E	Production et distribution d'eau ; assainissement, gestion des déchets et dépollution	9.357	0,9
F	Construction	62.984	6,2
G	Commerce ; réparation d'automobiles et de motocycles	126.416	12,5
H	Transports et entreposage	48.938	4,8
I	Hébergement et restauration	28.576	2,8
J	Information et communication	14.387	1,4
K	Activités financières et d'assurance	19.617	1,9
L	Activités immobilières	5.525	0,5
M	Activités spécialisées, scientifiques et techniques	26.254	2,6
N	Activités de services administratifs et de soutien	82.572	8,1
O	Administration publique	124.037	12,2
P	Enseignement	125.070	12,3
Q	Santé humaine et action sociale	169.887	16,8
R	Arts, spectacles et activités récréatives	13.703	1,4
S	Autres activités de services	22.352	2,2
T	Activités des ménages	431	<0,1
U	Activités extra-territoriales	402	<0,1
	TOTAL	**1.013.370**	**100,0**

Source : ONSS, situation au 30/06

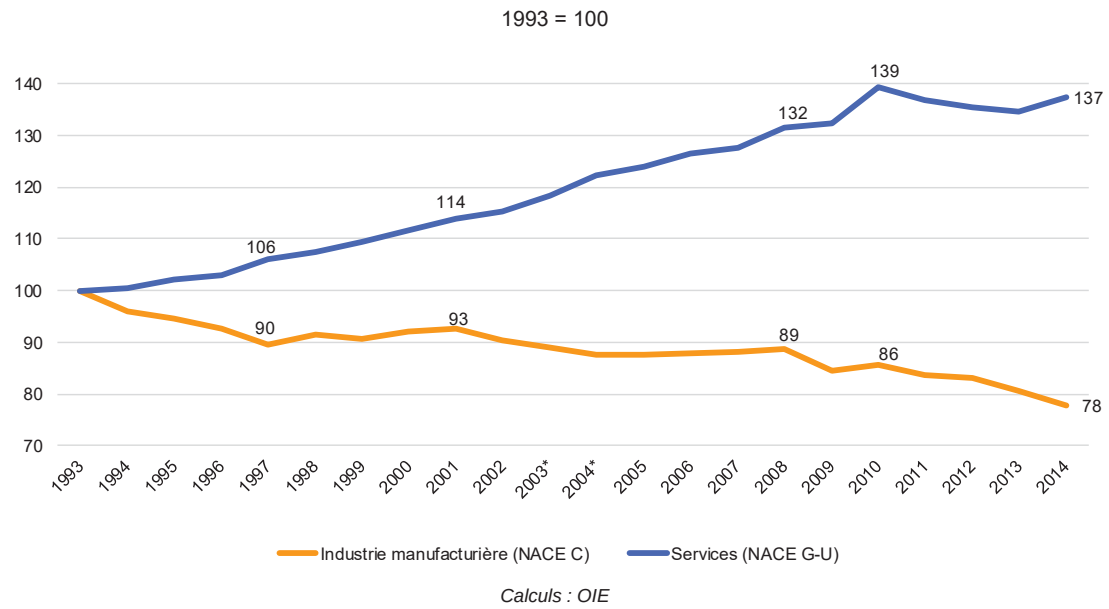
Une augmentation globale de l'emploi portée par le secteur tertiaire

En l'espace de 20 ans, l'emploi de la région wallonne a augmenté de 23,2%, ce qui correspond en absolu à une augmentation de presque 200 000 personnes. Cette hausse a été portée principalement par le secteur tertiaire, qui a enregistré une hausse de 37% de ses salariés depuis 1994, pendant que le nombre de postes de travail salarié de l'industrie manufacturière a très sensiblement diminué. En effet, sur cette même période, cette dernière a perdu 19% de son effectif, ce qui correspond en absolu à un peu plus de 28 000 personnes. Selon le FOREM, l'augmentation du nombre de fonctionnaires en Wallonie (qui est un phénomène observé déjà à la fin des années 80 et au début des années 90) est le résultat d'une volonté des pouvoirs publics de répondre à ses obligations tout en augmentant le nombre d'offres d'emploi à un moment où les pertes de postes sont abondantes.[22] Après avoir été plus ou moins stables dix

[22] FOREM (2009). 20 ans d'évolution de l'emploi et des secteurs d'activités en Wallonie.

années durant jusqu'à 2008, les effectifs de l'industrie manufacturière reculent de façon accentuée depuis 2010.

Evolution de la population active dans l'industrie manufacturière et les services en Wallonie entre 1993 et 2014



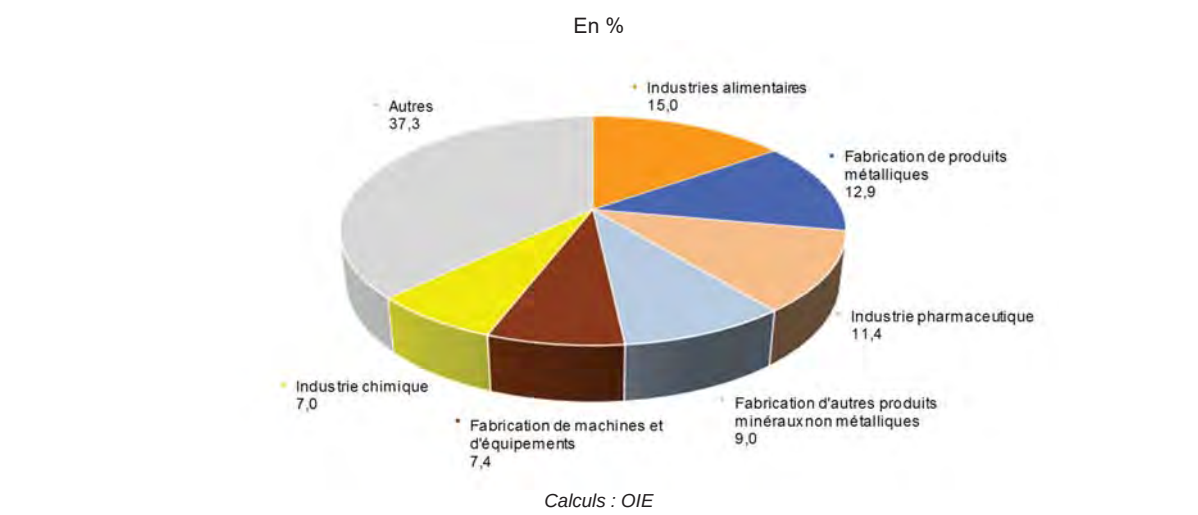
Calculs : OIE

Source : ONSS, situation au 30/06
** en 2003 et 2004, les données ne sont disponibles qu'au 31/12*
*** changement de nomenclature NACE en 2003 et 2008 ; ruptures de série 2003, 2011, 2012*

Les industries pharmaceutiques et alimentaires, créatrices d'emploi

La baisse de l'emploi dans l'industrie manufacturière est à nuancer, notamment grâce aux secteurs d'activité telles que les industries pharmaceutique et alimentaire qui restent créatrices d'emploi. L'industrie alimentaire, qui est l'industrie wallonne la plus importante en termes d'emploi, est un pôle de compétitivité retenu dans le plan Marshall comme faisant partie des secteurs clés pour l'activité wallonne. Entre 2008 et 2014, l'emploi du secteur alimentaire augmente de 1,6 %, pour atteindre 18 184 postes salariés en Wallonie (+292 postes salariés). L'industrie pharmaceutique enregistre aussi une augmentation sur la période, toutefois plus conséquente, puisqu'elle gagne sur la même période un peu plus de 2 000 postes salariés, pour une hausse relative de 17,3 %. La fabrication de produits minéraux non métalliques a également un poids important pour l'emploi wallon, puisque ce secteur représente 9% de l'emploi de l'industrie manufacturière. Dans ce secteur, c'est l'industrie du verre qui emploie le plus de personnes (43,5 %), dont la moitié travaille pour le groupe japonais Asahi Glass dont le siège européen est basé à Louvain-la-Neuve. Il s'agit cependant d'un secteur qui perd de l'importance en termes d'emploi (-11 % entre 2008 et 2014). C'est également le cas pour la fabrication de machines, qui perd un peu plus de 3 000 postes salariés entre 2008 et 2014 (-26 %). Parallèlement à ça, les métiers liés directement à la métallurgie enregistrent un recul de l'emploi relativement fort sur la période. Le secteur de la fabrication de produits métalliques enregistre un recul de 12,4 % de ses effectifs, soit une baisse d'un peu plus de 2 200 postes salariés.

Répartition de l'emploi de l'industrie manufacturière par secteurs économiques choisis en 2014



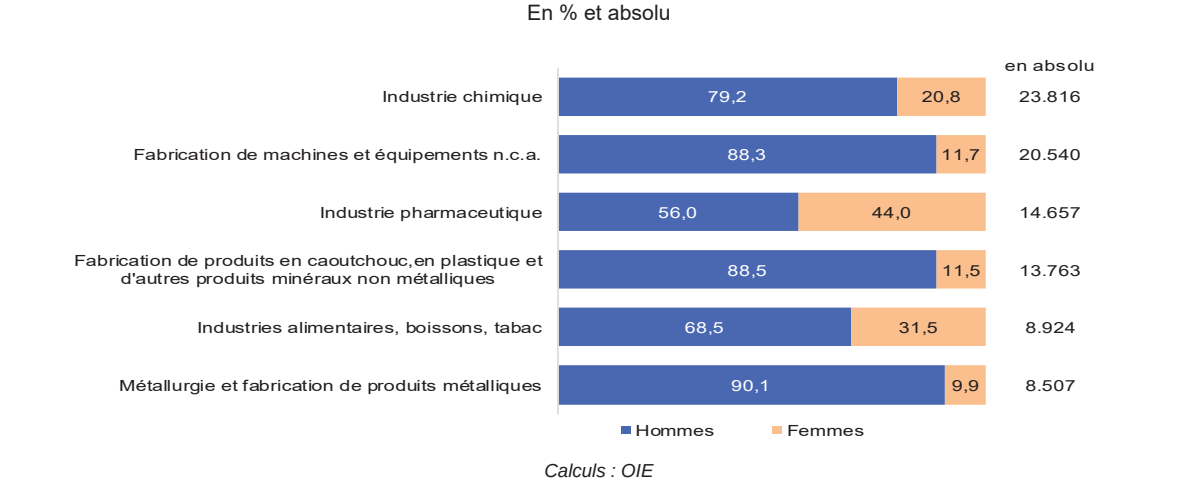
Calculs : OIE

Source : ONSS, situation au 30/06

L'industrie manufacturière dominée par un salariat masculin

Parmi les 1 013 370 postes salariés de l'économie wallonne en 2014, autant de postes salariés sont occupés par les femmes que par les hommes. L'industrie manufacturière est cependant largement dominée par les hommes, et les femmes n'y représentent que 20,9 % de l'effectif salarié total, soit en absolu 25 306 personnes en 2014. Parmi les six secteurs qui sont les plus importants en termes d'emploi dans le secteur manufacturier, ce sont les industries pharmaceutiques et alimentaires qui emploient proportionnellement le plus de femmes, avec respectivement 44 et 31,5 %. Ces deux secteurs comptabilisent un total de 12 533 salariés féminins, c'est-à-dire 49,5 % des femmes de toute l'industrie manufacturière. A l'inverse, elles ne sont que très peu présentes dans la métallurgie ou encore les industries du caoutchouc et du plastique, des minéraux ou encore la construction de machines, où les hommes sont présents respectivement à hauteur de 90, 89 et 88 %, et regroupent ainsi 44,1 % des effectifs masculins de l'industrie manufacturière.

Salariés des secteurs de l'industrie manufacturière les plus importants en termes d'emploi en Wallonie en 2014



Calculs : OIE

Source : ONSS, situation au 30/06

4. Communauté Germanophone de Belgique

4.1 Une situation géographique favorable au cœur du marché européen

A l'est, la Communauté Germanophone a connu un développement industriel propre. C'est d'abord au nord du territoire qu'une activité préindustrielle s'est installée, à savoir principalement les mines de zinc à La Calamine (d'où le village tire son nom), la poterie à Raeren et surtout le travail du textile dans la petite ville d'Eupen. Au cours des décennies, l'industrie textile, autrefois florissante, a dû faire face à plusieurs crises, notamment au XIXème siècle et après les changements politiques engendrés par la Première Guerre mondiale. La construction du réseau ferroviaire à la fin du XIXème siècle a permis de développer l'activité industrielle dans le sud des Cantons de l'est, et plus principalement dans la région de Saint Vith, jusque-là dominé par l'agriculture.[23] Au cours du XXème siècle, le déclin de l'industrie textile a été en partie compensé par l'arrivée de nouvelles industries, comme par exemple la câblerie, fondée au tout début du siècle et premier employeur du secteur jusqu'à ce jour. Dans le sud, le secteur de la construction a connu un essor particulièrement important.[24]

Actuellement, la Communauté Germanophone de Belgique est composée d'une majorité de petites et moyennes entreprises. Les industries principales sont celles de l'agro-alimentaire, du métal et de la mécanique de précision. Dans le sud, les industries du bois et du métal ont acquis une importance non négligeable. Au nord comme au sud, les parcs industriels se sont multipliés en périphérie des communes, à proximité des grands axes routiers et des frontières avec les pays voisins. La Communauté germanophone, de par sa position stratégique au cœur du marché européen et au croisement d'un important réseau routier et ferroviaire, a développé des activités économiques et commerciales suprarégionales et transfrontalières considérables, notamment au sein du bassin transfrontalier Euregio-Meuse-Rhin et de la Grande Région.[25]

La CG de Belgique suit les dispositions de la politique industrielle résumées dans le plan d'action de l'actuel gouvernement wallon sous le thème « Plan Marshall 4.0[26] » (cf. chapitre 3.1.) de plus, cette région est également impliquée dans au total huit pôles sectoriels et reseaux de compétences dans la région technologique d'Aix-la-Chapelle[27].

---

[23] Cf. Minke, Alfred (1995) : La Communauté germanophone : L'évolution d'une terre d'entre-deux. http://www.wallonie-en-ligne.net/Wallonie_Politique/1995-CIFE_Wallonie-Region_Europe/1995_CIFE09_Minke_Alfred.htm

[24] Cf. IHK Eupen (07.12.2015): Ostbelgien – Wirtschaftsraum mit Vergangenheit. http://www.ihk-eupen.be/de/02_info/09-vergangenheit.html

[25] Cf. Langohr, Marc (1994) : La Communauté germanophone de Belgique : Paradis économique ? Dans : Bulletin de la Société géographique de Liège, 30, (1994), p. 99-106 http://popups.ulg.ac.be/0770-7576/index.php?id=3065&file=1

[26] Cf. Portail Wallonie : Plan Marshall 4.0 (18/10/2016) http://planmarshall.wallonie.be/le-plan-0

[27] Cf. IHK Eupen : Branchen-Netzwerke nutzen (18/10/2016) http://www.ihk-eupen.be/de/02_info/37_cluster.html

4.2 Situation économique de l'industrie en Communauté germanophone de Belgique

Ce chapitre livre un aperçu de la structure économique de la Communauté germanophone de Belgique en mettant l'accent sur le secteur de l'industrie manufacturière. En 2014, le site économique de la Communauté germanophone de Belgique a créé une valeur ajoutée brute de près de 1,8 milliard d'euros, dont 346 millions d'euros dans l'industrie, soit, pour cette même année, une part de 19,4 %. Le secteur de l'industrie manufacturière de la Communauté germanophone dépasse ainsi de plus de cinq points le résultat moyen de l'industrie en Belgique (13,8 %) et dans le reste de la Wallonie (14,2 %). Si l'on considère l'ensemble des activités économiques, les services publics et autres ainsi que les secteurs de l'enseignement et de la santé humaine (25,7 %) sont les principaux créateurs de valeur ajoutée. Suivent le commerce et les transports, la restauration et la communication avec une part de 23 %, puis les activités financières et d'assurance ainsi que les services aux entreprises avec près de 20 % de la valeur ajoutée brute totale de la Communauté germanophone de Belgique.

Tableau : Valeur ajoutée brute par activité économique dans la CG en 2014

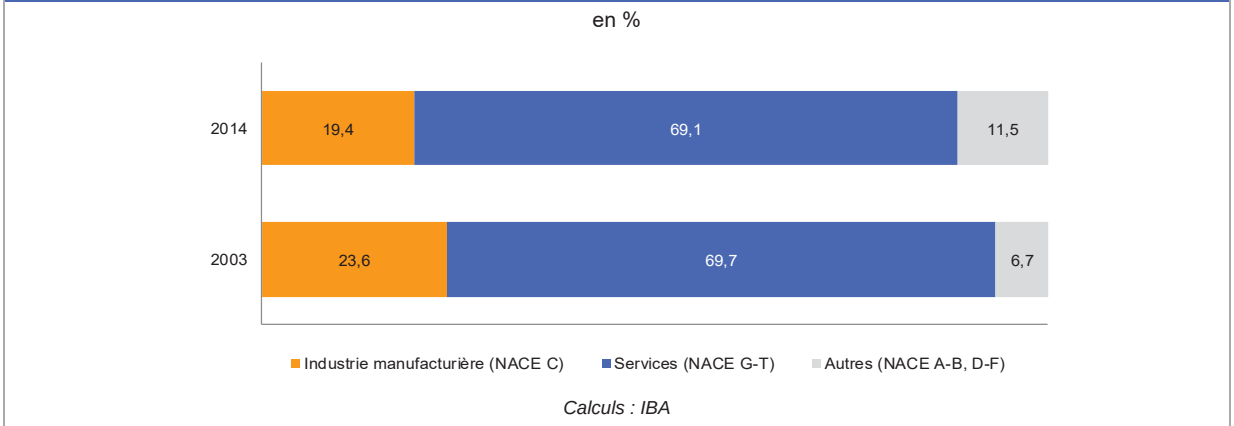
NACE	Activités économiques	Chiffres absolus (millions d'euros)	Part du total en %
A	Agriculture, sylviculture et pêche	32,2	1,8
B, D, E	Industries extractives, production et distribution d'énergie, production et distribution d'eau, gestion des déchets	24,6	1,4
C	**Industrie manufacturière**	**345,7**	**19,4**
F	Construction	147,6	8,3
G-J	Commerce, transports et entreposage, restauration, information et communication	416,5	23,4
K-N	Activités financières et d'assurance, services aux entreprises, activités immobilières	354,2	19,9
O-T	Services publics et autres, enseignement et santé humaine, activités des ménages	457,4	25,7
	TOTAL	**1.778,2**	100,0

Source : BNB/ICN

Part de l'industrie en baisse dans la création de valeur ajoutée brute

L'évolution de la valeur ajoutée brute des trois secteurs Industrie, Services et « Autres » révèle une nette progression de ce dernier domaine. Depuis 2003 en effet, la part de l'industrie manufacturière a régressé de plus de quatre points, les « autres » activités ayant quant à elles progressé de près de cinq points. La raison est le doublement du secteur de la production et de la distribution d'énergie et d'eau ainsi qu'une progression de 74 % dans celui de la construction. La part des services a, de son côté, légèrement diminué.

Part de l'industrie manufacturière et des services dans la valeur ajoutée brute de la CG en 2003 et 2014



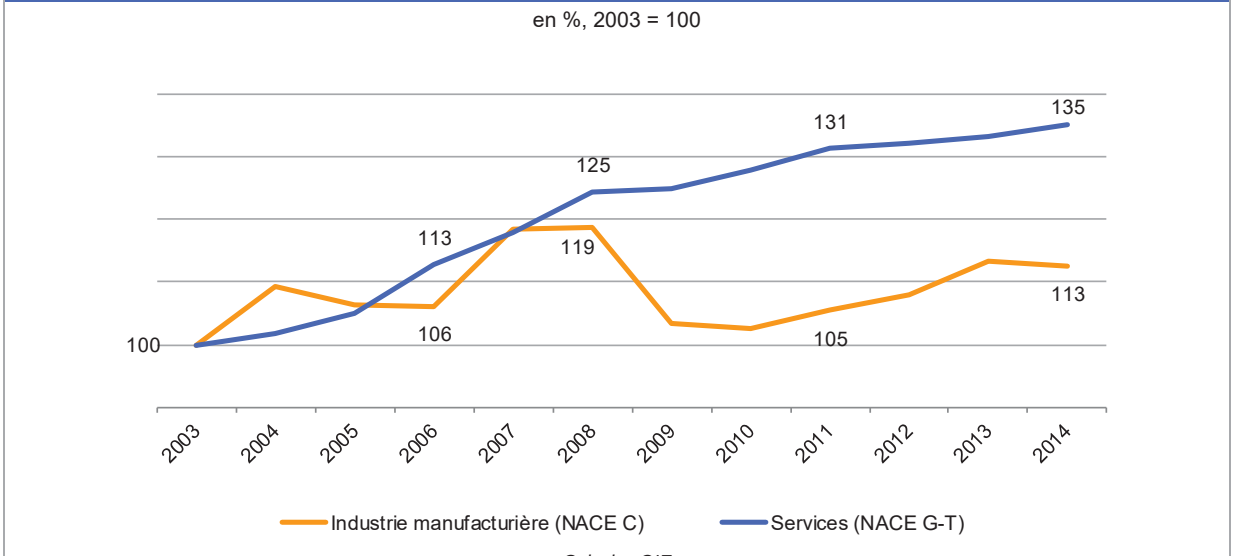
Calculs : IBA

Source : BNB/ICN

Fortes variations dans l'évolution de la valeur ajoutée brute dans l'industrie manufacturière

Bien que proportionnellement en baisse, la contribution de l'industrie manufacturière à la valeur ajoutée brute a progressé de 13 points depuis 2003 dans la Communauté germanophone de Belgique. Après une forte augmentation entre 2003 et 2004, les deux années suivantes ont de nouveau été marquées par une création de valeur plus faible. Après 2008, année record avec 365 millions d'euros, la crise économique mondiale a toutefois été responsable d'une baisse, en une seule année, de 13 % de la valeur ajoutée dans l'industrie manufacturière. Observant une progression constante, celle-ci s'est toutefois progressivement redressée, si bien que la valeur ajoutée de la Communauté germanophone a de nouveau atteint 346 millions d'euros dans le secteur industriel en 2014. Durant la même période, le tertiaire enregistrait une augmentation de 35 % pour un résultat supérieur à 1,2 milliard d'euros en 2014. Par rapport à l'industrie, l'évolution a, dans ce secteur, été tout à fait linéaire.

Evolution de la valeur ajoutée brute dans l'industrie manufacturière par rapport aux services dans la CG depuis 2003



Calculs : OIE

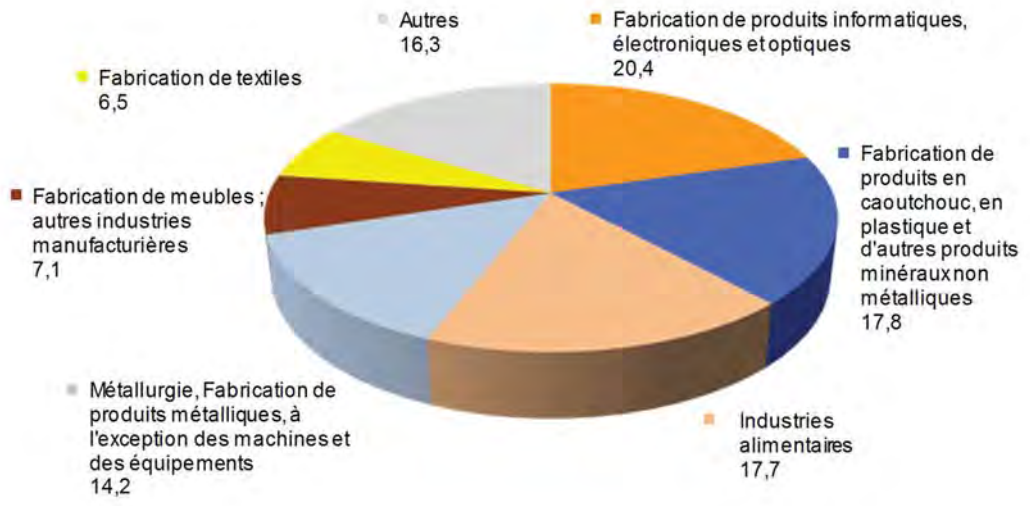
Source : BNB/ICN

L'électronique, premier secteur de l'industrie manufacturière

Les six principaux secteurs d'activité de l'industrie manufacturière génèrent en Communauté germanophone de Belgique près de 84 % de la valeur ajoutée brute (*cf.* à ce propos le diagramme ci-dessous). Avec une contribution de plus de 70 millions d'euros, la branche électronique occupe la première place – avec notamment Kabelwerk Eupen, principal employeur de la Communauté germanophone. Suivent la fabrication de produits en caoutchouc, en plastique et d'autres produits minéraux non métalliques ainsi que l'industrie alimentaire avec une valeur ajoutée d'environ 61 millions d'euros respectivement. La métallurgie participe quant à elle à hauteur de plus de 14 % (49 millions d'euros). En 2014, la fabrication de meubles ainsi que la réparation de machines et d'équipements ont généré une valeur ajoutée de 24,5 millions d'euros, le textile, de 25,5 millions d'euros. Le travail du bois, activité traditionnelle dans la Communauté germanophone, s'il ne se classe pas parmi les six premiers, suit néanmoins de près avec 20,6 millions d'euros ; cela représente malgré tout 6% de la valeur ajoutée brute de la Communauté germanophone de Belgique pour 2014.

Répartition de la valeur ajoutée brute de l'industrie manufacturière en CG de Belgique en 2014

en %



Calculs : OIE

Source : BNB/ICN

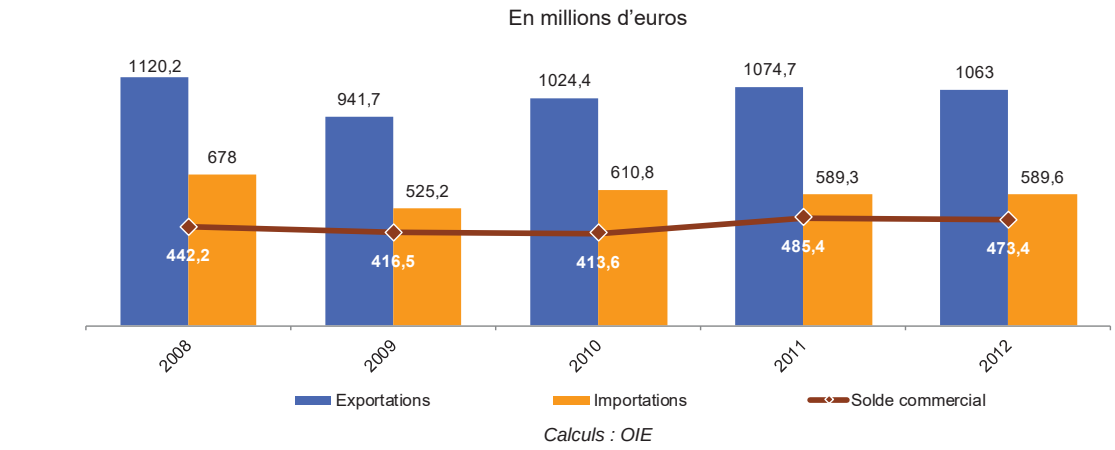
Balance commerciale positive en Communauté germanophone de Belgique

Dans le domaine du commerce extérieur[28], la balance commerciale de l'industrie manufacturière de la Communauté germanophone de Belgique est positive. En 2012, les exportations ont atteint 1063 millions d'euros, contre 590 millions d'euros pour les importations. Hormis la baisse durant la crise économique, la balance commerciale est demeurée relativement stable

[28] Au moment de l'établissement du présent rapport, seuls les chiffres de 2012 étaient disponibles pour le commerce extérieur. La situation actuelle ne peut dès lors être présentée.

entre 2008 et 2012, enregistrant même une hausse de 7 % au cours de ces cinq années. Si l'on considère le volume des échanges commerciaux en valeur absolue, force est toutefois de constater que, dans l'industrie, les exportations et les importations n'ont pas retrouvé, depuis les fortes baisses de 2009, leur niveau de l'année précédant la crise.

Commerce extérieur dans l'industrie manufacturière en CG entre 2008 et 2012



Calculs : OIE

Source : BNB/ICN

4.3 Situation de l'emploi dans l'industrie en Communauté germanophone de Belgique

En 2014, la Communauté germanophone comptait environ 22 000 salariés. Près de 4800 d'entre eux étaient employés dans le secteur de l'industrie, soit 22 %. Avec 346 millions d'euros, ils ont contribué à la valeur ajoutée totale pour une part supérieure à 19 %. Plus des deux tiers (69,9 %) des salariés, soit plus de 15 100 personnes, travaillent dans le secteur des services. Le tableau ci-dessous livre un aperçu de la répartition exacte de l'emploi dans les différentes activités économiques.

Tableau : Nombre de salariés par secteur économique dans la CG en 2014

NACE	Activités économiques	Chiffres absolus	Part du total en %
A	Agriculture, sylviculture et pêche	138	0,6
B	Industries extractives	4	0,0
C	**Industrie manufacturière**	**4.736**	**21,9**
D, E	Production et distribution d'énergie, production et distribution d'eau, gestion des déchets	165	0,8
F	Construction	1.487	6,9
G	Commerce, réparation d'automobiles	2.952	13,6
H	Transports et entreposage	896	4,1
I	Restauration	599	2,8
J	Information et communication	232	1,1
K	Activités financières et d'assurance	404	1,9

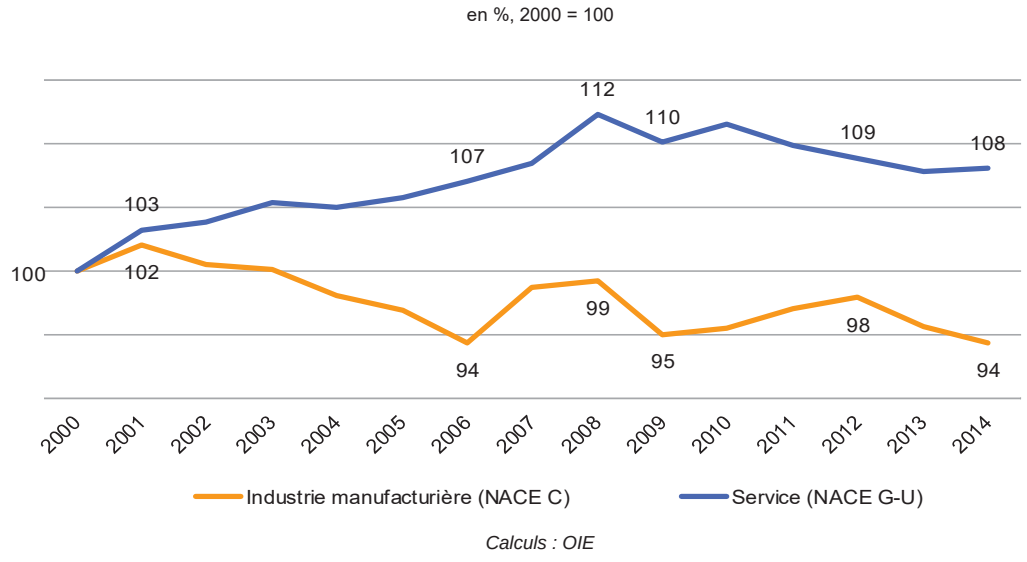
L	Activités immobilières	49	0,2
M	Activités spécialisées et techniques	380	1,8
N	Activités de services administratifs et de soutien	1.151	5,3
O	Administration publique	2.359	10,9
P	Enseignement	2.325	10,7
Q	Santé humaine et action sociale	2.875	13,3
R	Arts, spectacles et activités récréatives	361	1,7
S	Autres activités de services, activités des ménages	557	2,6
T	Activités extra-territoriales	1	0,0
	TOTAL	**21.671**	100

Source : ONSS (analyse : ADG, situation au 30/06)

L'emploi baisse dans l'industrie et progresse dans les services entre 2000 et 2014

Au cours de la période mentionnée, le nombre des salariés de l'industrie a diminué de 5,6 %. La chute observée en 2006 et la forte augmentation de l'année suivante sont dues à l'industrie alimentaire : aux 191 emplois supprimés en 2006 ont en effet succédé 125 créations de postes en 2007. Après la crise de 2009 (environ 4800 salariés), la situation dans l'industrie manufacturière s'est brièvement rétablie, avec plus de 4900 salariés en 2012. Toutefois, durant les deux années qui ont suivi, de nouveaux emplois ont été supprimés, si bien qu'en 2014, ce secteur comptait exactement 4736 salariés. L'analyse sur le long terme du secteur des services fait certes apparaître une progression de l'emploi de +8 % ; depuis 2010 toutefois, des chiffres en baisse y sont également enregistrés.

Evolution de l'emploi dans l'industrie manufacturière par rapport aux services dans la CG depuis 2000



Calculs : OIE

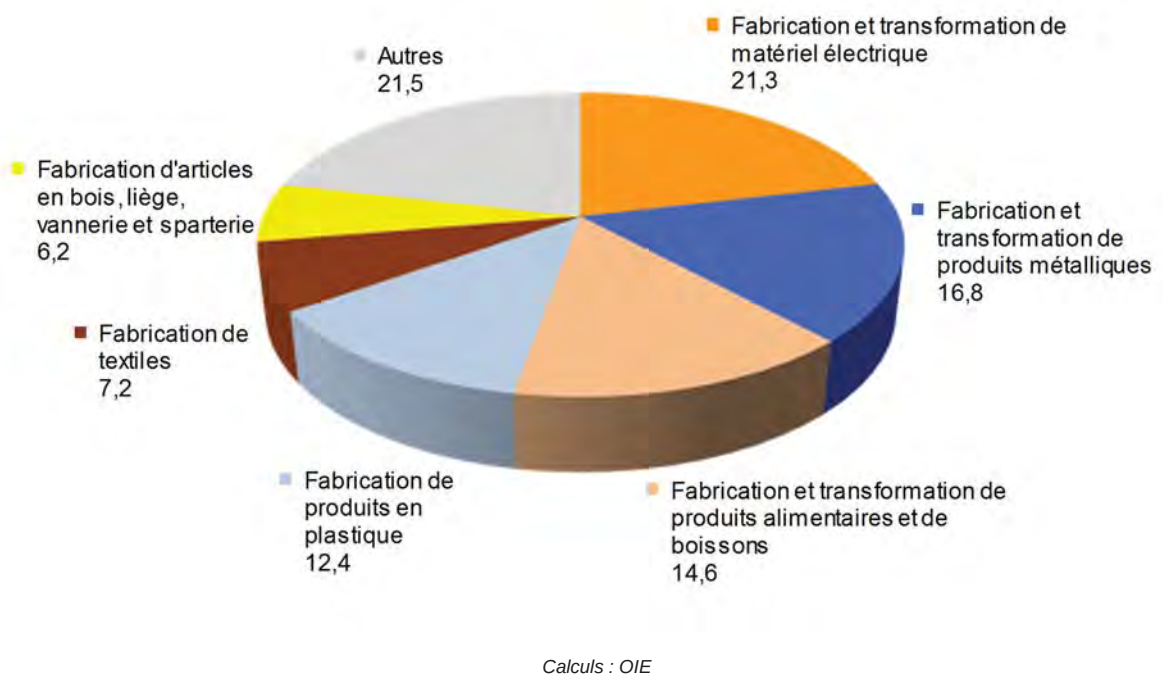
Source : ONSS (situation au 30/06)

Avec Kabelwerk Eupen, l'électronique est le premier secteur de l'industrie

L'analyse détaillée des activités industrielles révèle que plus de 80 % des salariés travaillent dans les six branches principales. A la première place, avec près de 1000 employés, se trouve l'électronique, suivie de la métallurgie (800 emplois) et de l'industrie alimentaire (700 emplois). La fabrication de produits en caoutchouc et en plastique, se classant, avec 61 millions d'euros, en deuxième position en termes de valeur ajoutée, emploie près de 600 personnes. Suivent ensuite le textile avec 340 et le travail du bois, avec environ 300 salariés.

Répartition de l'emploi salarié de l'industrie manufacturière par secteur d'activité en CG en 2014

en %



Calculs : OIE

Source : ONSS (analyse : ADG, situation au 30/06)

Comme le montre le tableau ci-dessous, les principaux employeurs sont répartis dans divers secteurs de l'industrie. Il s'agit notamment de l'électronique, de l'industrie du plastique et de l'aluminium ainsi que de la réparation d'ouvrages en métaux ; mais le textile et l'industrie alimentaire sont également représentés.

Tableau : Les principales entreprises industrielles de la CG d'après le nombre de salariés en 2014

	Branche	Entreprise	Salariés	Site
1	Fabrication d'autres fils et câbles électroniques ou électriques	Kabelwerk Eupen AG	860	Eupen
2	Fabrication d'éléments en matière plastique pour la construction	NMC	455	Eynatten (Raeren)
3	Métallurgie de l'aluminium	Sapa Extrusion Raeren	183	Raeren
4	Fabrication d'autres textiles techniques et industriels	AstenJohnson	161	Kettenis (Eupen)

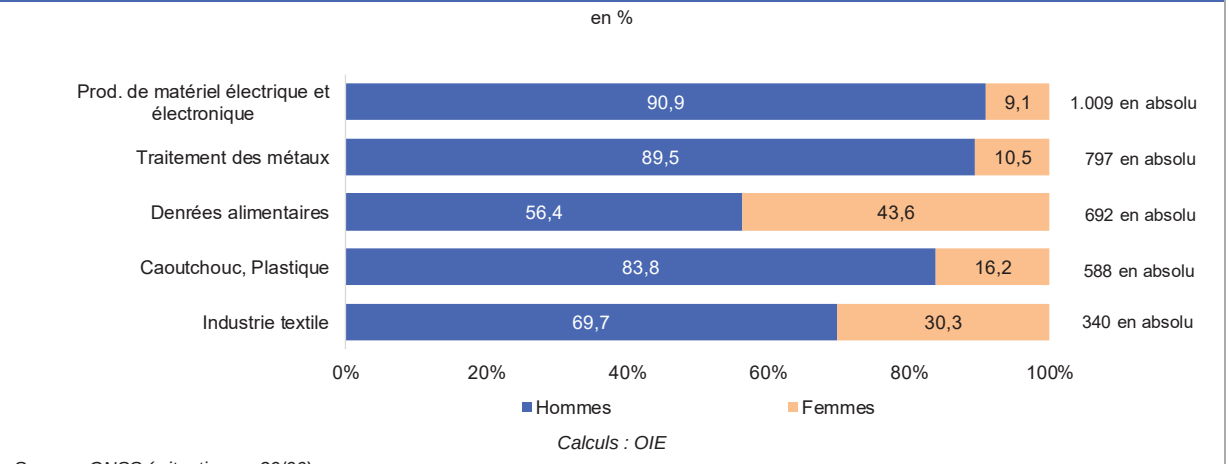
5	Réparation d'ouvrages en métaux	Faymonville	149	Büllingen
6	Exploitation de laiteries et fabrication de fromage	Molkerei – Laiterie Walhorn	126	Walhorn (Lontzen)

Source : WSR DG

Emploi féminin traditionnellement faible dans l'industrie

La part de l'emploi féminin dans l'industrie manufacturière de la Communauté germanophone de Belgique est, avec 18,9 %, relativement faible, mais comparable au niveau des autres composantes régionales. En revanche, si l'on considère l'ensemble des secteurs d'activités, les femmes représentent près de la moitié des salariés (46,9 %). La part de l'emploi féminin est, avec environ 10 %, étonnamment basse dans les industries employant le plus grand nombre de personnes (électronique et métallurgie). Par contre, elle est traditionnellement élevée dans l'industrie alimentaire (44 %). Dans le textile, près d'un tiers des effectifs se compose de femmes, celles-ci ne représentant en revanche que 16 % de la main-d'œuvre de l'industrie du caoutchouc et des matières plastiques.

Salariés dans les secteurs d'activité comptant parmi les principaux employeurs de l'industrie par sexe dans la CG en 2014



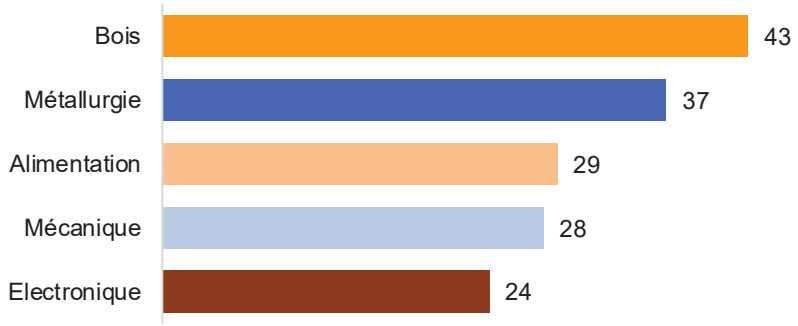
Calculs : OIE

Source : ONSS (situation au 30/06)

160 jeunes formés par les entreprises industrielles de la Communauté germanophone

En 2014, 161 apprentis se trouvaient en formation dans l'industrie manufacturière de la Communauté germanophone de Belgique. La plupart d'entre eux – près d'un tiers – sont formés dans la filière du bois qui a du reste enregistré une hausse de 34 % entre 2009 et 2014. Durant la même période, le secteur de l'électronique a également été en nette progression de 20 %. Dans la métallurgie et l'industrie alimentaire en revanche, le nombre des apprentis a, en 2014, reculé de près d'un tiers par rapport à 2009. En raison du faible volume, on peut difficilement en tirer de conclusion sur cette évolution.

Nombre d'apprentis dans l'industrie manufacturière de la CG en 2014



Calculs : OIE

Source : IAWM (Institut de formation initiale et continue dans le secteur des entreprises de taille moyenne et des PME), situation au 1/10

5. Luxembourg

5.1 De l'essor de l'industrie sidérurgique à une volonté de diversification économique et industrielle

Le Luxembourg doit l'essentiel de sa prospérité à la découverte du minerai de fer dans le sud du pays dans les années 1840. Cette découverte allait marquer le passage d'un Etat agraire à un Etat industriel. Au cours des années 1970, les crises sidérurgique et pétrolière ont toutefois eu un impact sur l'industrie sidérurgique qui était encore alors le principal pilier de l'économie luxembourgeoise.[29]

La sidérurgie en recul depuis les années 1970

Globalement, au cours de la seconde moitié du XXème siècle, les dernières minières en activité vont disparaître. En 1960, on pouvait encore dénombrer 24 mines de fer. A cette époque la production de minerai de fer se chiffrait à sept millions de tonnes, dont 17 % étaient exportées. Le minerai brut extrait du sol luxembourgeois étant assez pauvre en teneur de fer, la sidérurgie avait dû avoir recours à du minerai plus riche provenant de France, du Brésil ou encore de Suède. En 1979, les exportations de minerai de fer seront arrêtées définitivement, la dernière exploitation minière fermera en 1981.

Tableau : Développement du secteur sidérurgique 1974 – 2010/11

	1974	2010/11
Part du PIB généré de la sidérurgie	25 %	2 %
Salariés dans la sidérurgie	25.000	6.000
Part relative de la sidérurgie dans l'emploi total	16 %	2 %
Production d'acier	6,5 M de tonnes	2,5 M de tonnes

Source: STATEC

En 1993, la production sidérurgique fut axée sur le procédé de la filière électrique qui mit un terme à la production de fonte et aux importations de minerai de fer, entièrement remplacées par la filière dite « aciéries électriques » avec la ferraille comme matière première de base. En 2002, l'ARBED (Aciéries Réunies de Burbach-Eich-Dudelange) a fusionné avec deux autres groupes sidérurgiques : Usinor et Aceralia, pour devenir Arcelor. La fusion d'Arcelor avec Mittal Steel en 2006 a donné naissance au groupe ArcelorMittal, leader dans la production mondiale de l'acier. Ce groupe a produit près de 97,2 millions de tonnes d'acier brut en 2011, ce qui représente 6,5% de l'ensemble de la production mondiale.[30]

[29] Cf. Service information et presse du gouvernement luxembourgeois (Ed.) (2015) : Tout savoir sur le Grand-Duché de Luxembourg.

[30] Cf. STATEC (2013). S. Casali : le Luxembourg 1960-2010. L'industrie sidérurgique luxembourgeoise depuis les années 60. http://www.statistiques.public.lu/catalogue-publications/luxembourg/2013/PDF-02-13.pdf

Le poids important de l'industrie agro-alimentaire pour l'emploi

La plupart de l'industrie hors sidérurgie s'est concentrée dans trois branches : l'industrie agro-alimentaire, celle du papier et de l'impression, puis celle de l'édition. On peut considérer que, depuis 1960, structurellement et la sidérurgie exceptée, l'industrie agro-alimentaire a disposé du plus grand poids dans l'emploi total de l'industrie, même si elle se réduit en importance jusque dans les années 1990. Dans les années 1960 et 1970, plusieurs produits ont pratiquement disparu. L'industrie brassicole a aussi connu des difficultés, sa production ayant reculé de 805 000 hectolitres en 1975 à moins de la moitié au début des années 2000. Dans le domaine de la production de pain, on a pu observer la disparition de bon nombre d'entreprises artisanales au profit de la boulangerie industrielle. Pas loin de l'agro-alimentaire, on trouve ensuite en importance l'industrie du caoutchouc et des matières plastiques. Les machines et équipement et la production de produits minéraux non métalliques ont gagné en importance jusque dans les années 1990 avant de perdre ensuite.[31]

En comparant l'emploi total des industries manufacturières autres que la sidérurgie, par rapport à l'emploi intérieur, on observe une baisse de leur importance relative dans l'économie totale. La part s'élevant à 13,4 % en 1970, elle tombe à 6,6 % en 2010 sous l'effet essentiellement de la tertiarisation de l'économie luxembourgeoise.

Au-delà de l'industrie classique : l'industrie culturelle

Le Luxembourg a aussi toujours joué un rôle pionnier sur la scène médiatique en Europe. Deux géants des médias et des communications sont nés au Luxembourg et continuent aujourd'hui leur développement à partir du pays : RTL Group, premier diffuseur européen de télévision et de radio ; et SES, premier fournisseur mondial de services de communication et de télédiffusion grâce à une flotte de plus de 50 satellites. Par ailleurs, la sécurité de l'information et les réseaux de télécommunications de haute performance constituent une priorité du gouvernement en matière de recherche et développement. Dans ce contexte, en plus de nombreuses PME, des multinationales de l'économie numérique sont désormais présentes au Grand-Duché. Le gouvernement a procédé ces dernières années à des investissements conséquents en matière de recherche et d'innovation. Ainsi, un cadre légal relatif à la promotion de la recherche, du développement et de l'innovation a été créé en 2009 afin de stimuler la capacité d'innovation des entreprises et organismes de recherche privés.[32]

Diversification économique et industrielle

A partir de 1950, des efforts de diversification économique ont été initiés. A cette époque-là, le Luxembourg a attiré les premières entreprises américaines comme Goodyear, DuPont de Nemours ou encore Monsanto, tout en développant le secteur financier. Depuis lors, le visage de l'industrie a beaucoup changé. Simultanément à la diversification, un déclin de certaines industries s'est fait aussi ressentir. Ce fut en effet le déclin de l'industrie du cuir, des tuileries, de certains matériaux de construction, de produits minéraux non métalliques. Le déclin fut marqué surtout par l'arrêt de production de Villeroy & Boch en 2010, considéré comme un

[31] Cf. Weydert, Nico (2013) : Les autres industries manufacturières depuis 1960. Dans : STATEC (Ed.) (2013) : Le Luxembourg 1960 – 2010.

[32] Cf. Service information et presse du gouvernement luxembourgeois (Ed.) (2015) : Tout savoir sur le Grand-Duché de Luxembourg.

fleuron national. A contrario, durant la même période, l'industrie du textile a connu un succès croissant au Luxembourg.

Une diversification industrielle plus récente s'est réalisée à partir de 1980 par la création de la Société nationale de crédit et d'investissement[33], de zones industrielles à travers tout le pays et d'une centaine de nouvelles entreprises. Ceci a eu comme conséquence une baisse de la part de la sidérurgie et une hausse de celle des autres industries sur le plan du PIB luxembourgeois. A partir de 2004, le gouvernement a mis en place une nouvelle politique de diversification économique dans une optique de spécialisation multisectorielle : technologies de l'information et de la communication, logistique, sciences et technologies de la santé, écotechnologies.[34]

5.2 Situation économique de l'industrie au Luxembourg

Il est possible de faire une approximation du nombre d'entreprises industrielles manufacturières sur la base des informations de l'Administration de l'enregistrement et des domaines ainsi que de la Sécurité Sociale. En 2013, elles seraient donc 839, pour employer environ 32 000 salariés. Le secteur manufacturier est donc un secteur au Luxembourg avec peu d'entreprises mais beaucoup de travailleurs (à titre de comparaison, le rapport dans les services est de l'ordre d'environ 2100 entreprises pour 21 600 personnes). En ce qui concerne le nombre d'entreprises, on constate une nette tendance à la baisse, puisqu'en 1970 le secteur manufacturier comptait 1 338 entreprises.

Tableau : Les 10 plus grosses entreprises de l'industrie manufacturière au Luxembourg en 2016

	Secteur	Etablissement	Effectifs	Lieu
1	Sidérurgie	Groupe Arcelor Mittal	4.180	Luxembourg
2	Fabrication de produits en caoutchouc	Goodyear Dunlop Tires Operations SA	3.290	Colmar-Berg
3	Fabrication de coutellerie, d'outillage et de quincaillerie	Groupe CERATIZIT	1.360	Mamer
4	Fabrication de produits en plastique	DuPont de Nemours (Luxembourg)	1.100	Contern
5	Fabrication d'autres machines d'usage spécifique	Husky Injection Molding Systems SA	980	Dudelange
6	Fabrication de produits en plastique	Euro-Composites SA	810	Echernach
7	Fabrication de produits à base de tabac	Landewyck Group	700	Luxembourg
8	Fabrication de verre et d'articles en verre	Groupe Guardian	680	Bertrange
9	Fabrication d'instruments et d'appareils de mesure, d'essai et de navigation ; horlogerie	IEE SA	660	Echternach
10	Fabrication d'instruments et d'appareils de mesure, d'essai et de navigation ; horlogerie	CEBI Luxembourg SA	620	Steinsel

Source : STATEC

[33] Un établissement bancaire de droit public spécialisé dans le financement des entreprises luxembourgeoises.
[34] Cf. Service information et presse du gouvernement luxembourgeois (Ed.) (2015) : Tout savoir sur le Grand-Duché de Luxembourg.

La part du secteur tertiaire bien supérieure à celle des autres composantes de la Grande Région

En 2015, la valeur ajoutée brute du Luxembourg s'élève à 47,2 milliards d'euros bruts. Bien qu'en Grande Région la part de la valeur ajoutée de l'industrie s'élève moyennement à plus de 17 %, elle représente moins de 5 % au Luxembourg. Le secteur tertiaire, qui emploie 80,2 % des salariés, contribue à hauteur de 88,5 % à la création de valeur. Le Luxembourg, étant une place financière de tout premier ordre en Europe avec quelques 150 banques opérant sur le territoire en 2014,[35] il est inéluctable que la valeur ajoutée qui provient directement des services financiers représente une part importante dans la valeur ajoutée totale.

Tableau : Valeur ajoutée brute au Luxembourg 2015

Code NACE	Secteur économique	En millions d'euros	Part du total (en %)
A	Agriculture, sylviculture et pêche	85,6	0,2
B	Industries extractives	31,5	0,1
C	**Industrie manufacturière**	**2.234,7**	**4,7**
D	Production et distribution d'électricité, de gaz, de vapeur et d'air conditionné	164,5	0,3
E	Production et distribution d'eau ; assainissement, gestion des déchets et dépollution	301,4	0,6
F	Construction	2.588,9	5,5
G	Commerce ; réparation d'automobiles et de motocycles	5.027,3	10,7
H	Transports et entreposage	1.924,7	4,1
I	Hébergement et restauration	880,2	1,9
J	Information et communication	3.154,7	6,7
K	Activités financières et d'assurance	13.380,6	28,4
L	Activités immobilières	3.403,7	7,2
M	Activités spécialisées, scientifiques et techniques	3.891	8,2
N	Activités de services administratifs et de soutien	1.830	3,9
O	Administration publique	2.774,2	5,9
P	Enseignement	1.967,6	4,2
Q	Santé humaine et action sociale	2.599,5	5,5
R	Arts, spectacles et activités récréatives	325,1	0,7
S	Autres activités de services	449,3	1,0
T	Activités des ménages	154,6	0,3
	TOTAL	**47.169,2**	**100,0**

Source : STATEC

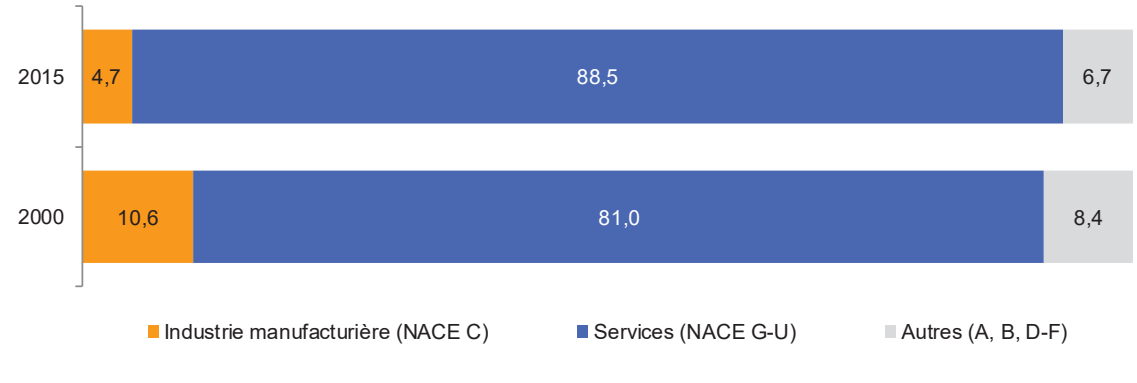
La contribution des services à la valeur ajoutée brute luxembourgeoise ne cesse d'augmenter

Entre 2000 et 2015, la part de la valeur ajoutée de l'industrie manufacturière au Luxembourg rapportée à la valeur ajoutée totale a reculé de presque 6 points, bien qu'elle ait augmenté en valeur absolue de 29,1 millions d'euros. Ce sont les services qui se sont fortement développés,

[35] Cf. Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg : Economie et secteurs-clés. (01/09/2016) http://www.luxembourg.public.lu/fr/le-grand-duche-se-presente/luxembourg-tour-horizon/economie-et-secteurs-cles/index.html

la part de leur valeur ajoutée pesant toujours un peu plus dans l'économie luxembourgeoise. Parmi eux, les services financiers, qui comprennent les activités des banques, des auxiliaires financiers et d'assurances, connaissent entre 2005 et 2015 un véritable essor. En effet, la valeur ajoutée brute que rapportent ces services a été quasiment multipliée par deux sur la période, passant de 5,7 milliards d'euros constants en 2000 à 11,4 milliards en 2015. Comme le précise le STATEC dans une étude sur l'essor du secteur tertiaire au Luxembourg, « le développement de la place financière produit un effet d'entraînement sur les activités de services immobiliers et de location, mais aussi sur les services aux entreprises, en particulier les activités juridiques, comptables et de conseil de gestion, activités d'architecture et d'ingénierie, activités de contrôle et analyses techniques, publicité et activités de fourniture de personnel, de sécurité et activités de nettoyage. »[36] Par ailleurs, comme pour les autres composantes de la Grande Région, l'économie luxembourgeoise connaît aussi depuis plusieurs décennies cette tendance des entreprises à faire appel à des entreprises spécialisées et externalisent des activités qu'elles assuraient auparavant elles-mêmes. Par la force des choses, la part de ces services dans la création de valeur ajoutée du pays a augmenté ces quinze dernières années.

Part de la valeur ajoutée brute de l'industrie manufacturière dans le total de la valeur ajoutée brute au Luxembourg en 2000 et 2015



Calculs : OIE

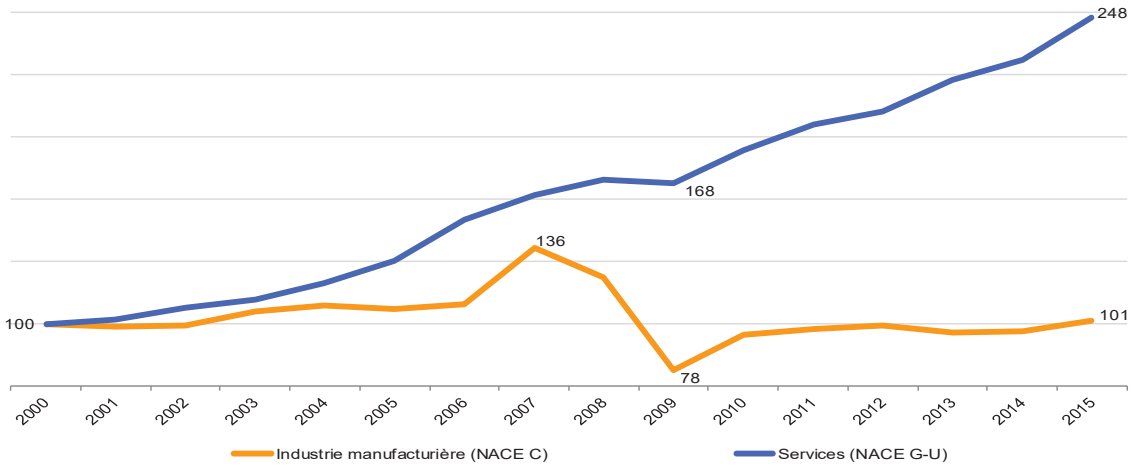
Source : STATEC

Une stagnation de l'industrie et une croissance rapide et continue des services

Entre 2000 et 2015, la valeur ajoutée de l'industrie manufacturière a de façon globale faiblement évolué, sachant qu'elle a été en proie à une forte instabilité sur la période. Ainsi, suite à une stagnation puis à une augmentation notable entre 2006 et 2007, elle ne résiste pas à la crise économique et perd 1,3 milliards d'euros entre 2007 et 2009, soit 43 % de sa création de valeur en 2007. Pendant ce temps, la création de richesse du secteur tertiaire a été multipliée par 2,5 sur la période. Cette croissance rapide et continue a été particulièrement portée par le développement des services financiers qui gagnent +132 % sur la période, ce qui correspond en valeur absolue à une augmentation de la création de richesse de +7,6 milliards d'euros.

[36] STATEC (2012), L. Gargano : Le Luxembourg 1960-2010. L'essor du secteur tertiaire au Luxembourg. http://www.statistiques.public.lu/catalogue-publications/luxembourg/2012/PDF-23-12.pdf

Evolution de la valeur ajoutée brute de l'industrie manufacturière et des services au Luxembourg entre 2003 et 2015



Calculs : OIE

Source : STATEC

La diversification industrielle succède à la dominance de la sidérurgie

Il s'agit de la catégorie regroupant l'industrie du caoutchouc, celle du plastique ainsi que de la fabrication de produits minéraux non métalliques qui figure au premier rang des contributeurs à la création de richesse industrielle, et ce à hauteur de 23 %. Alors que pendant des décennies, l'industrie luxembourgeoise a été marquée par la dominance de l'industrie sidérurgie, des efforts de diversification industrielle ont été menés durant la dernière cinquantaine d'années.[37] C'est ainsi que des entreprises à capital américain s'implantent sur le territoire du Grand-Duché comme par exemple GoodYear, Dupont De Nemours ou encore Monsanto. En ce qui concerne GoodYear, cet industriel du caoutchouc est aujourd'hui la deuxième plus grande entreprise en termes d'emploi du secteur manufacturier luxembourgeois. Le producteur de polyester recensé dans l'industrie plastique qu'est Dupont De Nemours se situe au 4e rang des employeurs les plus importants sur le territoire, et fait partie d'un des secteurs les plus importants pour le Luxembourg quant à la création de valeur ajoutée industrielle.

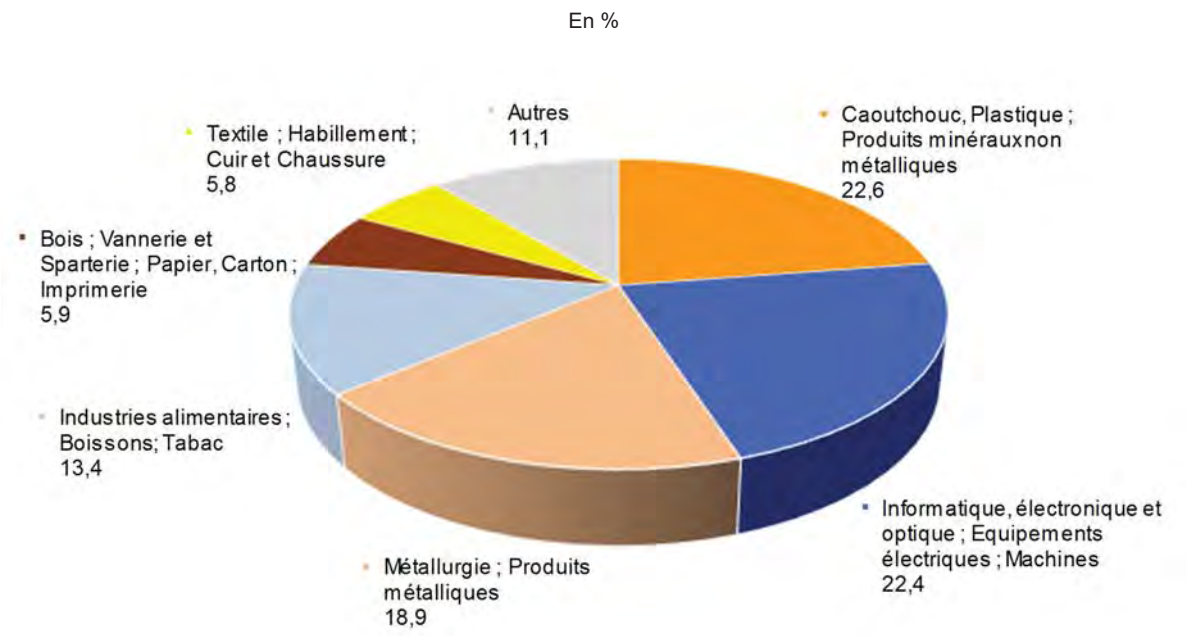
La catégorie regroupant les secteurs de la fabrication de produits informatiques, électroniques, optiques, d'équipements électriques et de machines participe à la création de valeur industrielle à hauteur de 22 %. C'est ensuite la métallurgie qui a un poids important dans la création de richesse nationale, puisqu'elle représente 18,9 % de la valeur ajoutée brute totale. Dans ce secteur, le Groupe ArcelorMittal est le premier employeur au Grand-Duché. Selon l'Institut international du fer et de l'acier (International Iron & Steel Institute), le Groupe ArcelorMittal est le plus gros producteur d'acier dans le monde. En 2014, il a produit 97,1 tonnes d'acier, ce qui correspond au niveau de 2011.

L'industrie alimentaire, qui représentait presqu'un quart de la valeur ajoutée brute dans les années 60 perd de l'importance au milieu des années 90, du fait notamment de la disparition

[37] STATEC (2013), N. Weydert : Le Luxembourg 1960-2010. Les autres industries manufacturières depuis 1960. http://www.statistiques.public.lu/catalogue-publications/luxembourg/2013/PDF-06-13.pdf

de plusieurs produits connus comme les pâtes alimentaires ou la production de limonade. Aujourd'hui, elle représente avec l'industrie du tabac 13,4 % de la valeur ajoutée brute de l'industrie manufacturière.

Répartition de la valeur ajoutée brute dans l'industrie manufacturière au Luxembourg en 2014



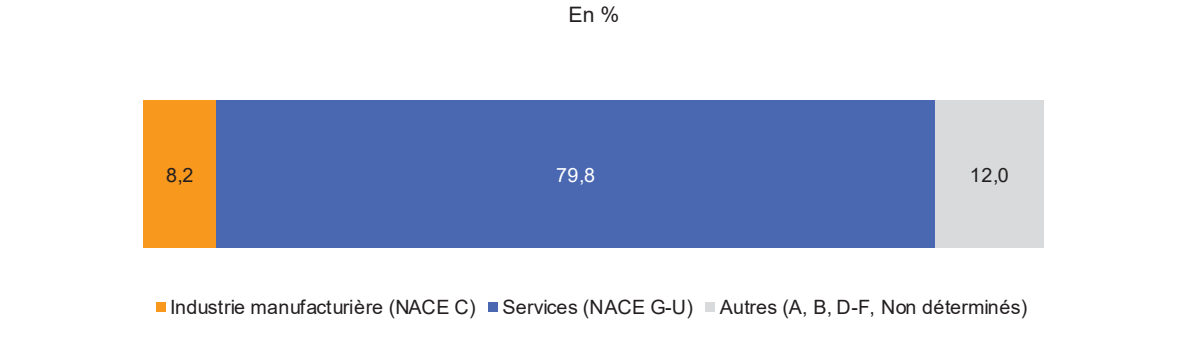
Calculs : OIE

Source : STATEC

5.3 Situation de l'emploi dans l'industrie au Luxembourg

Selon les données de l'Inspection Générale de la Sécurité Sociale du Luxembourg, le nombre de salariés travaillant au Grand-Duché en 2015 s'élève à 382 751. Parmi eux, moins de 1 % travaille dans le secteur primaire, 19,5 % dans le secteur secondaire et 79,8 % dans le secteur tertiaire.

Répartition de l'emploi de l'industrie manufacturière par secteurs économiques choisis en 2015



Calculs : OIE

Source : IGSS, situation au 31/03

En l'espace de 15 ans (2000-2015), l'emploi total au Luxembourg a été multiplié par 1,6. Alors qu'en Grande Région, l'emploi de l'industrie manufacturière dépasse en moyenne 16 % de l'emploi total, son pourcentage au Luxembourg est un pourcentage à un chiffre. En ce qui concerne le secteur tertiaire, on note l'importance des services commerciaux et de réparation d'automobiles et motocycles pour l'emploi, qui occupent 12 % des salariés au Luxembourg. Les activités financières et d'assurances et l'administration publique sont également importantes en termes d'emploi et occupent respectivement environ 11% des salariés.

Tableau : Effectifs salariés par secteur économique au Luxembourg en 2015

Code NACE	Secteurs économiques	Effectifs	Part du total (en %)
A	Agriculture, sylviculture et pêche	1.280	0,3
B	Industries extractives	250	0,1
C	**Industrie manufacturière**	**31.200**	**8,2**
D	Production et distribution d'électricité, de gaz, de vapeur et d'air conditionné	1.382	0,4
E	Production et distribution d'eau ; assainissement, gestion des déchets et dépollution	1.567	0,4
F	Construction	40.080	10,5
G	Commerce ; réparation d'automobiles et de motocycles	46.268	12,1
H	Transports et entreposage	26.066	6,8
I	Hébergement et restauration	17.312	4,5
J	Information et communication	17.206	4,5
K	Activités financières et d'assurance	43.924	11,5
L	Activités immobilières	2.506	0,7
M	Activités spécialisées, scientifiques et techniques	31.468	8,2
N	Activités de services administratifs et de soutien	25.094	6,6
O	Administration publique	43.217	11,3
P	Enseignement	3.966	1,0
Q	Santé humaine et action sociale	34.145	8,9
R	Arts, spectacles et activités récréatives	2.073	0,5
S	Autres activités de services	5.711	1,5
T	Activités des ménages	5.929	1,5
U	Activités extra-territoriales	619	0,2
	Non déterminés	1.488	0,4
	TOTAL	**382.751**	**100**

Source : IGSS, situation au 31/03

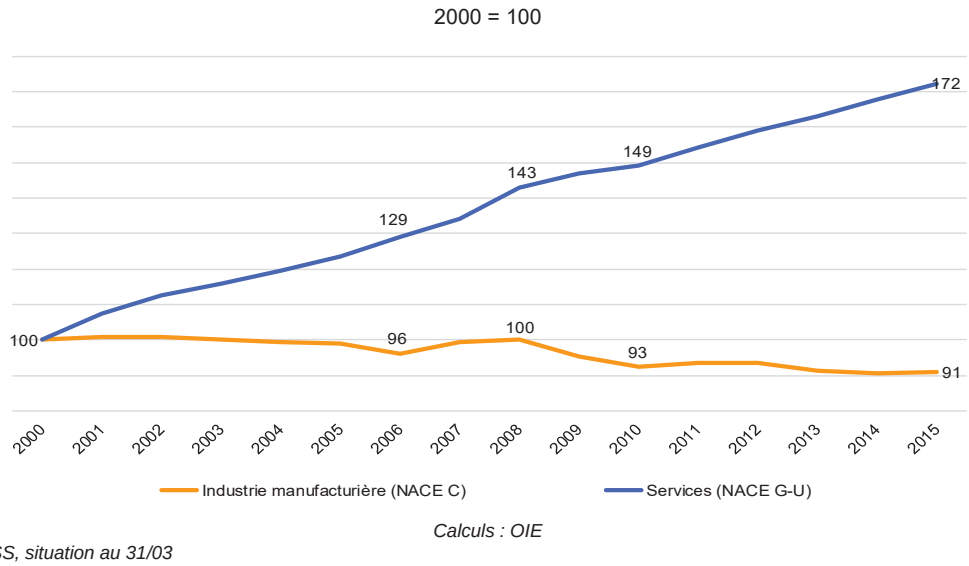
Une baisse mesurée de l'emploi dans l'industrie manufacturière luxembourgeoise

Entre 2000 et 2015, l'emploi dans l'industrie manufacturière, quant à lui, baisse de façon quasiment continue entre 2000 et 2015, mais pas de façon brutale (-9 %). Cette baisse est portée par le recul des industries métallurgiques et sidérurgiques, qui perdent environ 30 % en termes d'emploi entre 2000 et 2015. La sidérurgie ne s'est jamais vraiment remise des effets de la crise mondiale de 1975 à 1985, et elle doit faire face aujourd'hui à de nouveaux enjeux sur un marché qui est en pleine mutation et sur lequel la concurrence internationale s'est renforcée et compte désormais d'autres pays producteurs d'acier comme les pays du BRIC (Brésil, Russie, Inde, Chine). Si on laisse de côté le secteur sidérurgique, on constate que l'emploi salarié

de l'industrie manufacturière hors sidérurgie a même très légèrement augmenté entre 2000 et 2015, et ce d'environ 1 %.

Alors que l'emploi dans le secteur tertiaire augmente de façon continue dans chaque composante de la Grande Région, le développement relatif qu'il connaît au Luxembourg est tout à fait exceptionnel. En effet, en 2000, les services comptent 177 472 salariés, variable qui s'élève ensuite à 305 504 en 2015, ce qui correspond à une augmentation de 72,1 %. Cette forte augmentation a été portée par le développement de manière soutenue des services de santé et d'action sociale (+20 679 salariés), les activités spécialisées, scientifiques et techniques, les activités financières et d'assurance, ainsi que la branche « Commerce, réparation d'automobiles et de motocycles ».

Evolution de l'emploi salarié dans l'industrie manufacturière et les services au Luxembourg entre 2000 et 2015



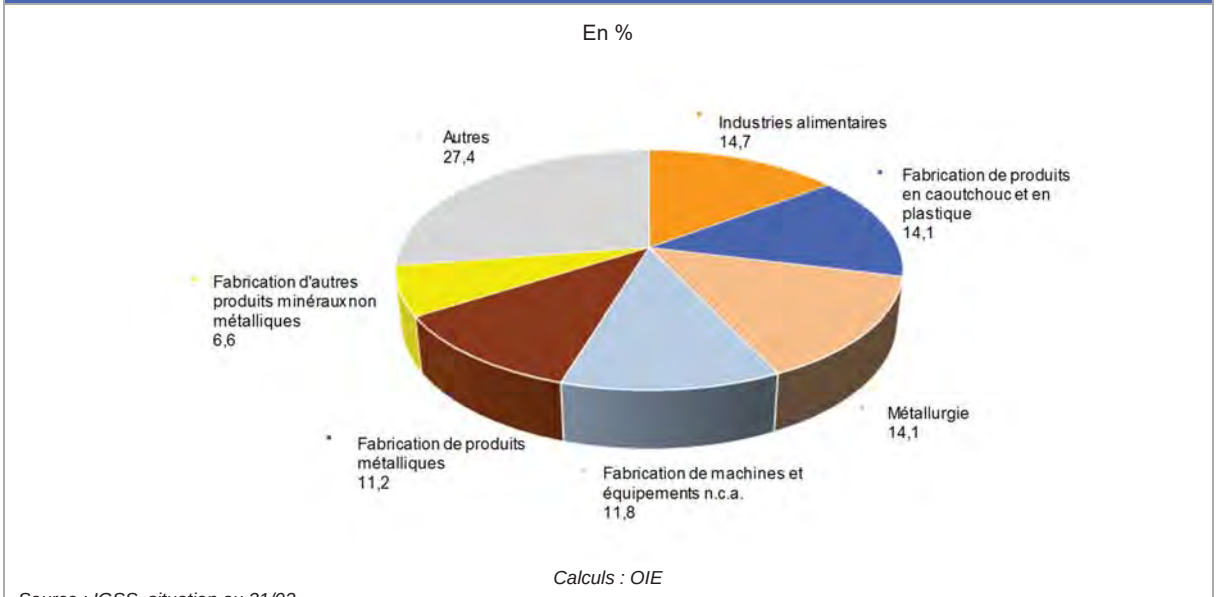
Calculs : OIE

Source : IGSS, situation au 31/03

Un secteur manufacturier dominé par les industries alimentaires, du caoutchouc, du plastique et de la métallurgie

C'est l'industrie alimentaire, qui travaille d'ailleurs dans une large mesure pour le marché national, qui a le plus grand poids dans l'emploi total de l'industrie manufacturière, et peut ainsi être considérée comme un pilier de l'industrie. En 2015, 4 591 salariés travaillent le secteur alimentaire. L'industrie du caoutchouc et du plastique, avec 4 410 salariés, suit de très près l'industrie agro-alimentaire et la dépasse même à certains moments en termes d'effectifs. A effectifs quasiment équivalents à cette dernière industrie, la métallurgie est le troisième secteur employeur au Luxembourg avec 4 398 salariés. Une très large majorité d'entre eux exerce leur métier au sein du groupe ArcelorMittal. Ces trois secteurs constituent à eux seuls 43 % de l'emploi de l'industrie manufacturière.

Répartition de l'emploi de l'industrie manufacturière par secteurs économiques choisis au Luxembourg en 2015



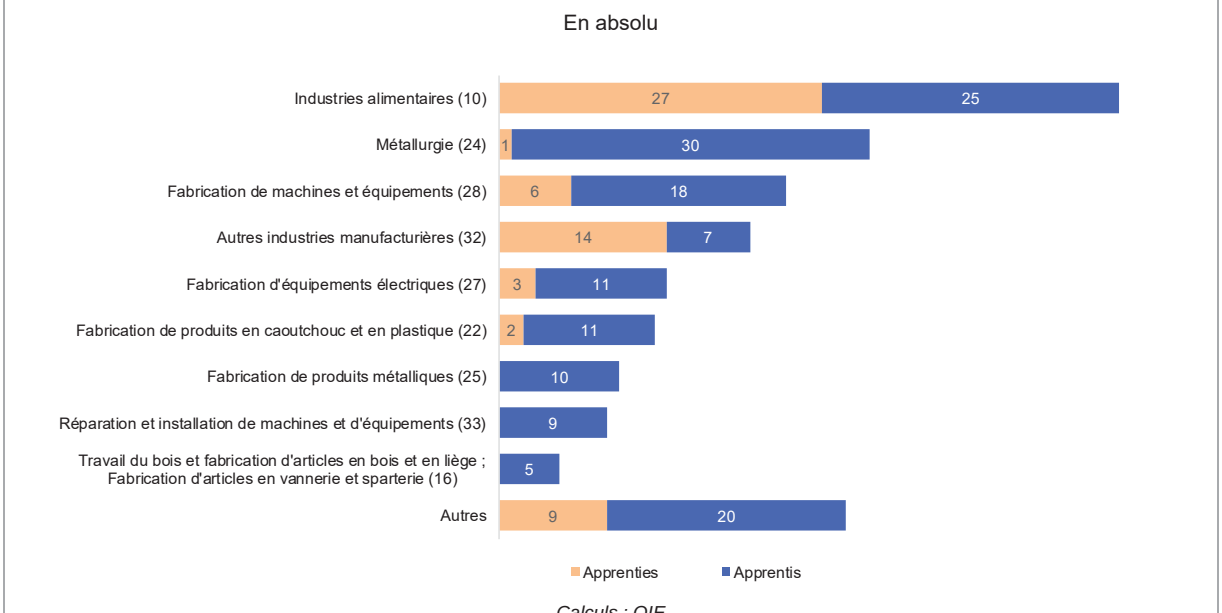
Calculs : OIE

Source : IGSS, situation au 31/03

Une très large majorité d'hommes chez les apprentis de l'industrie

Parmi les 3 542 apprentis au Luxembourg en 2015, 6 % effectue son apprentissage dans l'industrie manufacturière (208 personnes). Le plus gros secteur employeur du secteur manufacturier, à savoir l'industrie alimentaire, est aussi celui qui a le plus recours à l'apprentissage. En effet, 25 % des apprentis de l'industrie manufacturière sont employés dans ce secteur. On constate dans la métallurgie, le deuxième secteur employeur d'apprentis, une dominance des apprentis masculins, présents à hauteur de 97 %. Sans dominer largement, les apprenties sont bien représentées dans l'industrie alimentaire (52 %).

Répartition des apprentis par sexe et par secteurs économiques choisis au Luxembourg en 2015



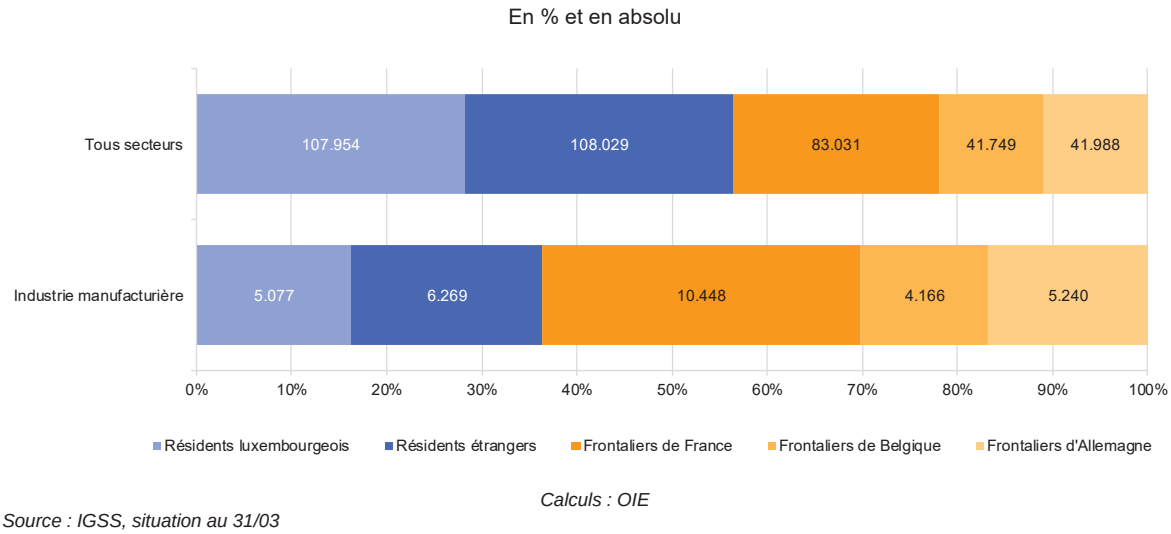
Calculs : OIE

Source : IGSS, situation au 31/03

L'industrie manufacturière dépendante de la main-d'œuvre frontalière

Le marché de l'emploi luxembourgeois présente la caractéristique assez atypique d'avoir une part de travailleurs frontaliers particulièrement élevée. Comme le souligne le gouvernement du Grand-Duché, les « frontaliers venus de France, de Belgique et d'Allemagne sont attirés par un marché de l'emploi dynamique, un environnement de travail international et des conditions de salaire avantageuses. »[38] En l'espace de quinze ans, le nombre des frontaliers a quasiment été multiplié par deux. En 2015, on compte 166 768 frontaliers au Luxembourg, soit 43,7 % de l'emploi total. Certains secteurs économiques se voient dépendants de cette main d'œuvre frontalière. C'est le cas de l'industrie manufacturière, qui emploie un total de 31 200 personnes, parmi lesquelles 64 % viennent des pays voisins (13,4 % de Belgique, 16,8 % d'Allemagne et 33,5 % de France). Le nombre de frontaliers qui travaillent dans l'industrie s'élève à 19.854. Au total, 12 % des frontaliers au Luxembourg ont une activité manufacturière.

Salariés au Luxembourg par pays d'origine en 2015



Calculs : OIE

Source : IGSS, situation au 31/03

Une forte domination de la main d'œuvre frontalière dans les secteurs manufacturiers les plus importants en termes d'emploi

De façon plus détaillée, on constate que dans les secteurs économiques les plus employeurs, la main d'œuvre frontalière domine largement, sauf dans l'industrie alimentaire. Les quatre secteurs les plus importants en termes d'emploi emploient un peu plus de la moitié des frontaliers occupant un poste dans l'industrie manufacturière (52,5 %). Comme le souligne le tableau ci-dessous, les Français sont particulièrement bien représentés dans le secteur métallurgique et les Belges dans l'industrie du caoutchouc et du plastique. Quant aux Allemands, le plus grand nombre d'entre eux occupent un poste salarié dans le secteur de la fabrication de machines et d'équipements.

38 Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg : Le marché de l'emploi décortiqué. (01/09/2016). http://www.luxembourg.public.lu/de/actualites/2014/01/27-emploi/index.html

Tableau : Effectifs salariés par secteurs économiques de l'industrie manufacturière choisis et par pays d'origine 2015

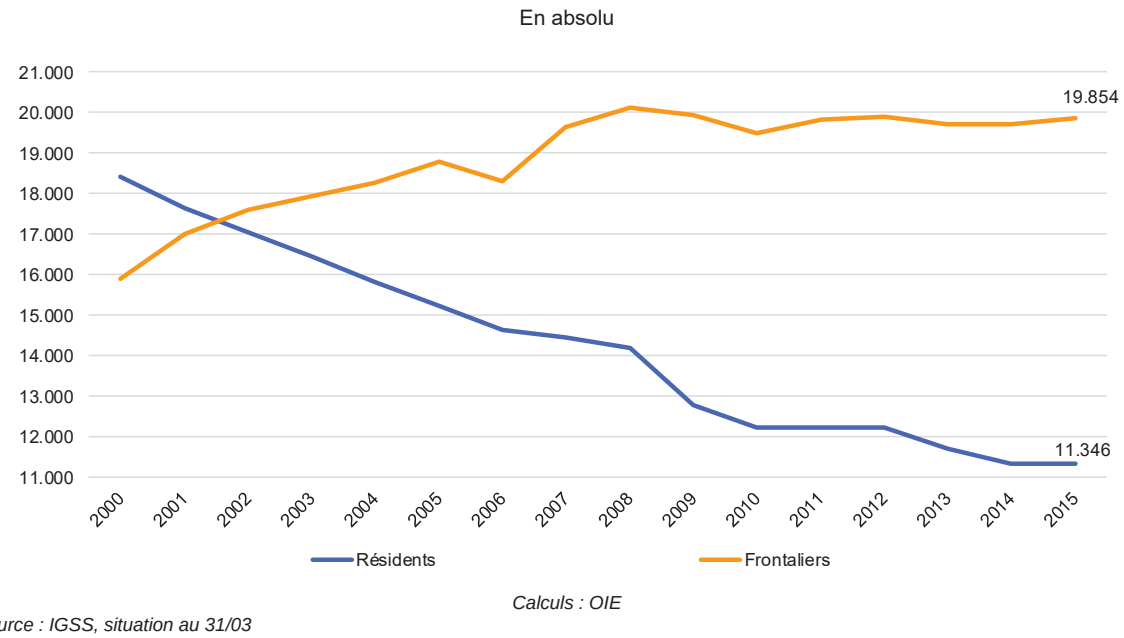
	Résidents		Frontaliers			Total	Part de résidents (en %)	Part de frontaliers (en %)
	Luxem-bourgeois	Etrangers	Allemagne	Belgique	France			
Industrie manufacturière	**5.077**	**6.269**	**5.240**	**4.166**	**10.448**	**31.200**	**36,4**	**63,6**
Industries alimentaires	524	1.831	439	239	1.558	4.591	51,3	48,7
Fabrication de produits en caoutchouc et en plastique	863	835	868	1.146	698	4.410	38,5	61,5
Métallurgie	1.047	617	86	595	2.053	4.398	37,8	62,2
Fabrication de machines et équipements	370	564	944	497	1.291	3.666	25,5	74,5
Fabrication de produits métalliques	409	698	540	412	1.445	3.504	31,6	68,4
Fabrication d'autres produits minéraux non métalliques	276	404	149	147	1.096	2.072	32,8	67,2
Autres	1.588	1.320	2.214	1.130	2.307	8.559	34,0	66,0

Source : IGSS, situation au 31/03

Davantage de frontaliers que de résidents dans l'industrie manufacturière depuis 2002

L'industrie n'a pas toujours été aussi dépendante de la main d'œuvre frontalière qu'elle ne l'est aujourd'hui. En effet, les travailleurs résidents, c'est-à-dire les Luxembourgeois ainsi que les étrangers résidents sont plus nombreux que les frontaliers jusqu'en 2001. A partir de 2002, la tendance s'inverse, les frontaliers représentent pour la première fois un effectif supérieur à celui des résidents. Cette tendance est chaque année davantage renforcée et l'écart se creuse.

Evolution de l'emploi salarié dans l'industrie manufacturière luxembourgeoise par pays de résidence en 2015



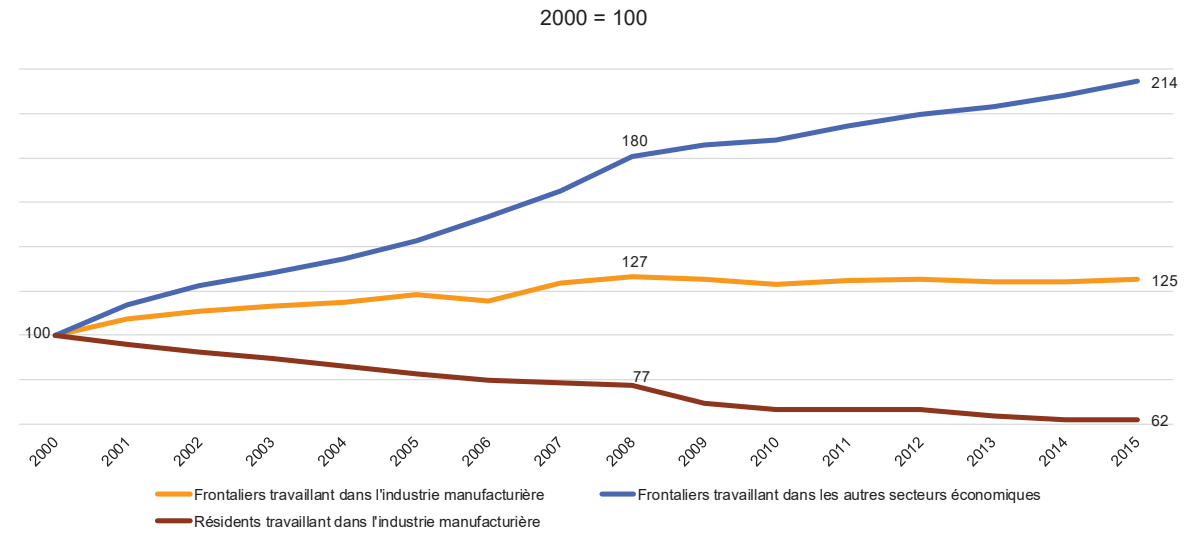
Calculs : OIE

Source : IGSS, situation au 31/03

Une augmentation du nombre de frontaliers tous secteurs confondus

La baisse de l'emploi de 9 % dans l'industrie manufacturière entre 2000 et 2015 a concerné l'emploi des résidents et non celui des frontaliers. En effet, alors que le nombre de salariés de l'industrie manufacturière venant des pays voisins augmente de 25 % sur la période, celui des résidents luxembourgeois baisse de 38 %. Dans les autres secteurs économiques, le nombre de frontaliers n'a pas cessé d'augmenter, et ce, de manière continue et soutenue. Cette évolution est à attribuer en particulier aux services marchands, dans lesquels 66 % des frontaliers occupent un emploi. Les effectifs salariés frontaliers dans les services marchands ont été multiplié par deux, pour occuper 109 299 personnes en 2015.

Evolution de l'emploi salarié au Luxembourg par secteur économique et par pays de résidence entre 2000 et 2015



Calculs : OIE

Source : IGSS, situation au 31/03

6. La Sarre

6.1 L'évolution industrielle en Sarre : de l'industrie lourde à la diversité

L'industrie minière a posé les bases de l'économie actuelle sarroise il y a 200 ans. Au cours du 19e siècle, les bases de l'économie de la Sarre ont évoluées, passant d'une région dominée initialement par l'agriculture à une région industrielle caractérisée par la présence de mines de charbon, d'usines sidérurgiques, de la filière du génie mécanique et de l'industrie du verre et de la céramique. A la différence d'autres zones industrielles, la demande croissante de main-d'œuvre a été satisfaite, pour l'essentiel, par les agriculteurs et les artisans venant de la région environnante. En l'espace de quasiment un siècle, la population a plus que quadruplé, pour atteindre 600 000 habitants en 1900.[39] En 1910, plus de 70 000 personnes travaillaient dans le secteur minier et environ 30 000 dans l'industrie sidérurgique. Un changement social profond est intervenu, dû à la croissance importante de la population d'ouvriers et de mineurs, et certains villages devinrent d'importantes villes industrielles, telles que par exemple St. Ingbert et Neunkirchen. En tant qu'exploitant des mines, le fisc prussien a fait construire de nombreuses cités de mineurs dans les centres industriels, notamment dans la région de Völklingen et de Sarrebruck où des primes étaient également allouées aux mineurs et leurs familles pour leur permettre de construire leurs propres maisons. Cependant, les zones rurales ont également connu des transformations, car de nombreux travailleurs sont venus des villages environnants du Palatinat occidental et du Hunsrück. L'industrie minière fait encore aujourd'hui partie de l'identité de la Sarre.

Le déclin de l'activité minière compensé par l'implantation de nouvelles industries

Le changement structurel a déjà commencé dans les années 1960, lorsque, en raison de la crise du charbon, le nombre d'emplois dans ce secteur a diminué de moitié pour atteindre 30000 emplois.[40] Avec l'implantation de l'usine Ford à Saarlouis à la fin des années 1960, l'industrie automobile s'est non seulement installée en Sarre, mais de nombreux emplois ont également été créés dans l'industrie de sous-traitance. Aujourd'hui, la société ZF-Getriebe AG est le principal employeur avec 8 700 salariés[41], la Ford-Werke GmbH emploie actuellement 6 000 personnes. Avec un effectif de 4 500 salariés, la Bosch GmbH à Homburg est le 4e employeur en Sarre, précédé par l'entreprise Dillinger Hüttenwerke.

Quant à l'implantation d'entreprises en Sarre, l'industrie électrique et le génie mécanique ont également connu un boom dans les années 1960. A titre d'exemple, la société souabe Festo AG & Co. KG, leader mondial dans le domaine de la technique d'automatisation, ainsi que le groupe Schaeffler Technologies GmbH & Co. KG (respectivement 2 600 salariés), fabricant de roulements en Franconie, sont depuis lors représentés en Sarre. Ces entreprises fabriquent

[39] Cf. Staatskanzlei Saarland : Geschichte – Der Durchbruch der Industrialisierung 1850/60. (19/11/2015) http://www.saarland.de/122952.htm
[40] Cf. Staatskanzlei Saarland : Geschichte – Zwischen Krise und Strukturwandel. (19/11/2015) http://www.saarland.de/122961.htm
[41] Les indications sur les effectifs tout au long du texte proviennent de la liste « Die 50 größten saarländischen Industriebetriebe » (situation en mars 2016) publiée par la IHK Saarland

en particulier des pompes, des roulements à billes, des robinetteries ainsi que des composants hydrauliques et pneumatiques.[42] Aujourd'hui, près de 15 000 personnes sont employées dans le secteur du génie mécanique.

La Sarre, un territoire encore important pour l'industrie sidérurgique

La crise sidérurgique des années 1970 a eu pour conséquence une restructuration de la branche. Deux tiers des salariés ont perdu leur emploi en dix ans, ce qui a affecté à long terme le budget du Land.[43] Cependant, le secteur sidérurgique est toujours une des branches industrielles les plus importantes de la Sarre, représente 10 % du chiffre d'affaires de l'industrie et emploie presque 15 000 personnes. Comme mentionné plus haut, la société AG der Dillinger Hüttenwerke, l'un des principaux producteurs de tôles fortes en Europe, est le troisième employeur en Sarre avec 5 100 salariés, suivie de près par la Saarstahl AG avec 4000 personnes.

En outre, la Sarre est l'un des principaux sites de l'industrie de la fonderie en Allemagne. Un bon huitième de la fabrication allemande de produits de fonderie est réalisé en Sarre.[44] Les plus grandes entreprises de ce secteur sont directement issues de l'industrie traditionnelle du charbon et de l'acier : la société Halberg Guss GmbH (1 200 personnes) et Saint-Gobain PAM Deutschland GmbH qui emploie actuellement 400 salariés. En ce qui concerne le secteur de la forge, il convient de citer la société Saarschmiede GmbH (900 salariés) et la ThyssenKrupp Gerlach GmbH à Homburg (800 salariés). La compétence principale de l'industrie sidérurgique sarroise est, selon ses propres déclarations, la concentration sur des produits novateurs et de haute qualité ainsi que la recherche et le développement de produits adaptés aux exigences individuelles des clients.[45]

Une place industrielle moderne et une culture industrielle propre

Avec respectivement un quart de la valeur ajoutée brute et de l'emploi total, l'industrie manufacturière constitue le cœur de l'industrie sarroise. La politique industrielle de la Sarre met l'accent sur le thème porteur qu'est l'industrie 4.0. Dans ce contexte, l'importance du paysage scientifique et de recherche en Sarre, qui agit en coopération étroite avec l'industrie, constitue un véritable atout. A titre d'exemple, le cluster d'excellence « Multimodal Computing and Interaction » réunit plusieurs organismes de recherche, tels que l'Université de la Sarre avec ses filières informatique, linguistique informatique et phonétique, l'Institut Max Planck pour l'informatique, le Centre de recherche allemand pour l'intelligence artificielle (DFKI) et l'Institut Max Planck pour les logiciels, créé en 2004.[46] Présenté en octobre 2015, le centre de compétence « Power4Production (P4P) » est considéré comme un élément fondamental de la stratégie de la politique industrielle. Le DFKI et le ZeMA (Centre de mécatronique et de technique d'automatisation) travaillent ensemble sur le thème « l'interconnexion intelligente des produits et

[42] Cf. Verband der Metall- und Elektroindustrie des Saarlandes e.V. (ME Saar). (19.11.2015) http://www.mesaar.de/content/mesaar/
[43] Cf. Staatskanzlei Saarland : Geschichte – Zwischen Krise und Strukturwandel. (19.11.2015) http://www.saarland.de/122961.htm
[44] Cf. Verband der Metall- und Elektroindustrie des Saarlandes e.V. (ME Saar). (19.11.2015) http://www.mesaar.de/content/mesaar/
[45] Cf. Isoplan (2012) : Stahlstudie 2012 http://vds-stahl.de/aktuell/stahlstudie.html
[46] Cf. Staatskanzlei Saarland: Forschungslandschaft. (19.11.2015) www.saarland.de

environnements de production en termes de valeur ajoutée industrielle »[47]. L'accent est placé sur l'industrie automobile. « La première chaîne de production adaptable en permanence selon le concept d'Industrie 4.0 »[48] qui a été mise en service dans l'entreprise Bosch-Rexroth à Homburg en 2014, en est un exemple. L'influence mondiale de la région s'illustre aussi par la participation de Google en tant qu'associé au DFKI à Sarrebruck depuis octobre 2015.

La culture industrielle de la Sarre constitue non seulement un élément important de l'identité sarroise, mais joue également un rôle déterminant dans la branche du tourisme. Ainsi, les anciens sites industriels – tels que par exemple la zone industrielle « Saarterrassen » de Sarrebruck-Burbach, la « Alte Schmelz » de St. Ingbert et l'ancien site sidérurgique de Neunkirchen – servent aujourd'hui de site d'implantation d'entreprises et de lieux d'événements. L'ancienne aciérie Völklinger Hütte est inscrite depuis 1994 au patrimoine culturel mondial.

6.2 Situation économique de l'industrie en Sarre

L'économie sarroise demeure toujours fortement marquée par l'industrie, les branches manufacturières, avec l'automobile, la métallurgie et la fabrication de machines et d'équipements, jouant ici les premiers rôles. Il s'agit de livrer ci-dessous un aperçu du paysage industriel sarrois en mettant l'accent sur l'industrie manufacturière.

En 2015, ce secteur comptait en Sarre environ 2 100 entreprises avec près de 97 000 salariés assujettis à l'assurance sociale obligatoire, soit environ 26 % de l'emploi total. Le tableau ci-dessous présente les 20 entreprises industrielles employant le plus grand nombre de salariés ainsi que leur site d'implantation.

Tableau : Les 20 principales entreprises industrielles de Sarre selon le nombre de salariés

	Branche	Entreprise	Salariés	Site
1	Fabrication de matériels de transport	ZF Getriebe AG	8 700	Sarrebruck, Neunkirchen
2	Fabrication de matériels de transport	Ford Werke GmbH	6 000	Sarrelouis
3	Métallurgie[49]	AG der Dillinger Hütte	5 100	Dillingen
4	Fabrication de matériels de transport	Robert Bosch GmbH	4 500	Hombourg
5	Métallurgie	Saarstahl AG	4 000	Völklingen
6	Fabrication de machines et équipements	Festo AG & Co.KG	2 600	St. Ingbert/ Rohrbach
7	Fabrication de machines et équipements	Schaeffler Technologies GmbH & Co.KG[50]	2 600	Hombourg

[47] Cf. Staatskanzlei Saarland : ZeMA und DFKI schließen Kooperationsvertrag über Zentrum für Produktionstechnik/Industrie 4.0. (19.11.2015) http://www.saarland.de/132304.htm

[48] Cf. Rexroth Bosch Group : Erste Industrie 4.0-Linie im Produktionsalltag gestartet. (19.11.2015) http://www.boschrexroth.com/de/de/trends-und-themen/industrie-4-0/best-practice/multi-product-line-demonstrator/montagelinie-homburg/montagelinie-homburg

[49] Métallurgie en tant que combinaison des secteurs « nr. 24 : métallurgie » et « nr. 25 : Fabrication de produits métalliques, à l'exception des machines et des équipements »

[50] Cf. Arbeitskammer des Saarlandes (2015). Branchenstrukturanalyse. 2015, p. 49 (Schaeffler Technologies fait partie du secteur « Fabrication de machines et équipements »)

8	Fabrication de matériels de transport	Eberspächer GmbH & Co. KG	1 800	Neunkirchen
9	Fabrication de produits en caoutchouc et en plastique	Fresenius AG	1 800	St. Wendel
10	Industries alimentaires	Nestlé Wagner GmbH	1 800	Nonnweiler
11	Fabrication d'autres produits minéraux non métalliques	Villeroy & Boch AG	1 700	Mettlach
12	Fabrication de produits en caoutchouc et en plastique	Michelin Reifenwerke KGaA	1 350	Hombourg
13	Métallurgie	Halberg Guss GmbH	1 200	Sarrebruck-Brebach
14	Industries alimentaires	Ludwig Schokolade GmbH & Co.KG	1 200	Sarrelouis-Fraulautern
15	Métallurgie	Nemak Dillingen GmbH & Co.KG	1 200	Dillingen
16	Métallurgie	VOIT Automotive GmbH	1 000	St. Ingbert
17	Fabrication de machines et équipements	Bosch Rexroth AG	900	Hombourg
18	Electronique[51]	Hager Electro GmbH	900	Blieskastel
19	Métallurgie	Saarschmiede GmbH Freiformschmiede	900	Völklingen
20	Fabrication de machines et équipements	ThyssenKrupp System Engineering GmbH	900	Wadern-Lockweiler

Source : IHK Saarland : Die 50 größten saarländischen Industriebetriebe (situation : mars 2016)
Base de données des entreprises de la IHK Saarland

La part de 27,3 % de l'industrie manufacturière dans la valeur ajoutée brute totale générée en Sarre était de presque quatre points de pourcentage supérieure au niveau fédéral en 2015. Elle est l'expression de la place particulière qu'occupent ces activités dans la région. L'industrie manufacturière représente également la plus grosse partie du secteur secondaire : la valeur ajoutée nominale y a atteint 8,6 milliards d'euros (à prix courants), soit plus des trois quarts de la valeur ajoutée brute du secondaire. La part de l'emploi de l'industrie manufacturière dans ce secteur s'établit à 78,8 %, ce qui fait d'elle le principal pourvoyeur d'emplois.

Tableau : Valeur ajoutée brute par secteur économique en Sarre en 2015

NACE	Secteurs économiques	En millions d'euros	Part du total en %
A	Agriculture, sylviculture et pêche	46	0,1
B, D, E	Industries extractives, production et distribution d'énergie, production et distribution d'eau, gestion des déchets	1 388	4,4
C	**Industrie manufacturière**	**8 603**	**27,3**
F	Construction	1 322	4,2
G-J	Commerce, transports et entreposage, restauration, information et communication	5 688	18,0
K-N	Activités financières et d'assurance, services aux entreprises, activités immobilières	7 143	22,7

[51] Electronique en tant que combinaison des secteurs « nr. 26 : Fabrication de produits informatiques, électroniques et optiques » et « nr. 27 : Fabrication d'équipements électriques »

O-T	Services publics et autres, enseignement et santé humaine, activités des ménages	7 328	23,3
	TOTAL	**31 518**	100,0

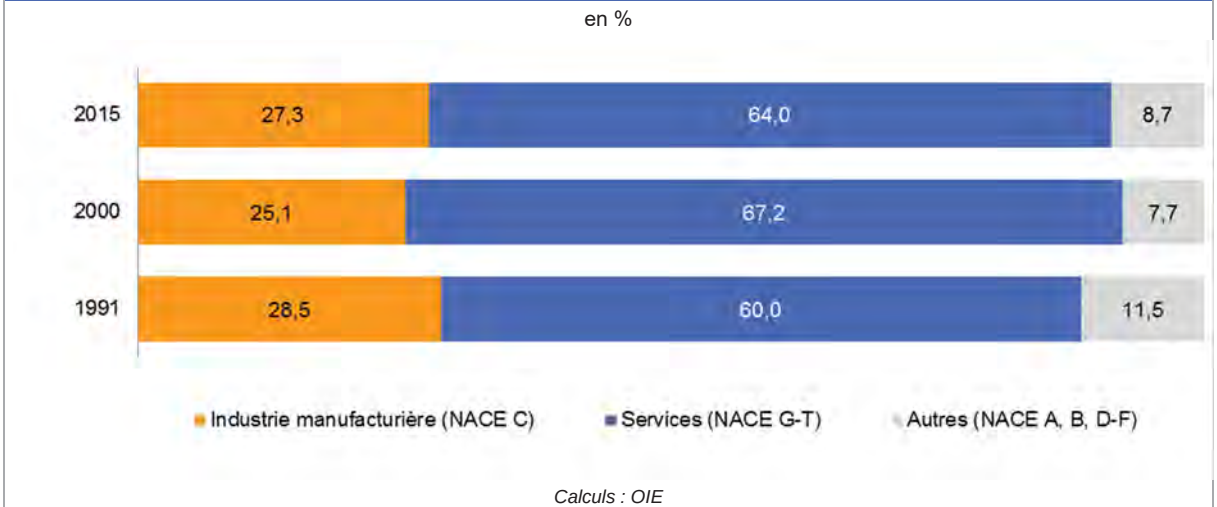
Source : Volkswirtschaftliche Gesamtrechnung der Länder

Mutation structurelle en Sarre

Même si la tendance à la tertiarisation est indéniable, la place occupée par l'industrie manufacturière est, comparée aux autres Länder allemands, relativement importante : en 2015, la part de l'industrie manufacturière dans la valeur ajoutée brute totale atteint 27,3 %, dépassant ainsi la moyenne ouest-allemande (23,9%) et égalant de près la Bavière (27,4%) ; le Bade-Wurtemberg occupe le premier rang avec 33,2%.

Si l'on considère à présent l'évolution de la contribution de l'industrie manufacturière à la valeur ajoutée brute, il apparaît que la part de l'industrie a progressé de 2,2 points de pourcentage durant ces 15 dernières années. Au cours de la même période, la part du secteur tertiaire a régressé de 3,2 points de pourcentage. En valeur absolue, le secteur des services a toutefois généré, avec 20,2 milliards d'euros en 2015, 2,3 fois plus de valeur ajoutée brute que l'industrie (environ 8,6 milliards d'euros). Par rapport à 1991, la part des « Autres branches » (NACE A, B, D-F) est de trois points de pourcentage inférieure à 2015, celle du tertiaire ayant quant à elle progressé de quatre points de pourcentage. L'industrie manufacturière a vu sa part diminuer de 1,2 point de pourcentage entre 1991 et 2015. Une liste détaillée par secteurs figure dans le catalogue d'indicateurs, au chapitre 2 « Economie ».

Parts de l'industrie manufacturière et des services dans la valeur ajoutée brute totale de la Sarre en 1991, 2000 et 2015



Calculs : OIE

Source : Volkswirtschaftliche Gesamtrechnung der Länder

L'industrie manufacturière en proie à de fortes variations conjoncturelles

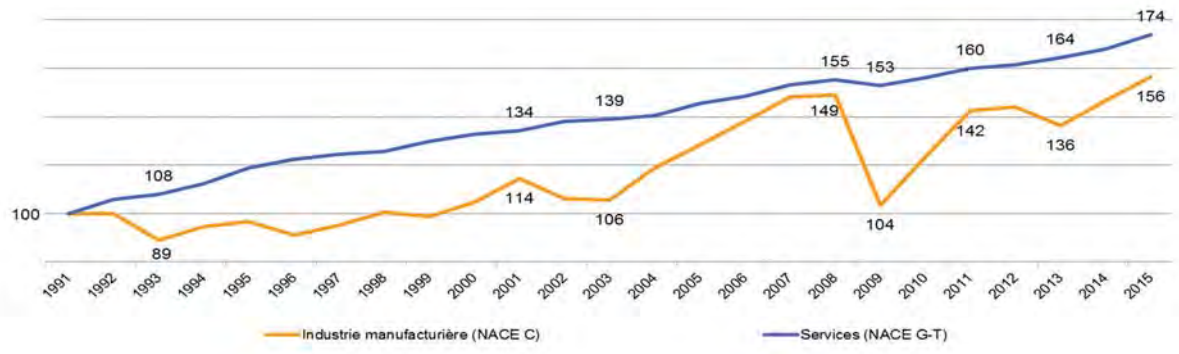
Le diagramme ci-dessous illustre l'évolution de la valeur ajoutée brute de l'industrie sarroise par rapport au secteur des services. Ces 25 dernières années, la valeur ajoutée brute générée par les services n'a cessé de croître, la crise économique et financière mondiale ne provoquant qu'un léger recul de deux points de pourcentage en 2009. Les variations subies par l'industrie

sarroise ont été bien plus importantes : les conséquences de la crise économique ont causé des pertes substantielles de 45 points de pourcentage, d'autant plus que des chiffres records avaient été enregistrés durant les années précédentes.

Avec 8,6 milliards d'euros en 2015, la valeur ajoutée brute de l'industrie dépasse à présent de nouveau le niveau qui était le sien avant la crise – et la tendance est à la hausse. A la forte progression de la valeur ajoutée brute – 56 points de pourcentage depuis 1991 – s'oppose un recul de 12 points de pourcentage des emplois. Ce décalage s'explique, s'agissant des emplois, par la tertiarisation. Au demeurant, les progrès de l'automatisation permettent de générer davantage de valeur ajoutée en engageant moins de ressources de main-d'œuvre (cf. à ce propos le chapitre 6.3 de l'indicateur de l'emploi en Sarre).

Evolution de la valeur ajoutée brute dans l'industrie manufacturière par rapport aux services en Sarre depuis 1991

en %, 1991 = 100



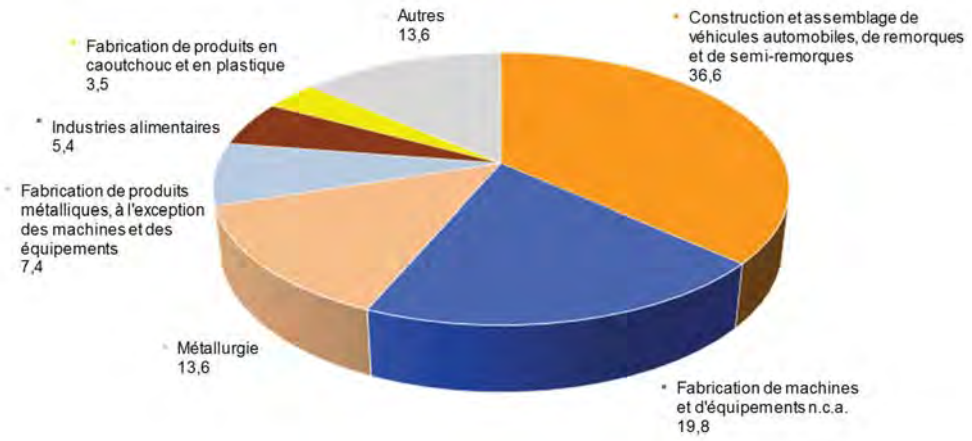
Calculs : OIE

Source : Volkswirtschaftliche Gesamtrechnung der Länder

En analysant de manière plus détaillée la structure de l'industrie manufacturière en Sarre, il apparaît que les secteurs de la fabrication de matériels de transport, de la fabrication de machines et d'équipements, de la métallurgie ainsi que de la fabrication d'ouvrages en métaux (à l'exception des machines et des équipements) occupent une place prépondérante : 77 % du chiffre d'affaires et 70 % des emplois de l'industrie manufacturière reviennent en effet à ces quatre secteurs. Il s'agit là des secteurs-clés de l'industrie sarroise. En y ajoutant l'industrie alimentaire ainsi que la fabrication de produits en caoutchouc et en plastique, ces six branches d'activité représentent plus de 86 % du chiffre d'affaires total de l'industrie en Sarre qui, en 2015, s'établissait à près de 28,2 milliards d'euros.

Secteurs d'activité de l'industrie manufacturière les plus importants en termes de chiffre d'affaires en Sarre en 2015

en %, entreprises de ≥20 salariés



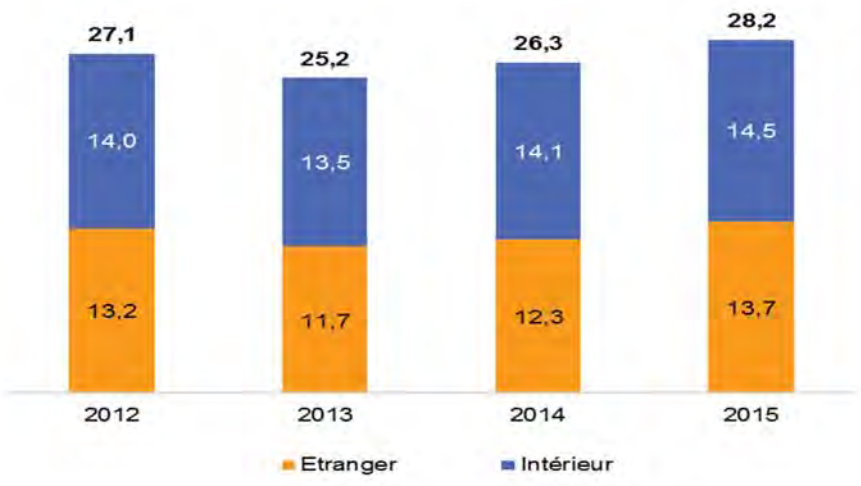
Calculs : OIE

Source : Statistisches Amt Saarland

Considérant l'évolution du chiffre d'affaires de l'industrie sarroise durant ces quatre dernières années, il apparaît que la tendance est nettement à la croissance. Après une forte baisse de 7,2 % (plus de 11 % même pour les exportations) en 2013 par rapport à l'année précédente, le chiffre d'affaires est reparti à la hausse en 2014. 2015 peut même être considérée comme une année record. En valeur absolue, le chiffre d'affaires de l'industrie manufacturière a progressé de 1,9 milliard d'euros en 2015 par rapport à l'année précédente, dont 1,4 milliard réalisé à l'exportation.

Chiffre d'affaires de l'industrie manufacturière en Sarre entre 2012 et 2015

en milliards d'euros, entreprises de ≥20 salariés



Calculs : OIE

Source : Statistisches Amt Saarland

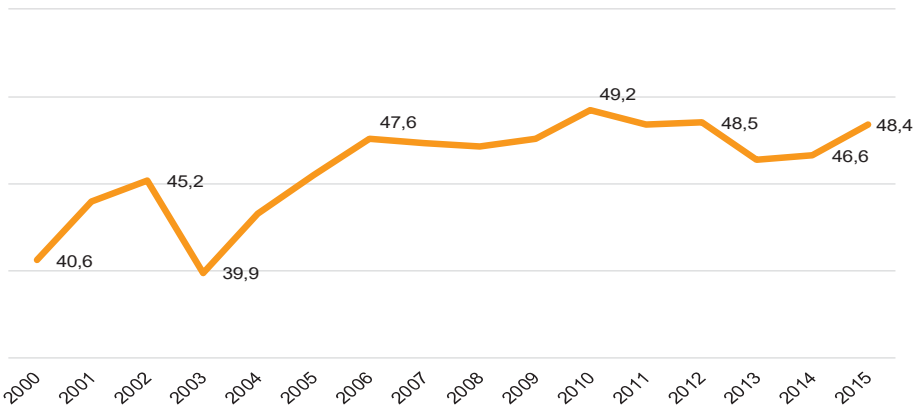
Les exportations, important moteur de l'industrie sarroise

Le chiffre d'affaires à l'exportation de l'industrie manufacturière s'établit à environ 13,7 milliards d'euros pour 2015. Cela représente une hausse de +11,2 % par rapport à l'année précédente et de 3,8 % sur les quatre derniers exercices.

Le taux d'exportation[52] de l'industrie manufacturière sarroise était de 48,4 % en 2015, s'approchant ainsi du record de 2010. Après la baisse subie entre 2010 et 2013, il a enregistré une hausse de 1,8 points de pourcentage en 2015.

Evolution du taux d'exportation de l'industrie manufacturière sarroise entre 2000 et 2015

en %, entreprises de ≥ 20 salariés



Calculs : OIE

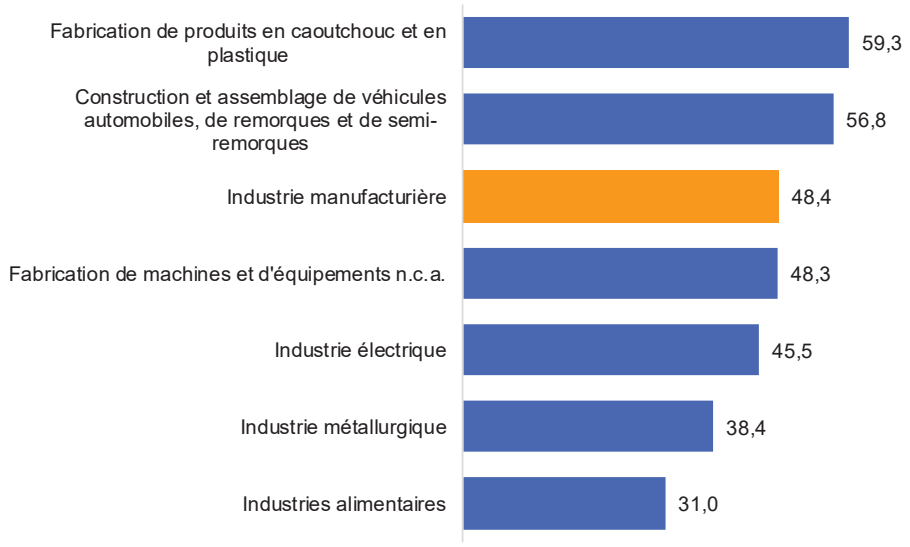
Source : Statistisches Amt Saarland

Fortement tournée vers les exportations, l'industrie dans son ensemble est plus exposée que d'autres secteurs de l'économie aux variations conjoncturelles du marché global. En 2015, le taux d'exportation le plus élevé (59,3 %) a été enregistré dans le secteur de la fabrication de produits en caoutchouc et en plastique suivi de la fabrication de matériels de transport, avec 56,8 %. Dans le domaine de la métallurgie, la baisse constante des exportations s'est poursuivie. Depuis 2012, les ventes à l'étranger ont régressé de plus d'un tiers, la baisse en 2015 s'établissant à -8,1 % par rapport à l'année précédente. La tendance opposée s'observe dans le secteur de l'automobile et de la fabrication de machines et d'équipements : par rapport à l'année précédente, les exportations du secteur de l'automobile ont progressé de 25 % pour atteindre 5,9 milliards d'euros. Le chiffre d'affaires à l'exportation de la fabrication de machines et d'équipements atteint près de 2,7 milliards d'euros, soit une hausse de 14,9 %.

[52] Le taux d'exportation a été calculé de la manière suivante : chiffre d'affaires à l'exportation divisé par le chiffre d'affaires total multiplié par 100

Taux d'exportation des premiers secteurs d'activité de l'industrie manufacturière sarroise en termes de chiffre d'affaires en 2015

en %, entreprises de ≥20 salariés



Calculs : OIE

Source : Statistisches Amt Saarland

Les partenaires commerciaux de l'économie sarroise à l'étranger

L'analyse des pays clients de l'économie sarroise[53] révèle que la Grande-Bretagne demeure, avec des importations supérieures à 2,7 milliards d'euros et une progression de 26 % en 2015, le premier partenaire de la Sarre à l'étranger. Dans la liste des pays partenaires suit en deuxième position la France avec une hausse des exportations sarroises en direct de ce pays de 5,3 %, pour atteindre 1,8 milliard d'euros, puis, à la troisième place, les USA avec près de 1,5 milliard d'euros (+4,8 %). En 2015, la Belgique et le Luxembourg, associés à la Sarre au sein de la Grande Région, ont importé des marchandises pour un montant de 354 millions d'euros pour la première (+0,6 %) et de 281 millions d'euros pour le second (–1 %).

L'importance de la France pour la Sarre au niveau économique apparaît plus clairement encore au niveau des importations où la France est le premier pays partenaire de la Sarre. En effet, en 2015, la Sarre a acquis des marchandises d'une valeur supérieure à 2,3 milliards d'euros auprès de son voisin, ce qui représente une hausse de plus de 36 % par rapport à l'année précédente. La Suisse s'est quant à elle hissée au deuxième rang avec près de 2,1 milliards d'euros de marchandises livrées en 2015 (+67,3 %). L'Espagne se retrouve ainsi en troisième position avec un chiffre supérieur à 1,9 milliard d'euros, soit une augmentation de 20,1 %. En 2015, la Belgique a fourni à la Sarre des marchandises d'une valeur de près de 497 millions d'euros (+9,3 %). En ce qui concerne le Luxembourg, ses livraisons à destination de la Sarre ont atteint un montant dépassant les 179 millions d'euros (+34,6).[54]

[53] Dans le domaine du commerce extérieur, c'est l'économie sarroise dans son ensemble qui est prise en considération étant donné que les chiffres ne sont pas répartis par branches (codes NACE), mais par produits.

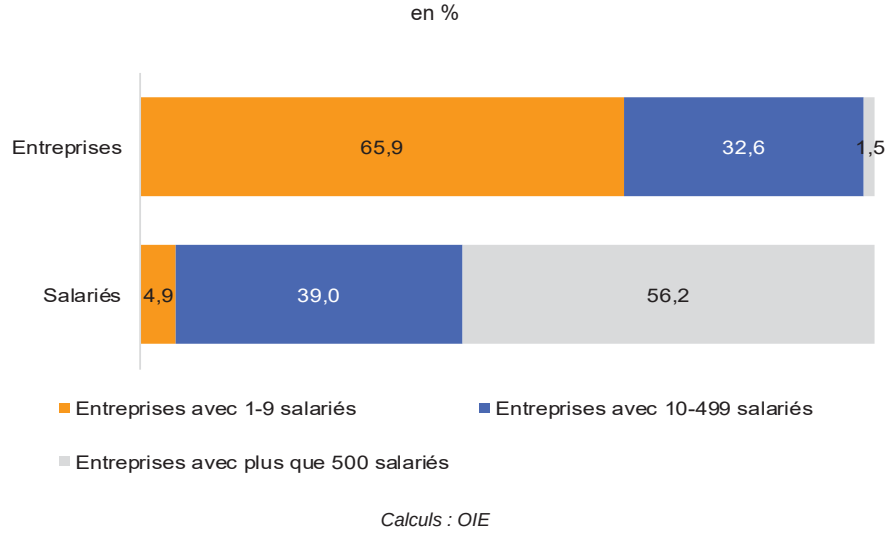
[54] Cf. IHK Saarland (Geschäftsbereich international, Kennziffer 1217, Partnerländer) : http://www.saarland.ihk.de/p/Partnerländer-1217.html, 01/06/2016

En Sarre, les grandes entreprises emploient plus de la moitié des salariés de l'industrie

En se basant sur la définition de l'entreprise moyenne (c'est-à-dire de 10 à 499 salariés) de l'Institut für Mittelstand Bonn,[55] la Sarre compte 2 060 entreprises de taille moyenne dans l'industrie manufacturière, avec 37 773 salariés assujettis à l'assurance sociale obligatoire. Dans l'industrie, il y avait en 2015 32,6 % d'entreprises de taille moyenne, 65,9 % de petites et 1,5 % de grandes entreprises. Les emplois se répartissent quant à eux de manière tout à fait différente. En effet, plus de la moitié des salariés de l'industrie travaille dans les grandes entreprises, contre à peine 5 % dans les petites. Les entreprises de taille moyenne emploient pour leur part 39 % des salariés, arrivant ainsi en deuxième position après les grandes entreprises.

Le passé minier et sidérurgique de l'industrie sarroise et la politique d'implantation des entreprises du secteur de l'automobile menée dans les années 1970 se reflètent dans les principales sociétés sarroises : les cinq plus grandes entreprises de Sarre emploient en effet près de 29 200 salariés et ont toutes une activité dans les secteurs de la fabrication de matériels de transport ou de la métallurgie (cf. Tableau : « Les 20 principales entreprises industrielles de Sarre d'après le nombre de salariés » dans le chapitre 6.2). En font notamment partie les 9 100 salariés de AG der Dillinger Hüttenwerke et de Saarstahl AG, héritiers directs de l'industrie minière et sidérurgique, et plus de 20 000 salariés du secteur de l'automobile et de la sous-traitance (ZF-Getriebe AG, Ford Werke GmbH et Bosch GmbH). La prépondérance, autrefois, de l'industrie lourde en Sarre pourrait en partie expliquer que les PME y soient aujourd'hui, en termes d'emplois, moins développées. Il est toutefois à noter que, dans le secteur de la sous-traitance en particulier, de nombreuses entreprises sarroises ont, grâce à leur succès durable, dépassé le cadre de la PME.

Structure de la taille des entreprises de l'industrie manufacturière sarroise en 2015 par rapport au nombre de salariés



Calculs : OIE

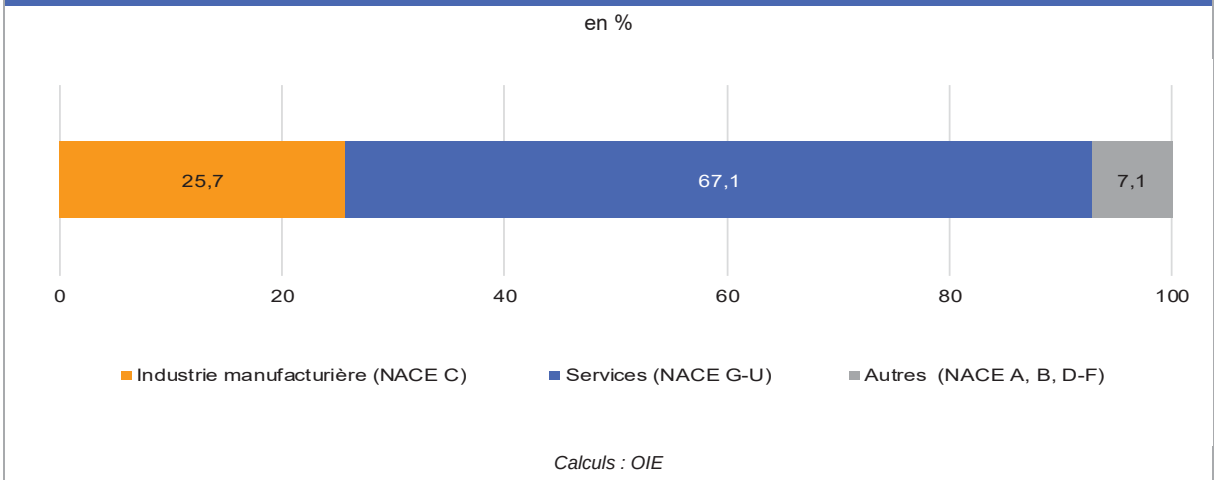
Source : Bundesagentur für Arbeit (situation au 30/06)

[55] Pour les entreprises de taille moyenne, le seuil fixé par l'Institut de la PME de Bonn se situe cependant toujours, contrairement à la définition de la Commission européenne (<250 salariés), à 499 salariés afin de souligner la particularité allemande. Cf. http://www.ifm-bonn.org/definitionen/kmu-definition-des-ifm-bonn/ 01/06/2016

6.3 La situation de l'emploi dans l'industrie en Sarre

L'Agence fédérale pour l'emploi a recensé pour 2015 377 000 salariés assujettis à l'assurance sociale obligatoire en Sarre. L'industrie manufacturière de la région emploie environ 97 000 personnes, soit 26 % de tous les salariés. La part de l'industrie dans la valeur ajoutée brute totale est quasiment équivalente, à savoir 27 % (cf. chapitre 6.2 concernant la situation économique). Les pourcentages respectifs sont similaires dans le secteur tertiaire (67 % de l'emploi pour 64 % de la valeur ajoutée brute). Parallèlement aux 97 000 salariés déclarés dans l'une des branches de l'industrie manufacturière, une grande partie des plus de 12 100 intérimaires travaillent également dans l'industrie.

Part des salariés assujettis à l'assurance sociale obligatoire en Sarre en 2015



Calculs : OIE

Source : Bundesagentur für Arbeit (situation au 30/06)

Le tableau ci-dessous livre un aperçu détaillé de la répartition de l'emploi dans les différents secteurs économiques en 2015.

Tableau : Nombre des salariés assujettis à l'assurance sociale obligatoire par activité économique en Sarre 2015

NACE-Code	Secteurs économiques	Chiffres absolus	Part du total (en %)
A	Agriculture, sylviculture et pêche	915	0,2
B, D, E	Industries extractives, production et distribution d'énergie, production et distribution d'eau, gestion des déchets	6 478	1,7
C	**Industrie manufacturière**	**96 943**	**25,7**
F	Construction	19 532	5,2
G	Commerce, réparation d'automobiles et de motocycles	53 206	14,1
H	Transports et entreposage	15 614	4,1
I	Restauration	9 428	2,5
J	Information et communication	8 071	2,1
K	Activités financières et d'assurance	13 088	3,5
L, M	Activités immobilières, activités spécialisées et techniques	21 120	5,6
N	Activités de services administratifs et de soutien	28 364	7,5

O, U	Administration publique et défense, sécurité sociale obligatoire, activités des organisations et organismes extraterritoriaux	22 605	6,0
P	Enseignement	12 742	3,4
Q	Santé humaine et action sociale	57 585	15,3
R, S, T	Arts, spectacles et activités récréatives ; autres activités de service, activités des ménages	11 365	3,0
	TOTAL	**377 056**	100,0

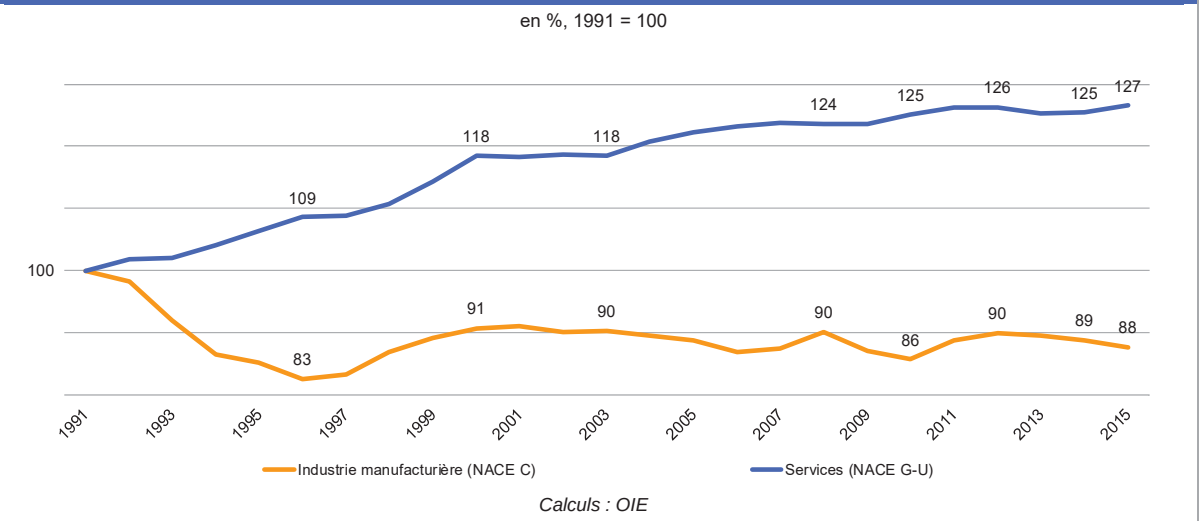
Source : Bundesagentur für Arbeit (situation au 30/06)

En Sarre, l'emploi évolue en faveur du secteur des services

Les chiffres de la population active des Länder permettent une analyse sur le long terme depuis 1991. Cette année-là, l'industrie sarroise comptait plus de 124 000 salariés, soit près de 26 % de tous les actifs (520 308). La baisse jusqu'à 108 810 personnes en 2015 (-12 %) du nombre des actifs de l'industrie s'inscrit en parallèle de la hausse continuelle observée dans le secteur des services, où 375 230 personnes sont employées (+27 %). Ainsi, en 2015 en Sarre, l'industrie comptait 20,9 % et les services 72,1 % des actifs en emploi. Cette mutation structurelle s'explique en partie par le recul des activités minières et sidérurgiques traditionnelles de la Sarre et par l'apparition de nouveaux besoins dans le secteur des services publics et privés.

A cela s'ajoutent les stratégies d'externalisation de plus en plus fréquemment mises en œuvre par les grandes entreprises. A ce titre, les entreprises industrielles ont, dans le cadre de restructurations, confié de nombreuses tâches (par exemple les services généraux) à des prestataires externes. La progression du secteur du travail intérimaire s'explique elle aussi par cette tendance. Ainsi cette branche enregistre-t-elle une hausse globale de 1 621 employés par rapport à l'année précédente alors que, dans le même temps, l'industrie perdait 1 697 salariés. Les progrès techniques de l'automatisation font eux aussi reculer le nombre de postes dans l'industrie.

Evolution des actifs dans l'industrie manufacturière par rapport au secteur des services en Sarre depuis 1991



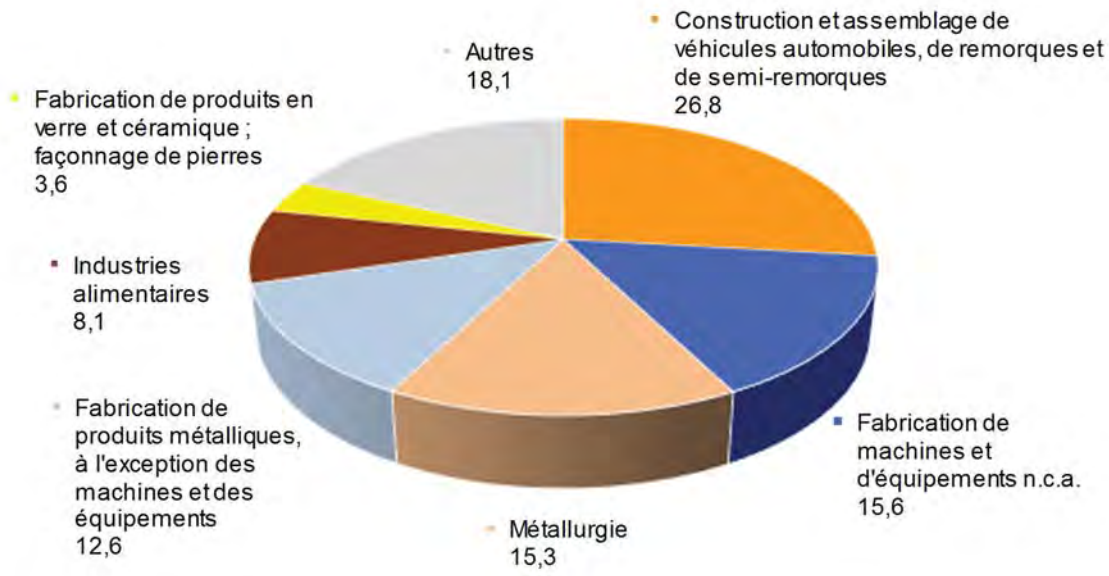
Calculs : OIE

Source : Erwerbstätigenrechnung der Länder

Les six secteurs d'activité de l'industrie manufacturière les plus importants en termes d'emploi en Sarre comptent 82 % des salariés de l'industrie. C'est le secteur de la fabrication de matériels de transport qui emploie, de loin, le plus grand nombre de personnes (25 968), suivi de la fabrication de machines et d'équipements (15 154) et de la métallurgie (14 790). La fabrication d'ouvrages en métaux (à l'exception des machines et des équipements), l'industrie alimentaire et la fabrication d'autres produits minéraux non métalliques fournissent du travail à respectivement 12 182, 7 818 et 3 497 personnes.

Répartition de l'emploi de l'industrie manufacturière par secteurs économiques choisis en Sarre en 2015

en %



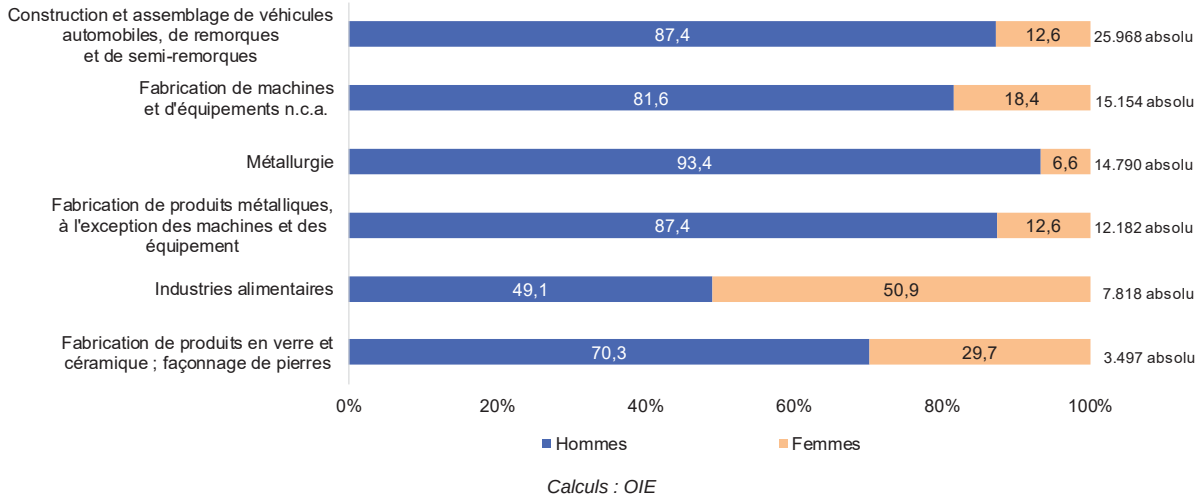
Calculs : OIE

Source : Bundesagentur für Arbeit (situation au 30/06)

Les femmes toujours sous-représentées dans l'industrie

La part de l'emploi féminin dans l'industrie manufacturière de la Sarre en 2015 s'établit à 19,3 %. 18 674 femmes au total travaillent dans les différents secteurs de l'industrie. Avec 51 %, elles ne dépassent les hommes que dans l'industrie alimentaire (soit environ 4 000 femmes). Dans certains secteurs d'activité, le pourcentage de femmes est supérieur à la moyenne. C'est notamment le cas pour la fabrication d'autres produits minéraux non métalliques, avec 29,7 %. Parmi les autres champs d'activité typiquement féminins dans l'industrie figurent aussi le textile, l'imprimerie, la chimie et l'électronique.

Salariés dans les secteurs d'activité industriels les plus importants en termes d'emploi en Sarre, par sexe, en 2015



Calculs : OIE

Source : Bundesagentur für Arbeit (situation au 30/06)

Léger recul de l'apprentissage dans l'industrie

Observons la situation de l'apprentissage dans l'industrie sarroise dont le dernier pic d'emploi remonte à 2009 et qui se redresse à présent progressivement depuis 2011, après une diminution due à la crise. Globalement, ce secteur a enregistré une baisse de 6,5 % durant la période 2008 – 2015 pour s'établir désormais à 3 521 apprentis dans l'industrie en Sarre.[56]

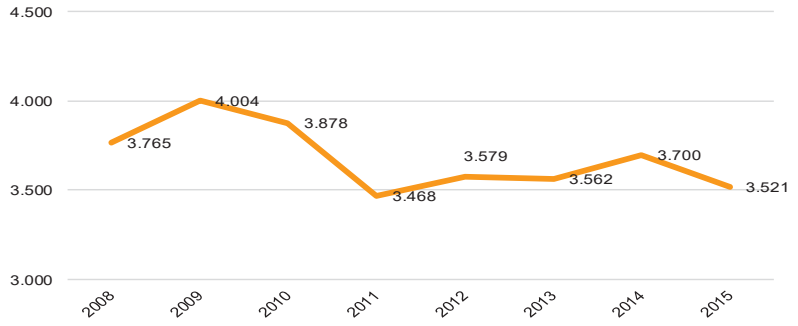
En dépit de la baisse enregistrée dans l'industrie, la CCI de la Sarre s'est, dans un communiqué de presse, montrée globalement satisfaite de l'évolution récente des chiffres de l'apprentissage dans toutes les branches affiliées : « Au 1er juin (2016), la CCI de la Sarre avait déjà enregistré 1 471 nouveaux contrats d'apprentissage – presque 9 % de plus que l'année précédente. La CCI explique ce bon résultat par le souci manifesté de plus en plus précocement par les entreprises de former la relève : « De nombreuses entreprises déplorent dès à présent une forte pénurie de main-d'œuvre spécialisée. C'est pourquoi elles s'attèlent à trouver au plus vite des candidats appropriés pour leurs places de formation vacantes et à conclure des contrats d'apprentissage », indique Richard Weber, Président de la CCI.[57] D'après la VSU, il semblerait qu'il n'est pas si simple pour l'industrie sarroise de recruter des jeunes français dans le cadre de la formation professionnelle. Il s'agit ici donc d'essayer de supprimer les barrières de la langue et d'informer sur les différences de systèmes scolaires et de formation.

Il est à noter, d'une manière générale, que le secteur industriel propose également de nombreuses formations professionnelles dans le domaine commercial, par exemple comme agent technico-commercial ou employé administratif. D'un autre côté, les formations aux métiers techniques, comme par exemple les ajusteurs-monteurs ou les électroniciens, sont également dispensées dans l'artisanat. Ainsi, près d'un contrat d'apprentissage sur deux (49,3 %) conclu

[56] Statistik der Bundesagentur für Arbeit, Situation au 30/06/2015
[57] IHK Saarland : Deutliches Plus bei IHK-Ausbildungsverträgen. (CP 14/06/2016, nr. : 17.12372.

dans le secteur artisanal en Sarre concerne les activités métallurgiques et électriques/électroniques. Ces dernières sont d'ailleurs toujours extrêmement prisées : en 2015, 905 nouveaux contrats d'apprentissage ont été conclus dans ces domaines, soit 44 % des nouveaux contrats signés cette année-là. Les entreprises de ce secteur figurent parmi les principaux sous-traitants de l'industrie.[58]

Evolution des chiffres de l'apprentissage dans l'industrie manufacturière en Sarre entre 2008 et 2015

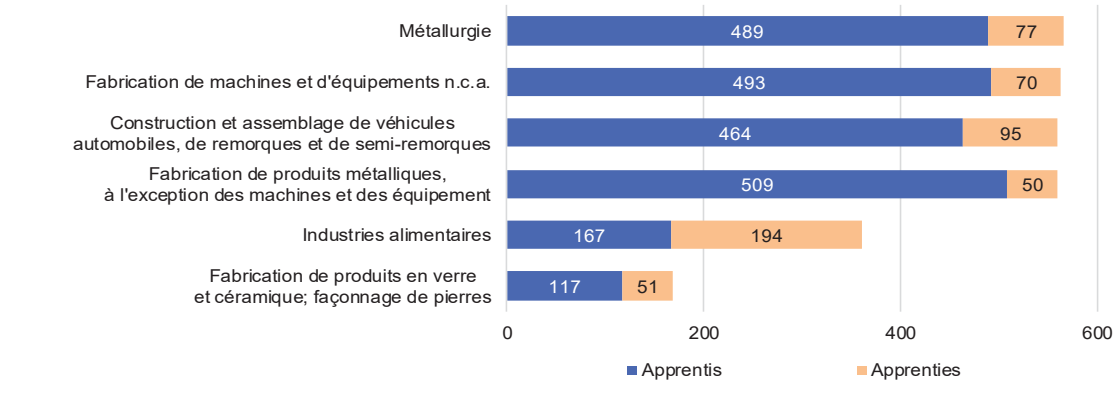


Calculs : OIE

Source : Bundesagentur für Arbeit (situation au 30/06)

Les six principaux secteurs en termes d'emplois (voir indicateur ci-dessous) occupent près de 79 % des apprentis de l'industrie sarroise ; il s'agit au total de 2 776 jeunes femmes et hommes. La part d'apprenties dans l'industrie est d'environ 21 %, soit un taux relativement faible par rapport à la part qu'elles représentent dans l'apprentissage total en Sarre qui s'élève à 45 %. Cette part (45 %) correspond d'ailleurs également au taux d'emploi féminin de la région. Quantitativement, les apprenties sont particulièrement bien représentées dans l'industrie alimentaire (194 personnes, soit 54 %). Le pourcentage est également relativement élevé dans l'industrie chimique (57 %) et pharmaceutique (51 %). En revanche, les chiffres de l'apprentissage pour les femmes sont plutôt bas dans les trois principaux secteurs de formation que sont la métallurgie, l'automobile ainsi que la fabrication de machines et d'équipements (respectivement moins de 20 %).

Nombre d'apprentis dans les six secteurs les plus importants de l'industrie manufacturière sarroise en termes d'emploi en 2015



Calculs : OIE

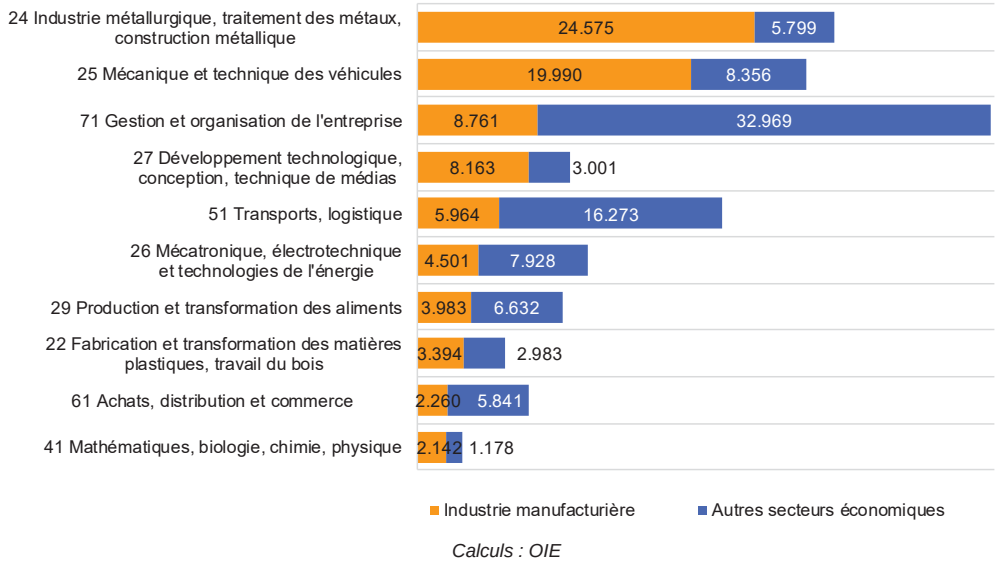
Source : Bundesagentur für Arbeit (situation au 30/06)

[58] Handwerkskammer des Saarlandes, données de référence au 31/12/2015

Les métiers du traitement et de la construction métallique majoritairement représentés dans l'industrie manufacturière en Sarre

Parmi les 377 056 salariés soumis à l'assurance sociale en 2015 en Sarre, un quart d'entre eux est employé dans l'industrie manufacturière, soit 96 943 personnes. 86% de ces dernières sont reparties dans les dix catégories professionnelles représentées ci-dessus. La catégorie professionnelle la plus importante en termes de salariés dans l'industrie est celle de la « production et traitement des métaux, construction métallique ». Elle représente avec 24 575 personnes un quart des salariés du secteur dans son ensemble. 81% des métiers de cette première catégorie professionnelle sont exercés dans l'industrie manufacturière. Conjointement avec la catégorie professionnelle « Métiers de la mécanique et de la technique des véhicules », elles regroupent 46% du nombre total des salariés occupés dans l'industrie manufacturière. De l'ensemble des secteurs économiques, c'est la catégorie des métiers de la gestion et de l'organisation de l'entreprise qui arrive en tête avec 41 730 salariés. Parmi eux, 21% travaillent dans l'industrie manufacturière ; ils constituent le 3e groupe de métiers le plus important de ce même secteur.

Nombre des salariés par groupes de métier choisis en Sarre en 2015



Calculs : OIE

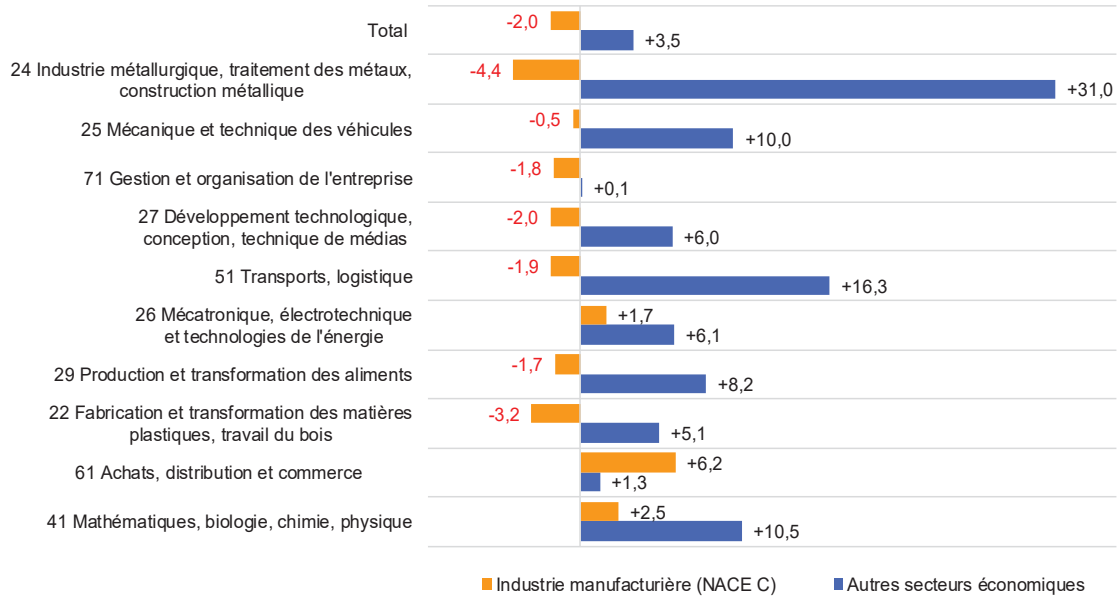
Source : Bundesagentur für Arbeit (situation au 30/06)

L'emploi baisse dans l'industrie pendant qu'il augmente dans les autres secteurs

Tous secteurs confondus, l'emploi en Sarre a augmenté de 2% entre 2013 et 2015. Dans le détail, l'industrie manufacturière a perdu 2% de salariés et le reste de l'économie enregistre une hausse de ses effectifs salariés de 3,5%. L'emploi de sept des dix plus importantes catégories professionnelles de l'industrie manufacturière recule entre 2013 et 2015, alors qu'il évolue de façon positive dans le reste des secteurs de l'économie. La baisse la plus conséquente est à observer dans la catégorie professionnelle qui rassemble le plus de salariés dans l'industrie manufacturière, à savoir la « Production et traitement des métaux, et construction métallique ». En effet, les salariés de cette catégorie sont 25 703 en 2013, puis 24 575 en 2015, soit une baisse de 4,4%, tandis que ces mêmes métiers connaissent une hausse de 31% hors industrie, tout en représentant la même variation en absolu à 245 personnes près (-1 128 pour

l'industrie manufacturière et +1 373 pour le reste de l'économie). L'emploi dans l'industrie manufacturière dans son ensemble a baissé de 2% entre 2013 et 2015, soit 1 978 personnes, pendant que dans les autres secteurs économiques, il progresse de 3,5% sur la même période, soit 9 377 personnes.

Evolution du nombre des salaries par groupes de métier choisis en Sarre de 2013 à 2015



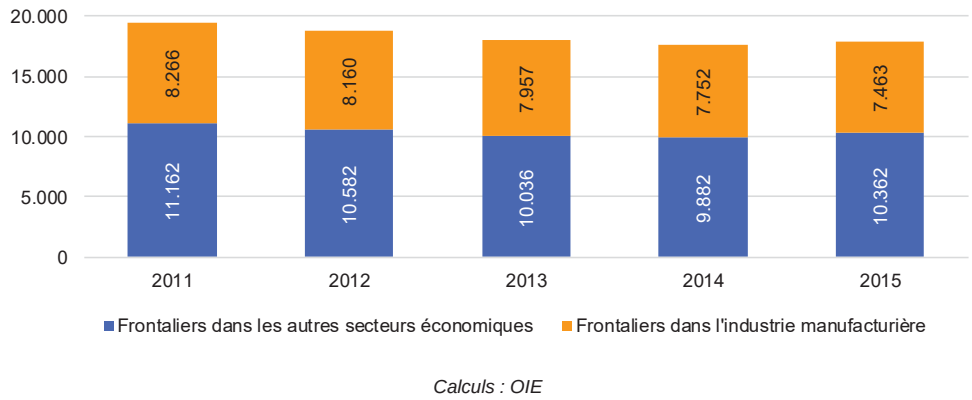
Calculs : OIE

Source : Bundesagentur für Arbeit (situation au 30/06)

Baisse continuelle du nombre des frontaliers dans l'industrie manufacturière

Bien que l'emploi frontalier reparte à la hausse en Sarre en 2015, le nombre des frontaliers dans l'industrie n'a cessé de baisser ces cinq dernières années. Ils sont ainsi 289 de moins que l'an dernier, soit une diminution de 3,7 %. En revanche, les frontaliers ont progressé de 4,9 %, soit 480 personnes, dans les autres secteurs d'activité. Avec une part de 42 %, l'industrie manufacturière demeure malgré tout un employeur de premier ordre pour les frontaliers en provenance de France.

Nombre de frontaliers en provenance de France travaillant en Sarre 2011 - 2015

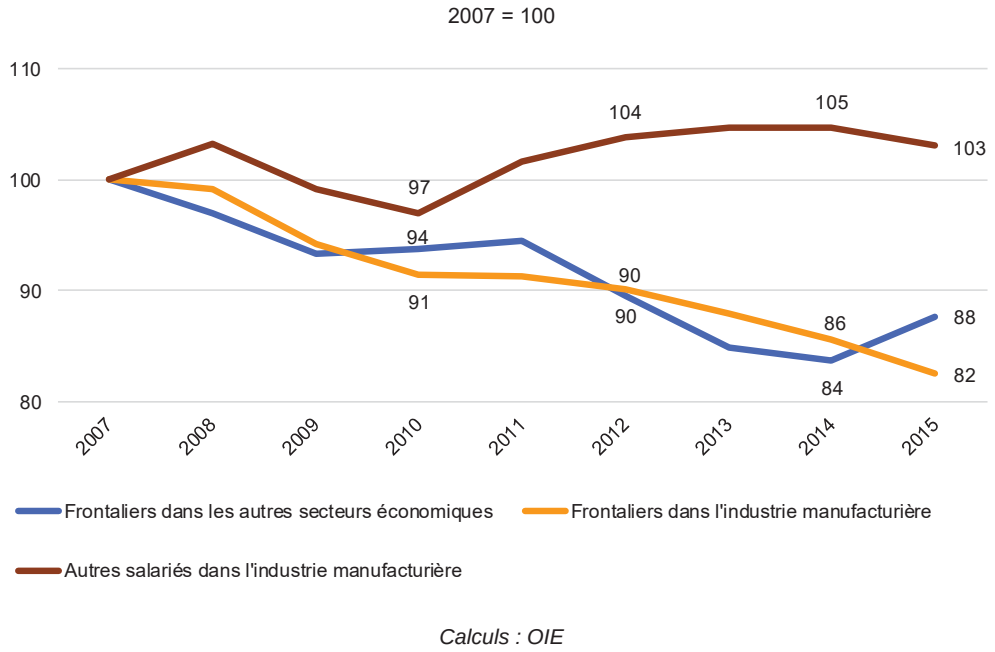


Calculs : OIE

Source : Bundesagentur für Arbeit (situation au 30/06)

Le diagramme ci-dessous montre l'évolution des frontaliers dans l'industrie sarroise. Leur situation est comparée à celle des résidents dans l'industrie ainsi qu'à celle des frontaliers dans les autres secteurs d'activité économique.

Evolution de l'emploi des frontaliers originaires de France en Sarre entre 2007 et 2015



Calculs : OIE

Source : Bundesagentur für Arbeit (situation au 30/06)

Augmentation du nombre des frontaliers portée par le travail intérimaire

Il faut tout d'abord constater que la crise économique et financière mondiale a frappé tous les salariés de l'industrie sarroise elle-même orientée vers l'export. Les licenciements ont concerné dans les mêmes proportions les frontaliers et leurs collègues résidents en Sarre. Dans le cas des Sarrois toutefois, un retournement de tendance s'est opéré en 2011, l'emploi se stabilisant de nouveau à son niveau d'avant la crise. Leurs collègues résidant en France n'ont cependant pu profiter de la relance qui a suivi. Au lieu de cela, le nombre des frontaliers ne cesse de régresser dans l'industrie manufacturière. En l'espace de huit ans, ce chiffre s'est en effet réduit de près d'un cinquième. Ceci s'explique d'une part par l'âge moyen relativement élevé des frontaliers et les départs en retraite y étant liés. D'autre part, ces chiffres donnent à penser que les frontaliers sont de plus en plus fréquemment employés comme intérimaires pour être ensuite placés dans les entreprises du secteur industriel. En une année, le nombre des intérimaires a progressé de 25 %, soit 429 personnes, s'établissant en 2015 à plus de 2 100 personnes. En comparant l'évolution à celle des frontaliers d'autres secteurs, il apparaît que les pertes sont plutôt survenues dans les années 2011 à 2013. La nette progression observée en 2015 s'explique en grande partie par la situation précédemment décrite du travail intérimaire qui, statistiquement, concerne les autres secteurs d'activité économiques.

7. Lorraine

7.1 De la richesse des ressources minières à la reconversion industrielle

Pendant les premières décennies du XXème siècle, la Lorraine a joué un rôle prépondérant en France par son dynamisme industriel. La richesse des ressources minières, en fer et en charbon, et l'intensité de son industrie sidérurgique, textile ou agroalimentaire la plaçaient comme un important pôle économique. A partir des années 1960, l'arrêt progressif de l'exploitation souterraine du charbon en France a entraîné de profondes mutations. Le pétrole et le gaz ont pris de plus en plus d'importance et ont entraîné des crises successives dans les secteurs de production historiques.

La reconversion industrielle

Les industries de « reconversion » désignent les activités développées dès les années 1960 pour reconvertir l'emploi et les sites industriels lorrains. Cette famille regroupe la construction automobile, les industries du caoutchouc et du plastique ainsi que la fabrication de produits et d'équipements informatiques et électriques.

Dans les années 90, la croissance de l'emploi dans l'industrie automobile a atténué le choc de la reconversion industrielle lorraine et consolidé le mouvement de diversification du tissu industriel lorrain. Toutefois, la conjoncture difficile, la saturation du marché français et la pression sur les prix ont affecté l'emploi salarié dans l'industrie automobile. L'automobile ayant un fort pouvoir d'entraînement en raison de sa consommation de biens intermédiaires, les tendances récentes pèsent sur l'activité industrielle lorraine dans son ensemble.[59] Entre 2000 et 2009, la baisse de l'emploi salarié de l'industrie manufacturière est de -25,8 %, passant de 163 160 à 121 122 salariés.

L'emploi salarié industriel lorrain recule particulièrement depuis le début des années 2000, accentuant le processus de désindustrialisation[60].[61] Si la baisse s'est accentuée en 2008 et en 2009 du fait de la crise, les pertes d'emploi ont encore été nombreuses par la suite, et le décrochage s'accentue davantage en Lorraine que dans l'ensemble de la France métropolitaine. Ces pertes ont accentué le déclin des industries historiques (sidérurgie, travail des métaux, industrie du textile) et ont également impacté certaines activités de reconversion, telles que la « fabrication d'équipements électriques et informatiques », la « fabrication de machines » et la « fabrication de matériels de transport ». Le recul de l'industrie touche l'ensemble de la région, mais il est particulièrement marqué dans les zones d'emploi du Bassin-Houiller, de Remiremont-Gérardmer et de Commercy, puis dans celles de Longwy et de Lunéville. Avec 1 700 emplois détruits sur l'année 2013, le département des Vosges est le département lorrain

[59] Cf. OREFQ (2011) : L'industrie en Lorraine. http://www.lorpm.eu/upload/etudes/orefqbull40.pdf

[60] « En presque trois décennies, la France a perdu près de deux millions d'emplois industriels. C'est ce recul que l'on nomme la désindustrialisation, c'est-à-dire la réallocation des ressources destinées initialement à l'industrie manufacturière vers des activités alternatives. » (Desindustrialisation ou mutation industrielle, Lionel Nesta, OFCE SciencesPo, 2010)

[61] Cf. INSEE Lorraine (2010) : L'emploi en Lorraine : tertiarisation par désindustrialisation, forte poussée des femmes et des seniors.

qui enregistre la plus forte baisse (-6,1 %) de l'emploi industriel.[62] Cependant, il occupe encore une part importante des salariés dans certaines parties de la Lorraine. C'est le cas par exemple des zones d'emploi de Neufchâteau, de Saint-Dié-des-Vosges, de Sarreguemines ou encore de Remiremont, où l'emploi industriel représente plus d'un quart de l'emploi salarié total. Dans les zones d'emploi de Commercy, de Forbach, de Thionville et de Sarrebourg, la part des emplois industriels se trouve entre 20 % et 25 % par rapport à l'emploi total.

Externalisation vers le secteur des services

Une partie de la baisse de l'emploi industriel est en réalité artificielle puisqu'elle résulte d'une externalisation croissante vers le secteur des services. Par souci d'efficacité, les entreprises ont transféré une partie de leurs activités n'appartenant pas directement à leur cœur de métier à des sociétés de services. Trois secteurs sont les principaux bénéficiaires. On compte essentiellement les services opérationnels, qui incluent de nombreuses activités, telles que la location de matériel, de machines ou de locaux, le nettoyage, la surveillance et la sécurité, ainsi que le travail intérimaire. Les services de transport (acheminement des biens et des personnes) constituent le deuxième secteur, suivis des activités de logistique (entreposage de marchandises).

Cinq filières stratégiques identifiées dans le Pacte Lorraine (2014-2016)

Face à la mondialisation, les pouvoirs publics ont créé des pôles de compétitivité. Ceux-ci ont pour mission de créer des synergies sur un territoire en faisant coopérer, dans un domaine particulier, entreprises, établissements de formation et laboratoires de recherche. On attend de ces pôles qu'ils fassent émerger des projets qui n'auraient pas vu le jour autrement. S'appuyant sur l'histoire et les caractéristiques industrielles régionales, l'Etat a choisi pour la Lorraine les thèmes des matériaux innovants, des fibres et de l'eau.

Le pôle matériaux innovants « Materalia », implanté principalement en Moselle, se concentre sur la métallurgie, les nanomatériaux, les matériaux composites et les nouveaux procédés de fabrication. Outre la métallurgie fortement présente en Lorraine, les applications ont pour vocation de favoriser les secteurs de l'énergie, de l'équipement automobile, de l'aéronautique et du médical. Le secteur matériaux et énergie, valorisé par la Vallée Européenne des Matériaux et de l'Energie, représente 51 % des investissements industriels de la région en 2014.[63]

Le pôle fibre, dont le siège est à Epinal, a pour vocation de concevoir des matériaux verts et innovants, en améliorant les caractéristiques des matériaux fibreux et leur utilisation. Les débouchés sont nombreux avec la croissance forte de la demande dans la construction durable, les transports et la santé (matériaux complexes, tels que les prothèses cardiaques par ex.). En outre, ce pôle valorise la ressource en bois de la région.[64]

Le pôle Hydreos Alsace-Lorraine (pôle de l'eau entre l'Alsace et la Lorraine) a pour but de renforcer la compétitivité des filières de gestion de l'eau et des métiers utilisateurs d'eau dans l'industrie et dans l'agriculture. Il offre à ses membres des événements pour rencontrer des

62 Cf. INSEE (2014) : Bilan économique de la Lorraine.
63 Cf. CESEL (2014) : Situation économique sociale et environnementale de la Lorraine 2014.
64 Cf. Pôle Emploi Lorraine (2011) : L'évolution de l'industrie en Lorraine.

futurs partenaires, des formations adressées en priorité aux acteurs de la filière eau et il produit également des études, menées par des groupes de travail thématiques.

7.2 Situation économique de l'industrie en Lorraine

Alors qu'au début des années 1990, la croissance économique de la Lorraine est un peu plus soutenue que celle de la France, la tendance s'inverse dès le milieu de la décennie et l'écart se creuse avec la crise des années 2000. La Lorraine fait ainsi partie des régions de France dont la croissance a été la plus faible ces dernières années. Si par ailleurs elle est éloignée des régions françaises les plus dynamiques (comme par exemple l'Ile-de-France ou encore la région Rhône-Alpes), elle bénéficie cependant du dynamisme des pays voisins que sont l'Allemagne, la Belgique et le Luxembourg, qui se relèvent être d'importants partenaires commerciaux pour la région, offrant de ce fait des débouchés pour son industrie manufacturière.

L'industrie manufacturière de la Lorraine compte en 2013 8 500 établissements[65] qui regroupent environ 105 000 salariés. Comme le souligne le tableau ci-dessous, les établissements les plus importants en termes d'emploi appartiennent au secteur de l'automobile (à l'exception d'ArcelorMittal).

Tableau : Les cinq plus grosses entreprises de l'industrie manufacturière en Lorraine en 2013

	Secteur	Etablissement	Effectifs	Lieu
1	Automobile	Peugeot Citroën Automobile S.A.	3000 à 3999	Trémery (57)
2	Métallurgie	Arcelormittal Atlantique et Lorraine	2000 à 2999	Florange (57)
3	Automobile	Société véhicules automobiles Batilly	2000 à 2999	Batilly (54)
4	Automobile	Peugeot Citroën Automobile S.A.	1500 à 1999	Metz (57)
5	Fabrication et rechapage de pneumatiques	Continental France	1000 à 1499	Sarreguemines (57)

Source : INSEE, CLAP

Une économie dominée par le secteur tertiaire

En 2013, la valeur ajoutée brute de l'économie lorraine s'élève à 50,6 milliards d'euros, ce qui correspond à 2,7 % de valeur totale de la France métropolitaine. Les services non marchands que sont l'administration publique, l'enseignement et les domaines de la santé et de l'action sociale constituent le groupe le plus important en termes de contribution à la création de valeur ajoutée, et ce, à hauteur de plus d'un quart de la valeur ajoutée brute totale. Tandis qu'elle emploie 14,1 % des Lorrains, l'industrie manufacturière représente 13,4 % de la valeur ajoutée brute de la Lorraine. Cette part est au-dessus du niveau national, puisque la part de l'industrie manufacturière s'élève à 11,4 % pour la France entière. De ce fait, la Lorraine conserve aujourd'hui encore une orientation industrielle.[66] Alors que le secteur de l'information et de la communication est un secteur à forte valeur ajoutée et contribue à la croissance, il ne pèse

[65] Données CLAP, INSEE.
[66] INSEE, Dorothée AST (2014) : Economie Lorraine n°337, « Une croissance économique faible en Lorraine »

que 1,9 % de la valeur ajoutée régionale en 2013, contre 4,9 % en France. Les activités immobilières ont également un poids relativement important dans l'économie lorraine, puisqu'elles participent à hauteur de 13,5 % à la création de valeur ajoutée brute totale.

Tableau : Valeur ajoutée par secteur économique en Lorraine en 2013

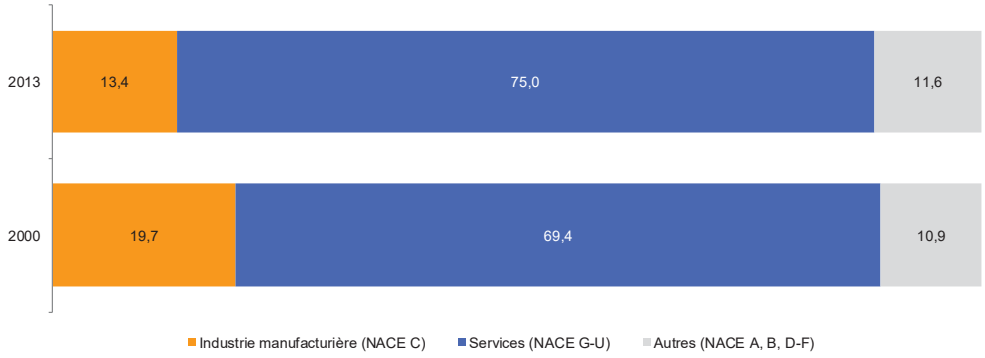
Code NACE	Secteurs économiques	En millions d'euros	Part en %
A	Agriculture, sylviculture et pêche	730,2	1,4
B, D, E	Industries extractives, énergie, eau, gestion des déchets et dépollution	1899,8	3,8
C	**Industrie manufacturière**	**6756,3**	**13,4**
F	Construction	3251,1	6,4
G	Commerce ; réparation d'automobiles et de motocycles	5676,3	11,2
H	Transport et entreposage	2172,2	4,3
I	Hébergement et restauration	1114,6	2,2
J	Information et communication	984,1	1,9
K	Activités financières et d'assurance	1434,7	2,8
L	Activités immobilières	6818,2	13,5
M, N	Activités scientifiques et techniques ; services administratifs et de soutien	4240,1	8,4
O, P, Q	Administration publique, enseignement, santé humaine et action sociale	14194,1	28,1
R, U	Autres activités de services	1324,8	2,6
	TOTAL	**50596,4**	**100,0**

Source : Insee, Comptes régionaux

Augmentation de la part de la valeur ajoutée brute des services

Comme observé dans les autres entités de la Grande Région, la Lorraine n'a pas échappé à la tertiarisation de son économie. Le poids des services a ainsi augmenté dans la valeur ajoutée de l'économie lorraine entre 2000 et 2013, passant de 69,4 à 75 %, ce qui correspond à une hausse de 8,7 milliards d'euros, soit une progression de 30 %. Sur la même période, la valeur ajoutée de l'industrie manufacturière a baissé de 19 %. Cette diminution correspond à une perte de 1,6 milliards d'euros courants. En ce qui concerne les autres secteurs de l'économie, le reste de l'industrie productive (industries extractives et les domaines de l'énergie, de l'eau, de la gestion des déchets et la construction) enregistre une hausse de sa valeur ajoutée brute de 1,5 milliard d'euros. Le secteur primaire (agriculture, sylviculture et pêche), quant à lui, voit sa part dans la création de valeur se réduire au fil du temps et enregistre un recul de 191 millions d'euros sur la période.

Part de la valeur ajoutée brute de l'industrie manufacturière dans le total de la valeur ajoutée brute en Lorraine en 2000 et 2013



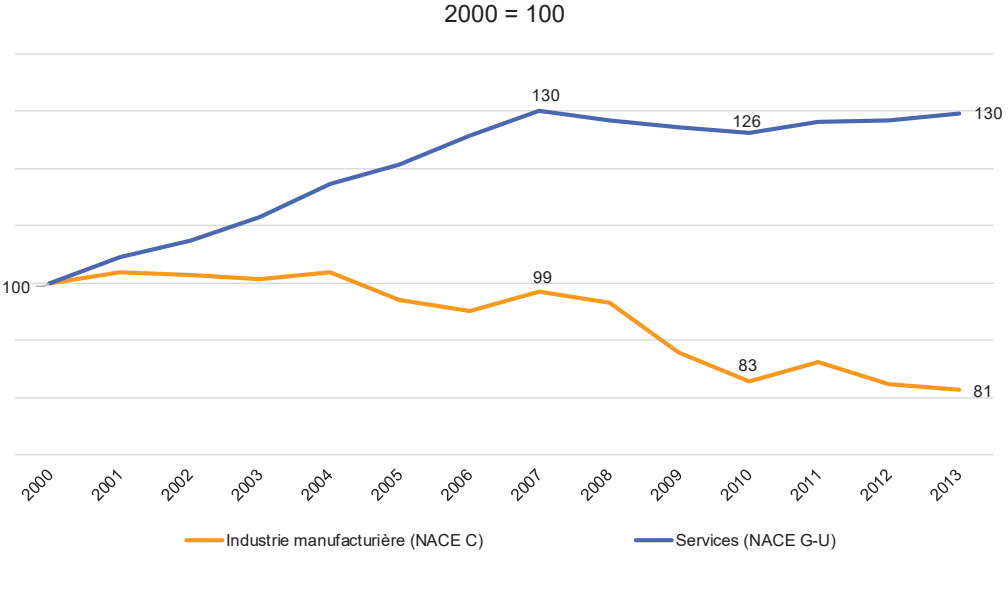
Calculs : OIE

Source : INSEE, Comptes régionaux

La création de valeur dans l'industrie au ralenti, mais en augmentation dans le secteur tertiaire

De façon plus détaillée, la création de valeur ajoutée dans l'industrie manufacturière reste relativement stable entre 2000 et 2007 pour régresser fortement au moment de la crise et reculer de manière continue et soutenue les années suivantes. Entre 2007 et 2013, la valeur ajoutée brute perd 18 %. Les activités du secteur tertiaire se sont beaucoup mieux portées sur la période et augmentent de 30 % entre 2000 et 2007. Cependant, la valeur ajoutée brute de ce secteur stagne à partir de 2007, année où elle atteint son plus haut niveau avec 38 milliards d'euros. Après avoir légèrement baissée en période de crise, elle repart à la hausse en 2011 et retrouve quasiment en 2013 son niveau d'avant crise. A contrario, la tendance à la baisse de la création de richesse dans l'industrie manufacturière semble pour le moment difficilement réversible.

Evolution de la valeur ajoutée brute de l'industrie manufacturière et des services en Lorraine entre 2000 et 2013



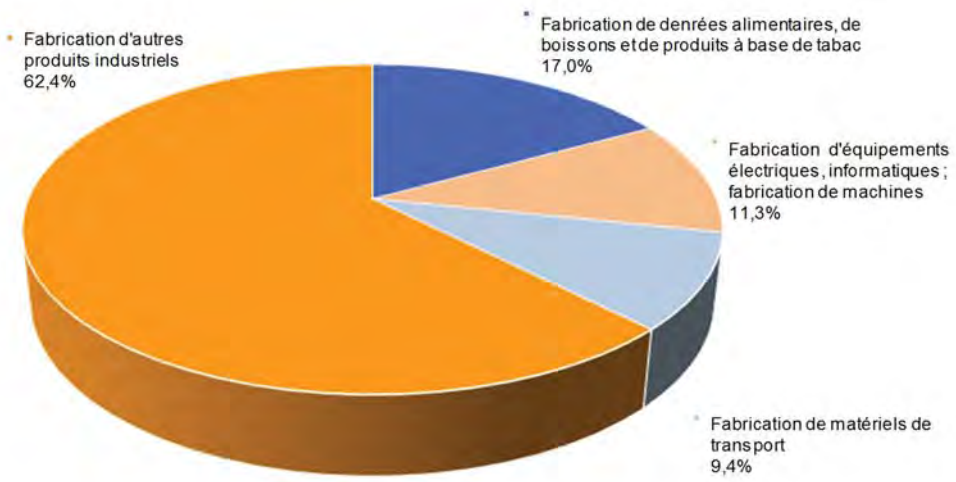
Calculs : OIE

Source : INSEE, Comptes régionaux

L'industrie alimentaire, première créatrice de valeur ajoutée du secteur manufacturier

La fabrication de denrées alimentaires, de boissons et de produits à base de tabac, qui est le deuxième plus important domaine de l'industrie manufacturière en termes d'emploi (17 613 en 2014), contribue à hauteur de 17 % à la valeur ajoutée brute du secteur manufacturier. Sur la période 2000-2013, il s'agit, sur les quatre secteurs ou groupe de secteurs représentés ci-dessous, du domaine ayant enregistré les moins fortes baisses de création de valeur ajoutée. En effet, sa valeur ajoutée baisse de 5,6 %, pendant que les pertes que connaissent les industries de l'équipement électrique, de l'information, la fabrication des machines ainsi que l'industrie du transport sont respectivement de l'ordre de 17,2 et 28,5 %. Pour ce qui est de la fabrication d'autres produits industriels, qui regroupent entre autres les industries pharmaceutique, chimique, du textile, du bois, du papier, ou encore de la métallurgie, la perte de valeur ajoutée s'élève à 20,3 % sur la période, soit une baisse en absolu de 835 millions d'euros.

Répartition de la valeur ajoutée brute dans l'industrie manufacturière en Lorraine en 2013



Calculs : OIE

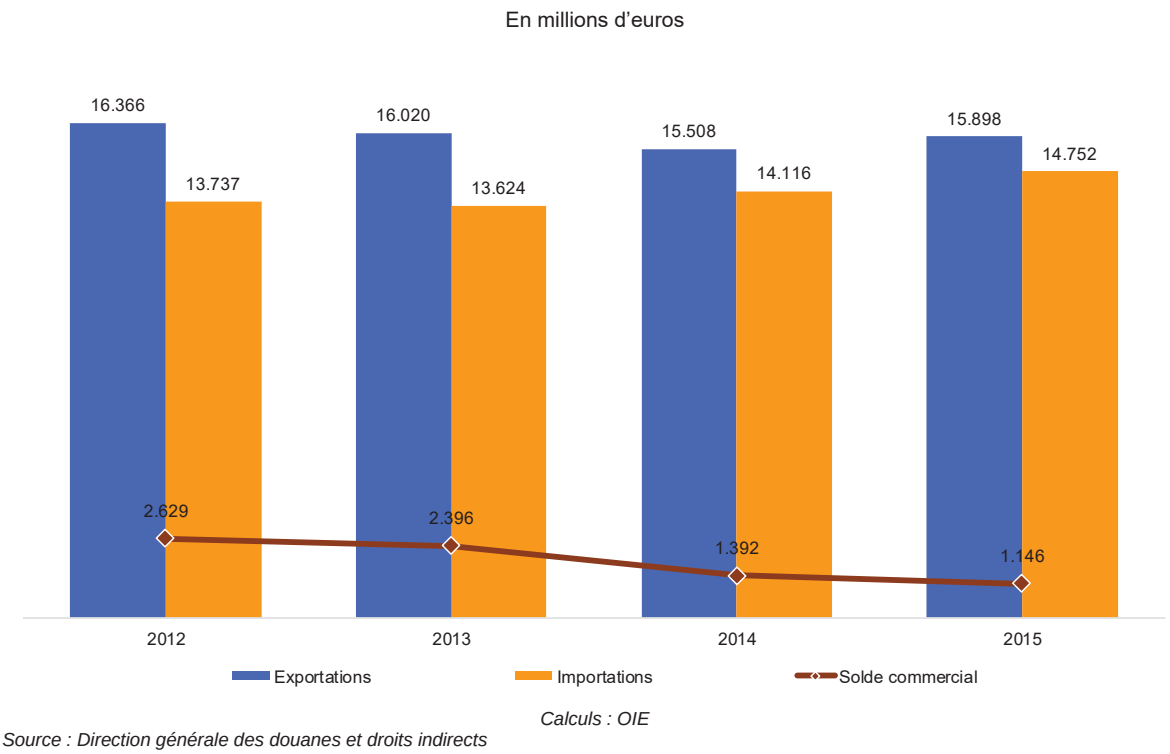
Source : INSEE, Comptes régionaux

Leger excédents des exportations en Lorraine

En 2015, la balance commerciale de l'industrie manufacturière reste excédentaire (+1 146 million d'euro), même si le solde commercial baisse depuis 2012 (-56,4 %), ce qui correspond à une baisse en absolu de 1,5 milliard d'euros. Cependant, le montant des exportations manufacturières repart à la hausse en 2015 et rompt ainsi avec la tendance passée. C'est aux entreprises implantées en Moselle que la Lorraine doit la majeure partie de ses exportations. En ce qui concerne les importations du secteur manufacturier, celles-ci augmentent de façon continue depuis 2013, pour atteindre 14,8 milliards d'euros en 2015. La Lorraine est en 2015 principalement exportatrice d'équipements mécaniques, de matériel électrique, électronique et informatique (26,3 %), de matériel de transport (22,5 %) et des produits métallurgiques et

métalliques (13,8 %). De façon globale, les exportations depuis la Lorraine, tous secteurs économiques confondus, représentent en 2015 3,8 % des exportations de la France, ce qui place la Lorraine à la dixième place des régions françaises les plus exportatrices.

Commerce extérieur de l'industrie manufacturière en Lorraine entre 2012 et 2015



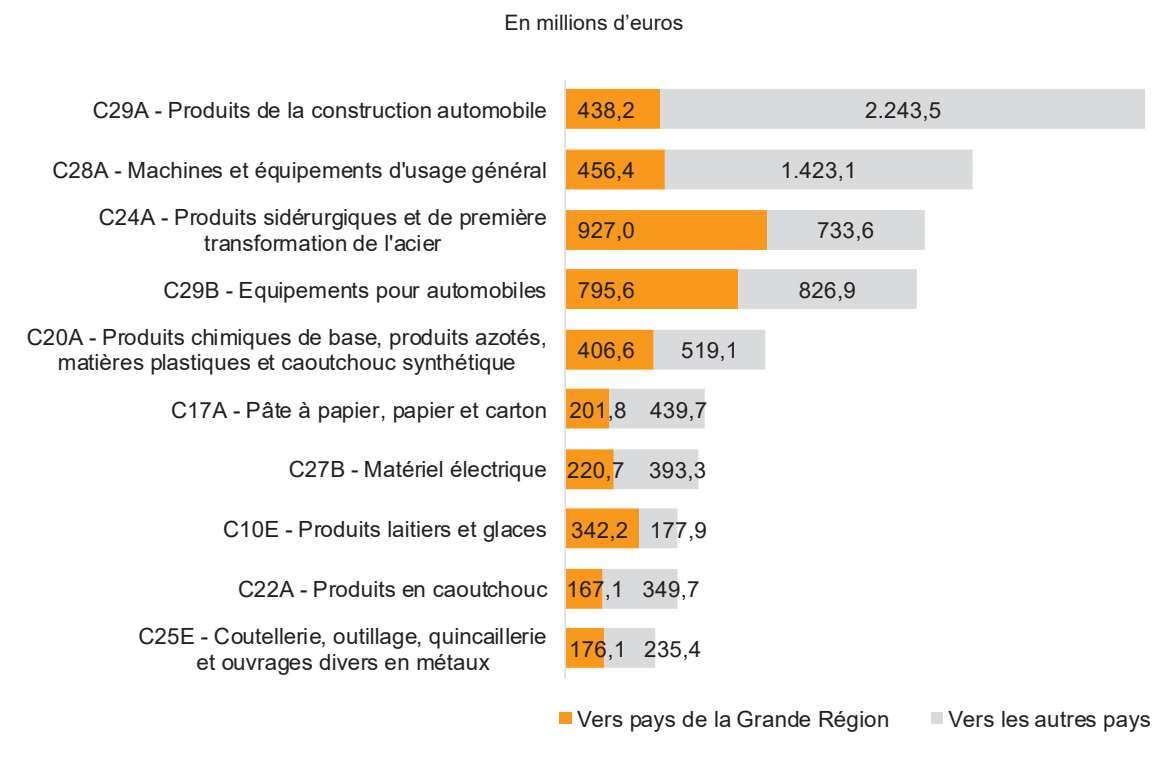
Calculs : OIE

Source : Direction générale des douanes et droits indirects

Les pays de la Grande Région : des partenaires commerciaux importants

Les exportations de l'industrie manufacturière représentent 93,4 % des exportations tous secteurs confondus en Lorraine. De façon plus détaillée, on constate que le secteur manufacturier lorrain est principalement exportateur de produits de la construction automobile (16,9 %), de machines et équipements (11,8 %), de produits sidérurgiques (10,4 %) et d'équipements pour automobiles (10,2 %). En ce qui concerne ces deux derniers secteurs, les pays frontaliers de la Grande Région sont des partenaires commerciaux particulièrement importants. En effet, la Lorraine exporte 35,7 % de ses produits sidérurgiques et de l'acier vers l'Allemagne, 8,3 % vers la Belgique et 11,8 % vers le Luxembourg. Pour ce qui est des équipements pour automobiles, l'Allemagne achète 45,8 % de ce que produit la Lorraine, tandis que la part qui est envoyée vers la Belgique et le Luxembourg est très modeste, à savoir respectivement 3 % et 0,2 %.

Exportations de l'industrie manufacturière par groupes de produits choisis depuis la Lorraine en 2015



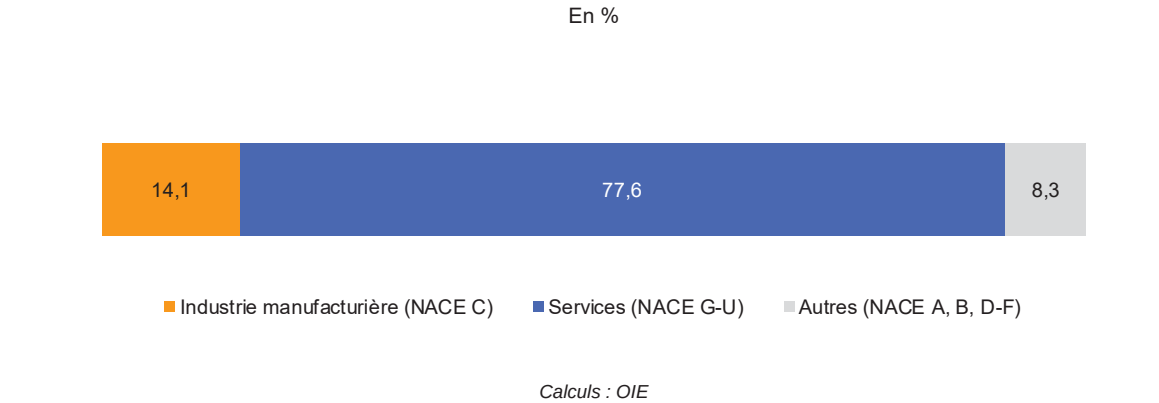
Calculs : OIE

Source : Direction générale des douanes et droits indirects

7.3 La situation de l'emploi dans l'industrie en Lorraine

D'après les données de l'INSEE, la Lorraine compte au total 750 787 salariés en 2014. Ils se répartissent selon les secteurs économiques de la façon suivante : plus de trois quarts des salariés travaillent dans le secteur tertiaire, 21,7 % sont occupés dans le secteur secondaire[67] et, enfin, moins de 1 % travaille dans le secteur primaire.

Répartition de l'emploi par secteurs économiques en Lorraine en 2014



Calculs : OIE

Source : INSEE, estimations d'emploi, données 2014 provisoires

[67] NACE B+C+E+D+F

Parmi ces 750 787 salariés, 14,1 % travaillent dans l'industrie manufacturière (105 735 personnes). En l'espace de 10 ans, l'emploi de la région lorraine a baissé de 6,8 %, ce qui correspond à une perte de 55 000 personnes. Cette baisse est à attribuer, dans un premier temps, au secteur secondaire, qui a enregistré un recul de 28,4 % de ses salariés depuis 2004, passant de 227 039 à 162 560 salariés. Le secteur tertiaire, au sein duquel les services non marchands emploient 49 % des travailleurs, enregistre une légère baisse sur la période (-1,4 %, soit une baisse de 8 400 personnes).

Tableau : Effectifs salariés par secteur économique en Lorraine en 2014

Code NACE	Secteur économique	absolu	Part du total (en %)
A	Agriculture, sylviculture et pêche	5.797	0,8
B	Industries extractives	854	0,1
C	Industrie manufacturière	105 735	14,1
D	Production et distribution d'électricité, de gaz, de vapeur et d'air conditionné	7 494	1,0
E	Production et distribution d'eau ; assainissement, gestion des déchets et dépollution	6 150	0,8
F	Construction	42 327	5,6
G	Commerce ; réparation d'automobiles et de motocycles	92 792	12,4
H	Transports et entreposage	39 736	5,3
I	Hébergement et restauration	25 280	3,4
J	Information et communication	8 848	1,2
K	Activités financières et d'assurance	18 203	2,4
L	Activités immobilières	5 075	0,7
M	Activités spécialisées, scientifiques et techniques	25 450	3,4
N	Activités de services administratifs et de soutien	48 224	6,4
O	Administration publique	103 680	13,8
P	Enseignement	52 492	7,0
Q	Santé humaine et action sociale	129 116	17,2
R	Arts, spectacles et activités récréatives	6 226	0,8
S	Autres activités de services	16 268	2,2
T	Activités des ménages	10 803	1,4
U	Activités extra-territoriales	237	<0,1
	TOTAL	**750 787**	**100,0**

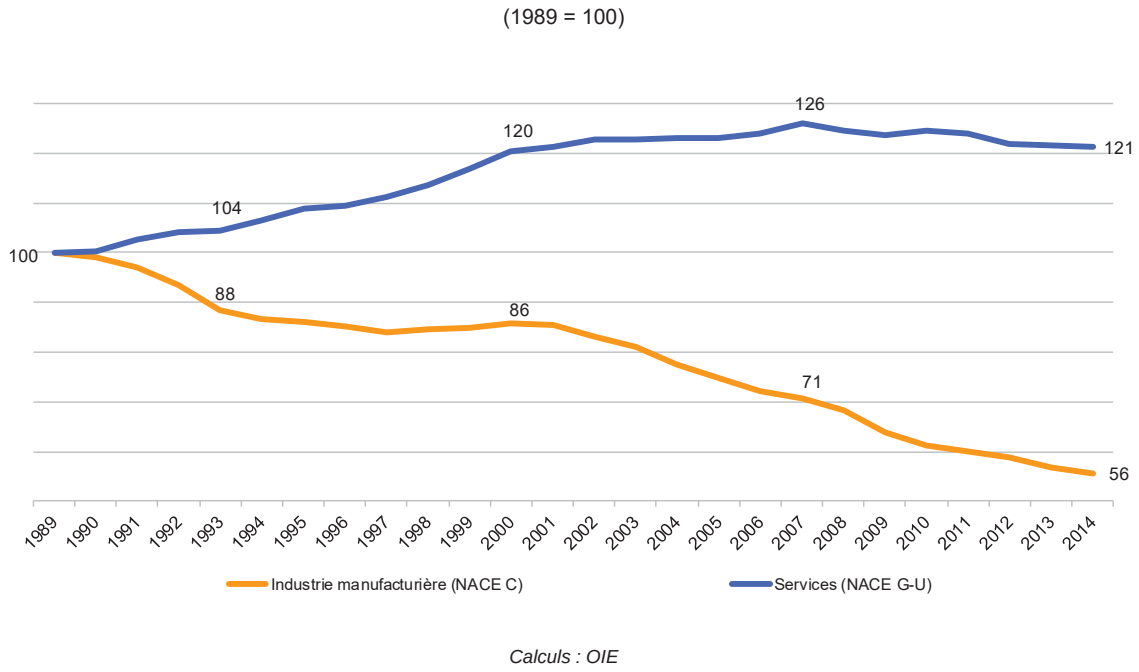
Source : INSEE, estimations d'emploi, données 2014 provisoires

Recul de l'emploi dans l'industrie et récemment dans le secteur tertiaire

Entre 1989 et 2014, les effectifs du secteur manufacturier ont pratiquement été divisés par deux, enregistrant une baisse de 44 %. En absolu, cela correspond à une perte de 84 315 personnes. Sur la même période, les services progressent de 21 % et assurent une hausse de 102 359 salariés. On remarque au début des années 90 un fort recul de l'emploi dans l'industrie, en comparaison à l'évolution positive des services. Entre 1989 et 1993, le secteur manufacturier baisse de 11,7 % pendant que le tertiaire progresse de 4,5 %. En absolu, cela correspond quasiment au même nombre de personnes (-22 239 pour l'industrie et +21 567 pour les services). Les effectifs dans l'industrie manufacturière se maintiennent par la suite

jusqu'en 2001 pour baisser ensuite de façon continue jusqu'en 2014. Il est à noter que les effectifs des services sont en diminution depuis 2011, soit une perte de 12 221 salariés.

Evolution de l'emploi salarié dans l'industrie manufacturière et les services en Lorraine entre 1989 et 2014



Calculs : OIE

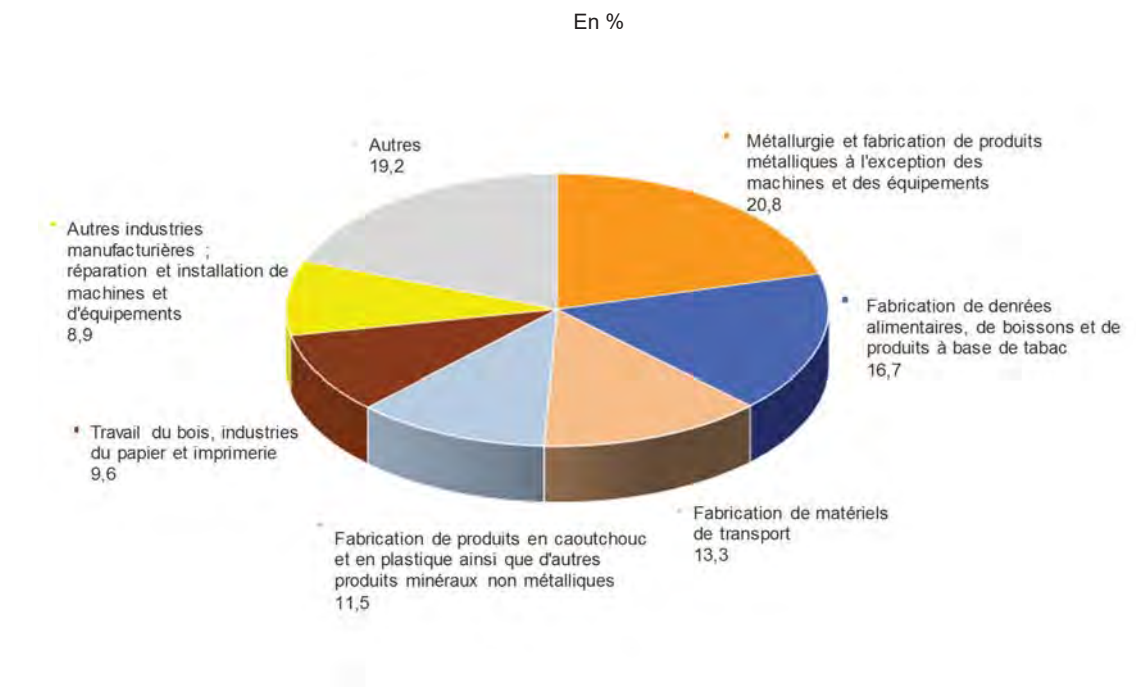
Source : INSEE, estimations d'emploi, données 2014 provisoires

L'importance de la métallurgie, de l'industrie alimentaire et de l'automobile pour l'emploi en Lorraine

Sur les treize secteurs d'activités que composent l'industrie manufacturière dans la nomenclature d'activité détaillée en 38 postes, les six plus importants en termes d'emploi regroupent 80,8 % des salariés. Le secteur manufacturier est dominé en Lorraine par la métallurgie et fabrication de produits métalliques, l'industrie alimentaire et enfin l'industrie automobile. Ces trois domaines emploient un peu plus de la moitié des salariés résidents en Lorraine et comptent respectivement 21 969, 17 613 et 14 099 salariés en 2014. Entre 2010 et 2014, ces trois secteurs ont enregistré une baisse de 9 % de leur effectif, ce qui correspond à une diminution en absolu de 14 369 personnes. D'après une étude de l'ADUAN[68], pour ce qui est des industries alimentaire et automobile, « le recul de l'emploi reflète celui de la valeur ajoutée de ces industries, alors que le déclin de l'emploi dans la métallurgie peut être expliqué par d'importants gains de productivité dans un contexte de forte croissance du secteur. »

[68] Agence de développement et d'urbanisme de l'aire urbaine nancéenne (ADUAN) (2014) : L'industrie lorraine durant la crise. http://www.aduan.fr/lecteur-de-publications/lindustrie-lorraine-durant-la-crise.html?&file=files/Aduan/Etudes/Industrie-lorraine-durant-la-crise-Aduan.pdf

Répartition de l'emploi de l'industrie manufacturière par secteurs économiques choisis en Lorraine en 2014



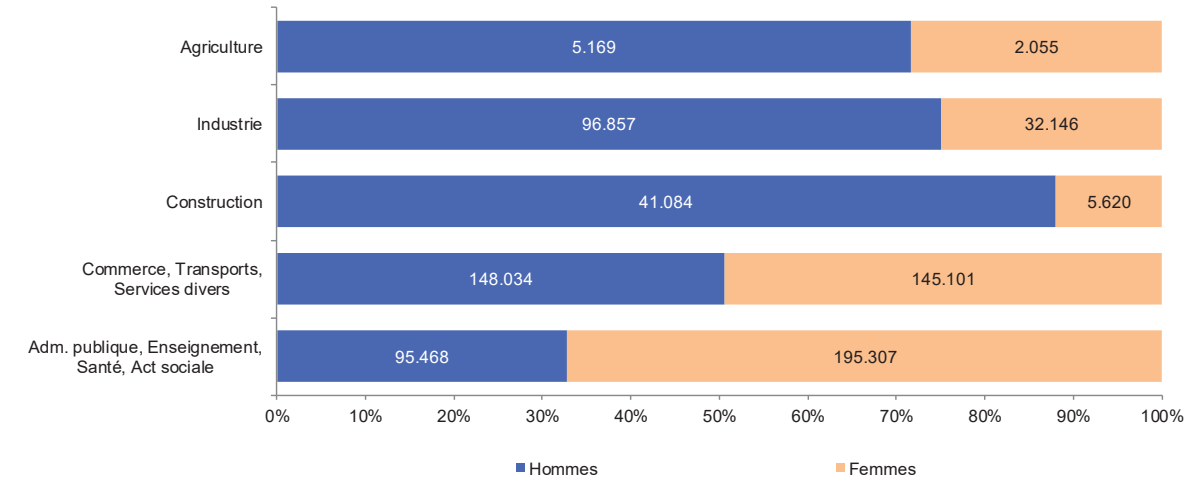
Calculs : OIE

Source : INSEE, estimations d'emploi, données 2014 provisoires

Les femmes, particulièrement bien représentées dans les services marchands

Dans les secteurs agricoles, industriels et de la construction, qui emploient un peu moins de 40 % des hommes de l'emploi total, les hommes sont majoritairement représentés et ce, dans chacun de ces trois secteurs, à plus de 70 %. C'est la construction qui compte proportionnellement parlant la plus grande majorité d'hommes, puisqu'ils y sont représentés à hauteur de 88 %. Les services marchands emploient presqu'autant de femmes que d'hommes, alors que les services non marchands sont majoritairement féminins, avec 67% des salariés de cette partie du tertiaire.

Effectifs salariés par secteur d'activité et par sexe en Lorraine 2012



Calculs : OIE

Source : INSEE ; Recensement de la population

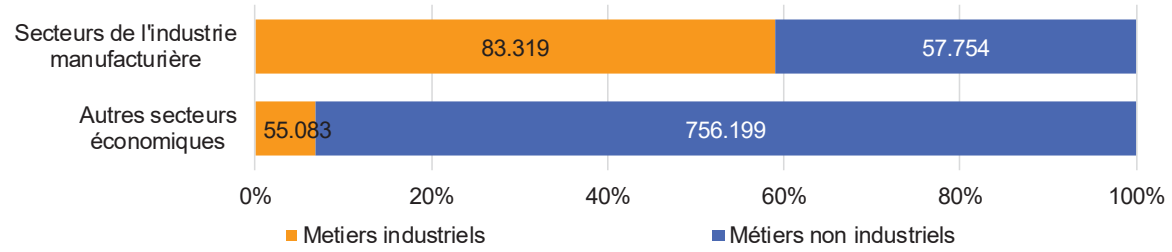
Les métiers industriels s'exercent aussi hors industrie

Sur la base d'une étude de la Direction de l'animation de la recherche, des études et des statistiques (DARES)[69] qui définit les métiers industriels, c'est-à-dire en rapport direct avec la conception, la réalisation d'un produit industriel ou encore la maintenance de machines, il apparaît que la Lorraine comptabilise plus de 138 000 travailleurs exerçant ce type de métiers en 2012.

60 % de ces travailleurs sont en emploi dans l'industrie manufacturière, le complément exerçant dans d'autres activités économiques. On retrouve en effet des métiers industriels dans les activités de service, par exemple dans le nettoyage, la dépollution ou la collecte et traitement de déchets.

A l'inverse, les activités industrielles n'offrent pas uniquement des « métiers industriels ». On y retrouve également des métiers administratifs, de commerciaux, d'encadrement, etc. Dans l'ensemble des secteurs manufacturiers, ces métiers *non* industriels représentent 40,9 % du total des emplois, mais près de 93 % des emplois hors industrie manufacturière.

Les métiers industriels selon le secteur employeur en Lorraine en 2012

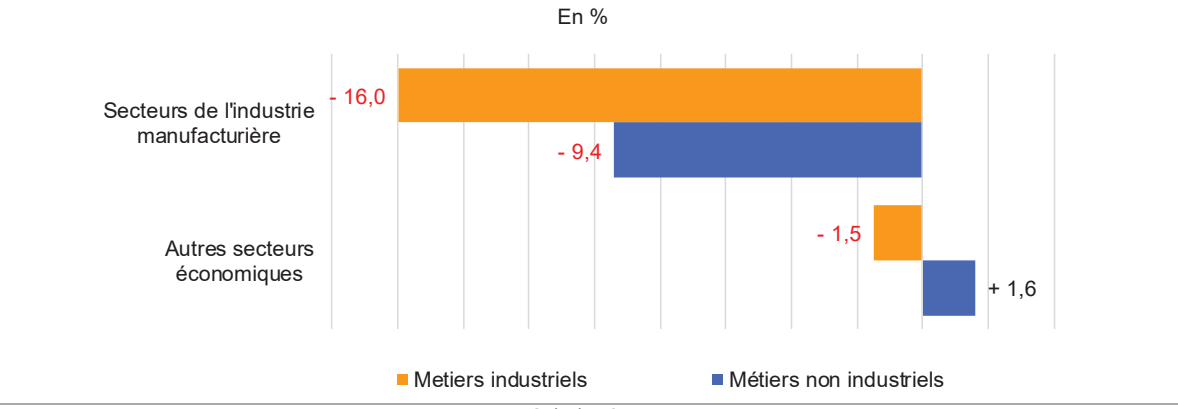


Calculs : OIE

Source : INSEE ; Recensement de la population

Que ce soit dans le secteur manufacturier ou les autres secteurs de l'économie, les effectifs des métiers industriels ont régressé de 11 % entre 2007 et 2012, soit 16 710 personnes en moins. Ce fut aussi le cas pour les métiers non-industriels dans l'industrie manufacturière, accusant une baisse de 9,4 % (- 6 000 emplois), alors que, hors industrie manufacturière, ces métiers ont connu une progression de plus de 12 000 emplois.

Evolution des métiers industriels selon le secteur employeur en Lorraine 2007-2012



Calculs : OIE

Source : INSEE ; Recensement de la population

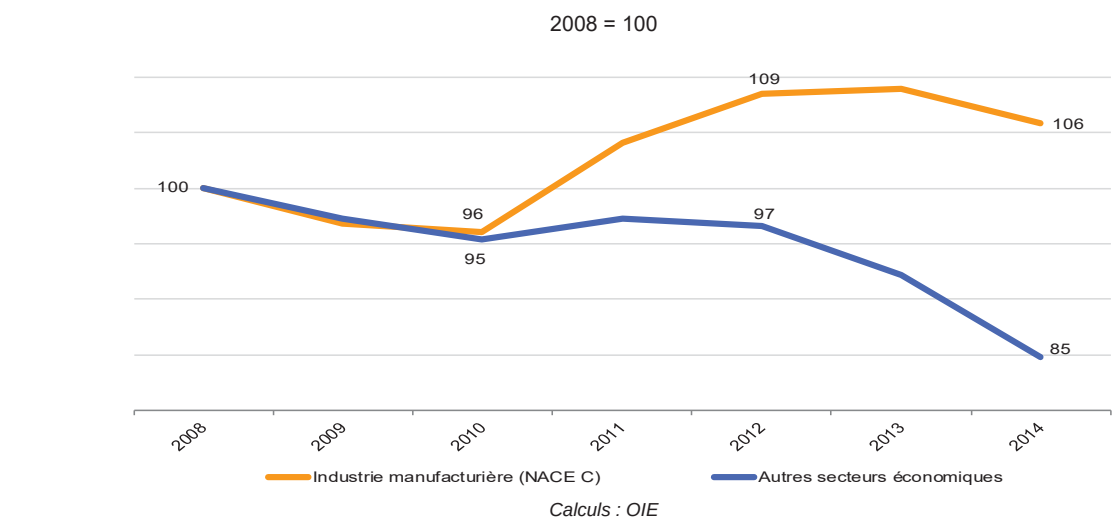
69 DARES (2005). Premières synthèses, No 16.2 : Secteurs et métiers industriels : l'industrie n'est plus ce qu'elle était. http://dares.travail-emploi.gouv.fr/IMG/pdf/publication_pips_200504_n-16-2_Secteurs-et-metiers-industriels.pdf

L'apprentissage, un dispositif de formation non négligeable pour l'industrie manufacturière

L'apprentissage est un dispositif de formation professionnelle rémunérée, reposant sur le principe de l'alternance. L'acquisition des savoirs se fait pour partie dans l'entreprise et pour autre partie dans un Centre de Formation des Apprentis (CFA) ou une structure assimilée. Depuis 2008, le nombre d'apprentis en Lorraine a connu une évolution irrégulière. L'effectif a d'abord chuté jusqu'en 2010, pour repartir ensuite à la hausse jusqu'en 2012, avant de connaître un nouveau recul entre 2013 et 2014. Comme le précise l'OREFQ fin 2012, la Lorraine, durement impactée par la crise économique de 2008 en raison de la nature de son tissu productif (industries lourdes, automobile, sous-traitance industrielle, artisanat) a vu les entreprises susceptibles d'accueillir des apprentis restreindre le nombre de places disponibles.[70]

A la fin des années 2000, dans un contexte économique marqué par un fort chômage des jeunes, les dispositifs en alternance ont été fortement encouragés par l'Etat français et les Conseils régionaux. Les pouvoirs publics ont signé pour la période 2011-2015 un Contrat d'Objectif et de Moyen (COM) qui fixe des axes de développement quantitatif et qualitatif de l'apprentissage, cohérents avec les priorités nationales et visant à intégrer un nombre précis de jeunes dans un dispositif d'alternance.[71] A travers ce programme, les entreprises bénéficient donc d'aides financières lorsqu'elles recourent à cette forme d'emploi. En Lorraine, ces mesures auraient visiblement davantage bénéficié à l'industrie manufacturière qu'aux autres secteurs. En effet, si les effectifs baissent de même proportion dans l'industrie manufacturière et dans les autres secteurs jusqu'en 2010, l'évolution qui suit est sensiblement différente. Le nombre d'apprentis augmente de 10 % après 2010, tandis qu'il baisse de 11 % dans les autres secteurs économiques.

Evolution du nombre des apprentis par secteur en Lorraine de 2008 à 2014



Calculs : OIE

Source : Région Lorraine, SIFA 2015

[70] OREFQ (2012). L'apprentissage en Lorraine. Tendance et évolution. http://www.lorpm.eu/upload/etudes/orefq-em6-apprentissage.pdf

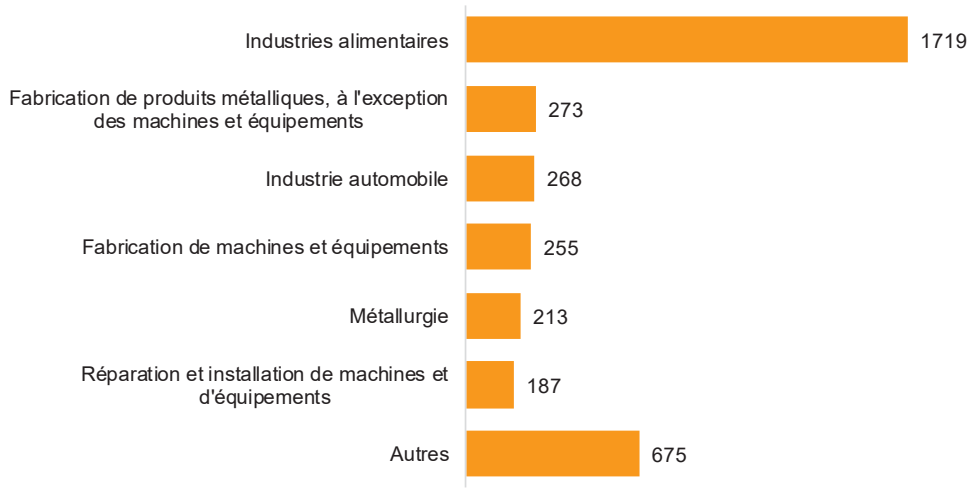
[71] Circulaire DGEFP n° 2011-06 du 2 février 2011 relative à la mise en œuvre des contrats d'objectifs et de moyens (COM) apprentissage 2011-2015, http://travail-emploi.gouv.fr/publications/picts/bo/30032011/TRE_20110003_0110_0001.pdf

L'industrie alimentaire, principal employeur de l'apprentissage manufacturier

En 2014, sur un total de 15 341 apprentis en Lorraine, 23,4 % sont employés par l'industrie manufacturière, soit 3 590 personnes. Quatre ans auparavant, 19,9 % des apprentis étaient employés dans ce domaine d'activité.

Presque de la moitié des apprentis en formation en industrie en 2014 exercent leur métier dans l'industrie alimentaire (48 %, soit 1 719 apprentis) et, parmi eux, 85 % sont en poste dans la boulangerie-pâtisserie. Cette forte proportion s'explique par le fait que les boulangeries et pâtisseries artisanales, également comptabilisées dans les industries alimentaires, mobilisent fortement ce dispositif. C'est ensuite dans les industries de fabrication de produits métalliques, de l'automobile, de fabrication de machines et d'équipements ainsi que la métallurgie que cette forme d'emploi est la mieux représentée, puisque ces quatre domaines regroupent 30 % de apprentis de l'industrie manufacturière.

Nombre des apprentis de l'industrie manufacturière par secteurs économiques en Lorraine en 2014



Calculs : OIE

Source : Région Lorraine, SIFA 2015

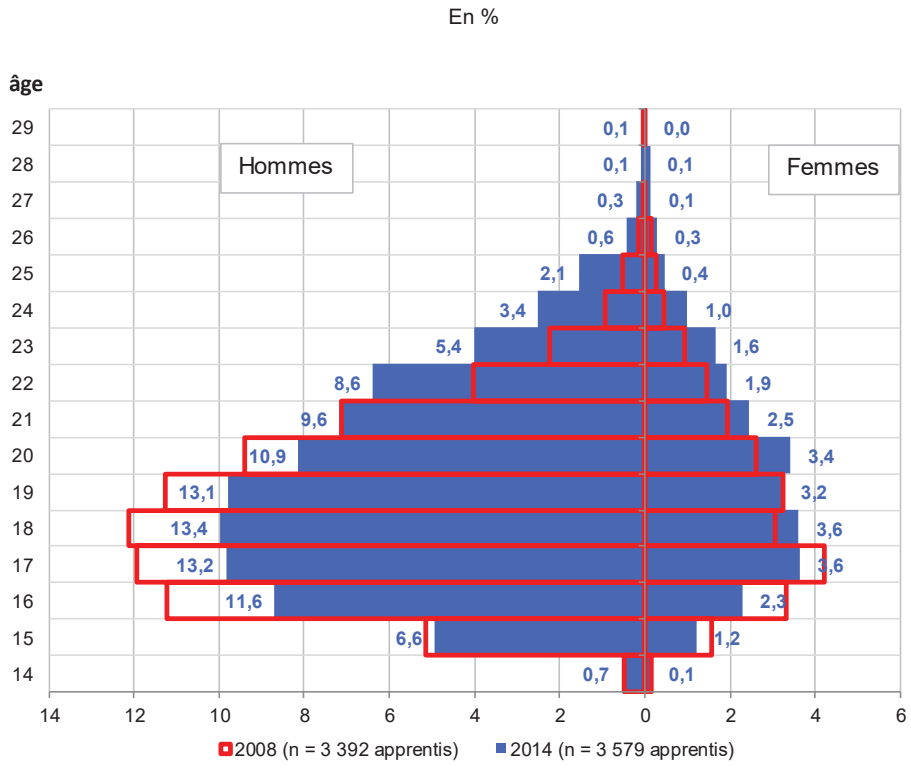
Vieillissement et féminisation des effectifs chez les apprentis de l'industrie manufacturière

Entre 2008 et 2014, le nombre d'apprentis dans le secteur manufacturier a augmenté de 5,8 %, ce qui correspond à une hausse de 198 personnes. Dans l'ensemble des autres secteurs d'activités, le nombre d'apprentis a baissé de 11 % sur la même période. C'est en particulier dans les domaines de la construction et du commerce-réparation d'automobiles et de motocycles que les plus grosses baisses d'effectifs sont enregistrées.

Alors qu'en 2008, 89 % des apprentis ont moins de 22 ans, ce même groupe représente en 2014 79 % du total des apprentis. De façon globale, on constate entre 2008 et 2014 un vieillissement et une féminisation du public accueilli dans l'apprentissage. Les femmes sont globalement 1,2 fois plus nombreuses en 2014 qu'en 2008. Ce phénomène s'explique par l'ex-

tension des formations ouvertes en apprentissage : longtemps dominé par les formations préparant aux métiers industriels et de la construction de faible niveau de qualification (infra bac), accueillant plutôt des jeunes hommes, l'apprentissage s'ouvre désormais aux formations de l'enseignement supérieur, également dans le domaine du tertiaire, attirant donc un public plus âgé et plus féminisé.

Répartition des apprentis de l'industrie manufacturière par âge et par sexe en Lorraine en 2008 et 2014



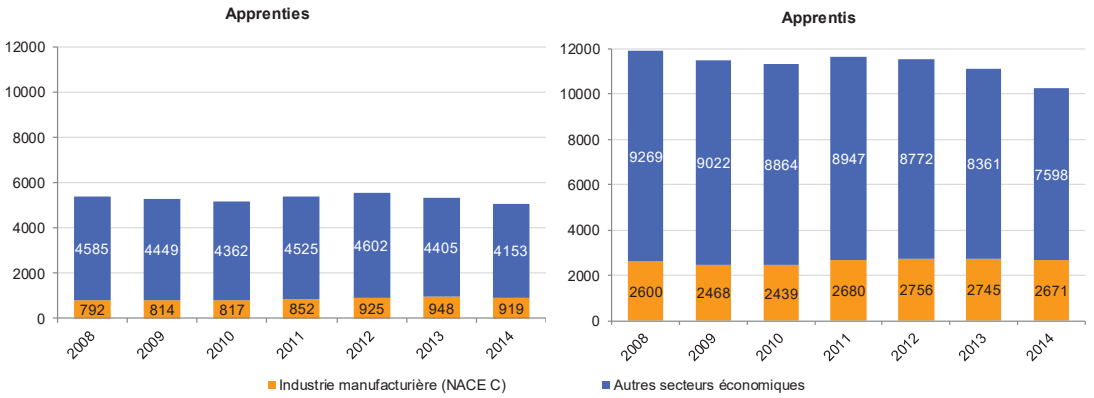
Calculs : OIE.

Source : Région Lorraine, SIFA 2015
Remarques :

- *La comparaison de pyramides des âges implique de présenter des données en pourcentage. Pour chacune des populations (en 2008 et en 2014), l'effectif total (hommes + femmes) est égal à 100 %.*
- *En 2014, les apprentis âgés de la classe d'âge 30-48 sont au nombre de 11 personnes (7 hommes et 4 femmes). En 2008 ; cette classe d'âge n'est pas représentée chez les apprentis en Lorraine.*

Que ce soit du côté des hommes comme du côté des femmes, les effectifs des apprentis dans l'industrie manufacturière ont augmenté entre 2008 et 2014 : +16 % chez les femmes et +2,7 % chez les hommes. A l'inverse, les autres secteurs économiques enregistrent une baisse de leurs effectifs, de l'ordre de -18 % chez les hommes et de -9 % chez les femmes.

Nombre des apprentis de l'industrie manufacturière par sexe en Lorraine en 2008 et 2014



Calculs : OIE

Source : Région Lorraine, SIFA 2015

8. La Rhénanie-Palatinat

8.1 L'ancienne région agricole est aujourd'hui un important site industriel

Le développement industriel et économique en Rhénanie-Palatinat demeurait particulièrement lent jusqu'au milieu du 19e siècle. L'économie s'est concentrée en premier lieu sur l'approvisionnement en produits agricoles et denrées alimentaires de la région de la Ruhr en plein essor. L'industrialisation se limitait aux pôles économiques suivants : l'industrie chimique à Ludwigshafen et Ingelheim, l'industrie des métaux à Mayence, l'industrie de la chaussure à Pirmasens ainsi que l'industrie textile à Kaiserslautern et Lambertsmühle.[72] Au milieu des années 1950, la Rhénanie-Palatinat reste une région faiblement industrialisée par rapport au reste de l'Allemagne. Certes, le secteur du tourisme a connu un essor considérable, mais dans les régions structurellement défavorisées, il a fallu éviter l'exode rural vers les villes par une stratégie cohérente d'aide structurelle dans les domaines de l'agriculture et de la viticulture. Deux lois de construction de logements (1950 et 1956) ont permis de développer davantage encore les pôles économiques implantés dans les agglomérations de Ludwigshafen, Kaiserslautern, Mayence et Coblence. On note ainsi l'implantation de la société Schott-Glaswerke au milieu des années 1950 ainsi qu'en 1962 de la Zweites Deutsches Fernsehen (Seconde chaîne de télévision allemande) à Mayence. D'autres employeurs importants étaient l'usine chimique BASF à Ludwigshafen, la société pharmaceutique Boehringer Ingelheim, le fabricant de machines à coudre Pfaff et le producteur automobile Opel à Kaiserslautern.

Des implantations industrielles modernes sur les anciens sites militaires

Le stationnement des troupes américaines au début des années 1950 s'est révélé être un facteur économique et un employeur importants, notamment pour les zones rurales moins développées, telles que l'Eifel, le Hunsrück et le Palatinat. Au début des années 1990, la majeure partie des troupes américaines a été retirée de la Rhénanie-Palatinat. Ainsi, près de 10 000 hectares d'anciens terrains militaires ont été libérés et environ 20 000 travailleurs civils étaient donc à la recherche d'un emploi. Le gouvernement du Land y a réagi déjà en 1992 en présentant un projet dit « programme de conversion », visant à la création de nouveaux emplois et l'installation de nouvelles entreprises. Ainsi, le Campus de l'environnement de Birkenfeld – une antenne de Hochschule Trier – a été créée, d'anciennes casernes ont été transformées en complexes résidentiels modernes et l'ancien aéroport militaire de Francfort–Hahn est devenu un aéroport international.[73]

[72] Cf. Helfer, Malte (2015) : Die Industrialisierung der Großregion SaarLorLux. Dans : Wille, C. (Hg.): Lebenswirklichkeiten und politische Konstruktionen in Grenzregionen – Das Beispiel der Großregion SaarLorLux. Wirtschaft – Politik – Alltag – Kultur. Bielefeld. S. 5

[73] Cf. Ministerium des Inneren und für Sport des Landes Rheinland-Pfalz (2010) : Wir machen's einfach – 20 Jahre Konversion in Rheinland-Pfalz. Mainz.

Concentration des industries le long du couloir rhénan

Le paysage industriel de la Rhénanie-Palatinat se concentre le long de la vallée du Rhin, dans les villes autonomes situées au sud du Land et dans le Westerwald.[74] En 1970, le secteur manufacturier, avec près de 46%, représentait la plus grande partie de la population en emploi en Rhénanie-Palatinat.[75] Actuellement, la Rhénanie-Palatinat est toujours l'un des principaux sites industriels allemands, avec plus que 315 000 emplois et une part de l'industrie d'environ 25% dans la création de la valeur ajoutée tous secteurs confondus du Land, bien que la part économique de l'industrie et de l'artisanat ait diminué au profit du secteur des services. Les secteurs clés sont la chimie, la construction automobile, la construction mécanique, le caoutchouc et les plastiques ainsi que la métallurgie. Plus de la moitié des personnes en emploi travaille dans ces secteurs. Actuellement, le taux d'exportation s'élève à presque 55% ; il est donc supérieur à la moyenne enregistrée dans les autres Länder fédéraux (Allemagne en 2014 : 39%). A titre d'exemple, l'industrie automobile a réalisé environ 65% de son chiffre d'affaires 2014 grâce à ses activités à l'étranger.[76]

Au niveau régional, Ludwigshafen, avec près de 38 500 salariés industriels, revêt une importance fondamentale. Environ un emploi industriel sur six en Rhénanie-Palatinat est implanté ici, tels que par exemple BASF, un groupe agissant au niveau mondial. Les autres centres industriels d'importance régionale se trouvent dans le Landkreis Germersheim avec la dominance de l'industrie automobile (Mercedes Benz AG), de l'industrie pharmaceutique à Ingelheim (Boehringer Ingelheim) ainsi que de l'industrie du verre dans l'agglomération de Mayence (Schott AG). En outre, il faut citer les branches de moindre importance telles que l'industrie de la chaussure dans la région de Pirmasens, l'industrie de la bijouterie et des pierres précieuses à Idar-Oberstein et l'industrie de la céramique dans le Westerwald. Le gouvernement du Land favorise le développement de ces secteurs industriels par des initiatives telles que l'International Shoe Competence Center à Pirmasens.[77] Outre les grands acteurs mondiaux, les petites et moyennes entreprises sont particulièrement bien représentées en Rhénanie-Palatinat. Leur part étant de 97%, elles caractérisent fortement le paysage industriel de la Rhénanie-Palatinat. Volontiers appelés « Hidden Champions », beaucoup de petits entrepreneurs et entreprises familiales ont réussi à occuper des niches de marché partout dans le monde.[78]

L'industrie alimentaire à la frontière du Luxembourg et de la Belgique

Dans les régions frontalières de Trèves, l'industrie alimentaire, y compris les boissons et le tabac, constitue le secteur le plus important avec un chiffre d'affaires annuel de près de 7 milliards d'euros. En 2014, les principaux employeurs sont la société Dr. Oetker Tiefkühlprodukte KG Wittlich avec 1 300 personnes employées et l'entreprise de tabac JTI International Germany GmbH à Trèves (1 800 salariés). Outre l'industrie laitière (par exemple la société

---

74 Cf. Ministerium für Wirtschaft, Klimaschutz, Energie und Landesplanung des Landes Rheinland-Pfalz (2011) : Der Industriestandort Rheinland-Pfalz. Mainz.

75 Cf. Institut für Geschichtliche Landeskunde an der Universität Mainz e.V. : Industrie und Handwerk in Rheinland-Pfalz. 20.11.2015. http://www.wirtschaftsgeschichte-rlp.de/industrie-handwerk.html

76 Cf. Statistisches Landesamt Rheinland-Pfalz (2015) : Rheinland-Pfalz heute – 2015. Bad Ems.

77 Cf. Ministerium für Wirtschaft, Klimaschutz, Energie und Landesplanung des Landes Rheinland-Pfalz. 20.11.2015. http://www.mwkel.rlp.de/Wirtschaft/Industrie/

78 Cf. Ministerium für Wirtschaft, Klimaschutz, Energie und Landesplanung des Landes Rheinland-Pfalz (2014) : Dialog Industrieentwicklung Rheinland-Pfalz. Mainz.

Hochwald Foods GmbH avec plus que 500 salariés), le secteur de la viticulture et des brasseries ainsi que celui des eaux minérales sont également bien implantés dans la région : la société Bitburger Braugruppe GmbH et la Gerolsteiner Brunnen GmbH & Co. KG avec respectivement plus de 700 salariés. Cette structure caractérisée par une forte concentration de PME ainsi que la particularité d'être situé à la proximité du Luxembourg et au sein de la Grande Région ont eu un effet stabilisateur pour la région, les experts parlent depuis quelques années d'un quasi plein emploi.[79]

Le développent durable au centre de l'attention politique

Dans le domaine de la recherche et du développement, la Rhénanie-Palatinat poursuit une politique d'interconnexion des réseaux. A titre d'exemple, les principaux instituts de recherche et pôles technologiques se trouvent à Mayence (le cluster de pointe C13 pour des immuno-interventions personnalisées), à Kaiserslautern (le cluster d'innovation Fraunhofer « Technologie numérique pour véhicules utilitaires » ainsi que le cluster de pointe Software) et à Coblence (le cluster d'innovation métal-céramique-plastique), pour n'en citer que quelques-uns.[80]

Au niveau politique, le gouvernement du Land de Rhénanie-Palatinat a lancé l'initiative « Dialoguer pour favoriser le développement industriel en Rhénanie-Palatinat », ayant pour objectif le renforcement et le développement durable de l'espace industriel caractérisé par la diversité et le large éventail de ses secteurs. Quatre champs d'action ont été identifiés pour aboutir à un développement durable : recrutement et préservation de la main-d'œuvre qualifiée, conditions de site et l'infrastructure, ressources et énergies, ainsi qu'innovation et technologie. Dans le cadre de ce projet, le ministère de l'Economie, du Climat, de l'Energie et de l'Aménagement du territoire collabore avec la Communauté de travail des chambres de commerce et d'industrie de la Rhénanie-Palatinat, l'Union des associations d'entreprises de la Rhénanie-Palatinat ainsi que la Confédération des syndicats allemands Rhénanie-Palatinat.[81]

8.2 Situation économique de l'industrie en Rhénanie-Palatinat

Pour les pouvoirs publics, l'industrie représente « le fondement de l'économie de la Rhénanie-Palatinat (…), l'un des principaux piliers de la compétitivité, de l'emploi et de la formation et, ainsi, de la prospérité de la région »[82]. L'analyse du tableau ci-dessous présentant les 20 premières entreprises industrielles de Rhénanie-Palatinat révèle que, parallèlement à l'industrie chimique et pharmaceutique, les secteurs de l'automobile et de la fabrication de machines et d'équipements occupent les premiers rangs :

[79] Cf. Handwerksblatt. 30/06/2016 http://www.handwerksblatt.de/politik-wirtschaft/57-die-handwerkskammern-in-deutschland/hwk-trier/24348-region-trier-2025.html

[80] Cf. Ministerium für Bildung, Wissenschaft, Weiterbildung und Kultur des Landes Rheinland-Pfalz. 20.11.2015. http://mbwwk.rlp.de/wissenschaft/forschung-und-technologie/kompetenzverbuende-netzwerke-cluster/

[81] Cf. Ministerium für Wirtschaft, Klimaschutz, Energie und Landesplanung des Landes Rheinland-Pfalz. 20.11.2015. http://www.mwkel.rlp.de/Wirtschaft/Dialog-Industrieentwicklung-Rheinland-Pfalz/

[82] Cf. Ministère de l'économie, des transports, de l'agriculture et de la viticulture. 15/06/2016. https://mwvlw.rlp.de/de/themen/wirtschaftszweige/industrie/industrieland-rheinland-pfalz/

Tableau : Les 20 principales entreprises industrielles de Rhénanie-Palatinat d'après le nombre de salariés

	Branche	Entreprise	Salariés	Site
1	Industrie chimique	BASF SE	35 411	Ludwigshafen
2	Fabrication de matériels de transport (VU), logistique de pièces	Daimler AG Mercedes-Benz Werk Wörth Daimler GLC Germersheim	14 608	Wörth Germersheim
3	Industrie pharmaceutique	Boehringer Ingelheim	8 092	Ingelheim
4	Equipementier automobile	TRW Automotive Electronics & Components GmbH	2 700	Enkenbach-Alsenborn
5	Fabrication de verre et d'articles en verre	Schott AG	2 400	Mayence
6	Fabrication de matériels de transport	Adam Opel AG, Werk Kaiserslautern	2 372	Kaiserslautern
7	Equipementier automobile	Johnson Controls Components GmbH & Co. KG	2 205	Kaiserslautern
8	Equipementier automobile	TRW Deutschland Holding GmbH	2 136	Coblence
9	Fabrication de machines et équipements	KSB Aktiengesellschaft	2 050	Frankenthal
10	Industrie du papier	Papier Mettler	2 022	Morbach
11	Industrie pharmaceutique	AbbVie Deutschland GmbH & Co. KG	1 995	Ludwigshafen
12	Fabrication de produits à base de tabac	JTI International Germany GmbH	1 799	Trèves
13	Equipementier automobile	BorgWarner Turbo Systems GmbH	1 748	Kirchheimbolanden
14	Equipementier automobile	Stabilus GmbH	1 661	Coblence
15	Fabrication de produits en caoutchouc et en plastique	Michelin Reifenwerke AG & Co. KGaA	1 600	Bad Kreuznach, Trèves
16	Fabrication de produits métalliques et en plastique	Schütz GmbH & Co. KG	1 549	Selters
17	Fabrication de meubles	Nolte SE	1 500	Germersheim
18	Equipementier automobile	Tenneco GmbH	1 400	Edenkoben
19	Fabrication de machines et équipements	Terex Cranes Germany GmbH	1 400	Zweibrücken
20	Fabrication de machines et équipements	BOMAG GmbH	1 400	Boppard

Source : IHK Arbeitsgemeinschaft Rheinland-Pfalz: Die größten Arbeitgeber in Rheinland-Pfalz. Herbst 2014.

La Rhénanie-Palatinat dispose d'une large base industrielle

La valeur ajoutée brute de l'industrie rhénane-palatine, c'est-à-dire la valeur de production à laquelle on déduit la consommation intermédiaire, a dépassé en 2015 les 30 milliards d'euros, ce qui représente plus de 25 % de la valeur ajoutée totale de la région. Cette performance a été réalisée par environ 366 000 actifs, soit plus d'un cinquième de tous les actifs travaillant en Rhénanie-Palatinat. Comparée aux autres Länder de l'ouest de l'Allemagne (hors villes-Etats), la Rhénanie-Palatinat, s'agissant de la part de l'industrie dans la valeur ajoutée et la population active, occupe le quatrième rang. L'industrie manufacturière représente plus des trois quarts de l'industrie productrice en termes d'emploi et de valeur ajoutée.

Tableau : Valeur ajoutée brute par activité économique en Rhénanie-Palatinat en 2015

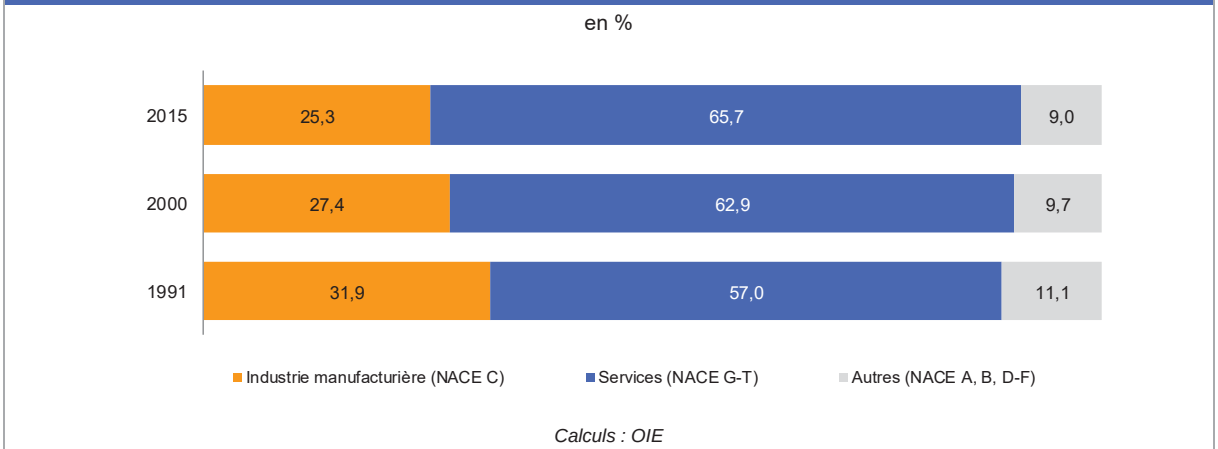
NACE	Secteurs économiques	En millions d'euros	Part du total en %
A	Agriculture, sylviculture et pêche	1 189	1,0
B, D, E	Industries extractives, production et distribution d'énergie, production et distribution d'eau, gestion des déchets	3 653	3,1
C	**Industrie manufacturière**	**30 031**	**25,3**
F	Construction	5 805	4,9
G-J	Commerce, transports et entreposage, restauration, information et communication	21 506	18,1
K-N	Activités financières et d'assurance, services aux entreprises, activités immobilières	27 386	23,1
O-T	Services publics et autres, enseignement et santé humaine, activités des ménages	29 159	24,6
	TOTAL	**118 728**	**100,0**

Source : Volkswirtschaftliche Gesamtrechnung der Länder

La part de l'industrie dans la valeur ajoutée brute est depuis des années en baisse

En Rhénanie-Palatinat, un net déplacement de la valeur ajoutée brute de l'industrie manufacturière vers le secteur des services s'observe à compter de 1991 : depuis cette date en effet, la part de l'industrie dans la valeur ajoutée brute a régressé de 6,6 points de pourcentage, celle du tertiaire progressant quant à elle de 8,7 points de pourcentage durant la même période. Avec plus de 78 milliards d'euros, le secteur des services a généré en 2015 2,6 fois plus de richesses que l'industrie manufacturière. Une liste détaillée par secteurs figure dans le catalogue d'indicateurs du présent rapport du CESGR, au chapitre 2 « Economie ».

Part de l'industrie manufacturière et des services dans la valeur ajoutée brute totale de la Rhénanie-Palatinat en 1991, 2000 et 2015



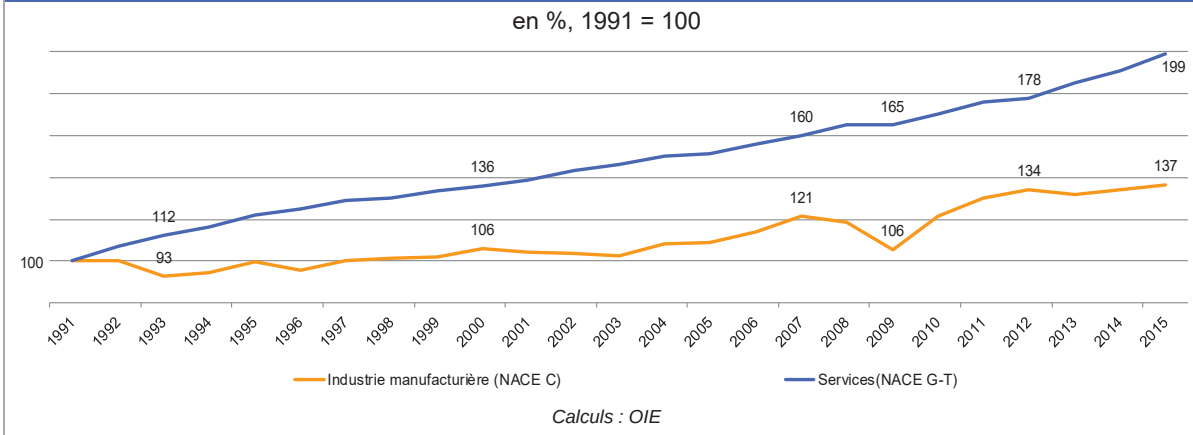
Calculs : OIE

Source : Volkswirtschaftliche Gesamtrechnung der Länder

Le poids de l'industrie dans l'économie est toutefois plus important que ne semble l'indiquer sa part dans la valeur ajoutée brute. Les services aux entreprises tout particulièrement sont étroitement liés à l'industrie manufacturière et dépendent de ses commandes. L'industrie est par ailleurs un partenaire essentiel de l'artisanat. Un secteur industriel réalisant de gros investissements dans la recherche et le développement produit un important effet multiplicateur, jetant ainsi de solides bases pour le développement économique d'un site. Tous les secteurs de l'économie profitent de cette dynamique de croissance.

L'analyse sur le long terme révèle que l'industrie rhénane-palatine et tout particulièrement le secteur des services se sont, en dépit des difficultés persistantes rencontrées par l'économie mondiale et dans la zone euro, développés très positivement ces dernières années. Dans le secteur tertiaire, la valeur ajoutée a pratiquement doublé en 25 ans alors que l'emploi ne progressait que de 40 points de pourcentage. Mais le secteur industriel a bien repris après la crise de 2009 (+30 %). En effet, il a, en l'espace de deux ans seulement, dépassé le résultat déjà important de 2007 avec une valeur ajoutée brute de plus de 30 milliards d'euros en 2015. Toutefois, ce succès ne s'est pas traduit par une hausse de l'emploi, comme nous l'expliquons plus en détail au chapitre 8.3.

Evolution de la valeur ajoutée brute dans l'industrie manufacturière par rapport aux services en Rhénanie-Palatinat depuis 1991



Calculs : OIE

Source : Volkswirtschaftliche Gesamtrechnung der Länder

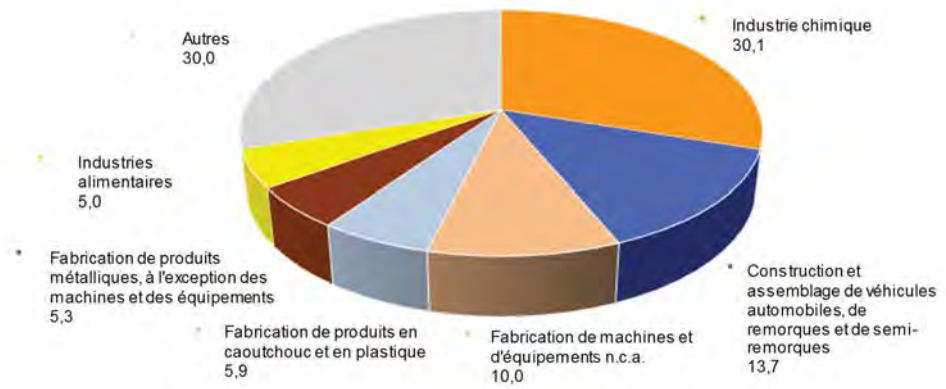
Diversification du secteur manufacturier de la Rhénanie-Palatinat

Le chiffre d'affaires total de l'industrie en Rhénanie-Palatinat s'établissait à 91,5 milliards d'euros en 2015. Une analyse plus en détail de l'industrie manufacturière des secteurs d'activités réalisant les chiffres d'affaires les plus importants fait apparaître très clairement la structure diversifiée du secteur industriel en Rhénanie-Palatinat : en effet, 70 % seulement du chiffre d'affaires industriel (et environ 65 % des salariés) reviennent aux six branches enregistrant les chiffres d'affaires les plus importants ; à titre de comparaison, en Sarre, les six premiers secteurs en termes de chiffre d'affaires réalisent 86 % du chiffre d'affaires et emploient 82 % des salariés. Près d'un tiers du chiffre d'affaires total de l'industrie rhénane-palatine était, en 2015, généré par le secteur de la chimie (27,5 milliards d'euros). En deuxième et troisième positions, on trouve la fabrication de matériels de transport (12,5 milliards d'euros de chiffre d'affaires) et la fabrication de machines et d'équipements (9,1 milliards d'euros de chiffre d'affaires) qui sont directement liées, au plan économique, aux fabricants de produits en caoutchouc et en plastique (5,4 milliards d'euros de chiffre d'affaires) ainsi qu'à ceux de produits métalliques (à l'exception des machines et des équipements) (4,9 milliards d'euros de chiffre d'affaires). Associée à l'industrie alimentaire (sixième secteur avec 4,6 milliards d'euros de chiffre d'affaires), la fabrication de boissons joue un rôle économique important (2,7 milliards d'euros de chiffre d'affaires en 2015). En effet, elle inclut la production de vin et de bière ainsi que les sources d'eau minérale pour lesquelles la Rhénanie-Palatinat est connue. A la suite des six secteurs les plus importants en termes de chiffre d'affaires se trouve l'industrie pharmaceutique, avec une part du chiffre d'affaires total d'environ 5 % (4,9 milliards d'euros). Autres secteurs de

poids : la métallurgie et la fabrication d'autres produits minéraux non métalliques ainsi que de papier, qui, avec 9,8 milliards d'euros en 2015, ont généré ensemble une part du chiffre d'affaires total supérieure à 10 %, employant au demeurant plus de 35 000 salariés.

Répartition du chiffre d'affaires de l'industrie manufacturière rhénane-palatine par secteurs d'activités en 2015

en %, entreprises de ≥20 salariés



Calculs : OIE

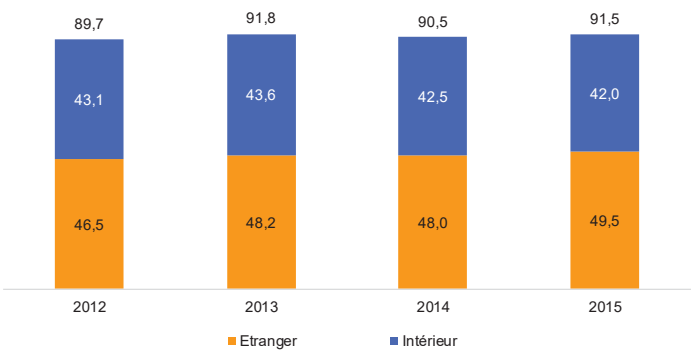
Source : Statistisches Landesamt Rheinland-Pfalz

Excellents résultats pour les exportations en 2015

Ces dernières années, les chiffres du commerce extérieur n'ont cessé d'augmenter dans l'industrie rhénane-palatine : on note depuis 2012 une hausse de 6 % du chiffre d'affaires à l'export, pour atteindre 49,5 milliards d'euros en 2015. En revanche, depuis 2012, la tendance est à la baisse pour ce qui est des recettes nationales (-2,6 %). Avec un chiffre d'affaires total de 91,5 milliards d'euros, l'industrie manufacturière de Rhénanie-Palatinat est quasiment revenue au niveau de 2013. La forte dépendance à l'exportation de l'industrie rhénane-palatine apparaît clairement sur l'indicateur ci-dessous.

Chiffre d'affaires de l'industrie manufacturière en Rhénanie-Palatinat entre 2012 et 2015

en milliards d'euros, entreprises de ≥20 salariés



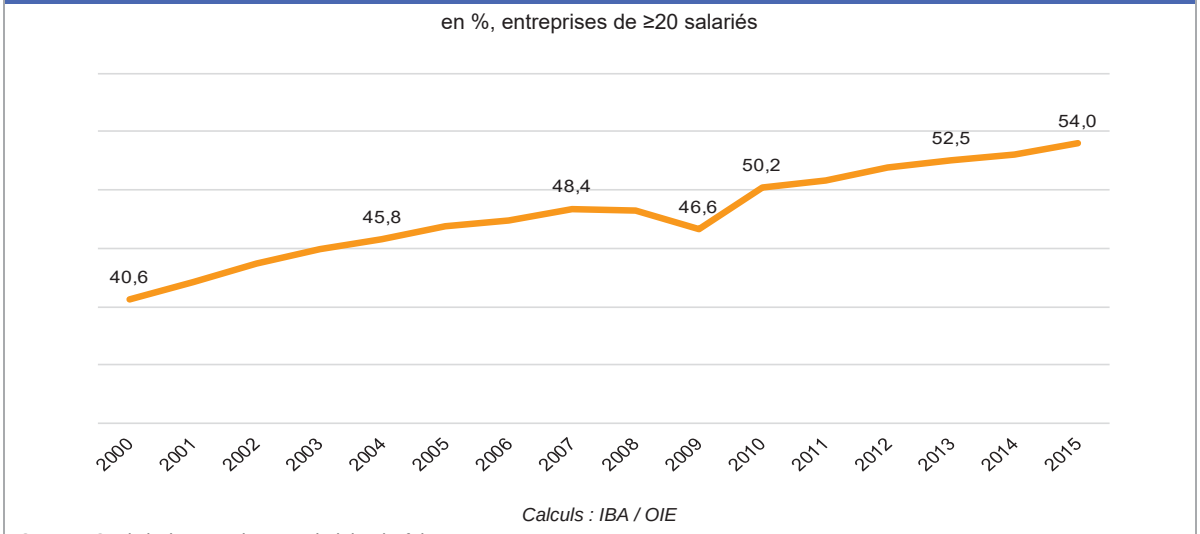
Calculs : OIE

Source : Statistisches Landesamt Rheinland-Pfalz

Le taux d'exportation de l'industrie ne cesse de se développer

Dans son rapport annuel 2015, l'Office statistique du Land de Rhénanie-Palatinat a confirmé que la région, s'agissant du taux d'exportation[83], occupait la deuxième place parmi les Länder allemands (hors villes-Etats), derrière le Bade-Wurtemberg dont le taux s'élève à 58 %. Après un net recul atteignant 46,6 % l'année de la crise économique et financière, le taux d'exportation de la Rhénanie-Palatinat a pour la première fois atteint la barre des 50 % en 2010.[84]

Evolution du taux d'exportation de l'industrie manufacturière rhénane-palatine entre 2000 et 2015



Calculs : IBA / OIE

Source : Statistisches Landesamt Rheinland-Pfalz

Les industries pharmaceutique et chimique fortement tournées vers l'exportation

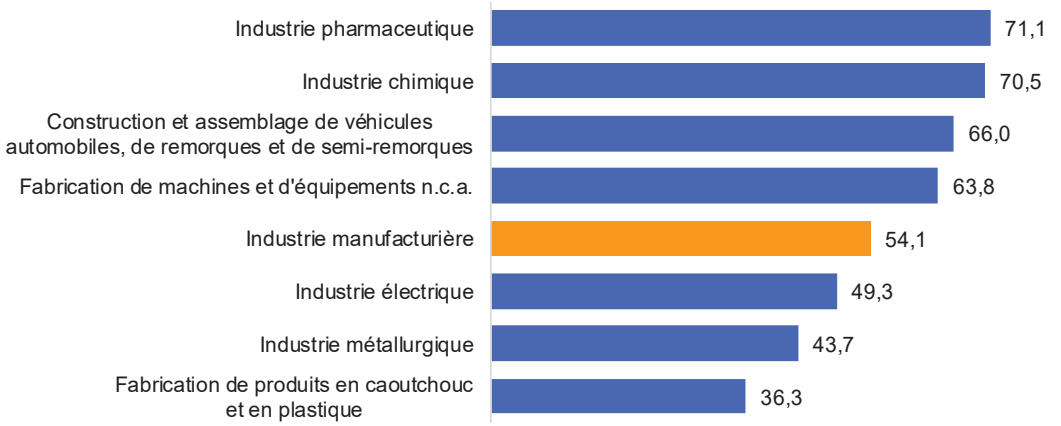
En 2015, le chiffre d'affaires à l'exportation de l'industrie rhénane-palatine a atteint 49,5 milliards d'euros. Les ventes à l'étranger des branches pharmaceutique et chimique ont été tout à fait remarquables avec un taux d'exportation de plus de 70 %. Ce taux est également traditionnellement supérieur à la moyenne dans les secteurs de la fabrication de matériels de transport ainsi que de machines et d'équipements. Il faut tout particulièrement souligner l'évolution dans l'industrie pharmaceutique en 2015 : le taux d'exportation y a en effet progressé de 6 points de pourcentage en un an, les autres taux ne variant quant à eux que faiblement.

83 Le taux d'exportation a été calculé de la manière suivante : chiffre d'affaires à l'exportation divisé par le chiffre d'affaires total multiplié par 100

84 Office statistique du Land de Rhénanie-Palatinat (2015) : Analyses statistiques n° 37 « Die Wirtschaft in Rheinland-Pfalz 2015 » (L'économie rhénane-palatine en 2015), p. 18

Taux d'exportation des secteurs d'activité de l'industrie manufacturière les plus importants en termes de chiffre d'affaires en 2015

en %, entreprises de ≥ 20 salariés



Calculs : OIE

Source : Statistisches Landesamt Rheinland-Pfalz

La France toujours premier acheteur des produits rhénans-palatins

En 2015, les principaux pays partenaires commerciaux de la Rhénanie-Palatinat[85] étaient les membres de l'Union européenne avec une part d'environ 61 % des exportations totales, soit une augmentation de plus de 8 % pour atteindre 31,2 milliards d'euros. Les livraisons de marchandises vers la zone euro ont progressé de 8 %, passant ainsi à 21,3 milliards d'euros. Avec une part des exportations de 10 %, le voisin français demeure toujours le premier acheteur des produits rhénans-palatins (part en augmentation de 0,3 % pour passer à 5,1 milliards d'euros en 2015). Dans le même ordre de grandeur, les USA occupent certes encore la deuxième place en 2015, mais les exportations outre-Atlantique ont progressé de 8 % par rapport à l'année précédente, c'est-à-dire bien plus que celles en direction de la France.[86]

Les entreprises de taille moyenne premier employeur de l'industrie rhénane-palatine

En se basant sur la définition de l'entreprise moyenne (c'est-à-dire de 10 à 499 salariés) de l'Institut für Mittelstand Bonn,[87] les entreprises de taille moyenne en Rhénanie-Palatinat sont au nombre de 3 109 dans l'industrie manufacturière, mobilisant 171 610 salariés assujettis à l'assurance sociale obligatoire. Dans l'industrie, un tiers des entreprises sont de taille moyenne, sachant que près des deux tiers des entreprises sont de petites entreprises. Les grandes entreprises ne représentent quant à elle qu'à peine 1 % (situation en 2015). L'emploi se répartit de manière tout à fait différente dans les trois catégories de taille d'entreprise représentées ci-dessous. Alors que plus de la moitié des salariés de l'industrie travaille dans des

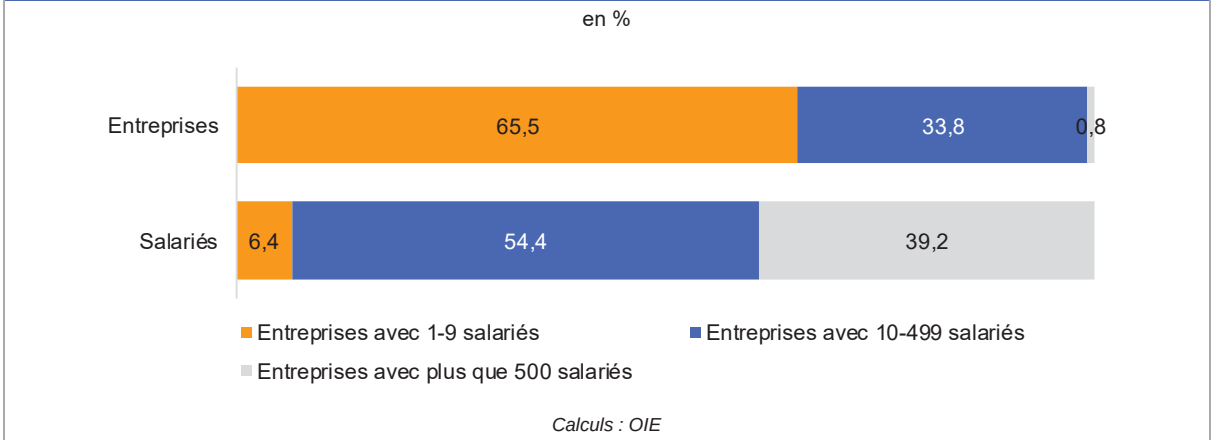
[85] Dans le domaine du commerce extérieur, c'est l'économie rhénane-palatine dans son ensemble qui est prise en considération étant donné que les chiffres ne sont pas répartis par branches (codes NACE), mais par produits.

[86] Cf. Office statistique du Land de Rhénanie-Palatinat, Communiqué de presse du 11/03/2016

[87] Pour les entreprises de taille moyenne, le seuil fixé par l'Institut de la PME de Bonn se situe cependant toujours, contrairement à la définition de la Commission européenne (<250 salariés), à 499 salariés afin de souligner la particularité allemande. Cf. IFM Bonn, 01/06/2016: http://www.ifm-bonn.org/definitionen/kmu-definition-des-ifm-bonn/

entreprises de taille moyenne, l'emploi dans les petites entreprises dépasse à peine 6 %. La part de l'emploi à s'exercer dans une grande entreprise est de 39 %, soit plus d'un poste sur trois dans l'industrie en Rhénanie-Palatinat.

Répartition des entreprises par taille et de l'emploi selon la taille de l'entreprise en Rhénanie-Palatinat en 2015



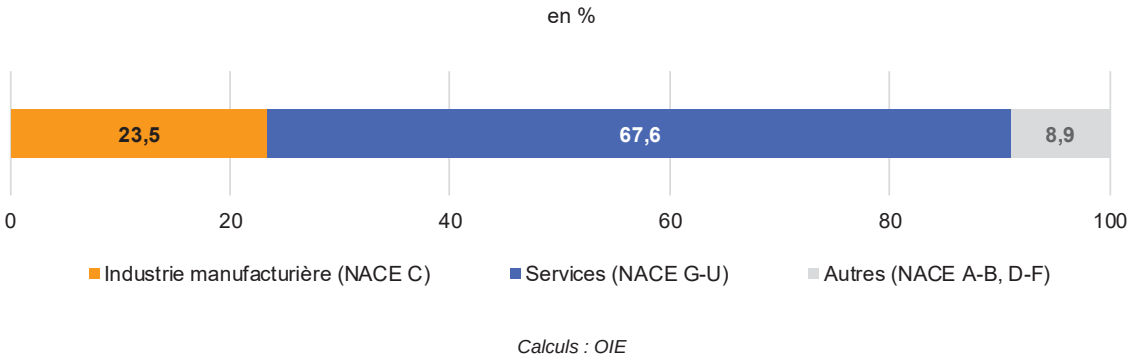
Calculs : OIE

Source : Bundesagentur für Arbeit (situation au 30/06)

8.3 Situation de l'emploi en Rhénanie-Palatinat

En 2015, 1 345 268 salariés assujettis à l'assurance sociale obligatoire sont recensés en Rhénanie-Palatinat par l'Agence fédérale pour l'emploi. 315 708 d'entre eux travaillent dans le secteur de l'industrie manufacturière, ce qui représente 23,5 % de l'emploi total du Land. Comme vu plus en détail dans le chapitre précédent, c'est aussi quasiment la part que représente l'industrie dans la valeur ajoutée brute totale (25,3 %). Le pourcentage des salariés dans le domaine des services s'établit à environ 68 %, ce qui représente 909 874 salariés.

Part des salariés assujettis à l'assurance sociale obligatoire en Rhénanie-Palatinat en 2015



Calculs : OIE

Source : Bundesagentur für Arbeit (situation au 30/06)

Le tableau ci-dessous donne un aperçu détaillé de la répartition de tous les salariés assujettis à l'assurance sociale obligatoire dans les différents secteurs d'activité.

Tableau : Nombre des salariés assujettis à l'assurance sociale obligatoire par activité économique en Rhénanie-Palatinat en 2015

NACE	Secteurs économiques	Chiffres absolus	Part du total (en %)
A	Agriculture, sylviculture et pêche	13 209	1,0
B, D, E	Industries extractives, production et distribution d'énergie, production et distribution d'eau, gestion des déchets	22 330	1,7
C	**Industrie manufacturière**	**315 708**	**23,5**
F	Construction	84 136	6,3
G	Commerce, réparation d'automobiles et de motocycles	187 036	13,9
H	Transports et entreposage	62 375	4,6
I	Restauration	44 105	3,3
J	Information et communication	30 980	2,3
K	Activités financières et d'assurance	37 677	2,8
L, M	Activités immobilières, activités spécialisées et techniques	70 142	5,2
N	Activités de services administratifs et de soutien	74 228	5,5
O, U	Administration publique et défense, sécurité sociale obligatoire, activités des organisations et organismes extraterritoriaux	90 575	6,7
P	Enseignement	56 043	4,2
Q	Santé humaine et action sociale	204 934	15,2
R, S, T	Arts, spectacles et activités récréatives ; autres activités de service, activités des ménages	51 779	3,8
	Non classés	11	0,0
	TOTAL	**1 345 268**	100,0

Source : Bundesagentur für Arbeit (situation au 30/06)

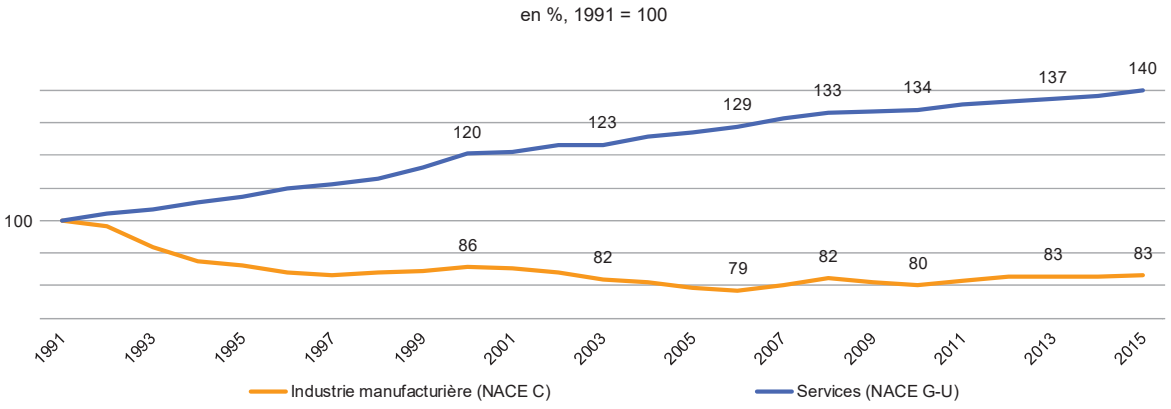
Mutation structurelle vers une société des services

L'analyse à long terme sur les 24 dernières années intervient sur la base des chiffres de la population active des Länder. Les évolutions dans l'industrie et le tertiaire ont été très différentes ces dernières années en Rhénanie-Palatinat : alors qu'en 1991, l'industrie manufacturière recensait encore 440 000 actifs, il n'y en avait plus qu'environ 366 000 en 2015, soit une baisse de 17 %. Le secteur des services a en revanche enregistré une progression constante pour dépasser 1,4 million de personnes en 2015, ce qui représente une hausse de 40 %. Ainsi, alors que l'industrie rhénane-palatine comptait 18,4 % des actifs en 2015, ils étaient 72,1 % dans le secteur des services.

Les hausses de productivité obtenues grâce aux progrès de la technique et les tendances à l'externalisation (par exemple la maintenance, les prestataires informatiques ou sociétés d'intérim) sont à citer parmi les raisons fréquemment invoquées pour expliquer le recul du nombre des salariés dans l'industrie, le tertiaire ne cessant quant à lui de progresser. Toutefois, d'autres facteurs contribuent également à la croissance des services, dont notamment la mutation démographique : le secteur de la santé est ainsi le principal employeur dans le secteur

tertiaire avec, ces dernières années, une augmentation particulièrement forte du nombre des prestataires de soins.

Evolution des actifs dans l'industrie manufacturière par rapport aux services en Rhénanie-Palatinat depuis 1991



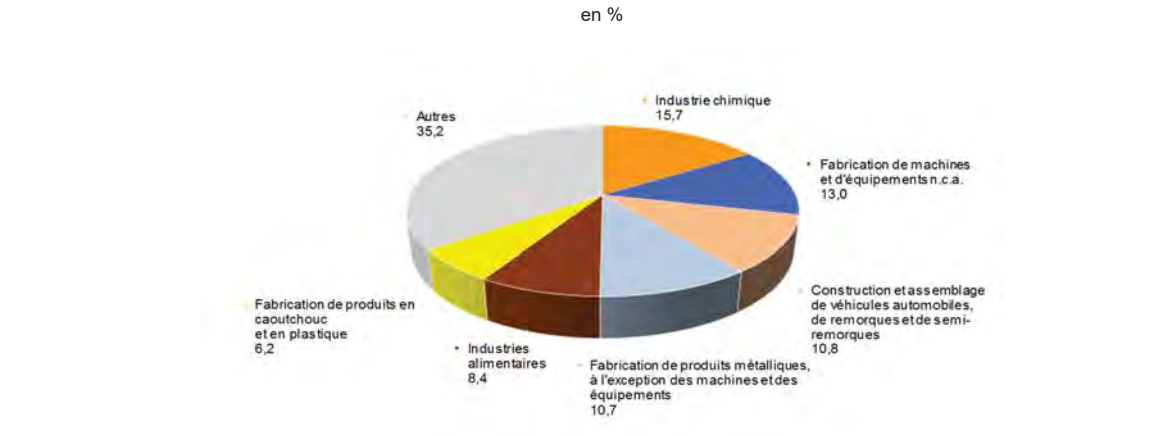
Calculs : OIE

Source : Erwerbstätigenrechnung der Länder

La Rhénanie-Palatinat toujours marquée par le noyau industriel

Les six secteurs d'activité les plus importants en termes d'emplois dans l'industrie manufacturière de la Rhénanie-Palatinat regroupent 64,8 % des salariés de l'industrie du Land. Avec 49 676 salariés, le secteur de la chimie devance la fabrication de machines et d'équipements (40 961 personnes) et la fabrication de matériels de transport (34 125 salariés). Suit la fabrication d'ouvrages en métaux (à l'exception des machines et des équipements) avec 33 660 salariés ; l'industrie alimentaire emploie 26 661 personnes, le secteur de la fabrication de produits en caoutchouc et en plastique comptant quant à lui 19 443 salariés. Par rapport à la Sarre où les six principaux secteurs d'activité emploient 82 % des salariés, le profil industriel de la Rhénanie-Palatinat apparaît donc bien plus diversifié. La fabrication d'autres produits minéraux non métalliques (à la septième place, avec une part de l'emploi de 5 %) ainsi que les industries pharmaceutique (3,6 %) et métallurgique (3,3 %) sont d'autres secteurs importants de l'économie rhénane-palatine.

Répartition de l'emploi dans l'industrie manufacturière par secteurs d'activité en Rhénanie-Palatinat en 2015



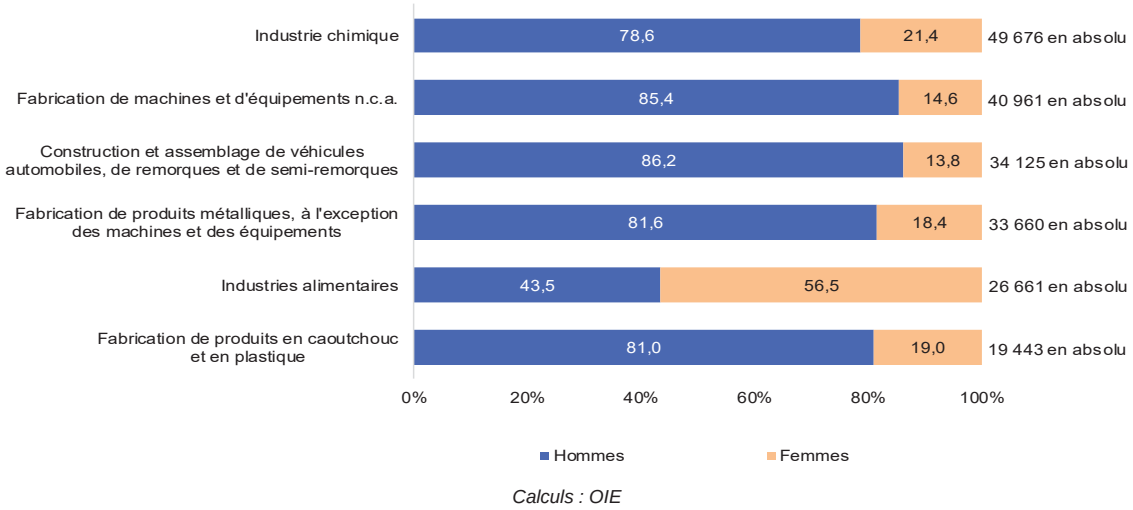
Calculs : OIE

Source : Bundesagentur für Arbeit (situation au 30/06)

Le taux d'emploi féminin dans l'industrie traditionnellement faible

En ce qui concerne la part des femmes dans l'emploi du secteur manufacturier, il apparaît que, tout comme en Sarre par exemple, le secteur alimentaire est le premier employeur de main-d'œuvre féminine : près de 15 000 salariées en 2015, soit une part de 57 %. A la deuxième place, on trouve l'industrie chimique avec 10 600 salariées, ce qui équivaut à 21 % de l'emploi de cette branche. Dans l'industrie manufacturière rhénane-palatine, le taux d'emploi féminin moyen s'établit à 24 % ; il est également supérieur à la moyenne dans l'industrie pharmaceutique (41 % ou, en chiffres absolus, environ 4 700 employées). Toutefois, au regard du pourcentage de femmes dans l'emploi total en Rhénanie-Palatinat, soit 47 %, on constate une fois encore que les salariées féminines sont largement sous-représentées dans l'industrie.

Salariés assujettis à l'assurance sociale obligatoire dans les secteurs d'activité industriels les plus importants en termes d'emploi en Sarre, par sexe, en 2015



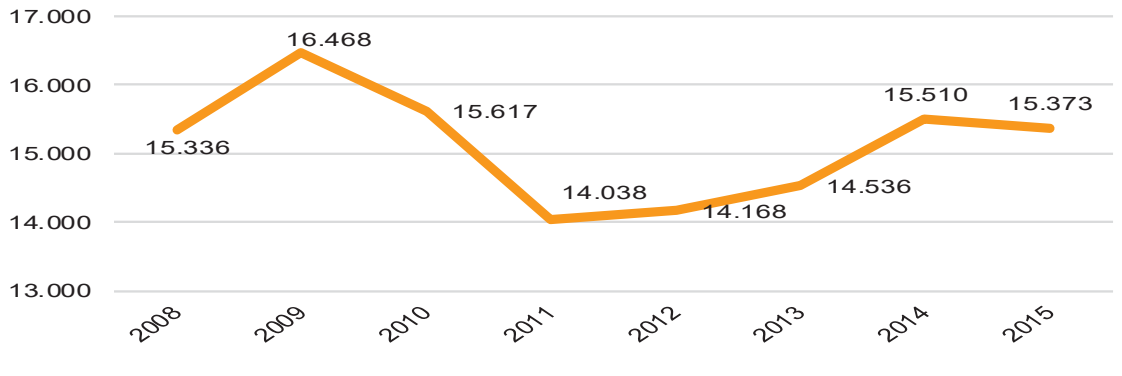
Calculs : OIE

Source : Bundesagentur für Arbeit (situation au 30/06))

Les secteurs de la chimie et de la fabrication de machines et d'équipements principaux formateurs de l'industrie

Après un recul de 15 % entre 2009 et 2011 dû à la crise, les chiffres se sont désormais stabilisés aux alentours de 15 400 apprentis dans l'industrie manufacturière, soit une hausse de 9,5 % sur les quatre dernières années. Une tendance particulièrement positive s'observe dans le secteur de la chimie. En effet, une hausse de 62 % est à observer sur les sept dernières années. Avec 2 374 apprentis en 2015, ce secteur a pris le relais de la fabrication de machines et d'équipement (2 337 apprentis) en tête des branches ayant recours à l'apprentissage. On notera l'évolution observée dans l'industrie du papier : le nombre des apprentis y a progressé de près de 53 % entre 2008 et 2015 ; actuellement, cette branche compte 351 apprentis.

Evolution des chiffres de l'apprentissage dans l'industrie manufacturière en Rhénanie-Palatinat entre 2008 et 2015



Calculs : OIE

Source : Bundesagentur für Arbeit (situation au 30/06)

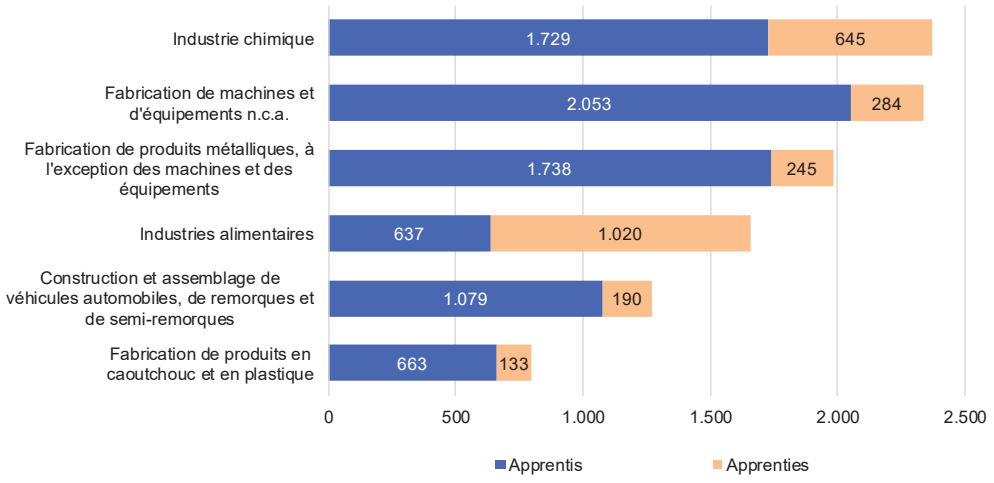
L'industrie et l'artisanat étroitement associés dans le domaine de l'apprentissage

Dans un récent communiqué de presse, Arne Rössel, porte-parole de la CCI-Communauté de travail de Rhénanie-Palatinat, insiste sur l'importance de l'apprentissage : « La capacité de nos entreprises à être performantes au plan économique repose sur la qualification professionnelle de la main-d'œuvre. Il faut ainsi contrecarrer avec plus de détermination qu'auparavant la dramatique pénurie qui s'annonce ».[88] Il est à noter à ce propos que pour toute une série de professions de l'industrie, leur apprentissage ne se fait pas uniquement dans les grandes entreprises industrielles, mais aussi et surtout dans des entreprises artisanales de taille moyenne. Parmi elles figurent notamment les activités métallurgiques et électriques/électroniques pour lesquelles la Communauté de travail des chambres de l'artisanat de la Rhénanie-Palatinat souligne que 49,2 % des apprentis de l'artisanat sont formés dans ces domaines.[89]

Plus des deux tiers des apprentis rhénans-palatins sont employés dans les six secteurs les plus importants en termes d'emploi (voir indicateur ci-dessous). Au total, il s'agit de 10 416 jeunes femmes et hommes. Le taux des apprenties femmes atteint près de 25 % dans l'industrie. S'il est certes faible par rapport au pourcentage total de 44 % d'apprenties femme en Rhénanie-Palatinat, il correspond toutefois à peu près à la part des femmes dans l'emploi total de l'industrie (24 %).

88 IHK der Pfalz, 22/06/2016, CP n° 340.9592
89 Arbeitsgemeinschaft der Handwerkskammern Rheinland-Pfalz, 29/06/2016

Nombre d'apprentis dans les six secteurs les plus importants de l'industrie manufacturière rhénane-palatine en termes d'emploi en 2015



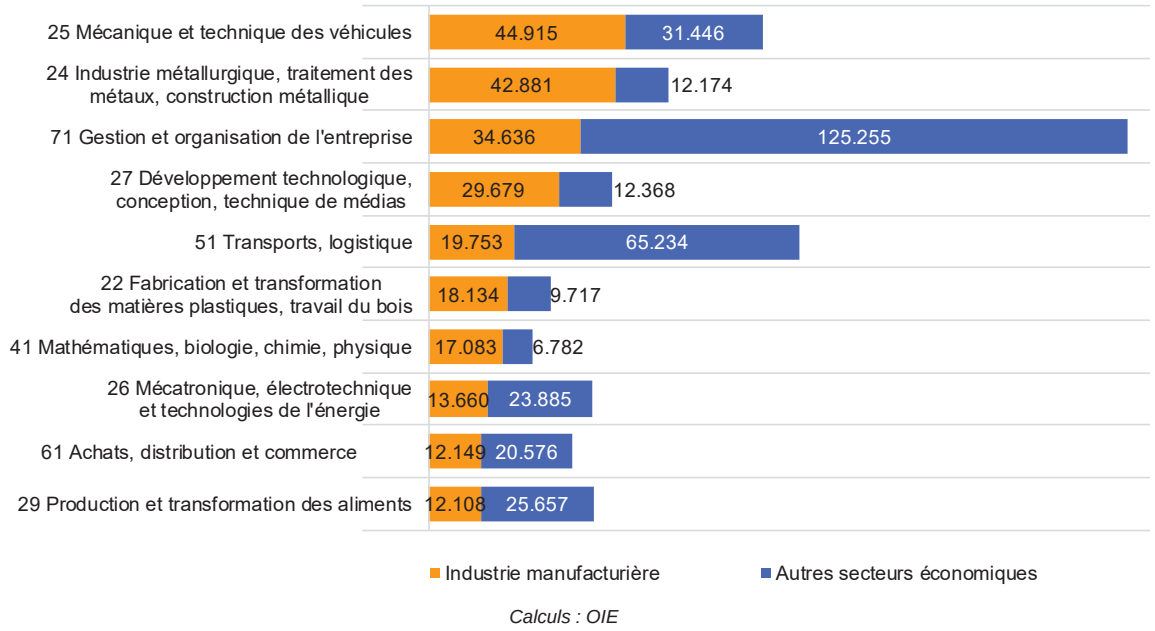
Calculs : OIE

Source : Bundesagentur für Arbeit (situation au 30/06)

L'industrie manufacturière dominée par les métiers de la mécanique

Parmi les 1 345 268 salariés en Rhénanie-Palatinat, 23,5% sont occupés dans l'industrie manufacturière, soit en absolu 315 708 personnes. Parmi ces dernières, 78% travaillent dans les dix groupes de métier représentés ci-dessus. Ce sont les métiers de la mécanique et technique des véhicules qui sont le plus représentés dans le secteur manufacturier et concernent 14% de ses salariés. Un peu moins de la moitié des salariés occupant un métier de cette catégorie professionnelle l'exerce hors de l'industrie manufacturière. Les métiers du métal, du développement technologique et de la conception sont présents très largement dans l'industrie plus que dans le reste des secteurs (respectivement 78 et 71%). Les métiers de la gestion et de l'organisation de l'entreprise qui est le groupe de métiers le plus important en Rhénanie-Palatinat tous secteurs économiques confondus est tout comme en Sarre la 3e catégorie professionnelle la plus importante mais concernant une très large majorité de salariés hors industrie, puisque seulement 22% des salariés exerçant un métier de cette catégorie l'exercent dans le secteur manufacturier.

Nombre des salariés par groupes de métiers choisis en Rhénanie-Palatinat en 2015



Calculs : OIE

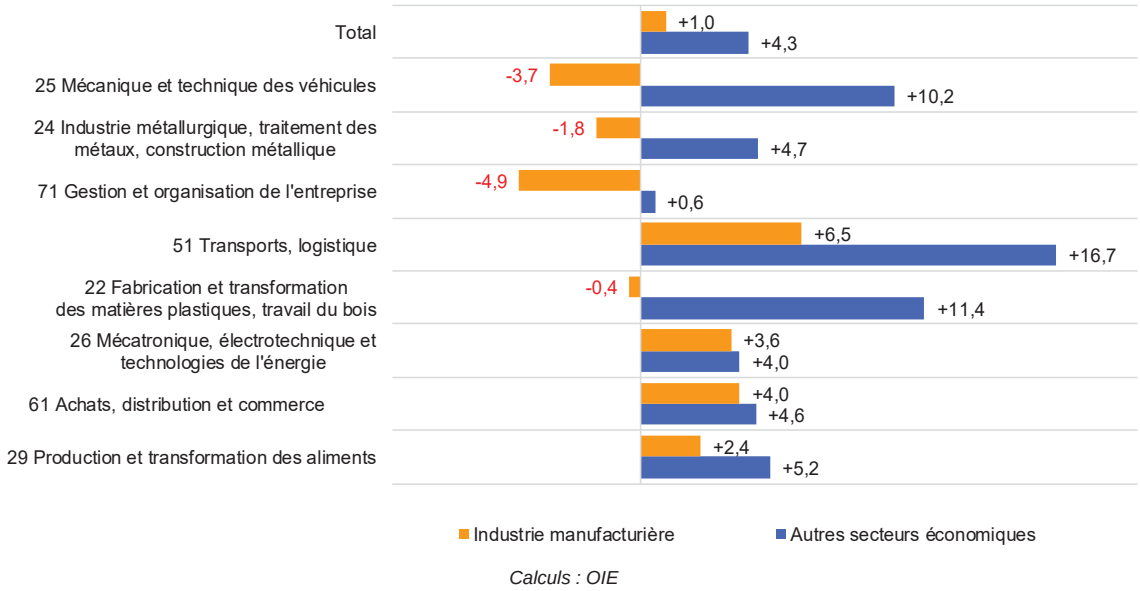
Source : Bundesagentur für Arbeit (situation au 30/06)

Les métiers du transport et de la logistique enregistrent la plus forte croissance dans l'industrie manufacturière en Rhénanie-Palatinat

De façon globale, l'emploi salarié a augmenté entre 2013 et 2015 en Rhénanie-Palatinat, et ce de +1% dans l'industrie manufacturière (+3 174 salariés en absolu) et +4,3% dans les autres secteurs économiques (+42 795 salariés en absolu). Au niveau des catégories professionnelles, on remarque que les métiers du transport et de la logistique se sont particulièrement bien développés sur la période, que ce soit dans le secteur manufacturier ou ailleurs. En absolu, ces métiers enregistrent une hausse de 1 200 personnes dans l'industrie et d'un peu plus de 9 300 salariés dans les autres secteurs. La catégorie professionnelle regroupant les métiers de la gestion et de l'organisation d'entreprise dans l'industrie manufacturière enregistre la plus forte baisse relative et absolue, ce qui correspond à un recul de 1 780 salariés.

Les catégories 27 « Métiers de la recherche, du développement, de la conception et gestion technique de la production » et 41 « Métiers des mathématiques, de la biologie, chimie et physique » de la classification des métiers KldB 2010, si elles comptent parmi les dix groupes de métiers regroupant le plus de salariés dans l'industrie manufacturière, ne sont pas représentés sur le graphique. En effet, entre 2013 et 2015, un grand nombre de salariés ont été déplacé de la catégorie 41 à la catégorie 27 en l'espace d'un trimestre, ce qui conduit à une représentation faussée de leurs évolutions respectives sur la période. Ce changement de classification du métier des salariés concernés pourrait résulter d'un changement d'activité au sein des métiers concernés ou peut-être d'une adaptation de l'employeur dans la procédure d'enregistrement des salariés concernés.

Evolution du nombre des salariés par groupes de métiers choisis en Rhénanie-Palatinat entre 2013 et 2015



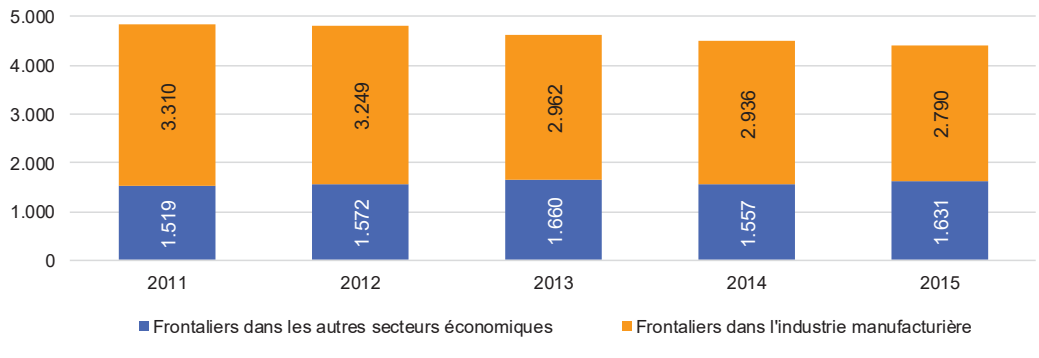
Calculs : OIE

Source : Bundesagentur für Arbeit (situation au 30/06)

Légère baisse du nombre des frontaliers en provenance de France

Nous nous attarderons ici tout particulièrement sur la situation des frontaliers en provenance de France. Ils sont en effet d'une importance toute particulière pour la Rhénanie-Palatinat. Près des deux tiers des frontaliers travaillent dans le secteur de l'industrie manufacturière, ce qui représente 2 790 personnes. Dans l'absolu, on constate – contrairement à la Sarre – une légère tendance à la baisse (1,6 % de frontaliers en provenance de France de moins que l'année précédente). Dans l'industrie manufacturière, cette baisse atteint même 5 %. L'évolution amorcée en 2011 se confirme ainsi : alors que le nombre des frontaliers est demeuré relativement stable dans les autres secteurs d'activité, il a diminué de 15 % au total (520 personnes) dans l'industrie au cours des quatre dernières années.

Nombre de frontaliers en provenance de France travaillant en Rhénanie-Palatinat par secteurs économiques entre 2011 et 2015



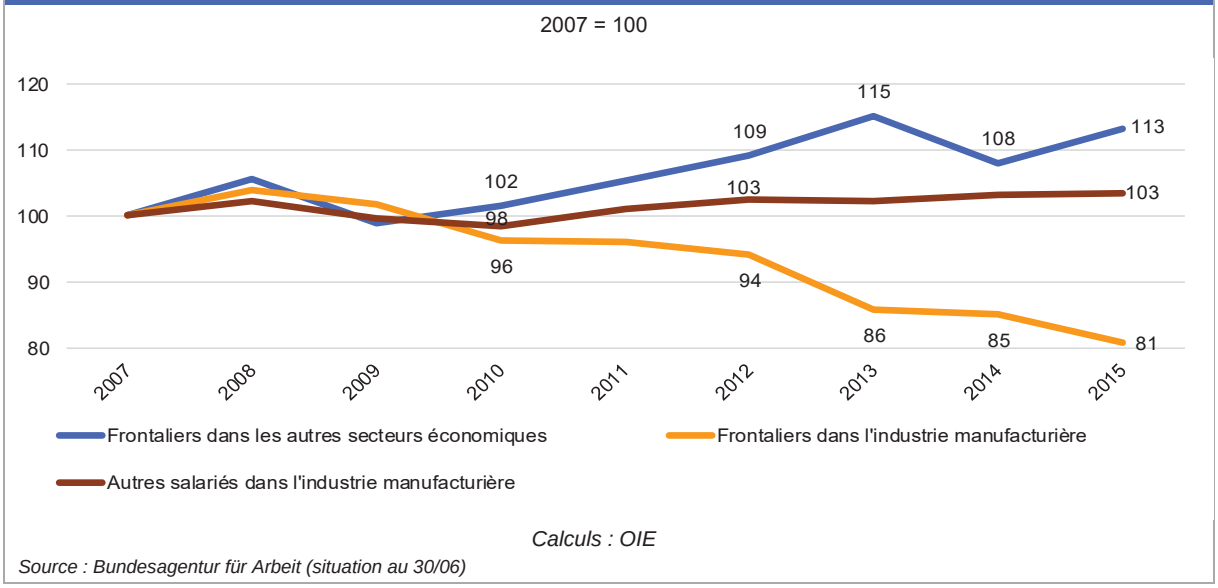
Calculs : OIE

Source : Bundesagentur für Arbeit (situation au 30/06)

Baisse notable du flux de frontaliers dans l'industrie manufacturière

Le diagramme ci-dessous compare la situation des frontaliers dans l'industrie rhénane-palatine avec les autres salariés de l'industrie, ainsi qu'avec les frontaliers travaillant dans les autres secteurs d'activité. Il faut dans un premier temps noter que la crise économique et financière mondiale a, d'une manière générale, été à l'origine de suppressions de postes dans l'industrie en Rhénanie-Palatinat. A compter de 2011, le nombre des salariés est toutefois à nouveau reparti à la hausse pour se stabiliser ces dernières années. La situation est cependant totalement différente pour les frontaliers de l'industrie : depuis 2008, une baisse continue de près de 3 300 personnes est observée et ils ne sont aujourd'hui plus qu'au nombre de 2 800 environ. Les frontaliers dans les autres secteurs d'activité, qui ne représentent qu'un tiers du flux total, ont quant à eux enregistré une hausse continue entre 2009 et 2013. En 2014, une baisse d'environ 100 personnes est enregistrée. En 2015 toutefois, 70 frontaliers de plus ont retrouvé un emploi en Rhénanie-Palatinat.

Evolution de l'emploi par nationalité et par secteur en Rhénanie-Palatinat entre 2007 et 2015



Calculs : OIE

Source : Bundesagentur für Arbeit (situation au 30/06)

9. Les thèmes actuels dans l'industrie de la Grande Région : paroles d'experts

Dans le chapitre précédent, la situation de l'industrie a été présentée sur la base de données statistiques actuelles. Le chapitre suivant s'appuie sur des interviews d'experts venus de toutes les régions partenaires de la Grande Région. Dans le cadre d'une vingtaine d'entretiens, des représentants patronaux, des représentants des syndicats et des pouvoirs publics s'expriment sur la situation actuelle du secteur industriel de la région. Au cours de ces discussions, trois thématiques se dégagent à l'échelle de la Grande Région : la numérisation et la mise en réseau, la fourniture d'énergie et les enjeux actuels de l'industrie sidérurgique.

La situation de l'artisanat est également analysée dans cet état des lieux : d'une part parce que de nombreuses entreprises d'artisanat incluses dans le système européen de classification des activités économiques (Code NACE) ont été prises en compte dans le chapitre précédent ; d'autre part parce qu'il existe une interdépendance entre le secteur artisanal et le développement économique des industries. L'artisanat est un sous-traitant et un prestataire important du secteur industriel et il assure le lien entre le producteur industriel et le consommateur final.

9.1 Numérisation et mise en réseau dans l'industrie : facteurs d'implantation, conditions de travail et sécurité des données

Le concept de « numérisation » est aujourd'hui sur toutes les lèvres, dans tous les secteurs et partout à travers le monde. Les entreprises et les salariés – en particulier dans le domaine de l'industrie – découvrent eux aussi les possibilités et les risques de cette quatrième révolution industrielle.[90] L'aspect principal de cette révolution est « la connexion du monde virtuel des ordinateurs au monde physique des objets par le biais de systèmes cyber-physiques (CPS) »[91]. L'interprétation pratique de cette définition dépend ensuite de chaque branche et de chaque entreprise. Au regard de l'ampleur de la transformation, les conséquences économiques de la mutation numérique sont souvent mises en parallèle avec l'invention de l'imprimerie. Cette révolution offre des opportunités lucratives aux nouveaux acteurs du marché – en particulier dans le domaine technologique – et augmente à la fois la compétitivité des entreprises déjà implantées. D'après une récente étude, des gains d'efficience toutes branches confondues sont espérés par l'intermédiaire de la numérisation de la chaine de création de valeur[92]. Un avantage supplémentaire provenant de l'automatisation semble être la réduction des coûts, sachant que des investissements importants dans ce domaine sont à effectuer.[93]

---

[90] Les trois premières révolutions industrielles correspondent à l'invention de la machine à vapeur et à celle du courant électrique, puis à l'automatisation des chaînes de production.

[91] Hirsch-Kreinsen, Hartmut : Wandel von Produktionsarbeit – « Industrie 4.0 ». Dans : WSI-Mitteilungen 6/2014, p. 421

[92] Cf. PWC (2016) : Industry 4.0 : Building the digital enterprise http://www.pwc.fr/fr/publications/digital-services/industry-40-building-the-digital-enterprise.html

[93] Cf. L'Atelier BNP Paribas (2015) : Transformation digitale de l'industrie : une opportunité à 1 250 milliards d'euros http://www.atelier.net/trends/articles/transformation-digitale-de-industrie-une-opportunite-1-250-milliards_435086

« L'évolution numérique de notre époque ouvre des possibilités économiques et sociales encore jamais connues. Ce changement est inexorable. Mais c'est à nous seuls de décider de ce qui est possible. »[94]

Les experts de la Grande Région ont eux aussi compris qu'il était primordial d'aborder activement les questions de numérisation, de mise en réseau et d'industrie 4.0. Cependant, le caractère révolutionnaire de cette mutation est souvent remis en cause. Dans le domaine de l'industrie, il existe un courant d'opinion selon lequel ces évolutions ne se distinguent pas outre mesure des précédentes innovations et modernisations de l'industrie. Indépendamment de ce débat, plusieurs thématiques ressortent des discussions autour de la numérisation de l'industrie de la Grande Région : facteurs de compétitivité et facteurs locaux, conditions de travail et mesures de qualification, sécurité des données et big data.

Facteurs de compétitivité et facteurs locaux

Pour survivre sur le marché, les entreprises de l'industrie ont impérativement besoin de procédés de production modernes, de processus de travail optimisés et d'une analyse efficace de la demande. La mise en réseau numérique intervient dans tous ces domaines. Mais dans l'ensemble, les entreprises de la Grande Région donnent l'impression d'exploiter ces nouvelles possibilités de manière progressive, plutôt que d'opérer un changement radical et global. Les grandes entreprises sont généralement plus avancées dans ce domaine que les entreprises moyennes. René Winkin, directeur de l'organisation patronale luxembourgeoise Fedil, atteste par exemple d'une certaine ouverture de l'industrie automobile du Luxembourg face à la transition numérique. Il explique également que la pression sur les coûts et l'augmentation de la productivité sont des facteurs décisifs chez les sous-traitants de l'industrie automobile. Cette branche occupe donc souvent une position de précurseur vis à vis des nouvelles technologies. Les innovations des grandes entreprises se répercutent sur les petites et moyennes entreprises, par le biais d'une dynamique d'engrenage, comme l'explique, Albert Hettrich, mandataire général de StahlHoldingSaar (SHS) : « Par exemple, chez nos sidérurgistes, le processus de production est optimisé du début à la fin en analogie avec les conditions actuelles. Quand ce processus évolue à travers l'Industrie 4.0, l'impact est à observer sur l'ensemble de la chaine du processus cela a des répercussions sur l'ensemble de la chaîne de processus, des fournisseurs jusqu'aux entreprises clientes. Toutes les entreprises de la chaîne de valeur ressentent la nécessité d'effectuer des transformations 4.0. ». Ainsi, les enjeux sont les mêmes, tant pour les grandes entreprises industrielles que pour les PME : modification de la culture de l'entreprise et de l'organisation du travail, disponibilité des infrastructures numériques, formation des employés et augmentation du besoin en investissements.

Alors que la compétitivité des entreprises est évaluée individuellement, à l'échelle des régions, il est essentiel de rendre attractifs les facteurs locaux. De cette manière les entreprises existantes peuvent se maintenir, parallèlement à une politique d'implantation d'entreprises. Pour le cas de la Lorraine, la DIRECCTE Grand Est rappelle les cinq grands axes de la stratégie de

[94] Schirrmacher, Frank : Digitaler Wandel. Die offene Gesellschaft braucht neue Freunde. Dans : FAZ, 07/03/2014

numérisation française dans le domaine de l'industrie, intitulée « Industrie du futur »[95] et appliquée à la fois à l'échelle nationale mais aussi à l'échelle régionale par la collectivité régionale sous forme d'un programme « usine du futur » : outre un soutien aux développements techniques et une coopération européenne et transfrontalière renforcée, l'accent est mis sur le conseil et l'information auprès des salariés et des entreprises. L'application de la transition numérique est essentielle aux entreprises afin de garantir compétitivité et sécurité de l'emploi. Daniel Defechereux, ancien Directeur de la filiale Benelux d'un groupe mondial, fait remarquer le succès de quelques entreprises wallonnes[96], qui, en raison de leur ouverture face à la transition numérique, peuvent justifier depuis 2011 de nettes augmentations de productivité ainsi que d'une forte croissance de l'emploi.

Concernant les facteurs locaux, Joachim Malter, directeur de la fédération de l'industrie métallique et électronique de la Sarre (ME Saar), ajoute que « la qualité du réseau de données est extrêmement importante aujourd'hui, comme dans le futur ». Le manque de solidité financière d'un pays ou d'une commune pourrait alors représenter un risque si les entreprises ne disposaient pas des infrastructures numériques nécessaires. Le gouvernement luxembourgeois a chargé Jeremy Rifkin de réaliser une étude visant à préparer le pays à l'ère numérique. L'objectif de ce projet est d'identifier les possibilités de coopération entre les secteurs de l'énergie, du numérique et l'industrie. L'étude portera également sur la diversification des domaines informatiques, à l'instar du développement du « calcul haute performance » (« High Performance Computing »[97]). En matière de compétitivité, le directeur de la chambre de commerce et président de l'organisation patronale dans la Communauté Germanophone de Belgique, Volker Klinges, soulève le fait que l'Europe « comparée aux Etats-Unis par exemple, manque d'une sorte de Silicon Valley à l'européenne pour les industries de l'informatique et de la haute technologie. Les solutions européennes sont peu nombreuses sur ce plan et les entreprises préfèrent se tourner vers l'étranger plutôt que de se fournir en Europe. » René Winkin souligne également la nécessité d'étendre les discussions en matière de normalisation à l'échelle européenne. Dans un contexte de production en réseau, il est particulièrement important pour les entreprises de pouvoir se reporter à des normes techniques homogènes.

Conditions de travail et mesures de qualification

Le processus de numérisation modifie évidemment les conditions de travail. Le ministère de l'économie de la Sarre fait remarquer que la numérisation pourrait aider à combler le manque de main d'œuvre à prévoir en raison de l'évolution démographique : « l'automatisation dans les usines peut aider les employés seniors ou les employés ayant des capacités physiques réduites à exercer leur profession […] plus longtemps et en préservant mieux leur santé. » Dans un exemple cité par la CCI de Trèves. D'après un exemple cité par la CCI de Trèves,

---

95 Ministère de l'économie et des finances. (08/09/2016) http://www.entreprises.gouv.fr/semaine-industrie/5-piliers-la-strategie-industrie-du-futur

96 P. ex. : PROCOPLAST Eupen, TECHNORD Automation Ser, DE PINXI Bruxelles, CITIUS Engineering Herstal, WOW Technology Nanines

97 Le « calcul haute performance » ou « High Performance Computing » (HPC) définit l'ensemble des techniques visant à combiner les puissances de calcul de façon à obtenir des performances nettement plus élevées qu'avec un ordinateur individuel. Ce procédé permet de résoudre des problèmes complexes relevant des sciences, de l'ingénierie ou encore de l'économie. Cf. Université du Luxembourg, 27/07/2016: http://wwwde.uni.lu/universitaet/high_performance_computing

l'utilisation du robot pour des tâches estimées dangereuses peut constituer une avancée en matière de sécurité au travail. Au regard des nouvelles formes de travail virtuelles, comme le « crowd-working »[98], le nomadisme numérique[99] et les nouvelles formes de travail à domicile[100], Bernd Despineux du syndicat chrétien de Belgique (CSC) soulève le risque d'amenuisement de la séparation entre vie professionnelle et vie privée, ainsi que les risques liés à la santé au travail. Il cite notamment le risque d'« autoexploitation »[101]. Benoît Bayenet, Vice-Président du Comité de direction de SOGEPA et expert auprès du Ministre de l'Economie du gouvernement de la Wallonie, renvoie à une récente étude, commanditée par le Ministère de l'Economie de la Wallonie, dont le premier rapport[102] – consacré à l'économie du numérique – se concentre sur les métiers cœurs de l'industrie du numérique. Le deuxième rapport[103] de cette étude vise, quant à lui, à dresser un état des lieux de la transformation numérique de l'économie marchande en Wallonie au niveau de l'industrie et des services. D'après Dr. Christian Schmitz, directeur régional de la Confédération allemande des syndicats (DGB) à Trèves[104], les syndicats font face à des enjeux spécifiques qui se rapportent à la formation des comités d'entreprise en matière d'identification des besoins en qualifications et aux conséquences psychiques des phénomènes énoncés ci-dessus, potentiellement entraînées par la mise en réseau. Ces formations seront principalement à la charge des membres des syndicats.

Tous les experts s'accordent sur le fait que des mesures de formation continue adaptées aux besoins devront être proposées sur le thème de la numérisation et qu'il sera nécessaire de promouvoir l'apprentissage tout au long de la vie. La propagation des technologies modernes sur les lieux de travail s'accompagne de la question d'une possible exclusion des employés peu familiarisés avec la technologie. Il n'est pas donné à tous les employés de s'adapter facilement et rapidement à des systèmes de machines connectées en perpétuelle évolution et à de nouveaux processus de travail. Volker Klinges interprète cette augmentation des exigences envers les employés comme « la conséquence d'un processus constant au cours de ces dernières années, caractérisé par un renforcement de la numérisation et l'automatisation, la mise en réseau, la substitution de l'homme par la machine. Cette optimisation de la productivité cache […] le problème que la main d'œuvre sous-qualifiée n'a que peu de chances sur le

---

98 Il s'agit ici d'une pratique consistant à travailler sur un lieu de travail virtuel appelé « cloud ». Des travailleurs indépendants, exerçant des professions peu qualifiées ou des activités de spécialistes (d'où le terme « crowd » qui signifie « foule, public ») travaillent de manière décentralisée depuis leurs ordinateurs sur des missions commanditées par des entreprises et réparties entre plusieurs personnes avant d'être centralisées sur une plateforme.

99 Les nomades numériques (ou « digital nomads ») sont des entrepreneurs, des freelances ou dans des cas très rares des employés qui exercent la majeure partie de leur activité via Internet. Ils échangent avec leurs clients uniquement en ligne.

100 En travail à domicile ou télétravail, l'entrepreneur ou l'employé travaille à l'extérieur des bâtiments de son donneur d'ordre ou de son employeur, généralement depuis son domicile. Les objectifs, les projets, les résultats et les rendez-vous sont déterminés et communiqués par téléphone, mail ou tout autre média numérique.

101 Dans le débat actuel, le concept d'« autoexploitation » se rapporte au statut d'employé qui tend vers un travail d'indépendant, dans différents domaines. Cette nouvelle forme de travail permet plus d'autonomie, une plus grande liberté et plus d'épanouissement dans le travail, mais présente cependant le désavantage de brouiller la limite entre vie professionnelle et vie privée et de minimiser les obligations légales.

102 SOGEPA: Economie du numérique. (15/09/2016) http://www.sogepa.be/assets/5743d2d3-4a12-4c79-aa3e-f5e4f94e50cd/sogepa-economiedunumeriquepdf.pdf

103 SOGEPA: Economie par le numérique. (15/09/2016) http://www.sogepa.be/assets/df2e6d8f-b522-4ef2-ad61-5053a2e0a594/sogepa-economieparlenumeriquepdf.pdf

104 Depuis le 1er août 2016, Dr. Christian Schmitz est devenu premier secrétaire du syndicat IG Metall de Trèves, mais il a été interviewé pour ce rapport au moment où il exerçait ses précédentes fonctions.

marché de travail et doit être absorbé. » D'après Jean-Claude Bernardini, secrétaire général du syndicat Sidérurgie et mines luxembourgeois, OGBL, cette problématique ne concerne pour l'instant que le personnel des branches hautement « technologisées » comme l'industrie automobile. Ce personnel est constamment exposé au changement et le concept de formation continue lui est familier. Bruno Théret, conseiller chez ArcelorMittal, constate lui aussi une forte augmentation du niveau d'exigence, aussi bien dans les grandes entreprises que chez les sous-traitants. La formation initiale et continue doit être remise en avant, notamment dans une optique de coopération régionale. De plus, Jean-Claude Bernardini soutient un renforcement des échanges sur ce thème entre les syndicats européens. Daniel Defechereux souligne la nécessité absolue de promouvoir la formation technique initiale et continue, de la valoriser via notamment des partenariats entre les entreprises et les écoles qui dispensent ses formations, de conserver les qualifications acquises par la formation continue tout au long de la carrière (p. ex. grâce aux centres de formation et de compétences).

Big data et sécurité des données

La possibilité de stocker et d'exploiter des masses de données importantes change entièrement la donne dans tous les domaines. La déclaration du ministère de l'économie de la Sarre est, selon les discussions, applicable à l'ensemble de la Grande Région : « […] la cybersécurité représente un risque quasi immanent au système de mise en réseau dans le contexte de l'industrie 4.0. De plus en plus de machines et de dispositifs sont désormais reliés à Internet. La communication entre les machines permet même une production toujours plus rapide et efficace. Mais dans le même temps, la mise en réseau fragilise les sites industriels face aux cyber-attaques. » Les experts de IHK Trèves ont des craintes similaires. Dans la mesure où les entreprises proposent de plus en plus de solutions personnalisées, leurs clients doivent leur fournir de plus en plus d'informations afin d'obtenir un résultat adapté. Les entreprises doivent donc pouvoir garantir à leurs clients que leurs données sont en sécurité sur leurs serveurs. Les experts appellent par conséquent à sortir les administrateurs système « de leurs sous-sols sans lumière et de les intégrer à la direction d'entreprise » afin d'aborder la nécessité de la vigilance interne. Une meilleure exploitation des données clients dans l'intérêt de l'entreprise serait également possible afin de développer de nouveaux produits et services. Les représentants salariaux suivent avec beaucoup d'attention les possibilités de collecte de données. L'éventualité d'une surveillance totale des employés, de leurs tâches ou de leurs états de santé peut être un facteur de stress énorme et être considéré comme un déclencheur de troubles psychiques liés à la numérisation.

Supplément : la numérisation dans l'artisanat

De notre entretien avec le Secrétaire général du Conseil Interrégional des Chambres des Métiers (CICM), Marc Gross, sont clairement ressortis, d'une part, l'impact de la numérisation sur l'artisanat et, d'autre part, les futurs enjeux de ce secteur : la constance des innovations et le changement profond dans les comportements des clients poussent l'artisanat à s'adapter au marché actuel. Alors que les discussions politiques semblent centrées sur le thème de « l'industrie 4.0 », le Conseil Interrégional des Chambres des Métiers (CICM) souhaiterait un élargissement du débat dans la mesure où cette tendance concerne tous les secteurs d'activité. De la même manière que les autres branches, l'artisanat doit relever de nouveaux défis. En

matière de formation initiale et continue, il est nécessaire d'offrir des formations dans le contexte de la transformation numérique. Une mission serait la création et la mise en réseau de centres de compétences, aussi au niveau grand-régional. Il est également important de relier les centres de compétences existants aux entreprises artisanales de la région.

Sur le plan technique, le déploiement d'un réseau à large bande performant se présente comme une nécessité absolue pour les entreprises installées en milieu rural. L'augmentation de la mise en réseau soulève évidemment la question de la protection des données et de la sécurité informatique, qui n'était jusqu'alors pas nécessairement une priorité pour les entreprises d'artisanat. De nombreuses petites et moyennes entreprises ont donc désormais besoin d'aide et de conseils. Le coût d'investissement des innovations techniques est lui aussi problématique. Des dispositifs d'aide devraient ainsi être mis en place par les pouvoirs publics afin de soutenir les entreprises dans leurs dépenses pour l'équipement.

De nouveaux concurrents menacent le marché de l'artisanat en transformant les processus de travail (avec des offres sur mesure via Internet par exemple) et en utilisant de nouvelles stratégies de communication. Grâce à toutes ces possibilités en matière de fabrication de produits personnalisés, l'industrie se place elle aussi en position de concurrence face à l'artisanat. Les nouvelles technologies, telles que les imprimantes 3D, sont désormais en mesure de supplanter le travail de l'artisan en réalisant des produits uniques. Afin de contrer ce phénomène, l'artisanat doit miser sur ses points forts : le conseil des clients et les prestations de services annexes aux produits. Selon Marc Gross, son exigence absolue en termes de qualité devra également être mise en avant. Il s'agit aujourd'hui pour l'artisanat de se repositionner sans perdre de vue son cœur de compétence.

9.2 Approvisionnement énergétique de l'industrie grande-régionale : changement climatique et compétitivité

Tous les acteurs industriels de la Grande Région se tournent vers la question de la fourniture d'énergie. De nombreuses entreprises très consommatrices d'énergie ont des sites de production en Grande Région. La sidérurgie est représentée dans toutes les régions membres, à l'exception de la Rhénanie-Palatinat ; par ailleurs, l'industrie chimique et l'industrie du papier sont basées en Rhénanie-Palatinat, la production de verre et de ciment au Luxembourg, et différentes entreprises de transformation de métal se trouvent sur le territoire de la Communauté germanophone de Belgique, de la Wallonie et en Lorraine. Au fil des interviews, il est apparu que deux thèmes prédominaient au cœur des discussions, des prises de position et des actions en matière d'énergie : d'une part la réduction des émissions de gaz à effet de serre et d'autre part la compétitivité des entreprises. Ces deux aspects vont être approfondis ci-dessous.

Réduction des émissions de gaz à effet de serre

Afin de contrer le changement climatique, l'UE s'est fixé plusieurs objectifs de réduction des gaz à effet de serre dans le cadre de la stratégie Europe 2020. Cette réduction repose essentiellement sur une augmentation de la part de production d'énergie durable[105] et de l'efficacité énergétique, c'est-à-dire une réduction de la consommation d'énergie. La Grande Région est elle aussi concernée par ces objectifs et le groupe de travail « Economie et développement durable » du CESGR s'était d'ailleurs déjà consacré à cette thématique en 2013-2014. Dans son rapport final de 2014, le groupe de travail faisait le constat suivant :

> « Toutes les composantes de la Grande Région ont défini des objectifs de protection climatique ou de promotion des sources d'énergies renouvelables. Ces objectifs ne sont pas toujours comparables, mais vont tous dans le même sens, à savoir davantage d'efficacité énergétique et d'énergies renouvelables. La production conventionnelle d'électricité sur base de ressources fossiles ou provenant des centrales nucléaires baisse, alors que celle provenant d'énergies renouvelables progresse. […] Bien que les objectifs et les activités soient différents, ils entraînent des modifications fondamentales dans toutes les composantes de la Grande Région. »[106]

L'exemple de la Lorraine peut être pris pour illustrer l'application concrète de ces objectifs à l'échelle régionale. Afin de lutter contre le changement climatique et de réduire les émissions de gaz à effet de serre, le Conseil régional de Lorraine – aujourd'hui Conseil régional Grand Est – a élaboré les actions suivantes : la révision des outils de planification à l'échelle régionale (Schémas Régionaux Climat Air Energie), la création d'un Observatoire Régional de l'Energie en Lorraine (OREL), ainsi que la mise en place de dispositifs opérationnels destinés à accompagner les collectivités, les entreprises et les citoyens.[107] Les objectifs visés pour 2020, décrits comme faisant partie intégrante du Schéma Régional Climat Air Energie par le président du Conseil régional et le préfet de la région en décembre 2012, sont, d'après certains, trop ambitieux pour un « berceau de la sidérurgie » et une région encore très marquée par l'industrie : une réduction de la consommation totale d'énergie en Lorraine de 13 % par rapport aux prévisions pour l'année 2020, une réduction des émissions de gaz à effet de serre de 23 % par rapport aux chiffres de 1990 et une part d'énergies renouvelables de 14 % sur l'ensemble de la consommation énergétique de 2020.

Comme évoqué précédemment dans la citation du CESGR, il existe des objectifs similaires dans les autres régions partenaires. Ils concernent majoritairement l'industrie, dans la mesure où celle-ci est très consommatrice d'énergie et contribue largement aux émissions de CO_2. Tous les interlocuteurs voient la nécessité de produire et de consommer l'énergie de manière durable. René Winkin, directeur de l'organisation patronale luxembourgeoise Fedil, a néanmoins soulevé qu'il serait difficile pour les petits Etats d'atteindre les objectifs européens en matière d'énergies renouvelables. Il espère donc une approche plus souple pour la période 2020-2030 avec des objectifs européens plutôt que nationaux. Cela permettrait aux pays qui dépasseraient leurs objectifs prévisionnels de partager leurs surcapacités avec des pays qui auraient plus de mal à réaliser la part de production d'énergies renouvelables visée.

---

[105] Energie solaire, biomasse énergie, hydro-énergie et déchets organiques (définition de l'Union Européenne).
[106] CESGR (2014). Rapport final. Recommandations du groupe de travail 1. http://www.granderegion.net/fr/documents-officiels/reso-doc-cesgr/Rapport-final-2013-2014.pdf
[107] Conseil Régional. Energie et climat. http://www.lorraine.eu/accueil/conseil-regional/transition-energetique-et-develo/ecologie---developpement-durable/energie-et-climat.html

Christian Gentgen, Secrétaire Régional du syndicat SETCa-FGTB, rapporte que de son point de vue la mise en place des « certificats verts » en Wallonie a bien fonctionné. Selon le Portail de la Wallonie, il s'agit d'un système dans lequel la production d'énergies renouvelables est soutenue par le gouvernement. Les pouvoirs publics remettent ces certificats aux producteurs d'énergie qui justifient d'une production d'énergie durable. En Wallonie, on impose un certain nombre de certificats verts aux producteurs, sous peine de leur attribuer une amende pour chaque mégawatt/heure non produit.[108] Toujours en ce qui concerne la Wallonie, Daniel Defechereux mentionne l'étude « Vers une Wallonie Bas Carbone en 2050 »[109] de l'Agence wallonne de l'Air et du Climat, qui identifie les différents scénarios et les défis pour une économie à émission faible de carbone à l'horizon 2050.

Marc Gross, secrétaire général du Conseil interrégional des chambres des métiers de la Grande Région, pense qu'il faudrait d'avantage encourager la délocalisation de la production d'énergie afin de réduire la dépendance au marché de l'énergie par le biais de solutions locales. Selon lui, le débat politique ne devrait pas être uniquement être centré sur la production et le coût de l'électricité, mais il devrait mieux prendre en compte le potentiel des économies d'énergie. Il ajoute également que les thèmes relatifs à l'efficacité énergétique, tels que la rénovation énergétique des bâtiments ou la construction passive, revêtent aujourd'hui une importance particulière dans le milieu de l'artisanat. Et selon sa définition, l'artisanat, en véritable trait d'union entre la production industrielle et le consommateur final, propose des solutions afin d'adapter les technologies énergétiques et environnementales aux besoins de chaque client. Marc Gross perçoit un fort potentiel d'innovation dans le changement climatique, même s'il rappelle que les entreprises d'artisanat développent également des solutions innovantes dans le domaine non-technologique, telles que l'optimisation de processus et l'organisation.

En matière de diminution de consommation énergétique, il existe de nombreuses entreprises de conseil aux industries à disposition des usines de la Grande Région dans le domaine de l'éclairage, de l'isolation de bâtiments, de la gestion des fuites d'air comprimé et de la récupération de chaleur. Les chambres des métiers s'intéressent également au thème de l'énergie. Par exemple, la chambre de commerce et d'industrie de Trèves forme des apprentis à devenir des « agents énergétiques » (« energy scouts ») et récompense ceux qui réalisent le potentiel d'économies d'énergie le plus élevé au sein de leurs entreprises. Les entreprises elles-mêmes ont développé de nombreux projets et stratégies, qu'il serait impossible de citer ici de manière exhaustive. Bruno Théret, conseiller chez ArcelorMittal, est bien conscient du fait qu'ArcelorMittal étant le plus gros consommateur d'énergie du Luxembourg, l'entreprise devra réaliser une grande part de la transition énergétique du Grand-Duché. Il rappelle d'ailleurs qu'un soutien de l'Etat sera indispensable afin d'accompagner les efforts des entreprises.

Energies renouvelables dans la Grande Région : puissance installée en 2015/2016 [110]

La carte est issue d'une coopération entre le SIG-GR et le groupe de travail « Energie » du Sommet de la Grande Région. Elle illustre la puissance électrique installée pour les différentes

[108] Portail de la Wallonie (2016) : Certificats verts. http://energie.wallonie.be/fr/certificats-verts.html?IDC=8745
[109] Vers une Wallonie Bas Carbone en 2050 (13/10/2016) : http://www.wbc2050.be/
[110] Cet article nous a mis à disposition du SIG-GR.

filières d'énergie renouvelable dans la Grande Région en 2015/2016 au niveau des départements dans l'ancienne région Lorraine (Grand Est), des anciens districts du Grand-Duché de Luxembourg, des Kreise en Rhénanie-Palatinat et en Sarre et des arrondissements en Wallonie. Faute de données dans l'ensemble des entités de la Grande Région, la géothermie n'a pas été reprise sur la carte. Il est à noter que pour la bioénergie en Lorraine (Grand Est), seule la puissance installée pour la production d'électricité à partir de biogaz est prise en compte, les puissances installées pour la production d'électricité à partir de déchets ou à partir de bois n'étant pas connues. Au Luxembourg, les données sur les centrales photovoltaïques correspondent aux contrats existants entre les producteurs et les gestionnaires de réseaux, tels que reçus par l'Institut de Régulation en date du 1er juillet 2016. Les données du photovoltaïque en Wallonie datent de 2013.

Outre le fait que les Kreise Rhein-Hunsrück (692 MW) et Bitburg-Prüm (541 MW) en Rhénanie-Palatinat présentent les valeurs totales les plus élevées de puissance électrique installée, la carte permet d'identifier certaines particularités régionales. Alors que l'hydroélectrique se fait davantage remarquer le long de la Moselle et de la Meuse, l'éolien est très largement exploité en Rhénanie-Palatinat. La bioénergie, également fortement présente en Rhénanie-Palatinat, joue un rôle important en Wallonie avec une puissance installée proche de celle de l'éolien. Pour le Luxembourg et la Sarre, la puissance installée est la plus élevée pour la filière du photovoltaïque au lieu de l'éolien.

Le rapport entre la puissance totale des filières d'énergie renouvelable et la superficie (kW par km²) permet de constater que la Sarre et la Rhénanie-Palatinat présentent des valeurs largement supérieures aux autres régions de la Grande Région (cf. tableau-ci-dessous). Ces valeurs relativement plus élevées des deux Länder en rapport avec leur superficie se rapprochent davantage des autres régions si on les rapporte à leurs nombres d'habitants. Cependant pour la Rhénanie-Palatinat, la valeur de 123 kW par 100 habitants reste largement au-dessus de la moyenne en Grande Région, alors que la Lorraine, le Luxembourg et la Sarre présentent des valeurs assez similaires.

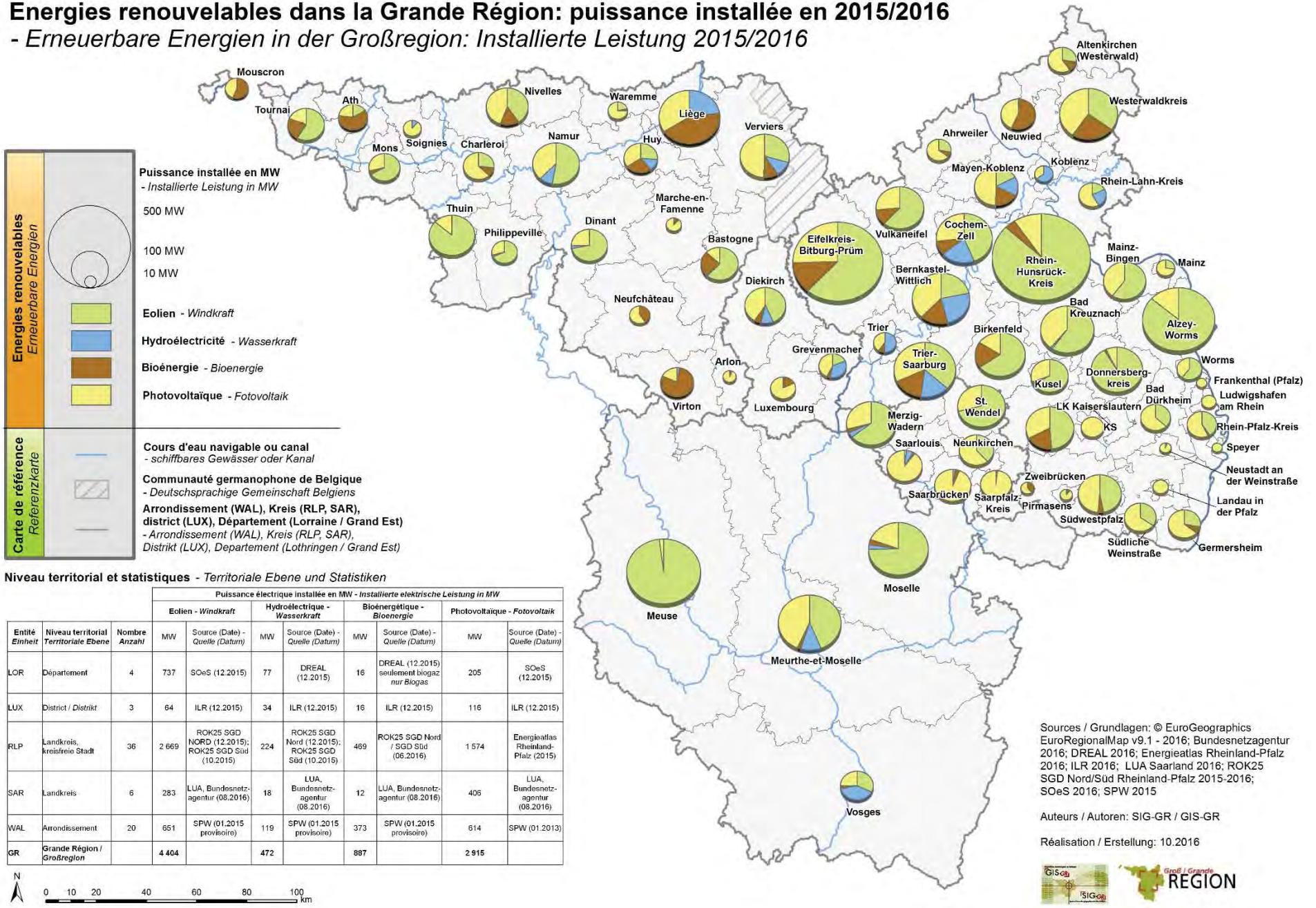
Tableau : Comparaison des puissances installées pour l'ensemble des filières de l'énergie renouvelable avec la superficie et la population des entités de la Grande Région

	Lorraine	Luxembourg	Rheinland-Pfalz	Saarland	Wallonie	Grande Région
kW/km²	44	89	249	280	104	133
kW/100 habitants (2015, LOR: 2013)	44	41	123	73	49	75

Source : SIG-GR

Energies renouvelables dans la Grande Région: puissance installée en 2015/2016

- *Erneuerbare Energien in der Großregion: Installierte Leistung 2015/2016*



Niveau territorial et statistiques - *Territoriale Ebene und Statistiken*

			Puissance électrique installée en MW - *Installierte elektrische Leistung in MW*							
			Eolien - *Windkraft*		Hydroélectrique - *Wasserkraft*		Bioénergétique - *Bioenergie*		Photovoltaïque - *Fotovoltaik*	
Entité *Einheit*	Niveau territorial *Territoriale Ebene*	Nombre *Anzahl*	MW	Source (Date) - *Quelle (Datum)*	MW	Source (Date) - *Quelle (Datum)*	MW	Source (Date) - *Quelle (Datum)*	MW	Source (Date) - *Quelle (Datum)*
LOR	Département	4	737	SOeS (12.2015)	77	DREAL (12.2015)	16	DREAL (12.2015) seulement biogaz *nur Biogas*	205	SOeS (12.2015)
LUX	District / *Distrikt*	3	64	ILR (12.2015)	34	ILR (12.2015)	16	ILR (12.2015)	116	ILR (12.2015)
RLP	Landkreis, kreisfreie Stadt	36	2 669	ROK25 SGD NORD (12.2015); ROK25 SGD Süd (10.2015)	224	ROK25 SGD Nord (12.2015); ROK25 SGD Süd (10.2015)	469	ROK25 SGD Nord / SGD Süd (06.2016)	1 574	Energieatlas Rheinland-Pfalz (2015)
SAR	Landkreis	6	283	LUA, Bundesnetz-agentur (08.2016)	18	LUA, Bundesnetz-agentur (08.2016)	12	LUA, Bundesnetz-agentur (08.2016)	406	LUA, Bundesnetz-agentur (08.2016)
WAL	Arrondissement	20	651	SPW (01.2015 provisoire)	119	SPW (01.2015 provisoire)	373	SPW (01.2015 provisoire)	614	SPW (01.2013)
GR	**Grande Région / *Großregion***		**4 404**		**472**		**887**		**2 915**	

Sources / Grundlagen: © EuroGeographics EuroRegionalMap v9.1 - 2016; Bundesnetzagentur 2016; DREAL 2016; Energieatlas Rheinland-Pfalz 2016; ILR 2016; LUA Saarland 2016; ROK25 SGD Nord/Süd Rheinland-Pfalz 2015-2016; SOeS 2016; SPW 2015

Auteurs / Autoren: SIG-GR / GIS-GR

Réalisation / Erstellung: 10.2016

L'énergie en tant que facteur local et facteur de compétitivité

Plusieurs experts font état du double effet positif de l'économie d'énergie : outre les répercussions positives sur le climat, les économies sont aussi financières. Actuellement, les entreprises très consommatrices d'énergie ont des dépenses énergétiques importantes. En matière d'électricité, les prix se composent des coûts relatifs à la production de courant et à l'utilisation du réseau, ainsi que des taxes, des redevances et des impôts. Les prix peuvent ainsi être très différents à l'échelle nationale comme à l'échelle régionale.

Le Luxembourg est fourni en courant électrique par les pays voisins et ce rapport est régi par des accords complexes. D'après Patrick Nickels du ministère de l'économie luxembourgeois, cette solution est idéale pour le Grand-Duché étant donné que la capacité de production électrique du pays n'est pas suffisante et que ses prix ne sont pas compétitifs. René Winkin, directeur de l'organisation patronale luxembourgeoise Fedil, précise que les prix de l'électricité allemande, tels qu'ils sont pratiqués en bourse, sont très attractifs, même par rapport aux redevances et aux impôts du Luxembourg. De nombreuses entreprises, en particulier dans l'industrie sidérurgique, ont mis l'accent sur le courant électrique pour leur fourniture d'énergie afin de rester compétitives.

D'après les experts, la situation en Wallonie est différente. Volker Klinges de la Chambre de commerce et de l'organisation patronale dans la Communauté Germanophone de Belgique, ainsi que Bernd Despineux du syndicat CSC, soulignent le coût élevé de l'énergie en Belgique. Le pays est encore très tourné vers le nucléaire et cette position est largement critiquée en raison de la présence des vieilles centrales nucléaires de Doel et de Tihange. D'après Volker Klinges, le thème des énergies alternatives a été « abordé trop tard et n'a pas encore été suffisamment approfondi. » En raison du coût élevé de l'énergie, le pays et la région devraient selon lui se positionner judicieusement dans ce domaine. Benoît Bayenet fait référence à une étude récente que la CREG[111] a confié au consultant PwC avec pour objectif de comparer les prix de l'électricité et du gaz en Belgique avec ceux des pays limitrophes. Selon l'étude, il apparaît que certaines entreprises belges et wallonnes qui sont en concurrence avec des entreprises françaises, allemandes et néerlandaises, considérées comme électro-intensives dans leurs pays respectifs, souffrent d'un handicap concurrentiel en raison d'une facture d'électricité plus élevée. Christian Gentgen rappelle par ailleurs que les entreprises wallonnes produisent une partie de leur énergie, phénomène que l'on constate également dans d'autres régions partenaires. On peut ici prendre l'exemple du site du groupe BASF de Ludwigshafen, plus gros centre production chimique au monde (environ 38 000 employés). D'après les données de Ralph Schleimer du ministère de l'économie de la Rhénanie-Palatinat, l'entreprise présente une consommation d'énergie très élevée, relative à son secteur d'activité, et celle-ci représente une part importante de la consommation énergétique totale du Land. L'entreprise mise donc sur une efficacité énergétique élevée et produit elle-même – également pour des raisons de coût-efficacité – la majeure partie de son énergie (thermique et électrique).

Dans les régions allemandes, les discussions portent essentiellement sur la réforme de la loi sur les énergies renouvelables (EEG). Cette loi régit la répartition préférentielle de l'électricité

[111] Commission de Régulation de l'Electricité et du Gaz (La CREG est l'autorité fédérale de régulation des marchés de l'électricité et du gaz naturel en Belgique.)

à partir de sources renouvelables dans le réseau d'électricité et leur rémunération. Les consommateurs contribuent aux coûts grâce à la « participation EEG ». Cependant, les entreprises très coûteuses en énergie et dépendantes du commerce extérieur font l'objet de dérogations et ne payent pour le moment pour l'approvisionnement en courant externe pour l'autoproduction qu'une « participation EEG » réduite, voire pas de redevance du tout. Le ministère de l'économie de la Sarre constate néanmoins que « certains facteurs juridiques et économiques résultant de l'application de la transition énergétique ont un impact considérable sur la compétitivité internationale de l'industrie sarroise, dans la mesure où ils sont souvent liés à des charges financières auxquelles les industries des autres régions du monde ne sont pas du tout exposées ou du moins dans une moindre mesure. » Afin de préserver l'industrie de la région et empêcher les pertes d'emploi, le ministère s'engage à l'échelle nationale et européenne que la transition énergétique soit organisée en considération des intérêts économiques et sociaux. » Joachim Malter, directeur de la fédération de l'industrie métallique et électronique de la Sarre (ME Saar), estime lui aussi que la Sarre est clairement désavantagée en termes de compétitivité en raison des coûts énergétiques. Il se déclare toutefois satisfait de l'orientation de la nouvelle politique industrielle, qui met l'accent sur une politique d'implantation d'entreprises, et se dit aujourd'hui convaincu que « l'industrie est essentielle au fonctionnement de la Sarre », bien qu'il considère la situation actuelle comme préoccupante. Toujours d'après Joachim Malter, le coût élevé de l'électricité ne dépend pas uniquement des réglementations de la loi EEG sur les énergies renouvelables. En effet, les coûts de raccordement sont eux aussi relativement élevés en Sarre car les investissements nécessaires pour le réseau de raccordement existant sont désormais reportés sur les consommateurs par les fournisseurs privés.

9.3 Surcapacités mondiales et négociations des droits d'émissions : défis pour l'industrie sidérurgique grande-régionale

Malgré une tertiarisation de l'économie et une diversification du secteur industriel, l'industrie sidérurgique joue encore aujourd'hui un rôle important dans l'économie de la Grande Région. En raison de la présence du leader mondial ArcelorMittal avec ses sites de Wallonie, de Lorraine et du Luxembourg, ainsi que des activités des sociétés Saarstahl, Dillinger Hütte et Stahlwerk Bous en Sarre, de nombreux emplois dépendent, directement ou indirectement, de la production d'acier. L'industrie sidérurgique est cependant face à un problème de surcapacité mondiale et à de nouvelles discussions sur les quotas d'émissions de l'Union européenne. La situation grande-régionale dans ce contexte est exposée dans ce chapitre.

Surcapacités mondiales et dumping de la part de producteurs d'acier de pays tiers

Les surcapacités mondiales menacent depuis longtemps déjà le marché sidérurgique européen. Ce phénomène s'accompagne souvent de pratiques de dumping de la part de pays tiers, comme la Chine. L'offre excédentaire, la forte augmentation des exportations et la multiplication des pratiques commerciales déloyales sont à l'origine de la forte chute des prix qui met en danger de nombreuses entreprises et de nombreux emplois dans la Grande Région et dans toute l'Europe. En raison de cette problématique, une conférence spéciale du Conseil de l'Union européenne a été mise en place pendant la présidence luxembourgeoise du Conseil,

au deuxième semestre de l'année 2015, sur le thème de la compétitivité ; en août 2016, la Commission européenne, responsable de la régulation du marché interne, avait déjà prononcé 37 sanctions contre des produits sidérurgiques et 12 autres doivent encore être examinées.[112]

Par ailleurs, de nombreuses manifestations ont eu lieu à Bruxelles ces derniers mois, ainsi que sur les sites de production de la Grande Région. En raison de cette situation extrêmement tendue, les syndicats et les directions d'entreprises travaillent ensemble afin de déterminer l'ampleur de la menace et d'inciter les politiques à agir au niveau national et européen. La question de l'éventuel statut d'économie de marché de la Chine, qui lui avait été promis pour 2016 lors de son affiliation à l'OMC il y a 15 ans, s'immisce également dans les discussions autour du plan anti-dumping. Le statut d'économie de marché aurait pour conséquence, dans le cas où parallèlement les instruments de défense commerciale resteraient inchangés, que les taxes de protection à la frontière dans les cas de dumping ne pourraient plus être infligées. Mais en cas de refus de l'UE de lui donner ce statut, la Chine brandit la menace de conflits commerciaux graves, particulièrement redoutés par les industries axées sur l'exportation, comme celles de l'automobile ou du génie mécanique, pour lesquelles la Chine représente un marché important.

Les représentants patronaux et salariaux de la Grande Région, ainsi que des représentants des administrations publiques, nous éclaircissent sur l'existence de la menace d'une chute des prix et sur ses éventuelles répercussions. Le premier président du syndicat IG Metall Völklingen, Robert Hiry, met le doigt sur plusieurs aspects : « Les 500 sites sidérurgiques d'Europe représentent 330 000 emplois. Si l'on y ajoute les 6,5 employés qui dépendent directement d'un emploi industriel du côté des sous-traitants et clients de l'industrie, cela signifie qu'environ deux millions d'emplois seraient menacés si l'industrie sidérurgique venait à s'effondrer. » Bernd Despineux du syndicat chrétien de Belgique CSC ne se souvient que trop bien de la signification concrète de cette menace, qu'il a vécu au moment de la fermeture de la phase à chaud sur le site de production d'acier de Liège : « 8 000 employés ont été directement licenciés, mais au moins trois fois plus de personnes ont été indirectement touchées dans les entreprises de sous-traitance. Les conséquences étaient également palpables au sein de la Communauté germanophone de Belgique : certaines entreprises ont vu la moitié de leurs commandes interrompues. » La Lorraine a elle aussi vécu des expériences similaires au cours de ces dernières années. En 2008, l'aciérie de Gandrange a été fermée, suivie par les deux hauts-fourneaux de l'usine ArcelorMittal de Florange en 2012. Après que le Président François Hollande a envisagé une nationalisation, l'Etat et ArcelorMittal ont finalement signé un accord dans lequel le géant de l'acier s'engageait à investir 180 millions d'euros sur cinq ans dans le site lorrain et à maintenir les activités du centre Recherche et Développement de Maizières-lès-Metz. L'actuelle crise du dumping est donc une nouvelle épreuve pour l'industrie sidérurgique de Lorraine.

Albert Hettrich, mandataire général de StahlHoldingSaar et président de l'association Saarhütten, est lui aussi vivement préoccupé par ce phénomène : « Après la crise économique mondiale, plusieurs plans d'économies ont été menés et ceux-ci nous ont aidé à redevenir

[112] Commission européenne, Communiqué de presse du 04/08/2016. The EU imposes definitive anti-dumping duties on steel product from China and Russia. http://europa.eu/rapid/press-release_MEX-16-2724_de.htm

clairement bénéficiaire. Mais nous avons cependant atteint la limite de ce qui est possible d'économiser, de telles mesures ne peuvent pas être mises en œuvre de façon répétée. Malgré une optimisation des capacités de production à 90 %, nous prévoyons un bilan négatif pour l'année 2016, en raison de l'importante chute des prix par rapport à la période précédente. Dillinger Hütte a longtemps été devant ses concurrents car la tôle forte est un produit très spécialisé et l'entreprise a pu s'établir en tant que leader mondial dans ce domaine. Mais dans le même temps, la Chine a vu apparaître six ou sept répliques du site de Dillinger Hütte. » Jean-Claude Bernardini, secrétaire général du syndicat sidérurgique luxembourgeois OGBL, représente 4 000 employés chez ArcelorMittal. Selon lui, la Chine n'est pas le seul problème : « L'Europe doit importer de l'acier car les pays de l'Union européenne ne produisent pas assez par rapport à leurs besoins. Et même si la production suffisait à couvrir les besoins, on est toujours dépendant des importations dans un contexte de dynamisme économique. C'est l'une des conséquences des différentes fermetures de site de production en Europe. » Sur son site, l'OGBL qualifie les plaintes d'ArcelorMittal à propos de la crise de la sidérurgie de « larmes de crocodile ». En effet, Jean-Claude Bernardini explique que « les usines du Luxembourg n'ont pas de concurrents directs sur leurs produits et bénéficient d'une position unique pour certains produits comme les poutres d'acier ou les pièces ferroviaires. »

Toutefois, les acteurs s'accordent tous sur le fait que la Commission européenne doit absolument proposer des mesures anti-dumping afin de protéger la production d'acier locale, faute de quoi « des entreprises bien implantées seraient détruites par la concurrence déloyale », d'après Robert Hiry. Ce dernier ajoute : « Les entreprises de la région sont soumises aux normes les plus élevées au monde en matière d'environnement. A cet égard, toute fermeture ou délocalisation serait fatale. Les entreprises bien dirigées, dont la production est régie par les meilleures normes environnementales, doivent pouvoir exister face à la concurrence ! » Bruno Théret, conseiller chez ArcelorMittal, propose donc d'appliquer une taxe sur les émissions de CO_2 et une taxe environnementale sur des produits soumis aux normes environnementales européennes. Cette solution est soutenue par les syndicats luxembourgeois et Jean-Claude Bernardini encourage l'application de taxes supplémentaires axées sur les normes sociales européennes, tels que les syndicats libres, la politique des conventions collectives et la cogestion.

Par ailleurs, le ministère de l'économie de la Sarre a déclaré : « Les mesures anti-dumping de la Commission européenne vont devoir être appliquées plus rapidement et plus efficacement. La « règle du droit moindre » (« lesser-duty rule », en anglais) qui poussait jusqu'à présent la Commission européenne à établir des taxes anti-dumping et anti-subvention moins élevées que ce que les règles de l'OMC le permettent, doit être abandonnée ou suspendue. Dans le cas où le statut d'économie de marché est accordé à la Chine à la fin de l'année 2016, les mesures anti-dumping de l'UE deviendrait presque impossibles en raison d'une méthode de calcul de ce fait modifiée. Le décernement du statut d'économie de marché doit par conséquent être conjuguée avec le respect des critères techniques de l'UE de la part de la Chine. Dans la mesure où la Chine doit être reconnue comme économie de marché, des instruments équivalents et efficaces garantissant un commerce équitable doivent être crées. Le droit européen anti-dumping doit être aménagé de façon à ce que l'industrie allemande et européenne continue d'être protégée des produits faisant l'objet d'un dumping en provenance de Chine, et ce, même après l'expiration de la période transitoire du protocole d'adhésion de la Chine à

l'OMC fixé au 11 décembre 2016. Une condition préalable est que l'utilisation d'autres méthodes de calcul que la méthode standard (p. ex. méthode de calcul des facteurs de production des USA) soit autorisée après le 11 décembre 2016. » Outre les mesures de régulation du marché de l'UE, Bruno Théret voit encore des avantages concurrentiels dans une plus grande spécialisation vers les produits en acier légers et performants, nécessitant peu de matériel, afin de faire face à la concurrence. En Lorraine, le secteur public concentre désormais ses activités sur la recherche et le développement dans l'industrie sidérurgique. La région accueille déjà les centres R&D d'ArcelorMittal et de Asco Industries, responsables de l'amélioration de la production industrielle, le pôle de compétitivité Materalia (matériaux et procédés de mise en œuvre), ainsi que de nombreuses activités de recherche autour du thème de la production d'acier.[113] Par ailleurs, la DIRECCTE Grand Est insiste sur le fait qu'il faut aussi aider les petites et moyennes entreprises de sous-traitance, en partie dépendante des grands producteurs d'acier, à continuer à faire preuve d'innovation et de compétitivité.

Renégociations sur le système d'échange de quotas d'émissions de l'Union européenne

Le système d'échange de quotas d'émissions constitue un élément central de la politique de protection climatique à l'échelle européenne et oblige les secteurs de l'industrie et de l'énergie à payer des droits d'émissions pour chaque tonne de CO_2 rejetée. Ce système est censé inciter les entreprises très consommatrices d'énergies à investir dans des techniques écoresponsables. En principe, les entreprises doivent acheter leurs droits d'émissions, mais l'UE a introduit une allocation de quotas à titre gratuit pour les entreprises qui seraient autrement désavantagées dans la concurrence internationale. Différents facteurs ont cependant fait reculer la demande en certificats d'émissions, produisant ainsi un excédent de quotas qui menace l'efficacité du système d'échange de quotas d'émissions, censé encourager les réductions d'émissions rentables et les innovations pauvres en CO_2. En juillet 2015, la Commission européenne a donc publié une « Proposition modifiant la directive sur le système communautaire d'échange de quotas d'émissions (SCEQE) de l'UE afin de renforcer le rapport coût-efficacité des réductions d'émissions et de favoriser les investissements à faible densité de carbone »[114].

La proposition prédit avant tout une accélération de la baisse du nombre de certificats d'émissions (-2,2 % par an d'ici 2021, contre 1,74 % aujourd'hui) et contient, entre autres, les modifications suivantes :

- une révision du système d'attribution gratuite de quotas, qui concerne avant tout les secteurs pour lesquels le risque de délocalisation de la production hors de l'UE est le plus élevé (une cinquantaine de secteurs sont ici concernés),
- un nombre important de quotas gratuits destinés aux nouveaux sites industriels et aux sites en croissance,
- des règles plus flexibles, afin de mieux aligner le nombre de certificats alloués gratuitement par rapport aux chiffres de production,

[113] DIRECCTE LORRAINE (2015). Enjeux et défis. La sidérurgie et la 1ère transformation de l'acier en Lorraine. http://alsace-champagne-ardenne-lorraine.direccte.gouv.fr/sites/alsace-champagne-ardenne-lorraine.direccte.gouv.fr/IMG/pdf/enjeux_et_defis.pdf

[114] Europäische Kommission (2015) : http://eur-lex.europa.eu/resource.html?uri=cellar:33f82bac-2bc2-11e5-9f85-01aa75ed71a1.0022.03/DOC_1&format=HTML&lang=DE&parentUrn=COM:2015:337:FIN

- une actualisation des 52 critères d'évaluation de performance énergétique afin de tenir compte des progrès technologiques réalisés depuis 2008.[115]

Pour Eurofer, l'association européenne de la sidérurgie, si la proposition était appliquée, l'ensemble de l'industrie sidérurgique, y compris ses entreprises les plus productives, se verrait menacée.[116] Même la classification de l'industrie sidérurgique parmi les secteurs présentant les plus gros risques de délocalisation des émissions (« fuite de carbone ») et des réglementations adaptées ne changeraient rien selon Eurofer, dans la mesure où les producteurs d'acier européens « sont soumis à des coûts supplémentaires excessifs qui n'incombent pas à leurs concurrents »[117]. Cette réforme focalise également l'attention des employeurs et des salariés du secteur sidérurgique de la Grande Région, ainsi que celle des ministères. D'après le ministère de l'économie de la Sarre, cette réforme du système d'échange de quotas d'émissions menace « de diminuer considérablement la compétitivité des entreprises sidérurgiques européennes sur le marché international. Cette proposition de réglementation de la Commission européenne nuirait à l'essence et à l'existence de l'industrie sidérurgique. » Selon Robert Hiry, la sidérurgie sarroise subirait une charge financière supplémentaire de 135 millions d'euros, qui aurait pour conséquence la fin de cette industrie et la disparition de 13 000 postes de travail.

Les propositions de l'UE ont suscité de nombreuses prises de positions et propositions de modifications de la part de l'industrie, des associations environnementales et des représentants nationaux et gouvernementaux. Le ministère de l'économie de la Sarre a notamment déclaré : « Les sites sidérurgiques les plus efficaces ne doivent pas être soumis à des taxes carbone démesurées. Il serait impérativement nécessaire d'instaurer des critères d'évaluation de produits réalistes, techniquement et économiquement réalisables, en fonction des sites représentant les 10 % les plus productifs. Les émissions issues de la production d'électricité provenant des gaz émis pendant le processus de production de la fonte et du coke doivent être pris en compte dans leur intégralité pour l'établissement des critères de référence. Maintenir la compensation globale du prix de l'électricité dans le secteur de la sidérurgie est d'une importance tout aussi capitale. » René Winkin, directeur de l'organisation patronale luxembourgeoise Fedil, souligne également le fait que seule une production écoresponsable permise par des progrès techniques devrait motiver les entreprises à revendre leurs quotas superflus. Jusqu'à présent, on observe que les droits d'émissions alloués à titre gratuit sont revendus lorsque la production recule. Il plaide donc pour des critères actuels, d'une part, et des évaluations de production actuelles, de l'autre, afin de ne favoriser que les comportements souhaités, à savoir des méthodes de production respectueuses de l'environnement.

---

115 Europäische Kommission (2016). EU-EHS. Überarbeitung für Phase 4 (2021-2030). http://ec.europa.eu/clima/policies/ets/revision/index_de.htm

116 Eurofer (23/10/2015) : EUROFER position paper on the European Commission proposal for ETS post 2020 http://www.eurofer.org/Issues%26Positions/Climate%20%26%20Energy/20151023_Final_EUROFER%20position%20paper_Commission%20proposal%20on%20ETS%20post%202020.pdf

117 EUROFER (15/07/2015) : Commission proposal on EU Emissions Trading Scheme jeopardises steel production, jobs and growth in Europe, http://www.eurofer.org/Issues%26Positions/Climate%20%26%20Energy/EU%20Emissions%20Trading%20Scheme.fhtml

9.4 Liste des experts intérogés

Nom	Organisation	Fonction
BAYENET Benoît	SOGEPA Gouvernement de la Wallonie Ministère de l'Economie	Vice-Président du Comité de direction Expert auprès du Ministre
BERNARDINI Jean-Claude	OGBL (Syndicat sidérurgie et mines)	Membre du Bureau Exécutif (responsable entre autres pour la métallurgie)
BRILL Stefanie	Ministerium für Wirtschaft, Arbeit Energie und Verkehr Saarland	Chef de service « Politique de l'industrie et des PME »
DEFECHEREUX Daniel	B S C Wallonie ASBL	Ex Directeur Général de la filiale Benelux d'un groupe industriel d'envergure internationale
DESPINEUX Bernd	CSC Verviers-Ostbelgien	Secrétaire fédéral
GENTGEN Christian	SETCa-FGTB	Secrétaire régional
GROSS Marc	Interregionaler Rat der Handwerkskammern in der Großregion	Secrétaire général
HETTRICH Albert	StahlHoldingSaar (SHS) Verband der Saarhütten	Mandataire général Président
HIRY Robert	IG Metall Völklingen	Premier Mandataire
KLINGENBERG Nathalie	Wirtschaftsförderungsgesellschaft (WFG) Ostbelgien VoG	Directrice
KLINGES Volker	IHK Eupen-Malmedy-St. Vith; Arbeitgeberverband DG Belgien	Directeur
KÖRBEL Markus	Ministerium für Wirtschaft, Arbeit Energie und Verkehr Saarland	Chef du service « Energie, industrie minière, réglementation TIC »
MALTER Joachim	Verband der Metall- und Elektroindustrie im Saarland (ME Saar)	Directeur principal
MONIN Stéphanie	DIRECCTE Grand Est	Adjointe au chef du service « Développement économique et mutations économiques »
NICKELS Patrick	Ministère de l'Economie du Grand-Duché de Luxembourg	Chef du service « Direction générale Industrie, Logistique et Infrastructures »
SCHLEIMER Ralph	Ministerium für Wirtschaft, Verkehr, Landwirtschaft und Weinbau Rheinland-Pfalz	Service « Industrie »
SCHMITT Matthias, Dr.	IHK Trier	Directeur « Politique d'implantation et développement de l'entreprise »
SCHMITZ Christian, Dr.	DGB Trier (jusqu'au 31/07/2016) IG-Metall Trier (depuis 01/08/2016)	Directeur régional Premier Mandataire
SCHWIND Heinz	IHK Trier	Adjoint « Innovation et énergie »
THERET Bruno	ArcelorMittal	Senior Advisor
WINKIN René	Fedil (Luxemburg)	Directeur

10. Le dialogue social dans les pays de la Grande Région

La réussite et le bon fonctionnement d'une économie caractérisée par des entreprises compétitives et des emplois intéressants pour les salariés dépendent aussi en grande partie – notamment dans le secteur industriel – de l'existence d'une collaboration constructive dans le cadre du dialogue social.

> « Le dialogue social et le partenariat tripartite entre gouvernement, représentant des travailleurs et représentant des employeurs, au niveau national comme à l'échelon international, jouent de nos jours un rôle essentiel pour trouver des solutions et renforcer la cohésion sociale et l'Etat de droit, notamment par le biais de normes de travail internationales. »
>
> *Déclaration de l'OIT sur la justice sociale dans le cadre d'une mondialisation équitable*[118]

L'organisation de ce dialogue, les compétences et les prérogatives des représentants des employeurs, des syndicats et des représentants des gouvernements varient sensiblement dans les quatre pays faisant partie de la Grande Région. Des informations détaillées concernant ces thématiques sont présentées ci-après pour chacun des pays concernés :

- Partenaires sociaux
- Négociations collectives
- Représentation sur le lieu de travail
- Représentation des travailleurs au sein des organes de l'entreprise

Ces informations sont basées en grande partie sur la « Datenbank der Arbeitnehmervertretungen in Europa » (banque de données des représentations des travailleurs) de la fondation Hans Böckler[119] ainsi que sur la publication en ligne trilingue intitulée « La représentation des travailleurs en Europe. Labour Research Department et ETUI »[120]. Dirigée par L. Fulton, cette publication datant de 2013 a été réalisée avec le soutien du réseau SEEurope.

10.1 Luxembourg

Les partenaires sociaux

Les deux principaux syndicats du Grand-Duché sont l'OGBL[121] et la LCGB[122]. Ces confédérations représentent les employés de tous les secteurs économiques. Les syndicats luxembourgeois ont par ailleurs créé, pour les quelque 180 000 frontaliers travaillant au Luxembourg, des groupes de travail organisés en fonction des pays d'origine. Au niveau sectoriel, la CGFP[123] et l'ALEBA[124] opèrent dans les services publics et dans le secteur bancaire. Selon les estimations de l'OCDE, le taux de syndicalisation au Luxembourg était de 32,8 %, en 2012,

[118] Organisation Internationale du Travail (OIT), 15/02/2016 http://www.ilo.org/global/about-the-ilo/decent-work-agenda/social-dialogue/lang--fr/index.htm
[119] Hans-Böckler-Stiftung : Arbeitnehmervertretungen in Europa (la représentation des travailleurs en Europe), 03/08/2016 http://www.boeckler.de/75.htm
[120] Worker Participation, 03/08/2016 http://de.worker-participation.eu
[121] OGBL : Onofhängege Gewerkschaftsbond Lëtzebuerg (Confédération syndicale indépendante du Luxembourg)
[122] LCGB : Lëtzebuerger Chrëschtleche Gewerkschafts-Bond (Confédération luxembourgeoise des syndicats chrétiens)
[123] CGFP : Confédération Générale de la Fonction Publique
[124] ALEBA : Association Luxembourgeoise des Employés de Banque et Assurance

alors qu'il s'élevait encore à 42,5 % en 2000.[125] Une étude du STATEC fait toutefois état d'un taux de 41 % de travailleurs syndicalisés pour 2010, ce qui correspond à environ 150 000 employés.[126]

Il existe en outre deux chambres des salariés au Luxembourg : la Chambre des salariés[127] et celle des fonctionnaires et employés publics. Au Luxembourg, les chambres professionnelles participent en tant qu'organisations à l'adoption des lois et de leur règlement d'application. A travers les avis qu'elles émettent, elles peuvent par ailleurs jouer un rôle important dans le domaine législatif ; l'une de leurs principales tâches consiste de plus à donner des conseils. Les élections de novembre 2013 des représentants du personnel au sein de la chambre des salariés ont donné lieu à la répartition actuelle des sièges entre les différents syndicats : 38 sièges reviennent à l'OGBL, 15 à la LCGB, 4 à l'ALEBA et 3 à d'autres petites organisations syndicales. Un nombre déterminé de sièges est par ailleurs réservé pour chaque branche : cinq pour la sidérurgie et huit pour les autres secteurs industriels.

Les principales organisations patronales dans les secteurs de l'industrie, de la construction et des services aux entreprises sont les suivantes : la Business Fédération Luxembourg FEDIL, la Fédération des artisans, la Confédération luxembourgeoise du commerce, l'ABBL[128], l'ACA[129], la Centrale paysanne et l'Union luxembourgeoise des agriculteurs libres (FLB). Il existe en outre au Luxembourg la Chambre de commerce, la Chambre des métiers et la Chambre d'agriculture.

Les négociations collectives

La législation du travail luxembourgeoise accorde aux partenaires sociaux le droit de conclure entre eux des conventions collectives et des conventions d'entreprise. Les conventions collectives s'appliquent en premier lieu aux entreprises affiliées aux organisations patronales qui les ont signées ; mais le gouvernement les déclare souvent valables pour tous. Elles portent sur l'ensemble des questions liées aux relations professionnelles dans l'industrie, y compris les rémunérations et les conditions de travail. La législation définit un certain nombre de dispositions devant impérativement être contenues dans chaque contrat ; elles concernent notamment les salaires, le temps de travail et les congés, mais aussi les méthodes de lutte contre le harcèlement sexuel et les brimades.

La représentation sur le lieu de travail

Il existe actuellement deux principaux organes qui représentent les intérêts des travailleurs sur leur lieu de travail : la délégation du personnel et le comité mixte d'entreprise. La délégation du personnel s'occupe des problèmes quotidiens des travailleurs et est présente dans les entreprises comptant au moins 15 salariés. Elle est élue tous les cinq ans par l'ensemble des salariés, les nominations étant effectuées par les syndicats ou des groupes de salariés. Le comité mixte n'existe que dans les entreprises employant plus de 150 personnes. Il s'agit d'un comité composé conjointement d'employeurs et d'employés, qui a pour mission d'améliorer

[125] Organisation de Coopération et de Développement Economique (OCDE), 27/01/2016 https://stats.oecd.org/Index.aspx?DataSetCode=UN_DEN
[126] Cf. STATEC, Ries, Jean (2011) : Regards sur la syndicalisation au Luxembourg, p. 1
[127] Chambre des Salariés
[128] ABBL : Association des Banques et Banquiers Luxembourg
[129] ACA : Association des Compagnies d'Assurances et de Réassurance

les relations professionnelles sur le lieu de travail. Les représentants des travailleurs faisant partie de ce comité sont élus par la délégation du personnel. La durée de leur mandat est également de cinq ans. Une réforme législative récente prévoit toutefois la disparition des comités d'entreprise mixtes après les prochaines élections sociales. Leurs fonctions seront alors transférées aux délégations du personnel.

Contrairement à ce qui est le cas dans d'autres pays européens, dont la Belgique, la présence des syndicats sur le lieu de travail n'est pas encadrée par la loi au Luxembourg. Leur influence sur le système est toutefois garantie de facto par les droits qui leur sont accordés lors des élections et dans le cadre du fonctionnement des délégations du personnel. De façon générale, la grande majorité des membres des délégations du personnel sont syndiqués. De plus, dans les entreprises employant plus de 150 personnes, des responsables syndicaux externes peuvent prendre part sans droit de vote à une séance de la délégation des employés. Dans les plus petites entreprises, ils peuvent être invités à titre consultatif.

Représentation des travailleurs au sein des organes de l'entreprise

Les entreprises de plus de 1 000 salariés ou celles dans lesquelles l'Etat participe de manière substantielle (par le biais du capital ou de subventions) doivent impérativement déléguer des représentants des employés au sein du conseil d'administration ou de surveillance. Ces représentants occupent en général un tiers des sièges. Les représentants des travailleurs sont élus par les membres de la délégation du personnel, parmi les salariés employés dans l'entreprise. Une exception existe en ce qui concerne les entreprises sidérurgiques, dans lesquelles les représentants des travailleurs sont désignés, à l'échelle de l'entreprise, par les syndicats nationaux et non par les délégués du personnel.[130, 131]

10.2 Allemagne

Les partenaires sociaux

La principale confédération syndicale est la DGB (Deutscher Gewerkschaftsbund – Confédération allemande des syndicats), qui regroupe huit syndicats. Ces derniers comptabilisent conjointement six millions de membres.[132] Les deux plus grands syndicats sont actuellement IG Metall, avec près de 2,3 millions de membres, et ver.di (Vereinte Dienstleistungsgewerkschaft : syndicat unifié des services), avec environ 2 millions de membres.[133] Parallèlement à la DGB, il existe encore deux autres confédérations syndicales : la DBB (Deutscher Beamtenbund : alliance syndicale des fonctionnaires) réunissant les syndicats du service public, qui comptabilisait plus de 1,2 million de membres en 2014,[134] et la CGB (Christlicher Gewerkschaftsbund : confédération syndicale chrétienne), qui compte actuellement plus de

[130] L. Fulton (2013) : La représentation des travailleurs en Europe. Labour Research Department et ETUI. http://de.worker-participation.eu/Nationale-Arbeitsbeziehungen/Laender/Luxemburg/Unternehmensmitbestimmung
[131] Fondation Hans Böckler : Arbeitnehmervertretungen in Europa (la représentation des travailleurs en Europe), 02/08/2016 http://www.boeckler.de/75.htm
[132] Situation en 2015
[133] DGB (Deutscher Gewerkschaftsbund), 04/05/2016 : http://www.dgb.de/uber-uns/dgb-heute/mitgliederzahlen/2010
[134] Deutscher Beamtenbund, 04/05/2016, http://www.dbb.de/lexikon/themenartikel/d/dbb-mitglieder.html

280 000 membres.[135] Selon les estimations de l'OCDE, le taux de syndicalisation en Allemagne s'élevait encore à 24,6 % en 2000, alors qu'il n'était plus que de 18,1 % en 2013.[136]

La Sarre dispose en outre d'une Chambre du Travail qui conseille les travailleurs sarrois, propose des formations et effectue des recherches sur des thèmes concernant le marché du travail, dans l'intérêt des travailleurs. Les membres de l'assemblée des représentants ne sont toutefois pas élus directement, comme cela est le cas par exemple au Luxembourg, mais sont désignés par le Landtag. Ce dispositif est quasiment unique en Allemagne : outre la Sarre, il n'existe par ailleurs qu'à Brême.

La fédération au niveau national regroupant toutes les organisations patronales est la « Bundesebene die Bundesvereinigung der Deutschen Arbeitgeberverbände » (BDA), c'est-à-dire la Confédération des organisations patronales allemandes. La mission principale de la BDA est de représenter activement les intérêts des entreprises dans le domaine de la politique sociale. Les partenaires sociaux représentant le patronat lors des négociations salariales sont en principe les associations patronales organisées par secteurs ou groupes de secteurs.

Il existe en outre les Chambres de commerce et d'industrie et les Chambres des métiers régionales (regroupées au sein d'une fédération nationale). Toutes les entreprises doivent appartenir à une chambre, à laquelle elles versent une cotisation obligatoire et qui défend leurs intérêts et les conseille. Les missions des chambres consistent en la prise en compte des intérêts globaux des professionnels de leur district, la promotion de l'économie commerciale, et ainsi prendre en considération de façon mesurée et suffisante les intérêts économiques des différents secteurs économiques ou entreprises. Le mandat légal des chambres ne comprend pas les discussions tarifaires, ni la représentation des intérêts du personnel dans l'entreprise.

Les négociations collectives

En Allemagne, le dialogue social repose essentiellement sur deux grands principes : la liberté générale des partenaires sociaux de négocier des accords et la représentation des travailleurs au sein des organes de l'entreprise. Le principe de base de la liberté de négocier des conventions collectives implique que l'Etat n'intervienne pas dans les domaines qui sont du ressort des partenaires sociaux (syndicats et employeurs) dans le cadre des négociations. La loi prévoit par ailleurs une séparation entre négociations collectives et représentation sur le lieu de travail. Pour ce qui est des négociations collectives, cette loi accorde aux syndicats le monopole des négociations pour les employés. Les organisations des travailleurs ont le droit d'appeler au conflit social, mais elles ne peuvent en général pas faire grève pendant la durée de la convention collective. Il existe en outre un mécanisme de déclaration d'application générale des conventions collectives, qui peut rendre obligatoire les clauses des conventions collectives aussi pour les entreprises qui ne d'ordinaire soumis à aucune convention.

Les conventions collectives restent en Allemagne l'outil usuel pour les négociations concernant les salaires et les conditions de travail. En 2015, 51 % des employés d'Allemagne de l'Ouest et 37 % des employés d'Allemagne de l'Est travaillaient dans des entreprises affiliées

[135] Christlicher Gewerkschaftsbund, 04/05/2016, http://www.cgb.info/aktuell/aktuelles.html
[136] Organisation de Coopération et de Développement Economique (OCDE), 27/07/2016 https://stats.oecd.org/Index.aspx?DataSetCode=UN_DEN

à des conventions collectives sectorielles.[137] Selon L. Fulton, il s'agit là de « l'une des forces du système allemand. En règle générale, les conflits portant sur les salaires et les conditions de travail sont réglés au niveau sectoriel par les syndicats et les organisations patronales, tandis qu'au niveau de l'entreprise, les employeurs et les représentants du personnel – les comités d'entreprise – peuvent instaurer une bonne coopération. »[138]

Représentation sur le lieu de travail

En Allemagne, la participation dans l'entreprise est réglementée par la loi sur l'organisation des entreprises (« Betriebsverfassungsgesetz »). Dans les entreprises employant plus de cinq personnes, le personnel peut élire un comité d'entreprise (ou comité du personnel dans le service public). Les comités d'entreprise ne sont pas des organes des syndicats, mais ces derniers exercent une forte influence sur leurs activités. Il ressort d'une publication de la fondation Hans Böckler[139] que les trois quarts environ des mandataires élus en 2014 sont membres des syndicats de la DGB. [140]

Un comité d'entreprise dispose des droits informatifs, consultatifs et de cogestion dans des domaines spécifiques. Ses membres participent ainsi aux prises de décision concernant les embauches, les licenciements ou les modifications fondamentales de l'organisation de l'entreprise. Mais les comités d'entreprise interviennent également à propos de nombreuses questions affectant le quotidien, comme par exemple l'interdiction de fumer. Selon la fondation Hans Böckler, le rôle des comités d'entreprise a en outre évolué conjointement avec la transformation de la société industrielle en une société axée sur les services. Parallèlement à la représentation effective des intérêts, ils ont de plus en plus à jouer le rôle d'intermédiaire dans le quotidien organisationnel de l'entreprise.

Représentation des travailleurs au sein des organes de l'entreprise

Le droit à la représentation des travailleurs aux conseils d'administration ou de surveillance est exercé par le biais de droits spécifiques accordés au comité d'entreprise, tels que, dans les grandes entreprises, la présence de représentants des salariés au sein du conseil de surveillance. Le comité d'entreprise et le conseil de surveillance garantissent un certain niveau de collaboration et la participation des employés aux décisions de l'entreprise. Les représentants des travailleurs peuvent occuper un tiers des sièges du conseil de surveillance dans les entreprises employant 500 à 2 000 personnes, et même la moitié dans les entreprises de plus de 2 000 personnes. L'industrie sidérurgique constitue une exception. Depuis plus de 60 ans, il est prévu par la loi que les employés et les employeurs disposent du même nombre de représentants au sein des conseils de surveillance. Si le nombre de votes est identique de part et d'autre, la différence est faite par le biais de l'intervention d'un membre supplémentaire (neutre) qui est désigné d'un commun accord. La représentation des travailleurs au sein de

---

137 Institut de recherche sur le marché du travail et les professions (IAB : Institut für Arbeitsmarkt- und Berufsforschung) (2016). Négociations collectives des employés. http://doku.iab.de/aktuell/2016/Tarifbindung_2015.pdf

138 L. Fulton (2013) La représentation des travailleurs en Europe. Labour Research Department et ETUI. http://de.worker-participation.eu/Nationale-Arbeitsbeziehungen/Laender/Deutschland/Tarifverhandlungen

139 Fondation Hans Böckler (2014) : Trendreport Betriebsrätewahlen 2014. Zwischenbericht (rapport sur les élections des comités d'entreprise 2014. Rapport intermédiaire) http://www.boeckler.de/pdf_fof/S-2014-695-2-1.pdf

140 L. Fulton (2013) La représentation des travailleurs en Europe. Labour Research Department et ETUI. http://de.worker-participation.eu/Nationale-Arbeitsbeziehungen/Laender/Deutschland/Betriebliche-Interessensvertretung

l'industrie sidérurgique présente également la particularité suivante : les syndicats ont le droit de proposer un directeur du travail en tant que membre à part entière du directoire. Celui-ci ne peut pas être nommé ni révoqué à l'encontre de la majorité des voix des représentants des travailleurs au sein du conseil de surveillance.

10.3 France

Les partenaires sociaux

Alors que les représentations des employés sont organisées au niveau sectoriel en Allemagne, elles reposent sur une motivation politique en France.[141] C'est pourquoi le mouvement syndicaliste français est divisé en différentes confédérations syndicales rivales qui se font concurrence pour recruter des affiliés. Les principales confédérations sont la CGT[142], la CFDT[143], FO[144], la CFTC[145] et la CFE-CGC[146]. Selon les statistiques de l'OCDE, le taux de syndicalisation s'élève à moins de 8 % en France. Une publication de 2016 du Ministère du travail fait certes état d'un taux de syndicalisation des travailleurs français de 11 % pour l'année 2013,[147] mais il n'en reste pas moins que la France se place dans le peloton de queue européen en termes de syndicalisation. Malgré ce faible taux de syndicalisation et cette division entre plusieurs syndicats, ces derniers disposent d'un soutien important dans les entreprises lors des élections des délégués du personnel et sont en mesure de mobiliser avec succès les travailleurs français par le biais d'appels à la grève.

La principale organisation patronale française est le Medef[148]. Les autres organismes existants sont l'UPA[149], l'UNAPL[150], la FEDAE[151], la CGPME[152] et la FNSEA[153]. Les négociations collectives sont menées par des entreprises individuelles ou par les organisations patronales de secteurs spécifiques.

Négociations collectives

Les négociations collectives peuvent avoir lieu à trois niveaux : au niveau national, pour l'ensemble des travailleurs ; au niveau national, régional ou local pour les travailleurs de secteurs spécifiques ; et au niveau de l'entreprise ou de l'établissement. La France suit par ailleurs le principe de la loi « fixée par négociation », selon lequel l'Etat accorde aux partenaires sociaux le droit de mener des négociations multisectorielles concernant différents sujets et s'engage à

---

141 Cf. Connexion Emploi, 04/05/2016 : Viel Lärm um nichts? Gewerkschaften in Deutschland und Frankreich im Vergleich (Beaucoup de bruit pour rien ? Comparatif des syndicats français et allemands) http://www.connexion-emploi.com/de/a/viel-laerm-um-nichts-gewerkschaften-in-frankreich-und-deutschland-im-vergleich
142 CGT : Confédération Générale du Travail
143 CFDT : Confédération Française Démocratique du Travail
144 FO : Force Ouvrière
145 CFTC : Confédération Française des Travailleurs Chrétiens
146 CFE-CGC : Confédération Française de l'Encadrement – Confédération Générale des Cadres
147 DARES : Analyses No 25/2016 La syndicalisation en France. http://dares.travail-emploi.gouv.fr/IMG/pdf/2016-025.pdf
148 Medef : Mouvement des Entreprises de France
149 UPA : Union Professionnelle Artisanale
150 UNAPL : Union Nationale des Professions Libérales
151 FEDAE : Fédération Des Auto-Entrepreneurs
152 CGPME : Confédération Générale des Petites et Moyennes Entreprises
153 FNSEA : Fédération Nationale des Syndicats d'Exploitants Agricoles

adopter une loi sur la base de l'accord auquel ils sont parvenus. Il s'agit ici d'un mécanisme de participation à l'élaboration des lois. Des accords de ce type ont par exemple été obtenus dans le domaine de la formation professionnelle. Les décisions prises dans le cadre d'un accord sectoriel sont contraignantes pour tous les employeurs membres de l'organisation patronale signataire de l'accord et s'appliquent à tous leurs employés.

Un accord est valide au niveau national s'il est signé par une ou plusieurs confédérations syndicales ayant remporté au minimum 30 % des suffrages lors des élections des délégués du personnel et si d'autres confédérations conjointement majoritaires qui ne l'ont pas signé ne s'y opposent pas. Au niveau sectoriel, les organisations jouissant de droits de négociation sont les fédérations sectorielles des confédérations syndicales représentatives au niveau national ainsi que les autres syndicats bénéficiant d'au moins 8 % des suffrages exprimés lors des élections des comités d'entreprise du secteur concerné. Les accords au niveau de l'entreprise ou de l'établissement ne peuvent en principe être signés que par les syndicats présents sur le lieu de travail, représentés par le ou les délégués syndicaux. La loi de 2008 a introduit une nouvelle condition à la nomination des délégués syndicaux : chacun d'entre eux doit désormais recueillir au moins 10 % des voix lors des élections du comité d'entreprise et être désigné par un syndicat qui a rassemblé au minimum 10 % des suffrages lors de ces mêmes élections.[154]

Représentation sur le lieu de travail

Le comité d'entreprise doit être informé et consulté en cas de différentes questions économiques et sociales ; il organise en outre des activités sociales et culturelles pour l'entreprise. Il est présidé par l'employeur. Le comité d'entreprise se réunit au moins une fois par mois. Les délégués du personnel s'occupent par ailleurs des plaintes individuelles et collectives des travailleurs. Ils rencontrent l'employeur au moins une fois par mois. Dans les entreprises de plus de 50 personnes, les employés membres du comité d'entreprise sont élus tous les quatre ans par le personnel. Seuls les syndicats disposent d'un droit de nomination au cours du premier tour ; si leurs candidats n'obtiennent pas 50 % des suffrages, un second tour ouvert à toutes les nominations est organisé. Le mode d'élection dans les entreprises employant de 11 à 50 personnes est similaire.[155]

Une loi de 2015 a par ailleurs établi des commissions paritaires régionales qui permettent d'introduire l'information et la consultation dans les petites entreprises. Cette mesure s'est appliquée à 4,6 millions de travailleurs employés dans des entreprises de moins de onze personnes. Composées de dix représentants des syndicats et de dix représentants des employeurs, ces commissions sont au service des travailleurs et des responsables de petites entreprises ; elles les conseillent en cas d'accords spéciaux relatifs à la formation professionnelle, l'emploi, la santé et la sécurité.

---

[154] L. Fulton (2013) : La représentation des travailleurs en Europe. Labour Research Department et ETUI. http://de.worker-participation.eu/index.php/Nationale-Arbeitsbeziehungen/Laender/Frankreich/Tarifverhandlungen

[155] Fondation Hans Böckler : Arbeitnehmervertretungen in Europa (les représentations des travailleurs en Europe), 02/08/2016 http://www.boeckler.de/75.htm

Représentation des travailleurs au sein des organes de l'entreprise

En dehors des entreprises privatisées, la représentation des travailleurs au sein des organes de l'entreprise n'est pas obligatoire dans le secteur privé. Elle est donc très rare dans ce secteur. La participation des entreprises publiques est réglementée par différents accords. Les représentants des travailleurs au sein du directoire ou du conseil de surveillance disposent des mêmes droits et obligations que les autres membres. Ils ne peuvent toutefois pas exercer de fonctions représentatives (en tant que membre du comité d'entreprise par exemple).

10.4 Belgique

Les partenaires sociaux

En Belgique, les syndicats sont regroupés dans des confédérations concurrentes qui affichent traditionnellement des positions politiques marquées. En Wallonie, les principales confédérations syndicales sont la FGTB[156], la CSC[157] et la CGSLB[158].[159] Comme la DGB en Allemagne, toutes ces confédérations se composent de syndicats distincts organisés par secteurs. Lors des élections des représentants du personnel de l'entreprise au comité d'entreprise de 2016, la CSC a remporté 50,9 % des voix, contre 34,9 % pour la FGTB et 12,3 % pour la CGSLB.[160] Selon les estimations de l'OCDE, le taux de syndicalisation en Belgique était de 56,2 % en 2000 et de 55,1 % en 2013.[161] Ce taux s'explique également par le fait que les syndicats prennent en charge les versements des prestations d'indemnisation du chômage pour leurs membres dans de nombreux secteurs ainsi que les allocations d'insertion pour les jeunes nouvellement arrivés sur le marché de l'emploi. Ils leur versent en outre une prime syndicale annuelle financée par les employeurs, qui peut s'élever à plus de la moitié de la cotisation syndicale annuelle.

La Fédération des entreprises de Belgique (FEB)[162] est l'organisation patronale des entreprises de toutes tailles et de tous les secteurs. En Wallonie, les intérêts des employeurs sont représentés par les organisations suivantes : l'UWE[163], l'EWCM[164] et la FWA[165]. Il existe en outre, dans la Communauté germanophone de Belgique, une fédération régionale des employeurs, l'AVED, qui est compétente pour l'industrie et l'artisanat, le commerce et les entreprises de services.

Négociations collectives

Tous les deux ans, un accord national fixe les principales modalités relatives aux rémunérations et aux conditions de travail. Cet accord est strictement encadré par la législation, qui

156 FGTB : Fédération Générale du Travail de Belgique
157 CSC : Confédération des Syndicats Chrétiens
158 CGSLB : Confédération Générale des Syndicats Libéraux de Belgique
159 L. Fulton (2013) La représentation des travailleurs en Europe. Labour Research Department et ETUI. http://de.worker-participation.eu/Nationale-Arbeitsbeziehungen/Laender/Belgien/Gewerkschaften
160 Service Public Fédéral Emploi, Travail et Concertation Sociale : résultats provisoires des élections sociales, 28/07/2016 http://www.emploi.belgique.be/defaultTab.aspx?id=44948
161 Organisation de Coopération et de Développement Economique (OCDE), 27/07/2016 https://stats.oecd.org/Index.aspx?DataSetCode=UN_DEN
162 FEB : Fédération des entreprises de Belgique
163 UWE : Union Wallonne des Entreprises
164 EWCM : Entente Wallonne des Classes Moyennes
165 FWA : Fédération Wallonne de l'Agriculture

aligne les augmentations salariales en Belgique sur les tendances prévues dans les pays voisins. Les rémunérations étant automatiquement indexées sur l'inflation, les négociateurs disposent d'une marge de manœuvre extrêmement limitée.

Le système des négociations collectives est très structuré en Belgique : il se compose d'un niveau central au sommet, englobant l'ensemble du secteur privé, suivi d'un niveau sectoriel couvrant les différentes branches, puis des négociations au niveau de l'entreprise (ces dernières ne s'étendent aux salaires que dans un faible nombre d'entreprises). Dans tous les cas, le niveau inférieur peut conclure un accord uniquement sur la base négociée au niveau supérieur et tous les accords sont contraignants.

Les négociations au niveau national sont menées par le « Groupe des 10 ». Celui-ci se compose de cinq délégués des syndicats et de cinq délégués des employeurs. Ce groupe négocie la conclusion des accords nationaux ou « multisectoriels ». Au sein du CNT[166], la validité de ces accords multisectoriels s'étend à l'ensemble des secteurs et à tout le pays. Ces directives sont par ailleurs transmises aux partenaires sociaux du niveau sectoriel afin d'orienter leurs négociations.

Dans certains secteurs, les comités et sous-comités occupés de façon paritaire par les représentants des organisations des employeurs et des employés permettent de réglementer les conditions de travail par le biais des conventions collectives. Celles-ci s'appliquent à l'ensemble des employeurs et des employés représentés par le comité correspondant. Les questions économiques sont traitées par des comités consultatifs distincts.

Au niveau de l'entreprise, les délégations syndicales et les organisations syndicales locales négocient directement avec les employeurs. Il existe au sein d'une entreprise une convention collective pour l'ensemble des employés. Mais ces accords ne sont valides que s'ils sont signés par un représentant syndical n'appartenant pas à l'établissement.

Représentation sur le lieu de travail

En Belgique, il existe à la fois des structures représentant l'ensemble des travailleurs et des syndicalistes sur le lieu de travail. Mais comme seuls les syndicats sont autorisés à présenter des candidats aux élections des comités d'entreprise, la délégation syndicale est le principal organe de représentation. De ce fait, c'est elle qui négocie avec la direction sur la plupart des sujets. Le conseil d'entreprise est un organe mixte composé de représentants des employés et des employeurs. Dans les entreprises employant au moins 100 personnes, l'ensemble du personnel élit tous les quatre ans les représentants des employés au sein du conseil d'entreprise. Dans les entreprises comptant de 50 à 99 employés, le comité de protection du travail prend en charge une bonne partie des fonctions du conseil d'entreprise. Le conseil d'entreprise ne dispose pas de droits de négociation ; il doit toutefois être consulté en cas de questions économiques et sociales, des règles très strictes devant être respectées pour ce qui est des

[166] CNT : Conseil National du Travail

licenciements et des fermetures d'entreprises. Le conseil d'entreprise dispose d'un droit de véto en ce qui concerne certains volets des réglementations du travail.[167,168]

Représentation des travailleurs au sein des organes de l'entreprise

Il n'existe pas de droit général à la représentation des travailleurs au sein des organes de l'entreprise. Dans quelques entreprises publiques, des représentants des employés siègent toutefois au conseil d'administration.

10.5 La représentation des travailleurs au sein de l'entreprise dans la société européenne

La société anonyme européenne (ou SE, d'après le nom latin Societas Europaea) est une forme juridique supranationale existant depuis 2004 dans toute l'Europe. Une telle société peut être créée dans un pays, puis transférée relativement simplement dans un autre Etat. La SE offre aux entreprises européennes la possibilité d'être une entité juridique présente dans toute l'Europe avec des filiales/sites d'exploitation nationaux. Elle permet aux entreprises actives à l'échelon européen de regrouper leurs activités dans une holding et de créer des filiales en suivant des normes valables dans toute l'Europe. Certaines divergences nationales subsistent toutefois, la directive sur laquelle repose la SE ne créant qu'un cadre devant être affiné par la législation nationale réglementant les sociétés anonymes.

Les discussions ayant duré plusieurs décennies ont été consacrées non seulement à la question de l'organisation de l'entreprise (schématiquement : directoire et conseil de surveillance comme sur le modèle allemand ou conseil d'administration/Board à l'instar du modèle anglais), mais aussi à la participation des travailleurs par le biais de l'information, de la consultation et de la représentation dans les organes de l'entreprise. La solution à cette dernière question a été trouvée par le biais des négociations ; mais en cas de désaccord, ce sont les solutions de continuation nationales, qui reprennent la directive européenne, qui s'appliquent. L'initiative et la responsabilité de la création d'une SE sont uniquement du ressort des responsables, pas des employés. Une société anonyme européenne ne peut toutefois pas être créée sans négociations préalables sur la participation des employés.[169]

[167] Hans-Böckler-Stiftung : Arbeitnehmervertretungen in Europa (la représentation des travailleurs en Europe), 02/08/2016 http://www.boeckler.de/75.htm

[168] L. Fulton (2013) La représentation des travailleurs en Europe. Labour Research Department et ETUI. http://fr.worker-participation.eu/Nationale-Arbeitsbeziehungen/Laender/Belgien/Betriebliche-Interessenvertretung

[169] Hans-Böckler-Stiftung : Europäische Aktiengesellschaft – SE. (02/08/2016) http://www.boeckler.de/34750.htm#cont_35004

Bibliographie

Agence de développement et d'urbanisme de l'aire urbaine nancéenne (ADUAN) (2014) : L'industrie lorraine durant la crise. http://www.aduan.fr/lecteur-de-publications/lindustrie-lorraine-durant-la-crise.html?&file=files/Aduan/Etudes/Industrie-lorraine-durant-la-crise-Aduan.pdf

Arbeitskammer des Saarlandes (2015) : Analyse der Branchenstrukturen im Saarland.

CESEL (2014) : Die wirtschaftliche, soziale und ökologische Situation in Lothringen 2014.

CESGR (2014) : Rapport final. Recommandations du groupe de travail 1. http://www.granderegion.net/fr/documents-officiels/reso-doc-cesgr/Rapport-final-2013-2014.pdf

Christlicher Gewerkschaftsbund, 04.05.2016, http://www.cgb.info/aktuell/aktuelles.html

Commission Européenne (CP 04.08.2016) : The EU imposes definitive anti-dumping duties on steel product from China and Russia. http://europa.eu/rapid/press-release_MEX-16-2724_de.htm

Commission Européenne (2015) : http://eur-lex.europa.eu/resource.html?uri=cellar:33f82bac-2bc2-11e5-9f85-01aa75ed71a1.0022.03/DOC_1&format=HTML&lang=DE&parentUrn=COM:2015:337:FIN

Commission Européenne (2016) : EU-EHS. Réexamen de la phase 4 (2021-2030). http://ec.europa.eu/clima/policies/ets/revision/index_de.htm

Connexion Emploi : Viel Lärm um nichts ? Gewerkschaften in Deutschland und Frankreich im Vergleich (04.05.2016) http://www.connexion-emploi.com/de/a/viel-laerm-um-nichts-gewerkschaften-in-frankreich-und-deutschland-im-vergleich

Conseil Régional : Energie et climat. http://www.lorraine.eu/accueil/conseil-regional/transition-energetique-et-develo/ecologie---developpement-durable/energie-et-climat.html

Conseil Wallonne de la Politique Scientifique (2014) : Evaluation de la politique scientifique de la Wallonie et de la Fédération Wallonie/Bruxelles. http://www.cesw.be/uploads/CPS/CPS_Rapportevaluation2012_2013_def.pdf

DARES (2005) : Premières synthèses, No 16.2 : Secteurs et métiers industriels : l'industrie n'est plus ce qu'elle était. http://dares.travail-emploi.gouv.fr/IMG/pdf/publication_pips_200504_n-16-2_Secteurs-et-metiers-industriels.pdf

DARES (2016) : Analyses No 25/2016. La syndicalisation en France. http://dares.travail-emploi.gouv.fr/IMG/pdf/2016-025.pdf

Deutscher Beamtenbund, 04.05.2016, http://www.dbb.de/lexikon/themenartikel/d/dbb-mitglieder.html

Deutscher Gewerkschaftsbund (DGB), 04.05.2016 : http://www.dgb.de/uber-uns/dgb-heute/mitgliederzahlen/2010

Département de la Compétitivité et de l'Innovation (DGO6-SPW), Cellule d'Analyse Economique et Stratégique (SOGEPA) et IWEPS. (2016) : Rapport sur l'économie wallonne. http://www.iweps.be/sites/default/files/rew2016_final_0.pdf

DIRECCTE LORRAINE (2015) : Enjeux et défis. La sidérurgie et la 1ère transformation de l'acier en Lorraine. http://alsace-champagne-ardenne-lorraine.direccte.gouv.fr/sites/alsace-champagne-ardenne-lorraine.direccte.gouv.fr/IMG/pdf/enjeux_et_defis.pdf

EUROFER : Commission proposal on EU Emissions Trading Scheme jeopardises steel production, jobs and growth in Europe, 15.07.2015. http://www.eurofer.org/Issues%26Positions/Climate%20%26%20Energy/EU%20Emissions%20Trading%20Scheme.fhtml

EUROFER : EUROFER position paper on the European Commission proposal for ETS post 2020 vom 23. Oktober 2015. http://www.eurofer.org/Issues%26Positions/Climate%20%26%20Energy/20151023_Final_EUROFER%20position%20paper_Commission%20proposal%20on%20ETS%20post%202020.pdf

FOREM (2009) : 20 ans d'évolution de l'emploi et des secteurs d'activités en Wallonie

Fulton, L. (2013) : Arbeitnehmervertretung in Europa. Labour Research Department und ETUI. http://de.worker-participation.eu/Nationale-Arbeitsbeziehungen/Laender/Luxemburg/Unternehmensmitbestimmung

Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg : Economie et secteurs-clés. (01.09.2016), http://www.Luxemburg.public.lu/fr/le-grand-duche-se-presente/Luxemburg-tour-horizon/economie-et-secteurs-cles/index.html

Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg : Le marché de l'emploi décortiqué. (01.09.2016) http://www.Luxemburg.public.lu/de/actualites/2014/01/27-emploi/index.html

Handwerksblatt (30.06.2016) http://www.handwerksblatt.de/politik-wirtschaft/57-die-handwerkskammern-in-deutschland/hwk-trier/24348-region-trier-2025.html

Hans-Böckler-Stiftung : Arbeitnehmervertretungen in Europa. (03.08.2016) http://www.boeckler.de/75.htm

Hans-Böckler-Stiftung (2014) : Trendreport Betriebsrätewahlen 2014. Zwischenbericht http://www.boeckler.de/pdf_fof/S-2014-695-2-1.pdf

Hans-Böckler-Stiftung : Die Aufgaben der Betriebsräte, (02.08.2016) http://www.boeckler.de/5306_33344.htm

Hans-Böckler-Stiftung : Europäische Aktiengesellschaft – SE. (02.08.2016) http://www.boeckler.de/34750.htm#cont_35004

Helfer, Malte (2015) : Die Industrialisierung der Großregion SaarLorLux. In: Wille, C. (Hg.): Lebenswirklichkeiten und politische Konstruktionen in Grenzregionen – Das Beispiel der Großregion SaarLorLux. Wirtschaft – Politik – Alltag – Kultur.

Hirsch-Kreinsen, Hartmut : Wandel von Produktionsarbeit – « Industrie 4.0 ». In: WSI-Mitteilungen 6/2014

IHK der Pfalz : Pressemittelung Nr. 340.9592 vom 22.06.2016

IHK Saarland (2015) : Die 50 größten saarländischen Industriebetriebe, Stand März 2016

IHK Saarland (Geschäftsbereich international, Kennziffer 1217, Partnerländer). (01.06.2016): http://www.saarland.ihk.de/p/Partnerländer-1217.html

IHK Saarland : Deutliches Plus bei IHK-Ausbildungsverträgen. (Pressemittelung, Kennzahl: 17.12372. (14.06.2016)

IHK Eupen : Ostbelgien – Wirtschaftsraum mit Vergangenheit. (07.12.2015). http://www.ihk-eupen.be/de/02_info/09-vergangenheit.html

INSEE (2014) : Wirtschaftliche Bilanz Lothringens.

INSEE, D. Ast (2014) : Economie Lorraine Nr. 337. Une croissance économique faible en Lorraine. http://www.insee.fr/fr/insee_regions/lor/themes/EL/EL337/EL337.pdf

INSEE Lorraine (2010) : L'emploi en Lorraine : tertiarisation par désindustrialisation, forte poussée des femmes et des séniors.

Institut für Geschichtliche Landeskunde an der Universität Mainz e.V. : Industrie und Handwerk in Rheinland-Pfalz. 20.11.2015. http://www.wirtschaftsgeschichte-rlp.de/industrie-handwerk.html

Institut für Arbeitsmarkt- und Berufsforschung (IAB) (2016) : Tarifbindung der Beschäftigten. http://doku.iab.de/aktuell/2016/Tarifbindung_2015.pdf

International Labour Organization (ILO), 15.02.2016 http://www.ilo.org/global/about-the-ilo/decent-work-agenda/social-dialogue/lang--fr/index.htm

Isoplan (2012) : Stahlstudie 2012 http://vds-stahl.de/aktuell/stahlstudie.html

Langohr, Marc (1994) : La Communauté germanophone de Belgique : Paradis économique ? In : Bulletin de la Société géographique de Liège, 30, (1994). p. 99-106 http://popups.ulg.ac.be/0770-7576/index.php?id=3065&file=1

Ministère de l'économie et des finances. (08.09.2016) http://www.entreprises.gouv.fr/semaine-industrie/5-piliers-la-strategie-industrie-du-futur

Ministerium für Bildung, Wissenschaft, Weiterbildung und Kultur des Landes Rheinland-Pfalz. 20.11.2015. http://mbwwk.rlp.de/wissenschaft/forschung-und-technologie/kompetenzverbuende-netzwerke-cluster/

Ministerium des Inneren und für Sport des Landes Rheinland-Pfalz (2010) : Wir machen's einfach – 20 Jahre Konversion in Rheinland-Pfalz.

Ministerium für Wirtschaft, Klimaschutz, Energie und Landesplanung des Landes Rheinland-Pfalz (2011) : Der Industriestandort Rheinland-Pfalz.

Ministerium für Wirtschaft, Klimaschutz, Energie und Landesplanung des Landes Rheinland-Pfalz (2014) : Dialog Industrieentwicklung Rheinland-Pfalz. Mainz.

Ministerium für Wirtschaft, Klimaschutz, Energie und Landesplanung des Landes Rheinland-Pfalz. (20.11.2015) http://www.mwkel.rlp.de/Wirtschaft/Industrie/

Ministerium für Wirtschaft, Klimaschutz, Energie und Landesplanung des Landes Rheinland-Pfalz. (20.11.2015) http://www.mwkel.rlp.de/Wirtschaft/Dialog-Industrieentwicklung-Rheinland-Pfalz/

Ministerium für Wirtschaft, Verkehr, Landwirtschaft und Weinbau. (15.06.2016) https://mwvlw.rlp.de/de/themen/wirtschaftszweige/industrie/industrieland-rheinland-pfalz/

Minke, Alfred (1995) : La Communauté germanophone : L'évolution d'une terre d'entre-deux. http://www.wallonie-en-ligne.net/Wallonie_Politique/1995-CIFE_Wallonie-Region_Europe/1995_CIFE09_Minke_Alfred.htm

OREFQ (2011) : L'Industrie en Lorraine. http://www.lorpm.eu/upload/etudes/orefqbull40.pdf

OREFQ (2012) : L'apprentissage en Lorraine. Tendance et évolution. http://www.lorpm.eu/upload/etudes/orefq-em6-apprentissage.pdf

Organisation for Economic Co-operation and Development (OECD), 27.01.2016 https://stats.oecd.org/Index.aspx?DataSetCode=UN_DEN

Parlement Européen : Les principes généraux de la politique industrielle de l'Union européenne (23/08/2016) http://www.europarl.europa.eu/aboutparliament/de/displayFtu.html?ftuId=FTU_5.9.1.html

Pôle Emploi Lorraine (2011) : Die Entwicklung der Industrie in Lothringen.

Région Wallonie (2016) : Certificats verts. http://energie.wallonie.be/fr/certificats-verts.html?IDC=8745

Rexroth Bosch Group : Erste Industrie 4.0-Linie im Produktionsalltag gestartet. (19.11.2015) http://www.boschrexroth.com/de/de/trends-und-themen/industrie-4-0/best-practice/multi-product-line-demonstrator/montagelinie-homburg/montagelinie-homburg

Schirrmacher, Frank : Digitaler Wandel. Die offene Gesellschaft braucht neue Freunde. In : FAZ, 07.03.2014

Service information et presse du gouvernement Luxembourgeois (Hg.) (2015) : Alles Wissenswerte über das Großherzogtum Luxemburg.

Service public de la Wallonie (SPW) : Bilan environnemental des entreprises en Région Wallonne. (26.08.2016). http://environnement.wallonie.be/enviroentreprises/pages/etatenviindustrie.asp?doc=syn-ind-val

Service Public Fédéral Emploi, Travail et Concertation Sociale : Résultats provisoires des élections sociales. (28.07.2016) http://www.emploi.belgique.be/defaultTab.aspx?id=44948

Staatskanzlei Saarland : Forschungslandschaft. (19.11.2015)http://www.saarland.de/7368.htm

Staatskanzlei Saarland : Geschichte – Der Durchbruch der Industrialisierung 1850/60. (19.11.2015) http://www.saarland.de/122952.htm

Staatskanzlei Saarland : Geschichte – Zwischen Krise und Strukturwandel. (19.11.2015) http://www.saarland.de/122961.htm

Staatskanzlei Saarland : ZeMA und DFKI schließen Kooperationsvertrag über Zentrum für Produktionstechnik/Industrie 4.0. (19.11.2015) http://www.saarland.de/132304.htm

STATEC (2013). S. Casali : Le Luxembourg 1960-2010. L'industrie sidérurgique Luxembourgeoise depuis les années 60. http://www.statistiques.public.lu/catalogue-publications/Luxemburg/2013/PDF-02-13.pdf

STATEC (2012), L. Gargano : Le Luxembourg 1960-2010. L'essor du secteur tertiaire au Luxembourg. http://www.statistiques.public.lu/catalogue-publications/Luxemburg/2012/PDF-23-12.pdf

STATEC (2013), N. Weydert : Le Luxembourg 1960-2010. Les autres industries manufacturières depuis 1960. http://www.statistiques.public.lu/catalogue-publications/Luxemburg/2013/PDF-06-13.pdf

STATEC, Ries, Jean (2011) : Regards sur la syndicalisation au Luxembourg

Statistisches Landesamt Rheinland-Pfalz (2015) : Rheinland-Pfalz heute – 2015.

Statistisches Landesamt Rheinland-Pfalz (2015) : Statistische Analysen Nr. 37 « Die Wirtschaft in Rheinland-Pfalz 2015 ».

Statistisches Landesamt Rheinland-Pfalz, Pressemitteilung vom 11.03.2016

Verband der Metall- und Elektroindustrie des Saarlandes e.V. (ME Saar). (19.11.2015) http://www.mesaar.de/content/mesaar/

Wittenbrock, Rolf (2010) : Les débuts de la coopération transfrontalière dans la grande Région Saar-Lor-Lux (1962-1981). In: Wille, Christian (2012): Grenzgänger und Räume der Grenze.

Worker Participation (03.08.2016) http://de.worker-participation.eu

B – Schwerpunktthema:

Industrie in der Großregion

Aus Gründen der besseren Lesbarkeit wird auf die zusätzliche Formulierung der weiblichen Form verzichtet. Wir möchten deshalb darauf hinweisen, dass die ausschließliche Verwendung der männlichen Form explizit als geschlechtsunabhängig verstanden werden soll

Inhalt

1. Einleitung ..... - 224 -

1.1 Thematik und Fragestellungen ..... - 224 -

1.2 Methodische Vorbemerkungen ..... - 226 -

2. Großregionaler Überblick ..... - 232 -

2.1 Die Industrie in der Großregion ..... - 232 -

2.2 Die wirtschaftliche Lage der Industrie in der Großregion ..... - 233 -

2.3 Die Beschäftigungssituation in der Industrie in der Großregion ..... - 237 -

3. Wallonie ..... - 242 -

3.1 Von einer auf die Kohleindustrie ausgerichteten Wirtschaft zu einer diversifizierten Industrie ..... - 242 -

3.2 Die wirtschaftliche Lage der Industrie in der Wallonie ..... - 243 -

3.3 Die Beschäftigungssituation in der Industrie der Wallonie ..... - 249 -

4. Deutschsprachige Gemeinschaft Belgiens ..... - 253 -

4.1 Eine strategisch günstige Lage im Zentrum des europäischen Marktes mit bedeutenden grenzüberschreitenden Aktivitäten ..... - 253 -

4.2 Die wirtschaftliche Lage der Industrie in der Deutschsprachigen Gemeinschaft Belgien ..... - 254 -

4.3 Die Beschäftigungssituation in der Industrie in der Deutschsprachigen Gemeinschaft Belgien ..... - 257 -

5. Luxemburg ..... - 262 -

5.1 Von der Stahlindustrie zu einer diversifizierten Wirtschaftsstruktur ..... - 262 -

5.2 Die wirtschaftliche Lage der Industrie in Luxemburg ..... - 264 -

5.3 Die Beschäftigungssituation in der Industrie in Luxemburg ..... - 268 -

6. Saarland ..... - 275 -

6.1 Die industrielle Entwicklung im Saarland: von der Schwerindustrie zu einem diversifizierten Industriestandort ..... - 275 -

6.2 Die wirtschaftliche Lage der Industrie im Saarland ..... - 277 -

6.3 Die Beschäftigungssituation in der Industrie im Saarland ..... - 284 -

7. Lothringen ..... - 293 -

7.1 Vom Bergbau-Reichtum zur industriellen Neuorientierung ..... - 293 -

7.2 Die wirtschaftliche Lage der Industrie in Lothringen ..... - 295 -

7.3 Die Beschäftigungssituation in der Industrie in Lothringen ..... - 300 -

8. Rheinland-Pfalz ..... - 308 -

8.1 Ehemaliger Agrarstandort mit heute bedeutenden Industrieansiedlungen.- 308 -

8.2 Die wirtschaftliche Lage der Industrie in Rheinland-Pfalz ..... - 310 -

8.3 Die Beschäftigungssituation in der Industrie in Rheinland-Pfalz ..... - 317 -

9. Aktuelle Themenfelder der großregionalen Industrie: Experten im Gespräch. - 326 -

9.1 Digitalisierung und Vernetzung in der Industrie der Großregion: Standortfaktoren, Arbeitsbedingungen und Datensicherheit ..... - 326 -

9.2 Energieversorgung der großregionalen Industrie: Klimawandel und Wettbewerbsfähigkeit im Fokus ..... - 331 -

9.3 Weltweite Überkapazitäten und Verhandlungen zum Emissionshandel als Herausforderungen für die großregionale Stahlindustrie 337

9.4 Übersicht der befragten Experten 342

10. Der Soziale Dialog in den Ländern der Großregion 343

10.1 Luxemburg 343

10.2 Deutschland 345

10.3 Frankreich 348

10.4 Belgien 350

10.5 Unternehmensmitbestimmung in der europäischen Aktiengesellschaft 352

Literaturverzeichnis 354

1. Einleitung

1.1 Thematik und Fragestellungen

Der Wirtschafts- und Sozialausschuss der Großregion hat für den vorliegenden Bericht das Schwerpunktthema „Industrie in der Großregion" in Auftrag gegeben. Die Ergebnisse sollen unter anderem dem zu Beginn seiner Präsidentschaft von Philippe Ledent gegründeten Think Tank „Industry Booster Group" zu verschiedenen industriepolitischen Themen in der Großregion zur Information dienen.

Nachdem in einigen Regionen Europas Phasen der De-Industrialisierung für große wirtschaftliche Probleme gesorgt haben, ist in letzter Zeit wieder allgemein anerkannt, dass die Industrie einen entscheidenden Beitrag zu nachhaltigem Wirtschaftswachstum und Beschäftigung leistet. Im Januar 2014 verabschiedete die Europäische Kommission die Mitteilung „Für ein Wiedererstarken der europäischen Industrie" und forderte die Mitgliedstaaten eindringlich auf, die zentrale Bedeutung der Industrie für Wachstum und Beschäftigung anzuerkennen und Fragen der Wettbewerbsfähigkeit der Industrie als Querschnittsaufgabe in alle Politikbereiche einzubeziehen. Das Ziel der europäischen Industriepolitik ist es, günstige Rahmenbedingungen für die industrielle Wettbewerbsfähigkeit zu schaffen. Ein besonderer Fokus wird europaweit auf die Anpassung der Industrie an strukturelle Veränderungen, auf die Förderung von Weiterentwicklungen und Kooperationen der Unternehmen sowie auf die Förderung des industriellen Potentials der Politik in den Bereichen Innovation, Forschung und technologische Entwicklung gelegt.[1] Die Zielvorgabe der Europäischen Kommission ist die Steigerung des Anteils der europäischen Industrieproduktion an der EU-Bruttowertschöpfung auf 20% bis zum Jahr 2020.[2]

Auch die Sozialpartner in der Großregion sind sich der Bedeutung eines wettbewerbsfähigen und zukunftsorientierten industriellen Sektors bewusst. Der Strukturwandel der vergangenen Jahrzehnte, die zunehmende Globalisierung und Digitalisierung, eine nachhaltigere Energiepolitik und – in einigen Regionen – ein Rückgang des Erwerbspersonenpotentials stellen sowohl die Unternehmen als auch die Politik und die Sozialpartner aktuell vor große Herausforderungen. Vor diesem Hintergrund soll das Sonderthema des WSAGR-Berichts 2015/16 zeigen, wo die Schwerpunkte in den jeweiligen Teilregionen liegen und welche Stärken und Schwächen, Chancen und Risiken damit verbunden sind. Mit einem Gesamtblick auf die Großregion können die vorhandenen Synergien dahingehend genutzt werden, den großregionalen Wirtschaftsstandort langfristig zu sichern. Die Analyse der Interregionalen Arbeitsmarktbeobachtungstelle ermöglicht unter Rückgriff auf die neuesten verfügbaren Daten einen Blick auf die Situation der Industrie in den einzelnen Teilregionen und stellt die Bedeutung der Industrie auf gesamtgroßregionaler Ebene heraus.

Folgende Fragestellungen leiten sich aus den oben genannten Erläuterungen ab und dienen als Grundlage für den folgenden Bericht:

---

1 Vgl. Europäisches Parlament: Allgemeine Grundsätze der Industriepolitik der EU, 23.08.2016 http://www.europarl.europa.eu/aboutparliament/de/displayFtu.html?ftuId=FTU_5.9.1.html

2 Aktueller Stand 2015: Produzierendes Gewerbe ohne Bau 19,0%, Verarbeitendes Gewerbe: 15,6% (Quelle: Eurostat)

Kapitel 2: Großregionaler Überblick

- Wie haben sich die von Montanindustrie und Landwirtschaft geprägten Gebiete zu diversifizierten Industriestandorten entwickelt?
- Wie ist die aktuelle wirtschaftliche Lage der Industrie in der Großregion?
- Wie stellt sich die industrielle Wertschöpfung der letzten Jahre dar?
- Wie ist die aktuelle Beschäftigungssituation in der Industrie und wie die langfristige Entwicklung?

Kapitel 3 bis 8: Die Industrie in den jeweiligen Teilregionen – eine Standortanalyse

- Was ist die Ausgangssituation in den jeweiligen Regionen? Wie hat sich die Industrie bis heute entwickelt?
- Welches sind die bedeutenden Industrieunternehmen?
- Wie verteilt sich die Wertschöpfung auf die einzelnen Industriebranchen?
- Wie ist die Außenhandelssituation?
- Wie stellt sich die Betriebsgrößenstruktur dar?
- Wie ist die Entwicklung der Industrie im Vergleich zu den Dienstleistungen verlaufen?
- Wie stellt sich die Beschäftigungssituation in den verschiedenen Branchen dar?
- Wie ist die Situation auf dem Ausbildungsmarkt?
- Welche Berufsbilder prägen die industrielle Beschäftigungsstruktur?
- Wie stellt sich der grenzüberschreitende Arbeitsmarkt im Verarbeitenden Gewerbe dar?

Ergänzt werden diese quantitativen Kapitel mit den Indikatoren zur Wirtschafts- und Beschäftigungslage in der Industrie durch zwei qualitative Kapitel, die sich auf Experteninterviews und Hintergrundrecherchen stützen:

Kapitel 9: Aktuelle Themenfelder der großregionalen Industrie: Experten im Gespräch

Dieses Kapitel beschäftigt sich mit aktuellen Themen, die in der Großregion in Hinblick auf die industrielle Lage diskutiert werden: Digitalisierung und Vernetzung, Energie und Klimawandel sowie die Situation der Stahlindustrie. Interviews, die mit Experten der Arbeitgeber- und Arbeitnehmervertretern und der öffentlichen Verwaltung geführt wurden, sind neben Sekundärliteratur die Grundlage für dieses Kapitel. Ziel ist es, die Chancen und Risiken der Veränderungen aufzuzeigen sowie die Standortfaktoren der Großregion herauszustellen.

Kapitel 10: Der Soziale Dialog in den Ländern der Großregion

Das zehnte Kapitel gibt einen Überblick über die Rolle der Sozialpartner, die Organisation der Tarifverhandlungen sowie die betrieblichen Interessenvertretungen in jeder Region. Diese Zusatzinformationen finden sich im Bericht, da sich besonders im Zuge der Industrialisierung die Notwendigkeit zum Zusammenschluss von Interessenvertretungen sowohl auf Arbeitnehmer- wie auf Arbeitgeberseite ergeben hat. Für die Sozialpartner ist es darüber hinaus wichtig zu wissen, in welchem rechtlichen Rahmen sich ihre großregionalen Kollegen bewegen, um die Zusammenarbeit noch effizienter zu gestalten.

1.2 Methodische Vorbemerkungen

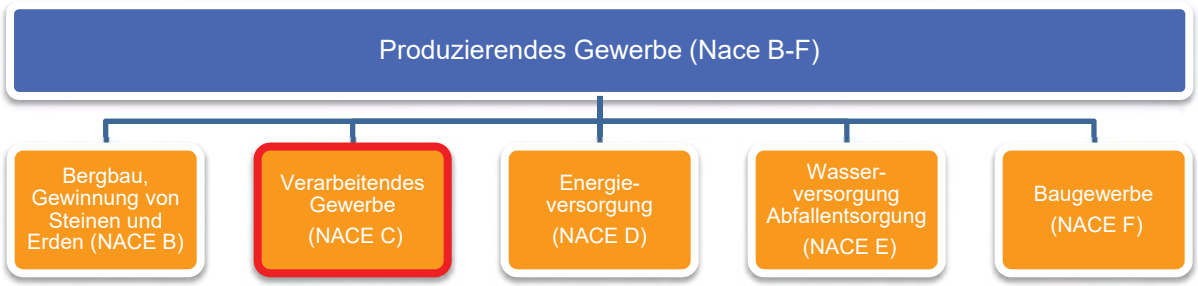
Begriffsklärung „Industrie"

Grundlage der Definition des Begriffes „Industrie" ist die statistische Systematik der Wirtschaftszweige in der Europäischen Gemeinschaft (Nomenclature statistique des activités économiques dans la Communauté européenne (NACE) Revision 2). Aufgrund dieser Systematik können die wirtschaftlichen Tätigkeiten statistischer Einheiten in allen amtlichen Statistiken einheitlich erfasst werden.

Der Wirtschaftszweig „Produzierendes Gewerbe" (NACE B-F) untergliedert sich in fünf Abschnitte. Aufgrund der engen Verzahnung dieser fünf Abschnitte wird das gesamte Produzierende Gewerbe häufig für die Betrachtung der industriellen Lage gewählt.

Da das Verarbeitende Gewerbe (NACE C) hinsichtlich Beschäftigungszahlen und Bruttowertschöpfung den bedeutendsten Wirtschaftsabschnitt darstellt, wurde im Rahmen des gewählten Schwerpunktthemas „Industrie in der Großregion" beschlossen, den Fokus auf den Wirtschaftszweig „Verarbeitendes Gewerbe" (NACE C) zu legen. Der vorliegende Bericht verwendet somit den Begriff „Industrie" synonym mit dem Wirtschaftsabschnitt „Verarbeitendes Gewerbe" (NACE C).[3]

Abbildung: Übersicht Produzierendes Gewerbe nach Wirtschaftsabschnitten



Datengrundlage großregionale Betrachtung

Zur Abbildung der **Wirtschaftsleistung** der Industrie in der Großregion (Kapitel 2) wird die Bruttowertschöpfung der jeweiligen Teilregion als Kennziffer herangezogen. Der großregionale Wert ist der gewichtete Durchschnitt aller Teilregionen. Der Begriff „Bruttowertschöpfung" ist in Kapitel 2.1 „Wirtschaftsleistung und Wirtschaftsstruktur" des Indikatorenkataloges ausführlich erläutert. Die verwendete Datengrundlage basiert im Wesentlichen auf den Informationen der Statistischen Ämter der Großregion, die nachstehende Tabelle gibt einen detaillierten Überblick über die Datengrundlage in den Teilregionen.

[3] Zur Definition der gesamten NACE-Klassifikation siehe Kapitel 2.1 „Wirtschaftsleistung und Wirtschaftsstruktur" des Indikatorenkataloges

Region	Datenbasis zur Bruttowertschöpfung
Saarland und Rheinland-Pfalz	**VGRdL** (Volkwirtschaftliche Gesamtrechnung des Bundes und der Länder) • Daten der volkswirtschaftlichen Gesamtrechnung[4] für 2014
Lothringen	**INSEE** (Institut National de la Statistique et des Etudes Economiques) • Daten der volkswirtschaftlichen Gesamtrechnung „Comptes régionaux" für 2013 in halb-definitiver Form
Luxemburg	**STATEC** (Institut national de la statistique et des études économiques du Grand-Duché de Luxembourg) • Daten der volkswirtschaftlichen Gesamtrechnung „Comptes nationaux" für 2014
Wallonie und DG Belgien	**ICN** (Institut des Comptes Nationaux) • Daten der volkswirtschaftlichen Gesamtrechnung „Comptes régionaux" für 2014

Als Datengrundlage für die **Beschäftigungsindikatoren** auf großregionaler Ebene (Kapitel 2) werden die Angaben zu den Arbeitnehmern am Arbeitsort verwendet, um einen vergleichbaren Wert zu erhalten. Der Begriff „Arbeitnehmer" ist in Kapitel 3.1 „Beschäftigung" des Indikatorenkataloges ausführlich erläutert. Die verwendete Datengrundlage basiert sowohl auf den Informationen der Statistischen Ämter (Lothringen, Rheinland-Pfalz und Saarland) als auch auf Sozialversicherungsdaten (Wallonie und Luxemburg). Die nachstehende Tabelle gibt einen detaillierten Überblick über die Datengrundlage in den Teilregionen.

Region	Datenbasis zur Beschäftigung
Saarland und Rheinland-Pfalz	**ETR** (Erwerbstätigenrechnung des Bundes und der Länder) • Daten auf nationaler wie regionaler Ebene für 2014
Lothringen	**INSEE** (Institut National de la Statistique et des Etudes Economiques) • Daten der Beschäftigungsschätzungen (Estimations de l'emploi localisées) für 2014 in provisorischer Form
Luxemburg	**IGSS** (Inspection Générale de la Sécurité Sociale) • Daten der Sozialversicherung für 2014
Wallonie und DG Belgien	**ONSS** (Office National de Sécurité Sociale) • Daten der Sozialversicherung für 2014

Datengrundlage, Definitionen und methodische Hinweise für die regionalen Betrachtungen

Wallonie und Deutschsprachige Gemeinschaft Belgiens:

Die für die Kapitel 3 und 4 zum Verarbeitenden Gewerbe in der Wallonie bzw. der Deutschsprachigen Gemeinschaft Belgien verwendete Datengrundlage basiert für die wirtschaftlichen Indikatoren im Wesentlichen auf den Angaben des Institut des Comptes Nationaux (ICN)[5]. Die

[4] In allen EU-Ländern wird die volkswirtschaftliche Gesamtrechnung gemäß den Vorgaben des „Europäischen Systems für volkswirtschaftliche Gesamtrechnungen und Regionalkonten" (ESVG-REG 1995) erstellt. Seit September 2014 wird hierfür ESVG 2010 verwendet, das Nachfolgesystem des ESVG 1995. Das ESVG 2010 ist eine Aktualisierung des ESVG 1995, dessen allgemeine Grundsätze und Prinzipien übernommen werden. Allerdings wurden mit dem ESVG 2010 gewisse Änderungen eingeführt, die dem neuen wirtschaftlichen Umfeld und dem wirtschaftlichen Wandel der letzten zwanzig Jahre Rechnung tragen.

[5] Die Informationen sind abrufbar über die Internetseite der Belgischen Nationalbank, www.nbb.be

Einführung der harmonisierten NACE-Codes innerhalb des ICN führt zu einem Zeitreihenbruch nach Wirtschaftsbranchen zwischen 2008 und 2009.

Die **Auflistung der wichtigsten Unternehmen** in der Wallonie basiert auf den Informationen des Arbeitgeberverbands Union Wallonne des Entreprises (UWE)[6]. Die Tabelle orientiert sich an der Beschäftigtenzahl mit Stand 2013.

Die **Auflistung der wichtigsten Unternehmen** in der Deutschsprachigen Gemeinschaft Belgien basiert auf den Informationen des Wirtschafts- und Sozialrats der Deutschsprachigen Gemeinschaft (WSR DG). Die Tabelle orientiert sich an der Beschäftigtenzahl mit Stand 2014.

Zur Abbildung der Wirtschaftsleistung wird die **Bruttowertschöpfung** herangezogen. Das Datenmaterial basiert auf den Informationen der Volkswirtschaftlichen Gesamtrechnung nach der Klassifikation der Wirtschaftszweige NACE-BEL 2008, was der europäischen Nomenklatur NACE entspricht.

Das Datenmaterial für die Indikatoren zur **Beschäftigung** basiert auf den Informationen des Office National de la Sécurité Sociale (ONSS), aufbereitet vom Institut Wallon de l'Evaluation, de la Prospective et de la Statistique (IWEPS). Es handelt sich um Daten zu den Arbeitnehmern am Arbeitsort mit dem Stichtag 30.06. und dem Stand 2014 nach Wirtschaftszweigen. Die ONSS-Daten wurden hier gegenüber ICN-Daten bevorzugt, weil sie eine Aufteilung nach Geschlecht ermöglichen.

Die Daten zu den **Auszubildenden** in der Deutschsprachigen Gemeinschaft Belgien stammen vom Institut für Aus- und Weiterbildung im Mittelstand und in KMU (IAWM) der Deutschsprachigen Gemeinschaft Belgien (Stichtag 01.10.2014) und wurden vom WSR DG zur Verfügung gestellt.

Luxemburg:

Die für das Kapitel 5 zum Verarbeitenden Gewerbe in Luxembourg verwendete Datengrundlage basiert für die wirtschaftlichen Indikatoren im Wesentlichen auf den Angaben des Statistischen Amtes Luxemburgs STATEC.

Die **Auflistung der wichtigsten Unternehmen** in Luxemburg basiert auf den Informationen von STATEC. Die Tabelle orientiert sich an der Beschäftigtenzahl mit Stand Januar 2016.

Zur Abbildung der Wirtschaftsleistung wird die **Bruttowertschöpfung** herangezogen. Das Datenmaterial basiert auf den Informationen der volkswirtschaftlichen Gesamtrechnung (Comptes Nationaux) nach der Klassifikation der Wirtschaftszweige NACE.

Das Datenmaterial für die Indikatoren zur **Beschäftigung** basiert auf den Informationen des Institut Général de la Sécurité Sociale du Luxembourg (IGSS), aufbereitet von der Administration de l'Emploi (ADEM). Es handelt sich um Daten zu den Arbeitnehmern am Arbeitsort mit

[6] Union Wallonne des Entreprises, 23.08.2016 www.uwe.be/economie

dem Stichtag 30.06. mit Stand 2015. Die Beschäftigten nach Wirtschaftszweigen wurden zudem nach Nationalität dargestellt.

Die Daten zu den **Auszubildenden** stammen von IGSS und konnten nach Wirtschaftszweigen und nach Geschlecht abgebildet werden.

Lothringen:

Die für das Kapitel 7 zum Verarbeitenden Gewerbe in Lothringen verwendete Datengrundlage basiert für die wirtschaftlichen Indikatoren im Wesentlichen auf den Angaben des Institut National de la Statistique et des Etudes Economiques (INSEE).

Die **Auflistung der wichtigsten Unternehmen** in Lothringen basiert auf den Informationen des INSEE. Die Tabelle orientiert sich an der Beschäftigtenzahl mit Stand 2013.

Zur Abbildung der Wirtschaftsleistung wird die **Bruttowertschöpfung** herangezogen. Das Datenmaterial basiert auf den Informationen von INSEE. Die Einteilung in Sektoren folgt der französischen Wirtschaftsklassifikation NAF rév. 2. Die NAF rév. 2 (Nomenclature d'Activités Française) ist in der europäischen Klassifikation NACE 2008 direkt eingepasst.

Die Indikatoren zum **Außenhandel** in Lothringen wurden erstellt mit den Daten der nationalen Zollbehörde (Direction générale des douanes et droits indirects)[7]. Die Einteilung der Exporte nach Handelspartnern erfolgt nach dem Zielland, wie es zum Zeitpunkt der Ausfuhr angegeben ist.

Das Datenmaterial für die Indikatoren zur **Beschäftigung** basiert auf den Daten der Beschäftigungsschätzungen (Estimations de l'emploi localisées), zur Verfügung gestellt von INSEE. Es handelt sich um Daten zu den Arbeitnehmern am Arbeitsort mit dem Stichtag 31.12. mit dem provisorischen Stand für 2014, in der Einteilung der französischen Wirtschaftsklassifikation NAF rév. 2. Die Darstellungen nach Geschlecht und nach Berufen basieren auf den Angaben aus dem Zensus mit Stand 2012. Die Umfragen des Zensus erfolgen jährlich, die Datengrundlage basiert immer auf den vergangenen fünf Jahren.

Die Daten zu den **Auszubildenden** basieren auf den Datenerhebungen des SIFA (Système d'Information sur la Formation des Apprentis) mit Stand 2015. Die Indikatoren bilden nach Wirtschaftszweigen, Geschlecht und Alter ab. Die Veröffentlichung erfolgt im Herbst mit dem Stichtag 31.12. des Vorjahres. Diese Daten wurden zur Verfügung gestellt von LORPM.

Saarland und Rheinland-Pfalz:

Die für die Kapitel 6 und 8 zum Verarbeitenden Gewerbe im Saarland bzw. in Rheinland-Pfalz verwendete Datengrundlage basiert für die wirtschaftlichen Indikatoren im Wesentlichen auf den Angaben der Statistischen Ämter Rheinland-Pfalz sowie Saarland.

[7] Französische Zollbehörde, 23.08.2016 http://lekiosque.finances.gouv.fr/portail_default.asp

Die **Auflistung der wichtigsten Unternehmen** stammt von der Industrie- und Handelskammer (IHK) Arbeitsgemeinschaft Rheinland-Pfalz sowie der IHK des Saarlandes. Die Tabelle orientiert sich an der Beschäftigtenzahl. Für Rheinland-Pfalz wurde auf die Zusammenstellung der IHK-Arbeitsgemeinschaft „Die größten Arbeitgeber in Rheinland-Pfalz" (Stand: Herbst 2014) zurückgegriffen; für das Saarland neben der Zusammenstellung der IHK des Saarlandes „Die 50 größten saarländischen Industriebetriebe" (Stand: Juni 2016) zur Ergänzung auch auf die Firmendatenbank der IHK des Saarlandes, welche die Unternehmen detaillierten Wirtschaftszweigen zuordnet.

Zur Abbildung der Wirtschaftsleistung wird die **Bruttowertschöpfung** herangezogen. Das Datenmaterial basiert auf den Informationen der Volkswirtschaftlichen Gesamtrechnung der Länder[8] und untergliedert die Wirtschaftsbereiche in 20 Wirtschaftsabschnitte nach der Klassifikation der WZ 2008 (ohne den Abschnitt U „Exterritoriale Organisationen und Körperschaften"). Die jährlich erscheinenden Daten berücksichtigen im Jahr 2015 die VGR-Generalrevision 2014.

Die detailliertere Betrachtung der Wirtschaftsabteilungen und -gruppen innerhalb des Verarbeitenden Gewerbes für das Jahr 2015 bezieht sich auf die **Umsatzzahlen** aus der amtlichen Statistik. Die VGR-Daten für Rheinland-Pfalz und das Saarland weisen die Bruttowertschöpfung in der Wirtschaftszweigsystematik nicht tiefergehend als bis zum Verarbeitenden Gewerbe aus. Die Indikatoren zu den Umsätzen (Inland wie Ausland) in Rheinland-Pfalz und dem Saarland basieren auf Informationen der jeweiligen Statistischen Ämter von Rheinland-Pfalz und Saarland. Die Angaben berücksichtigen die Betriebe mit 20 und mehr tätigen Personen.

Das Datenmaterial für die Indikatoren zur **Beschäftigung** basiert auf Informationen der Beschäftigtenstatistik sowie Sonderauswertungen der Bundesagentur für Arbeit. Es handelt sich um Daten zu den sozialversicherungspflichtig Beschäftigten[9] am Arbeitsort bezogen auf den Stichtag 30.06. nach der WZ 2008 in Wirtschaftsabschnitte, -abteilungen und zum Teil auch -gruppen (z.B. Wirtschaftsgruppe 782 „Befristete Überlassung von Arbeitskräften"). Die sozialversicherungspflichtig Beschäftigten nach Wirtschaftszweigen wurden zudem nach Geschlecht und Berufsgruppen dargestellt. Ergänzend wurde die Situation der Auszubildenden und Pendler[10] aus Frankreich in Rheinland-Pfalz und dem Saarland betrachtet.

---

8 VGRdL – Bruttoinlandsprodukt, Bruttowertschöpfung in den Ländern der Bundesrepublik Deutschland 1991 bis 2015; Reihe 1, Band 1

9 Zu den sozialversicherungspflichtig Beschäftigten zählen insbesondere Auszubildende, Altersteilzeitbeschäftigte, Praktikanten, Werkstudenten, Personen, die aus einem sozialversicherungspflichtigen Beschäftigungsverhältnis zur Ableistung von gesetzlichen Dienstpflichten (z. B. Wehrübung) einberufen werden, behinderte Menschen in anerkannten Werkstätten oder gleichartigen Einrichtungen (seit der Revision im August 2014), Personen in Einrichtungen der Jugendhilfe, Berufsbildungswerken oder ähnlichen Einrichtungen für behinderte Menschen (seit der Revision im August 2014) sowie Personen, die ein freiwilliges soziales, ein freiwilliges ökologisches Jahr oder einen Bundesfreiwilligendienst ableisten (seit der Revision im August 2014). Nicht zu den sozialversicherungspflichtig Beschäftigten gezählt werden im Rahmen der Beschäftigungsstatistik die geringfügig Beschäftigten, da für diese nur pauschale Sozialversicherungsabgaben zu leisten sind. Nicht einbezogen sind zudem Beamte, Selbstständige und mithelfende Familienangehörige, Berufs- und Zeitsoldaten sowie Wehr- und Zivildienstleistende (siehe o. g. Ausnahme).

10 Pendler sind in der Beschäftigungsstatistik alle sozialversicherungspflichtig Beschäftigten, deren Arbeitsgemeinde sich von der Wohngemeinde unterscheidet. Ob und wie häufig gependelt wird, ist unerheblich. Pendlerergebnisse stehen jährlich jeweils zum Stichtag 30.06. zur Verfügung. Einpendler sind Personen, die in ihrer Arbeitsgemeinde nicht wohnen. Auspendler sind Personen, die in ihrer Wohngemeinde nicht arbeiten. Die

Das Datenmaterial der langfristigen Betrachtung der Erwerbstätigen im Verarbeitenden Gewerbe im Vergleich zu den Dienstleistungen basiert auf Informationen des Arbeitskreises „Erwerbstätigenrechnung des Bundes und der Länder" und orientiert sich an der wirtschaftsfachlichen Gliederung nach den Abschnitten der WZ 2008.

Wohnortgemeinde kann auch im Ausland liegen. Einpendler aus dem Ausland können also statistisch dargestellt werden. Für Auspendler in das Ausland gilt dies jedoch nicht, da keine Meldungen der Betriebe im Ausland zur deutschen Sozialversicherung erfolgen.

2. Großregionaler Überblick

2.1 Die Industrie in der Großregion

In der Großregion konzentriert sich die Wirtschaftsdynamik in einem länderübergreifenden Kerngebiet: Es reicht von Nancy über Metz und Thionville bis nach Arlon, von Esch-sur-Alzette über Luxemburg-Stadt nach Echternach und von Trier bis ins Saarland, um wieder in Forbach anzuschließen. Außerdem befinden sich zwei sehr wichtige Wirtschaftszentren im Osten von Rheinland-Pfalz entlang der Rheinschiene sowie im nördlichen Teil der Wallonie um Charleroi und Lüttich.

Dieses Kerngebiet umfasst auch die gemeinsamen industriellen Wurzeln der Großregion: ihre Montanindustrie. Eine enge Zusammenarbeit rund um die komplementären Rohstoffe, Kohle im Saarland sowie Erz in Lothringen und in Luxemburg, war eine logische wirtschaftliche Entscheidung, die vor allem vor dem Ersten Weltkrieg umgesetzt wurde. Eine Eisenbahnstrecke von Thionville nach Völklingen ermöglichte beispielsweise ab 1883 eine direkte Verbindung der beiden Regionen. Diese Verflechtungen wurden jedoch durch die territoriale Neuordnung nach dem Ersten Weltkrieg wieder zerschlagen. Unter dem Stichwort Montandreieck Saar-Lor-Lux wurden die Wirtschaftsbeziehungen Ende der 1960er zwar wiederbelebt, konnten aber nicht verhindern, dass die Montanindustrie durch die Stahlkrise in den 1970er Jahren in allen Regionen an Bedeutung verlor.[11] Heutzutage gibt es mit dem Stahlriesen ArcelorMittal, der in Luxemburg, Lothringen und der Wallonie Standorte unterhält, sowie Saarstahl und der Dillinger Hütte im Saarland zwar noch immer eine bedeutende Stahlproduktion, der Bergbau wurde aber mittlerweile in allen Teilgebieten stillgelegt.

Mittlerweile ist die Industrielandschaft diversifizierter: in der Wallonie spielen die Pharmaindustrie mit dem britischen Großunternehmen Glaxosmithkline (GSK) und die Nahrungsmittelproduktion eine sehr wichtige Rolle. Letztere ist auch wichtig für Lothringen. Die nordfranzösische Region, wo in den letzten Jahren besonders in der Industrie zahlreiche Arbeitsplätze verloren gegangen sind, verfügt allerdings mit Peugeot Citroën und einigen Zulieferbetrieben noch über eine wichtige Automobilindustrie. Im Saarland ist die Bedeutung der Industrie für die Gesamtwirtschaft im großregionalen Vergleich am größten. Hier stellt die Automobilbranche den wichtigsten Industriezweig dar. In Rheinland-Pfalz dominiert die Chemieindustrie mit BASF, welche in Ludwigshafen über 35.000 Arbeitnehmer beschäftigt. In Luxemburg spielt die Industrie nur eine untergeordnete Rolle. Auffallend ist jedoch, dass der Großteil der rund 30.000 Beschäftigten Grenzgänger sind; ihr Anteil an den Industrie-Beschäftigten ist mit fast zwei Dritteln deutlich höher als in der Gesamtwirtschaft (rund 45%). In der Deutschsprachigen Gemeinschaft Belgiens steht die Elektrobranche an erster Stelle, dazu zählt beispielsweise auch der größte Arbeitgeber der Deutschsprachigen Gemeinschaft, das Kabelwerk Eupen.

Im Folgenden wird nun anhand statistischer Indikatoren die Bedeutung der Industrie für die Wirtschaft und für die Beschäftigung der Großregion und ihrer Teilregionen aufgezeigt. Neben der Bruttowertschöpfung und der Struktur der Arbeitnehmerbeschäftigung werden Aspekte wie Umsatz, Außenhandel, Branchenstruktur und Grenzgängertum betrachtet.

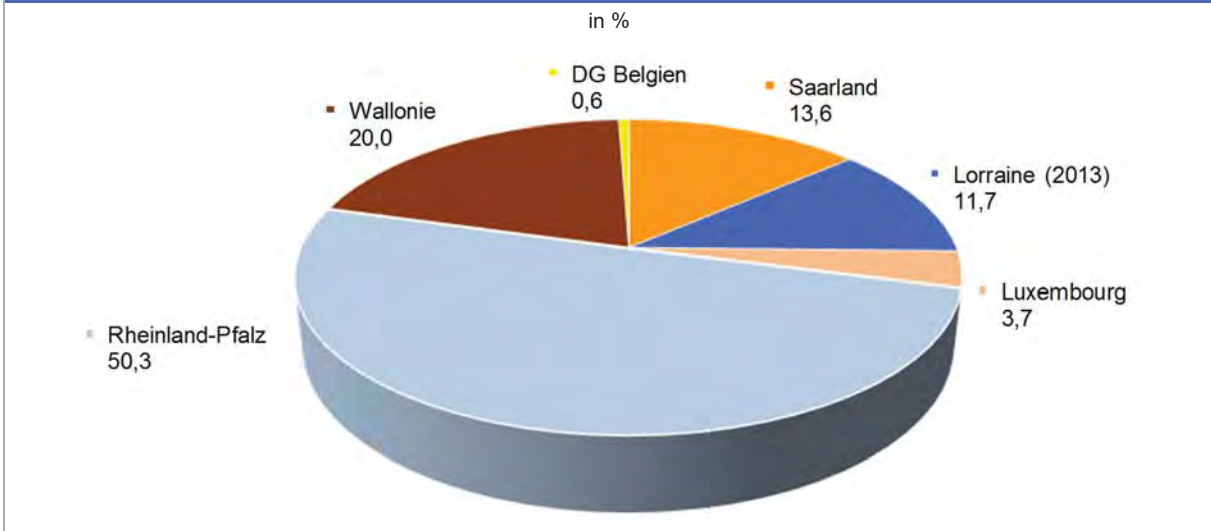
[11] Wittenbrock (2010): Les débuts de la coopération transfrontalière dans la grande Région Saar-Lor-Lux (1962-1981). In: Wille, Christian (2012): Grenzgänger und Räume der Grenze.

2.2 Die wirtschaftliche Lage der Industrie in der Großregion

Die Bruttowertschöpfung der Industrie in der Großregion liegt im Jahr 2014 bei 57,6 Mrd. Euro. Wie sich die Anteile auf die einzelnen Teilregionen aufteilen, visualisiert die untenstehende Graphik. Festzuhalten ist, dass mehr als die Hälfte der industriellen Bruttowertschöpfung von Rheinland-Pfalz erwirtschaftet wird. Das bevölkerungsreichste Land der Großregion realisiert 2014 knapp 29 Mrd. Euro, größtenteils durch die zwei stärksten Branchen der Chemie- und Automobilindustrie, die auch traditionell eine hohe Wertschöpfung bieten. Jeder fünfte Euro wird von der wallonischen Industrie umgesetzt. Die Wallonie weist zwar eine ähnlich hohe Bevölkerungszahl auf, allerdings auch eine andere Wirtschaftsstruktur: der Industrieanteil an der Bruttowertschöpfung ist wesentlich geringer als in Rheinland-Pfalz. Die beiden größten Branchen sind die Pharma- sowie die Lebensmittelindustrie. Diese beiden Branchen stehen für rund 38% der industriellen Bruttowertschöpfung von knapp 12 Mrd. Euro in der Wallonie 2014.

Danach folgen die klassischen ehemaligen Montanindustrie-Länder Saarland und Lothringen, mit einem Anteil von 13,7% (Saarland 2014) sowie 11,7% (Lothringen 2013) an der industriellen Gesamtbruttowertschöpfung der Großregion. Im Gegensatz zum Saarland lässt sich in Lothringen in den vergangenen Jahren eine Deindustrialisierung erkennen. 2013 betrug die industrielle Wertschöpfung noch 6,8 Mrd. Euro, dem stehen 7,8 Mrd. Euro (2014) des bevölkerungsmäßig kleineren Saarland gegenüber. Eine wesentlich geringere wirtschaftliche Bedeutung hat die Industrie in Luxemburg. Das Großherzogtum trägt einen Anteil von 3,7% oder 2,1 Mrd. Euro zur industriellen Gesamtbruttowertschöpfung der Großregion bei. Im Vergleich dazu ist die Bedeutung der Industrie in der Deutschsprachigen Gemeinschaft Belgien höher, die Region mit über 76.300 Einwohner realisiert 2014 knapp 346 Mio. Euro Bruttowertschöpfung im Verarbeitenden Gewerbe. Ihr Anteil an der industriellen Bruttowertschöpfung der Großregion beträgt damit 0,6%.

Anteil der Regionen an der Bruttowertschöpfung des Verarbeitenden Gewerbes in der Großregion 2014



Berechnungen: IBA

Quellen: SL und RLP: Volkswirtschaftliche Gesamtrechnung der Länder, LOR: INSEE (Daten 2013 halb-definitiv), LUX: STATEC Comptes nationaux, WAL/DG: ICN Comptes régionaux

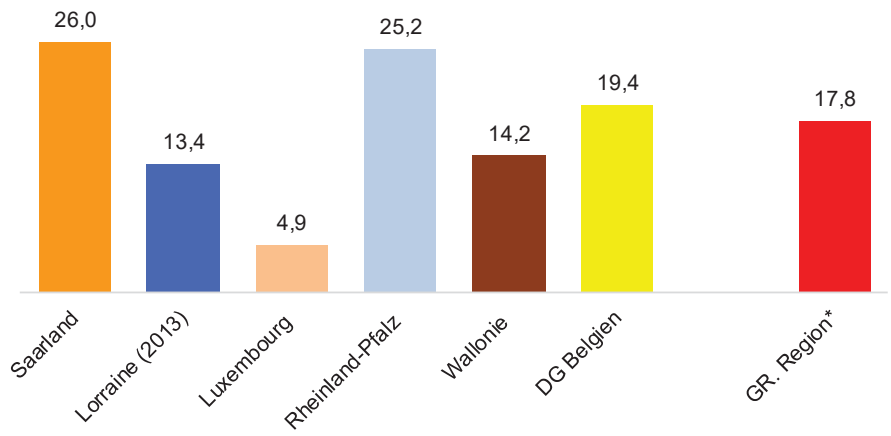
**Schätzung mit Daten LOR 2013*

Unterschiedlich starke Bedeutung der Industrie in der Großregion

Auf das Verarbeitende Gewerbe entfallen knapp 18% der gesamten Bruttowertschöpfung in der Großregion 2014. Eine große Bedeutung hat die Industrie für die deutschen Teilregionen Rheinland-Pfalz und Saarland: hier wird über ein Viertel der Bruttowertschöpfung vom Verarbeitenden Gewerbe erwirtschaftet. Die Industrie realisiert in der Deutschsprachigen Gemeinschaft Belgien jeden fünften Euro an der Bruttowertschöpfung. Die Teilregionen Lothringen und Wallonie weisen vergleichbare, aber deutlich geringere Werte auf (13% für Lothringen in 2013 und 14% Wallonie 2014). Der Industrie-Anteil von knapp 5% an der Gesamtbruttowertschöpfung des Großherzogtums zeigt deutlich, dass das Verarbeitende Gewerbe in Luxemburg nur einen kleinen Teil der Wirtschaft ausmacht. Die luxemburgische Industriebranche erwirtschaftet 2014 über 2,1 Mrd. Euro, mit der Gummi-, Glas- und Elektroindustrie an den vordersten Stellen.

Bedeutung des Verarbeitenden Gewerbes für die Bruttowertschöpfung in der Großregion 2013/14

Anteil an der Gesamtbruttowertschöpfung der jeweiligen Region (in %)



Berechnungen: IBA

Quellen: SL und RLP: Volkswirtschaftliche Gesamtrechnung der Länder, LOR: INSEE (Daten 2013 semi-definitiv), LUX: STATEC Comptes nationaux, WAL/DG: ICN Comptes régionaux

**Schätzung mit Daten LOR 2013*

Situation der Industrie in der Großregion hat sich stabilisiert

Die Bruttowertschöpfung im Verarbeitenden Gewerbe ist in der **Großregion** in den letzten elf Jahren um 17% gewachsen, der auffälligste Einbruch ist der Krise im Jahr 2009 geschuldet. Nach einem Minus von 8,8 Mrd. Euro (15,3%) im Vergleich zu 2008 wurde im Folgejahr mit einem Plus von 12% schnell wieder ein Aufschwung eingeleitet. Seitdem erlebte die Industrie in der Großregion (bis auf einen kleinen Rückgang 2013) ein konstantes Wachstum, so dass die Großregion 2014 wieder mit dem Vorkrisenergebnis von 57,6 Mrd. Euro im Verarbeitenden Gewerbe abschloss.

Mit einem Plus von 36% hat das **Saarland** das größte industrielle Wachstum im Betrachtungszeitraum zu verzeichnen. Auffallend ist besonders der sehr starke Anstieg in den Jahren vor der Krise bis 2007/08. Umso drastischer kam der Einbruch von über 30% innerhalb eines Jahres durch die weltweite Wirtschafts-und Finanzkrise, an die sich jedoch eine rasche Erholung (ein Plus von 17% bis 2012) anschloss. Nach einem Rückgang um acht Prozentpunkte im Jahr 2013, scheint sich die saarländische Industrie mit einer Wertschöpfung von 7,8 Mrd. Euro in 2014 wieder stabilisiert zu haben.

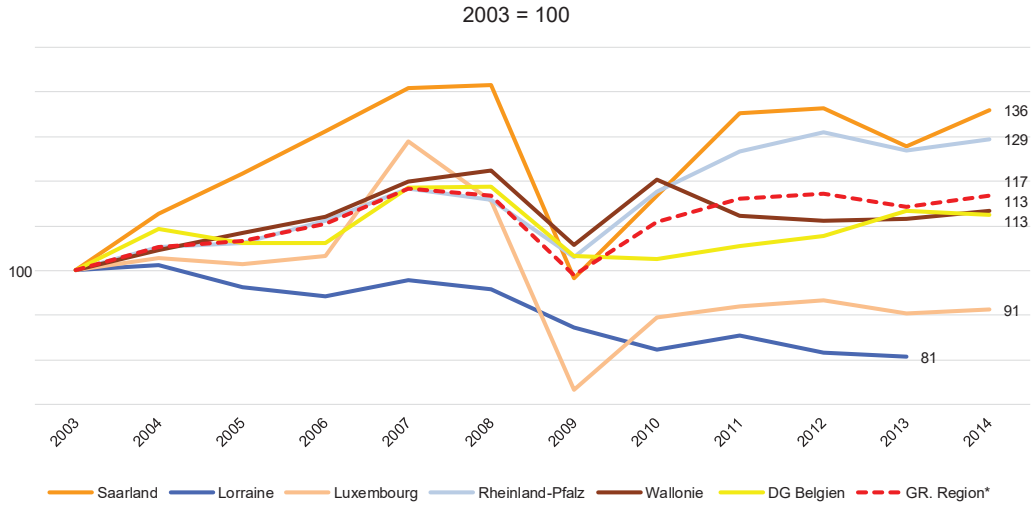
Ähnlich zeigt sich die Lage in **Rheinland-Pfalz**, jedoch ohne den besonderen Anstieg in den Jahren bis 2008 und somit mit weniger starken Schwankungen. Mit einem Plus von 26 Prozentpunkten bis 2014 hat auch die rheinland-pfälzische Industrie nach der Krise recht schnell wieder ein hohes Niveau erreicht und, mit knapp 30 Mrd. Euro industrieller Wertschöpfung in 2014, sogar den Wert von vor der Krise weit übertroffen.

Das verarbeitende Gewerbe in der **Wallonie** weist bis 2008 einen deutlichen Anstieg der Bruttowertschöpfungskurve auf. Nach dem darauffolgenden Einbruch um 16 Prozentpunkte im Krisenjahr hat sich die Situation 2010 schon wieder komplett erholt. Der Anstieg war jedoch nicht von Dauer, schon im Jahr 2011 folgt ein erneuter Rückgang. Seitdem kann die Situation als relativ konstant beschrieben werden. Die wallonische Industrie schließt 2014 mit 11,9 Mrd. Euro Bruttowertschöpfung ab, 13 Prozentpunkte über dem Wert von 2003. Zum gleichen prozentualen Anstieg kommt die **Deutschsprachige Gemeinschaft Belgien** für das Jahr 2014, allerdings verläuft die Erholung schon seit 2010 langsam, dafür stetig. Es werden 346 Mio. Euro industrielle Bruttowertschöpfung für 2014 gemeldet.

Das Großherzogtum **Luxemburg** verzeichnete im Jahr der Weltwirtschaftskrise 2009 einen ähnlich starken Einbruch wie das Saarland, mit dem Unterschied, dass die luxemburgische Industrie 2007 schon ein Rekordjahr erreichte und den ersten Abfall (-14 Prozentpunkte) bereits 2008 zu verzeichnen hatte. Darauf folgte dann der krisenbedingte Einbruch von über 36% im Jahr 2009, wonach sich dann ein recht stabiles Niveau einstellte. Trotz Erholung nach der Krise wird in der luxemburgischen Industrie den Wert von 2003 nicht mehr erreicht: die Bruttowertschöpfung schloss mit einem Rückgang von 9 Prozentpunkten oder 2,1 Mrd. Euro.

Ein Blick auf die Langzeitbetrachtung von **Lothringen** zeigt, dass diese Region eine andere Entwicklung durchgemacht hat: die Deindustrialisierung hat unabhängig von der Krise schon früher stattgefunden. Innerhalb von zehn Jahren ist ein Rückgang der Bruttowertschöpfung um ein Fünftel festzustellen, welcher recht kontinuierlich erfolgte. Ausnahmen waren zwei kleinere Anstiege in den Jahren 2007 (+4 Prozentpunkte) und 2011 (+3 Prozentpunkte). 2013 erwirtschaftete die lothringische Industrie 6,8 Mrd. Euro an Bruttowertschöpfung.

Entwicklung der Bruttowertschöpfung im Verarbeitenden Gewerbe in der Großregion 2003-2013/14



Berechnungen: IBA

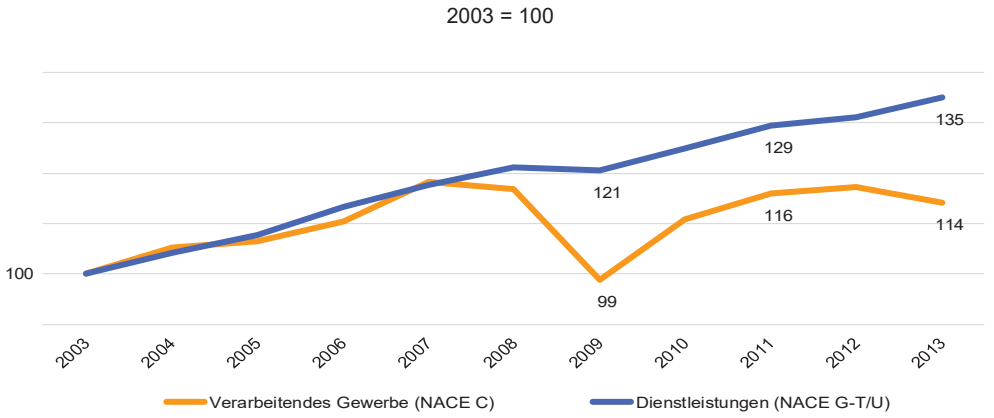
Quellen: SL und RLP: Volkswirtschaftliche Gesamtrechnung der Länder, LOR: INSEE (Daten 2013 halb-definitiv), LUX: STATEC Comptes nationaux, WAL/DG: ICN Comptes régionaux

**Schätzung mit Daten LOR 2013*

Positive Entwicklung der Industrie in der Großregion trotz starken Zuwachses in den Dienstleistungen

Der Trend zur Tertiarisierung lässt sich auch in der Großregion feststellen: während beide Kurven bis zum Jahr 2007 eine ähnlich ansteigende Entwicklung durchlaufen, ändert sich dies in den Folgejahren. Die Industrie wurde durch die Wirtschaftskrise 2009 besonders getroffen, dies verdeutlicht der Einbruch von 18 Prozentpunkten innerhalb eines Jahres (2008-09). Bis auf die Jahre 2012/13 mit einem leichten Rückgang von 3 Prozentpunkten ist jedoch hervorzuheben, dass das Verarbeitende Gewerbe sich rasch erholte: insgesamt ist eine Steigerung von 14% innerhalb von zehn Jahren zu verzeichnen. Im Gegensatz zu den Schwankungen in der Industrie, führte die Weltwirtschaftskrise im Dienstleistungsbereich lediglich zu einer kurzen Stagnation, dem fast linearen Wachstum der Branche tat dies jedoch keinen Abbruch.

Entwicklung der Bruttowertschöpfung im Verarbeitenden Gewerbe und in den Dienstleistungen in der Großregion 2003-2013



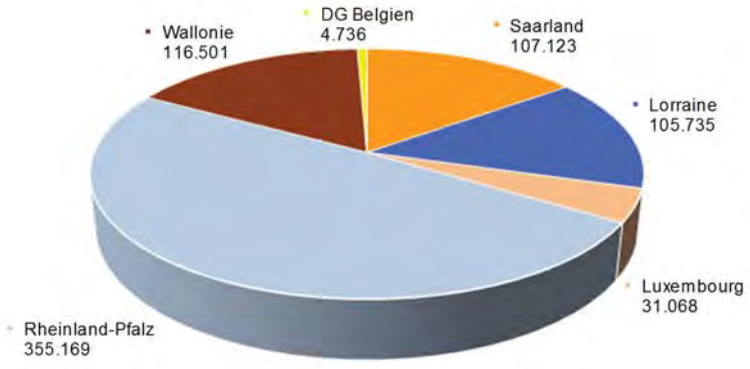
Berechnungen: IBA

Quellen: SL und RLP: Volkswirtschaftliche Gesamtrechnung der Länder, LOR: INSEE (Daten 2013 halb-definitiv), LUX: STATEC Comptes nationaux, WAL/DG: ICN Comptes régionaux

2.3 Die Beschäftigungssituation in der Industrie in der Großregion

In der Großregion sind 2014 insgesamt über 720.000 Arbeitnehmer im Verarbeitenden Gewerbe beschäftigt. Fast jeder zweite Beschäftigte entfällt auf Rheinland-Pfalz, was etwa dem Anteil von 50,3% in der Bruttowertschöpfung entspricht. Die Regionen Wallonie, Saarland und Lothringen folgen mit einem ähnlichen Anteil von 16% bzw. 15% an der Arbeitnehmerschaft der Großregion. In der Deutschsprachigen Gemeinschaft Belgien sind knapp 5.000 Personen im Verarbeitenden Gewerbe beschäftigt.

Anzahl der Arbeitnehmer im Verarbeitenden Gewerbe in der Großregion 2014



Berechnungen: IBA

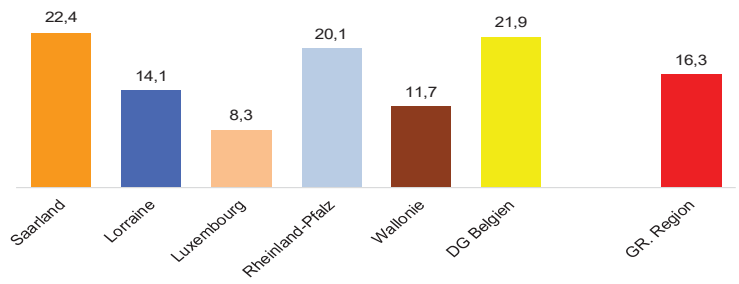
Quellen: SL und RLP: Erwerbstätigenrechnung der Länder, LOR: INSEE Arbeitskräfteschätzung (Daten 2014 provisorisch), LUX: IGSS, WAL/DG: ONSS

Bedeutung der Industriebeschäftigung unterscheidet sich stark von Region zu Region

In der Großregion beträgt der Anteil der Arbeitnehmer in der Industrie im Jahr 2014 rund 16%. Die zwei deutschen Regionen sowie die Deutschsprachige Gemeinschaft Belgien liegen mit Werten von 20% bis 22% über dem großregionalen Durchschnitt. Die rund 105.000 Beschäftigten in der lothringischen Industrie entsprechen einem Anteil von 14% an der Gesamtbeschäftigung dieser Region. In der Wallonie ist immer noch mehr als jeder Zehnte im Verarbeitenden Gewerbe beschäftigt. Für die Industrie in Luxemburg ist anzumerken, dass ihr Beschäftigtenanteil mit 8,3% den niedrigsten Wert im großregionalen Vergleich darstellt. Auffallend ist auch, dass dieser Wert den Anteil an der Bruttowertschöpfung (4,9%) der Industrie im Großherzogtum übersteigt.

Bedeutung des Verarbeitenden Gewerbes für die Arbeitnehmerbeschäftigung in der Großregion 2013/14

Anteil an der Gesamtbeschäftigung pro Teilregion (in %)



Berechnungen: IBA

Quellen: SL und RLP: Erwerbstätigenrechnung der Länder, LOR: INSEE Arbeitskräfteschätzung (Daten 2014 provisorisch), LUX: IGSS, WAL/DG: ONSS

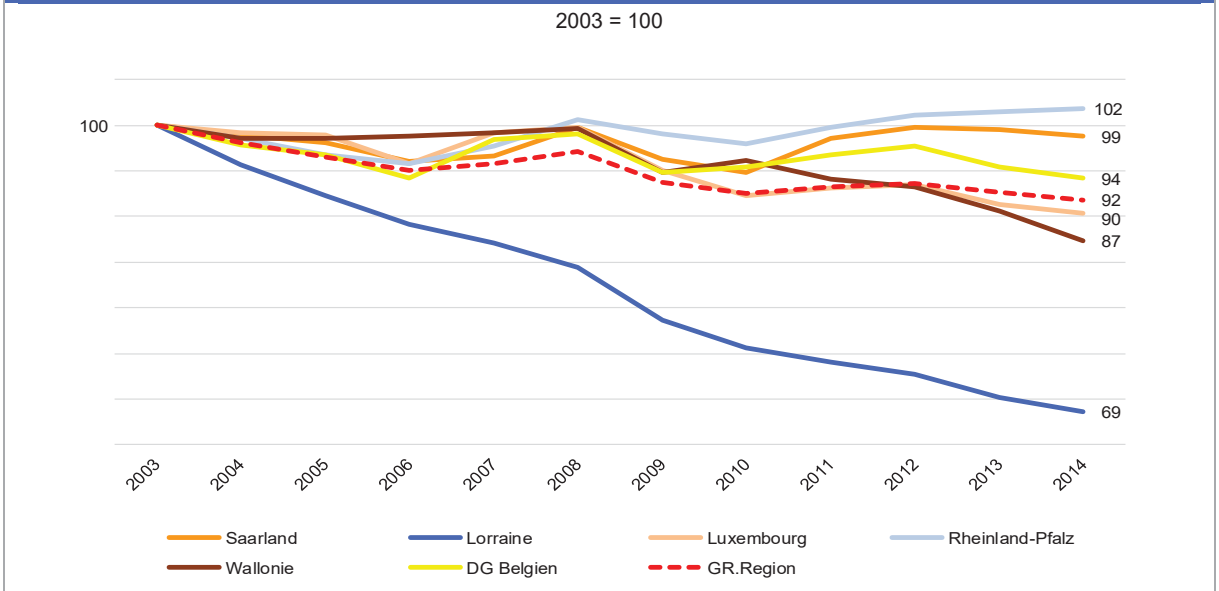
Beschäftigungsrückgang in der Industrie der Großregion mit einer Ausnahme

Aus der Langzeitbetrachtung zeigt sich in der Beschäftigung eine gegenläufige Entwicklung zur industriellen Bruttowertschöpfung: bis auf eine leichte Zunahme in Rheinland-Pfalz ist in allen Regionen ein Beschäftigungsrückgang in der Industrie festzustellen. Traditionell ist die Beschäftigungsentwicklung den Schwankungen des Marktes weniger stark ausgesetzt als die Bruttowertschöpfung, was sich hier auch in einem geringeren Einbruch im Krisenjahr 2009 zeigt.

In der Großregion hat die Beschäftigung in den vergangenen elf Jahren um acht Prozent abgenommen, die Bruttowertschöpfung ist jedoch über den gleichen Zeitraum um 13% angestiegen. Die einzige Region, die im Beobachtungszeitraum einen Beschäftigungsanstieg (2%) verzeichnen kann, ist Rheinland-Pfalz mit über 355.000 Industriebeschäftigten in 2014. Das Beschäftigungsniveau im Saarland war zwar stärkeren Schwankungen unterworfen, stabilisierte sich aber 2014 mit 107.000 Beschäftigten. Im großregionalen Vergleich haben auch die Beschäftigtenzahlen in der Deutschsprachigen Gemeinschaft Belgien einen weniger starken Rückgang erfahren als im großregionalen Durchschnitt. Nach einem leichten Rückgang zu Krisenzeiten 2009 hat sich die Anzahl an Industriemitarbeitern jedoch bei knapp unter 5.000 eingependelt, seit 2003 immerhin ein Minus von 6 Prozent. Stärker zeigt sich der Rückgang

der Beschäftigtenzahlen in der Wallonie: hier kam nach einer kurzen Erholung nach der Krise ein konstanter Rückgang auf ein Minus von 13% seit 2003. Im Ergebnis zeigt sich für das Großherzogtum eine ähnliche Entwicklung in der Bruttowertschöpfung wie in der Beschäftigung: im Betrachtungszeitraum von elf Jahren ist ein Minus von 10% festzustellen, wohingegen der Rückgang in der Beschäftigung nach starken Einbrüchen 2006 und 2009 recht konstant verlief. Dramatisch zeigt sich der Beschäftigungsabbau im Verarbeitenden Gewerbe in Lothringen, wo seit 2003 fast jeder dritte Arbeitsplatz verloren gegangen ist. Absolut bedeutet das ein Minus von über 57.400 Arbeitnehmern in der lothringischen Industrie seit 2003.

Entwicklung der Anzahl der Arbeitnehmer im Verarbeitenden Gewerbe in der Großregion von 2003-2014



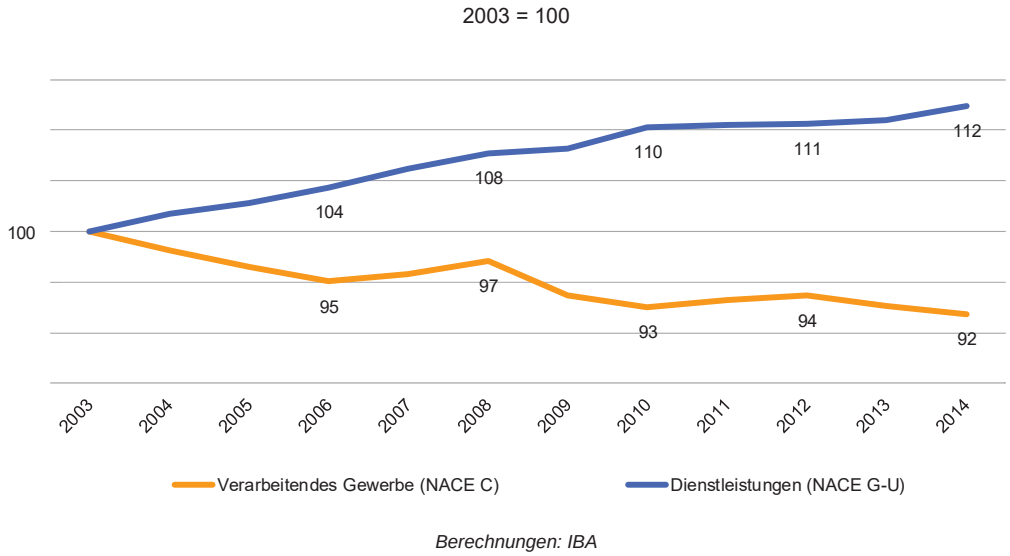
Berechnungen: IBA

Quellen: SL und RLP: Erwerbstätigenrechnung der Länder, LOR: INSEE Arbeitskräfteschätzung (Daten 2014 provisorisch), LUX: IGSS, WAL/DG: ONSS

Trend zur Tertiarisierung auch in der Beschäftigungsstruktur der Großregion unverkennbar

Die Arbeitnehmerbeschäftigung in der Großregion ist seit 2003 um 8% zurückgegangen; waren es 2003 noch 785.000, so sind es 2014 rund 720.300 Arbeitnehmer im Verarbeitenden Gewerbe. Demgegenüber stehen knapp 3,3 Mio. Personen im Dienstleistungsbereich, was einer Steigerung von 12% entspricht. Dieser Trend zur Tertiarisierung ist in allen Teilregionen der Großregion festzustellen.

Entwicklung der Arbeitnehmerbeschäftigung im Verarbeitenden Gewerbe und in den Dienstleistungen in der Großregion von 2003-2014



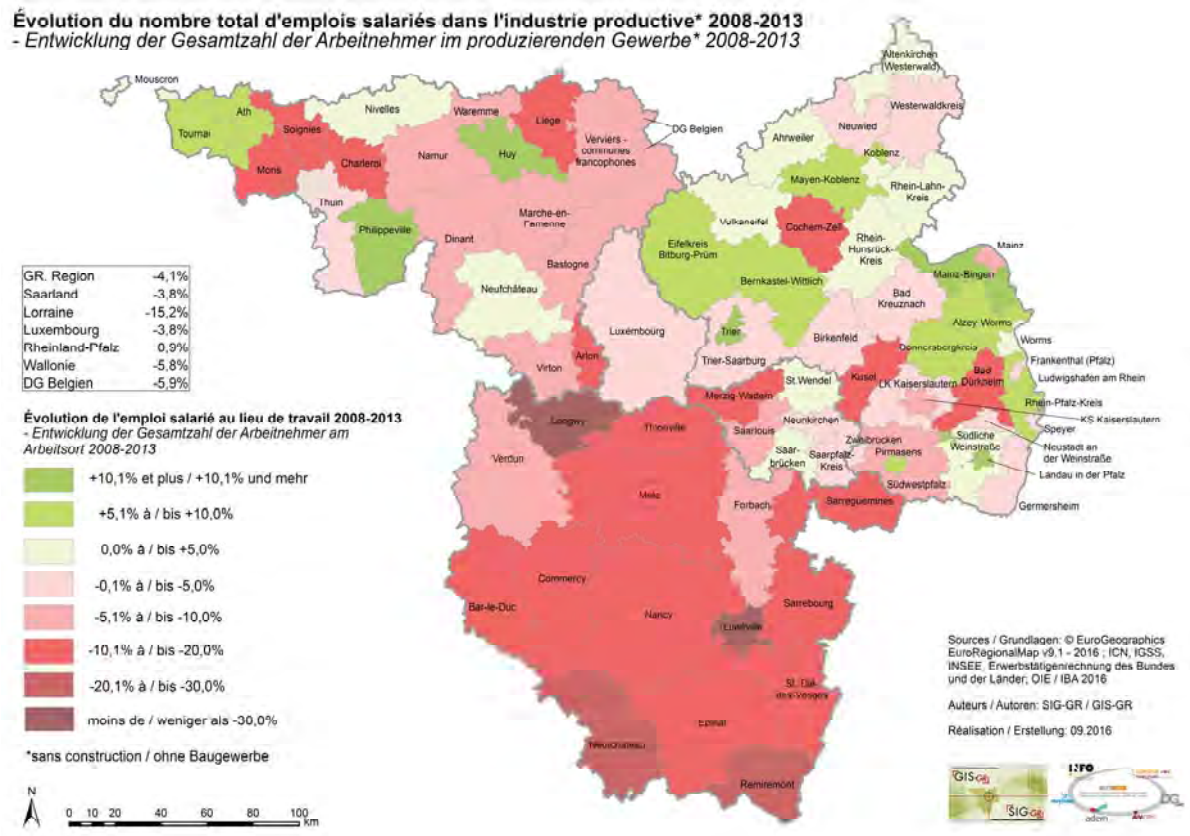
Berechnungen: IBA

Quellen: SL und RLP: Erwerbstätigenrechnung der Länder, LOR: INSEE Arbeitskräfteschätzung (Daten 2014 provisorisch), LUX: IGSS, WAL/DG: ONSS

Rückgang der Beschäftigungszahlen im Verarbeitenden Gewerbe in den meisten kleinräumigen Gebieten

In der geographischen Betrachtung wird deutlich, dass zwischen 2008 und 2013 in den meisten kleinräumigen Gebieten Arbeitsplätze im Industriesektor abgebaut wurden. In Arlon in der wallonischen Province du Luxembourg sowie in den lothringischen *zone d'emploi* Longwy und Lunéville ging die Beschäftigung innerhalb von diesen fünf Jahren sogar um mehr als 30% zurück. Rückgänge zwischen 20% und 30% mussten die Gebiete um Charleroi und Soingnies im Nordwesten der Wallonie sowie Sarrebourg, Remiremont und Neufchâteau in Lothringen verkraften. Während Luxemburg, Lothringen, große Teile der Wallonie, das Saarland und die Südwest-Pfalz von Beschäftigungsrückgängen geprägt waren, gab es auch einige Landstriche, in denen die Anzahl der Arbeitsplätze in der Industrie zugenommen hat. Hierzu zählen in erster Linie Ath im Westen der Wallonie sowie die rheinland-pfälzischen Städte Trier und Landau in der Pfalz sowie der Kreis Mainz-Bingen mit Zuwächsen zwischen 10,1% und 15,9%. Aber auch einige andere Gebiete vor allem in der Wallonie und Rheinland-Pfalz weisen in dem Zeitraum eine durchaus positive Bilanz auf, wie auf der untenstehenden Karte zu sehen ist.

Entwicklung der Arbeitnehmerbeschäftigung im Produzierenden Gewerbe (ohne Bau) in der Großregion 2008-2013



Berechnungen: IBA

Quelle: GIS-GR

3. Wallonie

3.1 Von einer auf die Kohleindustrie ausgerichteten Wirtschaft zu einer diversifizierten Industrie

Bereits im Mittelalter verzeichnete die Wallonie eine intensive Industrietätigkeit mit Orientierung auf die Kohle-, Eisen- und Glasindustrie. Sie setzte sich in der zweiten Phase der Industrialisierung des 19. Jahrhunderts fort, als der Schwerpunkt auf Stahl, Chemie, Strom und Verbrennungsmotoren lag. Die chemische Industrie verarbeitete die Nebenprodukte aus der Koksherstellung und Stahlproduktion, und die Motoren verbrannten das Schwachgas aus den Hochöfen.

Die dritte Phase der Industrialisierung mit Kernenergie, Informatik, Kunststoffen und neue Materialien warf die Wallonie wirtschaftlich betrachtet zurück, da andere Regionen sich auf diesem Gebiet stark profilieren konnten. Die Industrie benötigte Produkte mit hohem Mehrwert. Nach dem Zweiten Weltkrieg verstärkte sich die wirtschaftliche Problematik, welche bereits davor eingesetzt hatte. 1957 arbeiteten zum Beispiel im Borinage – einer Industrielandschaft rund um die Stadt Mons in der Provinz Hennegau – von 64.800 Beschäftigten 23.000 in der Kohleindustrie. Nur 7.000 Personen waren im Dienstleistungssektor tätig, während in ganz Belgien schon 49% im tertiären Sektor beschäftigt waren. Die in die Jahre gekommenen, zum Teil veralteten Anlagen und eine Wirtschaft, die zu stark auf die Kohleindustrie konzentriert war, die zu jener Zeit an Bedeutung verlor, kündigten das Ende des beachtlichen Wohlstandes an, der die Wallonie zu einer begehrten Region gemacht hatte, und bei den Realeinkommen wurde die Wallonie von Flandern überholt.

Abnehmende Bedeutung der wallonischen Industrie

Derzeit sind in der wallonischen Industrie[12] rund 140.000 Personen beschäftigt, welche eine Wertschöpfung von 14,7 Mrd. Euro erzielen. 2014 entfallen auf die Industrie insgesamt 17,5% der Wertschöpfung, 13,7% der Gesamtbeschäftigung und 26% der Bruttoanlageinvestition. Im zeitlichen Verlauf nimmt ihre Bedeutung ab, unter anderem aufgrund von Verlagerungen, aber auch aufgrund des Outsourcings verschiedener Funktionen, die mehr und mehr an den Dienstleistungssektor übertragen werden. Der Spezialisierungsindex (SI) der wallonischen Industriesektoren, berechnet als wallonische Beschäftigungsanteile[13] im Vergleich zu denselben Anteilen auf dem nationalen Niveau Belgiens, liegt 2014 in den folgenden Sektoren besonders hoch: Bergbau und Gewinnung von Steinen und Erden (3,25), pharmazeutische Industrie (2,03), Fahrzeugbau (2,02), Herstellung sonstiger nichtmetallischer Mineralerzeugnisse (1,47), Holzbe- und -verarbeitung und Herstellung von Artikeln aus Holz und Kork, ausgenommen Möbel (1,35) sowie Wasserversorgung (1,34). Die Metallindustrie (SI 1,19) ist im Gebiet Charleroi und Lüttich weiterhin gut vertreten. Die pharmazeutische Industrie ist überwiegend im wallonischen Brabant zu finden.

[12] Einschließlich Bergbau und Gewinnung von Steinen und Erden, Stromerzeugung und Wasserproduktion
[13] Abhängig Erwerbstätige und Selbstständige

Eine strategische Industriepolitik, die das Entstehen von Wettbewerbs-Clustern unterstützt

Mit dem Marshall-Plan 4.0[14] verfolgt die wallonische Regierung in der aktuellen Legislaturperiode (2015-2019) die konsequente Fortführung der strukturellen Weiterentwicklung der Region auf fünf Achsen: Stärkung des Humankapitals durch Investitionen in Weiter- und Fortbildungsmaßnahmen; Ausbau der industriellen Entwicklung durch politische Maßnahmen zur Innovation und Wachstumsentwicklung der Unternehmen; Raumentwicklung mit Blick auf die wirtschaftliche Infrastruktur der Region; Unterstützung der Energieeffizienz, der Energiewende und der Kreislaufwirtschaft; Förderung digitaler Innovationen.

Die Wallonie unterstützt die Entstehung von Wettbewerbs-Clustern seit der Einführung ihrer ersten Marshall-Plan-Strategie zur sozioökonomischen Entwicklung im Jahr 2005. In den wallonischen Wettbewerbs-Clustern sind drei Gruppen von Hauptakteuren vertreten: Unternehmen, Bildungsstätten und Forschungs- und Innovationszentren, die gemeinsam drei Prioritäten verfolgen, d.h. Partnerschaft, innovative Projekte und Sichtbarkeit auf internationaler Ebene. Die wallonischen Wettbewerbs-Cluster haben sich in sechs technisch-wirtschaftlichen Bereichen entwickelt: Biowissenschaften (*Biowin*), Chemie und nachhaltige Materialien (*Greenwin*), Agrarindustrie (*Wagralim*), Mechanik (*Mecatech*), Transport-Logistik (*Logistics in Wallonia*) und Luft- und Raumfahrt (*Skywin*).

Allgemein sind Teile der Wallonie vier großen grenzüberschreitenden Regionen zuzuordnen: Die Wallonie Picarde ist Teil der grenzüberschreitenden Region „Lille-Courtrai-Tournai"; der Norden der Wallonie gehört zum Einzugsgebiet Brüssel. Der Süden ist Teil des grenzüberschreitenden Gebietes der Großregion, ebenso wie der Osten der Region, wobei die Region Lüttich-Verviers und die Deutschsprachige Gemeinschaft ebenfalls Teil des grenzüberschreitenden Gebietes Maas-Rhein mit den Metropolen Aachen und Maastricht sind.

3.2 Die wirtschaftliche Lage der Industrie in der Wallonie

Bis zum Beginn der 1970er Jahre stellte die Eisen- und Stahlindustrie eine Säule der regionalen Wirtschaft dar, sie wurde aber nach und nach durch andere Verarbeitende Industrien ersetzt. Mittlerweile haben diese sich stark entwickelt, wie z.B. die Chemie- und die Nahrungsmittelindustrie. Diese Industrien sind derzeit die wichtigsten Sektoren in Bezug auf die wallonische Wertschöpfung.

Nach Angaben der belgischen Sozialversicherung ONSS sind für das Jahr 2014 für das Verarbeitende Gewerbe in der Wallonie rund 5.100 lokale Einheiten[15] gemeldet sowie etwas mehr als 121.000 Beschäftigte.

[14] Vgl. Portail Wallonie: Plan Marshall 4.0 (18.10.2016) http://planmarshall.wallonie.be/le-plan-0

[15] Seit 2003 wird eine lokale Einheit definiert als ein Tätigkeitsort, der geografisch durch eine Anschrift identifizierbar ist, an dem zumindest eine Tätigkeit ausgeübt wird oder von dem aus sie ausgeübt wird. Die Bedeutungsklasse wird als Anzahl der Arbeitsplätze angegeben.

Tabelle: Die sechs größten Unternehmen des Verarbeitenden Gewerbes in der Wallonie 2013

	Branche	Unternehmen	Beschäftigte	Standort
1	Pharmazeutische Industrie	Glaxosmithkline PLC	7.998	Rixensart
2	Maschinenbau	Caterpillar Gruppe	4.032	Charleroi
3	Glas	Asahi Glass Company Ltd	2.493	Louvain-la-Neuve
4	Pharmazeutische Industrie	Baxter International INC	2.218	Lessines
5	Metallurgie und Metallverarbeitung	NLMK*	1.803	Clabecq
6	Luftfahrttechnik	Sonaca	1.564	Charleroi
	Metallurgie und Metallverarbeitung	Arcelormittal Gruppe**	nd	

Quelle Union Wallonne des Entreprises (UWE) 2015
*Daten für 2012 **Dieses Unternehmen gehört wahrscheinlich zu den Top 10, genaue Beschäftigungsdaten sind jedoch nicht verfügbar

2014 beläuft sich die Bruttowertschöpfung der Wallonie auf 83,7 Mrd. Euro. Das Verarbeitende Gewerbe beschäftigt 12% der Wallonen, leistet aber einen Beitrag von 14,2% zur Bruttowertschöpfung. Im tertiären Sektor entfallen auf die marktbezogenen Dienstleistungen 46,9% der Bruttowertschöpfung der Wallonie. Die Sektoren Handel, Instandhaltung und Reparatur von Kraftfahrzeugen sowie Grundstücks- und Wohnungswesen erzielen bei diesen Dienstleistungen die höchste Wertschöpfung. Neben den tertiären Dienstleistungen im Handel verzeichnen die nicht marktbezogenen Dienstleistungen einen relativ hohen Anteil an der Bruttowertschöpfung. Es ist jedoch generell anzumerken, dass die Wertschöpfung der marktbezogenen Tätigkeiten die Ressourcen liefert, die für die nicht marktbezogenen Dienstleistungen verwendet werden, insbesondere durch die Pflichtabgaben.[16]

Tabelle: Bruttowertschöpfung nach Wirtschaftszweigen in der Wallonie 2014

NACE	Wirtschaftszweige	In Mio. Euro	Anteil an Gesamt in %
A	Land- und Forstwirtschaft, Fischerei	669,4	0,8
B	Bergbau und Gewinnung von Steinen und Erden	180,6	0,2
C	**Verarbeitendes Gewerbe**	**11.869,1**	**14,2**
D	Energieversorgung	1.603,5	1,9
E	Wasserversorgung; Abwasser- und Abfallentsorgung und Beseitigung von Umweltverschmutzungen	1.012,8	1,2
F	Baugewerbe	4.979,7	6,0
G	Handel; Instandhaltung und Reparatur von Kraftfahrzeugen	9.093,0	10,9
H	Verkehr und Lagerei	4.391,6	5,2
I	Gastgewerbe/Beherbergung und Gastronomie	1.505,7	1,8
J	Information und Kommunikation	2.210,0	2,6
K	Finanz- und Versicherungsdienstleistungen	2.863,0	3,4
L	Grundstücks- und Wohnungswesen	8.699,9	10,4
M	Freiberufliche, wissenschaftliche und technische Dienstleistungen	6.170,9	7,4
N	Sonstige wirtschaftliche Dienstleistungen	2.546,2	3,0
O	Öffentliche Verwaltung	8.230,9	9,8

[16] Vgl. Département de la Compétitivité et de l'Innovation (DGO6-SPW), Cellule d'Analyse Economique et Stratégique (SOGEPA); IWEPS. (2016): Rapport sur l'économie wallonne. S. 39. http://www.iweps.be/sites/default/files/rew2016_final_0.pdf

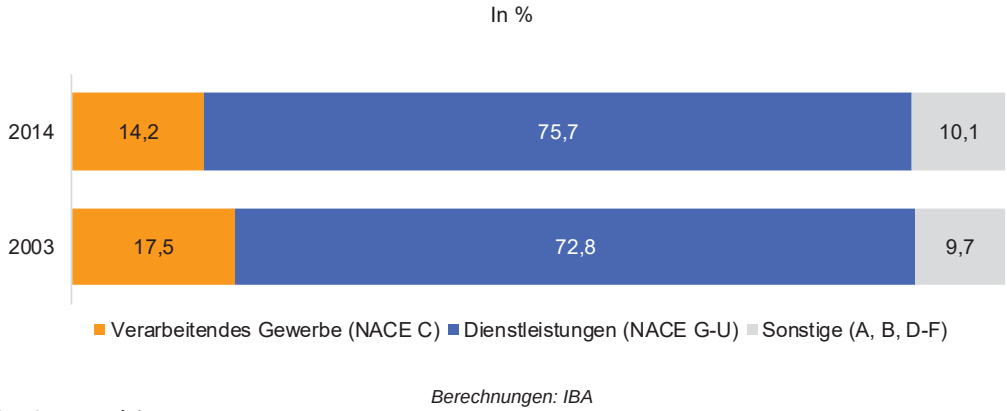
P	Erziehung und Unterricht	7.912,6	9,5
Q	Gesundheits- und Sozialwesen	7.974,2	9,5
R	Kunst, Unterhaltung und Erholung	597,9	0,7
S	Sonstige Dienstleistungen	1.128,9	1,3
T	Private Haushalte mit Hauspersonal	49,2	0,1
	GESAMT	**83.689,1**	**100,0**

Quelle: ICN, Comptes régionaux (In jeweiligen Preisen)

Rückgang des Anteils des Verarbeitenden Gewerbes an der wallonischen Wirtschaft bei gleichzeitigem Anstieg der Bruttowertschöpfung

Wie in den anderen Teilregionen der Großregion ist die Veränderung der Produktionsstruktur in der Wallonie durch eine Tertiarisierung der Wirtschaftstätigkeit gekennzeichnet. Zwischen 2003 und 2014 ist der Anteil des Verarbeitenden Gewerbes an der Gesamtbruttowertschöpfung zurückgegangen (von 17,5% auf 14,2%), während der Anteil der Dienstleistungen gestiegen ist. Dieser anteilige Rückgang im Verarbeitenden Gewerbe geht zwar mit einem absoluten Anstieg von 13% bei der Bruttowertschöpfung einher, da der Sektor 2003 eine Wertschöpfung von 10,5 Mrd. Euro und 2014 von 11,9 Mrd. Euro verzeichnet. Die Wertschöpfung im Dienstleistungssektor ist im Betrachtungszeitraum jedoch deutlich stärker gestiegen, und zwar volumenmäßig von 43,7 Mrd. Euro im Jahr 2003 auf 63,4 Mrd. Euro (+43%). Die übrigen Wirtschaftssektoren, d.h. der Primärsektor sowie der Rest des produzierenden Gewerbes (Bergbau und Gewinnung von Steinen und Erden sowie die Bereiche Energie, Wasser, Abfallmanagement und Baugewerbe) haben ihre Wertschöpfung um 45% gesteigert, was einem absoluten Anstieg von 2,6 Mrd. Euro entspricht. Dieser Anstieg wurde durch das Baugewerbe getragen, das einen Zuwachs von 65% verzeichnete (in absoluten Zahlen: +2 Mrd. Euro).

Anteil der Bruttowertschöpfung des Verarbeitenden Gewerbes an der Gesamtbruttowertschöpfung in der Wallonie im Jahr 2003 und 2014



Berechnungen: IBA

Quelle: ICN, Comptes régionaux

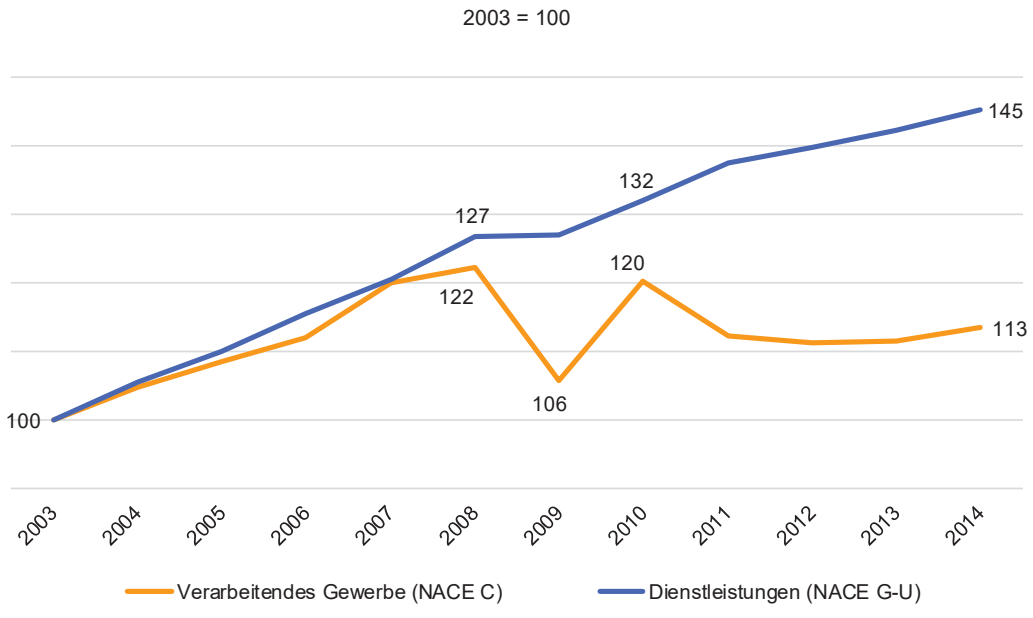
Die Industrie wurde durch die Krise stärker belastet als die Dienstleistungen

Zwischen 2003 und 2014 ist die Bruttowertschöpfung des Verarbeitenden Gewerbes relativ unregelmäßig um 13,5% gestiegen, während der Anstieg bei den Dienstleistungen im Betrachtungszeitraum kontinuierlich und ausgeprägt verlief (+45%). Ab dem Jahr 2009 hatte das unsichere Konjunkturklima infolge der Finanzkrise eine erhebliche Auswirkung auf das Verarbei-

tende Gewerbe. Die Verarbeitenden Industrien, die aufgrund ihrer Integration in die Wertschöpfungsketten auf europäischer Ebene in hohem Maße von externen Absatzmärkten abhängen, haben unter der Verlangsamung der weltweiten Handelstätigkeit gelitten, was die starken Schwankungen in der Wertschöpfung erklärt. Abgesehen von den internationalen Rahmenbedingungen führte das zunehmende Outsourcing von Dienstleistungen durch die Industrie zu einer Verlagerung der Wertschöpfung von der Industrie auf den tertiären Sektor.

Ein ähnlicher Trend ist auch bei der Beschäftigung zu beobachten, was die Verlangsamung der Wertschöpfung des Verarbeitenden Gewerbes erklärt (vgl. Kapitel 3.3 zur Beschäftigungssituation). Der bereits vor Beginn der Wirtschaftskrise hohe Anteil der Dienstleistungstätigkeiten hatte folgende Effekte: die negativen Auswirkungen der Krise auf die wallonische Wirtschaft konnten begrenzt werden, da die nicht marktbezogene Wirtschaft durch internationale Schwankungen weniger stark beeinflusst wurde. So konnte sich der tertiäre Sektor im Zeitraum von 2009 bis 2014 ohne Schwierigkeiten konsolidieren, wie die folgende Graphik zeigt.[17]

Entwicklung der Bruttowertschöpfung im Verarbeitenden Gewerbe und bei den Dienstleistungen in der Wallonie zwischen 2003 und 2014



Berechnungen: IBA

Quelle: ICN, Comptes régionaux

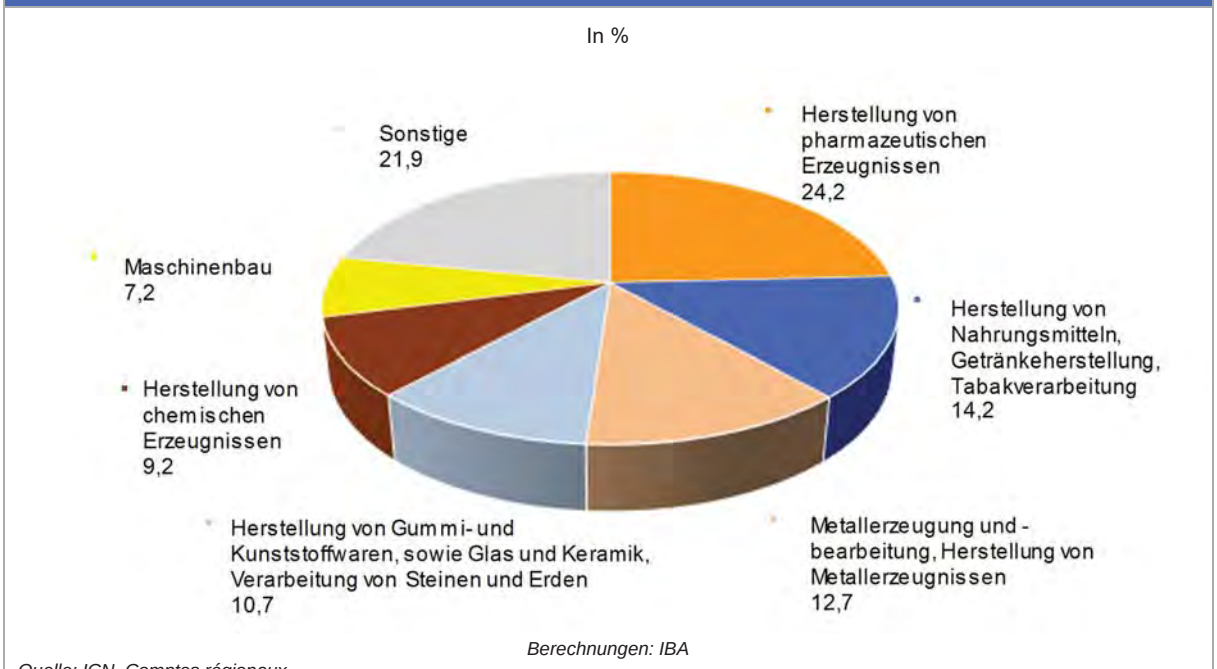
Bruttowertschöpfung hauptsächlich von der pharmazeutischen Industrie und der Nahrungsmittelindustrie getragen

Die pharmazeutische Industrie, die in erster Linie im Wallonisch-Brabant angesiedelt ist, steht hinsichtlich der Beschäftigungszahlen 2014 zwar nur an dritter Stelle (vgl. Kapitel 3.3 zur Beschäftigungssituation), generiert aber die höchste Bruttowertschöpfung im Verarbeitenden Gewerbe. Zwischen 2003 und 2014 hat sich die Wertschöpfung um das 1,6-fache erhöht, sie liegt am Ende des Betrachtungszeitraums bei 2,9 Mrd. Euro. Auch wenn sie weniger empfindlich

[17] Vgl. Département de la Compétitivité et de l'Innovation (DGO6-SPW), Cellule d'Analyse Economique et Stratégique (SOGEPA); IWEPS. (2016) Rapport sur l'économie wallonne. S. 40. http://www.iweps.be/sites/default/files/rew2016_final_0.pdf

auf Konjunktureinflüsse reagiert, verzeichnete sie dennoch einen Rückgang ihrer Wertschöpfung um 19% zwischen 2008 und 2011. Die Nahrungsmittelindustrie als Schlüsselindustrie für die wallonische Wirtschaftstätigkeit verbuchte zwischen 2003 und 2014 einen Zuwachs von 34,4%. Dagegen zeigen sich andere Industrien in diesem Zeitraum weniger robust. Dies trifft auf den vierten Sektor zu, der die Branchen Gummi, Kunststoffe und nichtmetallische Mineralerzeugnisse umfasst (-10%, entspricht -1,4 Mrd. Euro). Eine Erklärung für die rückläufige Bruttowertschöpfung der Industrie der nichtmetallischen Mineralerzeugnisse, die im Baugewerbe verwendet werden, sind zunehmenden Importe von beispielsweise Zement, was zu Lasten der lokalen Produktion geht.[18] Bei anderen Werkstoffen wie z.B. Glas ist im selben Zeitraum ein Rückgang des Verbrauchs zu beobachten. Eine mögliche Erklärung hierfür ist die sinkende Zahl von neu installierten Photovoltaikanlagen infolge der Streichung der Investitionsbeihilfen, was auch zu einem Rückgang der Unternehmenstätigkeit in diesem Sektor geführt hat.

Verteilung der Bruttowertschöpfung im Verarbeitenden Gewerbe in der Wallonie 2014



Berechnungen: IBA

Quelle: ICN, Comptes régionaux

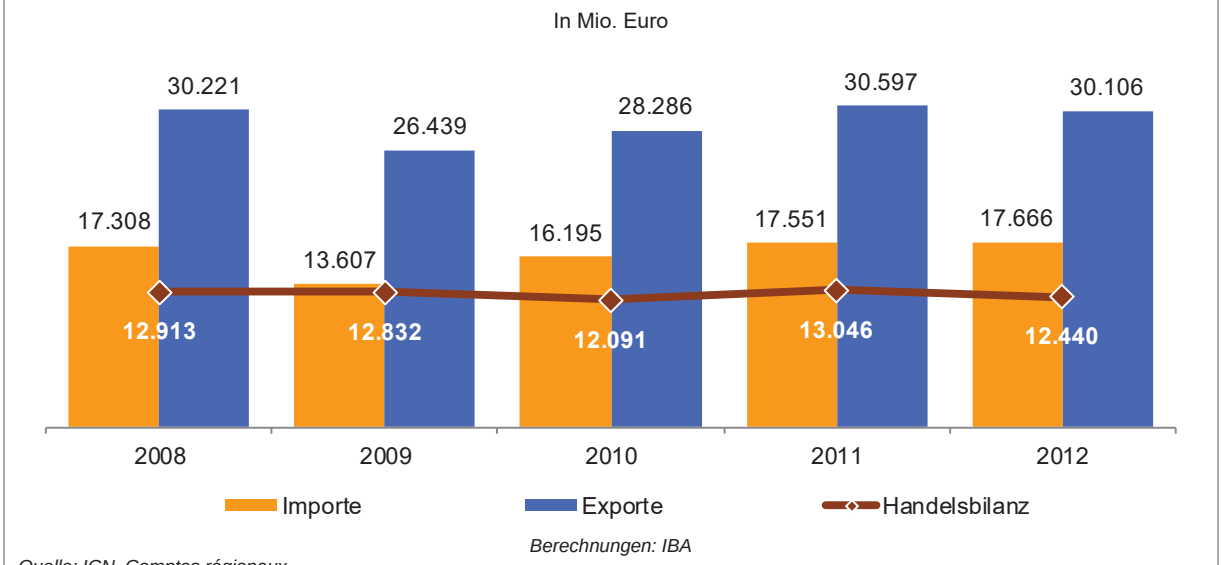
Ein Exportmarkt mit Ausrichtung auf Europa

Die wallonischen Exporte haben insgesamt relativ stark unter der Wirtschaftskrise von 2009 gelitten. Allerdings haben sie sich, dank der Robustheit verschiedener Auslandsmärkte (in erster Linie Deutschland), bereits im darauffolgenden Jahr wieder erholt. Diese Tendenz war besonders im Verarbeitenden Gewerbe zu beobachten, denn 2012 machten diese Erzeugnisse 76% der aus der Wallonie exportierten Güter aus. Die Importe, die in der Regel dem Trend der Exporte folgen, verzeichneten jedoch zwischen 2008 und 2012 einen stärkeren Zuwachs (Im-

[18] Vgl. Service public de la Wallonie (SPW): Bilan environnemental des entreprises en Région Wallonne. 26/08/2016. http://environnement.wallonie.be/enviroentreprises/pages/etatenviindustrie.asp?doc=syn-ind-val

porte: +2,1%, Exporte: -0,4%). Dies kann auf die Tatsache zurückzuführen sein, dass die wallonischen Exporte überwiegend in europäische Länder mit geringem Wirtschaftswachstum gehen und nicht in Schwellenländer mit starkem Wachstum. So ist im Betrachtungszeitraum ein Rückgang der Handelsbilanz um 3,7% zu beobachten. Auch wenn der Anteil der Dienstleistungen an den wallonischen Exporten weiterhin klein ist, ist jedoch ein kontinuierlicher Anstieg der Exporte des tertiären Sektors festzustellen. Eine Fortsetzung dieses Trends würde bedeuten, dass die marktbezogenen Dienstleistungen in stabilen, westlichen Volkswirtschaften wie z.B. der Wallonie vor dem Hintergrund einer Deindustrialisierung zu einem wichtigen Wettbewerbsfaktor werden könnten.[19]

Außenhandel des Verarbeitenden Gewerbes in der Wallonie zwischen 2008 und 2012



Berechnungen: IBA

Quelle: ICN, Comptes régionaux

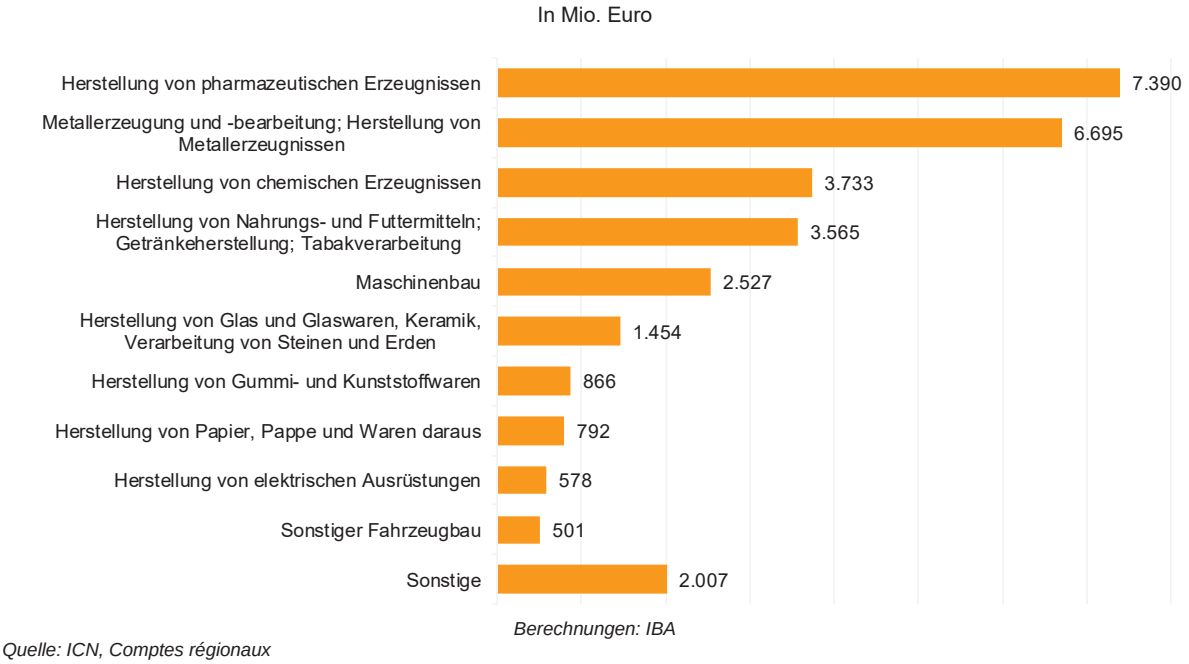
Pharmazeutische Industrie und Metallurgie, die wichtigsten Exportindustrien

Auch hinsichtlich der Exporte nimmt die pharmazeutische Industrie mit 25% den ersten Platz im Verarbeitenden Gewerbe ein. Der Wallonische Rat für Wissenschaftspolitik führte in seinem Bericht aus, dass die FuE-Anstrengungen in hohem Maße auf den Spitzentechnologiesektor des Verarbeitenden Gewerbes konzentriert seien (mehr als 50% der Ausgaben im Jahr 2011) und die pharmazeutische Industrie eine vorherrschende Stellung einnähme.[20] Dann folgt die Metallindustrie, die mit 22% an den Exporteinnahmen des Verarbeitenden Gewerbes beteiligt ist. Frankreich und Deutschland, die beiden wichtigsten Handelspartner der Wallonie, sind auch die beiden wichtigsten Absatzmärkte für belgische Fertigerzeugnisse aus Eisen und Stahl. Die chemische Industrie und die Nahrungsmittelindustrie verzeichnen praktisch dasselbe Exportniveau (3,7 bzw. 3,6 Mrd. Euro).

[19] Vgl. Département de la Compétitivité et de l'Innovation (DGO6-SPW), Cellule d'Analyse Economique et Stratégique (SOGEPA); IWEPS. (2016) Rapport sur l'économie wallonne. http://www.iweps.be/sites/default/files/rew2016_final_0.pdf

[20] Conseil Wallon de la Politique Scientifique (2014). Evaluation de la politique scientifique de la Wallonie et de la Fédération Wallonie/Bruxelles. http://www.cesw.be/uploads/CPS/CPS_Rapportevaluation2012_2013_def.pdf

Wallonische Exporte des Verarbeitenden Gewerbes nach ausgewählten Branchen in der Wallonie 2012



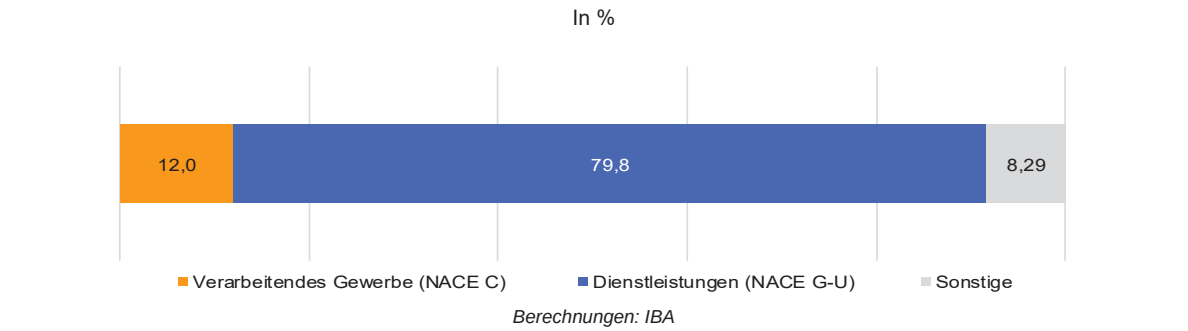
Berechnungen: IBA

Quelle: ICN, Comptes régionaux

3.3 Die Beschäftigungssituation in der Industrie der Wallonie

Nach Angaben der belgischen Sozialversicherung ONSS[21] zählte die Wallonie 2014 1.013.370 Beschäftigte. Diese verteilten sich wie folgt: weniger als 1% arbeiteten im Primärsektor, 20% im Sekundärsektor und knapp 80% im Tertiärsektor. Im Verarbeitenden Gewerbe, das vor 30 Jahren noch der Motor der wallonischen Wirtschaft war, sind heute noch 12% der Arbeitnehmer (121.237 Personen) beschäftigt, das entspricht 63,1% des Sekundärsektors in der Wallonie. Hinsichtlich des tertiären Sektors fällt auf, dass in der Wallonie der Anteil der nicht marktbezogenen Dienstleistungen mit 41,3% auf einem hohen Niveau liegt.

Verteilung der Beschäftigung in der Wallonie 2014



Berechnungen: IBA

Quelle: ONSS (Stichtag 30.6.)

[21] In diesem Teil werden die Daten des ONSS verwendet, weil sie eine Auswertung nach Geschlecht ermöglichen, was mit den Daten der regionalen Volkswirtschaftlichen Gesamtrechnung nicht möglich ist.

Zwischen 2004 und 2014 ist die Arbeitnehmerbeschäftigung in der Wallonie um 9,2% gestiegen. Dieser Zuwachs beruhte vor allem auf dem Tertiärsektor, in dem die Beschäftigung im Betrachtungszeitraum um 12% gestiegen ist. Dieser Sektor, der aus den marktbezogenen und nicht-marktbezogenen Dienstleistungen besteht, beschäftigt 808.167 Personen in 2014.

Tabelle: Anzahl der Arbeitnehmer nach Wirtschaftszweigen in der Wallonie 2014

NACE	Wirtschaftszweige	Anzahl	Anteil an Gesamt (in %)
A	Land- und Forstwirtschaft, Fischerei	3.728	0,4
B	Bergbau und Gewinnung von Steinen und Erden	2.200	0,2
C	**Verarbeitendes Gewerbe**	**121.237**	**12,0**
D	Energieversorgung	5.697	0,6
E	Wasserversorgung; Abwasser- und Abfallentsorgung und Beseitigung von Umweltverschmutzungen	9.357	0,9
F	Baugewerbe	62.984	6,2
G	Handel; Instandhaltung und Reparatur von Kraftfahrzeugen	126.416	12,5
H	Verkehr und Lagerei	48.938	4,8
I	Gastgewerbe/Beherbergung und Gastronomie	28.576	2,8
J	Information und Kommunikation	14.387	1,4
K	Finanz- und Versicherungsdienstleistungen	19.617	1,9
L	Grundstücks- und Wohnungswesen	5.525	0,5
M	Freiberufliche, wissenschaftliche und technische Dienstleistungen	26.254	2,6
N	Sonstige wirtschaftliche Dienstleistungen	82.572	8,1
O	Öffentliche Verwaltung	124.037	12,2
P	Erziehung und Unterricht	125.070	12,3
Q	Gesundheits- und Sozialwesen	169.887	16,8
R	Kunst, Unterhaltung und Erholung	13.703	1,4
S	Sonstige Dienstleistungen	22.352	2,2
T	Private Haushalte mit Hauspersonal	431	<0,1
U	Exterritoriale Organisationen und Körperschaften	402	<0,1
	GESAMT	**1.013.370**	**100,0**

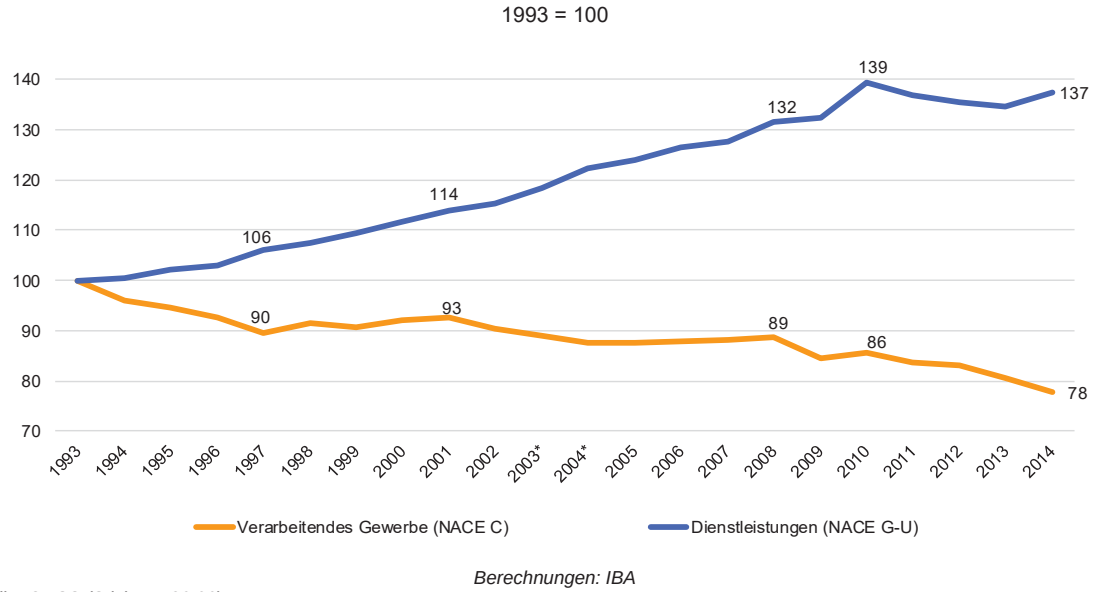
Quelle: ONSS (Stichtag: 30.06)

Gesamtanstieg der Beschäftigung getragen durch den Tertiärsektor

Im Zeitraum von 20 Jahren ist die Beschäftigung in der Wallonie um 23,2% gestiegen, das entspricht in absoluten Zahlen einem Zuwachs von nahezu 200.000 Personen. Diese Steigerung wurde in erster Linie durch den Tertiärsektor gestützt, der seit 1994 einen Anstieg der Beschäftigtenzahl um 37% verzeichnete, während die Zahl der Arbeitsplätze im Verarbeitenden Gewerbe mit -19% deutlich gesunken ist. Der Rückgang entspricht etwas mehr als 28.000 Personen. Nach Aussage des FOREM beruht der Anstieg der Beamten in der Wallonie (ein Phänomen, das bereits Ende der 1980er und Anfang der 1990er-Jahre zu beobachten war) auf dem Bestreben der öffentlichen Hand, zu einem Zeitpunkt das Beschäftigungsangebot zu erhöhen, als in der Privatwirtschaft immer mehr Stellen abgebaut wurden.[22] Nachdem die Beschäftigung im Verarbeitenden Gewerbe über zehn Jahre bis zum Jahr 2008 mehr oder weniger stabil war, geht die Beschäftigtenzahl seit 2010 deutlich zurück.

[22] FOREM (2009): 20 ans d'évolution de l'emploi et des secteurs d'activités en Wallonie

Entwicklung der Erwerbspersonen im Verarbeitenden Gewerbe und im Dienstleistungssektor in der Wallonie zwischen 1993 und 2014



Berechnungen: IBA

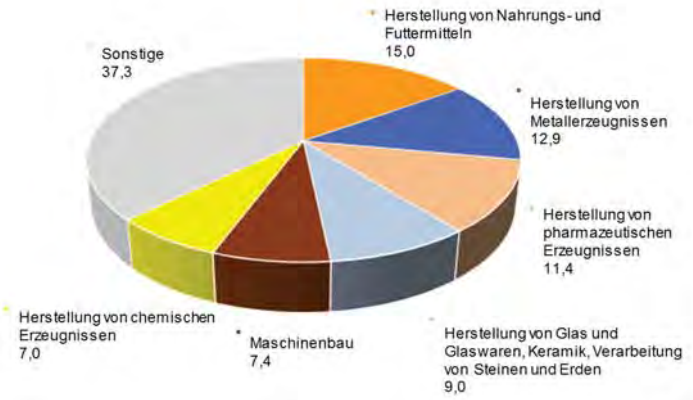
Quelle: ONSS (Stichtag: 30.06)
* Für 2003 und 2004 sind die Daten nur zum 31.12. verfügbar
** Zeitreihenbruch 2003, 2011 und 2012

Die pharmazeutische Industrie und die Nahrungsmittelindustrie schaffen Arbeitsplätze

Der Beschäftigungsrückgang im Verarbeitenden Gewerbe ist differenziert zu betrachten, insbesondere angesichts der Tatsache, dass die pharmazeutische Industrie und die Nahrungsmittelindustrie weiterhin Arbeitsplätze schaffen. Die Nahrungsmittelindustrie, die in der wallonischen Industrie bei der Beschäftigung den Spitzenplatz belegt, ist ein Wettbewerbs-Cluster, der im Marshall-Plan als einer der Schlüsselsektoren für die wallonische Wirtschaftstätigkeit berücksichtigt wurde. Zwischen 2008 und 2014 ist die Beschäftigung hier um 1,6% auf 18.184 Arbeitsplätze gestiegen (+292 Arbeitsplätze). Die pharmazeutische Industrie verbucht in diesem Zeitraum sogar einen viel deutlicheren Zuwachs, mit etwas mehr als 2.000 neuen Stellen bei einem relativen Anstieg von 17,3%. Auch die Herstellung von nichtmetallischen Mineralerzeugnissen spielt bei der Beschäftigung in der Wallonie eine große Rolle, denn auf diesen Bereich entfallen 9% der Beschäftigung im Verarbeitenden Gewerbe. Hier sind in der Glasindustrie die meisten Personen beschäftigt (43,5%), die Hälfte davon arbeitet für die japanische Gruppe Asahi Glass, die ihren europäischen Sitz in Louvain-la-Neuve hat. Es handelt sich hierbei jedoch um einen Bereich mit sinkender Bedeutung für die Beschäftigung (-11% zwischen 2008 und 2014). Dies gilt ebenfalls für den Maschinenbau, der zwischen 2008 und 2014 etwas mehr als 3.000 Stellen abbaute (-26%). Parallel dazu verbuchen die Tätigkeitsbereiche mit einem direkten Bezug zum Metallgewerbe im Betrachtungszeitraum einen relativ starken Beschäftigungsrückgang. Der Sektor der Herstellung von Metallerzeugnissen verzeichnet einen Rückgang seiner Beschäftigtenzahl um 12,4%, das entspricht einem Verlust von etwas mehr als 2.200 Stellen.

Verteilung der Beschäftigung im Verarbeitenden Gewerbe nach ausgewählten Wirtschaftsbereichen in der Wallonie 2014

In %



Berechnungen: IBA

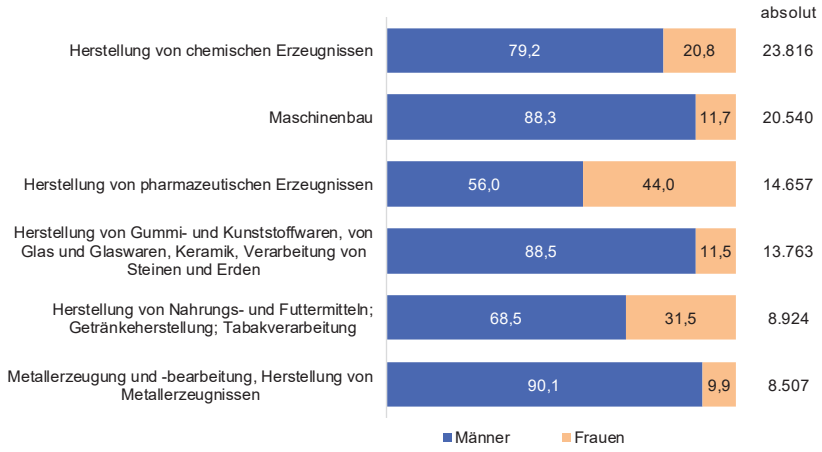
Quelle: ONSS (Stichtag 30.6.)

Verarbeitendes Gewerbe mit überwiegend männlichen Beschäftigten

Von den 1.013.370 Stellen in der wallonischen Wirtschaft sind 2014 ähnlich viele mit Frauen wie mit Männern besetzt. Dagegen ist die Beschäftigungsstruktur im Verarbeitenden Gewerbe weitgehend männlich, Frauen machen nur 20,9% der Gesamtbeschäftigtenzahl aus (25.306 Personen im Jahr 2014). Betrachtet man die sechs Sektoren, die im Verarbeitenden Gewerbe die größte Bedeutung für die Beschäftigung haben, verzeichnen die pharmazeutische Industrie und die Nahrungsmittelindustrie im Verhältnis gesehen den höchsten Anteil an Frauen, und zwar 44% bzw. 31,5%. Auf diese beiden Sektoren entfallen insgesamt 12.533 weibliche Beschäftigte, d.h. 49,5% der Frauen des gesamten Verarbeitenden Gewerbes. Dagegen liegt der Frauenanteil sehr niedrig im Metallgewerbe, in den Industriezweigen Gummi und Kunststoffe, Mineralerzeugnisse oder auch im Maschinenbau, in denen der Anteil der Männer bei 90, 89 bzw. 88% liegt. Diese Branchen beschäftigen folglich 44,1% der männlichen Arbeitnehmer im Verarbeitenden Gewerbe.

Beschäftigte des Verarbeitenden Gewerbes in den beschäftigungsstärksten Wirtschaftszweigen in der Industrie in der Wallonie 2014

In % und absolut



Berechnungen: IBA

Quelle: ONSS (Stichtag: 30.6.)

4. Deutschsprachige Gemeinschaft Belgiens

4.1 Eine strategisch günstige Lage im Zentrum des europäischen Marktes mit bedeutenden grenzüberschreitenden Aktivitäten

Die Deutschsprachige Gemeinschaft hat teilweise eine eigene industrielle Entwicklung erlebt. Zunächst waren im Norden vorindustrielle Aktivitäten zu verzeichnen, hauptsächlich die Zinkminen in Kelmis (der Name des Dorfes leitet sich davon ab), die Töpferei von Raeren und vor allem die Textilverarbeitung in der kleinen Stadt Eupen. Im Lauf der Jahrzehnte musste die einst blühende Textilindustrie mehrere Krisen bewältigen, insbesondere im 19. Jahrhundert und infolge der politischen Veränderungen nach dem Ersten Weltkrieg. Der Bau des Eisenbahnnetzes Ende des 19. Jahrhunderts hat die Entwicklung industrieller Aktivitäten im Süden der Ostkantone ermöglicht, insbesondere im Kanton Sankt Vith, der bis dahin stark von der Landwirtschaft geprägt war.[23] Der Rückgang der Textilindustrie im 20. Jahrhundert wurde zum Teil durch das Entstehen neuer Industrien kompensiert, wie beispielsweise die Kabelindustrie, die zu Beginn des Jahrhunderts gegründet wurde und bis heute die größte industrielle Arbeitgeberin ist. Im Süden verzeichnete der Bausektor einen besonders starken Aufschwung.[24]

Gegenwärtig weist die Deutschsprachige Gemeinschaft Belgiens eine Vielzahl an kleinen und mittleren Unternehmen auf. Die Branchenschwerpunkte liegen in der Lebensmittel-, der Metall- und der Feinmechanikindustrie. Im Süden spielten die Holzindustrie und der Metallsektor eine nicht unerhebliche Rolle. Sowohl im Norden als auch im Süden haben die Industriegebiete am Rande der Gemeinden, in der Nähe der Hauptverkehrsachsen und der Grenzen zu den Nachbarstaaten deutlich zugenommen. Aufgrund ihrer strategischen Lage im Zentrum des europäischen Marktes sowie am Schnittpunkt eines wichtigen Straßen- und Schienennetzes hat die Deutschsprachige Gemeinschaft bedeutende wirtschaftliche und unternehmerische Aktivitäten auf überregionaler und grenzüberschreitender Ebene entwickelt, insbesondere in der Großregion und der Euregio Maas-Rhein.[25]

Die Deutschsprachige Gemeinschaft Belgien verfolgt die industriepolitischen Leitlinien, die in der aktuellen wallonischen Legislatur unter dem Begriff „Marshall-Plan 4.0"[26] zusammengefasst sind (vgl. Kapitel 3.1). Daneben ist die Region auch eingebunden in insgesamt acht Branchencluster und Kompetenz-Netzwerken in der Technologieregion Aachen.[27]

---

[23] Minke, Alfred (1995): La Communauté germanophone: L'évolution d'une terre d'entre-deux. http://www.wallonie-en-ligne.net/Wallonie_Politique/1995-CIFE_Wallonie-Region_Europe/1995_CIFE09_Minke_Alfred.htm

[24] IHK Eupen (07.12.2015): Ostbelgien – Wirtschaftsraum mit Vergangenheit. http://www.ihk-eupen.be/de/02_info/09-vergangenheit.html

[25] Langohr, Marc (1994): La Communauté germanophone de Belgique: Paradis économique? In: Bulletin de la Société géographique de Liège, 30, (1994). S. 99-106 http://popups.ulg.ac.be/0770-7576/index.php?id=3065&file=1

[26] Vgl. Portail Wallonie: Plan Marshall 4.0 (18.10.2016) http://planmarshall.wallonie.be/le-plan-0

[27] Vgl. IHK Eupen: Branchen-Netzwerke nutzen (18.10.2016) http://www.ihk-eupen.be/de/02_info/37_cluster.html

4.2 Die wirtschaftliche Lage der Industrie in der Deutschsprachigen Gemeinschaft Belgien

Das folgende Kapitel gibt einen Überblick über die Wirtschaftsstruktur der Deutschsprachigen Gemeinschaft Belgien mit dem Schwerpunkt auf das Verarbeitende Gewerbe. Der Wirtschaftsstandort der Deutschsprachigen Gemeinschaft Belgien erreichte im Jahr 2014 eine Bruttowertschöpfung von fast 1,8 Mrd. Euro, wovon 346 Mio. Euro in der Industrie erwirtschaftet wurden. Dies entspricht einem Anteil von 19,4% im Jahr 2014. Damit liegt das Verarbeitende Gewerbe der Deutschsprachigen Gemeinschaft mehr als fünf Prozentpunkte über dem Industrieanteil Belgiens (13,8%) und dem Rest der Wallonie (14,2%). Betrachtet man die Wertschöpfung der gesamten Wirtschaft, sind an erster Stelle die öffentlichen sowie sonstigen Dienstleister und die Bereiche Erziehung und Gesundheitswesen zu nennen (25,7%). Es folgen Handel und Verkehr, Gastgewerbe und Kommunikation mit einem Anteil von 23% und die Finanz-, Versicherungs- und Unternehmensdienstleister mit knapp 20% an der Gesamtbruttowertschöpfung der Deutschsprachigen Gemeinschaft Belgien.

Tabelle: Bruttowertschöpfung nach Wirtschaftszweigen in der DG 2014

NACE	Wirtschaftszweige	In Mio. Euro	Anteil an Gesamt (in %)
A	Land- und Forstwirtschaft, Fischerei	32,2	1,8
B, D, E	Gewinnung von Steinen und Erden, Energieversorgung, Wasserversorgung, Abfallentsorgung	24,6	1,4
C	**Verarbeitendes Gewerbe**	**345,7**	**19,4**
F	Baugewerbe	147,6	8,3
G-J	Handel, Verkehr und Lagerei, Gastgewerbe, Information und Kommunikation	416,5	23,4
K-N	Finanz-, Versicherungs- und Unternehmensdienstleister; Grundstücks- u. Wohnungswesen	354,2	19,9
O-T	Öffentliche und sonstige Dienstleister, Erziehung und Gesundheit, Private Haushalte	457,4	25,7
	TOTAL	**1.778,2**	100,0

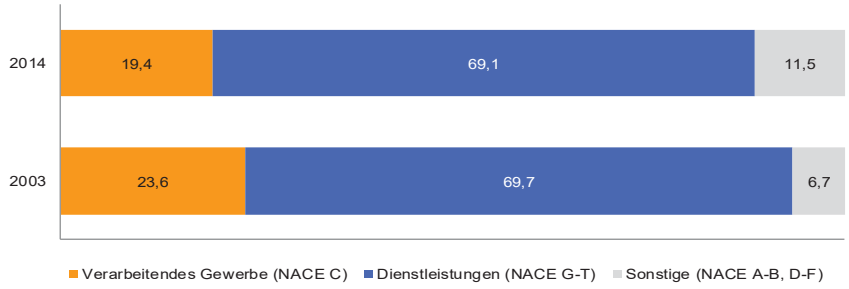
Quelle: BNB/ICN

Bedeutung der Industrie für die Bruttowertschöpfung der Region geht zurück

Die Entwicklung der Verteilung der Bruttowertschöpfung auf die drei Bereiche Industrie, Dienstleistungen und „Sonstige" zeigt eine deutliche Verschiebung zu Gunsten des letztgenannten Bereichs. Seit 2003 hat der Anteil des Verarbeitenden Gewerbes um über vier Prozentpunkte abgenommen, wohingegen der Bereich „Sonstige" seinen Anteil an der Bruttowertschöpfung um fast fünf Prozentpunkte gesteigert hat. Dies ist auf eine Verdopplung der Bruttowertschöpfung in der Energie- und Wasserversorgung sowie ein Plus von 74% im Bausektor zurückzuführen. Der Anteil des Dienstleistungsbereichs hat in der Wertschöpfung minimal abgenommen.

Anteil des Verarbeitenden Gewerbes und der Dienstleistungen an der Gesamt-Bruttowertschöpfung in der DG 2003 und 2014

in %



Berechnungen: IBA

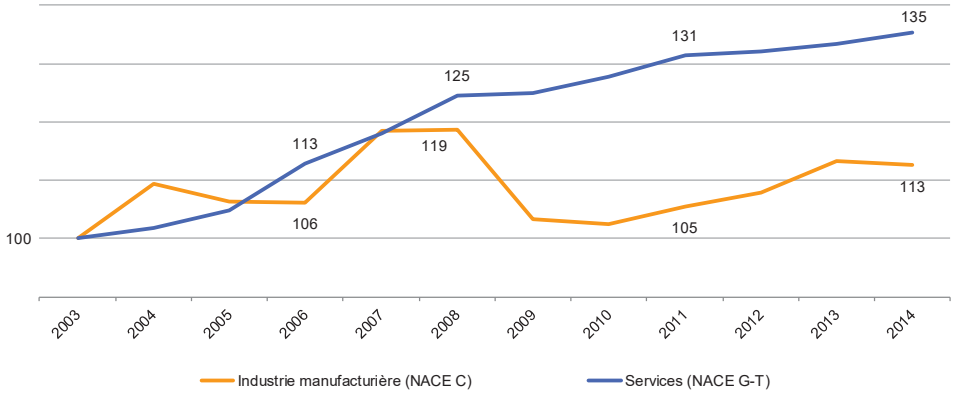
Quelle: BNB/ICN

Starke Schwankungen in der Entwicklung der Bruttowertschöpfung des Verarbeitenden Gewerbes

Trotz des anteiligen Rückgangs hat die Bruttowertschöpfung im Verarbeitenden Gewerbe in der Deutschsprachigen Gemeinschaft Belgiens seit 2003 um 13 Prozentpunkte zugenommen. Nach einem deutlichen Anstieg zwischen 2003 und 2004 waren die folgenden zwei Jahren wieder durch eine schwächere Bruttowertschöpfung gekennzeichnet. Nach dem Rekordjahr 2008 mit 365 Mio. Euro zeichnete die Weltwirtschaftskrise jedoch dafür verantwortlich, dass die Wertschöpfung im Verarbeitenden Gewerbe innerhalb eines Jahres um 13% zurückging. Allerdings erholte sich diese konstant steigend, sodass die Deutschsprachige Gemeinschaft im Jahr 2014 wieder 346 Mio. Euro industrielle Wertschöpfung verbuchen konnte. Die Dienstleistungsbranche hat im gleichen Zeitraum ein Plus von 35% zu verzeichnen und erwirtschaftete 2014 einen Wert von über 1,2 Mrd. Euro. Diese Entwicklung verlief – im Vergleich zum Verlauf der industriellen Bruttowertschöpfung – recht linear.

Entwicklung der Bruttowertschöpfung des Verarbeitenden Gewerbes im Vergleich zu den Dienstleistungen in der DG seit 2003

in %, 2003 = 100



Berechnungen: IBA

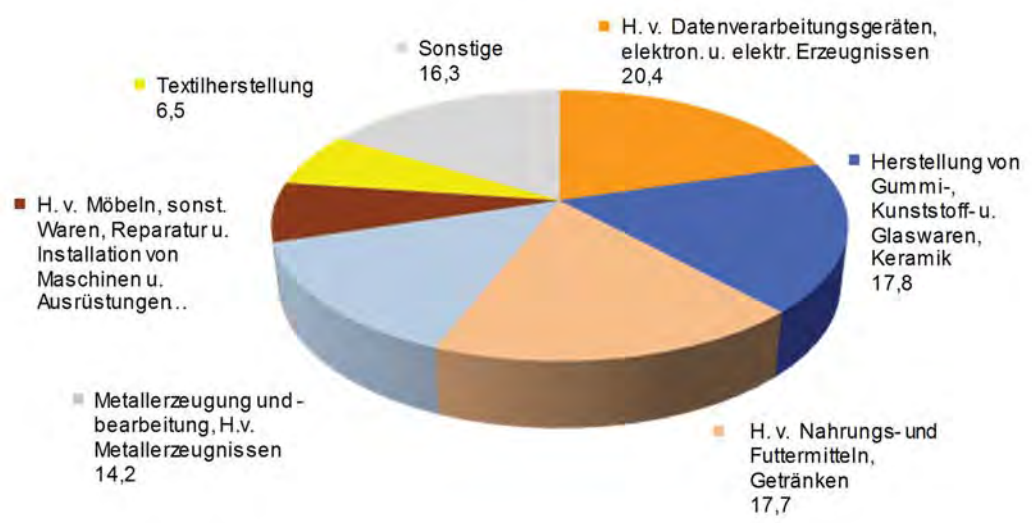
Quelle: BNB/ICN

Elektroindustrie ist größte Branche des Verarbeitenden Gewerbes in der Industrie

Die sechs größten industriellen Wirtschaftszweige des Verarbeitenden Gewerbes bilden in der Deutschsprachigen Gemeinschaft Belgien fast 84% der Bruttowertschöpfung ab, siehe dazu das nachstehende Diagramm. Mit einem Beitrag von über 70 Mio. Euro steht die Elektrobranche an erster Stelle, dazu zählt beispielsweise auch der größte Arbeitgeber der Deutschsprachigen Gemeinschaft, das Kabelwerk Eupen. Es folgen die Gummi-, Kunststoff- und Glasindustrie sowie die Nahrungsmittelindustrie mit jeweils um die 61 Mio. Euro Wertschöpfung. Einen Anteil von über 14% stellt das Metallgewerbe (49 Mio. Euro). Die Möbelindustrie sowie die Reparatur von Maschinen und Ausrüstungen erwirtschafteten 24,5 Mio. Euro, die Textilbranche 25,5 Mio. Euro an Bruttowertschöpfung im Jahr 2014. Nicht unter den ersten sechs, aber kurz darauf folgt die traditionell bedeutende Holzindustrie in der Deutschsprachigen Gemeinschaft Belgien mit 20,6 Mio. Euro, was immerhin 6% der Bruttowertschöpfung der Deutschsprachigen Gemeinschaft Belgiens für 2014 entspricht.

Anteile der Bruttowertschöpfung im Verarbeitenden Gewerbe der DG 2014

in %



Berechnungen: IBA

Quelle: BNB/ICN

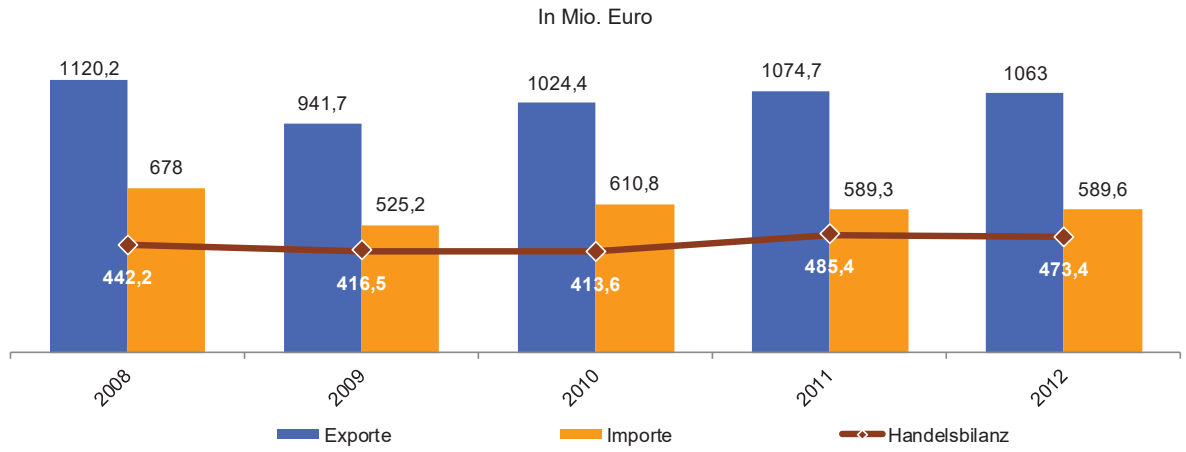
Handelsbilanz der Deutschsprachigen Gemeinschaft ist positiv

Was den Außenhandel[28] betrifft, verzeichnet die Deutschsprachige Gemeinschaft Belgien im Verarbeitenden Gewerbe eine positive Handelsbilanz. Im Jahr 2012 stehen den Exporten in Höhe von 1.063 Mio. Euro Importe von 590 Mio. Euro gegenüber. Bis auf den Einbruch in der Wirtschaftskrise verlief die Handelsbilanz zwischen 2008 und 2012 auch recht konstant und

[28] Für den Außenhandel lagen zum Zeitpunkt der Erstellung des Berichtes nur die Daten bis 2012 vor, daher ist kein aktueller Stand abbildbar.

notierte sogar ein Plus von 7% innerhalb dieser fünf Jahre. Betrachtet man das absolute Handelsvolumen, stellt man jedoch fest, dass sowohl Importe als auch Exporte in der Industrie seit den deutlichen Einbrüchen 2009 nicht mehr das Niveau des Vorkrisenjahrs erreicht haben.

Außenhandel im Verarbeitenden Gewerbe der DG zwischen 2008 und 2012



Berechnungen: IBA

Quelle: BNB/ICN

4.3 Die Beschäftigungssituation in der Industrie in der Deutschsprachigen Gemeinschaft Belgien

Im Jahr 2014 waren knapp 22.000 Arbeitnehmer in der Deutschsprachigen Gemeinschaft beschäftigt. Davon arbeiten fast 4.800 Menschen im Industriesektor, das entspricht einem Anteil von 22% an allen Arbeitnehmern. Mit 346 Mio. Euro beträgt der von ihnen erwirtschaftete Anteil an der gesamten Wertschöpfung über 19%. Mit mehr als 15.100 Arbeitnehmern sind mehr als zwei Drittel (69,9%) in der Dienstleistungsbranche tätig. Die nachstehende Tabelle gibt einen Überblick über die genaue Aufteilung der Beschäftigten in den einzelnen Wirtschaftszweigen.

Tabelle: Anzahl der Arbeitnehmer nach Wirtschaftszweigen in der DG 2014

NACE	Wirtschaftszweige	absolut	Anteil an Gesamt in %
A	Land- und Forstwirtschaft, Fischerei	138	0,6
B	Gewinnung von Steinen und Erden	4	0,0
C	**Verarbeitendes Gewerbe**	**4.736**	**21,9**
D, E	Energie, Wasser, Abfallentsorgung	165	0,8
F	Baugewerbe	1.487	6,9
G	Handel; Reparatur von KFZ	2.952	13,6
H	Verkehr und Lagerei	896	4,1
I	Gastgewerbe	599	2,8
J	Information und Kommunikation	232	1,1
K	Finanzen und Versicherungen	404	1,9
L	Grundstücks- und Wohnungswesen	49	0,2
M	Freiberufliche und technische Dienstleistungen	380	1,8

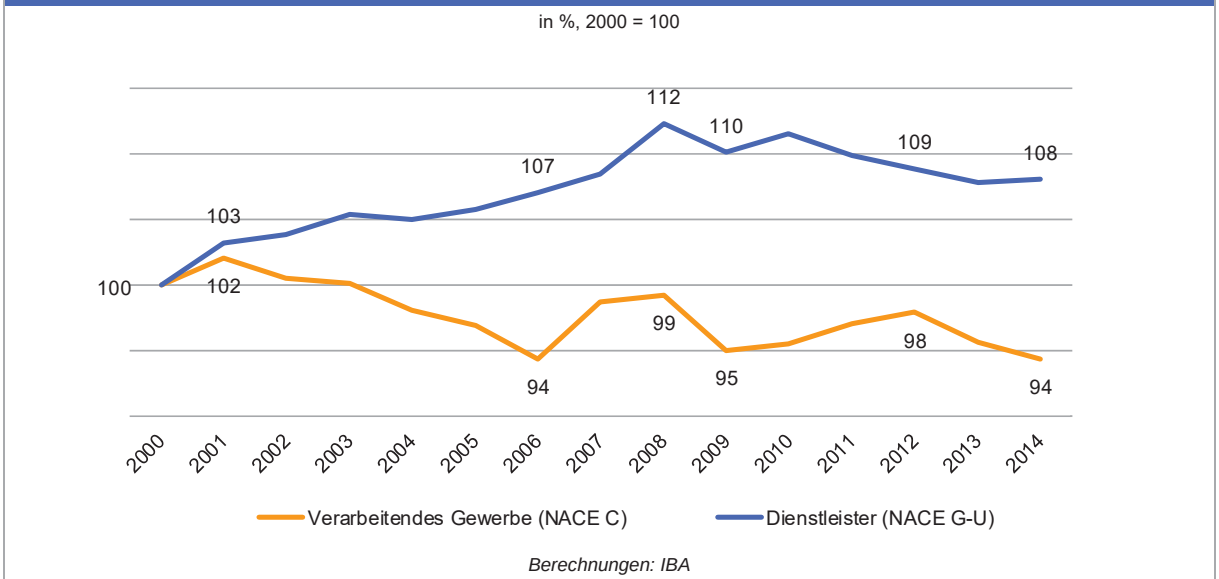
N	Sonstige wirtschaftliche Dienstleistungen	1.151	5,3
O	Öffentliche Verwaltung	2.359	10,9
P	Erziehung und Unterricht	2.325	10,7
Q	Gesundheits- und Sozialwesen	2.875	13,3
R	Kunst, Unterhaltung und Erholung	361	1,7
S	Sonstige Dienstleistungen, Privathaushalte	557	2,6
T	Exterritoriale Organisationen	1	0,0
	TOTAL	**21.671**	100

Quelle: ONSS (Auswertung: ADG, Stichtag: 30.06.)

Beschäftigung sinkt in der Industrie und steigt in den Dienstleistungen zwischen 2000 und 2014

Im Betrachtungszeitraum sank die Zahl der Arbeitnehmer in der Industrie um 5,6%. Der Einbruch im Jahr 2006 und der starke Anstieg im Jahr 2007 sind auf die Nahrungsmittelindustrie zurückzuführen: 2006 gingen dort 191 Arbeitsplatze verloren, im Folgejahr wurden 125 neue Beschäftigungsverhältnisse geschaffen. Nach der Krise 2009 (knapp 4.800 Beschäftigte) hat sich die Situation im Verarbeitenden Gewerbe kurzfristig erholt und erreichte im Jahr 2012 einen Stand von über 4.900 Beschäftigten. In den zwei darauffolgenden Jahren gingen jedoch erneut Arbeitsplätze verloren, so dass der Beschäftigtenstand 2014 genau 4.736 betrug. Die langfristige Betrachtung des Dienstleistungssektors zeigt zwar einen Anstieg der Beschäftigten von +8%, seit 2010 werden aber auch hier rückläufige Zahlen vermeldet.

Entwicklung der Arbeitnehmer im Verarbeitenden Gewerbe im Vergleich zu den Dienstleistungen in der DG seit 2000



Berechnungen: IBA

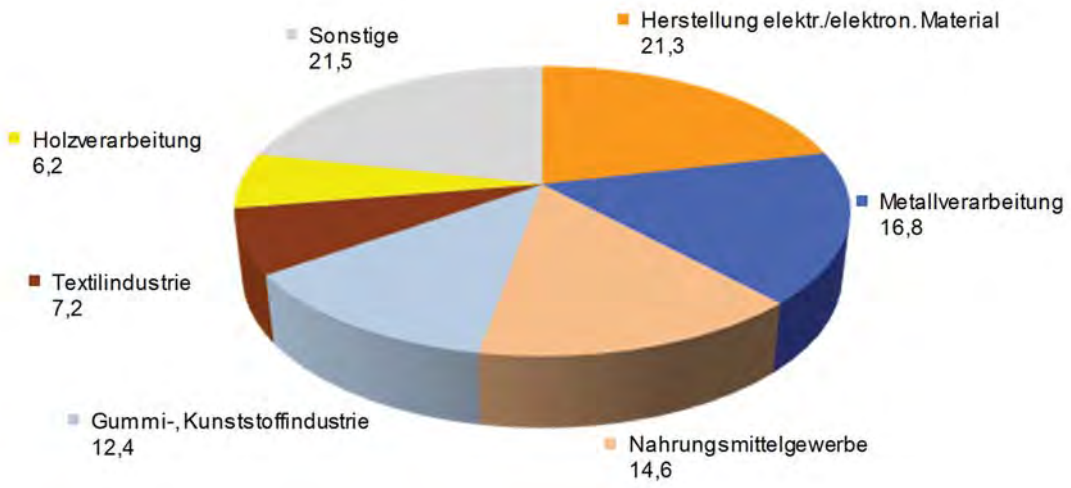
Quelle: ONSS (Stichtag: 30.06.)

Elektroindustrie mit dem Kabelwerk Eupen wichtigste Branche der Industrie

Die detaillierte Betrachtung der industriellen Wirtschaftszweige zeigt, dass sich über 80% der Arbeitnehmer auf die sechs größten Branchen aufteilen. An erster Stelle mit rund 1.000 Mitarbeitern steht die Elektroindustrie, gefolgt von dem metallverarbeitenden Gewerbe (800 Beschäftigte) und der Nahrungsmittelindustrie (700 Beschäftigte). Die Gummi- und Kunststoffindustrie, die in der Bruttowertschöpfung mit 61 Mio. Euro an zweitem Rang steht, ist Arbeitgeberin für fast 600 Personen. Es folgen die Textilindustrie mit 340 Beschäftigten und die Holzindustrie mit knapp 300 Mitarbeitern.

Beschäftigungsstärkste Wirtschaftszweige im Verarbeitenden Gewerbe in der DG 2014

in %



Berechnungen: IBA

Quelle: ONSS (Auswertung: ADG, Stichtag: 30.06.)

Wie die folgende Tabelle zeigt, sind die beschäftigungsstärksten Industriebetriebe in unterschiedlichen Branchen angesiedelt. Dazu gehören Elektro-, Kunststoff und Aluminiumindustrie sowie die Reparatur von Metallerzeugnissen; aber auch die Textil- und Nahrungsmittelbranchen sind hier vertreten.

Tabelle: Die größten Unternehmen des Verarbeitenden Gewerbes der DG 2014

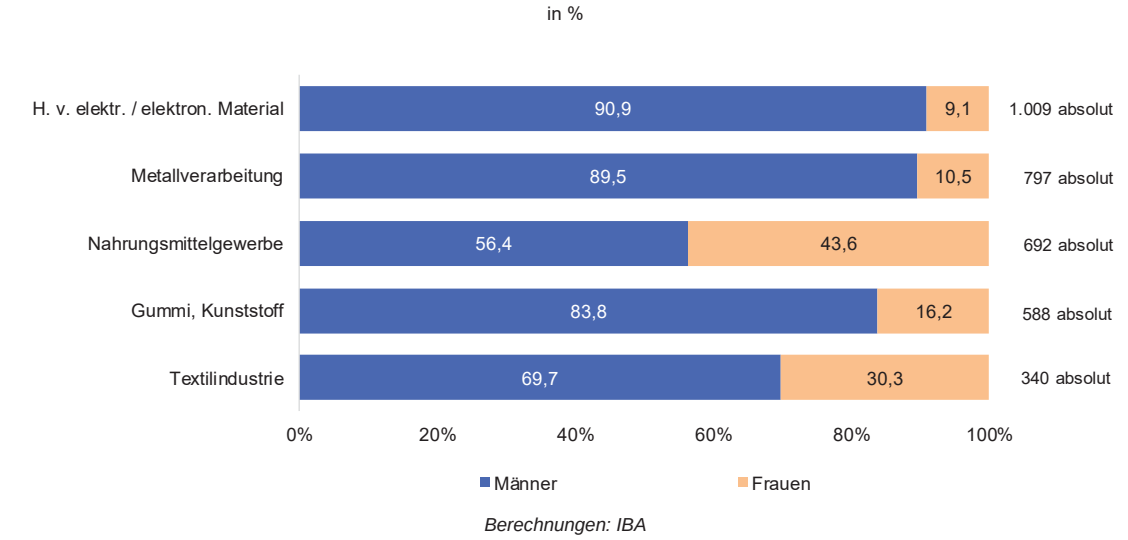
	Branche	Betrieb	Beschäftigte	Standort
1	Herstellung von sonstigen elektronischen und elektrischen Drähten und Kabeln	Kabelwerk Eupen AG	860	Eupen
2	Baubedarfsartikel aus Kunststoff	NMC	455	Eynatten (Raeren)
3	Erzeugung und erste Bearbeitung von Aluminium	Sapa Extrusion Raeren	183	Raeren
4	Herstellung von technischen Textilien	AstenJohnson	161	Kettenis (Eupen)
5	Reparatur von Metallerzeugnissen	Faymonville	149	Büllingen
6	Milchverarbeitung (ohne Herstellung von Speiseeis)	Molkerei – Laiterie Walhorn	126	Walhorn (Lontzen)

Quelle: WSR DG

Traditionell geringer Frauenanteil bei den Beschäftigten in der Industrie

Recht niedrig, aber nicht außergewöhnlich im interregionalen Vergleich, liegt die Frauenquote im Verarbeitenden Gewerbe der Deutschsprachigen Gemeinschaft Belgien mit 18,9%. In der Gesamtwirtschaft dahingegen stellen Frauen fast die Hälfte der Beschäftigten (46,9%). Die beschäftigungsstärksten Industrien (Elektro und Metall) haben mit rund 10% einen auffallend niedrigen Frauenanteil. Traditionell hoch ist die Frauenquote dahingegen im Nahrungsmittelgewerbe (44%). In der Textilindustrie ist fast eine Drittel der Belegschaft weiblich, wohingegen in der Gummi- und Kunststoffindustrie wiederum nur 16% Frauen arbeiten.

Arbeitnehmer in den beschäftigungsstärksten Wirtschafsbereichen in der Industrie nach Geschlecht in der DG 2014



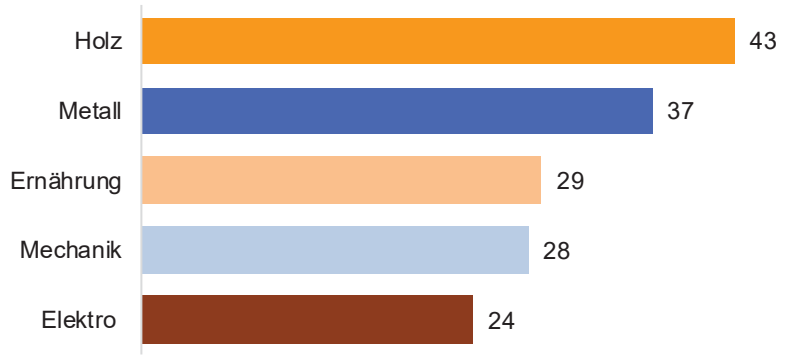
Berechnungen: IBA

Quelle: ONSS (Stichtag: 30.06.)

Die Industriebetriebe der Deutschsprachigen Gemeinschaft bilden 160 junge Menschen aus

2014 sind im Verarbeitenden Gewerbe der Deutschsprachigen Gemeinschaft Belgien 161 Auszubildende beschäftigt. Die meisten von ihnen – knapp ein Drittel – werden in der Holzbranche ausgebildet, die von 2009 bis 2014 sogar ein Plus von 34% notiert. Im gleichen Zeitraum verzeichnet auch die Elektrobranche einen deutlichen Anstieg um 20%. In der Metallbranche und in der Ernährungsbranche sind 2014 rund ein Drittel Personen weniger in Ausbildung als noch fünf Jahre zuvor. Aufgrund der kleinen Fallzahlen sollten diese Entwicklungen jedoch nicht überbewertet werden.

Anzahl der Auszubildenden im Verarbeitenden Gewerbe in der DG 2014



Berechnungen: IBA
Quelle: WSR DG/IAWM (Institut für Aus- und Weiterbildung im Mittelstand und in KMU), Stichtag: 1.10.

5. Luxemburg

5.1 Von der Stahlindustrie zu einer diversifizierten Wirtschaftsstruktur

Luxemburg verdankt seinen Wohlstand zum großen Teil der Entdeckung von Eisenerz im Süden des Landes in den 1840er Jahren. Diese Entdeckung markierte den Übergang vom Agrarstaat zum Industriestaat. Die Stahlkrise und die Ölkrise in den 1970er Jahren haben die Stahlindustrie, die zu jener Zeit noch die wichtigste Säule der luxemburgischen Wirtschaft war, jedoch schwer getroffen.[29]

Niedergang der Stahlindustrie seit den 1970er Jahren

In der 2. Hälfte des 20. Jahrhunderts wurden auch die letzten luxemburgischen Gruben geschlossen. 1960 existierten noch 24 Eisenerzbergwerke. Zu jener Zeit lag die Eisenerzproduktion bei sieben Mio. Tonnen, davon wurden 17% exportiert. Da das Roherz, das in Luxemburg gefördert wurde, einen relativ geringen Eisengehalt hatte, griff die Stahlindustrie auf höherwertiges Eisenerz aus Frankreich, Brasilien oder Schweden zurück. 1979 wurde der Eisenerzexport endgültig eingestellt, und das letzte Bergwerk schloss 1981.

Tabelle: Entwicklung der Stahlindustrie 1974 – 2010/11

	1974	2010/11
Anteil der Stahlindustrie am BIP	25%	2%
Beschäftigte in der Stahlindustrie	25.000	6.000
Anteil der Stahlindustrie an der Gesamtbeschäftigung	16%	2%
Stahlproduktion	6,5 Mio. Tonnen	2,5 Mio. Tonnen

Quelle: STATEC

1993 führte die Stahlindustrie das Elektroverfahren ein, was das Ende der Herstellung von Gusseisen und der Eisenerzimporte zur Folge hatte. Sie wurden vollständig durch das sogenannte Verfahren der „Elektrostahlwerke" ersetzt, die als Basisrohstoff Schrott verwenden. 2002 fusionierte ARBED (Aciéries Réunies de Burbach-Eich-Dudelange) mit zwei anderen Stahlkonzernen, Usinor und Aceralia, zu Arcelor. Durch die Fusion von Arcelor mit Mittal Steel im Jahr 2006 entstand der Weltmarktführer ArcelorMittal. 2011 produzierte diese Gruppe rund 97,2 Mio. Tonnen Rohstahl, was 6,5% der gesamten Weltproduktion entspricht.[30]

Nahrungsmittelindustrie spielt eine wichtige Rolle für die Beschäftigung

Abgesehen von der Stahlindustrie konzentrierte sich der Großteil der Industrie auf drei Branchen: die Nahrungsmittelindustrie, die Papier- und Druckindustrie und das Verlagswesen. Neben der Stahlindustrie beschäftigt auch die Nahrungsmittelbranche seit 1960 einen Großteil

[29] Vgl. Service information et presse du gouvernement Luxemburgeois (Hg.) (2015): Alles Wissenswerte über das Großherzogtum Luxemburg.
[30] Vgl. STATEC (2013). S. Casali: le Luxemburg 1960-2010. L'industrie sidérurgique Luxemburgeoise depuis les années 60. http://www.statistiques.public.lu/catalogue-publications/Luxemburg/2013/PDF-02-13.pdf

der Arbeitnehmer in der luxemburgischen Industrie, auch wenn ihre Bedeutung bis zu den 1990er Jahren abgenommen hat. Schon in den 1960er und 1970er Jahren sind mehrere Produkte praktisch verschwunden. Auch das Braugewerbe kämpfte mit Schwierigkeiten, die Produktion sank von 805.000 Hektolitern im Jahr 1975 auf weniger als die Hälfte zu Beginn der 2000er Jahre. Im Bereich der Brotherstellung konnte man beobachten, dass eine Vielzahl von Handwerksbetrieben den Industriebäckereien weichen mussten. In ihrer Bedeutung liegt die Gummi- und Kunststoffindustrie knapp hinter der Nahrungsmittelindustrie. Der Maschinenbau und die Herstellung von nichtmetallischen Mineralerzeugnissen haben bis in die 1990er Jahre an Bedeutung gewonnen, bevor sie dann wieder einen Rückgang verzeichneten.[31]

Vergleicht man die Gesamtbeschäftigung des Verarbeitenden Gewerbes – die Stahlindustrie ausgenommen – mit der Inlandsbeschäftigung, stellt man einen Rückgang ihrer relativen Bedeutung für die Gesamtwirtschaft fest. Lag der Anteil 1970 noch bei 13,4%, so sank er vor allem infolge der Tertiarisierung der luxemburgischen Wirtschaft auf 6,6% im Jahr 2010.

Neben der klassischen Industrie: die Kulturindustrie

Auch in der Medienbranche Europas hat Luxemburg immer eine Vorreiterrolle gespielt. Zwei Giganten im Medien- und Kommunikationssektor wurden in Luxemburg gegründet und sind seitdem vom Großherzogtum aus aktiv: die RTL-Gruppe, der größte europäische Fernseh- und Rundfunkanbieter; und SES, der weltweit führende Lieferant von Kommunikations- und Fernsehübertragungsdienstleistungen mit einer Flotte von mehr als 50 Satelliten. Darüber hinaus stellen die Informationssicherheit und die Hochleistungs-Telekommunikationsnetze eine Priorität für die Regierung im Bereich Forschung und Entwicklung dar. Vor diesem Hintergrund sind neben zahlreichen KMU heute multinationale Unternehmen der digitalen Wirtschaft im Großherzogtum vertreten. In den letzten Jahren hat die Regierung hohe Investitionen in Forschung und Innovation getätigt. So wurden 2009 rechtliche Rahmenbedingungen für die Förderung von Forschung, Entwicklung und Innovation geschaffen, um Anreize für die Innovationsfähigkeit privater Forschungsunternehmen und -einrichtungen zu geben.[32]

Diversifizierung von Wirtschaft und Industrie

Ab 1950 wurden Anstrengungen zur Diversifizierung der Wirtschaft unternommen. Zu jener Zeit gewann Luxemburg die ersten amerikanischen Unternehmen wie Goodyear, DuPont de Nemours oder Monsanto für eine Ansiedlung, entwickelte gleichzeitig aber auch den Finanzsektor. Seither hat sich das Bild der Industrie stark verändert. Parallel zur Diversifizierung machte sich ein Abschwung verschiedener Industrien bemerkbar. Dieser Rückgang betraf die Lederindustrie, die Ziegelindustrie, bestimme Baustoffindustrien und die Herstellung nichtmetallischer Mineralerzeugnisse. Kennzeichnend für diesen Rückgang war insbesondere die Produktionseinstellung von Villeroy & Boch im Jahr 2010, ein Unternehmen, mit dem sich viele Luxemburger identifizierten. Dagegen erfuhr die Textilindustrie im selben Zeitraum steigenden Erfolg in Luxemburg.

---

[31] Vgl. STATEC (2013), N. Weydert: Le Luxemburg 1960-2010. Les autres industries manufacturières depuis 1960. http://www.statistiques.public.lu/catalogue-publications/Luxemburg/2013/PDF-06-13.pdf

[32] Vgl. Service information et presse du gouvernement Luxemburgeois (Hg.) (2015): Alles Wissenswerte über das Großherzogtum Luxemburg.

Seit 1980 setzte mit der Gründung der Société nationale de crédit et d'investissement[33], der Errichtung von neuen Industriegebieten überall im Land und der Entstehung von rund 100 neuen Unternehmen eine industrielle Diversifizierung ein. Dies führte zu einem Rückgang des Anteils der Stahlindustrie und einem Anstieg des Anteils der anderen Industrien am luxemburgischen BIP. Ab 2004 verfolgte die Regierung eine neue Politik der wirtschaftlichen Diversifizierung mit dem Ziel einer multisektoriellen Spezialisierung: Informations- und Kommunikationstechnologien, Logistik, Gesundheitswissenschaften und -technologien, Ökotechnologien.[34]

5.2 Die wirtschaftliche Lage der Industrie in Luxemburg

Die Zahl der Industrieunternehmen im Verarbeitenden Gewerbe kann auf Grundlage der Informationen der Steuerverwaltung (*Administration de l'enregistrement et des domaines)* sowie der luxemburgischen Sozialversicherung geschätzt werden. 2013 waren es demnach 839 Unternehmen, in denen rund 32.000 Arbeitnehmer beschäftigt waren. Somit war das Verarbeitende Gewerbe in Luxemburg ein Sektor mit wenigen Unternehmen, aber vielen Arbeitnehmern (zum Vergleich: im Dienstleistungssektor kommen auf rund 2.100 Unternehmen ca. 21.600 Beschäftigte). In Bezug auf die Zahl der Unternehmen ist ein deutlicher Abwärtstrend zu beobachten, denn 1970 waren im Verarbeitenden Gewerbe noch rund 1.300 Unternehmen vertreten.

Tabelle: Die zehn größten Unternehmen des Verarbeitenden Gewerbes in Luxemburg 2016

	Branche	Unternehmen	Beschäftigte	Standort
1	Stahlindustrie	Arcelor Mittal Gruppe	4.180	Luxemburg
2	Herstellung von Gummiwaren	Goodyear Dunlop Tires Operations SA	3.290	Colmar-Berg
3	Herstellung von Schneidwaren, Werkzeugen, Schlössern und Beschlägen	CERATIZIT Gruppe	1.360	Mamer
4	Herstellung von Kunststoffwaren	DuPont de Nemours (Luxemburg)	1.100	Contern
5	Herstellung von Maschinen für sonstige spezielle Wirtschaftszweige	Husky Injection Molding Systems SA	980	Dudelange
6	Herstellung von Kunststoffwaren	Euro-Composites SA	810	Echternach
7	Tabakverarbeitung	Landewyck Gruppe	700	Luxemburg
8	Herstellung von Glas und Glaswaren	Guardian Gruppe	680	Bertrange
9	Herstellung von Mess-, Kontroll-, Navigations- u. ä. Instrumenten und Vorrichtungen;	IEE SA	660	Echternach
10	Herstellung von Mess-, Kontroll-, Navigations- u. ä. Instrumenten und Vorrichtungen;	CEBI Luxembourg SA	620	Steinsel

Quelle: STATEC

[33] Ein öffentlich-rechtliches Bankinstitut, das auf die Finanzierung von luxemburgischen Unternehmen spezialisiert ist.

[34] Vgl. Service information et presse du gouvernement Luxembourgeois (Hg.) (2015): Alles Wissenswerte über das Großherzogtum Luxemburg.

Anteil des Tertiärsektors deutlich höher als in den anderen Teilregionen der Großregion

2015 lag die Bruttowertschöpfung in Luxemburg bei 47,2 Mrd. Euro brutto. Während der Anteil der Wertschöpfung der Industrie in der Großregion durchschnittlich mehr als 17% beträgt, liegt er in Luxemburg unter 5%. Der tertiäre Sektor, in dem 80,2% der Arbeitnehmer beschäftigt sind, leistet einen Beitrag von 88,5% zur Wertschöpfung. Da Luxemburg mit 150 Banken 2014 einer der wichtigsten Finanzplätze Europas ist,[35] entfällt ein Großteil hiervon auf die Finanzdienstleistungen.

Tabelle: Bruttowertschöpfung nach Wirtschaftszweigen in Luxemburg 2015

NACE	Wirtschaftszweige	In Mio. Euro	Anteil an Gesamt in %
A	Land- und Forstwirtschaft, Fischerei	85,6	0,2
B	Bergbau und Gewinnung von Steinen und Erden	31,5	0,1
C	**Verarbeitendes Gewerbe**	**2.234,7**	**4,7**
D	Energieversorgung	164,5	0,3
E	Wasserversorgung; Abwasser- und Abfallentsorgung und Beseitigung von Umweltverschmutzungen	301,4	0,6
F	Baugewerbe	2.588,9	5,5
G	Handel; Instandhaltung und Reparatur von Kraftfahrzeugen	5.027,3	10,7
H	Verkehr und Lagerei	1.924,7	4,1
I	Gastgewerbe/Beherbergung und Gastronomie	880,2	1,9
J	Information und Kommunikation	3.154,7	6,7
K	Finanz- und Versicherungsdienstleistungen	13.380,6	28,4
L	Grundstücks- und Wohnungswesen	3.403,7	7,2
M	Freiberufliche, wissenschaftliche und technische Dienstleistungen	3.891	8,2
N	Sonstige wirtschaftliche Dienstleistungen	1.830	3,9
O	Öffentliche Verwaltung	2.774,2	5,9
P	Erziehung und Unterricht	1.967,6	4,2
Q	Gesundheits- und Sozialwesen	2.599,5	5,5
R	Kunst, Unterhaltung und Erholung	325,1	0,7
S	Sonstige Dienstleistungen	449,3	1,0
T	Private Haushalte mit Hauspersonal	154,6	0,3
	GESAMT	**47.169,2**	**100,0**

Quelle: STATEC

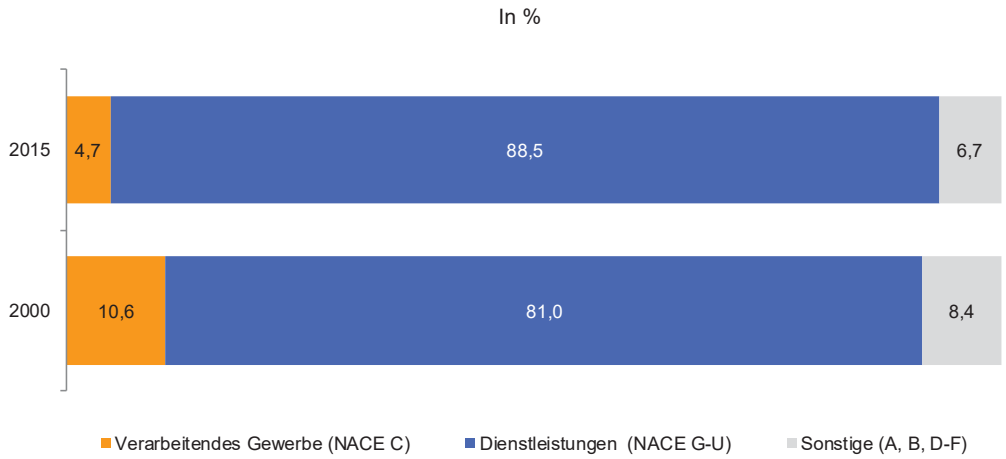
Anteil der Dienstleistungen an der Bruttowertschöpfung steigt kontinuierlich an

Zwischen 2000 und 2015 ist der Anteil der Wertschöpfung des Verarbeitenden Gewerbes in Luxemburg im Verhältnis zur Gesamtwertschöpfung um nahezu sechs Punkte gesunken, obwohl er absolut um 29,1 Mio. Euro gestiegen ist. Der Dienstleistungssektor verzeichnete eine starke Entwicklung und sein Wertschöpfungsanteil gewann für die luxemburgische Wirtschaft immer mehr an Bedeutung. Hier erlebten die Finanzdienstleistungen, die die Tätigkeiten der Banken sowie der Finanz- und Versicherungsdienstleister umfassen, zwischen 2005 und 2015

[35] Vgl. Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg: Economie et secteurs-clés. (01.09.2016) http://www.Luxemburg.public.lu/fr/le-grand-duche-se-presente/Luxemburg-tour-horizon/economie-et-secteurs-cles/index.html

einen beachtlichen Aufschwung. Der Beitrag dieser Dienstleistungen zur Bruttowertschöpfung hat sich im Betrachtungszeitraum praktisch verdoppelt und ist von 5,7 Mrd. Euro in konstanten Preisen im Jahr 2000 auf 11,4 Mrd. Euro im Jahr 2015 gestiegen. In einer Studie des STATEC zum Aufschwung des tertiären Sektors in Luxemburg ist Folgendes zu lesen: „Die Entwicklung des Finanzplatzes erzeugt einen Mitnahmeeffekt für die Tätigkeiten im Immobilienmarkt, aber auch für die unternehmensbezogenen Dienstleistungen, insbesondere für die Tätigkeiten in den Bereichen Rechts- Steuer- und Unternehmensberatung, Architektur und Ingenieurwesen, technische Kontrollen und Analysen, Werbung und Personalvermittlung, Sicherheit sowie Reinigung."[36] Ebenso wie die anderen Teilregionen der Großregion erlebt auch Luxemburg seit mehreren Jahrzehnten den Trend, dass die Großunternehmen auf Fachunternehmen zurückgreifen, um Tätigkeiten auszulagern, die sie früher selbst ausgeführt haben. Auch aus diesem Grund ist der Anteil dieser Dienstleistungen an der Wertschöpfung des Landes in den letzten 15 Jahren gestiegen.

Anteil der Bruttowertschöpfung des Verarbeitenden Gewerbes an der Gesamtbruttowertschöpfung in Luxemburg im Jahr 2000 und 2015



Berechnungen: IBA

Quelle: STATEC

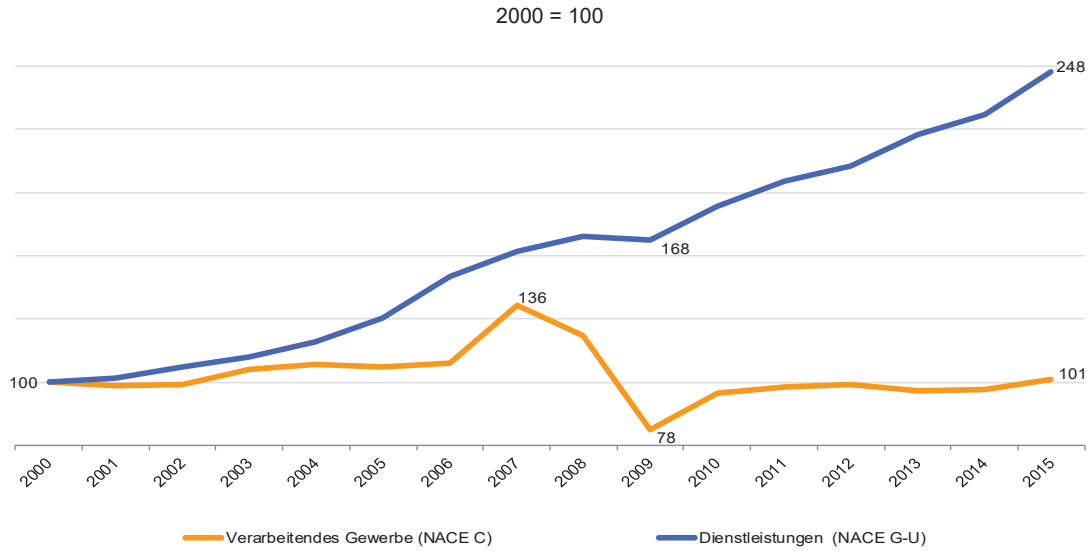
Stagnation der Industrie und schnelles, kontinuierliches Wachstum der Dienstleistungen

Auch wenn sich die Wertschöpfung des Verarbeitenden Gewerbes zwischen 2000 und 2015 augenscheinlich nur wenig verändert hat, war sie im Betrachtungszeitraum großen Schwankungen ausgesetzt (siehe Graphik unten). Nach einer Stagnation und einem anschließenden deutlichen Anstieg zwischen 2006 und 2007 wurde die Branche von der Wirtschaftskrise schwer getroffen und verlor zwischen 2007 und 2009 1,3 Mrd. Euro, was 43% ihrer Wertschöpfung im Jahr 2007 entspricht. In diesem Zeitraum hat sich die Wertschöpfung des tertiären Sektors um das 2,5-fache erhöht. Dieser schnelle und kontinuierliche Anstieg wurde insbesondere durch die Finanzdienstleistungen getragen, die im Betrachtungszeitraum einen Zuwachs

[36] STATEC (2012), L. Gargano: Le Luxemburg 1960-2010. L'essor du secteur tertiaire au Luxemburg. http://www.statistiques.public.lu/catalogue-publications/Luxemburg/2012/PDF-23-12.pdf

von 132% verzeichneten, was in absoluten Werten einem Anstieg der Wertschöpfung um 7,6 Milliarden Euro entspricht.

Veränderung der Bruttowertschöpfung des Verarbeitenden Gewerbes und der Dienstleistungen in Luxemburg zwischen 2003 und 2015



Berechnungen: IBA

Quelle: STATEC

Ansiedlung namhafter Großunternehmen als Grundstein für die Stärkung der Industrie

Die Kategorien Herstellung von Gummi- und Kunststoffwaren sowie die Herstellung von Glas und Glaswaren, Keramik, Verarbeitung von Steinen und Erden leisten mit 23% den größten Beitrag zur industriellen Wertschöpfung im Großherzogtum. Während die luxemburgische Industrie über Jahrzehnte hinweg von der Stahlindustrie geprägt war, wurden in den letzten 50 Jahren besondere Anstrengungen zur Diversifizierung der Industrie unternommen.[37] So haben sich Unternehmen mit amerikanischem Kapital in Luxemburg niedergelassen, wie GoodYear, Dupont De Nemours oder Monsanto. Beispielsweise ist GoodYear, ein Industrieunternehmen der Gummibranche, heute das zweitgrößte Unternehmen in Bezug auf die Beschäftigung im Verarbeitenden Gewerbe. Dupont De Nemours (Hersteller von Polyester) belegt unter den größten Arbeitgebern in Luxemburg den vierten Platz; die Kunststoffindustrie gehört somit zu einem der wichtigsten Sektoren für die industrielle Wertschöpfung in Luxemburg.

Die Elektrobranche[38] leistet mit 22% den zweitgrößten Beitrag zur Industrie-Bruttowertschöpfung Luxemburgs im Jahr 2014. Es folgt das Metallgewerbe mit der Stahlindustrie, das eine wichtige Rolle bei der Schaffung des nationalen Wohlstandes spielt, da hier 18,9% der Gesamtbruttowertschöpfung erzielt werden. In diesem Sektor ist die Gruppe ArcelorMittal der

37 Vgl. STATEC (2013), N. Weydert: Le Luxemburg 1960-2010. Les autres industries manufacturières depuis 1960. http://www.statistiques.public.lu/catalogue-publications/Luxemburg/2013/PDF-06-13.pdf

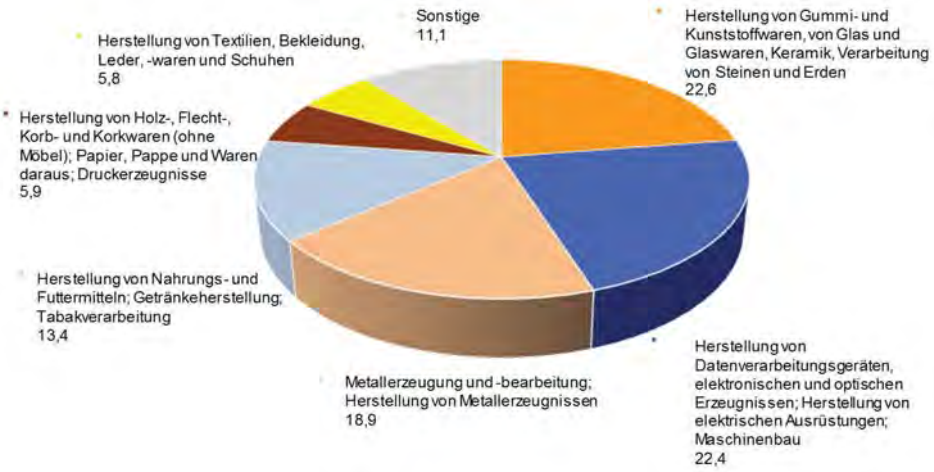
38 Hier als Sammelbegriff für folgende Kategorien: Herstellung von Datenverarbeitungsgeräten, elektronischen und optischen Erzeugnissen, elektrischen Ausrüstungen und Maschinen

größte Arbeitgeber im Großherzogtum. Nach Angaben des Internationalen Eisen- und Stahlinstituts (International Iron & Steel Institute) ist die Gruppe ArcelorMittal der größte Stahlerzeuger weltweit. 2014 wurden 97,1 Mio. Tonnen Stahl produziert, was dem Niveau von 2011 entspricht.

Die Nahrungsmittelindustrie, auf die in den 1960er Jahren rund ein Viertel der Bruttowertschöpfung entfiel, verlor Mitte der 1990er Jahre an Bedeutung; bekannte Produkte wie Teigwaren oder Limonade wurden vom Markt genommen. Heute erzielt diese zusammen mit der Tabakindustrie 13,4% der Bruttowertschöpfung des Verarbeitenden Gewerbes.

Verteilung der Bruttowertschöpfung im Verarbeitenden Gewerbe in Luxemburg 2014

In %



Berechnungen: IBA

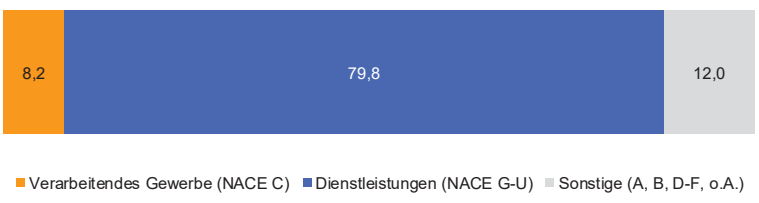
Quelle: STATEC

5.3 Die Beschäftigungssituation in der Industrie in Luxemburg

Nach den Daten der luxemburgischen Sozialversicherung (*Inspection Générale de la Sécurité Sociale du Luxembourg*) lag die Zahl der Beschäftigten im Großherzogtum 2015 bei 382.751. Von ihnen arbeiteten weniger als ein Prozent im Primärsektor, 19,5% im Sekundärsektor und 79,8% im Tertiärsektor.

Verteilung der Beschäftigten in Luxemburg 2015

In %



Berechnungen: IBA

Quelle: IGSS (Stichtag 31.3.)

Im Zeitraum von 15 Jahren (2000-2015) ist die Gesamtbeschäftigung in Luxemburg um das 1,6-fache gestiegen. Während die Beschäftigung im Verarbeitenden Gewerbe in der Großregion durchschnittlich jedoch 16% der Gesamtbeschäftigung betrug, lag dieser Prozentsatz in Luxemburg im einstelligen Bereich. Im tertiären Bereich ist die Bedeutung der Branche „Handel; Instandhaltung und Reparatur von Kraftfahrzeugen", in der 12% der Beschäftigten in Luxemburg arbeiten, für den Arbeitsmarkt nicht zu übersehen. Von besonderer Bedeutung sind ebenso die Finanz- und Versicherungsdienstleister und die öffentliche Verwaltung, in denen jeweils rund 11% der Beschäftigten arbeiten.

Tabelle: Anzahl der Arbeitnehmer nach Wirtschaftszweigen in Luxemburg 2015

NACE	Wirtschaftszweige	Anzahl	Anteil an Gesamt (in %)
A	Land- und Forstwirtschaft, Fischerei	1.280	0,3
B	Bergbau und Gewinnung von Steinen und Erden	250	0,1
C	**Verarbeitendes Gewerbe**	**31.200**	**8,2**
D	Energieversorgung	1.382	0,4
E	Wasserversorgung; Abwasser- und Abfallentsorgung und Beseitigung von Umweltverschmutzungen	1.567	0,4
F	Baugewerbe	40.080	10,5
G	Handel; Instandhaltung und Reparatur von Kraftfahrzeugen	46.268	12,1
H	Verkehr und Lagerei	26.066	6,8
I	Gastgewerbe/Beherbergung und Gastronomie	17.312	4,5
J	Information und Kommunikation	17.206	4,5
K	Finanz- und Versicherungsdienstleistungen	43.924	11,5
L	Grundstücks- und Wohnungswesen	2.506	0,7
M	Freiberufliche, wissenschaftliche und technische Dienstleistungen	31.468	8,2
N	Sonstige wirtschaftliche Dienstleistungen	25.094	6,6
O	Öffentliche Verwaltung	43.217	11,3
P	Erziehung und Unterricht	3.966	1,0
Q	Gesundheits- und Sozialwesen	34.145	8,9
R	Kunst, Unterhaltung und Erholung	2.073	0,5
S	Sonstige Dienstleistungen	5.711	1,5
T	Private Haushalte mit Hauspersonal	5.929	1,5
U	Exterritoriale Organisationen und Körperschaften	619	0,2
	Ohne Zuordnung	1.488	0,4
	GESAMT	**382.751**	**100**

Quelle: IGSS (Stichtag 31.3.)

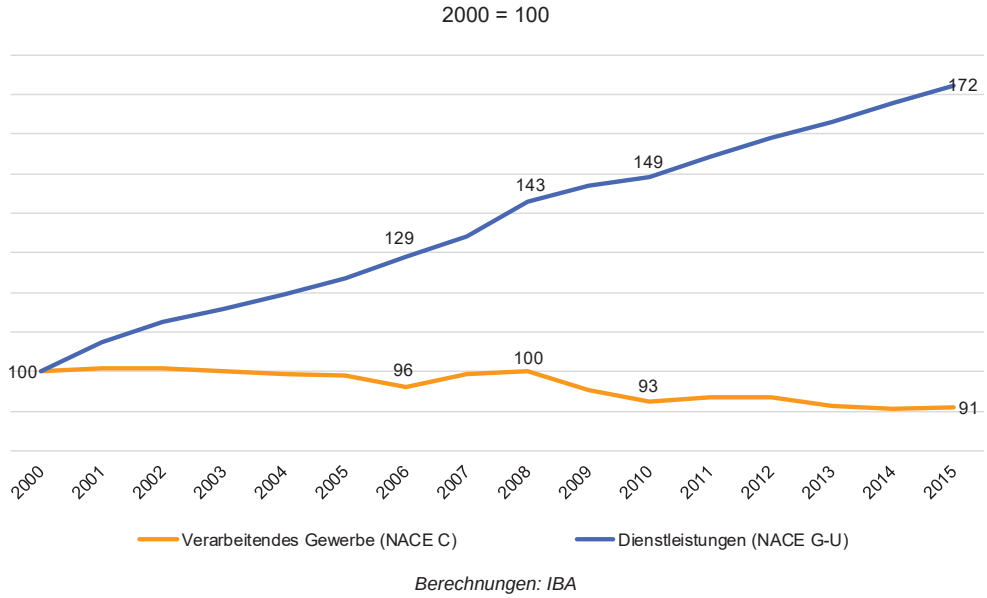
Gemäßigter Beschäftigungsrückgang im Verarbeitenden Gewerbe

Zwischen 2000 und 2015 sank die Beschäftigung im Verarbeitenden Gewerbe kontinuierlich (-9%). Dieser Rückgang ist auf die sinkende Bedeutung der Metallindustrie (und insbesondere der Stahlbranche) zurückzuführen, die zwischen 2000 und 2015 einen Beschäftigungsrückgang von circa 30% verzeichnete. Die europäische Stahlindustrie hat sich von den Auswirkungen der weltweiten Krise zwischen 1975 und 1985 nie wirklich erholt. Die internationale Konkurrenz hat sich verschärft und heute sind andere Stahlerzeugerländer wie die BRIC-Länder

(Brasilien, Russland, Indien, China) führend. In den übrigen Branchen des Verarbeitenden Gewerbe ist die Beschäftigung zwischen 2000 und 2015 sogar um circa 1% gestiegen.

Während die Beschäftigung im tertiären Sektor überall in der Großregion kontinuierlich ansteigt, ist das Ausmaß in Luxemburg absolut ungewöhnlich: Im Jahr 2000 waren im Dienstleistungssektor 177.472 Personen beschäftigt, 2015 betrug die Anzahl bereits 305.504. Dies entspricht einem Zuwachs von 72,1%. Dieser starke Anstieg erklärt sich hauptsächlich durch die anhaltende Entwicklung der Dienstleistungen im Gesundheits- und Sozialwesen (+20.679 Beschäftigte), die freiberuflichen, wissenschaftlichen und technischen Dienstleistungen, die Finanz- und Versicherungsdienstleistungen sowie die Branche „Handel, Instandhaltung und Reparatur von Kraftfahrzeugen".

Entwicklung der Arbeitnehmerbeschäftigung im Verarbeitenden Gewerbe und im Dienstleistungssektor in Luxemburg 2000-2015



Berechnungen: IBA

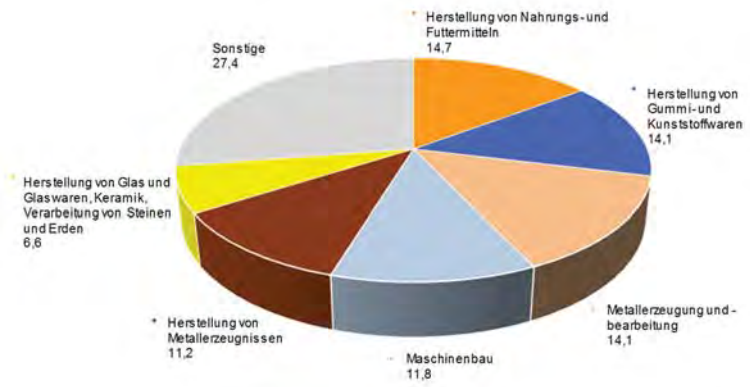
Quelle: IGSS (Stichtag 31.3.)

Nahrungsmittel-, Gummi-, Kunststoff- und Metallindustrie wichtigste Arbeitgeber im Verarbeitenden Gewerbe

Die Nahrungsmittelindustrie, die überwiegend den nationalen Markt beliefert, hat 2015 mit 4.591 Personen den größten Anteil an den Beschäftigten des Verarbeitenden Gewerbe. Mit 4.410 Beschäftigten lag die Gummi- und Kunststoffindustrie nur knapp dahinter, zu bestimmten Zeiten überholte sie diese sogar bei der Anzahl der Beschäftigten. Eine vergleichbare Anzahl Beschäftigte arbeiteten im Metallgewerbe (4.398 Personen), welches damit den drittgrößten Beschäftigungssektor in Luxemburg darstellt. Der weitaus größte Teil von ihnen arbeitete bei ArcelorMittal. Auf diese drei Sektoren entfielen allein 43% der Beschäftigung im Verarbeitenden Gewerbe.

Beschäftigungsstärkste Wirtschaftszweige im Verarbeitenden Gewerbe in Luxemburg 2015

In %



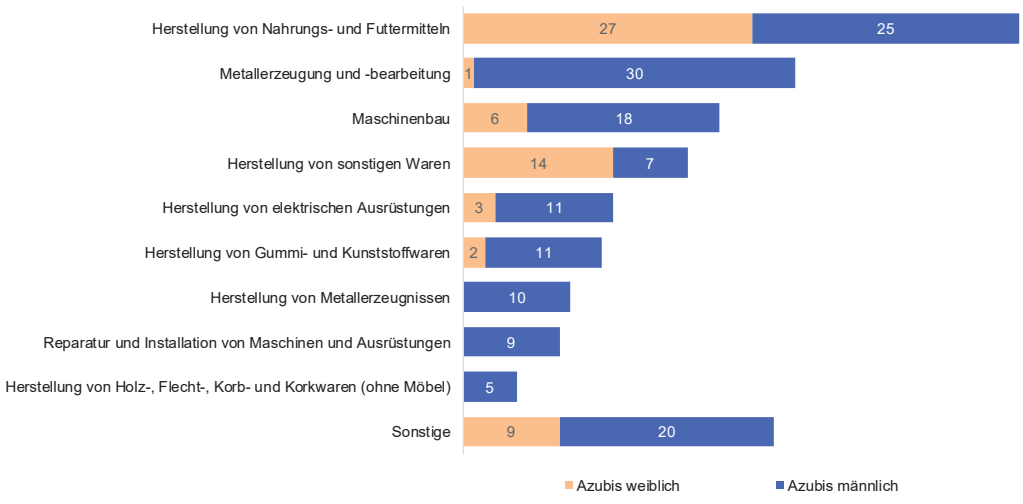
Berechnungen: IBA

Quelle: IGSS (Stichtag 31.3.)

Eine sehr große Mehrheit der Auszubildenden in der Industrie ist männlich

Im Jahr 2015 absolvierten 6% der 3.542 Auszubildenden in Luxemburg ihre Ausbildung im Verarbeitenden Gewerbe, insgesamt 208 Auszubildende in der Industrie. Der wichtigste Beschäftigungssektor im Verarbeitenden Gewerbe, d.h. die Nahrungsmittelindustrie, war auch der Sektor mit der höchsten Zahl von Auszubildenden. 25% der Auszubildenden im Verarbeitenden Gewerbe waren in diesem Sektor beschäftigt. Wie in fast allen Branchen waren auch in der Metallbranche (an zweiter Stelle hinsichtlich der Absolutzahlen) die männlichen Auszubildenden mit einem Anteil von 97% in der Überzahl. In der Nahrungsmittelindustrie waren die weiblichen Auszubildenden mit 52% deutlicher stärker vertreten als in den anderen Bereichen.

Anzahl der Auszubildenden nach ausgewählten Wirtschaftszweigen in Luxemburg 2015



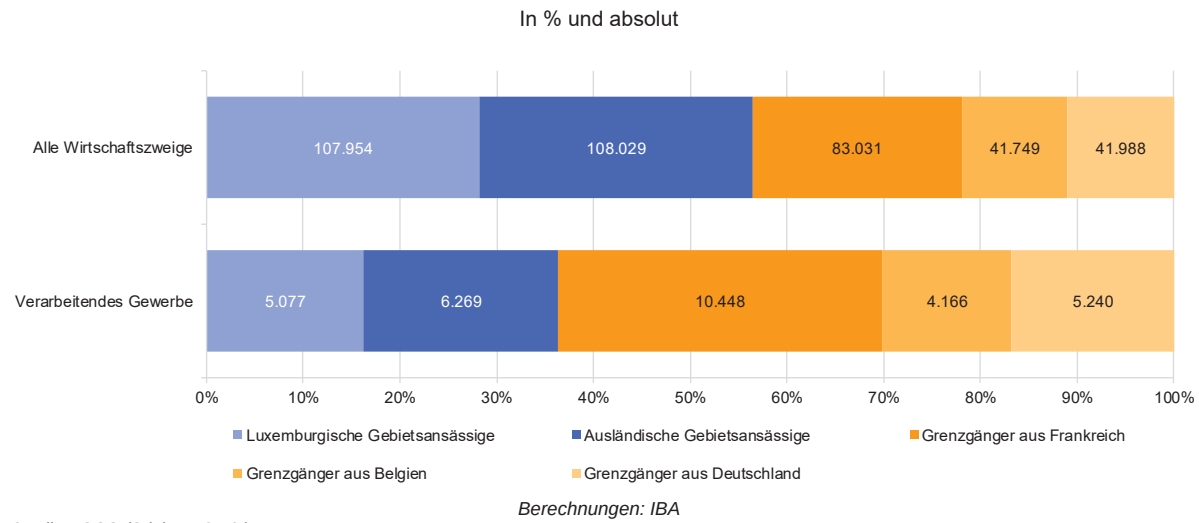
Berechnungen: IBA

Quelle: IGSS (Stichtag 31.3.)

Grenzgänger für die Industrie in Luxemburg von besonderer Bedeutung

Wie allgemein bekannt ist, weist der luxemburgische Arbeitsmarkt die Besonderheit auf, dass er einen besonders hohen Anteil an grenzüberschreitenden Arbeitnehmern hat. Die luxemburgische Regierung betont: „Die Grenzgänger aus Frankreich, Belgien und Deutschland werden durch einen dynamischen Arbeitsmarkt, ein internationales Arbeitsumfeld und vorteilhafte Einkommensbedingungen angezogen."[39] Im Zeitraum von 15 Jahren hat sich die Zahl der Grenzgänger praktisch verdoppelt. 2015 arbeiteten 166.768 Grenzgänger in Luxemburg, das sind 43,7% der Gesamtbeschäftigten. Aufgrund dieser Dimensionen sind einige Wirtschaftssektoren heute in hohem Maße von den grenzüberschreitenden Arbeitnehmern abhängig. Dies trifft insbesondere auf das Verarbeitende Gewerbe zu, in dem insgesamt 31.200 Personen beschäftigt sind, von denen 64% aus den Nachbarländern kommen (13,4% aus Belgien, 16,8% aus Deutschland und 33,5% aus Frankreich). Absolut betrachtet arbeiten 19.854 Grenzgänger in der Industrie. Insgesamt üben 12% der Grenzgänger in Luxemburg eine Tätigkeit im Verarbeitenden Gewerbe aus.

Beschäftigte in Luxemburg nach Herkunftsländern 2015



Quelle: IGSS (Stichtag 31.3.)

Bei einer detaillierteren Betrachtung ist festzustellen, dass in den Wirtschaftssektoren mit den höchsten Beschäftigungszahlen die grenzüberschreitenden Arbeitnehmer ein eindeutiges Übergewicht haben (mit Ausnahme der Nahrungsmittelindustrie). In den vier beschäftigungsstärksten Branchen sind etwas mehr als die Hälfte der Grenzgänger beschäftigt, die einen Arbeitsplatz im Verarbeitenden Gewerbe haben (52,5%). Wie aus der folgenden Tabelle hervorgeht, sind die Franzosen besonders stark vertreten im Metallgewerbe und die Belgier in der Gummi- und Kunststoffindustrie. Die meisten deutschen Grenzgänger arbeiten in der Maschinenbaubranche.

[39] Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg: Le marché de l'emploi décortiqué. (01.09.2016). http://www.Luxemburg.public.lu/de/actualites/2014/01/27-emploi/index.html

Tabelle: Verteilung der Beschäftigten nach ausgewählten Wirtschaftsbereichen des Verarbeitenden Gewerbes und nach Herkunftsländern 2015

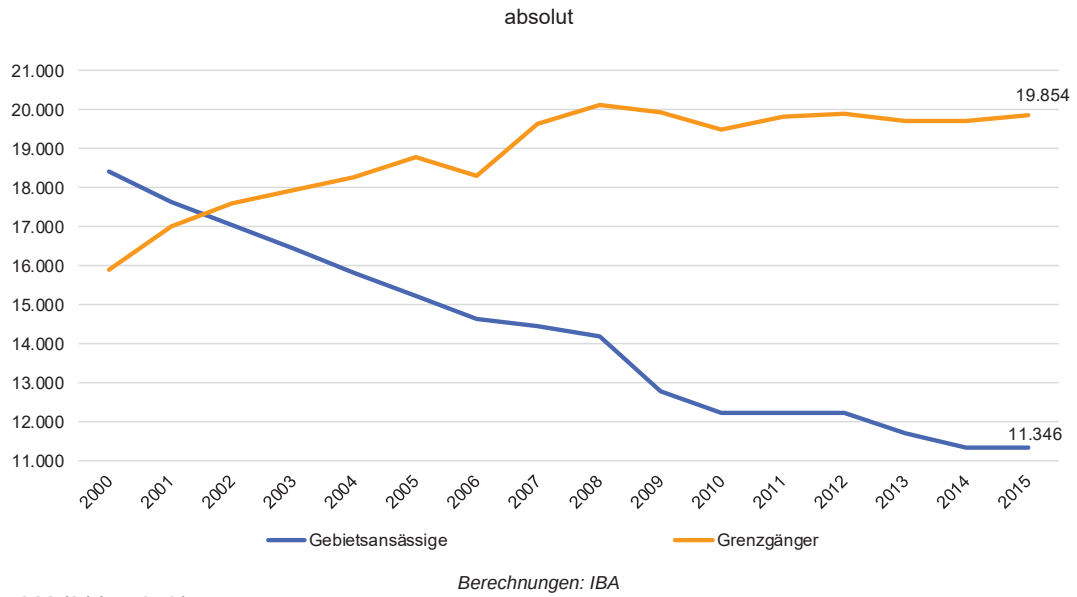
	Gebiets-ansässige		Grenzgänger			Total	Anteil der Gebiets-ansässigen (in %)	Anteil der Grenzgän-ger (in %)
	Luxem-burger	Ausländ-der	Deutsch-land	Belgien	Frank-reich			
Verarbeitendes Gewerbe	**5.077**	**6.269**	**5.240**	**4.166**	**10.448**	**31.200**	**36,4**	**63,6**
Herstellung von Nahrungs- und Futtermitteln	524	1.831	439	239	1.558	4.591	51,3	48,7
Herstellung von Gummi- und Kunststoffwaren	863	835	868	1.146	698	4.410	38,5	61,5
Metallerzeugung und -bearbeitung	1.047	617	86	595	2.053	4.398	37,8	62,2
Maschinenbau	370	564	944	497	1.291	3.666	25,5	74,5
Herstellung von Metallerzeugnissen	409	698	540	412	1.445	3.504	31,6	68,4
Herstellung von Glas und Glaswaren, Keramik, Verarbeitung von Steinen und Erden	276	404	149	147	1.096	2.072	32,8	67,2
Sonstige	1.588	1.320	2.214	1.130	2.307	8.559	34,0	66,0

Quelle: IGSS (Stichtag 31.3.)

Seit 2002 mehr Grenzgänger als Gebietsansässige im Verarbeitenden Gewerbe

Die Industrie war nicht immer so stark von Grenzgängern abhängig wie heute. Bis 2001 waren die gebietsansässigen Arbeitnehmer, das heißt Luxemburger sowie ansässige Ausländer, zahlenmäßig stärker vertreten als die Grenzgänger. Ab 2002 setzte eine Trendwende ein, und unter den Beschäftigten waren zum ersten Mal mehr Grenzgänger als Gebietsansässige. Diese Tendenz verstärkt sich seitdem von Jahr zu Jahr.

Entwicklung der Arbeitnehmerbeschäftigung im Verarbeitenden Gewerbe in Luxemburg nach Wohnortland im Jahr 2015

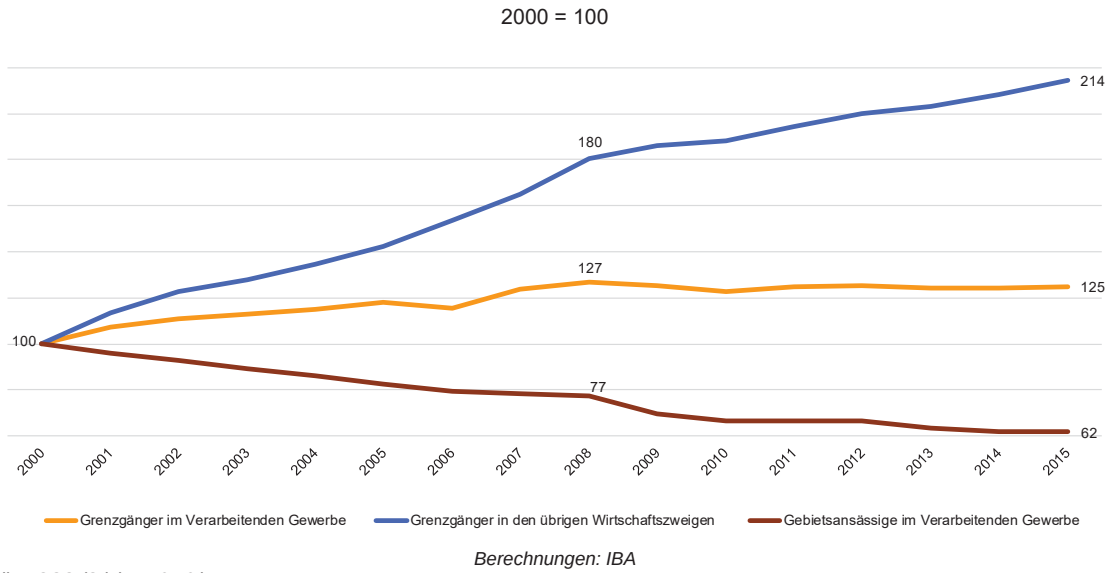


Quelle: IGSS (Stichtag 31.3.)

Die Zahl der Grenzgänger hat in allen Bereichen zugenommen

Der Rückgang der Beschäftigung im Verarbeitenden Gewerbe um 9% zwischen 2000 und 2015 betraf ausschließlich die Beschäftigung der Gebietsansässigen und nicht die der Grenzgänger. Während die Zahl der Grenzgänger in der Industrie im Betrachtungszeitraum um 25% gestiegen ist, sank die der in Luxemburg Ansässigen um 38%. Auch in den anderen Wirtschaftsbereichen ist die Zahl der Grenzgänger kontinuierlich und nachhaltig gestiegen. Diese Entwicklung wurde insbesondere von den marktbezogenen Dienstleistungen gestützt, in denen 66% der Grenzgänger beschäftigt sind. Die Zahl der grenzüberschreitenden Arbeitnehmer in diesem Bereich hat sich in den 15 Jahren verdoppelt und lag 2015 bei 109.299 Personen.

Entwicklung der Arbeitnehmerbeschäftigung in Luxemburg nach Wirtschaftsbereichen und Wohnortland zwischen 2000 und 2015



Berechnungen: IBA

Quelle: IGSS (Stichtag 31.3.)

6. Saarland

6.1 Die industrielle Entwicklung im Saarland: von der Schwerindustrie zu einem diversifizierten Industriestandort

Der industrielle Grundstein für das Saarland wurde bereits vor 200 Jahren mit dem Montanrevier gelegt. Im Laufe des 19. Jahrhunderts veränderte sich das Bild des heutigen Saarlandes von einem ursprünglich stark landwirtschaftlich ausgerichteten Land zu einer Industrieregion mit Kohlegruben, Eisenhütten, Maschinenbau sowie Glas- und Keramikindustrie. Innerhalb eines Jahrhundert hat sich die Bevölkerung des Saarlandes auf 600.000 Einwohner im Jahr 1900 mehr als vervierfacht.[40] 1910 arbeiteten über 70.000 Menschen im Bergbau und ca. 30.000 in den Eisenhütten. Es vollzog sich ein grundlegender gesellschaftlicher Wandel mit einer breiten Masse an Fabrikarbeitern und Bergleuten, aus einigen Dörfern wurden bedeutende Industriestädte, z.B. St. Ingbert oder Neunkirchen. Der staatliche Bergfiskus ließ zahlreiche Bergmannskolonien in den Industriezentren im Raum Völklingen und Saarbrücken errichten. Aber auch der ländliche Raum veränderte sich, denn viele Arbeiter kamen aus den umliegenden Dörfern der Westpfalz und des Hunsrücks. Der Bergbau ist auch heute Teil der kulturellen Identität des Saarlandes.

Rückgang der Montanindustrie wird aufgefangen durch Ansiedlung neuer Industrien

Der Strukturwandel setze bereits in den 1960er Jahren ein, als sich durch die Kohlekrise die Arbeitsplätze in diesem Bereich auf 30.000 halbierten.[41] Mit der Ansiedlung der Ford-Werke in Saarlouis Ende der 1960er Jahre kam nicht nur die Automobilindustrie ins Saarland, auch in der Zuliefererindustrie entstanden zahlreiche Arbeitsplätze. Größter Arbeitgeber ist heute die ZF-Getriebe AG mit 8.700 Mitarbeitern[42], bei der Ford Werke GmbH sind aktuell 6.000 Menschen beschäftigt. Viertgrößter Arbeitgeber im Saarland ist, nach den Dillinger Hüttenwerken, die Bosch GmbH in Homburg mit einer Belegschaft von 4.500 Mitarbeitern.

In den 1960er Jahren erfuhren auch die Elektroindustrie sowie der Maschinenbau im Saarland einen Ansiedlungsboom. Seither sind z.B. die schwäbische Festo AG & Co. KG, ein weltweit führender Hersteller von Automatisierungstechnik, und die fränkische Lager-Hersteller-Gruppe Schaeffler Technologies GmbH & Co. KG mit jeweils 2.600 Mitarbeitern an der Saar vertreten. Produziert werden vor allem Pumpen, Kugellager, Armaturen sowie hydraulische und pneumatische Komponenten.[43] Die Maschinenbau-Branche zählt heute über 15.000 Beschäftigte.

---

[40] Vgl. Staatskanzlei Saarland: Geschichte – Der Durchbruch der Industrialisierung 1850/60. (19.11.2015) http://www.saarland.de/122952.htm

[41] Vgl. Staatskanzlei Saarland: Geschichte – Zwischen Krise und Strukturwandel. (19.11.2015) http://www.saarland.de/122961.htm

[42] Mitarbeiter-Angaben je Unternehmen im gesamten Text aus IHK-Liste „Die 50 größten saarländischen Industriebetriebe" Stand: März 2016

[43] Vgl. Verband der Metall- und Elektroindustrie des Saarlandes e.V. (ME Saar), 19.11.2015, http://www.mesaar.de/content/mesaar/

Saarland auch heute noch wichtiger Standort für die Stahlindustrie

Die Stahlkrise in den 1970er Jahren verlangte auch in dieser Branche nach einer Restrukturierung. Zwei Drittel der Beschäftigten verloren innerhalb von zehn Jahren ihren Arbeitsplatz, was den Landeshaushalt langfristig belastete.[44] Nach wie vor ist die Stahlindustrie mit einem Anteil am Industrieumsatz von 10% einer der wichtigsten Industriezweige im Saarland und Arbeitgeber für annähernd 15.000 Menschen. Die AG der Dillinger Hüttenwerke, ein führender europäischer Grobblechhersteller, ist mit 5.100 Mitarbeitern der drittgrößte Arbeitgeber im Saarland, knapp gefolgt von der Saarstahl AG mit 4.000 Mitarbeitern.

Darüber hinaus ist das Saarland einer der wichtigsten Gießereistandorte in Deutschland. Gut ein Achtel der deutschen Produktion an Gießereierzeugnissen kommt von der Saar.[45] Die größten Unternehmen in dieser Branche sind direkt aus der historischen Montanindustrie hervorgegangen: Halberg Guss GmbH (1.200 Mitarbeiter) und Saint-Gobain PAM Deutschland GmbH mit aktuell 400 Beschäftigten. Im Bereich der Schmieden sind die Saarschmiede GmbH (900 Mitarbeiter) und die ThyssenKrupp Gerlach GmbH in Homburg (800 Mitarbeiter) zu nennen. Die Kernkompetenz der saarländischen Stahlindustrie ist nach eigenen Angaben die Konzentration auf innovative und hochwertige Produkte sowie die an den individuellen Kundenanforderungen orientierte Forschung und Produktentwicklung.[46]

Ein moderner Industriestandort mit Industriekultur

Mit einem Anteil von jeweils einem Viertel an der Bruttowertschöpfung und an der Gesamtbeschäftigung, bildet das verarbeitende Gewerbe das Herzstück der Saarindustrie. Die Industriepolitik des Saarlandes setzt ihren Schwerpunkt auf das zukunftsträchtige Thema Industrie 4.0. Sicherlich von großem Vorteil ist hierfür die saarländische Wissens- und Forschungslandschaft. Beispielsweise umfasst der Exzellenzcluster „Multimodal Computing and Interaction" Forschungseinrichtungen wie die Informatik, Computerlinguistik und Phonetik der Universität des Saarlandes, das Max-Planck-Institut für Informatik, das Deutsche Forschungszentrum für Künstliche Intelligenz (DFKI) sowie das 2004 gegründete Max-Planck-Institut für Softwaresysteme.[47] Als ein Kernstück der industriepolitischen Strategie versteht sich das im Oktober 2015 vorgestellte Kompetenzzentrum „Power4Production (P4P)". Hier arbeiten das DFKI und das Zentrum für Mechatronik und Automatisierungstechnik (ZeMA) zusammen an der Thematik „intelligente Vernetzung von Produkten und Produktionsumgebungen der industriellen Wertschöpfung"[48]. Der Schwerpunkt liegt auf der Automobilindustrie. Ein Beispiel ist die „erste stetig wandelbare Industrie-4.0-Praxislinie"[49], die 2014 bei Bosch-Rexroth in Homburg in Betrieb

---

44 Vgl. Staatskanzlei Saarland: Geschichte – Zwischen Krise und Strukturwandel. (19.11.2015) http://www.saarland.de/122961.htm

45 Vgl. Verband der Metall- und Elektroindustrie des Saarlandes e.V. (ME Saar). (19.11.2015) http://www.mesaar.de/content/mesaar/

46 Vgl. Isoplan (2012): Stahlstudie 2012 http://vds-stahl.de/aktuell/stahlstudie.html

47 Vgl. Staatskanzlei Saarland: Forschungslandschaft. (19.11.2015) http://www.saarland.de/7368.htm

48 Vgl. Staatskanzlei Saarland: ZeMA und DFKI schließen Kooperationsvertrag über Zentrum für Produktionstechnik/Industrie 4.0. (19.11.2015) http://www.saarland.de/132304.htm

49 Vgl. Rexroth Bosch Group: Erste Industrie 4.0-Linie im Produktionsalltag gestartet. (19.11.2015) http://www.boschrexroth.com/de/de/trends-und-themen/industrie-4-0/best-practice/multi-product-line-demonstrator/montagelinie-homburg/montagelinie-homburg

genommen wurde. Die weltweite Bedeutung zeigt sich in der Beteiligung von Google als Gesellschafter des DFKI am Standort Saarbrücken seit Oktober 2015.

Die saarländische Industriekultur ist nicht nur in der saarländischen Identität ein wichtiges Element, sondern spielt auch in der Tourismusbranche eine entscheidende Rolle. So dienen ehemalige Industriestätten wie beispielsweise die Saarterrassen in Saarbrücken-Burbach, die Alte Schmelz in St. Ingbert und das alte Hüttenareal in Neunkirchen heute als Standort für Gewerbeansiedlungen oder Veranstaltungsorte. Das Areal des ehemaligen Eisenwerkes Völklinger Hütte ist 1994 sogar in die Reihe der Weltkulturerbestätten aufgenommen worden.

6.2 Die wirtschaftliche Lage der Industrie im Saarland

Nach wie vor ist das Saarland stark industriell geprägt, den größten Anteil daran hat das Verarbeitende Gewerbe mit der Automobilindustrie, der Metallindustrie und dem Maschinenbau als größten Branchen im Saarland. Im Folgenden soll ein Überblick über die Industrielandschaft des Saarlandes gegeben werden, mit dem Fokus auf das Verarbeitende Gewerbe.

Das Verarbeitende Gewerbe zählte für das Jahr 2015 im Saarland knapp 2.100 Betriebe mit fast 97.000 sozialversicherungspflichtig Beschäftigten, was einem Anteil von rund 26% an der Gesamtbeschäftigung entspricht. Die folgende Tabelle listet die 20 beschäftigungsstärksten Industriebetriebe und ihre Standorte auf.

Tabelle: Die 20 wichtigsten saarländischen Industrie-Betriebe nach Anzahl der Beschäftigten

	Branche	Betrieb	Beschäftigte	Standort
1	Fahrzeugbau	ZF Getriebe AG	8.700	Saarbrücken, Neunkirchen
2	Fahrzeugbau	Ford Werke GmbH	6.000	Saarlouis
3	Metallgewerbe[50]	AG der Dillinger Hütte	5.100	Dillingen
4	Fahrzeugbau	Robert Bosch GmbH	4.500	Homburg
5	Metallgewerbe	Saarstahl AG	4.000	Völklingen
6	Maschinenbau	Festo AG & Co. KG	2.600	St. Ingbert/ Rohrbach
7	Maschinenbau	Schaeffler Technologies GmbH & Co. KG[51]	2.600	Homburg
8	Fahrzeugbau	Eberspächer GmbH & Co. KG	1.800	Neunkirchen
9	Gummi- und Kunststoffindustrie	Fresenius AG	1.800	St. Wendel
10	Nahrungs- und Futtermittelindustrie	Nestlé Wagner GmbH	1.800	Nonnweiler
11	Glas- und Keramikindustrie	Villeroy & Boch AG	1.700	Mettlach
12	Gummi- und Kunststoffindustrie	Michelin Reifenwerke KGaA	1.350	Homburg

[50] Metallgewerbe als Zusammenfassung der Wirtschaftszweige „24 Metallerzeugung und -bearbeitung" und „25 Herstellung von Metallerzeugnissen"
[51] Vgl. Arbeitskammer Saarland (2015): Branchenstrukturanalyse 2015, S. 49 (Zuordnung zu „Maschinenbau")

13	Metallgewerbe	Halberg Guss GmbH	1.200	Saarbrücken-Brebach
14	Nahrungs- und Futtermittelindustrie	Ludwig Schokolade GmbH & Co. KG	1.200	Saarlouis-Fraulautern
15	Metallgewerbe	Nemak Dillingen GmbH & Co. KG	1.200	Dillingen
16	Metallgewerbe	VOIT Automotive GmbH	1.000	St. Ingbert
17	Maschinenbau	Bosch Rexroth AG	900	Homburg
18	Elektroindustrie[52]	Hager Electro GmbH	900	Blieskastel
19	Metallgewerbe	Saarschmiede GmbH Freiformschmiede	900	Völklingen
20	Maschinenbau	ThyssenKrupp System Engineering GmbH	900	Wadern-Lockweiler

Quellen: IHK Saarland: Die 50 größten saarländischen Industriebetriebe (Stand: März 2016)
IHK-Firmendatenbank

Der Anteil des Verarbeitenden Gewerbes von 27,3% an der gesamten saarländischen Bruttowertschöpfung liegt knapp vier Prozentpunkte über dem bundesdeutschen Vergleichswert für 2015 und verdeutlicht die besondere Bedeutung des Verarbeitenden Gewerbes für das Saarland. Das Verarbeitende Gewerbe stellt auch den größten Teil am Produzierenden Gewerbe: die nominale Bruttowertschöpfung betrug 8,6 Mrd. Euro (in jeweiligen Preisen), was über drei Viertel der Bruttowertschöpfung des Produzierenden Gewerbes ausmacht. Der Anteil der Beschäftigten des Verarbeitenden Gewerbe am Produzierenden Gewerbe beträgt 78,8%; somit ist dies der wichtigste Beschäftigungsbereich.

Tabelle: Bruttowertschöpfung nach Wirtschaftszweigen im Saarland 2015

NACE	Wirtschaftszweige	Absolut In Mio. Euro	Anteil an Gesamt in %
A	Land- und Forstwirtschaft, Fischerei	46	0,1
B, D, E	Gewinnung von Steinen und Erden, Energieversorgung, Wasserversorgung, Abfallentsorgung	1.388	4,4
C	**Verarbeitendes Gewerbe**	**8.603**	**27,3**
F	Baugewerbe	1.322	4,2
G-J	Handel, Verkehr und Lagerei, Gastgewerbe, Information und Kommunikation	5.688	18,0
K-N	Finanz-, Versicherungs- und Unternehmensdienstleister; Grundstücks- u. Wohnungswesen	7.143	22,7
O-T	Öffentliche und sonstige Dienstleister, Erziehung und Gesundheit, Private Haushalte	7.328	23,3
	TOTAL	**31.518**	100,0

Quelle: VGRdL

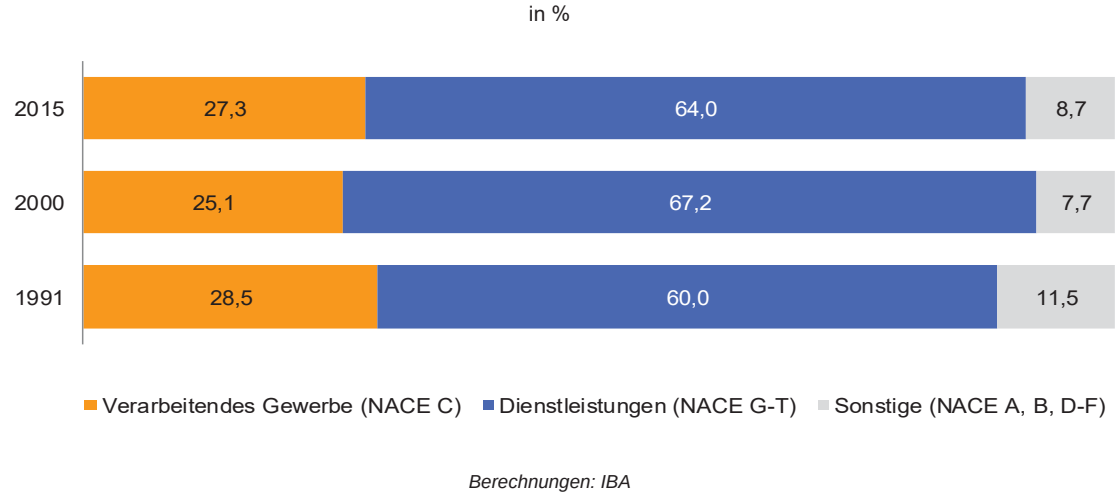
Strukturwandel im Saarland

Auch wenn der Trend zur Tertiarisierung nicht von der Hand zu weisen ist, so ist die Bedeutung des Verarbeitenden Gewerbes im Bundesländervergleich relativ hoch: der saarländische Anteil von 27,3% des Verarbeitenden Gewerbes an der Gesamtbruttowertschöpfung für das Jahr 2015 liegt über dem Bundesdurchschnitt (West) von 23,9% und ist fast gleichauf mit Bayern (27,4%); Baden-Württemberg steht mit 33,2% an erster Stelle.

[52] Elektroindustrie als Zusammenfassung der Wirtschaftszweige „26 Herstellung von Datenverarbeitungsgeräten, elektronischen und optischen Erzeugnissen" und „27 Herstellung von elektrischen Ausrüstungen"

Betrachtet man nun die Entwicklung der Anteile des Verarbeitenden Gewerbes an der Bruttowertschöpfung, so zeigt sich, dass der Industrieanteil in den vergangenen 15 Jahren um 2,2 Prozentpunkte zulegte. Im gleichen Zeitraum nahm der Anteil der Dienstleistungsbranche um 3,2 Prozentpunkte ab. Absolut betrachtet erwirtschaftet der Dienstleistungssektor 2015 mit 20,2 Mrd. Euro allerdings das 2,3fache der Bruttowertschöpfung in der Industrie (rund 8,6 Mrd. Euro). Im Vergleich zu 1991 sind die Anteile der „Sonstigen Branchen" (NACE A, B, D-F) um drei Prozentpunkte niedriger als 2015 und der Dienstleistungsanteil ist um vier Prozentpunkte gestiegen. Das Verarbeitende Gewerbe hat 2015 seinen Anteil um 1,2 Prozentpunkte im Vergleich zu 1991 verringert. Eine detaillierte Aufstellung aller Wirtschaftsbereiche ist im Indikatorenkatalog in Kapitel 2 „Wirtschaft" nachzulesen.

Anteil des Verarbeitenden Gewerbes und der Dienstleistungen an der Gesamtbruttowertschöpfung im Saarland 1991, 2000 und 2015



Berechnungen: IBA

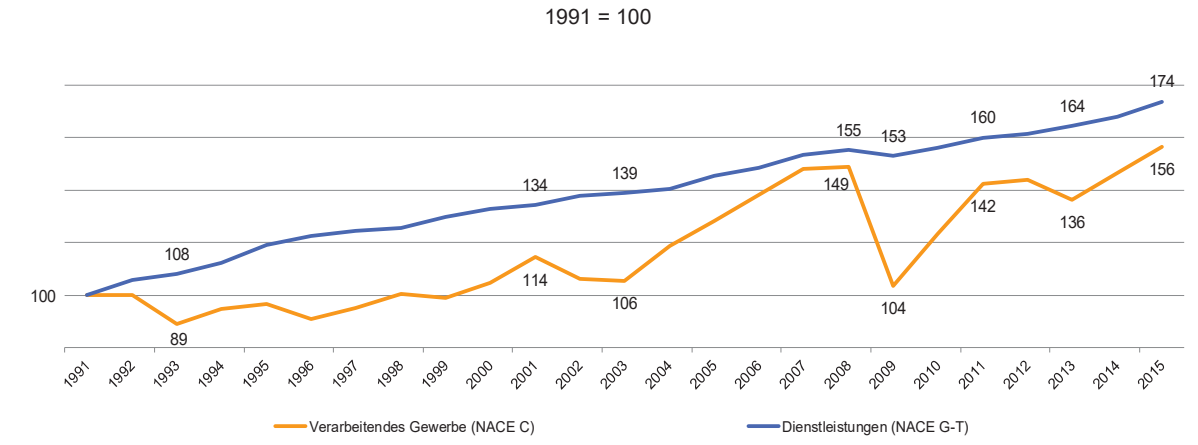
Quelle: VGRdL

Verarbeitendes Gewerbe mit deutlichen konjunkturellen Schwankungen

Die folgende Graphik zeigt die Entwicklung der Bruttowertschöpfung in der saarländischen Industrie im Vergleich zum Dienstleistungsbereich. In den vergangenen 25 Jahren stieg die Bruttowertschöpfung bei den Dienstleistungen stetig an, die weltweite Wirtschafts- und Finanzkrise spiegelt sich nur in einem leichten Rückgang von zwei Prozentpunkten im Jahr 2009 wider. Die saarländische Industrie hatte weitaus größeren Schwankungen zu verzeichnen: die Folgen der Wirtschaftskrise sorgten für drastische Verluste von 45 Prozentpunkten, auch da in den Vorjahren Rekordwerte erreicht wurden.

Mit 8,6 Mrd. Euro im Jahr 2015 liegt die Bruttowertschöpfung der Industrie wieder über dem Vorkrisenniveau und die Tendenz zeigt sich steigend. Der deutlichen Steigerung in der Bruttowertschöpfung von 56 Prozentpunkten seit 1991 steht ein Rückgang um 12 Prozentpunkte auf der Beschäftigungsseite gegenüber. Als Grund für die ungleiche Entwicklung ist auf Beschäftigungsseite die Tertiarisierung zur nennen, außerdem wird durch die fortschreitende Automatisierung eine größere Wertschöpfung bei weniger Arbeitseinsatz erzielt (vgl. hierzu Kapitel 6.3 „Überblick über die Beschäftigung in der Industrie im Saarland").

Entwicklung der Bruttowertschöpfung des Verarbeitenden Gewerbes im Vergleich zu den Dienstleistungen im Saarland seit 1991

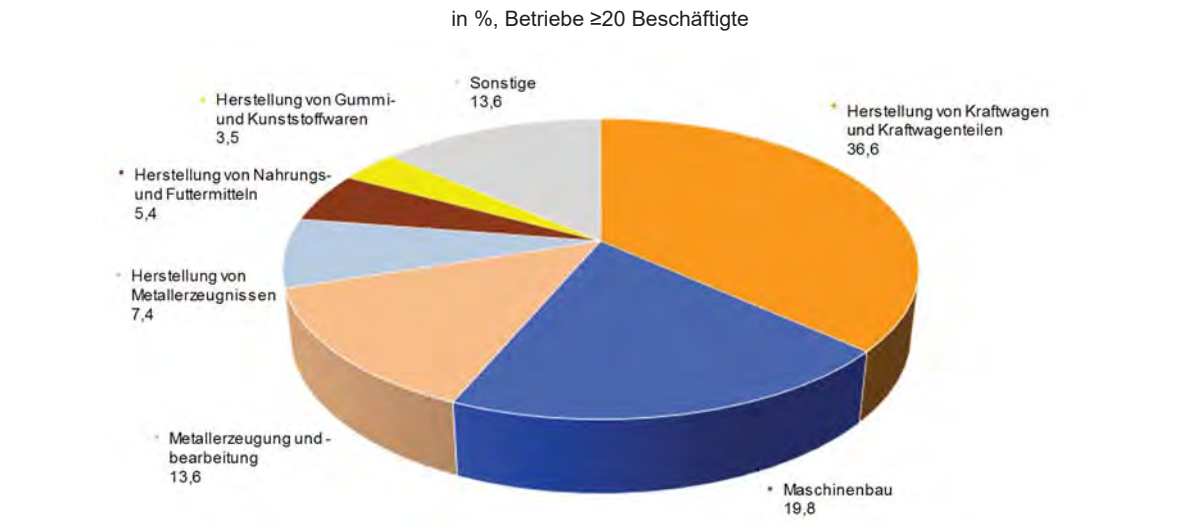


Berechnungen: IBA

Quelle: VGRdL

Betrachtet man die Struktur des Verarbeitenden Gewerbes im Saarland genauer, so stellt man fest, dass den Wirtschaftsbereichen Fahrzeugbau, Maschinenbau, Metallerzeugung und -bearbeitung sowie der Herstellung von Metallerzeugnissen eine sehr gewichtige Rolle zukommt: ein Umsatzanteil von 77% sowie ein Beschäftigungsanteil von 70% des Verarbeitenden Gewerbes entfallen auf diese vier Bereiche. Sie sind die Kernstücke des Industriestandorts Saarland, zusammen mit den Herstellern von Nahrungs- und Futtermitteln sowie von Gummi- und Kunststoffwaren setzen die sechs Wirtschaftszweige über 86% des Gesamtumsatzes um. Der Gesamtumsatz der Industrie im Saarland beträgt 2015 fast 28,2 Mrd. Euro.

Umsatzstärkste Wirtschaftszweige im Verarbeitenden Gewerbe im Saarland 2015

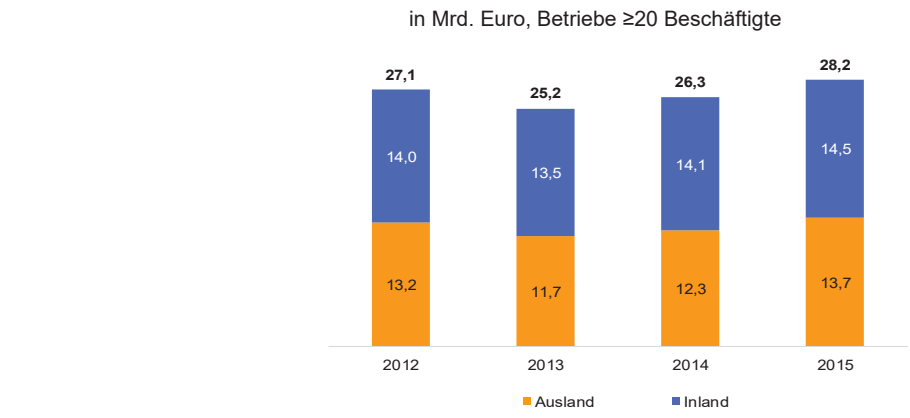


Berechnungen: IBA

Quelle: Statistisches Amt Saarland

Hinsichtlich der Umsatzentwicklung der saarländischen Industrie in den vergangenen vier Jahren zeichnet sich ein deutlicher Aufwärtstrend ab. Nach einem starken Abfall im Gesamtumsatz 2013 um 7,2% zum Vorjahr und sogar über 11% im Auslandsgeschäft kam es 2014 wieder zu einer Umsatzsteigerung. 2015 kann sogar als Rekordjahr verzeichnet werden. Absolut betrachtet steigerte sich der Umsatz im verarbeitenden Gewerbe 2015 um 1,9 Mrd. Euro im Vergleich zum Vorjahr, davon entfallen 1,4 Mrd. Euro auf den Auslandsumsatz.

Umsatz im Verarbeitenden Gewerbe im Saarland 2012 bis 2015



Berechnungen: IBA

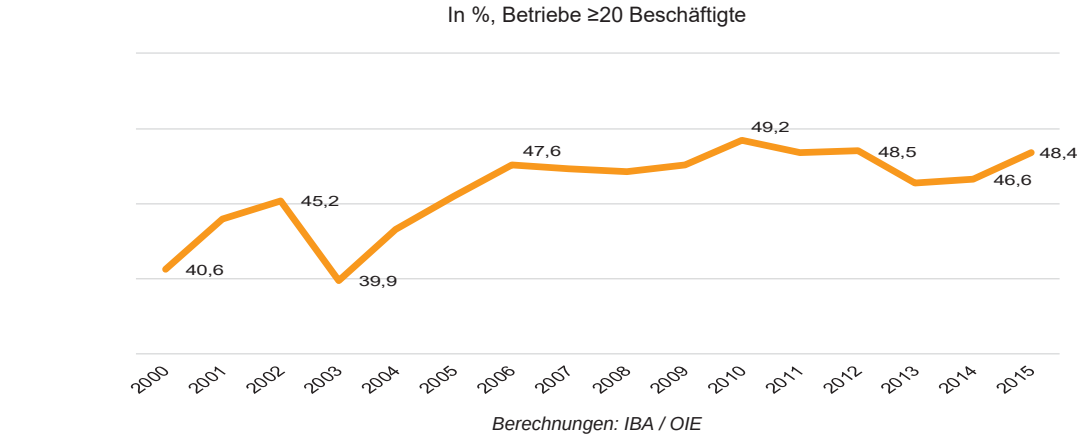
Quelle: Statistisches Amt Saarland

Auslandsgeschäfte als wichtiger Motor der saarländischen Industrie

Der Auslandsumsatz im Verarbeitenden Gewerbe beträgt für das Jahr 2015 rund 13,7 Mrd. Euro. Das entspricht einer Vorjahresentwicklung von +11,2% und einem Zuwachs von 3,8% innerhalb der vergangenen vier Jahre.

Die Exportquote[53] des Verarbeitenden Gewerbes im Saarland belief sich 2015 auf 48,4% und nähert sich dem Wert aus dem Rekordjahr 2010. Nachdem die Exportquote von 2010 bis 2013 zurückgegangen war, ist für 2015 ein Anstieg um 1,8 Prozentpunkte zu verzeichnen.

Entwicklung der Exportquote Verarbeitendes Gewerbe im Saarland von 2000-2015



Berechnungen: IBA / OIE

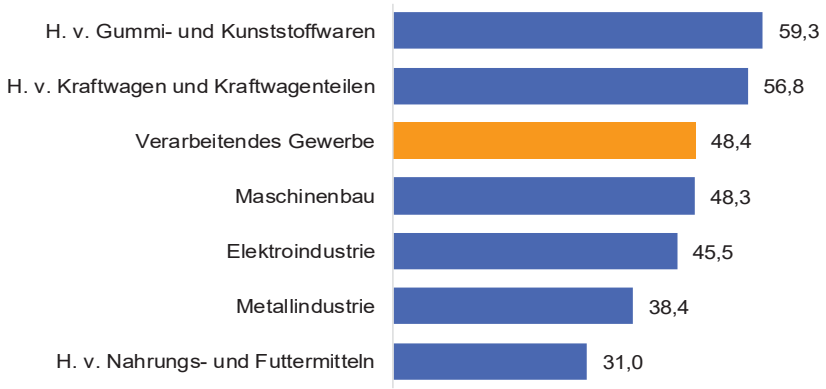
Quelle: Statistisches Amt Saarland

[53] Die Exportquote wurde berechnet wie folgt: Auslandsumsatz dividiert durch Gesamtumsatz multipliziert mit 100

Durch die starke Exportorientierung ist die Industrie im Allgemeinen stärker als andere Wirtschaftsbereiche von konjunkturellen Schwankungen des globalen Marktes abhängig. Für das Jahr 2015 wurde die höchste Exportquote (59,3%) in der Branche Herstellung von Gummi- und Kunststoffwaren verzeichnet, gefolgt von der Fahrzeugbranche mit 56,8%. Im Bereich Metallerzeugung und -bearbeitung hat sich der konstante Rückgang im Auslandsgeschäft weiter fortgesetzt. Seit 2012 ist in dieser Branche den Auslandsumsatz um über ein Drittel zurückgegangen, die Vorjahresentwicklung 2015 beträgt -8,1%. Den gegensätzlichen Trend zeigt die Automobil- und Maschinenbaubranche: das Auslandsgeschäft legte im Vergleich zum Vorjahr in der Herstellung von Kraftfahrzeugen und -teilen um 25% zu, auf 5,9 Mrd. Euro. Der Maschinenbau erreicht knapp 2,7 Mrd. Euro Auslandsumsatz, was einem Zuwachs von 14,9% entspricht.

Exportquote der umsatzstärksten Wirtschaftszweige im Verarbeitenden Gewerbe im Saarland 2015

In %, Betriebe ≥20 Beschäftigte



Berechnungen: IBA

Quelle: Statistisches Amt Saarland

Die Außenhandelspartner der saarländischen Wirtschaft

Ein Blick auf die Abnehmerländer der Saarwirtschaft[54] zeigt, dass Großbritannien mit Importen von über 2,7 Mrd. Euro und einer Steigerung von 26% in 2015 weiterhin der wichtigste Exportpartner des Saarlandes ist. In der Liste der Partnerländer folgen an zweiter Stelle Frankreich mit einer Steigerung der saarländischen Ausfuhren von 5,3% auf rund 1,8 Mrd. Euro und die USA auf Platz drei mit knapp 1,5 Mrd. Euro (+4,8%). Die großregionalen Partnerländer Belgien und Luxemburg importierten 2015 Waren im Wert von 354 Mio. Euro für Belgien (+0,6%) sowie 281 Mio. Euro für Luxemburg (–1%).

Die große wirtschaftliche Bedeutung Frankreichs zeigt sich noch klarer auf der Importseite, wo Frankreich an vorderster Stelle steht. 2015 hat das Saarland Waren im Wert von über 2,3 Mrd. Euro von seinem Nachbarland importiert, was eine Steigerung von über 36% im Vergleich zum Vorjahr bedeutet. An zweite Stelle aufgestiegen ist die Schweiz mit Lieferungen von knapp 2,1

[54] Im Bereich Außenhandel betrachten wir die gesamte saarländische Wirtschaft, da die Datenlage nicht nach Branchen (NACE-Codes), sondern nach Produkten eingeteilt ist.

Mrd. Euro in 2015 (+67,3%). Somit steht nun an dritter Stelle Spanien mit über 1,9 Mrd. Euro und einer Zunahme von 20,1%. Belgien lieferte 2015 Waren im Wert von knapp 497 Mio. Euro (+9,3%) und Luxembourg einen Warenwert von über 179 Mio. Euro (+34,6) an das Saarland.[55]

Großbetriebe sind Arbeitgeber für mehr als die Hälfte der saarländischen Industrie-Beschäftigten

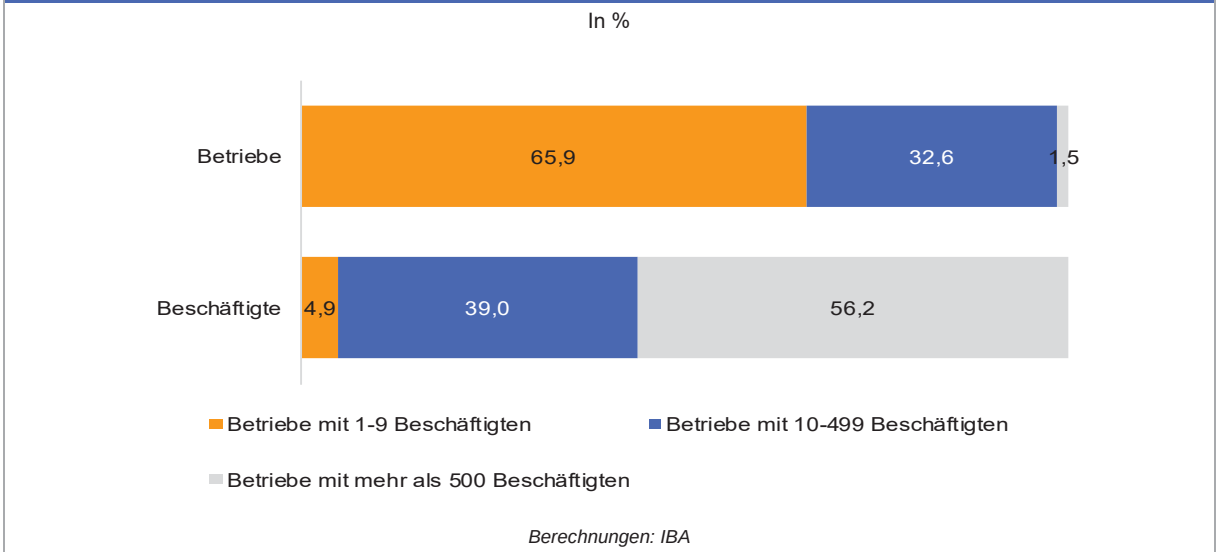
Legt man die Definition des Instituts für Mittelstand (IfM) Bonn für mittelständische Unternehmen zugrunde,[56] d.h. eine Beschäftigtenanzahl von 10 bis 499, so ist der Mittelstand im Verarbeitenden Gewerbe im Saarland mit 2.060 Unternehmen und 37.773 sozialversicherungspflichtigen Beschäftigten vertreten. Das entspricht einem Anteil von 32,6% mittelständischer Unternehmen in der Industrie; dazu kommen 65,9% Kleinbetriebe und 1,5% Großbetriebe in 2015. Bedeutend anders verteilen sich die Beschäftigungsanteile auf die drei Größenklassen, denn mehr als die Hälfte der Industrie-Beschäftigten arbeitet in Großbetrieben, wohingegen knapp 5% in Kleinbetrieben angestellt sind. Der Mittelstand stellt einen Anteil von 39% und ist somit zweitgrößter Arbeitgeber nach den Großbetrieben.

Die montanindustrielle Vergangenheit der saarländischen Industrie und die Ansiedlungspolitik der Automobilindustrie in den 1970er Jahren spiegeln sich in den größten saarländischen Unternehmen wieder: die fünf größten saarländischen Unternehmen beschäftigen rund 29.200 Mitarbeiter und sind ausschließlich im Fahrzeugbau und im Metallgewerbe vertreten (vgl. Tabelle „Die 20 wichtigsten saarländischen Industrie-Betriebe nach Anzahl der Beschäftigten" in Kapitel 6.2). Darunter sind 9.100 Beschäftigte der AG der Dillinger Hüttenwerke und der Saarstahl AG als direkte Nachfolger der Montanindustrie und über 20.000 Beschäftigte aus der Automobil- und Zulieferbranche (ZF-Getriebe AG, Ford Werke GmbH und Bosch GmbH). Die ehemals starke Bedeutung der Schwerindustrie im Saarland könnte ein Grund dafür sein, dass der mittelständisch geprägten Unternehmerkultur im Saarland in Bezug auf die Beschäftigung heute eine geringere Bedeutung zukommt. Es gilt allerdings zu beachten, dass es besonders in der saarländischen Zulieferindustrie zahlreiche Unternehmen gibt, die aufgrund von anhaltendem Erfolg heute dem Mittelstand entwachsen sind.

[55] Vgl. IHK Saarland (Geschäftsbereich international, Kennziffer 1217, Partnerländer). (01.06.2016): http://www.saarland.ihk.de/p/Partnerländer-1217.html

[56] Für mittlere Unternehmen liegt der Schwellenwert beim IfM Bonn entgegen der Definition der EU-Kommission (<250 Mitarbeiter) jedoch weiterhin bei 499 Beschäftigten, um die deutsche Besonderheit herauszustellen. Vgl. http://www.ifm-bonn.org/definitionen/kmu-definition-des-ifm-bonn/ 01.06.2016

Betriebsgrößenstruktur des Verarbeitenden Gewerbes im Saarland 2015 im Vergleich zu der Beschäftigtenzahl



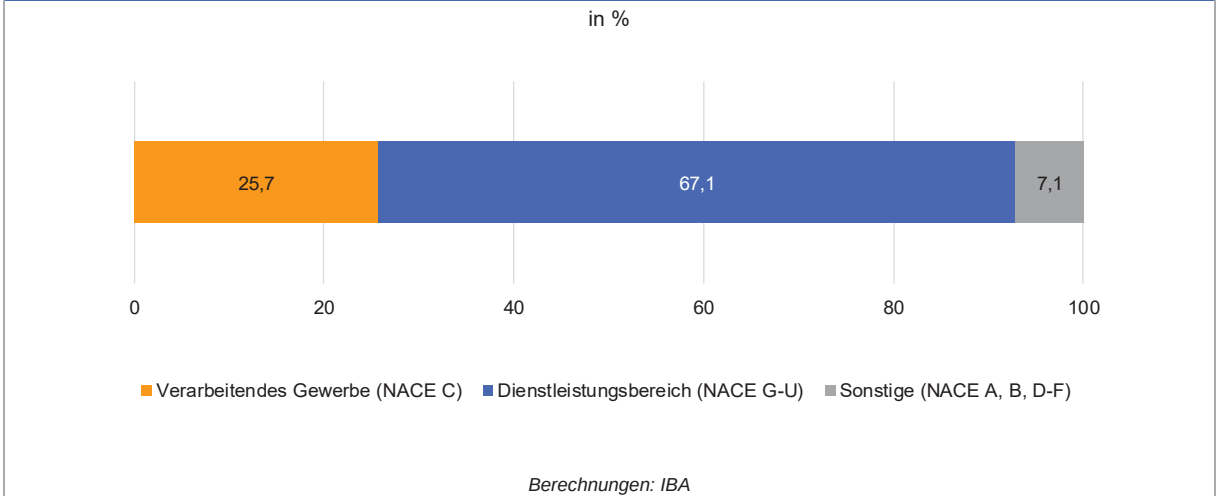
Berechnungen: IBA

Quelle: Bundesagentur für Arbeit (Stichtag 30.06.)

6.3 Die Beschäftigungssituation in der Industrie im Saarland

Die Bundesagentur für Arbeit meldete für das Jahr 2015 insgesamt 377.000 sozialversicherungspflichtige Beschäftigte im Saarland. Das Verarbeitende Gewerbe im Saarland zählt rund 97.000 Beschäftigte, das ist ein Anteil von 26%. Der Anteil der Industrie an der Bruttowertschöpfung ist annähernd gleich bei 27% – wie in Kapitel 6.2 beschrieben. Ähnlich verhält es sich mit den jeweiligen Anteilen im Tertiärsektor (jeweils ein Anteil von 67% an der Beschäftigung und 64% an der Bruttowertschöpfung). Es ist davon auszugehen, dass neben den 97.000 Beschäftigten, die in einer Branche des Verarbeitenden Gewerbes registriert sind, ein Großteil der über 12.100 Leiharbeiter in der Industrie beschäftigt ist.

Verteilung der Beschäftigung im Saarland 2015



Berechnungen: IBA

Quelle: Bundesagentur für Arbeit (Stichtag 30.06.)

Die nachstehende Tabelle gibt einen detaillierten Überblick über die Verteilung der Beschäftigten auf die einzelnen Wirtschaftszweige für 2015.

Tabelle: Anzahl der Sozialversicherungspflichtigen Beschäftigten nach Wirtschaftszweigen im Saarland 2015

NACE	Wirtschaftszweige	Anzahl	Anteil an Gesamt (in %)
A	Land- und Forstwirtschaft, Fischerei	915	0,2
B, D, E	Gewinnung von Steinen und Erden, Energieversorgung, Wasserversorgung, Abfallentsorgung	6.478	1,7
C	**Verarbeitendes Gewerbe**	**96.943**	**25,7**
F	Baugewerbe	19.532	5,2
G	Handel; Instandhaltung und Reparatur von KFZ	53.206	14,1
H	Verkehr und Lagerei	15.614	4,1
I	Gastgewerbe	9.428	2,5
J	Information und Kommunikation	8.071	2,1
K	Finanzen und Versicherungen	13.088	3,5
L, M	Grundstücks- und Wohnungswesen, Freiberufliche und technische Dienstleistungen	21.120	5,6
N	Sonstige wirtschaftliche Dienstleistungen	28.364	7,5
O, U	Öffentliche Verwaltung, Verteidigung, Sozialversicherung, Exterritoriale Organisationen und Körperschaften	22.605	6,0
P	Erziehung und Unterricht	12.742	3,4
Q	Gesundheits- und Sozialwesen	57.585	15,3
R, S, T	Kunst, Unterhaltung und Erholung; Erbringung von sonstigen Dienstleistungen, private Haushalte	11.365	3,0
	TOTAL	**377.056**	100,0

Quelle: Bundesagentur für Arbeit (Stichtag 30.06.)

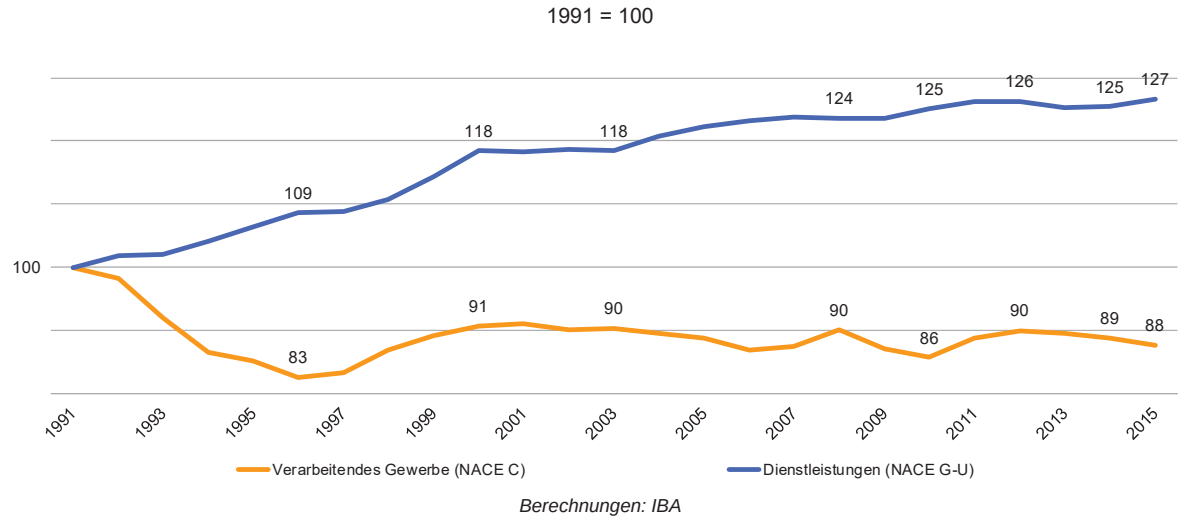
Beschäftigungsentwicklung im Saarland zugunsten des Dienstleistungssektors

Die Daten der Erwerbstätigenrechnung der Länder erlauben eine Langzeitbetrachtung seit 1991. Die saarländische Industrie zählte im Jahr 1991 über 124.000 Erwerbstätige, was einen Anteil von knapp 26% an allen Erwerbstätigen (520.308) darstellt. Parallel zu der Abnahme in der Industrie auf 108.810 Erwerbstätige in 2015 (-12%) ist eine kontinuierliche Zunahme der Erwerbstätigen im Bereich der Dienstleister auf 375.230 in 2015 festzustellen (+27%). Somit beträgt der Anteil der Erwerbstätigen der saarländischen Industrie 20,9% im Jahr 2015 und der der Dienstleistungen 72,1%. Ein Grund für diesen Strukturwandel ist der Rückgang der traditionellen Montanindustrie im Saarland sowie die Tatsache, dass im öffentlichen wie im privaten Dienstleistungsbereich neuer Bedarf entstanden ist.

Hinzu kommt die Zunahme der Outsourcing-Strategien großer Unternehmen. Hier wurden im Zuge der Umstrukturierung von Industrieunternehmen zahlreiche Tätigkeiten (beispielsweise das Facilitymanagement) an externe Dienstleister vergeben. Auch das Wachstum in der Leiharbeitsbranche ist auf diesen Trend zurückzuführen. So verzeichnet diese Branche im Vorjahresvergleich ein Plus von 1.621 Mitarbeitern in der Gesamtbeschäftigung, gleichzeitig lässt

sich in der Industriebeschäftigung ein Rückgang um 1.697 Personen feststellen. Die technische Weiterentwicklung im Zuge der Automatisierung sorgt zusätzlich für weniger Arbeitsplatzangebote in der Industrie.

Entwicklung der Erwerbstätigen im Verarbeitenden Gewerbe im Vergleich zu den Dienstleistungen im Saarland seit 1991

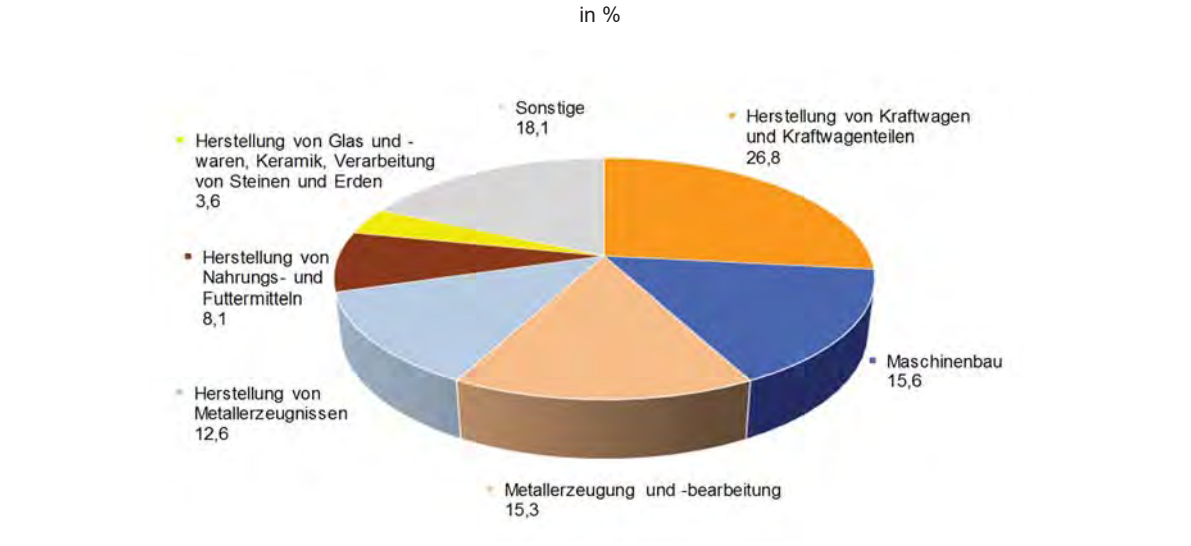


Berechnungen: IBA

Quelle: Erwerbstätigenrechnung der Länder

Die sechs beschäftigungsstärksten Wirtschaftszweige des Verarbeitenden Gewerbes im Saarland umfassen 82% der Beschäftigten der saarländischen Industrie. Die mit Abstand meisten Beschäftigten arbeiten im Fahrzeugbau (25.968 Personen), gefolgt vom Maschinenbau mit 15.154 und der Metallerzeugung und -bearbeitung mit 14.790 Beschäftigten. 12.182 Personen arbeiten in der Herstellung von Metallerzeugnissen, 7.818 in der Nahrungs- und Futtermittelbranche sowie 3.497 in der Glas- und Keramikindustrie.

Beschäftigungsstärkste Wirtschaftszweige im Verarbeitenden Gewerbe im Saarland 2015



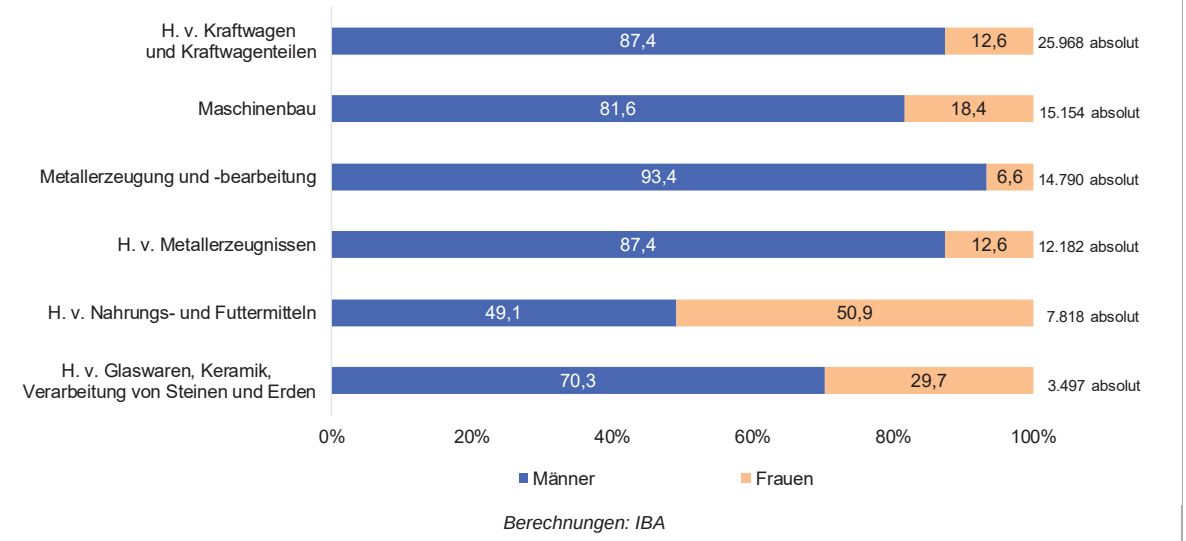
Berechnungen: IBA

Quelle: Bundesagentur für Arbeit (Stichtag 30.06.)

Frauen sind in der Industrie weiterhin unterrepräsentiert

Der Frauenanteil im Verarbeitenden Gewerbe im Saarland beträgt 2015 19,3%. Insgesamt arbeiten 18.674 Frauen in den verschiedenen Industriebereichen. Nur in der Nahrungs- und Futtermittelbranche ist ihr Anteil mit 51% höher als der der Männer (entspricht knapp 4.000 Frauen). In einigen Wirtschaftszweigen liegt die Frauenquote über dem Durchschnitt, beispielsweise in der Herstellung von Glaswaren, Keramik, Verarbeitung von Steinen und Erden mit einem Frauenanteil von 29,7%. Als eher frauentypische Betätigungsfelder in der Industrie gelten auch die Textilbranche, das Druckgewerbe sowie die Chemie- und Elektronikindustrie.

Sozialversicherungspflichtige Beschäftigte in den beschäftigungsstärksten Wirtschafsbereichen in der Industrie nach Geschlecht im Saarland 2015



Berechnungen: IBA

Quelle: Bundesagentur für Arbeit (Stichtag 30.06.)

Ausbildungsentwicklung in der Industrie leicht rückläufig

Richten wir den Blick auf die Ausbildungssituation in der saarländischen Industrie, die im Jahr 2009 zuletzt einen Höchststand erreichte und sich nach einem krisenbedingten Rückgang seit 2011 wieder erholt. Insgesamt ist eine Abnahme der Auszubildendenzahlen von 6,5% im Zeitraum von 2008 bis 2015 zu verzeichnen, auf einen Stand von 3.521 Auszubildenden in der saarländischen Industrie.[57]

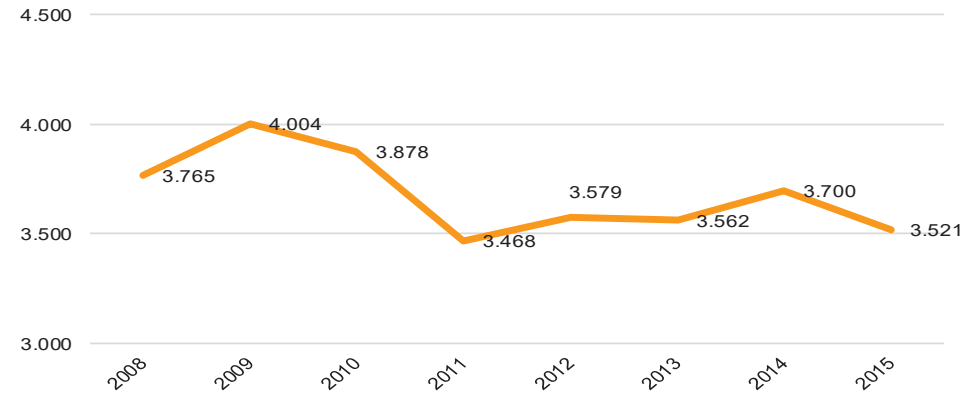
Trotz des verzeichneten Ausbildungsrückgangs in der Industrie äußert sich die IHK Saar in einer Pressemitteilung allgemein positiv über die jüngsten Entwicklungen der Auszubildendenzahlen all ihrer Mitgliedsbranchen: „Bis 1. Juni (2016) hat die IHK Saarland bereits 1.471 neue Ausbildungsverträge erfasst – beinahe 9% mehr als im Vorjahr. Dieses gute Zwischenergebnis führt die IHK vor allem darauf zurück, dass sich die Betriebe immer früher um ihren Nachwuchs kümmern: „Viele Unternehmen spüren den Fachkräftemangel bereits deutlich. Deshalb versuchen sie, für ihre offenen Lehrstellen möglichst frühzeitig geeignete Bewerber zu finden und

[57] Statistik der Bundesagentur für Arbeit, Stichtagsdaten zum 30.06.2015

Ausbildungsverträge abzuschließen", erläutert IHK-Präsident Dr. Richard Weber."[58] Laut der Vereinigung der saarländischen Unternehmerverbände VSU gestalten sich Bemühungen der saarländischen Industrie, französische Jugendliche für eine Facharbeiterausbildung zu gewinnen, schwierig. Es gilt hier, die sprachlichen Barrieren weiter abzubauen und über die unterschiedlichen schulischen (Ausbildungs-)Systeme weiterhin aufzuklären.

Grundsätzlich ist hier anzumerken, dass die Industrie auch im kaufmännischen Bereich viele Ausbildungsberufe anbietet, beispielsweise Industriekaufmann/-frau oder Kaufmann/-frau für Büromanagement. Gewerbliche Berufe wie z.B. Metallbauer/-in und Elektroniker/-in werden hingegen auch im Handwerk ausgebildet. Beispielsweise ist fast jeder zweite Ausbildungsvertrag (49,3%) im saarländischen Handwerk der Gruppe Metall und Elektro zuzuordnen. Auch weiterhin zeigt sich das starke Interesse an dieser Gruppe: für 2015 wurden 905 neue Ausbildungsverträge in der Gruppe Metall und Elektro abgeschlossen, was einer Quote von 44% an den insgesamt neu abgeschlossenen Verträgen in 2015 entspricht. Betriebe aus diesem Bereich zählen zu der Hauptzuliefergruppe der Industrie.[59]

Entwicklung Auszubildendenzahlen im Verarbeitenden Gewerbe im Saarland von 2008 bis 2015



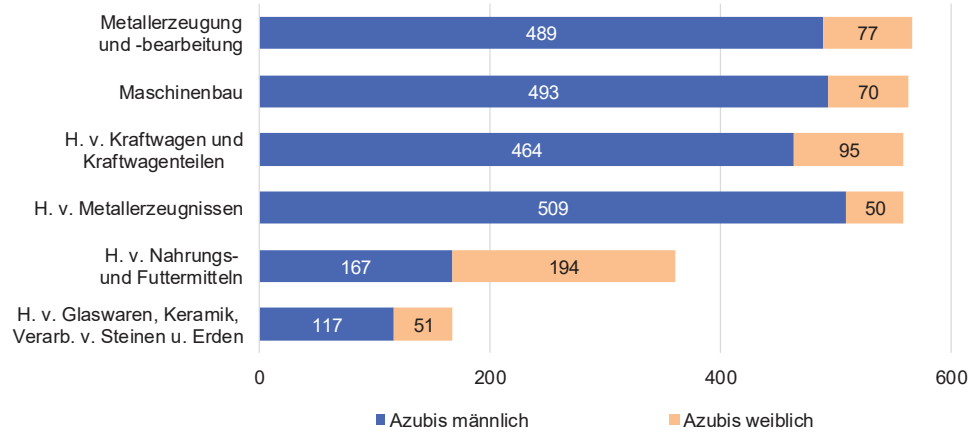
Berechnungen: IBA

Quelle: Bundesagentur für Arbeit (Stichtag 30.06.)

Die sechs ausbildungsstärksten Branchen (siehe nachstehenden Indikator) beschäftigen knapp 79% der Auszubildenden in der saarländischen Industrie, in der Summe sind das 2.776 junge Frauen und Männer. Der Anteil der weiblichen Auszubildenden in der Industrie beträgt knapp 21%, vergleichsweise wenig im Vergleich zu den 45% weiblichen Auszubildenden im Saarland insgesamt, was auch der Frauenquote in der Gesamtbeschäftigung im Saarland entspricht. Zahlenmäßig am stärksten vertreten sind die weiblichen Auszubildenden in der Nahrungs- und Futtermittelbranche (194 Personen oder 54%), ein vergleichsweise hoher Frauenanteil wird auch in der Herstellung von chemischen (57%) sowie pharmazeutischen (51%) Erzeugnissen verzeichnet. Dahingegen ist die Auszubildendenzahl von Frauen in den vier ausbildungsstärksten Branchen Metall-, Automobil- und Maschinenbau relativ gering (jeweils unter 20%).

[58] IHK Saarland: Deutliches Plus bei IHK-Ausbildungsverträgen (Pressemitteilung 14.06.2016, Kennzahl: 17.12372)
[59] Handwerkskammer des Saarlandes, Stichtagsdaten zum 31.12.2015

Anzahl der Auszubildenden in den sechs ausbildungsstärksten Wirtschaftszweigen des Verarbeitenden Gewerbes im Saarland 2015



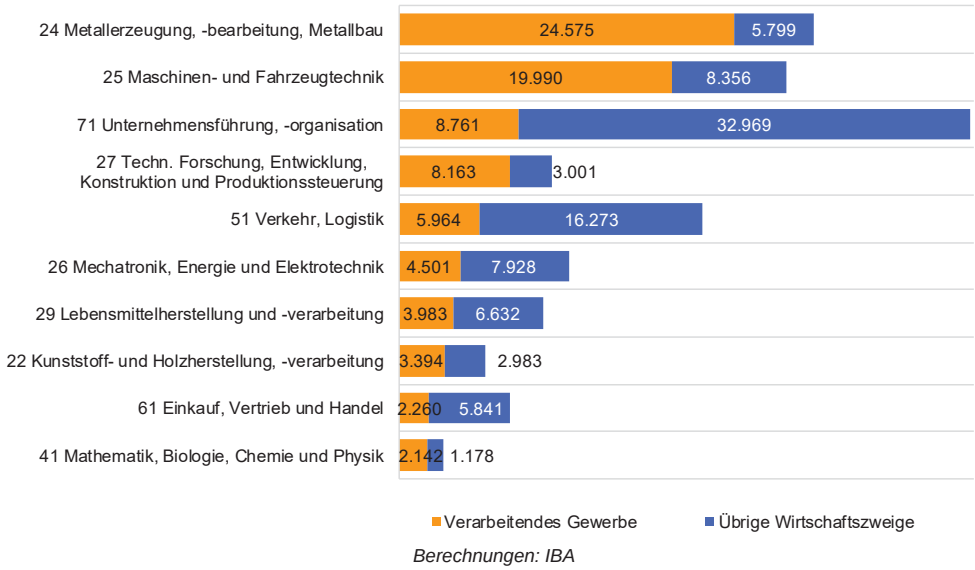
Berechnungen: IBA

Quelle: Bundesagentur für Arbeit (Stichtag 30.06.)

Metallberufe in der saarländischen Industrie am stärksten vertreten

Von den 377.056 sozialversicherungspflichtig Beschäftigten in 2015 im Saarland sind ein Viertel im Verarbeitenden Gewerbe beschäftigt, d.h. 96.943 Personen. 86% davon sind auf die zehn unten angezeigten Berufsgruppen verteilt. Die Gruppe „Metallerzeugung und -bearbeitung, Metallbau" ist die beschäftigungsstärkste Berufsgruppe in der Industrie. Mit 24.575 Personen stellt sie ein Viertel der Beschäftigten der gesamten Branche. 81% der Berufe dieser Gruppe werden im Verarbeitenden Gewerbe ausgeübt. Zusammen mit den Maschinen- und Fahrzeugtechnikberufen repräsentieren sie 46% der Beschäftigten im Verarbeitenden Gewerbe und sind damit die zwei beschäftigungsstärksten Berufsgruppen. Branchenübergreifend sind die Berufe der Unternehmensführung und -organisation am stärksten vertreten, mit 41.730 Beschäftigten. 21% davon arbeiten im Verarbeitenden Gewerbe und stellen die drittgrößte Berufsgruppe desselben Sektors dar.

Anzahl der Beschäftigten nach ausgewählten Berufsgruppen im Saarland 2015



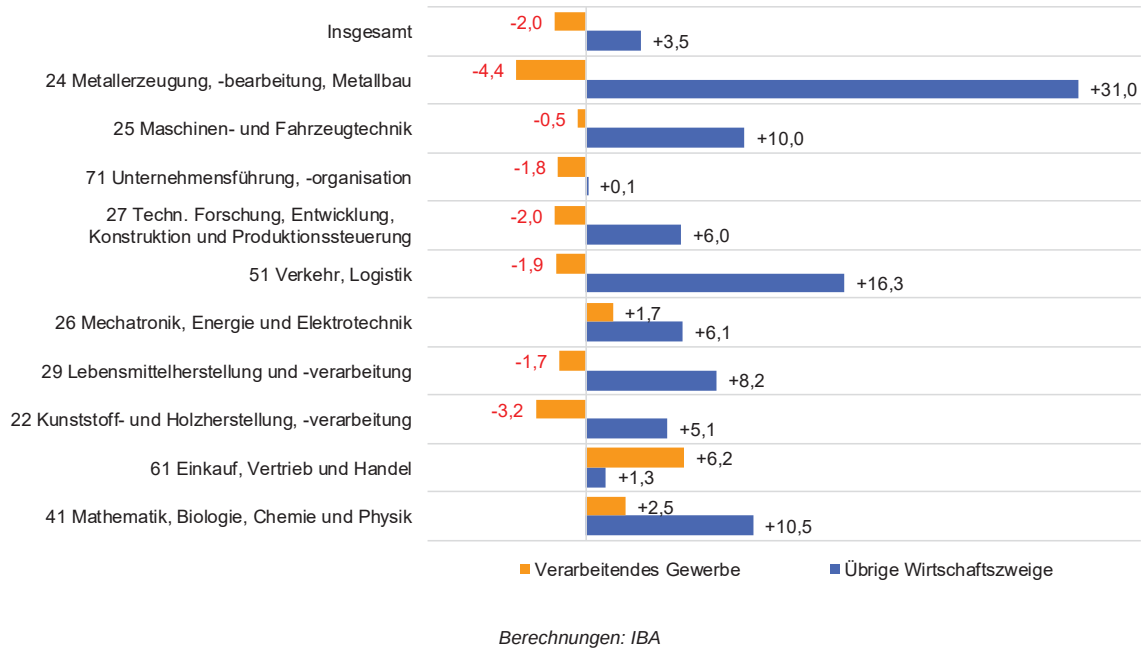
Berechnungen: IBA

Quelle: Bundesagentur für Arbeit (Stichtag 30.0.6.)

Abwanderung klassischer Berufe aus der Industrie im Saarland

Branchenübergreifend ist die Beschäftigung zwischen 2013 und 2015 im Saarland um 2% gestiegen. Allerdings hat die Anzahl der Beschäftigten in der Industrie um 2% abgenommen, die übrigen Wirtschaftszweige verzeichnen einen Beschäftigungsanstieg von 3,5%. Die Beschäftigung in sieben der zehn größten Berufsgruppen im Verarbeitenden Gewerbe ist zwischen 2013 und 2015 rückläufig, wohingegen sich die restlichen Wirtschaftssektoren positiv entwickelt haben. Der stärkste Rückgang ist in der beschäftigungsstärksten Berufsgruppe des Verarbeitenden Gewerbes zu beobachten, d.h. in der Metallerzeugung und -bearbeitung sowie dem Metallbau. 25.703 Personen arbeiten im Jahr 2013 in dieser Berufsgruppe und in 2015 noch 24.575. Das entspricht einem Minus von 4,4%, wohingegen dieselben Berufe außerhalb der Industrie ein Plus von 31% verzeichnen können. Hierzu ist anzumerken, dass diese Veränderungen – bis auf 245 Personen – die gleiche Größenordnung haben (-1.128 im Verarbeitenden Gewerbe und +1.373 in den übrigen Wirtschaftszweigen). Die Beschäftigung in der Industrie ist zwischen 2013 und 2015 insgesamt um 2% zurückgegangen (1.978 Personen) und nimmt in den restlichen Wirtschaftsbranchen im gleichen Zeitraum um 3,5% zu (9.377 Personen).

Beschäftigungsentwicklung im Saarland nach ausgewählten Berufsgruppen 2013-2015



Berechnungen: IBA

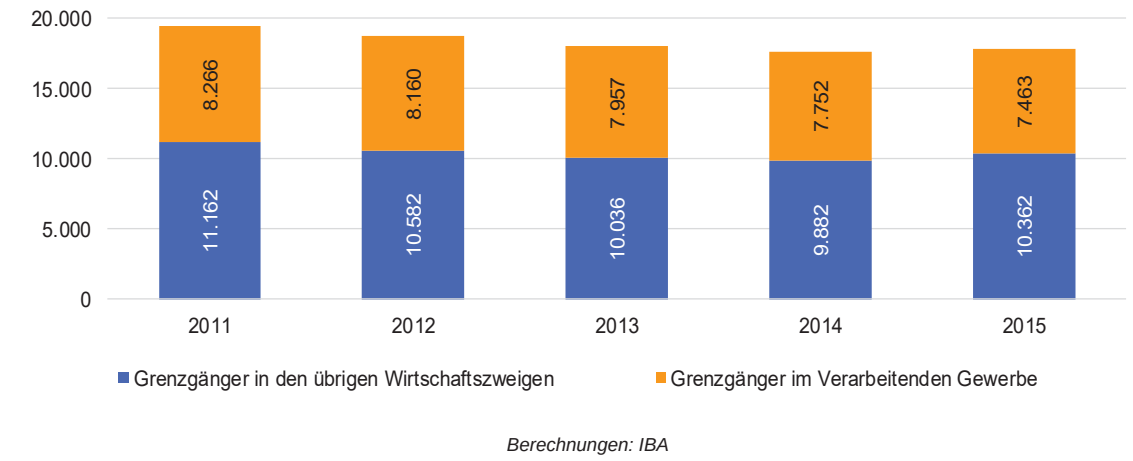
Quelle: Bundesagentur für Arbeit (Stichtag 30.06.)

Zahl der Grenzgänger im Verarbeitenden Gewerbe nimmt kontinuierlich ab

Obwohl die Zahl der Grenzgänger im Saarland tendenziell wieder Zuwächse verzeichnet, nimmt die Zahl der Grenzgänger in der Industrie in den vergangenen fünf Jahren kontinuierlich ab. So arbeiten im Verarbeitenden Gewerbe im Saarland 289 Einpendler weniger als im Vergleich zum Vorjahr, das entspricht einem Rückgang von 3,7%. Dagegen haben die Grenzgän-

ger in den übrigen Wirtschaftszweigen um 4,9% oder 480 Einpendler zugenommen. Nichtsdestotrotz bleibt das Verarbeitende Gewerbe mit einem Anteil von 42% ein besonders wichtiger Arbeitgeber für die Einpendler aus Frankreich.

Anzahl der Einpendler aus Frankreich mit Arbeitsort Saarland

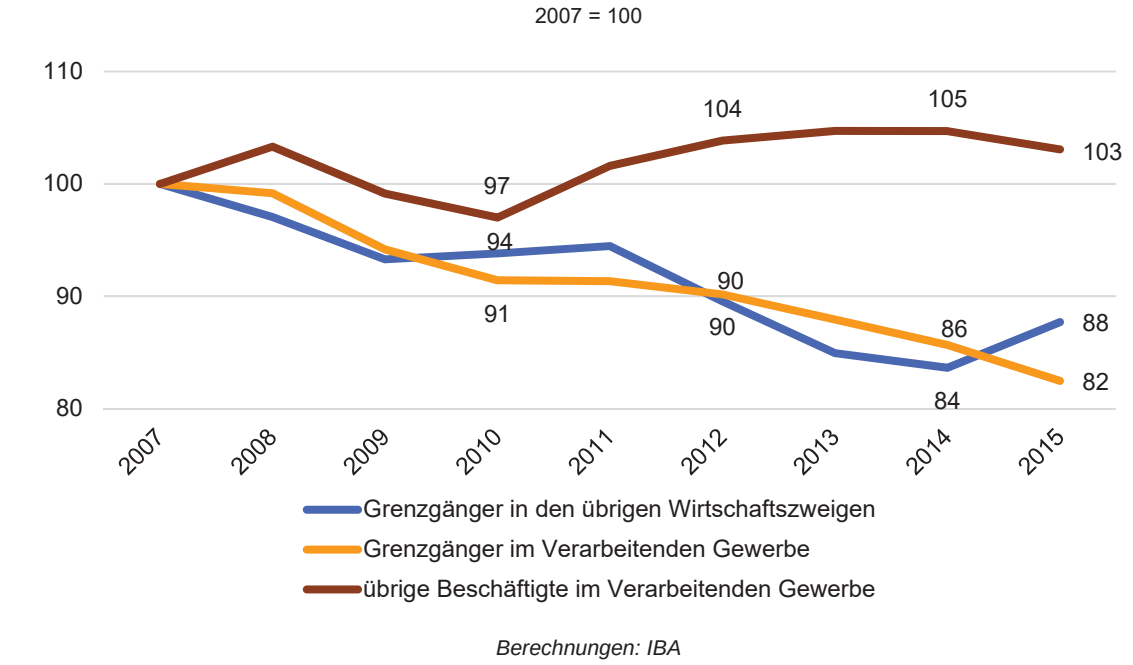


Berechnungen: IBA

Quelle: Bundesagentur für Arbeit (Stichtag 30.06.)

Die folgende Graphik zeigt die Entwicklung der Grenzgänger in der saarländischen Industrie. Ihre Situation wird verglichen mit der Situation der Gebietsansässigen (= Einwohner des Saarlandes) in der Industrie sowie mit Grenzgängern, die in anderen Wirtschaftszweigen arbeiten.

Entwicklung der Beschäftigung der Grenzgänger aus Frankreich im Saarland 2007-2015



Berechnungen: IBA

Quelle: Bundesagentur für Arbeit (Stichtag 30.06.)

Anstieg der Grenzgänger in den übrigen Wirtschaftsbranchen wohl maßgeblich durch den Leiharbeitssektor getragen

Zunächst lässt sich feststellen, dass die Weltwirtschafts- und Finanzkrise alle Beschäftigten der exportorientierten Saarindustrie getroffen hat. Beschäftigungsverluste sind sowohl bei den Grenzgängern als auch bei ihren Kollegen aus dem Saarland in vergleichbarem Maße zu verzeichnen. Bei den Saarländern hat 2011 aber eine Trendwende stattgefunden, die Beschäftigung hat sich auf Vorkrisenniveau wieder stabilisiert. Ihre in Frankreich wohnenden Kollegen konnten jedoch nicht vom anschließenden Aufschwung profitieren. Stattdessen geht die Zahl der Grenzgänger im Verarbeitenden Gewerbe kontinuierlich zurück. Innerhalb von acht Jahren reduzierte sich ihre Zahl um fast ein Fünftel. Das liegt zum einen an dem hohen Durchschnittsalter der Grenzgänger und dem damit verbundenen Renteneintritt. Zum anderen lassen die Zahlen aber auch die Interpretation zu, dass Grenzgänger vermehrt als Leiharbeiter eingestellt und dann in den Industriebetrieben eingesetzt werden. Die Zahl der Leiharbeiter ist innerhalb eines Jahres um 25% oder 429 Personen gestiegen und betrug 2015 über 2.100 Personen. Vergleicht man die Entwicklung mit den Grenzgängern anderer Branchen, stellt man fest, dass die Verluste eher in den Jahren 2011 bis 2013 eingetreten sind. Die deutliche Zunahme von 2015 erklärt sich zum Großteil durch die oben erwähnte Situation der Leiharbeit, die statistisch den übrigen Wirtschaftszweigen zuzuordnen ist.

7. Lothringen

7.1 Vom Bergbau-Reichtum zur industriellen Neuorientierung

In den ersten Jahrzehnten des 20. Jahrhunderts spielte Lothringen aufgrund seiner industriellen Dynamik eine maßgebliche Rolle in Frankreich. Dank seines Reichtums an Bergbauressourcen, d.h. an Eisenerz und Kohle, und der Intensität seiner Stahl-, Textil- und Nahrungsmittelindustrie wurde die Region zu einem bedeutenden Wirtschaftsstandort. Ab den 1960er Jahren führte die schrittweise Einstellung des Kohlebergbaus in Frankreich zu tiefgreifenden Veränderungen. Erdöl und Gas gewannen zunehmend an Bedeutung und verursachten aufeinanderfolgende Krisen in den traditionellen Produktionssektoren.

Die „Rekonversions-Strategie" für die lothringische Industrie

Unter „Rekonversions-Industrien" sind die Tätigkeiten zu verstehen, die in den 1960er Jahren mit dem Ziel der Umstrukturierung der Beschäftigung und der Industriestandorte in Lothringen entwickelt wurden. Diese Gruppe umfasst die Automobilherstellung, die Gummi- und Kunststoffindustrien sowie die Herstellung von Datenverarbeitungs- und Elektroerzeugnissen und -geräten.

In den 1990er Jahren hat das Beschäftigungswachstum in der Automobilindustrie die Diversifizierung der lothringischen Industrielandschaft getragen. Die schwierige Konjunktur, die Sättigung des französischen Marktes und der Preisdruck haben sich jedoch auf die Beschäftigung in der Automobilindustrie ausgewirkt. Da die Situation des Automobilsektors sich aufgrund seines Verbrauchs an Halbwaren stark auf andere Branchen auswirkt, belasten die jüngsten Tendenzen die lothringische Industrietätigkeit insgesamt.[60] Zwischen 2000 und 2009 ist die Beschäftigung im Verarbeitenden Gewerbe um 25,8% gesunken, von 163.160 auf 121.122 Beschäftigte.

Die Beschäftigung in der lothringischen Industrie sinkt besonders stark seit dem Anfang der 2000er Jahre, was den Prozess der Deindustrialisierung[61] beschleunigt[62]. Aufgrund der Krise hat sich der Rückgang 2008 und 2009 verstärkt, aber der hohe Arbeitsplatzverlust hat sich auch in der Folgezeit fortgesetzt. Der Abwärtstrend machte sich in Lothringen wesentlich stärker bemerkbar als in Frankreich insgesamt. Die Verluste haben den Niedergang der traditionellen Industrien (Stahlindustrie, Metallverarbeitung, Textilindustrie) verstärkt und auch bestimmte „Rekonversions-Branchen" belastet, wie z.B. die Herstellung von Elektro- und Datenverarbeitungsausrüstungen, den Maschinenbau und die Herstellung von Transportmaterial. Die Problematik in der Industrie betrifft die gesamte Region, sie ist aber besonders ausgeprägt in den Arbeitsmarktregionen Bassin-Houiller, Remiremont-Gérardmer und Commercy, gefolgt

[60] Vgl. OREFQ (2011): L'Industrie en Lorraine. http://www.lorpm.eu/upload/etudes/orefqbull40.pdf

[61] „In rund drei Jahrzehnten hat Frankreich fast zwei Millionen Arbeitsplätze in der Industrie verloren. Diesen Rückgang bezeichnet man als Deindustrialisierung, d.h. die Umverteilung von Ressourcen, die ursprünglich für das Verarbeitende Gewerbe bestimmt waren, auf alternative Tätigkeiten." (Deindustrialisierung oder industrieller Wandel, Lionel Nesta, OFCE SciencesPo, 2010)

[62] Vgl. INSEE Lorraine (2010): L'emploi en Lorraine: tertiarisation par désindustrialisation, forte poussée des femmes et des séniors

von Longwy und Lunéville. Mit dem Abbau von 1.700 Arbeitsplätzen im Jahr 2013 ist das Departement Vosges das lothringische Departement mit dem höchsten Beschäftigungsrückgang (-6,1%) in der Industrie.[63] Trotzdem gibt es in bestimmten Teilen Lothringens immer noch einen hohen Anteil an Industriebeschäftigten. Dies trifft zum Beispiel auf die Arbeitsmarktregionen Neufchâteau, Saint-Dié-des-Vosges, Sarreguemines oder auch Remiremont zu, wo die Industriebeschäftigung mehr als ein Viertel der Gesamtbeschäftigung ausmacht. In den Arbeitsmarktregionen Commercy, Forbach, Thionville und Sarrebourg liegt der Anteil der Industriebeschäftigung zwischen 20% und 25% der Gesamtbeschäftigung.

Outsourcing in den Dienstleistungssektor

Ein Teil des Beschäftigungsrückgangs in der Industrie ist auf eine zunehmende Auslagerung in den Dienstleistungssektor zurückzuführen. Aus Effizienzgründen haben die Unternehmen Tätigkeiten, die nicht direkt zu ihrem Kerngeschäft gehören, an Dienstleistungsunternehmen übertragen. Daraus resultieren Beschäftigungsgewinne in drei Sektoren. An erster Stelle profitieren die operativen Dienstleistungen, die zahlreiche Tätigkeiten umfassen, wie Vermietung von Ausrüstungen, Maschinen und Räumlichkeiten, Reinigung, Überwachung und Sicherheit sowie Zeitarbeit. Die Transportdienstleistungen (Beförderung von Gütern und Personen) stellen den zweiten Sektor dar, gefolgt von der Logistik (Lagerung von Waren).

Fünf strategische Branchen, die im „Pacte Lorraine" (2014-2016) identifiziert wurden

Um den Folgen der Globalisierung zu begegnen, hat die öffentliche Hand in Lothringen Wettbewerbs-Cluster ins Leben gerufen. Sie haben die Aufgabe, Synergien aufzubauen, indem sie in einem speziellen Bereich eine Kooperation zwischen Unternehmen, Bildungsstätten und Forschungslabors herstellen. Von diesen Clustern wird erwartet, dass sie Projekte entwickeln, die anderweitig nicht zustande gekommen wären. Der Staat, der sich hierbei auf Geschichte und Besonderheiten der regionalen Industrie stützt, hat für Lothringen die Themen Innovative Materialien, Fasern und Wasser ausgewählt. Diese werden im Folgenden kurz vorgestellt.

Das Cluster zu innovativen Materialien „Materalia", das hauptsächlich im Departement Moselle angesiedelt ist, konzentriert sich auf Metallurgie, Nanomaterialien, Verbundwerkstoffe und neue Fertigungsverfahren. Neben der Metallurgie, die in Lothringen stark vertreten ist, sollen die Anwendungen die Sektoren Energie, Automobilausrüstung, Luftfahrt und Medizin fördern. Auf den Sektor Werkstoffe und Energie, welcher den Schwerpunkt des Vallée Européenne des Matériaux et de l'Energie (Europäisches Valley für Werkstoffe und Energie) bildet, entfielen 51% der Industrieinvestitionen der Region im Jahr 2014.[64]

Das Cluster im Bereich Fasern mit Sitz in Epinal soll umweltfreundliche und innovative Materialien entwickeln, indem die Eigenschaften von Faserstoffen und ihre Verwendung verbessert werden. Dank des starken Anstiegs der Nachfrage in den Bereichen nachhaltiges Bauen, Verkehr und Gesundheit (komplexe Materialien wie z.B. Herzprothesen) gibt es eine Vielzahl von

63 Vgl. INSEE (2014): Wirtschaftliche Bilanz Lothringens
64 Vgl. CESEL (2014): Die wirtschaftliche, soziale und ökologische Situation in Lothringen 2014

Absatzmärkten. Außerdem beschäftigt sich dieses Cluster mit den Holzressourcen in der Region.[65]

Das Cluster für Wasser „Hydreos Alsace-Lorraine" verfolgt das Ziel, die Wettbewerbsfähigkeit der Bereiche des Wassermanagements und der wasserverbrauchenden Aktivitäten in Industrie und Landwirtschaft zu stärken. Es bietet seinen Mitgliedern Netzwerk-Veranstaltungen sowie Schulungen an, darüber hinaus erstellt es Studien, die von themenspezifischen Arbeitsgruppen durchgeführt werden.

7.2 Die wirtschaftliche Lage der Industrie in Lothringen

Während Lothringen zu Beginn der 1990er Jahre noch ein etwas dynamischeres Wirtschaftswachstum verzeichnete als Frankreich, dreht sich dieses Verhältnis Mitte des Jahrzehnts um; und der Unterschied vergrößerte sich mit der Krise in den 2000er Jahren. Lothringen zählt zu den Regionen Frankreichs mit dem niedrigsten Wachstum in den vergangenen Jahren. Es liegt weit entfernt von den dynamischen französischen Regionen (wie zum Beispiel Ile-de-France oder die Region Rhône-Alpes), profitiert jedoch von der Dynamik der Nachbarländer Deutschland, Belgien und Luxemburg, die wichtige Handelspartner der Region sind und somit Absatzmärkte für das Verarbeitende Gewerbe bieten.

Im Jahr 2013 zählte das Verarbeitende Gewerbe Lothringens 8.500 Unternehmen[66] mit rund 105.000 Beschäftigten. Wie aus der folgenden Tabelle hervorgeht, gehören die Unternehmen mit der höchsten Beschäftigtenzahl mit Ausnahme von ArcelorMittal alle zum Automobilsektor.

Tabelle: Die fünf wichtigsten lothringischen Industrie-Betriebe nach Anzahl der Beschäftigten 2013

	Sektor	Unternehmen	Mitarbeiter	Standort
1	Automobil	Peugeot Citroën Automobile S.A.	3000 bis 3999	Trémery (57)
2	Metallurgie	ArcelorMittal Atlantique et Lorraine	2000 bis 2999	Florange (57)
3	Automobil	Société véhicules automobiles Batilly	2000 bis 2999	Batilly (54)
4	Automobil	Peugeot Citroën Automobile S.A.	1500 bis 1999	Metz (57)
5	Herstellung und Runderneuerung von Bereifungen	Continental France	1000 bis 1499	Sarreguemines (57)

Quelle: INSEE, CLAP

Übergewicht des tertiären Sektors in der Wirtschaft

2013 lag die Bruttowertschöpfung der lothringischen Wirtschaft bei 50,6 Mrd. Euro, das entspricht 2,7% des Gesamtwertes für Frankreich. Die nicht marktbezogenen Dienstleistungen (öffentliche Verwaltung, Erziehung und Unterricht, Gesundheits- und Sozialwesen) leisten mit mehr als einem Viertel den höchsten Beitrag zur Gesamtbruttowertschöpfung. Das Verarbeitende Gewerbe erzielt 13,4% der Bruttowertschöpfung Lothringens mit 14,1% der Lothringer Beschäftigten. Der industrielle Wertschöpfungsanteil liegt über dem nationalen Niveau, denn

65 Vgl. Pôle Emploi Lorraine (2011): Die Entwicklung der Industrie in Lothringen
66 Daten CLAP, INSEE

der Anteil des Verarbeitenden Gewerbes liegt bei 11,4% für ganz Frankreich. So ist Lothringen auch heute noch durch eine industrielle Ausrichtung geprägt.[67] Obwohl der Sektor „Information und Kommunikation" ein Sektor mit hoher Wertschöpfung ist und zum Wachstum beiträgt, entfielen auf ihn 2013 nur 1,9% der regionalen Wertschöpfung gegenüber 4,9% für Frankreich. Auch die Aktivitäten Grundstücks- und Wohnungswesen hatten ein relativ hohes Gewicht für die lothringische Wirtschaft, denn sie hatten einen Anteil von 13,5% an der Gesamtbruttowertschöpfung.

Tabelle: Bruttowertschöpfung nach Wirtschaftszweigen in Lothringen 2013

NACE	Wirtschaftszweige	In Mio. Euro	Anteil an Gesamt in %
A	Land- und Forstwirtschaft, Fischerei	730,2	1,4
B, D, E	Gewinnung von Steinen und Erden, Energieversorgung, Wasserversorgung, Abfallentsorgung	1.899,8	3,8
C	**Verarbeitendes Gewerbe**	**6.756,3**	**13,4**
F	Baugewerbe	3.251,1	6,4
G	Handel; Reparatur von KFZ	5.676,3	11,2
H	Verkehr und Lagerei	2.172,2	4,3
I	Gastgewerbe	1.114,6	2,2
J	Information und Kommunikation	984,1	1,9
K	Finanzen und Versicherungen	1.434,7	2,8
L	Grundstücks- und Wohnungswesen	6.818,2	13,5
M, N	Freiberufliche und technische Dienstleistungen; Sonstige wirtschaftliche Dienstleist.	4.240,1	8,4
O, P, Q	Öffentliche Verwaltung, Erziehung und Unterricht, Gesundheits- und Sozialwesen	14.194,1	28,1
R, U	Sonstige Dienstleistungen	1.324,8	2,6
	TOTAL	**50.596,4**	**100,0**

Quelle: INSEE, Comptes régionaux

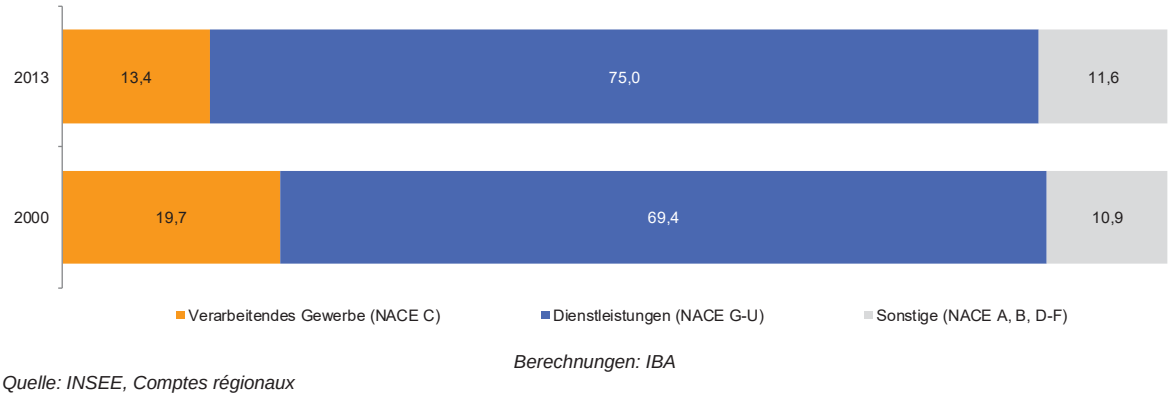
Anstieg des Anteils der Dienstleistungen an der Bruttowertschöpfung

Wie überall in der Großregion zu beobachten ist, schreitet die Tertiarisierung der Wirtschaft auch in Lothringen weiter voran. So ist der Anteil der Dienstleistungen an der Wertschöpfung der lothringischen Wirtschaft zwischen 2000 und 2013 von 69,4% auf 75% gestiegen, das entspricht einer Steigerung von 8,7 Mrd. Euro und einem Zuwachs von 30%.

Im selben Zeitraum ist die Wertschöpfung des Verarbeitenden Gewerbes um 19% gesunken. Diese Verringerung entspricht einem Verlust von 1,6 Mrd. Euro in jeweiligen Preisen. Außerdem hat der Rest des Produzierenden Gewerbes (Bergbau und Gewinnung von Steinen und Erden sowie die Bereiche Energie, Wasser, Abfallwirtschaft und Baugewerbe) einen Anstieg seiner Bruttowertschöpfung um 1,5 Mrd. Euro verbucht. Dagegen ist der Anteil des Primärsektors (Landwirtschaft, Forstwirtschaft und Fischerei) an der Wertschöpfung im Laufe der Zeit gesunken, das entspricht einem Rückgang von 191 Mio. Euro.

[67] INSEE, D. Ast (2014): Economie Lorraine Nr. 337. Une croissance économique faible en Lorraine. http://www.insee.fr/fr/insee_regions/lor/themes/EL/EL337/EL337.pdf

Anteil der Bruttowertschöpfung des Verarbeitenden Gewerbes an der Gesamtbruttowertschöpfung in Lothringen 2000 und 2013



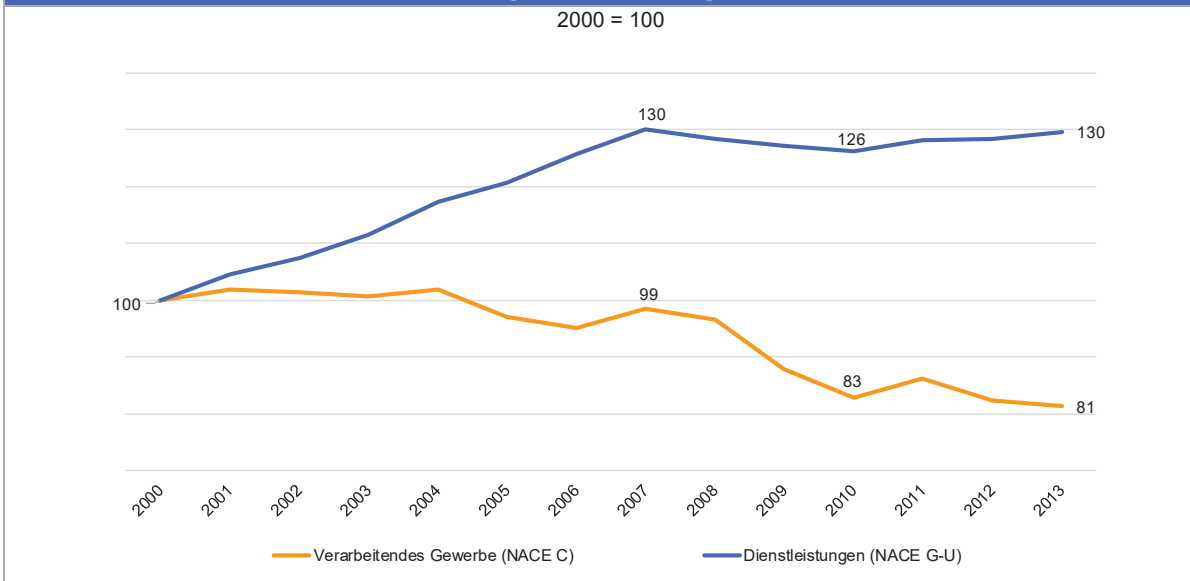
Berechnungen: IBA

Quelle: INSEE, Comptes régionaux

Verlangsamung der Bruttowertschöpfung in der Industrie, aber Anstieg im Tertiärsektor

Bei einer detaillierteren Betrachtung ist festzustellen, dass die Wertschöpfung im Verarbeitenden Gewerbe zwischen 2000 und 2007 relativ stabil war, zum Zeitpunkt der Krise stark gesunken und in den folgenden Jahren kontinuierlich zurückgegangen ist. Zwischen 2007 und 2013 ist bei der Bruttowertschöpfung ein Verlust von 18% zu verzeichnen. Die Aktivitäten des Tertiärsektors haben sich in diesem Zeitraum sehr viel besser gehalten und zwischen 2000 und 2007 um 30% zugelegt. Die Bruttowertschöpfung dieses Sektors stagniert jedoch ab 2007, dem Jahr, wo er mit 38 Mrd. Euro sein höchstes Niveau erreicht hatte. Nachdem die Bruttowertschöpfung im Krisenzeitraum leicht zurückgegangen war, stieg sie 2011 wieder an und erreichte im Jahr 2013 praktisch das Vorkrisenniveau. Dagegen hat es im Augenblick den Anschein, dass sich der rückläufige Trend beim Verarbeitenden Gewerbe nur schwer umkehren lässt.

Entwicklung der Bruttowertschöpfung des Verarbeitenden Gewerbes und der Dienstleistungen in Lothringen 2000-2013



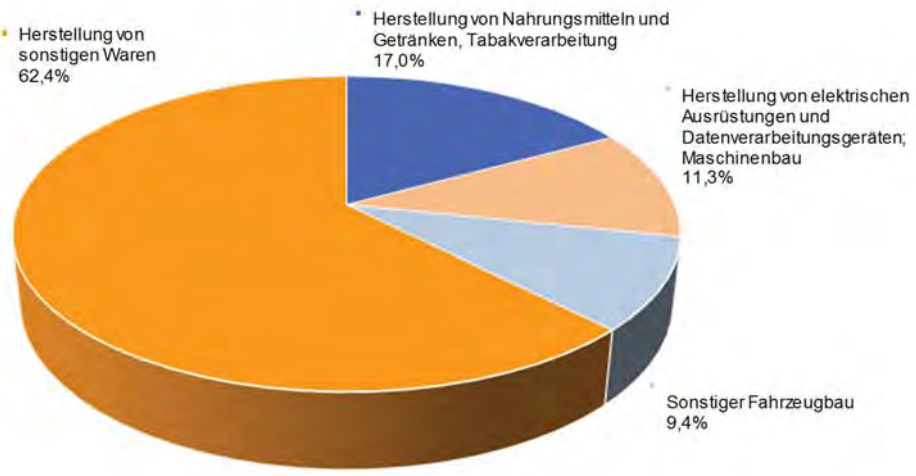
Berechnungen: IBA

Quelle: INSEE, Comptes régionaux

Die Nahrungsmittelindustrie leistet den größten Beitrag zur Wertschöpfung des Verarbeitenden Gewerbes

Die Herstellung von Nahrungsmitteln, Getränken und Tabakwaren, der zweitwichtigste Bereich des Verarbeitenden Gewerbes in Bezug auf die Beschäftigung (17.613 in 2014), leistet einen Beitrag von 17% zur Bruttowertschöpfung des Verarbeitenden Sektors. Von den vier unten dargestellten Wirtschaftsbereichen verzeichnete er im Zeitraum 2000-2013 die geringsten Rückgänge bei der Bruttowertschöpfung (-5,6%). Die Verluste der Industriezweige Elektroausrüstungen, Information, Maschinenbau sowie der Verkehrsbranche lagen bei 17,2% bzw. 28,5%. Im Bereich der Fertigung sonstiger Industrieprodukte, der unter anderem die pharmazeutische Industrie, die Chemie-, Textil-, Holz- und Papierindustrie sowie die Metallindustrie umfasst, wurde bei der Wertschöpfung im Betrachtungszeitraum ein Verlust von 20,3% verzeichnet, das entspricht einem absoluten Rückgang von 835 Mio. Euro.

Verteilung der Bruttowertschöpfung im Verarbeitenden Gewerbe in Lothringen 2013



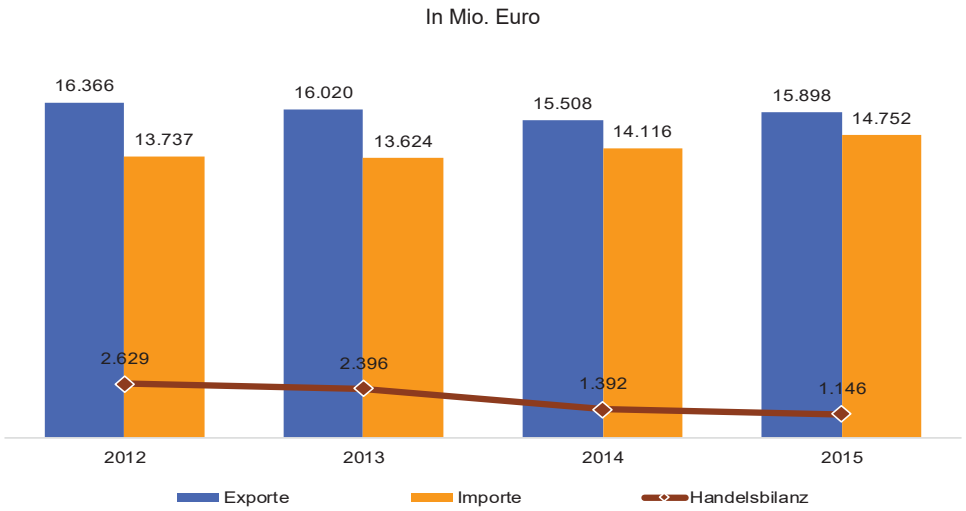
Berechnungen: IBA

Quelle: INSEE, Comptes régionaux

Leichter Exportüberschuss der lothringischen Industrie

2015 war die Handelsbilanz des Verarbeitenden Gewerbes positiv (+1.146 Mio. €), obwohl der Exportüberschuss seit 2012 sinkt (-56,4%, entspricht -1,5 Mrd. Euro). Der Betrag der Exporte des Verarbeitenden Gewerbes steigt jedoch 2015 zum ersten Mal seit Jahren leicht an. Den im Departement Moselle angesiedelten Unternehmen verdankt Lothringen den Großteil seiner Exporte. Die Importe des Verarbeitenden Gewerbes steigen seit 2013 kontinuierlich an und lagen 2015 bei 14,8 Mrd. Euro. 2015 exportierte Lothringen hauptsächlich Maschinen, elektrische, elektronische und EDV-Ausrüstungen und -Geräte (26,3%), Transportmaterial (22,5%) sowie metallurgische Erzeugnisse und Metallprodukte (13,8%). 2015 machten die Exporte aller Wirtschaftssektoren Lothringens insgesamt 3,8% der französischen Exporte aus, so dass Lothringen unter den französischen Regionen den zehnten Platz belegt.

Außenhandel des Verarbeitenden Gewerbes in Lothringen 2012-2015



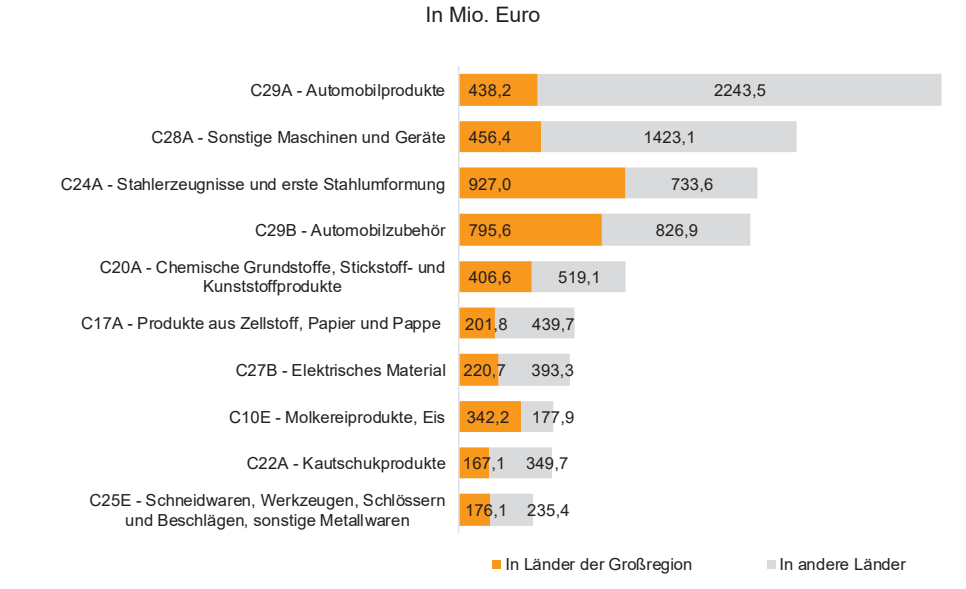
Berechnungen: IBA

Quelle: Direction générale des douanes et droits indirects

Die Länder der Großregion: wichtige Handelspartner

Die Exporte des Verarbeitenden Gewerbes machen 93,4% aller Exporte Lothringens aus. Hierbei handelt es sich größtenteils um Produkte des Fahrzeugbaus (16,9%), Maschinen und Ausrüstungen (11,8%), Stahlerzeugnisse (10,4%) und Fahrzeugausrüstungen (10,2%). Für die beiden zuletzt genannten Sektoren sind die Nachbarländer der Grenzregion besonders wichtige Handelspartner. Lothringen exportiert 35,7% seiner Stahlprodukte und seines Stahls nach Deutschland, 8,3% nach Belgien und 11,8% nach Luxemburg. Bei den Fahrzeugausrüstungen nimmt Deutschland 45,8% der Produktion Lothringens ab, während der Anteil, der nach Belgien und Luxemburg geht, mit 3% bzw. 0,2% äußerst bescheiden ist.

Lothringische Exporte des Verarbeitenden Gewerbes nach ausgewählten Warengruppen 2015



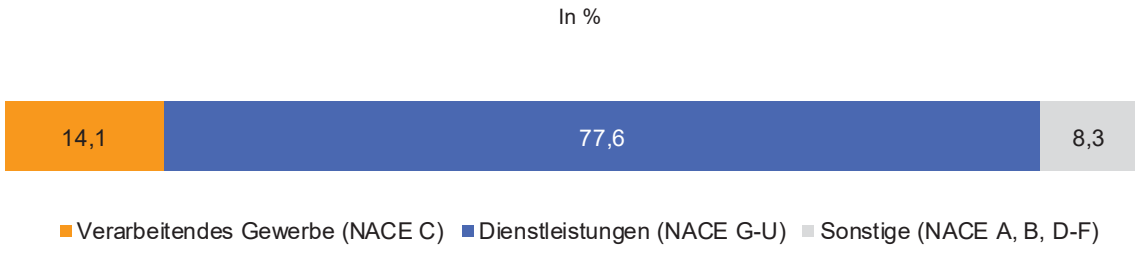
Berechnungen: IBA

Quelle: Direction générale des douanes et droits indirects

7.3 Die Beschäftigungssituation in der Industrie in Lothringen

Nach den Daten des INSEE lag die Zahl der Beschäftigten in Lothringen 2014 bei insgesamt 750.787 Personen. Mehr als drei Viertel der Beschäftigten arbeiteten im Tertiärsektor, 21,7% im Sekundärsektor[68] und schließlich weniger als 1% im Primärsektor.

Verteilung der Beschäftigung in Lothringen 2014



Berechnungen: IBA
Quelle: INSEE, Schätzungen zur Beschäftigung, vorläufige Daten 2014

Von diesen 750.787 Beschäftigten arbeiteten 14,1% im Verarbeitenden Gewerbe (105.735 Personen). Innerhalb von zehn Jahren ist die Beschäftigung in Lothringen um 6,8% gesunken, was einem Verlust von 55.000 Arbeitsplätzen entspricht. Ursächlich für diesen Rückgang ist in erster Linie der Sekundärsektor, in dem die Beschäftigtenzahl seit 2004 um 28,4% von 227.039 auf 162.560 Beschäftigte gesunken ist. Der Tertiärsektor, in dem 49% der Arbeitnehmer in den nicht marktbezogenen Dienstleistungen beschäftigt sind, verzeichnete im Betrachtungszeitraum einen geringfügigen Rückgang (-1,4%, das entspricht einem Verlust von 8.400 Personen).

Tabelle: Anzahl der Arbeitnehmer nach Wirtschaftszweigen in Lothringen 2014

NACE	Wirtschaftszweige	Absolut	Anteil an Gesamt in %
A	Land- und Forstwirtschaft, Fischerei	5.797	0,8
B	Gewinnung von Steinen und Erden	854	0,1
C	**Verarbeitendes Gewerbe**	**105.735**	**14,1**
D	Energieversorgung	7.494	1,0
E	Wasserversorgung, Abfallentsorgung	6.150	0,8
F	Baugewerbe	42.327	5,6
G	Handel; Reparatur von KFZ	92.792	12,4
H	Verkehr und Lagerei	39.736	5,3
I	Gastgewerbe	25.280	3,4
J	Information und Kommunikation	8.848	1,2
K	Finanzen und Versicherungen	18.203	2,4
L	Grundstücks- und Wohnungswesen	5.075	0,7
M	Freiberufliche und technische Dienstleistungen	25.450	3,4
N	Sonstige wirtschaftliche Dienstleistungen	48.224	6,4
O	Öffentliche Verwaltung	103.680	13,8
P	Erziehung und Unterricht	52.492	7,0

[68] NACE B+C+E+D+F

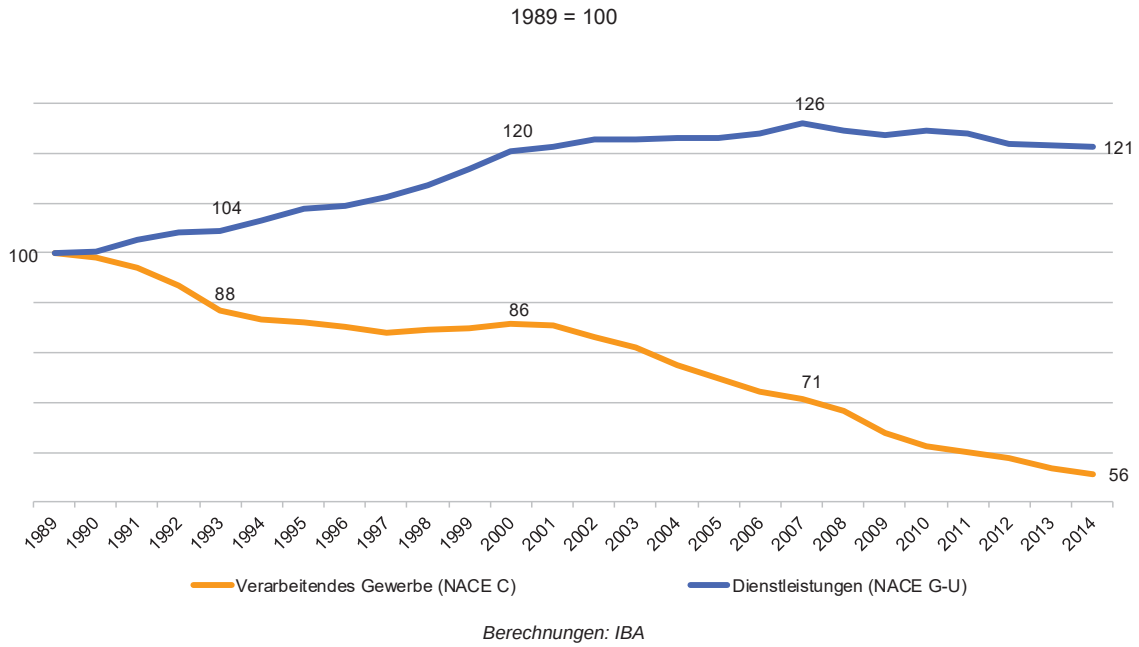
Q	Gesundheits- und Sozialwesen	129.116	17,2
R	Kunst, Unterhaltung und Erholung	6.226	0,8
S	Sonstige Dienstleistungen	16.268	2,2
T	Privathaushalte	10.803	1,4
U	Exterritoriale Organisationen	237	<0,1
	TOTAL	**750.787**	**100,0**

Quelle: INSEE, Schätzungen zur Beschäftigung, vorläufige Daten 2014

Rückgang der Beschäftigung in der Industrie und in jüngster Zeit im Tertiärsektor

Von 1989 bis 2014 hat sich die Beschäftigtenzahl im Verarbeitenden Gewerbe praktisch halbiert und einen Rückgang von 44% verbucht. Absolut entspricht dies einem Verlust von 84.315 Personen. Im selben Zeitraum verzeichneten die Dienstleistungen einen Anstieg von 21% und damit einen Gewinn von 102.359 Beschäftigten. Betrachtet man den Zeitverlauf genauer, ist schon zu Beginn der 1990er Jahre ein starker Rückgang der Beschäftigung in der Industrie zu beobachten, kontrastierend mit der anfangs positiven Entwicklung im Dienstleistungssektor. Zwischen 1989 und 1993 verzeichnete das Verarbeitende Gewerbe einen Rückgang von 11,7%, während der Tertiärsektor einen Anstieg von 4,5% verbuchte. Absolut entspricht dies praktisch derselben Personenzahl (-22.239 in der Industrie und +21.567 bei den Dienstleistungen). Darauf folgend blieb die Beschäftigtenzahl im Verarbeitenden Gewerbe bis 2001 unverändert, um dann bis 2014 kontinuierlich zu sinken. Auch im Dienstleistungssektor ist die Beschäftigung seit 2011 rückläufig; der Verlust beträgt 12.221 Personen.

Entwicklung der Arbeitnehmerbeschäftigung im Verarbeitenden Gewerbe und im Dienstleistungssektor in Lothringen 1989-2014



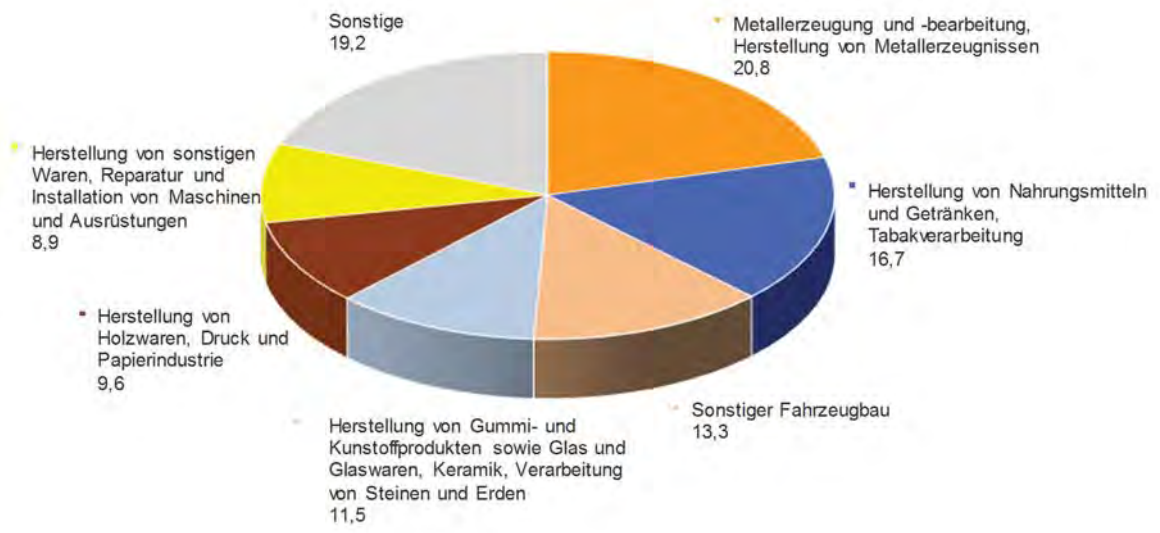
Berechnungen: IBA
Quelle: INSEE, Schätzungen zur Beschäftigung, vorläufige Daten 2014

Die Bedeutung der Metallurgie, der Nahrungsmittel- und der Automobilindustrie für die Beschäftigung in Lothringen

Die französische Systematik der Wirtschaftszweige definiert für das Verarbeitende Gewerbe 13 Wirtschaftsbereiche. 80,8% der Beschäftigten arbeiten 2014 in der größten sechs Bereichen. Die größten drei – Metallurgie und Herstellung von Metallerzeugnissen, Nahrungsmittelindustrie und Automobilindustrie – beschäftigten etwas mehr als die Hälfte der in Lothringen ansässigen Arbeitnehmer (21.969, 17.613 bzw. 14.099 Beschäftigte). Zwischen 2010 und 2014 verbuchten diese drei Sektoren einen Rückgang ihrer Beschäftigtenzahl um 9%, was einem absoluten Rückgang von 14.369 Personen entspricht. In Bezug auf die Nahrungsmittel- und die Automobilindustrie kommt eine Studie der ADUAN[69] zu folgendem Ergebnis: „Der Rückgang der Beschäftigung spiegelt den Rückgang der Wertschöpfung dieser Industrien wider, während sich der Beschäftigungsrückgang in der Metallurgie mit deutlichen Produktivitätsgewinnen im Kontext eines starken Wachstums des Sektors erklären lässt."

Beschäftigungsstärkste Wirtschaftszweige im Verarbeitenden Gewerbe in Lothringen 2014

In %



Berechnungen: IBA
Quelle: INSEE, Schätzungen zur Beschäftigung, vorläufige Daten 2014

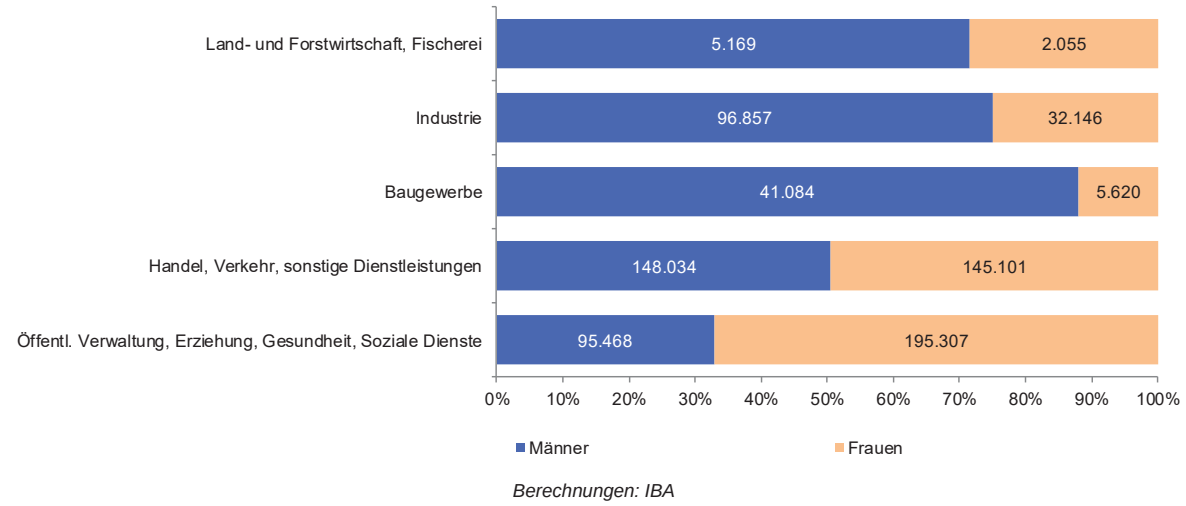
Besonders hoher Anteil der Frauen in den marktbezogenen Dienstleistungen

Die Landwirtschaft, die Industrie und das Baugewerbe beschäftigen zusammengenommen fast 40% aller männlichen Beschäftigten. Männer dominieren also diese Sektoren, in jedem der drei sind über 70% der Beschäftigten männlich, im Baugewerbe sind es sogar 88%. In den

[69] Agence de développement et d'urbanisme de l'aire urbaine nancéenne (ADUAN) (2014): L'industrie lorraine durant la crise. http://www.aduan.fr/lecteur-de-publications/lindustrie-lorraine-durant-la-crise.html?&file=files/Aduan/Etudes/Industrie-lorraine-durant-la-crise-Aduan.pdf

marktbezogenen Dienstleistungen sind fast ebenso viele Frauen wie Männer beschäftigt, während die Frauen in den nicht marktbezogenen Dienstleistungen mit 67% der Beschäftigten in der Überzahl sind.

Arbeitnehmer nach Wirtschaftszweigen und Geschlecht in Lothringen 2012



Berechnungen: IBA

Quelle: INSEE; Récensement

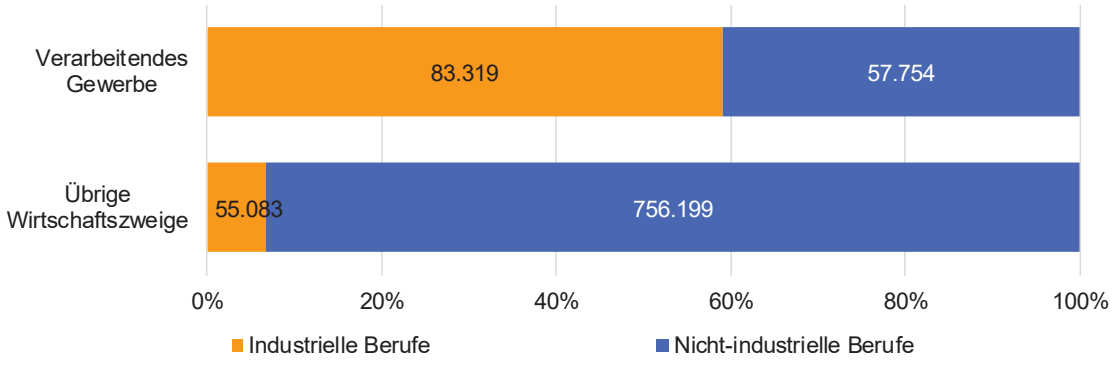
Industrielle Berufe nicht nur in der Industrie

Eine Studie der Direction de l'animation de la recherche, des études et des statistiques (DARES)[70] definiert industrielle Berufe als solche, die in einem direkten Zusammenhang mit der Entwicklung und Herstellung eines Industrieproduktes oder der Instandhaltung von Maschinen stehen. Demnach gibt es 2012 in Lothringen mehr als 138.000 Arbeitnehmer, die einen solchen Beruf ausüben.

60% dieser Arbeitnehmer sind im Verarbeitenden Gewerbe beschäftigt, während der Rest in anderen Wirtschaftsbereichen tätig ist. Industrieberufe sind also auch bei den Dienstleistungsaktivitäten zu finden, zum Beispiel im Reinigungsgewerbe, bei der Beseitigung von Umweltverschmutzungen oder bei der Abfallsammlung und -behandlung. Im Gegenzug bietet die Industrie nicht nur „Industrieberufe". Hier sind auch Berufe aus den Bereichen Verwaltung, Vertrieb, Management usw. zu finden. In allen Sektoren des Verarbeitenden Gewerbes machen diese *nicht*-industriellen Berufe 40,9% der Gesamtbeschäftigung aus. Im Rest der Wirtschaft beträgt der Anteil 93% der Beschäftigten.

[70] DARES (2005): Premières synthèses, No 16.2: Secteurs et métiers industriels: l'industrie n'est plus ce qu'elle était. http://dares.travail-emploi.gouv.fr/IMG/pdf/publication_pips_200504_n-16-2_Secteurs-et-metiers-industriels.pdf

Industrieberufe nach Beschäftigungssektor in Lothringen 2012

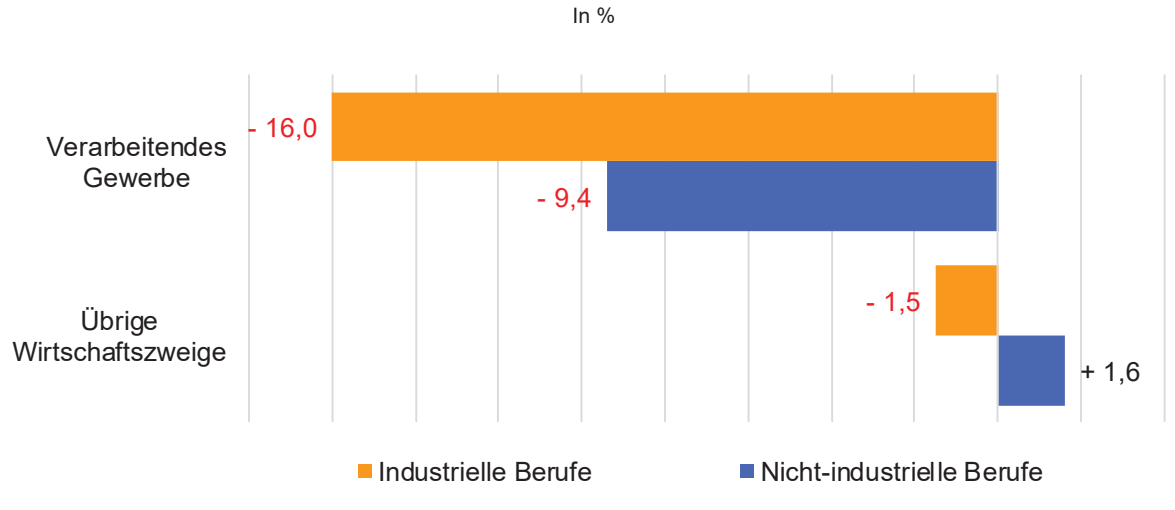


Berechnungen: IBA

Quelle: INSEE; Récensement

Im Verarbeitenden Gewerbe wie auch in den anderen Wirtschaftsbereichen war bei den Beschäftigten in Industrieberufen zwischen 2007 und 2012 ein Rückgang von 11% zu verzeichnen, das entspricht einem Verlust von 16.710 Personen. Auch die nicht-industriellen Berufe im Verarbeitenden Gewerbe erfuhren einen Rückgang von 9,4% (-6.000 Stellen). In den anderen Branchen verzeichneten die nicht-industriellen Berufe dahingegen einen Zuwachs von mehr als 12.000 Stellen.

Entwicklung der Industrieberufe nach Beschäftigungssektor in Lothringen zwischen 2007 und 2012



Berechnungen: IBA

Quelle: INSEE; Volkszählung

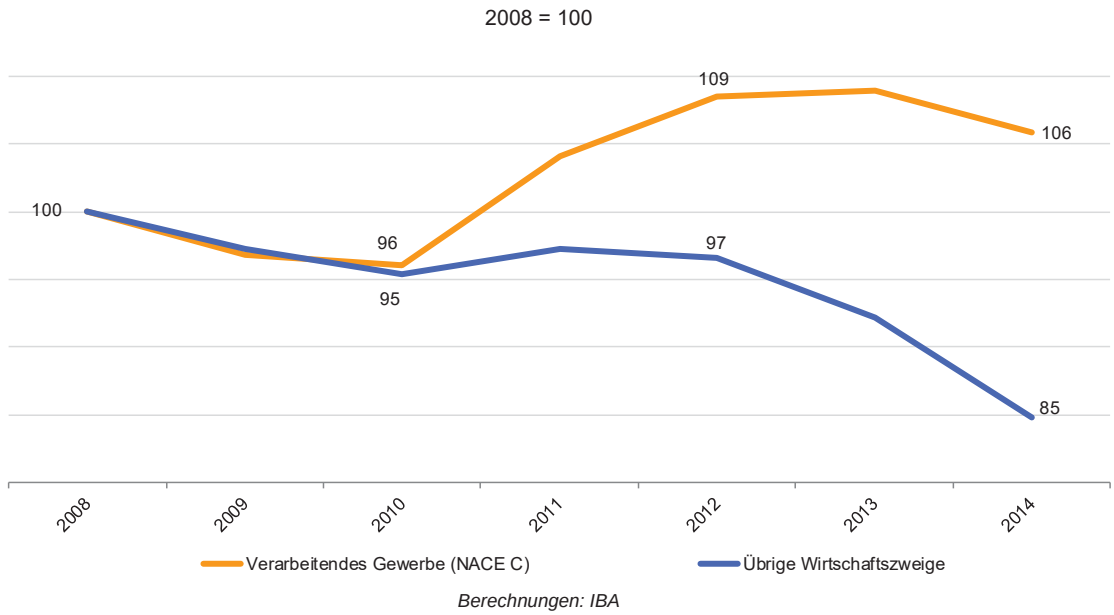
Die betriebliche Ausbildung („apprentissage"), eine wichtige Ausbildungsform im Verarbeitenden Gewerbe

Die betriebliche Ausbildung („apprentissage") ist in Frankreich ein Instrument der vergüteten Berufsausbildung, das auf dem Grundsatz des dualen Systems beruht. Der Erwerb der Kenntnisse erfolgt zum einen Teil im Unternehmen und zum anderen Teil in einem Berufsausbil-

dungszentrum oder einer vergleichbaren Struktur. Seit 2008 war bei der Zahl der Auszubildenden in Lothringen eine unregelmäßige Entwicklung zu verzeichnen. Zunächst sank die Zahl bis 2010, um dann bis 2012 wieder anzusteigen, bevor sie zwischen 2013 und 2014 wieder rückläufig war. Nach Angaben des OREFQ haben in Lothringen, das aufgrund der Art seiner Produktionsstruktur (Schwerindustrien, Automobilindustrie, industrielle Zulieferindustrien, Handwerk) durch die Wirtschaftskrise im Jahr 2008 hart getroffen wurde, die ausbildenden Unternehmen die Zahl der Plätze reduziert.[71]

Seit Ende der 2000er Jahre wurden die dualen Ausbildungssysteme – auch aufgrund hoher Jugendarbeitslosigkeit – durch die französische Regierung und die Regionalräte intensiv gefördert. Die öffentliche Hand hat für den Zeitraum 2011-2015 einen Ziel- und Mittelvertrag (Contrat d'Objectif et de Moyen / COM) unterzeichnet, in dem die quantitativen und qualitativen Entwicklungsschwerpunkte der Ausbildung festgelegt sind. Diese stimmen mit den nationalen Prioritäten überein und verfolgen das Ziel, eine bestimmte Anzahl Jugendlicher im dualen System auszubilden. Im Rahmen dieses Programms erhalten die Unternehmen Finanzhilfen für diese Art der Ausbildung. In Lothringen hat das Verarbeitende Gewerbe von diesen Maßnahmen offensichtlich stärker profitiert als die anderen Sektoren. Bis 2010 sanken die Beschäftigtenzahlen im Verarbeitenden Gewerbe und in den anderen Sektoren im selben Verhältnis, aber in der Folgezeit verlief die Entwicklung sehr unterschiedlich. Nach 2010 steigt die Zahl der Auszubildenden um 10%, während sie in den anderen Wirtschaftsbereichen um 11% sinkt.

Entwicklung der Auszubildendenzahlen nach Sektoren in Lothringen 2008-2014



Berechnungen: IBA

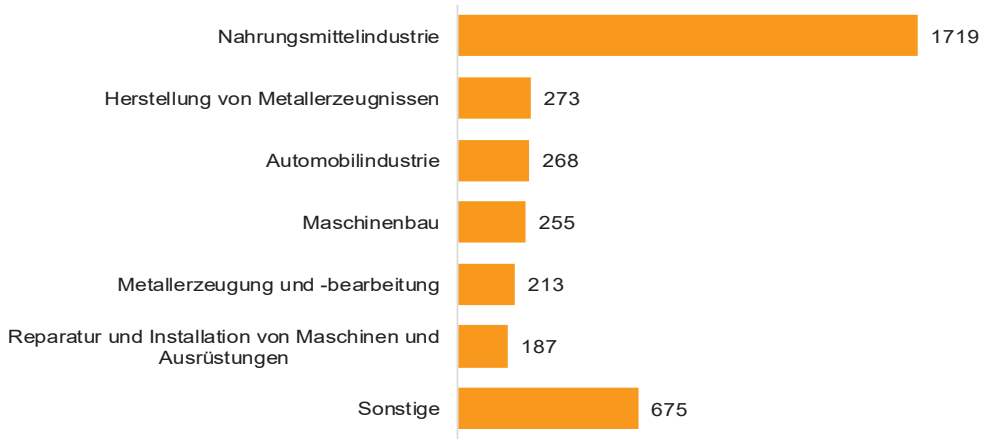
Quelle: Region Lothringen, SIFA 2015

[71] OREFQ (2012): L'apprentissage en Lorraine. Tendance et évolution. http://www.lorpm.eu/upload/etudes/orefq-em6-apprentissage.pdf

Die Nahrungsmittelindustrie, der wichtigste Arbeitgeber für Auszubildende im Verarbeitenden Gewerbe

2014 waren von insgesamt 15.341 Auszubildenden in Lothringen 23,4% im Verarbeitenden Gewerbe beschäftigt, d.h. 3.590 Personen. Vier Jahre vorher betrug ihr Anteil erst 19,9%. Nahezu die Hälfte der Auszubildenden im Verarbeitenden Gewerbe war 2014 in der Nahrungsmittelindustrie beschäftigt (48%, d.h. 1.719 Auszubildende), und 85% von ihnen arbeiteten im Bereich der Herstellung von Backwaren. Dieser hohe Anteil ist damit zu erklären, dass das Bäcker- und Konditorhandwerk, das ebenfalls zu den Nahrungsmittelindustrien gerechnet wird, klassischerweise im betrieblichen System ausbildet. Dann folgen die Branchen Herstellung von Metallerzeugnissen, Automobil, Herstellung von Maschinen und Ausrüstungen sowie Metallurgie, diese vier Bereiche beschäftigen 30% der Auszubildenden im Verarbeitenden Gewerbe.

Anzahl der Auszubildenden im Verarbeitenden Gewerbe nach Wirtschaftsbereichen in Lothringen im Jahr 2014



Berechnungen: IBA

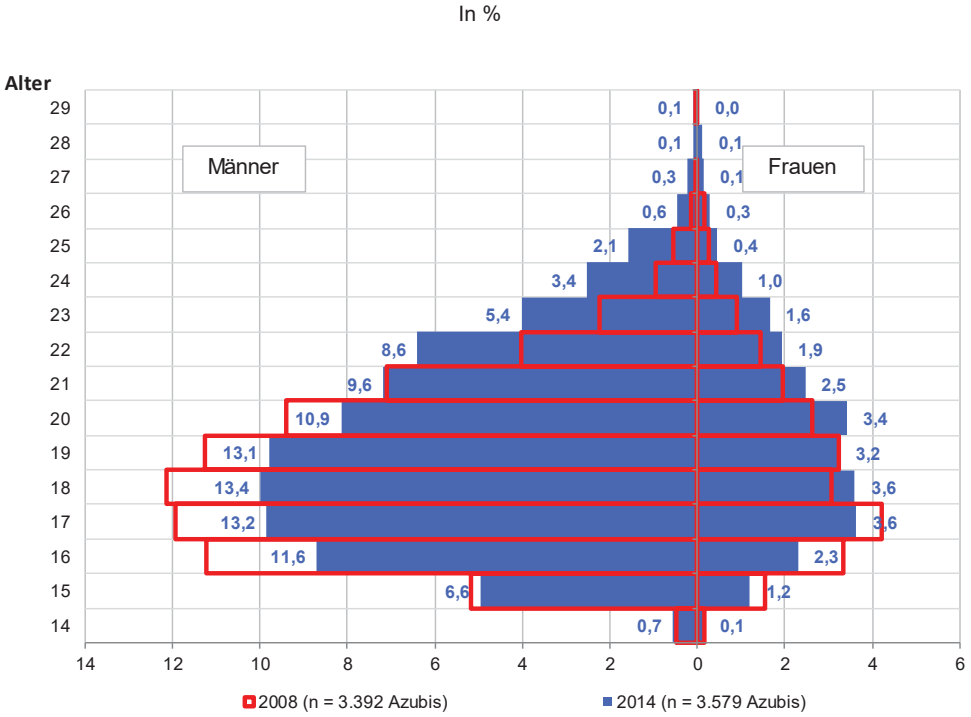
Quelle: Region Lothringen, SIFA 2015

Alterung und Feminisierung der Auszubildenden im Verarbeitenden Gewerbe

Zwischen 2008 und 2014 ist die Zahl der Auszubildenden im Verarbeitenden Gewerbe um 5,8% gestiegen, das entspricht einem Anstieg von 198 Personen. In allen anderen Tätigkeitsbereichen ist die Zahl der Auszubildenden im selben Zeitraum um 11% gesunken. In den Bereichen Baugewerbe und Fahrzeughandel/-reparatur wurden die größten Rückgänge bei der Beschäftigtenzahl verzeichnet.

Während in 2008 89% der Auszubildenden jünger als 22 Jahre waren, sind es 2014 nur noch 79%. Insgesamt ist zwischen 2008 und 2014 eine Alterung und Feminisierung der Auszubildenden zu beobachten. Zwischen 2008 und 2014 ist die Zahl der weiblichen Auszubildenden insgesamt um das 1,2-fache gestiegen. Dieses Phänomen ist mit der Erweiterung des Angebots an Berufen zu erklären, in denen eine betriebliche Ausbildung absolviert werden kann: Lange Zeit stand eine betriebliche Ausbildung in Frankreich überwiegend für Industrieberufe und das Baugewerbe zur Verfügung, für die ein geringes Qualifikationsniveau erforderlich war (unterhalb des Abiturniveaus). Heute gibt es auch betriebliche Ausbildungen auf Hochschulniveau und in den Dienstleistungen, was eine steigende Anzahl weiblicher und älterer Auszubildender zur Folge hatte.

Verteilung der Auszubildenden im Verarbeitenden Gewerbe nach Alter und Geschlecht in Lothringen in 2008 und 2014

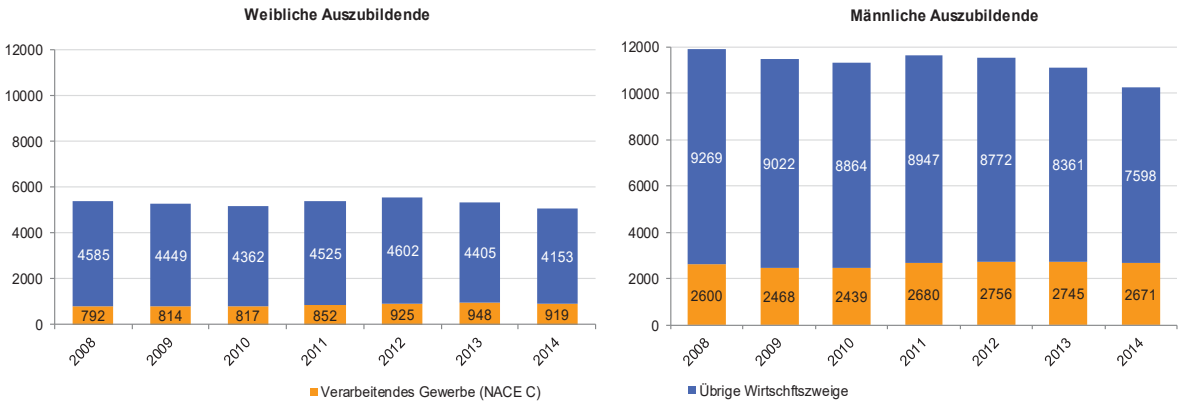


Berechnungen: IBA

Quelle: Region Lothringen, SIFA 2015
Anmerkungen:
- *Ein Vergleich der Alterspyramiden erfordert die Angabe von Daten in Prozent. Für jede Population (in den Jahren 2008 und 2014) entspricht die Gesamtzahl (Männer + Frauen) 100%.*
- *2014 gab es 11 Auszubildende in der Altersklasse 30-48 Jahre (7 Männer und 4 Frauen). 2008 war diese Altersklasse bei den Auszubildenden in Lothringen nicht vertreten.*

Sowohl bei den Männern als auch bei den Frauen ist die Zahl der Auszubildenden im Verarbeitenden Gewerbe zwischen 2008 und 2014 gestiegen: +16% bei den Frauen und +2,7% bei den Männern. Dagegen verzeichneten die anderen Wirtschaftsbereiche einen Rückgang der Zahl der Auszubildenden von -18% bei den Männern und -9% bei den Frauen.

Anzahl der Auszubildenden im Verarbeitenden Gewerbe nach Geschlecht in Lothringen in 2008 und 2014



Berechnungen: IBA

Quelle: Region Lothringen, SIFA 2015

8. Rheinland-Pfalz

8.1 Ehemaliger Agrarstandort mit heute bedeutenden Industrieansiedlungen

In Rheinland-Pfalz verlief die industrielle und wirtschaftliche Entwicklung bis Mitte des 19. Jahrhunderts vergleichsweise schleppend. Primär konzentrierte sich die Wirtschaft auf die Versorgung des aufstrebenden Ruhrgebiets mit landwirtschaftlichen Produkten und Nahrungsmitteln. Die Industrialisierung beschränkte sich auf folgende Zentren: Chemieindustrie in Ludwigshafen und Ingelheim, Metallindustrie in Mainz, Schuhindustrie in Pirmasens sowie Textilindustrie in Kaiserslautern und Lambertsmühle.[73] Auch Mitte der 1950er Jahre war Rheinland-Pfalz noch schwächer industrialisiert als das übrige Deutschland. Die Tourismusbranche erlebte zwar einen Boom, allerdings musste in den strukturschwachen Regionen durch eine gezielte Strukturförderung im Bereich Landwirtschaft und Weinbau ein Abwandern in die Städte verhindert werden. Zwei Wohnungsbaufördergesetze (1950 und 1956) ermöglichten den Ausbau der Ballungszentren Ludwigshafen, Kaiserslautern, Mainz und Koblenz. Es folgte die Ansiedlung der Schott-Glaswerke Mitte der 1950er Jahre und des Zweiten Deutschen Fernsehens ZDF (1962) in Mainz. Weitere wichtige Arbeitgeber waren das Chemiewerk BASF in Ludwigshafen, das Pharma-Unternehmen Boehringer Ingelheim, der Nähmaschinenhersteller Pfaff und der Automobilproduzent Opel in Kaiserslautern.

Seit 1992 moderne Industrieansiedlungen in ehemaligen Militärgebieten

Besonders in den strukturschwachen ländlichen Gebieten der Eifel, des Hunsrücks sowie der Pfalz erwies sich die amerikanische Truppenansiedlung zu Beginn der 1950er Jahre als bedeutender Wirtschaftsfaktor und Arbeitgeber. Mit Beginn der 1990er Jahre wurde ein Großteil der amerikanischen Truppen aus Rheinland-Pfalz abgezogen. Fast 10.000 ha militärisch genutzte Fläche wurden freigegeben und rund 20.000 Zivilbeschäftigte waren daraufhin auf Arbeitssuche. Die Landesregierung reagierte 1992 mit dem sogenannten Konversionsprogramm, um neue Arbeitsplätze zu schaffen und Neuansiedlung von Unternehmen zu ermöglichen. So entstand beispielsweise der Umwelt-Campus Birkenfeld als Zweigstelle der Hochschule Trier, ehemalige Kasernen wurden zu modernen Wohnanlagen umgebaut und der ehemals militärische Flugplatz Frankfurt Hahn wurde ein internationaler Verkehrsflughafen.[74]

---

[72] Circulaire DGEFP n° 2011-06 du 2 février 2011 relative à la mise en œuvre des contrats d'objectifs et de moyens (COM) apprentissage 2011-2015, http://travail-emploi.gouv.fr/publications/picts/bo/30032011/TRE_20110003_0110_0001.pdf

[73] Vgl. Helfer, Malte (2015): Die Industrialisierung der Großregion SaarLorLux. In: Wille, C. (Hg.): Lebenswirklichkeiten und politische Konstruktionen in Grenzregionen – Das Beispiel der Großregion SaarLorLux. Wirtschaft – Politik – Alltag – Kultur. Bielefeld. S. 5

[74] Vgl. Ministerium des Inneren und für Sport des Landes Rheinland-Pfalz (2010): Wir machen's einfach – 20 Jahre Konversion in Rheinland-Pfalz. Mainz.

Industrielle Bündelung am Rheinkorridor

Die Industrielandschaft von Rheinland-Pfalz konzentriert sich entlang der Rheinschiene, in den kreisfreien Städten im Süden des Landes sowie im Westerwald.[75] Im Jahr 1970 stellte das produzierende Gewerbe mit fast 46% den größten Anteil der Erwerbstätigen in Rheinland-Pfalz.[76] Auch wenn der wirtschaftliche Anteil von Industrie und Handwerk auf Kosten der Dienstleistungen zurückgegangen ist, stellt Rheinland-Pfalz heute mit einem Industrie-Anteil von rund 25% an der Bruttowertschöpfung des Bundeslandes immer noch einer der führenden deutschen Industriestandorte und Arbeitgeber für mehr als 315.000 Menschen dar. Die wichtigsten Branchen sind Chemie, Fahrzeugbau, Maschinenbau, Gummi- und Kunststoffwaren sowie Metallerzeugung und -bearbeitung. Über die Hälfte der Beschäftigten arbeitet in diesen Bereichen. Die Exportquote des Landes beträgt aktuell knapp 55% und ist im Bundesländervergleich überdurchschnittlich hoch (Deutschland 2014: 39%). Beispielsweise erwirtschaftete die Automobilbranche 2014 rund 65% des Umsatzes durch Auslandsgeschäfte.[77]

Regional sticht besonders Ludwigshafen mit nahezu 38.500 Industriebeschäftigten heraus. Hier ist jeder sechste rheinland-pfälzische Industriearbeitsplatz angesiedelt, z.B. beim weltweit agierende Konzern BASF. Weitere wichtige Industriezentren des Landes sind der Landkreis Germersheim mit dem Schwerpunkt im Fahrzeugbau (Mercedes Benz), Ingelheim im Pharmabereich (Boehringer Ingelheim) sowie die Glasindustrie im Großraum Mainz (Schott AG). Daneben sind kleinere Branchen wie die Schuhindustrie im Raum Pirmasens, die Schmuck- und Edelsteinindustrie in Idar-Oberstein sowie die Keramikindustrie im Westerwald zu nennen. Die Landesregierung fördert mit Initiativen wie dem International Shoe Competence Center in Pirmasens diese Industriebranchen.[78] Kleine und mittlere Unternehmen sind in Rheinland-Pfalz besonders stark vertreten. Mit einem Anteil von 97% der Betriebe prägen sie die Industrielandschaft außerordentlich stark. Gerne bezeichnet als „Hidden Champions" des Landes, haben viele Mittelständler und Familienunternehmen auch weltweit Nischen besetzt.[79]

Nahrungsmittelindustrie in der Grenzregion zu Luxemburg und Belgien

In der grenznahen Region Trier stellt die Ernährungs- und Getränke- sowie Tabakindustrie die größte Einzelbranche mit einem Jahresumsatz von fast 7 Mrd. Euro dar. Die größten Arbeitgeber 2014 sind Dr. Oetker Tiefkühlprodukte KG Wittlich mit 1.300 Mitarbeiter und das Tabakgewerbe mit JTI International Germany GmbH in Trier (1.800 Beschäftigte). Neben der Milchindustrie (beispielsweise die Hochwald Foods GmbH mit gut 500 Mitarbeitern) haben die Wein- und Bierherstellung sowie die Mineralwasserindustrie ebenso wichtige Standorte in der Region: Bitburger Braugruppe GmbH und die Gerolsteiner Brunnen GmbH & Co. KG mit jeweils über 700 Mitarbeitern. Die stark mittelständische Struktur sowie die Grenznähe zu Luxemburg

---

75 Vgl. Ministerium für Wirtschaft, Klimaschutz, Energie und Landesplanung des Landes Rheinland-Pfalz (2011): Der Industriestandort Rheinland-Pfalz. Mainz.

76 Vgl. Institut für Geschichtliche Landeskunde an der Universität Mainz e.V.: Industrie und Handwerk in Rheinland-Pfalz. 20.11.2015. http://www.wirtschaftsgeschichte-rlp.de/industrie-handwerk.html

77 Vgl. Statistisches Landesamt Rheinland-Pfalz (2015): Rheinland-Pfalz heute – 2015. Bad Ems.

78 Vgl. Ministerium für Wirtschaft, Klimaschutz, Energie und Landesplanung des Landes Rheinland-Pfalz. 20.11.2015. http://www.mwkel.rlp.de/Wirtschaft/Industrie/

79 Vgl. Ministerium für Wirtschaft, Klimaschutz, Energie und Landesplanung des Landes Rheinland-Pfalz (2014): Dialog Industrieentwicklung Rheinland-Pfalz. Mainz.

haben sich für den Arbeitsmarkt als stabilisierend erwiesen, Experten sprechen seit Jahren von einer de facto Vollbeschäftigung.[80]

Nachhaltige Industrieentwicklung im Fokus der Politik

Im Rahmen von Forschung und Entwicklung verfolgt Rheinland-Pfalz eine Politik der Vernetzung. Forschungsinstitute und Technologiezentren befinden sich beispielsweise in Mainz (Spitzencluster CI3 für individualisierte Immunintervention), Kaiserslautern (Fraunhofer-Innovationscluster „Digitale Nutzfahrzeug-Technologie" sowie Spitzencluster Software) und Koblenz (Innovationscluster Metall-Keramik-Kunststoff), um nur einige wenige zu nennen.[81]

Auf politischer Ebene hat die Landesregierung Rheinland-Pfalz den „Dialog Industrieentwicklung Rheinland-Pfalz" ins Leben gerufen, mit dem Ziel, den Industriestandort in der Vielfalt und Breite der unterschiedlichen Branchen zu stärken und nachhaltig weiterzuentwickeln. Es wurden vier Handlungsfelder für eine nachhaltige industrielle Entwicklung identifiziert: Fachkräftegewinnung und Fachkräftesicherung, Standortbedingungen und Infrastruktur, Ressourcen und Energie sowie Innovation und Technologie. Das Ministerium für Wirtschaft, Klimaschutz, Energie und Landesplanung arbeitet mit der Arbeitsgemeinschaft der Industrie- und Handelskammern, der Landesvereinigung Unternehmerverbände sowie dem Deutschen Gewerkschaftsbund zusammen an diesem Projekt.[82]

8.2 Die wirtschaftliche Lage der Industrie in Rheinland-Pfalz

Von öffentlicher Seite wird die Industrie in Rheinland-Pfalz als „Fundament der rheinland-pfälzischen Wirtschaft (…), als eine zentrale Säule für Wettbewerbsfähigkeit, Beschäftigung sowie Ausbildung und damit für den Wohlstand des Landes"[83] bezeichnet. Ein Blick auf die nachstehende Tabelle mit den 20 größten Industrie-Betrieben in Rheinland-Pfalz zeigt, dass neben der Chemie- und Pharmaindustrie auch die Automobilbranche und der Maschinenbau die vorderen Plätze belegen:

Tabelle: Die 20 wichtigsten Industrie-Betriebe in Rheinland-Pfalz nach Anzahl der Beschäftigten

	Branche	Betrieb	Beschäftigte	Standort
1	Chemische Industrie	BASF SE	35.411	Ludwigshafen
2	Fahrzeugbau (NFZ) Teilelogistik	Daimler AG Mercedes-Benz Werk Wörth Daimler GLC Germersheim	14.608	Wörth Germersheim
3	Pharmaindustrie	Boehringer Ingelheim	8.092	Ingelheim
4	Automobilzulieferer	TRW Automotive Electronics & Components GmbH	2.700	Enkenbach-Alsenborn
5	Glasindustrie	Schott AG	2.400	Mainz

[80] Vgl. Handwerksblatt. 30.06.2016 http://www.handwerksblatt.de/politik-wirtschaft/57-die-handwerkskammern-in-deutschland/hwk-trier/24348-region-trier-2025.html

[81] Vgl. Ministerium für Bildung, Wissenschaft, Weiterbildung und Kultur des Landes Rheinland-Pfalz. 20.11.2015. http://mbwwk.rlp.de/wissenschaft/forschung-und-technologie/kompetenzverbuende-netzwerke-cluster/

[82] Vgl. Ministerium für Wirtschaft, Klimaschutz, Energie und Landesplanung des Landes Rheinland-Pfalz. 20.11.2015. http://www.mwkel.rlp.de/Wirtschaft/Dialog-Industrieentwicklung-Rheinland-Pfalz/

[83] Vgl. Ministerium für Wirtschaft, Verkehr, Landwirtschaft und Weinbau. 15.06.2016. https://mwvlw.rlp.de/de/themen/wirtschaftszweige/industrie/industrieland-rheinland-pfalz/

6	Fahrzeugbau	Adam Opel AG, Werk Kaiserslautern	2.372	Kaiserslautern
7	Automobilzulieferer	Johnson Controls Components GmbH & Co. KG	2.205	Kaiserslautern
8	Automobilzulieferer	TRW Deutschland Holding GmbH	2.136	Koblenz
9	Maschinenbau	KSB Aktiengesellschaft	2.050	Frankenthal
10	Papierindustrie	Papier Mettler	2.022	Morbach
11	Pharmaindustrie	AbbVie Deutschland GmbH & Co. KG	1.995	Ludwigshafen
12	Tabakindustrie	JTI International Germany GmbH	1.799	Trier
13	Automobilzulieferer	BorgWarner Turbo Systems GmbH	1.748	Kirchheimbolanden
14	Automobilzulieferer	Stabilus GmbH	1.661	Koblenz
15	Gummi- und Kunststoffindustrie	Michelin Reifenwerke AG & Co. KGaA	1.600	Bad Kreuznach, Trier
16	Metall- und Kunststoffindustrie	Schütz GmbH & Co. KG	1.549	Selters
17	Möbelindustrie	Nolte SE	1.500	Germersheim
18	Automobilzulieferer	Tenneco GmbH	1.400	Edenkoben
19	Maschinenbau	Terex Cranes Germany GmbH	1.400	Zweibrücken
20	Maschinenbau	BOMAG GmbH	1.400	Boppard

Quelle: IHK Arbeitsgemeinschaft Rheinland-Pfalz: Die größten Arbeitgeber in Rheinland-Pfalz. Herbst 2014.

Breite Industriebasis in Rheinland-Pfalz

Die Bruttowertschöpfung der rheinland-pfälzischen Industrie, d.h. der Produktionswert abzüglich der in der Produktion verbrauchten Vorleistungen, belief sich 2015 auf über 30 Mrd. Euro und damit auf über 25% der gesamtwirtschaftlichen Wertschöpfung des Landes. Diese Wirtschaftsleistung wurde von rund 366.000 Erwerbstätigen erbracht, also von über einem Fünftel aller Erwerbstätigen mit Arbeitsort in Rheinland-Pfalz. Im Vergleich der westdeutschen Flächenländer hat Rheinland-Pfalz bezogen auf die Wertschöpfung wie auch auf die Erwerbstätigkeit den vierthöchsten Industrieanteil. Mit einem Anteil von jeweils 76% in diesen beiden Bereichen stellt das Verarbeitende Gewerbe über drei Viertel des Produzierenden Gewerbes.

Tabelle: Bruttowertschöpfung nach Wirtschaftszweigen in Rheinland-Pfalz 2015

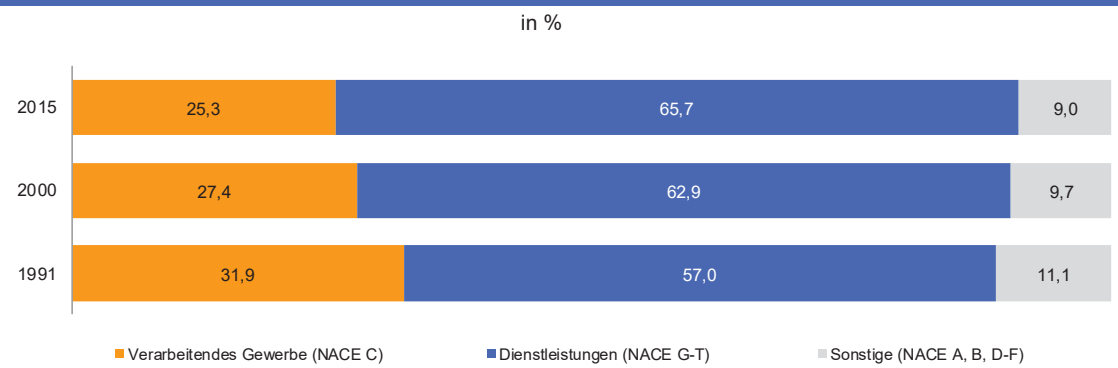
NACE	Wirtschaftszweige	Absolut In Mio. Euro	Anteil an Gesamt in %
A	Land- und Forstwirtschaft, Fischerei	1.189	1,0
B, D, E	Gewinnung von Steinen und Erden, Energieversorgung, Wasserversorgung, Abfallentsorgung	3.653	3,1
C	**Verarbeitendes Gewerbe**	**30.031**	**25,3**
F	Baugewerbe	5.805	4,9
G-J	Handel, Verkehr und Lagerei, Gastgewerbe, Information und Kommunikation	21.506	18,1
K-N	Finanz-, Versicherungs- und Unternehmensdienstleister; Grundstücks- u. Wohnungswesen	27.386	23,1
O-T	Öffentliche und sonstige Dienstleister, Erziehung und Gesundheit, Private Haushalte	29.159	24,6
	TOTAL	**118.728**	100,0

Quelle: VGRdL

Anteil der Industrie an der Bruttowertschöpfung seit Jahren rückläufig

In Rheinland-Pfalz ist seit 1991 eine klare Verschiebung der Bruttowertschöpfung vom Verarbeitenden Gewerbe hin zu den Dienstleistungsbranchen zu verzeichnen: der Industrieanteil an der Gesamtbruttowertschöpfung ist seit 1991 um 6,6 Prozentpunkte zurückgegangen, wohingegen der Anteil in den Dienstleistungen im gleichen Zeitraum um 8,7 Prozentpunkte zugenommen hat. Mit über 78 Mrd. Euro erwirtschaftet der Dienstleistungssektor in 2015 die 2,6fache Wertschöpfung des Verarbeitenden Gewerbes. Eine detaillierte Aufstellung aller Wirtschaftsbereiche ist im Indikatorenkatalog dieses WSAGR-Berichts in Kapitel 2 „Wirtschaft" nachzulesen.

Anteil des Verarbeitenden Gewerbes und der Dienstleistungen an der Gesamt-Bruttowertschöpfung in Rheinland-Pfalz 1991, 2000 und 2015



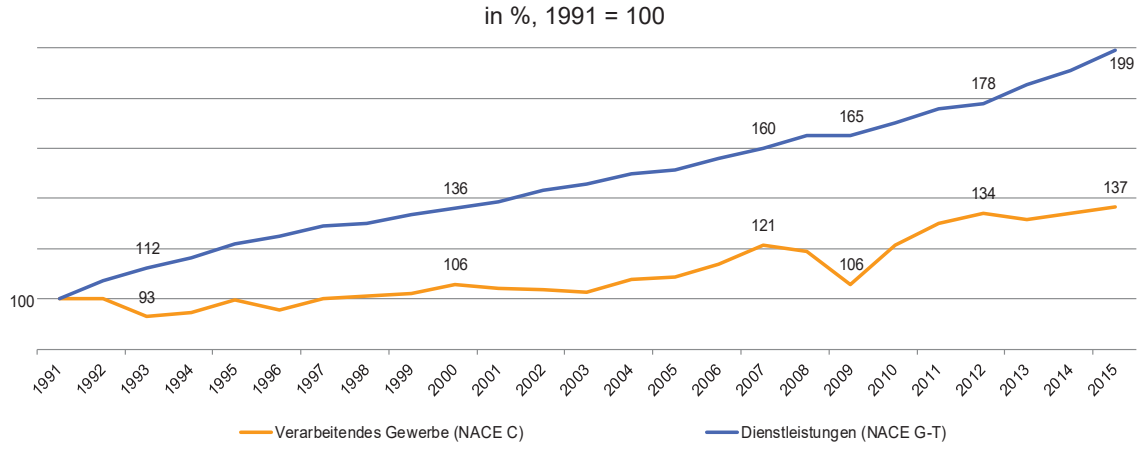
Berechnungen: IBA

Quelle: VGRdL

Die gesamtwirtschaftliche Bedeutung der Industrie ist jedoch größer, als durch ihren Bruttowertschöpfungsanteil bewertet werden kann. Besonders die unternehmensnahen Dienstleistungen sind eng mit dem Verarbeitenden Gewerbe verbunden und von ihren Aufträgen abhängig. Auch für das Handwerk ist die Industrie ein wichtiger Partner. Ein starker Industriesektor, der auch wichtige Investitionen in Forschung und Entwicklung tätigt, hat eine hohe Multiplikatoren-Wirkung und ist somit eine gute Voraussetzung für die wirtschaftliche Entwicklung eines Standortes. Sämtliche Wirtschaftsbereiche profitieren von diesen Wachstumsimpulsen.

Die Langzeitbetrachtung zeigt, dass sich die rheinland-pfälzische Industrie und im Besonderen die Dienstleistungsbranche, trotz anhaltender Probleme in der Weltwirtschaft und in der Eurozone, in den vergangenen Jahren sehr positiv entwickelt hat. Die Wertschöpfung im Dienstleistungsbereich hat sich in 25 Jahren nahezu verdoppelt, wobei die Beschäftigtenzahl nur um 40% angestiegen ist. Aber auch der Industriesektor hat sich nach der Krise 2009 erfolgreich erholt (+30%), innerhalb von nur zwei Jahren das Rekordjahr 2007 übertroffen und erwirtschaftet 2015 über 30 Mrd. Euro Bruttowertschöpfung. Allerdings schlägt sich dieser Erfolg nicht in einem Beschäftigungsausbau nieder, wie in Kapitel 8.3 weiter ausgeführt wird.

Entwicklung der Bruttowertschöpfung des Verarbeitenden Gewerbes im Vergleich zu den Dienstleistungen in Rheinland-Pfalz seit 1991



Berechnungen: IBA

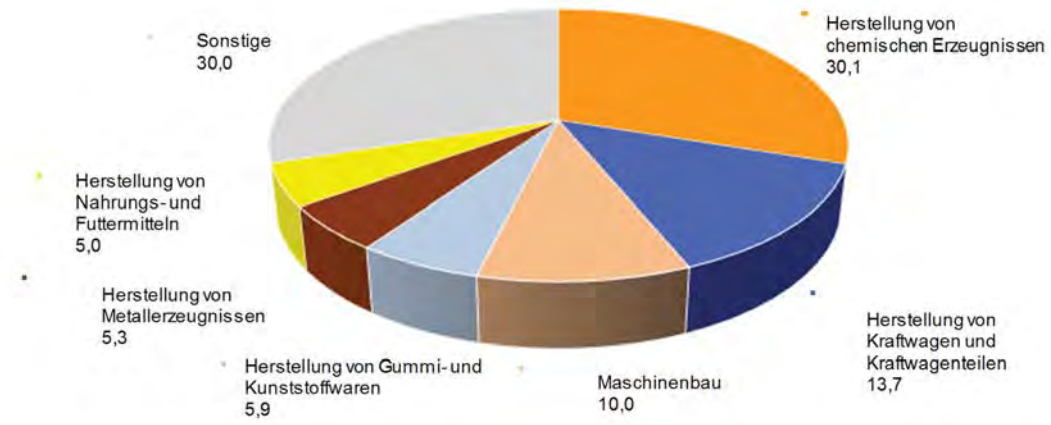
Quelle: VGRdL

Diversifizierung des rheinland-pfälzischen Industriesektors

Der Gesamtumsatz in der Industrie in Rheinland-Pfalz beträgt 91,5 Mrd. Euro für 2015. Bei genauerer Betrachtung des Verarbeitenden Gewerbes nach den umsatzstärksten Wirtschaftszweigen wird die diversifizierte Struktur des Industriesektors in Rheinland-Pfalz sehr deutlich: nur 70% des Industrieumsatzes (und knapp 65% der Beschäftigten) entfallen auf die sechs umsatzstärksten Wirtschaftszweige, im Vergleich hierzu sind es im Saarland über 86% des Umsatzes und 82% der Beschäftigten. Knapp ein Drittel des Gesamtumsatzes der rheinland-pfälzischen Industrie stammte 2015 von der Chemiebranche (27,5 Mrd. Euro), an zweiter und dritter Stelle stehen der Fahrzeug- (12,5 Mrd. Euro Umsatz) und Maschinenbau (9,1 Mrd. Euro Umsatz), die mit den Herstellern von Gummi- und Kunststoffwaren (5,4 Mrd. Euro Umsatz) sowie Metallerzeugnissen (4,9 Mrd. Euro Umsatz) in direkter wirtschaftlicher Verknüpfung stehen. Im Zusammenhang mit der Nahrungs- und Futtermittelbranche (sechsgrößte Branche mit 4,6 Mrd. Euro Umsatz) spielt die Getränkeindustrie eine besondere wirtschaftliche Rolle (2,7 Mrd. Euro Umsatz in 2015), beinhaltet diese doch die Wein- und Bierproduktion sowie die Mineralwasserquellen, für die Rheinland-Pfalz bekannt ist. An die sechs umsatzstärksten Wirtschaftsbranchen schließt sich die Pharmaindustrie mit einem Umsatzanteil von knapp 5% (4,9 Mrd. Euro) an. Bedeutend sind auch die Bereiche Metallerzeugung sowie die Glas-, Keramik- und Papierindustrie, die zusammen mit 9,8 Mrd. Euro Umsatz in 2015 über 10% Umsatzbeteiligung darstellen und Arbeitgeber für über 35.000 Beschäftigte sind.

Umsatzstärkste Wirtschaftszweige im Verarbeitenden Gewerbe in Rheinland-Pfalz 2015

in %, Betriebe ≥20 Beschäftigte



Berechnungen: IBA

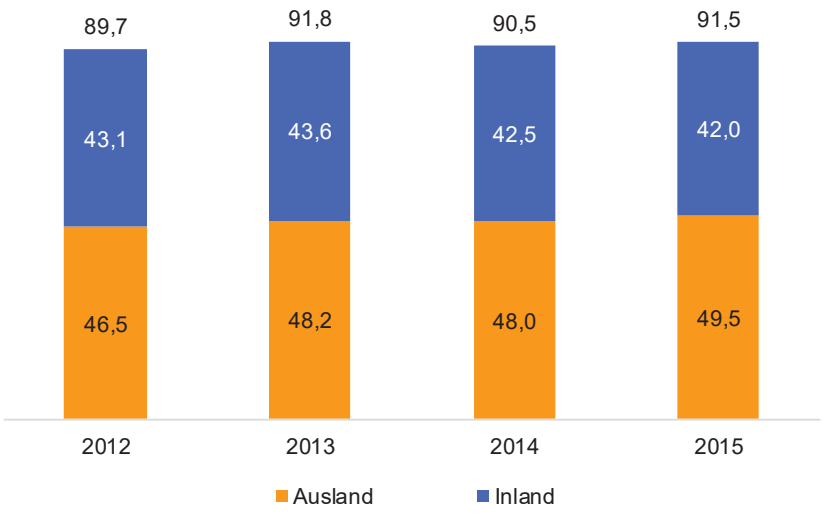
Quelle: Statistisches Landesamt Rheinland-Pfalz

2015 mit Spitzenwerten im Auslandsgeschäft

In den vergangenen Jahren ist eine Zunahme der Auslandumsätze in der rheinland-pfälzischen Industrie festzustellen: seit 2012 ein Plus von 6% auf 49,5 Mrd. Euro Auslandsumsatz in 2015. Dagegen sind die Zahlen des Inlandsumsatzes seit 2012 tendenziell rückläufig (-2,6%). Mit einem Gesamtumsatz von 91,5 Mrd. Euro hat das Verarbeitende Gewerbe in Rheinland-Pfalz seinen Spitzenwert von 2013 fast wieder erreicht. Die starke Exportabhängigkeit der rheinland-pfälzischen Industrie wird auch in dem folgenden Indikator deutlich erkennbar.

Umsatz im Verarbeitenden Gewerbe in Rheinland-Pfalz 2012 bis 2015

in Mrd. Euro, Betriebe ≥20 Beschäftigte



Berechnungen: IBA

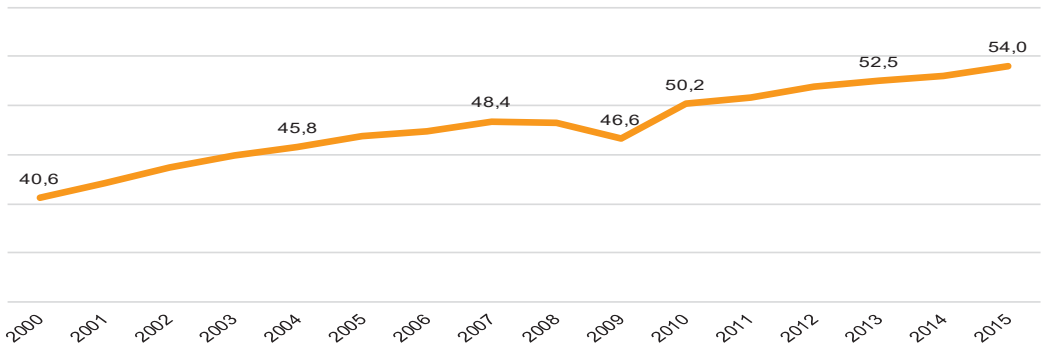
Quelle: Statistisches Landesamt Rheinland-Pfalz

Exportquote in der Industrie entwickelt sich kontinuierlich weiter

Das statistische Landesamt Rheinland-Pfalz bestätigt dem Bundesland in seinem Jahrbuch 2015 die zweithöchste Exportquote[84] bei den Flächenländern (hinter Baden-Württemberg mit 58%). Nach einem Einbruch auf 46,6 % im Jahr der Wirtschafts- und Finanzkrise überschritt die rheinland-pfälzische Exportquote 2010 erstmals die 50-Prozent-Marke.[85]

Entwicklung der Exportquote Verarbeitendes Gewerbe in Rheinland-Pfalz von 2000-2015

In %, Betriebe ≥20 Beschäftigte



Berechnungen: IBA / OIE

Quelle: Statistisches Landesamt Rheinland-Pfalz

Pharma- und Chemieindustrie äußerst exportorientiert

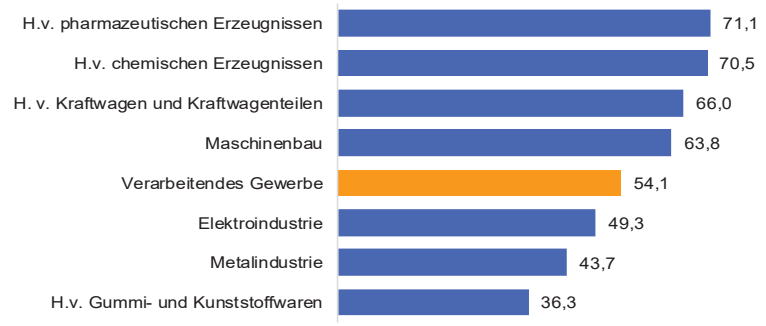
Der Außenhandelsumsatz der rheinland-pfälzischen Industrie liegt 2015 bei 49,5 Mrd. Euro. Außerordentlich bedeutend ist das Auslandsgeschäft für die Pharma- und Chemiebranche mit einer Exportquote von über 70%. Traditionell überdurchschnittlich hoch ist auch die Außenhandelsquote im Kraftfahrzeug- sowie Maschinenbau. Die Entwicklung in der Pharmabranche ist für 2015 hervorzuheben: hier legte die Exportquote innerhalb eines Jahres um 6 Prozentpunkte zu, wobei die restlichen Quoten nur geringfügig schwankten.

84 Die Exportquote wurde berechnet wie folgt: Auslandsumsatz dividiert durch Gesamtumsatz multipliziert mit 100 (EUR)

85 Statistisches Landesamt Rheinland-Pfalz (2015): Statistische Analysen Nr. 37 „Die Wirtschaft in Rheinland-Pfalz 2015". S. 18

Exportquote der umsatzstärksten Wirtschaftszweige im Verarbeitenden Gewerbe in Rheinland-Pfalz 2015

In %, Betriebe ≥20 Beschäftigte



Berechnungen: IBA

Quelle: Statistisches Landesamt Rheinland-Pfalz

Frankreich weiterhin wichtigster Abnehmer von rheinland-pfälzischen Produkten

Die wichtigsten Partnerländer der rheinland-pfälzischen Gesamtwirtschaft[86] sind für das Jahr 2015 die Mitgliedsländer der Europäischen Union mit einem Anteil von rund 61% am gesamten Ausfuhrwert, das entspricht einer Steigerung von über 8% auf 31,2 Mrd. Euro. Die Warenausfuhr in die Eurozone stieg um 8% auf 21,3 Mrd. Euro. Das Nachbarland Frankreich bleibt mit einem Exportanteil von 10% nach wie vor wichtigster Abnehmer von rheinland-pfälzischen Waren (plus 0,3% auf 5,1 Mrd. Euro in 2015). In der gleichen Größenordnung befinden sich die USA: 2015 sind sie noch an zweiter Stelle, jedoch erhöhten sich die Exporte nach Übersee um 8% im Vergleich zum Vorjahr, d.h. viel stärker als die in Richtung Frankreich.[87]

Mittelstand als größter Arbeitgeber in der rheinland-pfälzischen Industrie

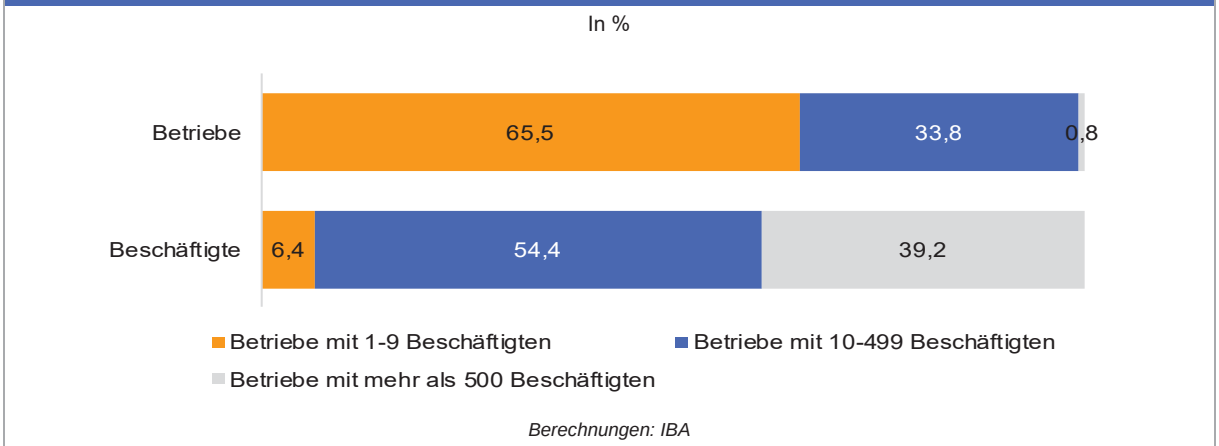
Legt man den Schwellenwert des Instituts für Mittelstandsforschung (IfM) in Bonn als Definition für mittelständische Unternehmen zugrunde,[88] d.h. eine Beschäftigtenanzahl von 10 bis 499, so ist der Mittelstand im verarbeitenden Gewerbe in Rheinland-Pfalz mit 3.109 Unternehmen und 171.610 sozialversicherungspflichtigen Beschäftigten vertreten. Das bedeutet, dass ein Drittel der Unternehmen in der Industrie dem Mittelstand zuzuordnen ist, fast zwei Drittel zu den Kleinbetrieben zählen und nur ein knappes Prozent Großbetriebe sind (Stand 2015). Bedeutend anders verteilen sich die Beschäftigungsanteile auf die drei Größenklassen, denn mehr als die Hälfte der Industrie-Beschäftigten arbeitet in mittelgroßen Betrieben, wohingegen nur etwas über 6% in Kleinbetrieben angestellt sind. Die Großbetriebe stellen einen Anteil von 39% und stellen somit mehr als jeden dritten Industrie-Arbeitsplatz in Rheinland-Pfalz.

[86] Im Bereich Außenhandel betrachten wir die gesamte rheinland-pfälzische Wirtschaft, da die Datenlage nicht nach Branchen (NACE-Codes), sondern nach Produkten eingeteilt ist.

[87] Vgl. Statistisches Landesamt Rheinland-Pfalz, Pressemitteilung 11.03.2016

[88] Für mittlere Unternehmen liegt der Schwellenwert beim IfM Bonn entgegen der Definition der EU-Kommission (<250 Mitarbeiter) jedoch weiterhin bei 499 Beschäftigten, um die deutsche Besonderheit herauszustellen. Vgl. IfM Bonn, 01.06.2016: http://www.ifm-bonn.org/definitionen/kmu-definition-des-ifm-bonn/

Betriebsgrößenstruktur des Verarbeitenden Gewerbe in Rheinland-Pfalz 2015 im Vergleich zu der Beschäftigtenzahl



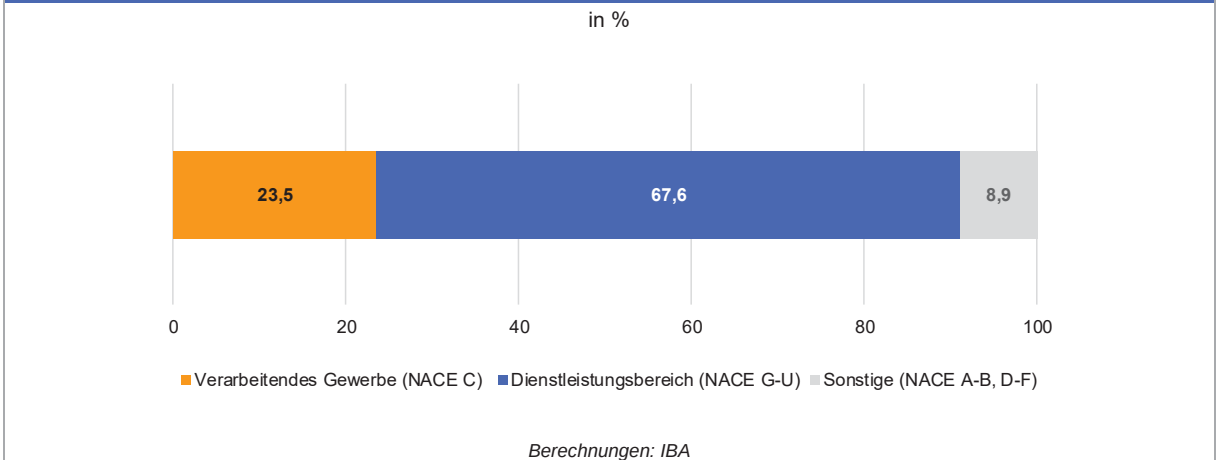
Berechnungen: IBA

Quelle: BA

8.3 Die Beschäftigungssituation in der Industrie in Rheinland-Pfalz

2015 sind laut Bundesagentur für Arbeit in Rheinland-Pfalz 1.345.268 sozialversicherungspflichtige Beschäftigte gemeldet. Davon arbeiten 315.708 Personen im Verarbeitenden Gewerbe, was einem Anteil von 23,5% der Gesamtbeschäftigten in Rheinland-Pfalz entspricht. Wie im vorherigen Kapitel näher beschrieben, entspricht dies ungefähr dem Anteil der Industrie an der Bruttowertschöpfung (25,3%). Der Beschäftigungsanteil im Dienstleistungsbereich beträgt knapp 68%, das entspricht 909.874 sozialversicherungspflichtigen Beschäftigten zum 30.06.2015.

Verteilung der Beschäftigung in Rheinland-Pfalz 2015



Berechnungen: IBA

Quelle: BA (Stichtag 30.06.)

Einen detaillierten Überblick über die Verteilung aller sozialversicherungspflichtigen Beschäftigten in den einzelnen Wirtschaftszweigen gibt die folgende Tabelle.

Tabelle: Anzahl der Sozialversicherungspflichtigen Beschäftigten nach Wirtschaftszweigen in Rheinland-Pfalz 2015

NACE	Wirtschaftszweige	Absolut	Anteil an Gesamt in %
A	Land- und Forstwirtschaft, Fischerei	13.209	1,0
B, D, E	Gewinnung von Steinen und Erden, Energieversorgung, Wasserversorgung, Abfallentsorgung	22.330	1,7
C	**Verarbeitendes Gewerbe**	**315.708**	**23,5**
F	Baugewerbe	84.136	6,3
G	Handel; Instandhaltung und Reparatur von KFZ	187.036	13,9
H	Verkehr und Lagerei	62.375	4,6
I	Gastgewerbe	44.105	3,3
J	Information und Kommunikation	30.980	2,3
K	Finanzen und Versicherungen	37.677	2,8
L, M	Grundstücks- und Wohnungswesen, Freiberufliche und technische Dienstleistungen	70.142	5,2
N	Sonstige wirtschaftliche Dienstleistungen	74.228	5,5
O, U	Öffentliche Verwaltung, Verteidigung, Sozialversicherung, Exterritoriale Organisationen und Körperschaften	90.575	6,7
P	Erziehung und Unterricht	56.043	4,2
Q	Gesundheits- und Sozialwesen	204.934	15,2
R, S, T	Kunst, Unterhaltung und Erholung; Erbringung von sonstigen Dienstleistungen, private Haushalte	51.779	3,8
	nicht Zugeordnete	11	0,0
	TOTAL	**1.345.268**	100,0

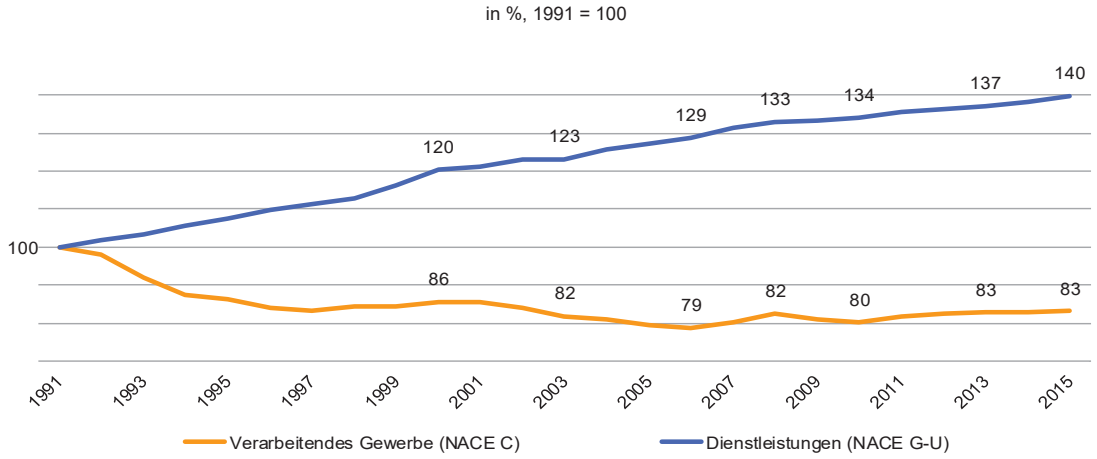
Quelle: Bundesagentur für Arbeit (Stichtag 30.06.)

Strukturwandel hin zur Dienstleistungsgesellschaft

Für die Langzeitbetrachtung der letzten 24 Jahre sind hier die Daten der Erwerbstätigenrechnung der Länder zugrunde gelegt. Die Entwicklung der Erwerbstätigen in Rheinland-Pfalz in der Industrie und im Dienstleistungssektor verlief in den vergangenen Jahren sehr gegensätzlich: waren für 1991 noch rund 440.000 Erwerbstätige im Verarbeitenden Gewerbe gemeldet, so sind es 2015 noch knapp 366.000 Personen, was ein Minus von 17% darstellt. Dagegen verzeichnen die Dienstleistungen einen kontinuierlichen Zuwachs auf über 1,4 Mio. Erwerbstätige in 2015, ein Plus von 40%. Somit steht dem Erwerbstätigenanteil von 18,4% in der rheinland-pfälzischen Industrie im Jahr 2015 ein Anteil von 72,1% im Dienstleistungssektor gegenüber.

Produktivitätssteigerung durch technischen Fortschritt und Auslagerungstendenzen (z.B. Instandhaltung, IT-Dienstleister oder Leiharbeitsunternehmen) sind als geläufige Erklärungen für den Rückgang der Beschäftigtenzahlen in der Industrie bei gleichzeitigem Bedeutungsgewinn des tertiären Sektors zu nennen. Allerdings lässt sich die Zunahme bei den Dienstleistungen auch durch andere Faktoren wie zum Beispiel den demographischen Wandel erklären: so ist das Gesundheitswesen der beschäftigungsintensivste Dienstleistungsbereich, welcher in den vergangenen Jahren eine besonders starke Zunahme im Bereich der Pflegedienstleister verzeichnet.

Entwicklung der Erwerbstätigen im Verarbeitenden Gewerbe im Vergleich zu den Dienstleistungen in Rheinland-Pfalz seit 1991



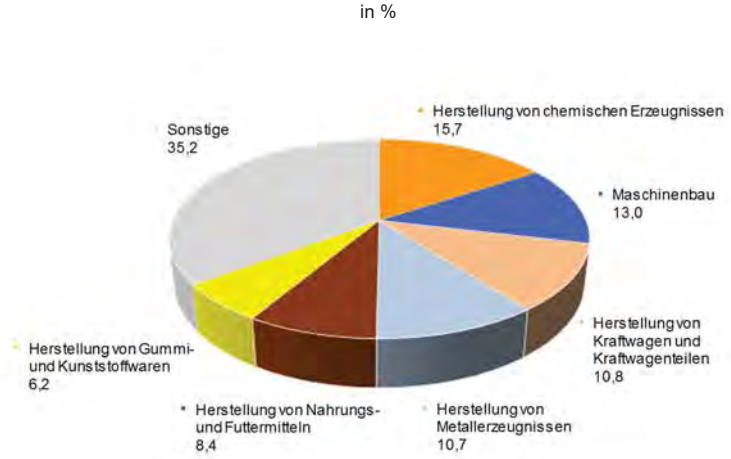
Berechnungen: IBA

Quelle: Erwerbstätigenrechnung der Länder

Rheinland-Pfalz weiterhin von industriellem Kern geprägt

Die sechs beschäftigungsstärksten Wirtschaftszweige des Verarbeitenden Gewerbes in Rheinland-Pfalz stellen 64,8% der Beschäftigten der rheinland-pfälzischen Industrie. Mit 49.676 Beschäftigten liegt die Chemiebranche vor dem Maschinenbau (40.961 Personen) und dem Fahrzeugbau (34.125 Beschäftigte). Es folgen Herstellung von Metallerzeugnissen mit 33.660 Beschäftigten; die Nahrungs-und Futtermittelbranche beschäftigt 26.661 Personen, und 19.443 Beschäftige zählt die Gummi- und Kunststoffindustrie. Im Vergleich zum Saarland, wo die sechs größten Branchen einen Beschäftigungsanteil von 82% umfassen, ist in Rheinland-Pfalz also ein deutlich diversifizierteres Industrieprofil festzustellen. Weitere bedeutende Wirtschaftszweige in Rheinland-Pfalz sind die Hersteller von Glas und Keramik (Platz sieben mit einem Beschäftigtenanteil von 5%) sowie die Pharma- (3,6%) und Metallindustrie (3,3%).

Beschäftigungsstärkste Wirtschaftszweige im Verarbeitenden Gewerbe in Rheinland-Pfalz 2015



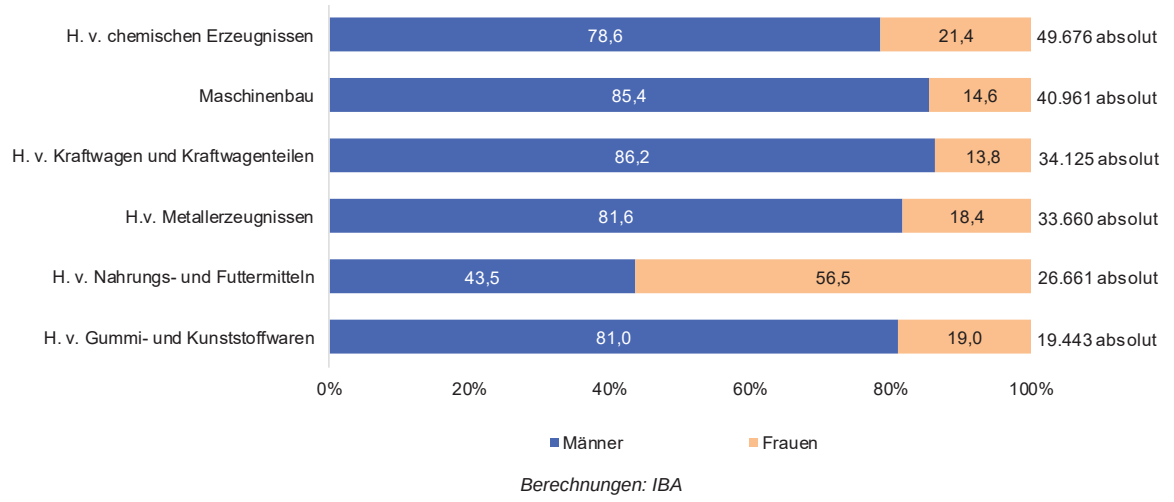
Berechnungen: IBA

Quelle: Bundesagentur für Arbeit (Stichtag 30.06.)

Frauenquote in der Industrie traditionell niedrig

Hinsichtlich der Anteile der weiblichen Beschäftigten lässt sich in der rheinland-pfälzischen Industrie, wie auch beispielsweise im Saarland, die Nahrungsmittelbranche als größter Arbeitgeber für Frauen identifizieren: gut 15.000 weibliche Beschäftigte in 2015, was einem Anteil von 57% entspricht. An zweiter Stelle kommt die Chemieindustrie mit 10.600 weiblichen Beschäftigten, die einen Beschäftigtenanteil von 21% darstellen. Die durchschnittliche Frauenquote beträgt im Verarbeitenden Gewerbe in Rheinland-Pfalz 24%, überdurchschnittlich hoch liegt der Anteil der weiblichen Beschäftigten noch in der Pharmaindustrie (41% oder absolut fast 4.700 Mitarbeiterinnen). Betrachtet man allerdings den Frauen-Anteil von 47% an der Gesamtbeschäftigung in Rheinland-Pfalz, so kann auch hier die Aussage getroffen werden, dass weibliche Beschäftigte in der Industrie stark unterrepräsentiert sind.

Sozialversicherungspflichtige Beschäftigte in den beschäftigungsstärksten Wirtschafsbereichen in der Industrie nach Geschlecht in Rheinland-Pfalz 2015



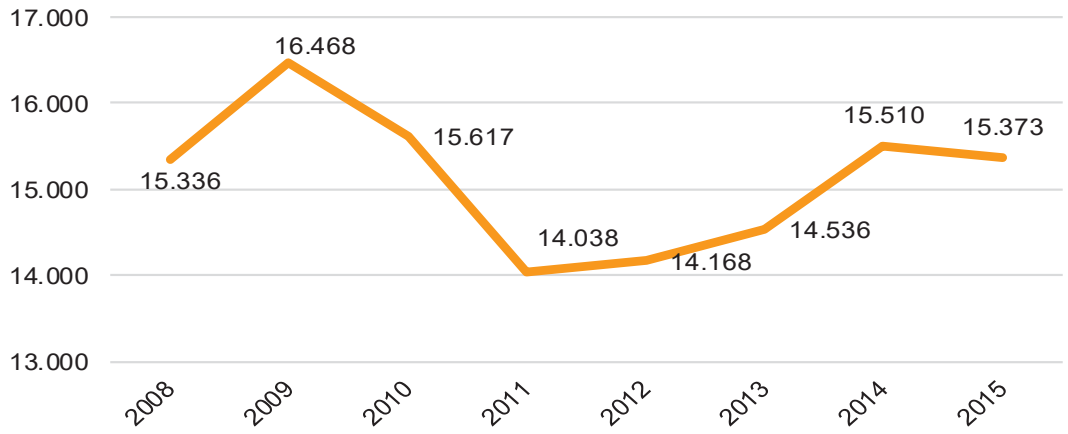
Berechnungen: IBA

Quelle: Bundesagentur für Arbeit (Stichtag 30.06.)

Chemie- und Maschinenbaubranche als Hauptausbilder in der Industrie

Nach einem krisenbedingten Rückgang der Auszubildendenzahlen um 15% von 2009 bis 2011 stabilisierten sich die Zahlen aktuell wieder auf rund 15.400 Auszubildende im Verarbeitenden Gewerbe. Das ist ein Plus von 9,5% innerhalb der vergangenen vier Jahre. Ein sehr positiver Trend hat sich in der Chemiebranche abgezeichnet, hier ist eine Zunahme von 62% in den vergangenen sieben Jahren zu verzeichnen. Mit 2.374 Auszubildenden in 2015 löste die Chemieindustrie den Maschinenbau (2.337 Azubis) als ausbildungsstärksten Wirtschaftszweig ab. Auffallend ist die Entwicklung in der Papierindustrie: die Auszubildendenzahlen haben sich von 2008 bis 2015 um knapp 53% gesteigert, aktuell sind in dieser Branche 351 Auszubildende beschäftigt.

Entwicklung der Auszubildendenzahlen im Verarbeitenden Gewerbe in Rheinland-Pfalz von 2008 bis 2015



Berechnungen: IBA

Quelle: Bundesagentur für Arbeit (Stichtag 30.06.)

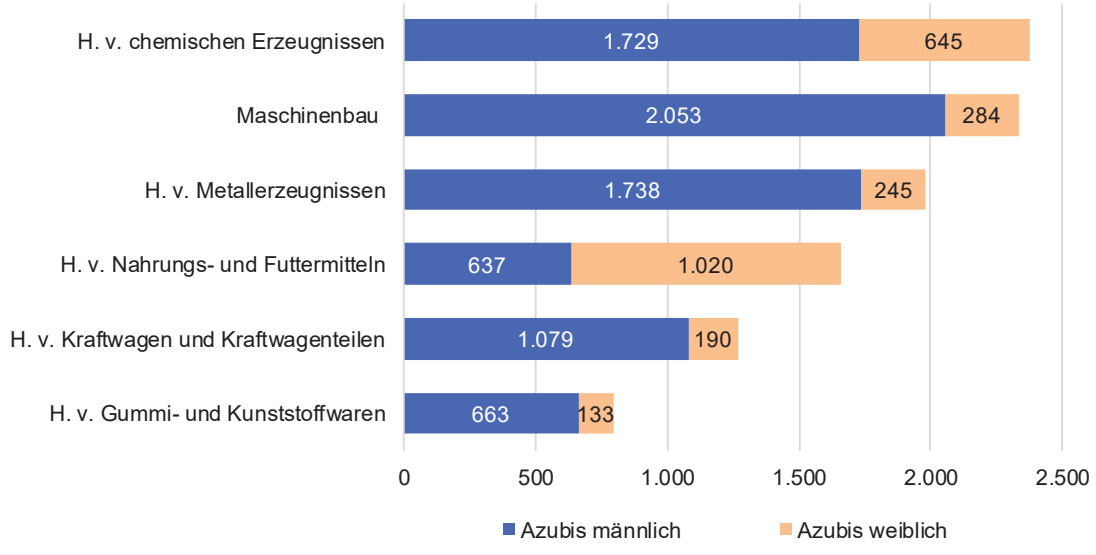
Enge Verflechtung von Industrie und Handwerk in der Ausbildung

Die Bedeutung der Ausbildung betont Arne Rössel, Sprecher der IHK-Arbeitsgemeinschaft Rheinland-Pfalz, in einer aktuellen Pressemitteilung: „Beruflich qualifizierte Fachkräfte sind das Fundament der wirtschaftlichen Leistungsfähigkeit unserer Unternehmen. Dem sich abzeichnenden dramatischen Engpass muss daher noch konsequenter als bisher gegengesteuert werden."[89] Hierbei gilt es festzuhalten, dass eine Reihe industrieller Berufsbilder nicht nur in den großen Industriebetrieben, sondern vor allem auch in mittelständischen Handwerksbetrieben ausgebildet werden. Hierzu zählt beispielsweise die Gruppe der Elektro- und Metallberufe, für die die Arbeitsgemeinschaft der Handwerkskammern Rheinland-Pfalz angibt, dass 49,2% der Auszubildenden im Handwerk in diesen Bereichen ausgebildet werden.[90]

Über zwei Drittel der rheinland-pfälzischen Auszubildenden sind in den sechs ausbildungsstärksten Branchen beschäftigt, in der Summe sind das 10.416 junge Frauen und Männer. Die weiblichen Auszubildenden sind in der Industrie mit knapp 25% vertreten. Dieser Anteil ist gering verglichen mit einem Gesamtanteil von 44% an weiblichen Auszubildenden in Rheinland-Pfalz; das Auszubildenden-Verhältnis entspricht aber ungefähr der Frauenquote in der Gesamtbeschäftigung in der Industrie (24%).

89 IHK der Pfalz, 22.06.2016, Pressemitteilung Nr. 340.9592
90 Arbeitsgemeinschaft der Handwerkskammern Rheinland-Pfalz, 29.06.2016

Anzahl der Auszubildenden im Verarbeitenden Gewerbe in den sechs ausbildungsstärksten Wirtschaftszweigen in Rheinland-Pfalz 2015



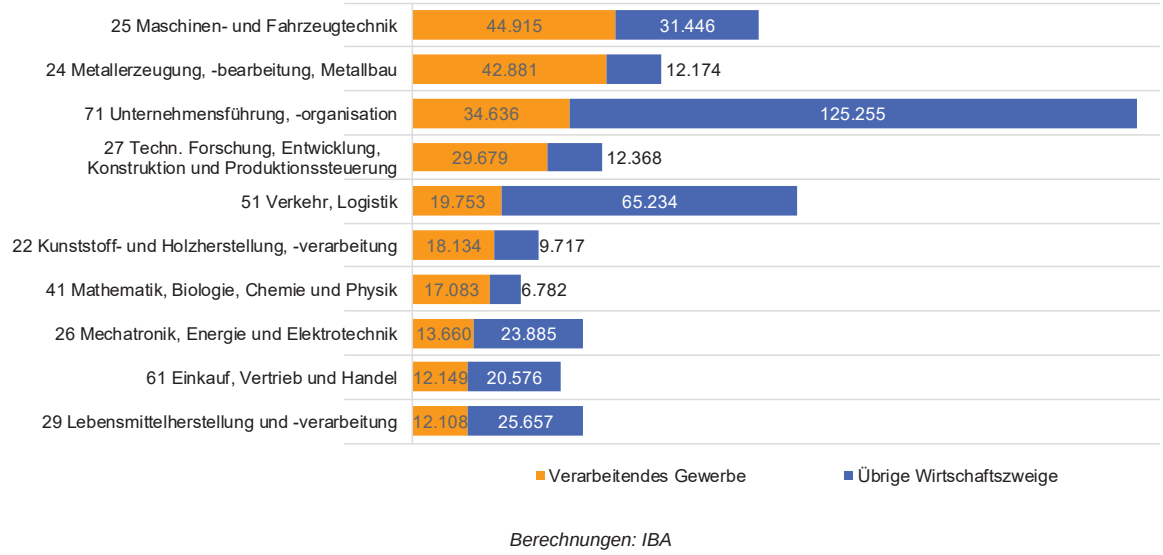
Berechnungen: IBA

Quelle: Bundesagentur für Arbeit (Stichtag 30.06.)

Berufe aus der Maschinen- und Fahrzeugtechnik dominieren das Verarbeitende Gewerbe in Rheinland-Pfalz

Von den 1.345.268 sozialversicherungspflichtig Beschäftigten in 2015 in Rheinland-Pfalz sind 23,5% im Verarbeitenden Gewerbe beschäftigt, d.h. 315.708 Personen. Die zehn unten genannten Berufsgruppen stellen 78% davon. Am stärksten vertreten sind die Berufe aus der Maschinen- und Fahrzeugtechnik, sie stellen 14% der Beschäftigten im Verarbeitenden Gewerbe. Etwas weniger als die Hälfte der Beschäftigten in dieser Gruppe sind außerhalb der Industrie beschäftigt. Metallberufe sowie die technischen Forschungs-, Entwicklungs-, Konstruktions- und Produktionssteuerungsberufe sind in der Industrie stärker verbreitet als in den übrigen Wirtschaftszweigen, mit einem Anteil von 78 bzw. 71%. Branchenübergreifend ist die bedeutendste Berufsgruppe in Rheinland-Pfalz die Unternehmensführung und -organisation, sie steht wie im Saarland an dritter Stelle im Industriebereich, allerdings mit einem sehr hohen Beschäftigungsanteil in den übrigen Wirtschaftszweigen, da nur 22% der Beschäftigten einen Beruf dieser Kategorie im Verarbeitenden Gewerbe ausführen.

Anzahl der Beschäftigten nach ausgewählten Berufsgruppen in Rheinland-Pfalz 2015



Berechnungen: IBA

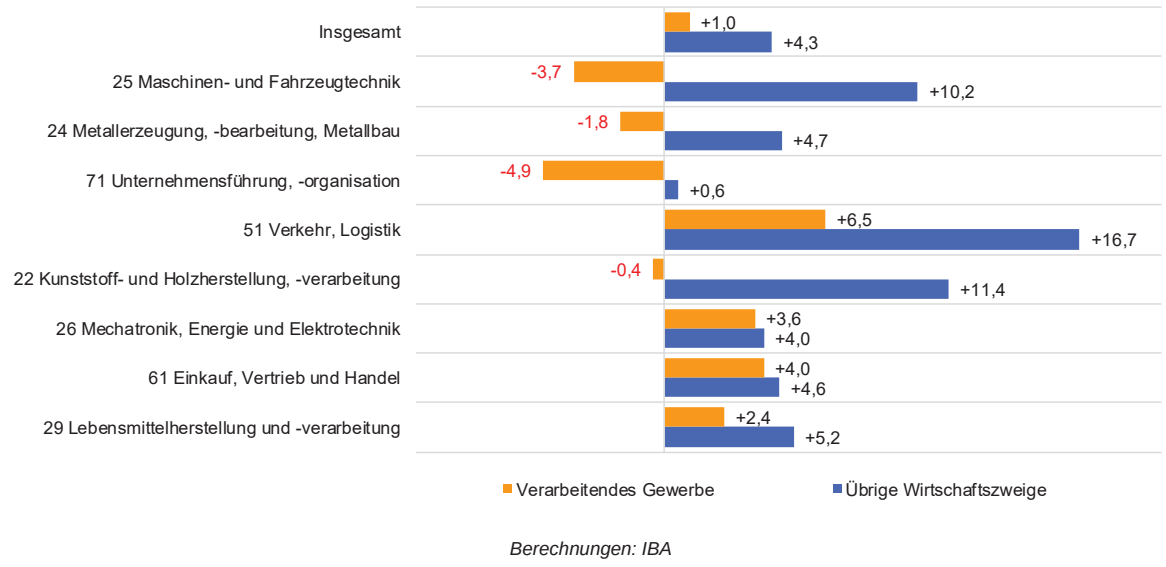
Quelle: Bundesagentur für Arbeit (Stichtag 30.06.)

Transport- und Logistikberufe verzeichnen in der Industrie den stärksten Zuwachs in Rheinland-Pfalz

Grundsätzlich hat die Beschäftigung in Rheinland-Pfalz zwischen 2013 und 2015 um 1% im Verarbeitenden Gewerbe (das entspricht +3.174 Beschäftigten) und um 4,3% (+42.795 Beschäftigte absolut) in den übrigen Wirtschaftszweigen zugenommen. Bezüglich der Berufsgruppen lässt sich feststellen, dass die Transport- und Logistikberufe sich besonders gut entwickelt haben, sei es in der Industrie oder in den übrigen Wirtschaftszweigen. Absolut betrachtet verzeichnen diese Berufe einen Anstieg um 1.200 Personen in der Industrie und etwas über 9.300 Beschäftigte innerhalb der übrigen Wirtschaftszweige. Die Berufsgruppe der Unternehmensführung und -organisation verzeichnet in der Industrie prozentual betrachtet den stärksten Rückgang, es handelt sich um 1.780 Beschäftigte.

Ohne Abbildung auf der folgenden Graphik sind die Berufsgruppen 27 „Technische Forschungs-, Entwicklungs- Konstruktions- und Produktionsberufe“ und 41 „Mathematik-, Biologie-, Chemie- und Physikberufe“ der KldB 2010, auch wenn sie zu den zehn beschäftigungsstärksten Berufsgruppen des Verarbeitenden Gewerbes zählen. Zwischen 2013 und 2015 wurden zahlreiche Beschäftigte innerhalb eines Trimesters aus Kategorie 41 zu 27 umgruppiert, was zu einer verfälschten Darstellung der Entwicklung im Betrachtungszeitraum führte. Die veränderte Zuordnung der betroffenen Beschäftigten in den oben genannten Berufsgruppen könnte damit begründet sein, dass das Tätigkeitsfeld innerhalb der Berufsgruppen sich änderte oder einer Änderung im Meldeverfahren durch die Arbeitgeber vorgenommen wurde.

Beschäftigungsentwicklung nach ausgewählten Berufsgruppen in Rheinland-Pfalz 2013-2015



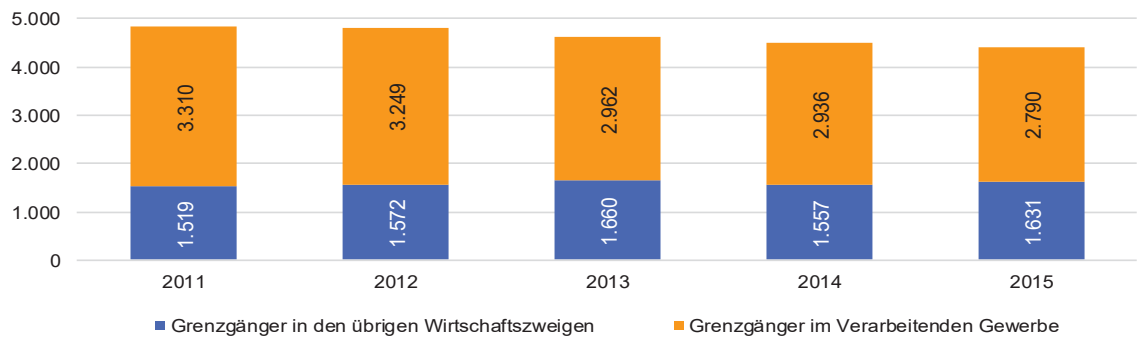
Berechnungen: IBA

Quelle: Bundesagentur für Arbeit (Stichtag 30.06.)

Zahl der Einpendler aus Frankreich geht leicht zurück

Es werden an dieser Stelle gezielt die Grenzgänger aus Frankreich betrachtet, da diese für Rheinland-Pfalz von besonderer Bedeutung sind. Knapp zwei Drittel der Einpendler sind im Verarbeitenden Gewerbe beschäftigt, das entspricht 2.790 Personen. Grundsätzlich ist im Gegensatz zum Saarland eine leicht rückläufige Tendenz festzustellen (1,6% weniger Einpendler aus Frankreich im Vergleich zum Vorjahr). Für das Verarbeitende Gewerbe liegt dieser Rückgang sogar bei 5%. Dies entspricht auch der Entwicklung seit 2011: während die Anzahl der Grenzgänger in den übrigen Wirtschaftszweigen relativ stabil geblieben ist, sank ihre Anzahl in der Industrie in den letzten vier Jahren insgesamt um 15% oder 520 Personen.

Anzahl der Einpendler aus Frankreich mit Arbeitsort Rheinland-Pfalz nach Wirtschaftszweigen 2011-2015



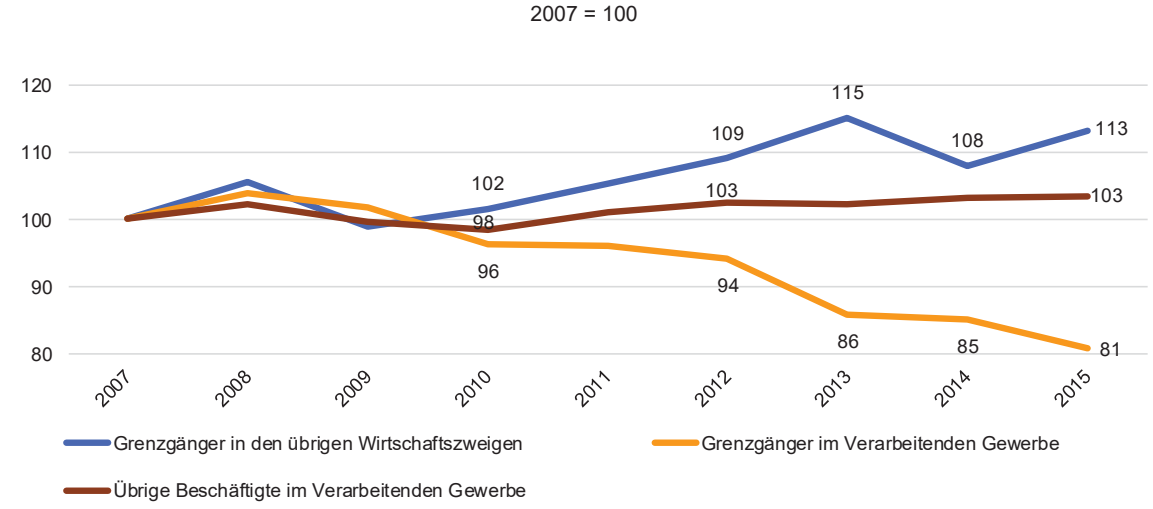
Berechnungen: IBA

Quelle: Bundesagentur für Arbeit (Stichtag 30.06.)

Nachlassender Grenzgängerstrom auffallend stark im Verarbeitenden Gewerbe

Die folgende Graphik vergleicht die Situation der Grenzgänger in der rheinland-pfälzischen Industrie mit den übrigen Industrie-Beschäftigten sowie mit Grenzgängern, die in anderen Wirtschaftszweigen arbeiten. Zuerst einmal lässt sich feststellen, dass die Weltwirtschafts- und Finanzkrise zu einem allgemeinen Beschäftigungsabbau in der rheinland-pfälzischen Industrie geführt hat. Ab 2011 stiegt die Anzahl der Beschäftigten jedoch wieder an und hat sich in den letzten Jahren stabilisiert. Bei den Grenzgängern in der Industrie sieht dies ganz anders aus: seit 2008 ist ein kontinuierlicher Rückgang von rund 3.300 auf knapp 2.800 Personen zu beobachten. Die Grenzgänger in den anderen Wirtschaftsbereichen, die nur ein Drittel des gesamten Stroms ausmachen, haben von 2009 bis 2013 eine kontinuierliche Zunahme erfahren. 2014 folgte ein Rückgang von rund 100 Personen. 2015 haben dann aber wieder gut 70 Grenzgänger mehr eine Anstellung in Rheinland-Pfalz gefunden.

Entwicklung der Einpendler mit Wohnort Frankreich und Arbeitsort Rheinland-Pfalz 2007-2015



Berechnungen: IBA

Quelle: Bundesagentur für Arbeit (Stichtag 30.06.)

9. Aktuelle Themenfelder der großregionalen Industrie: Experten im Gespräch

Die Lage der Industrie in der Großregion wurde im vorherigen Kapitel anhand aktueller statistischer Indikatoren dargestellt. Das folgende Kapitel basiert auf Interviews mit Experten aus allen Teilregionen. Vertreter der Arbeitgeberseite, der Gewerkschaften sowie der öffentlichen Hand haben sich in über zwanzig Expertengesprächen zu der Situation der jeweiligen regionalen Industriebranche geäußert. Dabei haben sich auf großregionaler Ebene drei geteilte Themenfelder herauskristallisiert: Digitalisierung und Vernetzung, Energieversorgung sowie die aktuellen Herausforderungen der Stahlindustrie.

In der Darstellung wurde auch die Position des Handwerks berücksichtigt: zum einen, da viele Handwerksbetriebe statistisch betrachtet (NACE C) im vorherigen Kapitel mitbetrachtet wurden; zum anderen, da das Handwerk durch zahlreiche Verflechtungen eng mit der wirtschaftlichen Entwicklung der Industriebetriebe verknüpft ist. Das Handwerk ist sowohl wichtiger Zulieferer und Dienstleister für die Industrie als auch Bindeglied zwischen der Industrieproduktion und dem Endverbraucher.

9.1 Digitalisierung und Vernetzung in der Industrie der Großregion: Standortfaktoren, Arbeitsbedingungen und Datensicherheit

Der Begriff „Digitalisierung" ist heute in den unterschiedlichsten Bereichen und über die Grenzen hinweg in aller Munde. Auch Unternehmen und Beschäftigte – gerade im Bereich der Industrie – machen sich seit einiger Zeit mit den Chancen und Risiken dieser sogenannten vierten industriellen Revolution[91] vertraut. Ihr zentrales Merkmal ist „die Vernetzung der virtuellen Computerwelt mit der physischen Welt der Dinge durch den Einsatz von Cyber-physischen Systemen (CPS)"[92]. Was hierunter in der Praxis genau zu verstehen ist, hängt von der Branche und den einzelnen Unternehmen ab. Vom Ausmaß der Veränderung her werden die gesamtwirtschaftlichen Auswirkungen des digitalen Strukturwandels häufig mit der Erfindung des Buchdrucks verglichen. Es eröffnen sich lukrative Chancen für neue Akteure am Markt – besonders für die Technologieanbieter –, allerdings erhöht sich auch der Wettbewerbsdruck für die bereits am Markt etablierten Unternehmen. Einer aktuellen Studie nach werden durch die Digitalisierung der Wertschöpfungskette branchenübergreifend bedeutende Effizienzsteigerungen erwartet.[93] Als weiterer Vorteil erscheinen Kostensenkungen durch die fortgeführte Automatisierung, allerdings sind dazu auch erhebliche Investitionen in diesem Bereich zu tätigen.[94]

---

[91] Unter den ersten drei industriellen Revolutionen versteht man die Erfindung der Dampfmaschine und des elektrischen Stroms sowie der Automatisierung der Produktionsabläufe.

[92] Hirsch-Kreinsen, Hartmut: Wandel von Produktionsarbeit – „Industrie 4.0". In: WSI-Mitteilungen 6/2014, S. 421

[93] Vgl. PWC (2016): Industry 4.0: Building the digital enterprise http://www.pwc.fr/fr/publications/digital-services/industry-40-building-the-digital-enterprise.html

[94] Vgl. L'Atelier BNP Paribas (2015): Transformation digitale de l'industrie: une opportunité à 1 250 milliards d'euros http://www.atelier.net/trends/articles/transformation-digitale-de-industrie-une-opportunite-1-250-milliards_435086

„Der digitale Epochenwandel eröffnet ökonomische und gesellschaftliche Chancen, die es nie vorher gegeben hat. Er ist tatsächlich unaufhaltsam. Doch nur wir selbst entscheiden, was uns möglich ist."[95]

Auch die Experten der Großregion sehen die Notwendigkeit, die Themen Digitalisierung, Vernetzung und Industrie 4.0 aktiv anzugehen. Der revolutionäre Charakter dieser Entwicklungen wird jedoch mehrfach in Frage gestellt. Auf die Industrie bezogen existiert durchaus auch die Meinung, diese Entwicklungen würden sich nicht im besonderen Maße von vorherigen Innovationen und Modernisierungen der Industriebetriebe unterscheiden. Unabhängig von dieser Diskussion lassen sich im Rahmen der geführten Gespräche folgende Themenschwerpunkte in Bezug auf die Digitalisierung der Industrie in der Großregion herauskristallisieren: Wettbewerbs- und Standortfaktoren, Arbeitsbedingungen und Qualifizierungsmaßnahmen sowie Datensicherheit und Big Data.

Wettbewerbs- und Standortfaktoren

Für die Unternehmen der Industrie sind moderne Produktionsverfahren, optimierte Arbeitsabläufe und eine effiziente Beobachtung der Nachfrage essentiell, um am Markt zu bestehen. In all diese Bereiche greift die digitale Vernetzung ein. Allgemein entsteht aber der Eindruck, dass die großregionalen Unternehmen sich eher schrittweise der neuen Möglichkeiten bedienen, als radikale und allumfassende Veränderungen umzusetzen. Große Unternehmen sind hier in der Regel weiter fortgeschritten als der Mittelstand. René Winkin, Direktor des luxemburgischen Arbeitgeberverbands Fedil, attestiert beispielsweise der luxemburgischen Automobilindustrie eine besondere Offenheit für den digitalen Wandel. Der Kostendruck und die Erhöhung der Produktivität seien besonders in der Zulieferbranche der Automobilindustrie entscheidend. Diese Branche sei darum häufig in der Vorreiterposition bezüglich technologischer Neuerungen. Durch eine enge Verzahnung wirken sich Neuerungen der Großunternehmen auch auf die kleinen und mittleren Unternehmen aus, wie der Generalbevollmächtigte der StahlHoldingSaar (SHS), Albert Hettrich, erläutert: „Beispielsweise existiert bei unseren Stahlunternehmen ein durchgängig optimierter Produktionsprozess, entsprechend den heutigen Bedingungen. Wenn dieser sich durch Industrie 4.0 verändert, wirkt sich das auf die gesamte Kette des Prozesses aus, von den Zulieferern bis zu den Kundenunternehmen. Alle Betriebe der Wertschöpfungskette werden die Notwendigkeit für 4.0-Transformationen zu spüren bekommen." Es stellen sich folglich für die großen Industriebetriebe sowie für die KMU die gleichen Herausforderungen: Veränderung der Unternehmenskultur und Arbeitsorganisation, Verfügbarkeit der digitalen Infrastruktur, Schulungsbedarf der Mitarbeiter und wachsender Investitionsdruck.

Während einzelne Unternehmen an ihrer Wettbewerbsfähigkeit gemessen werden, ist es für ganze Regionen wichtig, die Standortfaktoren attraktiv zu gestalten. Auf diese Weise können sowohl bestehende Betriebe gehalten als auch eine aktive Ansiedlungspolitik betrieben werden. Für Lothringen verweist die DIRECCTE Grand Est auf die fünf Säulen der französischen Digitalisierungs-Strategie im Bereich Industrie namens „Industrie du futur"[96], die sowohl auf

[95] Schirrmacher, Frank: Digitaler Wandel. Die offene Gesellschaft braucht neue Freunde. In: FAZ, 07.03.2014
[96] Ministère de l'économie et des finances. (08.09.2016) http://www.entreprises.gouv.fr/semaine-industrie/5-piliers-la-strategie-industrie-du-futur

nationaler Ebene wie auch regional durch die regionale Gebietskörperschaft im Rahmen eines Programms „Fabrik der Zukunft" umgesetzt werden. Neben der Unterstützung von technischen Entwicklungen und der verstärkten europäischen und grenzüberschreitenden Zusammenarbeit steht vor allem die Beratung und Information der Arbeitnehmer und der Unternehmen im Fokus. Die Umsetzung des digitalen Wandels ist unabdingbar für die Wettbewerbsfähigkeit der Unternehmen und somit auch für die Beschäftigungssicherung. Daniel Defechereux, ehemaliger Geschäftsführer der Benelux-Filiale eines globalen Industrieunternehmens, weist auf die Erfolge einiger wallonischer Unternehmen[97] hin, die aufgrund ihrer Aufgeschlossenheit dem digitalen Wandel gegenüber seit 2011 deutliche Produktivitätssteigerungen sowie einen bedeutenden Beschäftigungszuwachs nachweisen können.

Bezüglich der Standortfaktoren ergänzt Joachim Malter, Hauptgeschäftsführer des Verbands der Metall- und Elektroindustrie im Saarland (ME Saar), dass „die Qualität des Datennetzes jetzt und in Zukunft extrem wichtig" sei. Die fehlende Finanzkraft eines Landes oder einer Kommune könne so zum Risiko werden, wenn den Unternehmen die erforderliche digitale Infrastruktur nicht zur Verfügung gestellt werde. Für Luxembourg hat das Land J. Rifkin mit der Erarbeitung einer Studie beauftragt, um das Großherzogtum für das digitale Zeitalter vorzubereiten. Ziel des Arbeitsprojekts ist die Identifikation von potentieller Zusammenarbeit in den Bereichen Energie – Digitalisierung – Industrie. Elemente sind auch die Diversifizierung der IT-Bereiche, wie zum Beispiel der Ausbau von „High Performance Computing"[98]. Zur Wettbewerbsfähigkeit auf dem IT-Sektor merkt der Geschäftsführer der IHK und des Arbeitgeberverbandes in der Deutschsprachigen Gemeinschaft Belgiens, Volker Klinges, an, dass es in Europa im „Vergleich zu den USA beispielsweise an IT- und Hightech-Industrien fehlt, eine Art europäisches Silicon Valley. Hierzu gibt es kaum europäische Lösungen und die Unternehmen wenden sich ans Ausland, anstatt in Europa bedient zu werden." René Winkin betont zusätzlich die Notwendigkeit, die Normierungs-Diskussion auf europäischer Ebene voranzutreiben. Im Zuge der vernetzten Produktion ist es für die Unternehmen von großer Bedeutung, auf einheitliche technische Standards zurückgreifen zu können.

Arbeitsbedingungen und Qualifizierungsmaßnahmen

Mit der Digitalisierung verändern sich selbstredend auch die Arbeitsbedingungen. Das Wirtschaftsministerium des Saarlandes weist darauf hin, dass die Digitalisierung auch helfen kann, dem durch den demografischen Wandel zu erwartenden Fachkräftemangel zu begegnen: „die automatisierte Fabrik kann beispielsweise auch ältere oder körperlich eingeschränkte Mitarbeiter insofern unterstützen, dass diese länger und gesundheitsschonender […] ihren Beruf ausüben können." Ein von der IHK Trier genanntes Beispiel ist der Einsatz eines Roboters für

[97] Z. B.: PROCOPLAST Eupen, TECHNORD Automation Ser, DE PINXI Bruxelles, CITIUS Engineering Herstal, WOW Technology Nanines

[98] High Performance Computing (HPC) beschreibt allgemein Techniken, Rechenkraft so zu kombinieren, dass man deutlich höhere Rechenleistungen erhält, als dies mit einem einzelnen Desktop-Rechner möglich wäre. Damit lassen sich dann große Probleme aus den Naturwissenschaften, den Ingenieurwissenschaften oder aus der Wirtschaft lösen. Vgl. Universität Luxemburg, 27.07.2016: http://wwwde.uni.lu/universitaet/high_performance_computing

risikoreiche Tätigkeiten, was auch einen Zugewinn an Arbeitsschutz bedeuten würde. Im Hinblick auf neue virtuelle Arbeitsformen wie das „Crowd-Working"[99], die „Digitalen Nomaden"[100] und neue Formen von „Homeoffice"[101] weist Bernd Despineux von der Christlichen Gewerkschaft Belgiens auf die Risiken durch das Aufweichen der Trennung zwischen Berufs- und Privatleben sowie des Gesundheitsschutzes hin. Als ein Risiko hierbei sei vor allem die „Selbstausbeutung – Autoexploitation"[102] zu nennen. Benoît Bayenet, Vizepräsident von SOGEPA und Berater des wallonischen Wirtschaftsministers, verweist auf eine aktuelle Studie, die vom wallonischen Wirtschaftsministerium in Auftrag gegeben wurde. Sie beleuchtet in einem ersten Teil[103] die Kernberufe der Digitalindustrie und geht dann im zweiten Teil[104] auf den digitalen Wandel der Marktwirtschaft in der Industrie und in den Dienstleistungen in der Wallonie ein. Dr. Christian Schmitz, DGB-Regionsgeschäftsführer in Trier[105], sieht eine besondere Herausforderung der Gewerkschaften aktuell darin, die Betriebsräte hinsichtlich der Identifikation von Qualifikationsbedarf zu schulen sowie in den bereits genannten Punkten in Bezug auf die zu erwartenden psychischen Belastungen, die mit der Vernetzung einhergingen. Die Schulungen werden vor allem von den Mitgliedsgewerkschaften getragen.

Einig sind sich alle Experten, dass zum Thema Digitalisierung bedarfsgerechte Weiterbildungsmaßnahmen angeboten werden müssen und das Bewusstsein für ein lebenslanges Lernen gefördert werden muss. Durch die zunehmende Verbreitung von modernsten Technologien am Arbeitsplatz stellt sich auch immer wieder die Frage einer möglichen Exklusion von wenig technologie-affinen Beschäftigten. Nicht alle Mitarbeiter finden sich schnell und problemlos in ständig wechselnde Systeme vernetzter Maschinen und in neu gestalteten Arbeitsabläufe ein. Volker Klinges interpretiert die steigenden Anforderungen an die Beschäftigten „als Konsequenz aus einem ständigen Prozess der vergangenen Jahre, gekennzeichnet durch verstärkte Digitalisierung und Automatisierung, Vernetzung, Substitution von Mensch durch Maschine. Diese Produktivitätsverbesserung birgt […] das Problem, dass Minderqualifizierte kaum noch Chancen auf dem Arbeitsmarkt haben und aufgefangen werden müssen." Im Moment betrifft diese Thematik laut Jean-Claude Bernardini, Mitglied des Geschäftsführenden Vorstandes des OGBL (u. a. zuständig für die Hüttenindustrie), vor allem die Belegschaften der stark technologisierten Branchen wie die Automobilindustrie. Diese seien ständigen Veränderungen ausgesetzt und mit der Weiterbildungsthematik grundsätzlich vertraut. Auch

---

[99] Gemeint ist das Arbeiten an einem virtuellen Arbeitsplatz, genannt „Cloud". Selbstständige Einzelpersonen, vom Einfachjob bis zum Spezialisten („Crowd"), sitzen dezentral an ihren Rechnern, bearbeiten eine von einem Unternehmen gestellte und an mehrere Interessenten verteilte Aufgabe, die dann von einer Plattform wieder zusammengesetzt wird.

[100] Digitale Nomaden sind Unternehmer, Freelancer oder in Einzelfällen auch Angestellte, die ihrer Arbeit weitestgehend im Internet nachgehen. Ihre Kunden bedienen sie in der Regel ausschließlich online.

[101] Beim Homeoffice oder der Telearbeit arbeiten Auftrag- bzw. Arbeitnehmer außerhalb des Gebäudes ihrer Auftrag- bzw. Arbeitgeber, in der Regel von zu Hause aus. Arbeitsziele, -vorhaben, -ergebnisse und Termine werden dabei telefonisch, per Mail oder andere digitale Kanäle besprochen und übermittelt.

[102] Der Begriff „Autoexploitation" bezieht sich in der aktuellen Diskussion auf den Arbeitnehmer-Status, der sich in verschiedenen Bereichen hin zur Selbstständigkeit wandelt. Diese neue Arbeitsform zeugt von mehr Autonomie, Freiheit und Selbstverwirklichung in der Arbeit, birgt jedoch die Nachteile der verschwimmenden Grenzen zwischen Berufs- und Privatleben und der Aufweichung der gesetzlichen Verpflichtungen.

[103] SOGEPA: Economie du numérique. (15.09.2016) http://www.sogepa.be/assets/5743d2d3-4a12-4c79-aa3e-f5e4f94e50cd/sogepa-economiedunumeriquepdf.pdf

[104] SOGEPA: Economie par le numérique. (15.09.2016) http://www.sogepa.be/assets/df2e6d8f-b522-4ef2-ad61-5053a2e0a594/sogepa-economieparlenumeriquepdf.pdf

[105] Dr. Christian Schmitz ist seit dem 1.8.2016 erster Bevollmächtigter der IG-Metall Trier und wurde im Rahmen dieses Berichts noch zum Zeitpunkt seiner o.g. Funktion interviewt.

Bruno Théret, Senior Advisor bei ArcelorMittal, stellt fest, dass das Anforderungsniveau rasant ansteige, sowohl in den Großunternehmen als auch bei den Zulieferern. Aus- und Weiterbildung müssten weiter in den Fokus rücken, auch im Hinblick auf die großregionale Zusammenarbeit. Jean-Claude Bernardini befürwortet zudem einen stärkeren Austausch im Europäischen Gewerkschaftsbund zu diesem Thema. Daniel Defechereux betont die Notwendigkeit der technischen Aus- und Weiterbildung. Es sei wichtig, dass die Unternehmen in Zusammenarbeit mit den Schulen die Notwendigkeit herausstellen, die erworbenen Qualifikationen durch lebenslanges Lernen zu erhalten, beispielsweise mit Hilfe von Aus- und Weiterbildungszentren.

Big Data und Datensicherheit

Die Möglichkeit der großangelegten Datensammlung und -nutzung verändert alles und jeden Bereich. Die Aussage des saarländischen Wirtschaftsministeriums ist den Gesprächen nach auch auf die gesamte Großregion übertragbar: „[…] die Cybersicherheit [stellt] quasi ein systemimmanentes Risiko der zunehmenden Vernetzung im Zuge von Industrie 4.0 dar. Immer mehr Maschinen und Anlagen werden mit dem Internet verknüpft. Die Kommunikation von Maschine zu Maschine erlaubt zwar eine immer schnellere und effizientere Produktion. Gleichzeitig werden Industrieanlagen durch die Vernetzung aber anfälliger für Cyberangriffe." Die Experten der IHK Trier haben ähnliche Befürchtungen. Da Unternehmen zunehmend maßgefertigte Produktlösungen anbieten, müssen ihre Kunden auch zunehmend Informationen als Grundlage für eine passende Anfertigung liefern. Unternehmen müssen ihren Kunden garantieren können, dass diese Daten auf ihren Servern sicher sind. Sie regen an, die IT-Administratoren „aus den dunklen Kellerräumen zu holen und in die Geschäftsführung zu integrieren", um dem Thema die notwendige innerbetriebliche Aufmerksamkeit zukommen zu lassen. Ein weiterer Aspekt wäre, dass diese Kundendaten vielfach noch besser im Interesse des Unternehmens genutzt werden könnten, um beispielsweise neue Produkte und Dienste zu entwickeln. Von den Arbeitnehmervertretern wird die Möglichkeit der Datensammlung sehr wachsam verfolgt. Die potentiell lückenlose Überwachung der Mitarbeiter, ihrer Tätigkeiten oder auch ihres Gesundheitszustands, kann ein extremer Stressfaktor sein und gilt als ein Auslöser für psychische Belastungsstörungen, die mit der Digitalisierung einhergehen können.

Exkurs: Digitalisierung im Handwerk

Im Gespräch mit dem Generalsekretär des Interregionalen Rates der Handwerkskammern (IRH), Marc Gross, wird deutlich, wie die Digitalisierung sich auf das Handwerk auswirkt und vor welchen Herausforderungen die Branche steht: stetige Innovationen und ein stark verändertes Kundenverhalten verlangen aktuell im Handwerk eine besondere Anpassung an das Marktumfeld. Der Fokus der politischen Debatte scheint häufig auf dem Thema „Industrie 4.0" zu liegen – der Interregionale Rat der Handwerkskammern wünscht sich eine Verallgemeinerung der Diskussion, da die grundlegenden Tendenzen allen Branchen gemein sind. Wie alle Branchen muss sich auch das Handwerk den neuen Herausforderungen stellen. Im Bereich Aus- und Weiterbildung gibt es einen Schulungsbedarf im Umgang mit dem digitalen Wandel. Eine Aufgabe ist die Gründung und Vernetzung von Kompetenzzentren auch auf großregionaler Ebene. Es ist wichtig, die vorhandenen Kompetenzzentren mit den Handwerksbetrieben in der Region zu vernetzen.

Auf der technischen Seite steht der Ausbau eines leistungsfähigen Breitbandnetzes, das besonders für Handwerksbetriebe in ländlicheren Gebieten eine absolute Notwendigkeit ist. Mit der zunehmenden Vernetzung geht natürlich auch die Frage nach Datenschutz und IT-Sicherheit einher, die sich für viele Handwerksbetriebe bisher vielleicht nur am Rande gestellt hat. In dieser Hinsicht benötigen viele klein- und mittelständische Unternehmen Unterstützung und Beratung. Problematisch sind darüber hinaus besonders bei den technischen Neuerungen die hohen Investitionskosten. Hier sollten Fördermittel aus öffentlicher Hand bereitstehen, die die betroffenen Unternehmen bei den Kosten für die Ausstattung unterstützen.

Ein besonderes Risiko sind die neuen Wettbewerber, die auf die handwerkstypischen Märkte drängen, die Arbeitsprozesse umbauen (z. B. Maßschneider-Angebote über das Internet) und von neuen Kommunikationsstrategien profitieren. Auch die Industrie steht durch die Möglichkeiten in der Fertigung von individualisierten Produkte verstärkt in Konkurrenz zum Handwerk. Neue Technologien, wie beispielsweise 3-D-Drucker, können verstärkt Einzelanfertigung übernehmen. Um dem entgegen zu wirken, muss sich das Handwerk gezielt auf seine besonderen Stärken beziehen: die Beratung der Kunden und die zusätzlich zum Produkt angebotenen Dienstleistungen. Der absolute Qualitätsanspruch sollte laut Marc Gross auch in Zukunft weiterhin im Fokus stehen. Das Handwerk ist dabei, sich neu zu positionieren, ohne seine Kernkompetenz aus dem Auge zu verlieren.

9.2 Energieversorgung der großregionalen Industrie: Klimawandel und Wettbewerbsfähigkeit im Fokus

Das Thema Energieversorgung beschäftigt alle Akteure im Bereich der großregionalen Industrie. Zahlreiche energieintensive Unternehmen haben ihre Produktionsstätten in der Großregion. Die Stahlindustrie ist mit Ausnahme von Rheinland-Pfalz in allen Teilregionen vertreten; andere Beispiele sind die Chemie- und Papierindustrie in Rheinland-Pfalz, die Glas- und Zementproduktion in Luxemburg oder verschiedenste Metallverarbeitungsbetriebe, die es in der Deutschsprachigen Gemeinschaft Belgien, in der Wallonie und in Lothringen gibt. Im Zuge der Interviews wurde in Bezug auf Energie deutlich, dass zwei Themen die Diskussionen, Positionen und Aktionen dominieren: zum ersten die Reduzierung der Treibhausgasemissionen und zum zweiten die Wettbewerbsfähigkeit der Unternehmen. Beide Punkte werden im Folgenden beleuchtet.

Reduzierung der Treibhausgasemissionen

Um dem Klimawandel entgegen zu wirken, hat die EU sich im Rahmen der Europa2020-Strategie auch Ziele zur Reduzierung der Treibhausgase gesetzt. Ein wichtiger Bestandteil dieser Reduzierung ist ein größerer Anteil an nachhaltiger Energieerzeugung[106] und eine größere Energieeffizienz, d.h. eine Reduzierung des Verbrauchs. Auch die Großregion ist selbstverständlich an dieser Zielsetzung beteiligt, und die Arbeitsgruppe „Wirtschaft und Nachhaltige Entwicklung" des WSAGR hat sich dem Thema bereits 2013-2014 gewidmet. Sie stellt im Abschlussbericht 2014 folgendes fest:

[106] Hierzu zählt die EU Wasser-, Solar-, und Windenergie, Geothermie, Biomasse und nachwachsende Abfälle

> „In allen Teilregionen wurden Ziele für den Klimaschutz oder die Förderung erneuerbarer Energieträger definiert. Diese Ziele sind nicht immer miteinander vergleichbar, weisen jedoch alle in die gleiche Richtung: mehr Energieeffizienz und mehr erneuerbare Energien. Die konventionelle Stromerzeugung mit fossilen Energieträgern oder in Atomkraftwerken geht zurück und die Erzeugung von Strom aus regenerativen Energien nimmt zu. […] So unterschiedlich die Ziele und die Aktivitäten auch sein mögen, sie führen in allen Teilregionen zu grundlegenden Veränderungen."[107]

Die konkrete regionale Umsetzung kann am Beispiel Lothringens veranschaulicht werden. Um den Klimawandel zu bekämpfen und den Ausstoß der Treibhausgase zurückzudrängen, hat der Regionalrat Lothringens, der heute mit Regionalrat Grand Est betitelt wird, folgende Schritte übernommen: die Erarbeitung regionale Planungsinstrumente (*Schémas Régionaux Climat Air Energie*), die Einrichtung einer regionalen Beobachtungsstelle (*Observatoire Régional de l'Energie en Lorraine (OREL)*) sowie das Bereitstellen von Instrumenten operativer Art, um Gebietskörperschaften, Unternehmen und Bürger bei der Umsetzung der regionalen Energiewende zu begleiten.[108] Die Ziele für 2020, welche im Dezember 2012 vom Präsidenten des Regionalrates und vom Präfekten der Region als Teil des *Schéma Régional Climat Air Energie* unterzeichnet wurden, sind nach eigenen Angaben für „eine Wiege der Stahlindustrie" und eine noch stets durch die Industrie geprägte Region sehr ehrgeizig: Reduzierung des gesamten Energieverbrauchs Lothringens um 13% verglichen mit den Standard-Vorausberechnungen für das Jahr 2020; Reduzierung der Treibhausgasemissionen um 23% verglichen mit dem Stand von 1990 und ein Anteil von 14% erneuerbare Energien am gesamten Energieverbrauch im Jahr 2020.

Wie schon im oben genannten Zitat des WSAGR erwähnt wurde, existieren ähnliche Zielsetzungen auch für die anderen Teilregionen. Sie betreffen in einem hohen Maße auch die Industrie, da sie einen Großteil der Energie konsumiert und damit auch in bedeutendem Maße zum CO_2-Ausstoß beiträgt. Alle Gesprächspartner sahen die Notwendigkeit zu einer nachhaltigeren Energieproduktion und -nutzung. René Winkin, Direktor des luxemburgischen Arbeitgeberverbands Fedil, wies jedoch auch darauf hin, dass es für kleine Staaten schwierig sei, die europäischen Zielvorgaben hinsichtlich des Anteils an erneuerbaren Energien zu realisieren. Für die neue Periode 2020-2030 wünscht er sich darum einen flexibleren Ansatz mit europäischen anstelle von nationalen Zielvorgaben. So könnten Länder, die ihr Soll übererfüllen, ihre Überkapazitäten mit Ländern teilen, in denen nachhaltige Energieproduktion schwieriger zu realisieren sei.

Christian Gentgen, Regionalsekretär der Gewerkschaft SETCa-FGTB, berichtet, dass aus seiner Sicht die Einführung der „grünen Zertifikate" (*certificats verts*) in der Wallonie gut funktioniert habe. Wie auf dem Portail de la Wallonie nachzulesen ist, handelt es sich um ein System, bei dem die Produktion von nachhaltiger Energie durch die Regierung unterstützt wird. Die Zertifikate werden von der öffentlichen Hand an Produzenten ausgegeben, die nachweislich nachhaltige Energie produziert haben. In der Wallonie wird von den Produzenten eine bestimmte Anzahl nachhaltiger Zertifikate verlangt, ansonsten werden Geldstrafen pro fehlender

[107] WSAGR (2014): Abschlussbericht. Empfehlungen der Arbeitsgruppe 1. S. 34 http://www.granderegion.net/de/documents-officiels/reso-doc-cesgr/Abschlussbericht-2013-2014.pdf
[108] Conseil Régional: Energie et climat. http://www.lorraine.eu/accueil/conseil-regional/transition-energetique-et-develo/ecologie---developpement-durable/energie-et-climat.html

grüner Megawattstunde verhängt.[109] Für die Wallonie weist Daniel Defechereux auf die Studie der wallonischen Agentur für Luft und Klima (Agence wallonne de l'Air et du Climat) „Vers une Wallonie Bas Carbone en 2050"[110] hin, die sich mit den unterschiedlichen Szenarien und Herausforderungen der Dekarbonisierung mit der Perspektive auf das Jahr 2050 auseinandersetzt.

Marc Gross, Generalsekretär des Interregionalen Rates der Handwerkskammern in der Großregion, ist der Meinung, dass gerade auch die dezentrale Energieproduktion stärker gefördert werden solle, um durch lokale Lösungen eine größere Unabhängigkeit vom Strommarkt zu erzielen. Des Weiteren fordert er, die politische Diskussion solle sich nicht ausschließlich auf die Produktionsseite und die Stromkosten konzentrieren, sondern müsse die Potentiale zur Energieeinsparung stärker in den Fokus rücken. Für das Handwerk seien gerade Themen rund um Energieeffizienz, wie zum Beispiel die energetische Gebäudesanierung und der Passivhausbau, von großer Bedeutung. Als Bindeglied zwischen industrieller Fertigung einerseits und Nutzung durch den Endverbraucher andererseits biete das Handwerk die Möglichkeit, neue Energie- und Umwelttechnologien auf individuelle Kundenwünsche abzustimmen. Hier sieht er in der Energiewende auch ein großes Innovationspotential, wobei er betont, dass die Handwerksbetriebe gerade auch im nicht-technologischen Bereich wie der Prozessoptimierung und der Organisation innovative Lösungen entwickeln.

Hinsichtlich der Senkung des Energieverbrauchs existieren für Industrieunternehmen zahlreiche Energieberatungsangebote verschiedener Anbieter zu Beleuchtung, Gebäudedämmung, Druckluft-Leckagen und Wärme-Rückgewinnung für Industriebetriebe in allen Regionen. Auch die Kammern widmen sich dem Thema, die IHK Trier schult zum Beispiel Auszubildende als Energiescouts und zeichnet diejenigen aus, die in ihrem Unternehmen die größten Energiesparpotentiale realisieren. Auch die Unternehmen selbst haben zahlreiche Projekte und Strategien entwickelt, deren Aufzählung hier zu weit gehen würde. Bruno Théret, Senior Advisor bei ArcelorMittal, ist sich der Tatsache bewusst, dass ArcelorMittal als größter Energieverbraucher Luxemburgs im Großherzogtum einen großen Beitrag zur Energiewende zu leisten hat. Er betont in diesem Zusammenhang aber auch die Notwendigkeit staatlicher Unterstützung, um die Anstrengungen der Unternehmen zu begleiten.

Erneuerbare Energien in der Großregion: Installierte Leistung 2015/2016[111]

Die Karte entstammt einer Zusammenarbeit zwischen dem GIS-GR und der Arbeitsgruppe „Energie" des Gipfels der Großregion. Sie stellt die installierte elektrische Leistung für die verschiedenen erneuerbaren Energieträger in der Großregion mit Stand 2015/2016 auf Ebene der Departements in der ehemaligen Region Lothringen (Grand Est), der alten Distrikte des Großherzogtums Luxemburg, der Kreise in Rheinland-Pfalz und dem Saarland sowie den Arrondissements in der Wallonie dar. Mangels an Daten für alle Teileinheiten der Großregion wurde die Geothermie nicht auf der Karte berücksichtigt. Es ist anzumerken, dass für die Bioenergie in Lothringen (Grand Est) lediglich die installierten Leistungen der Stromerzeugung

[109] Portail de la Wallonie (2016): Certificats verts. http://energie.wallonie.be/fr/certificats-verts.html?IDC=8745
[110] Vers une Wallonie Bas Carbone en 2050 (13.10.2016) http://www.wbc2050.be/
[111] Dieser Beitrag wurde uns freundlicherweise vom GIS-GR zur Verfügung gestellt.

aus Biogas berücksichtigt wurde, da die installierte Leistung für die Stromerzeugung aus Abfällen und Holz nicht bekannt sind. In Luxemburg entsprechen die Daten zu den Fotovoltaikanlagen den bestehenden Verträgen zwischen den Erzeugern und Netzbetreibern, wie sie dem Institut de Régulation zum 1. Juli 2016 vorliegen. Die Daten zur Fotovoltaik in der Wallonie stammen aus dem Jahr 2013.

Neben der Tatsache, dass die Kreise Rhein-Hunsrück (715 MW) und Bitburg-Prüm (594 MW) in Rheinland-Pfalz die höchsten Gesamtwerte der installierten elektrischen Leistung aufweisen, ermöglicht die Karte Rückschlüsse auf einige regionale Besonderheiten. Während die Wasserkraft in erster Linie entlang der Mosel und der Maas zum Vorschein tritt, wird die Windkraft sehr stark in Rheinland-Pfalz genutzt. Die Bioenergie, ebenfalls stark vertreten in Rheinland-Pfalz, spielt eine wichtige Rolle in der Wallonie, wo sich die installierte Leistung derjenigen der Windkraft annähert. In Luxemburg und dem Saarland hat die Fotovoltaik statt der Windkraft die höchste installierte Leistung aufzuweisen.

Das Verhältnis zwischen der Gesamtleistung der erneuerbaren Energieträger und der Fläche (kW par km²) hebt die Tatsache hervor, dass das Saarland und Rheinland-Pfalz weit höhere Werte als die anderen Regionen der Großregion aufweisen (siehe Tabelle unten). Diese im Verhältnis zu ihrer Fläche vergleichsweise höheren Leistungswerte der beiden Länder nähern sich den anderen Regionen an, wenn man sie auf ihre jeweiligen Einwohnerzahlen bezieht. Jedoch bleibt der rheinland-pfälzische Wert von 123 kW je 100 Einwohner weit über dem Durchschnitt in der Großregion. Dem hingegen weisen Lothringen, Luxemburg und das Saarland recht ähnliche Werte auf.

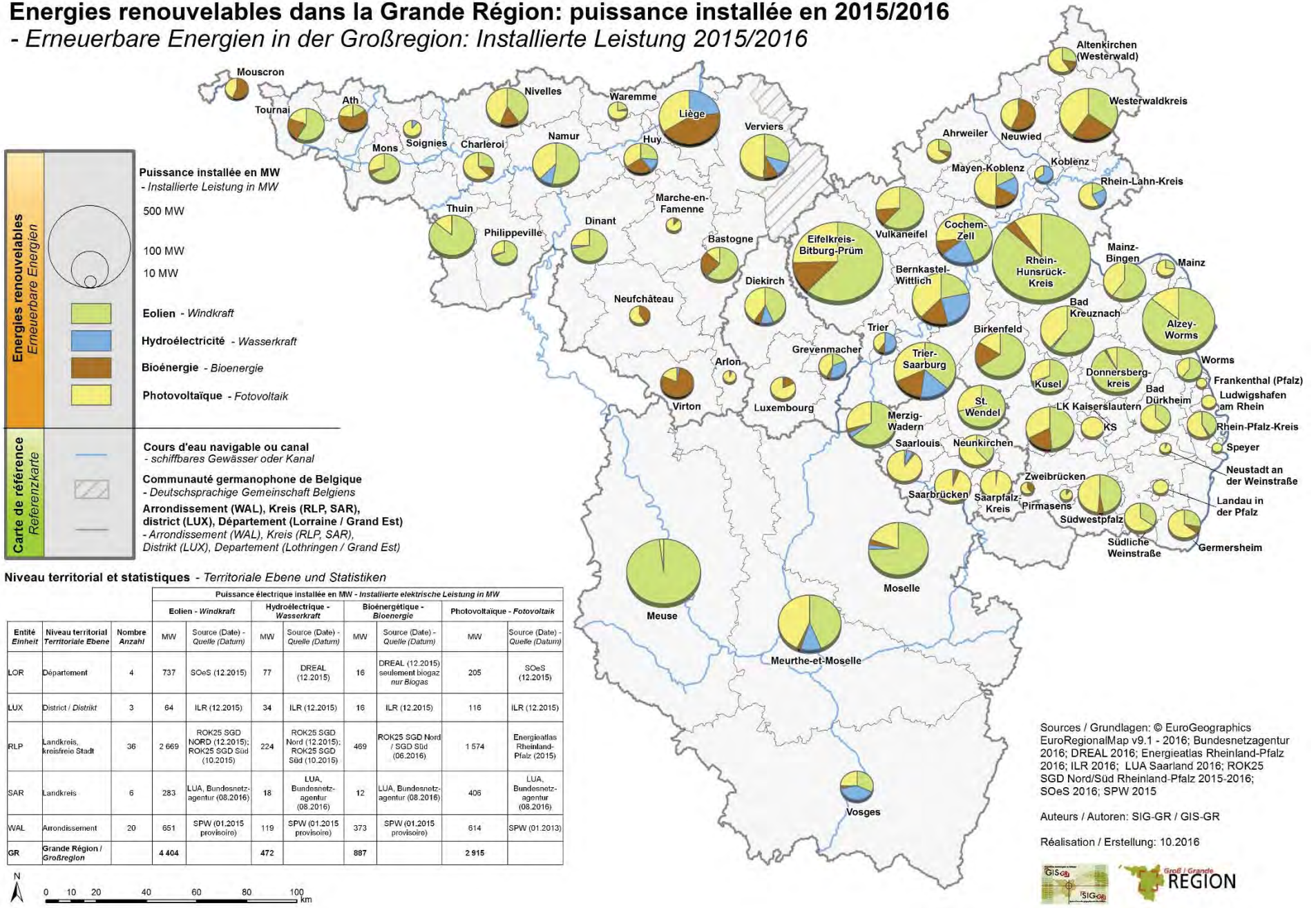
Tabelle: Vergleich der installierten Leistungen für sämtliche erneuerbaren Energieträger mit der Fläche und der Bevölkerung der Teileinheiten der Großregion

	Lorraine	Luxembourg	Rheinland-Pfalz	Saarland	Wallonie	Großregion
kW/km²	44	89	249	280	104	133
kW/100 Einwohner (2015, LOR: 2013)	44	41	123	73	49	75

Quelle: GIS-GR

Energies renouvelables dans la Grande Région: puissance installée en 2015/2016

- *Erneuerbare Energien in der Großregion: Installierte Leistung 2015/2016*



Niveau territorial et statistiques - *Territoriale Ebene und Statistiken*

			Puissance électrique installée en MW - *Installierte elektrische Leistung in MW*							
			Eolien - *Windkraft*		Hydroélectrique - *Wasserkraft*		Bioénergétique - *Bioenergie*		Photovoltaïque - *Fotovoltaik*	
Entité *Einheit*	Niveau territorial *Territoriale Ebene*	Nombre *Anzahl*	MW	Source (Date) - *Quelle (Datum)*	MW	Source (Date) - *Quelle (Datum)*	MW	Source (Date) - *Quelle (Datum)*	MW	Source (Date) - *Quelle (Datum)*
LOR	Département	4	737	SOeS (12.2015)	77	DREAL (12.2015)	16	DREAL (12.2015) seulement biogaz *nur Biogas*	205	SOeS (12.2015)
LUX	District / *Distrikt*	3	64	ILR (12.2015)	34	ILR (12.2015)	16	ILR (12.2015)	116	ILR (12.2015)
RLP	Landkreis, kreisfreie Stadt	36	2 669	ROK25 SGD NORD (12.2015); ROK25 SGD Süd (10.2015)	224	ROK25 SGD Nord (12.2015); ROK25 SGD Süd (10.2015)	469	ROK25 SGD Nord / SGD Süd (06.2016)	1 574	Energieatlas Rheinland-Pfalz (2015)
SAR	Landkreis	6	283	LUA, Bundesnetz-agentur (08.2016)	18	LUA, Bundesnetz-agentur (08.2016)	12	LUA, Bundesnetz-agentur (08.2016)	406	LUA, Bundesnetz-agentur (08.2016)
WAL	Arrondissement	20	651	SPW (01.2015 provisoire)	119	SPW (01.2015 provisoire)	373	SPW (01.2015 provisoire)	614	SPW (01.2013)
GR	**Grande Région / *Großregion***		**4 404**		**472**		**887**		**2 915**	

N

0 10 20 40 60 80 100 km

Sources / Grundlagen: © EuroGeographics EuroRegionalMap v9.1 - 2016; Bundesnetzagentur 2016; DREAL 2016; Energieatlas Rheinland-Pfalz 2016; ILR 2016; LUA Saarland 2016; ROK25 SGD Nord/Süd Rheinland-Pfalz 2015-2016; SOeS 2016; SPW 2015

Auteurs / Autoren: SIG-GR / GIS-GR

Réalisation / Erstellung: 10.2016

Energie als Standort- und Wettbewerbsfaktor

Mehrere Experten weisen auf den doppelt positiven Effekt von Energieeinsparungen hin: neben den positiven Auswirkungen auf den Klimawandel können natürlich auch Kosten gespart werden. Gerade für viele energieintensive Betriebe sind die Energiekosten von großer Bedeutung. Beim Strom setzt sich der Preis aus den Kosten für die Stromerzeugung, für die Netznutzung sowie aus Abgaben, Umlagen und Steuern zusammen. Dadurch können national, aber auch regional sehr unterschiedliche Preise entstehen.

Luxemburg bezieht seinen elektrischen Strom aus den Nachbarländern, der Bezug ist geregelt durch teilweise komplizierte Verträge. Diese Lösung sei laut Patrick Nickels, Abteilungsleiter im luxemburgischen Wirtschaftsministerium, für das Großherzogtum trotzdem optimal, da das Land nicht die Kapazitäten für eine ausreichende Stromproduktion habe, schon gar nicht zu wettbewerbsfähigen Preisen. René Winkin, Direktor des Arbeitgeberverbandes Fedil, ergänzt, dass die deutschen Strompreise, wie sie an der Börse gehandelt werden, sehr attraktiv seien und dies auch nach den luxemburgischen Abgaben und Steuern blieben. Viele Unternehmen, insbesondere die Stahlindustrie, haben ihre Energiezufuhr auch auf elektrischen Strom umgestellt, um wettbewerbsfähig zu bleiben.

Die Situation in der Wallonie schätzen die Experten anders ein. Sowohl Volker Klinges von der IHK und vom Arbeitgeberverband in der Deutschsprachigen Gemeinschaft Belgiens als auch Bernd Despineux von der Gewerkschaft CSC betonen die hohen Energiekosten in Belgien. Das Land sei noch stark auf die Atomenergie fokussiert, was mit den beiden alten Atomkraftwerken Doel und Tihange nicht unkritisch gesehen wird. Laut Volker Klinges wurde das Thema der alternativen Energien „zu spät angegangen und der Bereich noch zu wenig ausgebaut". Gerade wegen der hohen Energiekosten müssten sich das Land und die Region in diesem Feld jetzt aber gut positionieren. Benoît Bayenet verweist auf eine aktuelle Studie, mit der die CREG[112] das Beratungsunternehmen PwC beauftragt hat, mit der Zielsetzung, die Strom- und Gaspreise von Belgien mit denen seiner Nachbarländer zu vergleichen. Der Studie nach scheinen einige belgische und wallonische Unternehmen zu ihren französischen, deutschen und niederländischen Konkurrenten, die ebenfalls als energieintensiv eingestuft sind, aufgrund ihrer hohen Stromkosten einen Wettbewerbsnachteil zu haben. Christian Gentgen berichtet zudem, dass wallonische Unternehmen teilweise ihre eigene Energie herstellen, ein Phänomen, das sich auch in anderen Teilregionen zeigt. Ein Beispiel hierfür ist der Großkonzern BASF in Ludwigshafen mit der weltweit größten Chemieproduktion (rund 38.000 Beschäftigte). Das Unternehmen weist nach Angaben von Ralph Schleimer vom rheinland-pfälzischen Wirtschaftsministerium branchenbedingt einen sehr hohen Energieverbrauch auf, welcher einen wesentlichen Teil des Gesamtenergieverbrauchs des Bundeslandes ausmacht. Darum setzt das Unternehmen auf höchste Energieeffizienz und produziert – auch aus Wirtschaftlichkeitsgründen – den Großteil seiner Energie (Wärme und Strom) selbst.

Die Diskussion in den deutschen Regionen ist vor allem von der Reform des Erneuerbare-Energien-Gesetzes (EEG) geprägt. Dieses Gesetz regelt die bevorzugte Einspeisung von

[112] Die CREG (Commission de Régulation de l'Electricité et du Gaz) ist die staatliche Regulierungsbehörde für den Strom- und Gasmarkt in Belgien

Strom aus erneuerbaren Quellen ins Stromnetz und dessen Vergütung. Stromverbraucher werden über die sogenannte EEG-Umlage an den entstehenden Kosten beteiligt. Stromkostenintensive und außenhandelsabhängige Unternehmen fallen jedoch unter Ausnahmeregelungen und zahlen für den Fremdstrombezug und die Eigenstromzulage bisher nur eine reduzierte oder gar keine EEG-Umlage. Trotzdem stellt das saarländische Wirtschaftsministerium fest, dass „rechtliche und wirtschaftliche Faktoren, die sich aus der Umsetzung der Energiewende ergeben, einen erheblichen Einfluss auf die internationale Wettbewerbsfähigkeit der saarländischen Industrie haben, da sie oft mit einer Kostenbelastung einhergehen, der Industrien in anderen Teilen der Welt nicht bzw. nicht in gleichem Umfang ausgesetzt sind." Um den Industriestandort zu sichern und Arbeitsplatzverluste zu verhindern, wird sich das Wirtschaftsministerium daher nach eigener Aussage „auf nationaler und europäischer Ebene dafür einsetzen, dass die Energiewende unter besonderer Beachtung ökonomischer und sozialer Belange ausgestaltet wird". Auch Joachim Malter, Hauptgeschäftsführer des Verbandes der Metall- und Elektroindustrie im Saarland (ME Saar), sagt, dass das Saarland aufgrund der Energiekosten einen eindeutigen Wettbewerbsnachteil habe. Er sei zwar zufrieden mit der Ausrichtung der neuen Industriepolitik, welche die Ansiedlungspolitik in den Fokus gerückt habe und zu der wichtigen Erkenntnis gekommen sei, dass „die Industrie für das Funktionieren des Saarlandes essentiell ist", trotzdem sieht er die Situation aber als bedrohlich an. Der hohe Strompreis ergebe sich nicht nur aus den Regelungen des EEG, sondern auch die Leitungskosten seien im Saarland relativ hoch, da notwendige Investitionen in das bestehende Leitungsnetz von den Privatanbietern nun auf die Verbraucher umgeschlagen würden.

9.3 Weltweite Überkapazitäten und Verhandlungen zum Emissionshandel als Herausforderungen für die großregionale Stahlindustrie

Trotz der Tertiarisierung der Wirtschaft und der Diversifizierung im industriellen Sektor spielt die Stahlindustrie immer noch eine bedeutende Rolle für die großregionale Wirtschaft. Aufgrund der Präsenz des Weltmarktführers ArcelorMittal mit Standorten in der Wallonie, Lothringen und Luxemburg sowie der Aktivitäten von Saarstahl, Dillinger Hütte und Stahlwerk Bous im Saarland sind viele Arbeitsplätze direkt und indirekt von der Stahlproduktion abhängig. Da die Stahlindustrie zurzeit durch die weltweiten Überkapazitäten und die Neuverhandlungen um den EU-Emissionshandel stark unter Druck geraten ist, werden die großregionalen Positionen im Folgenden dargestellt.

Weltweite Überkapazitäten und Dumping von Stahlprodukten aus Drittländern

Weltweite Überkapazitäten drängen schon seit längerem auf den europäischen Stahlmarkt, oftmals werden diese begleitet von Dumpingpraktiken von Unternehmen aus Drittstaaten wie z. B. China. Das zu hohe Angebot, eine drastische Zunahme der Ausfuhren und eine Reihe unlauterer Handelspraktiken sorgen für einen extremen Preisverfall, der viele Betriebe und Arbeitsplätze in der Großregion und in ganz Europa gefährdet. Während der luxemburgischen Ratspräsidentschaft im zweiten Halbjahr 2015 wurde aufgrund dieser Problematik eine Sonderkonferenz des EU-Rates „Wettbewerbsfähigkeit" einberufen; die Europäische Kommission,

welche für die Regulierung des internen Marktes zuständig ist, hatte bis August 2016 schon 37 Strafzölle für Stahlprodukte verhängt, 12 weitere werden noch geprüft.[113]

Außerdem fanden in den vergangenen Monaten zahlreiche Demonstrationen in Brüssel, aber auch an den Produktionsstandorten der Großregion statt. Aufgrund der sehr angespannten Situation stehen Gewerkschaften und Unternehmensleitungen hier Seite an Seite, um das existenzbedrohende Ausmaß der Probleme zu verdeutlichen und die Politik auf nationaler und europäischer Ebene zum Handeln aufzurufen. In die Diskussion um die Antidumpingverfahren mischt sich außerdem die Frage des möglichen Marktwirtschaftsstatus Chinas, der dem Land bei seinem Beitritt zur WTO vor 15 Jahren für 2016 zugesichert wurde. Der Marktwirtschaftsstatus hätte bei ansonsten unveränderten Handelsschutzinstrumenten zur Folge, dass angemessen hohe Schutzzölle in Dumpingfällen nicht mehr verhängt werden könnten. Im Falle einer Verweigerung des Marktwirtschaftsstatus durch die EU droht China jedoch mit ernsthaften Handelskonflikten, welche vor allem exportorientierte Industrien, wie die Automobilbranche oder der Maschinenbau, für die China ein wichtiger Absatzmarkt ist, fürchten.

Arbeitgeber- und Arbeitnehmervertreter in der Großregion, aber auch die Vertreter der öffentlichen Verwaltung geben Einblicke in die existentielle Bedrohung durch den Preisverfall und mögliche Konsequenzen. Robert Hiry, Erster Bevollmächtigter der IG Metall Völklingen, zeigt die Dimensionen auf: „Es gibt 330.000 Stahlarbeitsplätze in der EU an 500 Standorten. Rechnet man wie üblich auf jeden Stahlarbeitsplatz noch 6,5 Beschäftigte in der Zulieferindustrie und bei den Abnehmern dazu, sind in Europa rund zwei Millionen Arbeitsplätze bedroht, wenn die Stahlindustrie wegfallen würde." Was das konkret bedeuten würde, daran kann sich Bernd Despineux von der Christlichen Gewerkschaft Belgiens CSC noch gut erinnern, als die heiße Phase der Stahlproduktion in Lüttich geschlossen wurde: „8.000 Menschen wurden direkt entlassen, aber mindestens dreimal so viele waren durch Subunternehmern indirekt betroffen. Das hat auch in der Deutschsprachigen Gemeinschaft spürbare Konsequenzen hinterlassen – bei einigen Firmen sind die Hälfte der Aufträge weggebrochen." Ähnliche Erfahrungen haben auch Lothringen in der jüngeren Vergangenheit beschäftigt. 2008 wurde erst das Stahlwerk in Gandrange geschlossen und 2012 folgte dann die Stilllegung zweier Hochöfen von Arcelor-Mittal in Florange. Nachdem Präsident Hollande zuerst eine Verstaatlichung ins Auge fasste, wurde zwischen Staat und Unternehmen ein Vertrag unterzeichnet, in dem sich der Großkonzern unter anderem verpflichtete, innerhalb von fünf Jahren 180 Mio. am lothringischen Standort zu investieren und die R&D-Aktivitäten in Maizières-lès-Metz zu erhalten. Die aktuelle Dumping-Krise ist also eine erneute Prüfung für die lothringische Stahlindustrie.

Auch Albert Hettrich, Generalbevollmächtigter des StahlHoldingSaar und Präsident des Verbandes der Saarhütten, ist stark beunruhigt: „Nach der Weltwirtschaftskrise wurden zahlreiche Einsparungsprogramme durchgeführt, die uns erlaubt haben, wieder deutlich schwarze Zahlen zu schreiben. Die Grenzen der Einsparungsmöglichkeiten sind nun aber erreicht, solche Maßnahmen können nicht regelmäßig durchgeführt werden. Trotz einer Auslastung von 90% erwarten wir für 2016 einen negativen Jahresabschluss, da die Preise gegenüber der Vorperiode

[113] Europäische Kommission, Pressemitteilung 04.08.2016. The EU imposes definitive anti-dumping duties on steel product from China and Russia. http://europa.eu/rapid/press-release_MEX-16-2724_de.htm

weiterhin massiv nach unten gegangen sind. In diesem Zusammenhang muss man aber bedenken, dass beispielsweise die Dillinger Hütte jahrelang beim globalen Konkurrenzkampf eher außen vor war. Das Produkt Grobblech war über Jahre ein sehr spezielles Produkt und das Unternehmen konnte sich mit diesem Produkt als Marktführer etablieren. Mittlerweile stehen in China aber sechs oder sieben Kopien der Dillinger Hütte." Jean-Claude Bernardini vertritt als Mitglied des Geschäftsführenden Vorstandes (u. a. zuständig für die Hüttenindustrie) des luxemburgischen Gewerkschaftsbundes OGBL die 4.000 Stahlarbeiter bei ArcelorMittal. Er ist der Meinung, dass China nicht das einzige Problem sei: „Europa muss Stahl importieren, da die Länder der Europäischen Union nicht genug herstellen für den Eigenbedarf. Und selbst wenn die Menge zurzeit ausreichen sollte, um den Bedarf zu decken, macht man sich in wirtschaftlich dynamischeren Zeiten abhängig von Importen. Das ist eine Folge der Schließung von zahlreichen Produktionsstandorten in der EU." Auf seiner Website spricht der OGBL von „Krokodilstränen" hinsichtlich der Klagen von ArcelorMittal über die weltweite Stahlkrise, denn wie Jean-Claude Bernardini sagt: „Die Werke in Luxemburg haben hinsichtlich ihrer Produkte keine direkten Konkurrenten, es gibt ein Alleinstellungsmerkmal für gewissen Produkte wie spezielle Stahlträger und Schienenbauteile."

Alle Beteiligten sind sich jedoch einig, dass Maßnahmen der EU-Kommission gegen Dumping zum Schutze der hiesigen Stahlproduktion unabdingbar sind, denn „sonst gehen wirtschaftlich gut aufgestellte Unternehmen durch unfairen Wettbewerb kaputt", wie Robert Hiry es formuliert. Er führt ergänzend an: „Die Unternehmen hier haben weltweit die höchsten Umwelt-Standards. Schließungen und Produktionsverlagerung wären auch in dieser Hinsicht fatal. Es muss für gut geführte Betriebe, die unter guten Umweltbedingungen herstellen, möglich sein, im weltweiten Wettbewerb zu bestehen!" Bruno Théret, Senior Advisor bei ArcelorMittal, schlägt in diesem Zusammenhang vor, Produkte, die unter den europäischen Umweltstandards produziert werden, mit sogenannten CO_2- oder Klimazöllen zu belegen. Diese Lösung wird auch von der luxemburgischen Gewerkschaftsseite unterstützt, Jean-Claude Bernardini fordert zusätzlich Zölle, die sich an den europäischen Sozialstandards wie den freien Gewerkschaften, der Kollektivvertragspolitik und der Mitbestimmung orientieren.

Das saarländische Wirtschaftsministerium fordert außerdem: „Es gilt, die Antidumpingmaßnahmen der EU-Kommission künftig schneller und effektiver umzusetzen. Die so genannte „lesser-duty rule", die bislang dazu führte, dass die EU-Kommission geringere Antidumping- und Antisubventionszölle festsetzte, als es die WTO-Regeln erlauben, muss aufgehoben oder ausgesetzt werden. Sollte China Ende des Jahres 2016 der Marktwirtschaftsstatus zuerkannt werden, so würden Antidumpingmaßnahmen der EU aufgrund einer dann geänderten Berechnungsmethodik nahezu unmöglich werden. Die Verleihung des Marktwirtschaftsstatus muss daher an die Erfüllung der technischen Kriterien der EU durch China gekoppelt werden. Sofern China als Marktwirtschaft anerkannt werden sollte, sind gleichwertige und wirksame Instrumente zum Schutz eines fairen Handels zu schaffen. Das EU-Antidumpingrecht muss so ausgestaltet werden, dass es auch nach dem Auslaufen der im WTO-Beitrittsprotokoll Chinas festgehaltenen Übergangsfrist am 11. Dezember 2016 die deutsche und europäische Industrie weiterhin wirksam vor gedumpten Waren aus China schützt. Voraussetzung hierfür ist, dass die Anwendung anderer Berechnungsmethoden als der Standardmethode (z.B. Produktionsfaktoren-Methode der USA) auch nach dem 11. Dezember 2016 zulässig ist." Außer den

marktregulierenden Maßnahmen der EU sieht Bruno Théret außerdem noch Wettbewerbsvorteile in einer weiteren Spezialisierung auf sehr leichte und leistungsfähige Stahlprodukte mit geringem Materialaufwand, um der globalen Konkurrenz standzuhalten. Auch der öffentliche Sektor in Lothringen fokussiert seine Aktivitäten darum auf die Forschung und Entwicklung in der Stahlindustrie. Die Region beherbergt bereits die R&D-Zentren von ArcelorMittal und Asco Industries, die sich mit der Verbesserung der industriellen Fertigung beschäftigen, das Wettbewerbszentrum Materalia (Material und Materialverarbeitung) sowie zahlreiche andere Forschungsaktivitäten rund um das Thema Stahlproduktion.[114] Die DIRECCTE Grand Est betont, dass man auch gerade die kleinen und mittelständischen Zulieferer, welche von den Stahlproduzenten im großem Maße abhängig sind, darin unterstützen muss, innovativ und wettbewerbsfähig zu bleiben.

Neuverhandlungen des EU-Emissionshandels

Der Emissionshandel ist das zentrale Element des EU-Klimaschutzes und verpflichtet Industrie- und Energiebranchen, für jede Tonne ausgestoßenes CO_2-Verschmutzungsrechte vorzuweisen. Dies soll energieintensive Unternehmen bewegen, mehr in klimafreundliche Techniken zu investieren. Grundsätzlich müssen die Unternehmen die Emissionsrechte ersteigern, die EU hatte aber eine kostenlose Zuteilung für Unternehmen eingeführt, die ansonsten Nachteile im internationalen Wettbewerb hätten. Verschiedene Faktoren haben jedoch zu einem Rückgang der Nachfrage nach Emissionszertifikaten geführt, so dass ein großer Überschuss an Zertifikaten im System entstanden ist, wodurch der Emissionshandel als Anreiz für kosteneffiziente Emissionsminderungen und Antrieb für CO_2-arme Innovationen wirkungslos zu werden droht. Im Juli 2015 hat die EU-Kommission darum einen „Vorschlag zur Änderung der Richtlinie über das Emissionshandelssystem der EU (EU EHS) zwecks Verbesserung der Kosteneffizienz von Emissionsminderungsmaßnahmen und zur Förderung von Investitionen in CO_2-effiziente Technologien“[115] vorgelegt.

Der Vorschlag sieht vor allem vor, dass die Gesamtzahl der Emissionszertifikate schneller sinken wird als zuvor – ab 2021 um 2,2% jährlich anstelle von 1,74% –, und umfasst unter anderem folgende Änderungen:

- eine Überprüfung des Systems der kostenlosen Zuteilung, wobei die Sektoren im Mittelpunkt stehen, bei denen die Gefahr einer Verlagerung ihrer Produktion an Standorte außerhalb der EU am größten ist (dies betrifft rund 50 Sektoren),
- eine beträchtliche Anzahl kostenloser, für neue und wachsende Anlagen vorgesehener Zertifikate,
- flexiblere Regeln, um die Menge der kostenlos zugeteilten Zertifikate mit den Produktionszahlen besser in Einklang zu bringen,

[114] DIRECCTE LORRAINE (2015): Enjeux et défis. La sidérurgie et la 1ère transformation de l'acier en Lorraine. http://alsace-champagne-ardenne-lorraine.direccte.gouv.fr/sites/alsace-champagne-ardenne-lorraine.direccte.gouv.fr/IMG/pdf/enjeux_et_defis.pdf

[115] Europäische Kommission (2015): http://eur-lex.europa.eu/resource.html?uri=cellar:33f82bac-2bc2-11e5-9f85-01aa75ed71a1.0022.03/DOC_1&format=HTML&lang=DE&parentUrn=COM:2015:337:FIN

- eine Aktualisierung der für die Messung der Emissionsleistung herangezogenen 52 Benchmarks, um dem technologischen Fortschritt seit 2008 Rechnung zu tragen.[116]

Der europäische Stahlverband Eurofer sieht bei einer Umsetzung die gesamte Stahlindustrie, inklusive ihrer effizientesten Produzenten, gefährdet.[117] Auch die Einstufung der Stahlindustrie als einer der Sektoren mit einem erheblichen Risiko der Verlagerung von CO_2-Emissionen (Carbon Leakage) und dementsprechenden Sonderregelungen würde laut Eurofer hieran nichts ändern, da die europäischen Stahlproduzenten „exzessiven zusätzlichen Kosten ausgesetzt werden, die ihre globalen Konkurrenzen nicht tragen müssen" [118]. Auch für die Arbeitgeber und Arbeitnehmer der großregionalen Stahlindustrie sowie die Ministerien gilt die Reform als ein derzeitiges Hauptaugenmerk. Aus Sicht des saarländischen Wirtschaftsministeriums droht „die anstehende Reform des EU-Emissionshandels, die europäischen Stahlunternehmen in ihrer Wettbewerbsposition auf den internationalen Märkten entscheidend zu schwächen. Der vorliegende Richtlinienvorschlag der EU-Kommission würde die Stahlindustrie in ihrer Substanz und Existenz bedrohen." Laut Robert Hiry wäre die Stahlindustrie im Saarland mit 135 Millionen Euro zusätzlich belastet, was das Ende der Stahlindustrie und die Entlassung von 13.000 Beschäftigten zur Folge hätte.

Auf die Vorschläge der EU folgten zahlreiche Stellungnahmen und Änderungsvorschläge der Industrie, der Umweltverbände sowie der nationalen und regionalen Regierungsvertreter. Das Wirtschaftsministerium des Saarlandes äußert sich beispielsweise folgendermaßen: „Für die effizientesten Anlagen der Stahlindustrie dürfen keine unangemessen hohen CO_2-Kosten entstehen. Zwingend erforderlich sind z. B. realistische, technisch und wirtschaftlich erreichbare Produktbenchmarks auf Basis der 10% effizientesten Anlagen. Die Emissionen aus der Stromerzeugung aus Kuppelgasen müssen bei der Festlegung der Benchmarks vollständig berücksichtigt werden. Auch ist die Fortführung einer umfassenden Strompreiskompensation für die Stahlbranche von besonderer Bedeutung." René Winkin, Direktor des Arbeitgeberverbandes Fedil in Luxemburg, stellt außerdem hervor, dass alleine eine umweltfreundlichere Produktion aufgrund technischen Fortschritts Anlass dafür sein sollte, dass ein Unternehmen überflüssig gewordenen Zertifikate verkaufen kann. Bisher ist es so, dass die bei Produktionsrückgängen frei gewordenen Emissionsrechte gehandelt werden. Er plädiert darum für stets aktuelle Benchmarks einerseits sowie stets aktuelle Produktionsmessungen andererseits, um ausschließlich das gewünschte Verhalten (umweltfreundlichere Produktionsmethoden) zu stimulieren.

---

116 Europäische Kommission (2016): EU-EHS. Überarbeitung für Phase 4 (2021-2030). http://ec.europa.eu/clima/policies/ets/revision/index_de.htm

117 Eurofer: EUROFER position paper on the European Commission proposal for ETS post 2020 vom 23. Oktober 2015. http://www.eurofer.org/Issues%26Positions/Climate%20%26%20Energy/20151023_Final_EUROFER%20position%20paper_Commission%20proposal%20on%20ETS%20post%202020.pdf

118 Eurofer: Commission proposal on EU Emissions Trading Scheme jeopardises steel production, jobs and growth in Europe vom 15.07.2015. http://www.eurofer.org/Issues%26Positions/Climate%20%26%20Energy/EU%20Emissions%20Trading%20Scheme.fhtml

9.4 Übersicht der befragten Experten

Name	Organisation	Funktion
BAYENET Benoît	SOGEPA Gouvernement de la Wallonie – Ministère de l'Economie	Vizepräsident Beraters des Ministers
BERNARDINI Jean-Claude	OGBL (Syndikat Hüttenindustrie und Bergbau)	Mitglied des Geschäftsführenden Vorstandes (u. a. zuständig für die Hüttenindustrie)
BRILL Stefanie	Ministerium für Wirtschaft, Arbeit Energie und Verkehr Saarland	Leiterin des Referates „Industrie- und Mittelstandspolitik"
DEFECHEREUX Daniel	B S C Wallonie ASBL	Ex-Geschäftsführer der Benelux-Filiale eines globalen Industrieunternehmens
DESPINEUX Bernd	CSC Verviers-Ostbelgien	Bezirkssekretär
GENTGEN Christian	SETCa-FGTB	Regionalsekretär
GROSS Marc	Interregionaler Rat der Handwerkskammern in der Großregion	Generalsekretär
HETTRICH Albert	StahlHoldingSaar (SHS) Verband der Saarhütten	Generalbevollmächtigter Präsident
HIRY Robert	IG Metall Völklingen	Erster Bevollmächtigter
KLINGENBERG Nathalie	Wirtschaftsförderungsgesellschaft (WFG) Ostbelgien VoG	Geschäftsführerin
KLINGES Volker	IHK Eupen-Malmedy-St. Vith; Arbeitgeberverband in der DG Belgiens	Geschäftsführer
KÖRBEL Markus	Ministerium für Wirtschaft, Arbeit Energie und Verkehr Saarland	Leiter Referat „Energiewirtschaft, Montanindustrie, IKT-Ordnungspolitik"
MALTER Joachim	Verband der Metall- und Elektroindustrie im Saarland (ME Saar)	Hauptgeschäftsführer
MONIN Stéphanie	DIRECCTE Grand Est	Referentin für Wirtschaft und Strukturwandel
NICKELS Patrick	Ministère de l'Economie du Grand-Duché de Luxembourg	Abteilungsleiter "Generaldirektion Industrie, Logistik und Infrastruktur"
SCHLEIMER Ralph	Ministerium für Wirtschaft, Verkehr, Landwirtschaft und Weinbau Rheinland-Pfalz	Referat für Industrie
SCHMITT Matthias, Dr.	IHK Trier	Geschäftsführer Standortpolitik und Unternehmensförderung
SCHMITZ Christian, Dr.	DGB Trier (bis 31.07.2016) IG-Metall Trier (seit 01.08.2016)	Regionsgeschäftsführer Erster Bevollmächtigter
SCHWINDT Heinz	IHK Trier	Referent Innovation und Energie
THERET Bruno	ArcelorMittal	Senior Advisor
WINKIN René	Fedil (Luxemburg)	Direktor

10. Der Soziale Dialog in den Ländern der Großregion

Der Erfolg einer funktionierenden Volkswirtschaft mit wettbewerbsfähigen Unternehmen und guter Arbeit für die Beschäftigten hängt besonders im Industriesektor auch stark von einer konstruktiven Zusammenarbeit im Rahmen des Sozialen Dialogs ab.

> „Der Soziale Dialog und die Tripartite von Regierung, Arbeitnehmer- und Arbeitgebervertretern, auf nationaler wie internationaler Ebene, sind gerade heute noch leistungsfähiger, wenn es darum geht, Lösungen zu finden und den sozialen Zusammenhalt und den Rechtsstaat zu verstärken, unter anderem durch internationale Arbeitsnormen."
>
> *Erklärung der ILO zur sozialen Gerechtigkeit im Rahmen einer fairen Globalisierung*[119]

Die Organisation dieses Dialogs, die Zuständigkeiten und Befugnisse der Arbeitgebervertreter, der Gewerkschaften sowie der Regierungsvertreter in den vier an der Großregion beteiligten Ländern unterscheiden sich recht deutlich. Detaillierte Informationen zu diesen Themen werden im Folgenden für jedes Land gegeben:

- Sozialpartner
- Tarifverhandlungen
- Betriebliche Interessenvertretung
- Unternehmensmitbestimmung

Die Informationen stützen sich zu einem großen Teil auf die „Datenbank der Arbeitnehmervertretungen in Europa" der Hans-Böckler-Stiftung[120] sowie die dreisprachige Online-Publikation „Arbeitnehmervertretung in Europa. Labour Research Department und ETUI"[121]. Diese Publikation von L. Fulton wurde erstellt mit Unterstützung des SEEurope Netzwerks und stammt aus dem Jahr 2013.

10.1 Luxemburg

Sozialpartner

Die beiden wichtigsten Gewerkschaftsverbände des Großherzogtums sind der Unabhängige Gewerkschaftsbund Luxemburg OGBL[122] und der Luxemburger Christliche Gewerkschaftsbund LCGB[123]. Die Verbände vertreten Arbeitnehmer aus sämtlichen Wirtschaftszweigen. Für die rund 180.000 in Luxemburg arbeitenden Grenzgänger haben die luxemburgischen Gewerkschaften in ihren Strukturen zusätzlich nach Herkunftsländern organisierte Arbeitsgruppen gebildet. Auf Branchenebene sind der Allgemeine Gewerkschaftsbund des öffentlichen

[119] International Labour Organization (ILO), 15.02.2016 http://www.ilo.org/global/about-the-ilo/decent-work-agenda/social-dialogue/lang--fr/index.htm
[120] Hans-Böckler-Stiftung: Arbeitnehmervertretungen in Europa, 03.08. 2016 http://www.boeckler.de/75.htm
[121] Worker Participation, 03.08.2016 http://de.worker-participation.eu
[122] OGBL: Onofhängege Gewerkschaftsbond Lëtzebuerg
[123] LCGB: Lëtzebuerger Chrëschtleche Gewerkschafts-Bond

Dienstes CGFP[124] und die luxemburgische Vereinigung der Bank- und Versicherungsangestellten ALEBA[125] im Bankensektor aktiv. Laut Schätzungen der OECD lag der gewerkschaftliche Organisationsgrad in Luxemburg 2012 bei 32,8%, während er 2000 noch 42,5% betrug.[126] Eine Studie von STATEC weist für das Jahr 2010 jedoch noch einen Wert von 41% Gewerkschaftsmitgliedern in der Arbeitnehmerschaft aus. Das entspricht circa 150.000 Beschäftigten.[127]

Darüber hinaus gibt es in Luxemburg zwei Arbeitnehmerkammern: die Arbeitnehmerkammer[128] und die Kammer der Beamten und öffentlichen Angestellten. In Luxemburg werden die Berufskammern als Organ an der Verabschiedung von Gesetzen und deren Durchführungsverordnungen beteiligt. Mit ihren Stellungnahmen können sie also eine wichtige Rolle bei der Gesetzgebung spielen, außerdem ist die Beratung eine ihrer Hauptaufgaben. Die Wahlen der Belegschaftsvertreter in der Arbeitnehmerkammer von November 2013 ergeben die aktuelle Sitzverteilung auf die einzelnen Gewerkschaftsverbände: 38 Sitze entfallen auf OGBL, 15 auf LCGB, vier auf ALEBA und drei auf weitere kleinere Gewerkschaftsverbände. Darüber hinaus ist für jede Branche eine bestimmte Anzahl an Sitzen reserviert: fünf entfallen auf die Stahlindustrie und acht auf alle anderen Industriezweige.

Die wichtigsten Arbeitgeberorganisationen für die Bereiche Industrie, Bau und Unternehmensdienstleistungen sind: Business Fédération Luxembourg FEDIL, der Handwerksverband, der luxemburgische Handelsverband, die Luxemburger Banken- und Bankiersvereinigung ABBL[129], die Vereinigung der Versicherungsgesellschaften ACA[130], die Bauernzentrale sowie der Freie Luxemburger Bauernverband (FLB). Zusätzlich gibt es in Luxemburg die Handelskammer, die Handwerkskammer und die Landwirtschaftskammer.

Tarifverhandlungen

Die luxemburgische Arbeitsgesetzgebung räumt den Sozialpartnern das Recht ein, untereinander sowohl Branchen- als auch Betriebstarifverträge abzuschließen. Branchenvereinbarungen (*conventions collectives*) gelten zunächst für jene Unternehmen, die den Arbeitgeberverbänden angehören, die die Vereinbarung unterzeichnet haben, doch häufig werden Branchenvereinbarungen von der Regierung für allgemeinverbindlich erklärt. Die Tarifverträge umfassen sämtliche Angelegenheiten der industriellen Beziehungen, einschließlich der Arbeitsvergütung und -bedingungen. Das Gesetz zählt einige Bestimmungen auf, die in jedem Vertrag zwingend enthalten sein müssen, darunter die Arbeitsvergütung, die Gestaltung der Arbeitszeit, die Urlaubsregelung sowie die Bedingungen zur Bekämpfung von sexueller Belästigung und Mobbing.

[124] CGFP: Confédération Générale de la Fonction Publique
[125] ALEBA: Association Luxembourgeoise des Employés de Banque et Assurance
[126] Organisation for Economic Co-operation and Development (OECD), 27.01.2016 https://stats.oecd.org/Index.aspx?DataSetCode=UN_DEN
[127] Vgl. STATEC, Ries, Jean (2011): Regards sur la syndicalisation au Luxembourg, S. 1
[128] Chambre des Salariés
[129] ABBL: Association des Banques et Banquiers Luxembourg
[130] ACA: Association des Compagnies d'Assurances et de Réassurance

Betriebliche Interessenvertretungen

Es gibt derzeit zwei wichtige Vertretungsorgane, die die Interessen der Arbeitnehmer im Betrieb wahrnehmen: erstens die Personaldelegation (*délégation du personnel*) und zweitens den Unternehmensausschuss (*comité mixte d'entreprise*). Die Personaldelegation befasst sich mit den alltäglichen Anliegen der Arbeitnehmer und wird in Betrieben mit mindestens 15 Beschäftigten eingerichtet. Sie wird alle fünf Jahre von der gesamten Belegschaft gewählt, wobei die Nominierung durch die Gewerkschaften oder Arbeitnehmergruppen erfolgt. Einen Unternehmensausschuss gibt es nur in Betrieben mit mindestens 150 Beschäftigten. Er ist ein gemeinsames Gremium der Arbeitgeber und Arbeitnehmer, dessen Aufgabe es ist, die Arbeitsbeziehungen am Arbeitsplatz zu verbessern. Die Arbeitnehmervertreter in diesem Ausschuss werden von der Personaldelegation gewählt. Ihre Amtsdauer beträgt ebenfalls fünf Jahre. Im Zuge einer aktuellen Gesetzgebungsreform werden die gemischten Betriebsräte nach den nächsten Sozialwahlen jedoch abgeschafft. Ihre Befugnisse werden dann von den Personalvertretungen übernommen.

Im Gegensatz zu anderen europäischen Ländern, einschließlich Belgien, gibt es in Luxemburg keine rechtlich abgesicherte Gewerkschaftspräsenz auf betrieblicher Ebene. Doch der Einfluss der Gewerkschaften wird de facto dadurch gesichert, dass sie einschlägige Rechte bei der Wahl und Führung der Personaldelegationen genießen. Im Allgemeinen gehört meist die große Mehrheit der Mitglieder der Personaldelegationen auch einer Gewerkschaft an. Außerdem können externe Gewerkschaftsfunktionäre in Betrieben mit mehr als 150 Beschäftigten ohne Stimmrecht an einer Sitzung der Arbeitnehmerdelegation teilnehmen. In kleineren Unternehmen können sie beratend hinzugezogen werden.

Unternehmensmitbestimmung

Unternehmen mit mehr als 1.000 Mitarbeitern oder an denen der Staat erheblich beteiligt ist, sei es durch Miteigentümerschaft oder staatliche Unterstützung, müssen zwingend Arbeitnehmervertreter in den Verwaltungsrat entsenden. In der Regel stellen diese Vertreter ein Drittel der Mitglieder. Die Arbeitnehmervertreter werden von den Personaldelegationsmitgliedern aus den im Unternehmen beschäftigten Arbeitnehmern gewählt. Eine Besonderheit bilden hier die Eisen- und Stahlunternehmen, bei denen die Arbeitnehmervertreter auf Unternehmensebene von den nationalen Gewerkschaften und nicht von den Arbeitnehmerdelegierten ernannt werden. [131, 132]

10.2 Deutschland

Sozialpartner

Der wichtigste Gewerkschaftsverband ist der Deutsche Gewerkschaftsbund (DGB), der acht Mitgliedsgewerkschaften umfasst. Zusammen haben sie sechs Millionen Mitglieder.[133] Aktuell sind die beiden wichtigsten Gewerkschaften die IG Metall mit knapp 2.3 Millionen Mitgliedern

[131] L. Fulton (2013): Arbeitnehmervertretung in Europa. Labour Research Department und ETUI. http://de.worker-participation.eu/Nationale-Arbeitsbeziehungen/Laender/Luxemburg/Unternehmensmitbestimmung
[132] Hans-Böckler-Stiftung: Arbeitnehmervertretungen in Europa, 02.08.2016 http://www.boeckler.de/75.htm
[133] Stand 2015

und die Vereinte Dienstleistungsgewerkschaft (ver.di) mit rund zwei Millionen.[134] Neben dem DGB gibt es zwei weitere Gewerkschaftsverbände: den Deutschen Beamtenbund (DBB) für die Gewerkschaften des öffentlichen Dienstes mit ihren über 1,2 Millionen Mitgliedern in 2014[135] sowie den Christlichen Gewerkschaftsbund (CGB) mit aktuell über 280.000 Mitgliedern.[136] Laut OECD-Schätzungen lag der gewerkschaftliche Organisationsgrad in Deutschland 2000 noch bei 24,6% gegenüber 18,1% im Jahr 2013.[137]

Außerdem gibt es im Saarland eine Arbeitskammer, welche die saarländischen Arbeitnehmer berät, Weiterbildungen anbietet und im Arbeitnehmerinteresse zu arbeitsmarktrelevanten Themen forscht. Die Mitglieder der Vertreterversammlung der Arbeitskammer werden aber nicht wie beispielsweise in Luxemburg direkt von den Beschäftigten, sondern vom Landtag gewählt. Diese Einrichtung ist in Deutschland sonst nur im Stadtstaat Bremen zu finden.

Die Landesvereinigungen der Arbeitgeberverbände bilden gemeinsam auf Bundesebene die Bundesvereinigung der Deutschen Arbeitgeberverbände (BDA). Diese ist der Spitzenverband der Arbeitgeberorganisationen. Zentrale Aufgabe der BDA ist es, die unternehmerischen Interessen im Bereich der Sozialpolitik aktiv zu vertreten. Die Sozialpartner der Arbeitgeberseite bei den Tarifverhandlungen sind die in der Regel nach Branchen(gruppen) organisierten Arbeitgeberverbände direkt.

Darüber hinaus gibt es die regional (unter einem deutschen Dachverband) organisierten Industrie- und Handelskammern und die Handwerkskammern. Alle Betriebe sind per Gesetz Mitglied einer Kammer, leisten einen Pflichtbeitrag und werden durch sie in ihren Interessen vertreten und beraten. Die Aufgaben der Kammern bestehen darin, dass diese das Gesamtinteresse der ihnen zugehörigen Gewerbetreibenden ihres Bezirkes wahrnehmen, auf die Förderung der gewerblichen Wirtschaft hinwirken und dabei die wirtschaftlichen Interessen einzelner Gewerbezweige oder Betriebe abwägend und ausgleichend berücksichtigen. Der gesetzliche Auftrag der Kammern schließt Tarifverhandlungen und betriebliche Interessenvertretung aus.

Tarifverhandlungen

In Deutschland beruht der Soziale Dialog im Wesentlichen auf zwei Hauptgrundsätzen: Tarifautonomie und Mitbestimmung. Der Grundsatz der Tarifautonomie verlangt, dass der Staat sich nicht in die Bereiche einmischt, die in die Verhandlungen zwischen den Sozialpartnern (Gewerkschaften und Arbeitgeber) fallen. Das Gesetz legt außerdem eine Trennung von Tarifverhandlungen und betrieblicher Interessenvertretung fest. Für Tarifverhandlungen räumt dieses Gesetz den Gewerkschaften das Verhandlungsmonopol für die Beschäftigten ein. Den Arbeitnehmerorganisationen ist es vorbehalten, zum Arbeitskampf aufzurufen, sie dürfen aber üblicherweise während der Laufzeit eines Tarifvertrags nicht streiken. Darüber hinaus gibt es einen Mechanismus zur Allgemeinverbindlichkeitserklärung von Tarifverträgen, der Inhalte von Tarifverträgen auch für nicht-tarifgebundene Unternehmen verpflichtend machen kann.

---

[134] Deutscher Gewerkschaftsbund (DGB), 04.05.2016: http://www.dgb.de/uber-uns/dgb-heute/mitgliederzahlen/2010
[135] Deutscher Beamtenbund, 04.05.2016, http://www.dbb.de/lexikon/themenartikel/d/dbb-mitglieder.html
[136] Christlicher Gewerkschaftsbund, 04.05.2016, http://www.cgb.info/aktuell/aktuelles.html
[137] Organisation for Economic Cooperation and Development (OECD), 27.07.2016 https://stats.oecd.org/Index.aspx?DataSetCode=UN_DEN

Branchentarifverträge sind in Deutschland nach wie vor die gängige Art, Arbeitsentgelt und Arbeitsbedingungen zu vereinbaren. Im Jahr 2015 arbeiteten 51% der Beschäftigten in Westdeutschland und 37% in Ostdeutschland in Betrieben, die branchentarifgebunden sind.[138] Laut L. Fulton gilt dies „traditionell als eine der Stärken des deutschen Systems. Im Prinzip werden Konflikte über Löhne und Arbeitsbedingungen auf Branchenebene zwischen den Gewerkschaften und den Arbeitgeberverbänden ausgetragen, während auf Betriebsebene Arbeitgeber und die Vertreter der Belegschaft – die Betriebsräte – eine gute Zusammenarbeit entwickeln können."[139]

Betriebliche Interessenvertretungen

Die betriebliche Mitbestimmung regelt in Deutschland das Betriebsverfassungsgesetz. In Betrieben ab fünf Arbeitnehmern kann von der Belegschaft ein Betriebsrat (im öffentlichen Dienst: Personalrat) gewählt werden. Betriebsräte sind keine Organe der Gewerkschaften, aber die Gewerkschaften haben einen großen Einfluss auf ihre Tätigkeiten. Aus einer Publikation der Hans-Böckler-Stiftung[140] geht hervor, dass ungefähr drei Viertel der 2014 gewählten Mandatsträger Mitglieder von DGB-Gewerkschaften sind.[141]

Ein Betriebsrat hat Informations-, Konsultativ- und Mitbestimmungsrechte in bestimmten Bereichen. So entscheiden die Mitglieder mit bei Einstellungen, Entlassungen oder grundlegenden Veränderungen der Betriebsorganisation. Aber auch in vielen alltäglichen Fragen, wie beispielweise dem Rauchverbot, bestimmen Betriebsräte mit. Laut der gewerkschaftsnahen Hans-Böckler-Stiftung hat sich auch die Rolle der Betriebsräte mit dem Wandel von der Industrie- in die Dienstleistungsgesellschaft geändert. Neben einer effektiven Interessenvertretung kommt ihnen zusehends auch eine Moderatorenrolle zu in alltäglichen Frage der betrieblichen Gestaltung.[142]

Unternehmensmitbestimmung

Das Recht auf Mitbestimmung wird ausgeübt durch besondere Rechte des Betriebsrates, wie z.B. in großen Unternehmen die Entsendung von Arbeitnehmervertretern in den Aufsichtsrat. Betriebsrat und Aufsichtsrat garantieren eine Form der Zusammenarbeit und der Beteiligung der Beschäftigten an den Unternehmensentscheidungen. In Unternehmen mit 500 bis 2.000 Beschäftigten haben die Arbeitnehmervertreter das Recht, ein Drittel der Mitglieder des Aufsichtsrates zu bestellen, in Unternehmen mit mehr als 2.000 Arbeitnehmern die Hälfte. Einen Sonderfall bildet die Montanindustrie. Seit über 60 Jahren ist gesetzlich festgelegt, dass auf Arbeitnehmer- und Arbeitgeberseite eine gleich große Anzahl von Aufsichtsräten vertreten sind. Bei Kampfabstimmungen entscheidet ein zusätzliches (neutrales) Aufsichtsratsmitglied, das einvernehmlich bestellt wird. Das Besondere an der Montanmitbestimmung ist auch das

---

138 Institut für Arbeitsmarkt- und Berufsforschung (IAB) (2016): Tarifbindung der Beschäftigten. http://doku.iab.de/aktuell/2016/Tarifbindung_2015.pdf

139 L. Fulton (2013): Arbeitnehmervertretung in Europa. Labour Research Department und ETUI. http://de.worker-participation.eu/Nationale-Arbeitsbeziehungen/Laender/Deutschland/Tarifverhandlungen

140 Hans-Böckler-Stiftung (2014): Trendreport Betriebsrätewahlen 2014. Zwischenbericht http://www.boeckler.de/pdf_fof/S-2014-695-2-1.pdf

141 L. Fulton (2013): Arbeitnehmervertretung in Europa. Labour Research Department und ETUI. http://de.worker-participation.eu/Nationale-Arbeitsbeziehungen/Laender/Deutschland/Betriebliche-Interessensvertretung

142 Hans-Böckler-Stiftung: Die Aufgaben der Betriebsräte, 02.08.2016 http://www.boeckler.de/5306_33344.htm

Recht der Gewerkschaften, einen Arbeitsdirektor als gleichberechtigtes Vorstandsmitglied vorzuschlagen. Dieser kann nicht gegen die Stimmen der Mehrheit der Arbeitnehmervertreter im Aufsichtsrat bestellt oder abberufen werden.

10.3 Frankreich

Sozialpartner

Während die Arbeitnehmervertretungen in Deutschland branchenspezifisch organisiert sind, ist ihre Entstehung in Frankreich politisch motiviert.[143] Die französische Gewerkschaftsbewegung spaltet sich deshalb auf in verschiedene Gewerkschaftsbünde, die um Mitglieder konkurrieren. Die wichtigsten Verbände sind der allgemeinen Gewerkschaftsbund CGT[144], der demokratische Gewerkschaftsbund CFDT[145], der allgemeine Arbeitergewerkschaftsbund FO[146], der französische Bund christlicher Arbeitnehmer CFTC[147] und der Verband der leitenden Angestellten CFE-CGC[148]. Laut den Statistiken der OECD beträgt der gewerkschaftliche Organisationgrad in Frankreich weniger als 8%. Eine Publikation des französischen Arbeitsministeriums von 2016 weist für das Jahr 2013 zwar einen Organisationsgrad von 11% der französischen Arbeitnehmer aus,[149] in jedem Fall gehört Frankreich jedoch zu den Ländern mit den geringsten Quoten für eine Gewerkschaftsmitgliedschaft in Europa. Trotz des geringen Organisationsgrades und der Aufspaltung genießen die Gewerkschaften eine hohe Unterstützung bei den Wahlen für die Arbeitnehmervertreter (*délégués du personnel*) in den Betrieben und sind in der Lage, die französischen Arbeitnehmer mit Erfolg für Streiks zu mobilisieren.

Der große Arbeitgeberverband ist der französische Unternehmerverband Medef[150]. Daneben gibt es den Arbeitgeberverband des Handwerks UPA[151], den nationalen Verband der freien Berufe UNAPL[152], den Dachverband der Einzelunternehmer FEDAE[153], den Dachverband der kleinen und mittleren Betriebe CGPME[154] sowie den nationalen Dachverband der Landwirtschaftsverbände FNSEA[155]. Die Tarifverhandlungen werden von einzelnen Unternehmen oder von Arbeitgeberverbänden bestimmter Branchen durchgeführt.

[143] Vgl. Connexion Emploi: Viel Lärm um nichts? Gewerkschaften in Deutschland und Frankreich im Vergleich (04.05.2016) http://www.connexion-emploi.com/de/a/viel-laerm-um-nichts-gewerkschaften-in-frankreich-und-deutschland-im-vergleich
[144] CGT: Confédération Générale du Travail
[145] CFDT: Confédération Française Démocratique du Travail
[146] FO: Force Ouvrière
[147] CFTC: Confédération Française des Travailleurs Chrétiens
[148] CFE-CGC: Confédération Française de l'Encadrement – Confédération Générale des Cadres
[149] DARES (2016): Analyses No 25/2016 La syndicalisation en France. http://dares.travail-emploi.gouv.fr/IMG/pdf/2016-025.pdf
[150] Medef: Mouvement des Entreprises de France
[151] UPA: Union Professionnelle Artisanale
[152] UNAPL: Union Nationale des Professions Libérales
[153] FEDAE: Fédération Des Auto-Entrepreneurs
[154] CGPME: Confédération Générale des Petites et Moyennes Entreprises
[155] FNSEA: Fédération Nationale des Syndicats d'Exploitants Agricoles

Tarifverhandlungen

Tarifverhandlungen können auf drei Ebenen erfolgen: auf nationaler Ebene für alle Arbeitnehmer; auf nationaler, regionaler oder lokaler Ebene für die Arbeitnehmer der einzelnen Branchen; und auf Unternehmens- oder Betriebsebene. Zudem kennt man den Grundsatz des sogenannten „ausgehandelten" Gesetzes, demzufolge der Staat den Sozialpartnern das Recht einräumt, branchenübergreifend über verschiedene Themen zu verhandeln und sich dazu verpflichtet, auf der Grundlage ihrer Einigung ein Gesetz zu verabschieden. Hierbei handelt es sich um einen Mechanismus der Mitgestaltung von Gesetzen. Vereinbarungen dieser Art wurden z.B. im Bereich der beruflichen Fort- und Weiterbildung erzielt. Die Bestimmungen eines Branchentarifvertrags sind für alle Arbeitgeber, die Mitglieder des vertragsschließenden Arbeitgeberverbands sind, rechtsverbindlich und gelten für alle ihre Beschäftigten.

Für die Genehmigung eines Tarifvertrags auf nationaler Ebene bedarf es der Unterzeichnung durch eine oder mehrere Gewerkschaften, die mindestens 30% der Stimmen bei den Wahlen der Belegschaftsvertreter erhalten haben. Der Tarifvertrag darf nicht auf den Widerstand von Gewerkschaften stoßen, die ihn nicht unterzeichnet haben und die Mehrheit der Stimmen auf sich vereinen. Auf Branchenebene haben einzig die Branchenverbände dieser auf nationaler Ebene repräsentativen Gewerkschaftsbünde sowie andere Gewerkschaften, die bei den Betriebsratswahlen in der betreffenden Branche mindestens 8% der Stimmen erhalten, eine Verhandlungsbefugnis. Vereinbarungen auf Unternehmens- oder Betriebsebene können normalerweise nur von der Gewerkschaft im Betrieb, die durch den oder die Gewerkschaftsdelegierten vertreten wird, unterzeichnet werden. 2008 wurde eine neue rechtliche Bedingung für die Bestellung der Gewerkschaftsdelegierten eingeführt. Jeder von ihnen muss bei den Betriebsratswahlen mindestens 10% der Stimmen erhalten und von einer Gewerkschaft vorgeschlagen werden, die mindestens 10% der Stimmen bei diesen Wahlen auf sich vereint. [156]

Betriebliche Interessenvertretungen

Der Betriebsrat (*comité d'entreprise)* ist bei verschiedenen Wirtschafts- und Sozialfragen zu unterrichten und anzuhören; er organisiert zudem soziale und kulturelle Aktivitäten für das Unternehmen. Den Vorsitz hat der Arbeitgeber. Der Rat tritt mindestens einmal im Monat zusammen. Es gibt zudem Arbeitnehmerdelegierte (*délégués du personnel*), die sich mit individuellen und kollektiven Beschwerden der Arbeitnehmer befassen. Sie treffen mindestens einmal pro Monat mit dem Arbeitgeber zusammen. Die Arbeitnehmermitglieder des Betriebsrats werden in Unternehmen mit mindestens 50 Beschäftigten alle vier Jahre von der Belegschaft gewählt. Die Gewerkschaften haben in der ersten Runde das alleinige Nominierungsrecht; wenn die Gewerkschaftskandidaten nicht 50% der Stimmen erhalten, findet eine zweite Runde statt, die für alle Nominierungen offen ist. Das Wahlverfahren für Arbeitnehmerdelegierte in Betrieben zwischen elf und 50 Beschäftigten ist ähnlich.[157]

Ein Gesetz aus dem Jahr 2015 etablierte zusätzlich regionale paritätische Ausschüsse, die es ermöglichen, Unterrichtung und Anhörung in kleinen Betrieben einzuführen. Mit dieser Maßnahme wurden 4,6 Mio. Beschäftigte in Betrieben mit weniger als elf Arbeitnehmern erreicht.

[156] L. Fulton (2013): Arbeitnehmervertretung in Europa. Labour Research Department und ETUI. http://de.worker-participation.eu/index.php/Nationale-Arbeitsbeziehungen/Laender/Frankreich/Tarifverhandlungen
[157] Hans-Böckler-Stiftung: Arbeitnehmervertretungen in Europa, 02.08.2016 http://www.boeckler.de/75.htm

Diese aus zehn Gewerkschafts- und zehn Arbeitgebervertretern zusammengesetzten Ausschüsse dienen den Beschäftigten und Verantwortlichen kleiner Betriebe und beraten diese bei gesonderten Vereinbarungen zur beruflichen Bildung, Beschäftigung, Gesundheit und Sicherheit.

Unternehmensmitbestimmung

Im Privatsektor ist die Arbeitnehmervertretung in den Unternehmensorganen freiwillig. Eine Ausnahme bilden privatisierte, ehemals staatliche Unternehmen. Eine Arbeitnehmervertretung in den Unternehmensorganen ist daher im privaten Sektor sehr selten. Für die Beteiligung in staatlichen Unternehmen bestehen separate Vereinbarungen. Arbeitnehmervertreter im Vorstand oder Aufsichtsrat haben dieselben Rechte und Pflichten wie die übrigen Mitglieder. Sie können aber keine andere repräsentative Funktion, zum Beispiel als Mitglied des Betriebsrats, übernehmen.

10.4 Belgien

Sozialpartner

Die Gewerkschaften in Belgien verteilen sich auf mehrere Gewerkschaftsbünde, die miteinander im Wettbewerb stehen und sich auf klare politische Traditionen berufen. In der Wallonie sind die wichtigsten Gewerkschaftsverbände der sozialdemokratische Allgemeine Belgische Gewerkschaftsbund FGTB[158], der Gesamtverband der Christlichen Gewerkschaften CSC[159] und der Bund liberaler Gewerkschaften Belgiens CGSLB[160].[161] Alle Verbände bestehen – wie der DGB in Deutschland – aus Einzelgewerkschaften, die nach Branchen aufgestellt sind. Bei den Wahlen der Belegschaftsvertreter 2016 zum Betriebsrat konnte der CSC 50,9% der Stimmen erlangen, der FGTB 34,9% und der CGSLB 12,3%.[162] Für das Jahr 2000 schätzte die OECD den gewerkschaftlichen Organisationsgrad in Belgien auf 56,2%, 2013 auf 55,1%.[163] Diese Zahl lässt sich auch damit erklären, dass die Gewerkschaften die Auszahlung des Arbeitslosengeldes für ihre Mitglieder abwickeln sowie die Eingliederungshilfe für die Jugendlichen, die neu auf dem Arbeitsmarkt sind; in vielen Branchen zahlen sie ihnen auch einen von Arbeitgeberseite finanzierten Jahresbonus, der über die Hälfte der jährlichen Mitgliedsbeiträge der Gewerkschaften ausmachen kann.

Der Verband der Unternehmen Belgiens FEB[164] ist die berufsübergreifende Arbeitgeberorganisation für Unternehmen aller Größenordnungen. In der Wallonie werden die Interessen der Arbeitgeber durch folgende Organisationen vertreten: den wallonische Unternehmensverband

158 FGTB: Fédération Générale du Travail de Belgique
159 CSC: Confédération des Syndicats Chrétiens
160 CGSLB: Confédération Générale des Syndicats Libéraux de Belgique
161 L. Fulton (2013): Arbeitnehmervertretung in Europa. Labour Research Department und ETUI. http://de.worker-participation.eu/Nationale-Arbeitsbeziehungen/Laender/Belgien/Gewerkschaften
162 Service Public Fédéral Emploi, Travail et Concertation Sociale: Résultats provisoires des élections sociales. (28.07.2016) http://www.emploi.belgique.be/defaultTab.aspx?id=44948
163 Organisation for Economic Co-operation and Development (OECD), 27.07.2016 https://stats.oecd.org/Index.aspx?DataSetCode=UN_DEN
164 FEB: Fédération des entreprises de Belgique

UWE[165], die wallonische Mittelstandsvertretung EWCM[166] und den Agrarverband FWA[167]. Außerdem gibt es in der Deutschsprachigen Gemeinschaft Belgiens den regionalen Arbeitgeberverband AVED, zuständig für Industrie und Handwerk, Handel und Dienstleistungsunternehmen.

Tarifverhandlungen

Alle zwei Jahre werden in einer nationalen Vereinbarung die Kernelemente der Einkommens- und Arbeitsbedingungen festgelegt. Diese Vereinbarung unterliegt dem Gesetz, dass die Erhöhungen der Löhne und Gehälter in Belgien nicht über den voraussichtlichen Lohnsteigerungen in den Nachbarländern Belgiens liegen sollten. Angesichts der automatischen Gehaltsindexierung, die an die Inflationsrate gebunden ist, bleibt den Unterhändlern somit nur wenig Handlungsspielraum.

Das System der Tarifverhandlungen in Belgien ist in hohem Maße strukturiert, wobei die oberste, zentrale Ebene die gesamte Privatwirtschaft abdeckt, die untergeordnete Branchenebene einzelne Sektoren erfasst und auf der untersten Ebene Verhandlungen in den Betrieben geführt werden. Letztere erstrecken sich nur in einigen Unternehmen auf Löhne und Gehälter. In jedem Fall darf die untergeordnete Ebene nur Verbesserungen im Vergleich zu dem vereinbaren, was auf übergeordneter Ebene ausgehandelt wurde. Alle Vereinbarungen sind verbindlich.

Die Verhandlungen auf nationaler Ebene werden von der „Gruppe der 10" geführt. Sie besteht aus fünf Gewerkschafts- und fünf Arbeitgeberdelegierten. Die „Gruppe der 10" verhandelt die Abschlüsse der nationalen oder „branchenübergreifenden" Vereinbarungen. Im Nationalen Arbeitsrat CNT[168] erstreckt sich die Gültigkeit dieser branchenübergreifenden Tarifverträge auf sämtliche Branchen und das gesamte Land. Außerdem gehen diese Leitlinien an die Sozialpartner auf Branchen-Ebene, um deren Verhandlungen eine Richtung zu geben.

Für einzelne Branchen ermöglichen die paritätisch besetzten Ausschüsse und Unterausschüsse den Arbeitnehmer- und Arbeitgeberorganisationen, die Arbeitsbedingungen durch Tarifverträge zu regeln. Diese sind für sämtliche Arbeitgeber und Arbeitnehmer gültig, die vom jeweiligen Ausschuss vertreten werden. Wirtschaftliche Fragen werden von besonderen beratenden Ausschüssen erörtert.

Auf betrieblicher Ebene sind es die Gewerkschaftsdelegationen, die gemeinsam mit den lokalen Gewerkschaftsorganisationen mit den einzelnen Arbeitgebern verhandeln. Innerhalb eines Betriebs gilt ein Betriebstarifvertrag für sämtliche Beschäftigte. Allerdings sind die Vereinbarungen nur rechtskräftig, wenn sie von einem Gewerkschaftsfunktionär außerhalb des Betriebs unterzeichnet werden.

[165] UWE: Union Wallone des Entreprises
[166] EWCM: Entente Wallonne des Classes Moyennes
[167] FWA: Fédération Wallonne de l'Agriculture
[168] CNT: Conseil National du Travail

Betriebliche Interessenvertretungen

In Belgien gibt es auf Betriebsebene sowohl Vertretungsstrukturen aller Beschäftigten als auch der Gewerkschaftsmitglieder. Da jedoch allein die Gewerkschaften berechtigt sind, Kandidaten für die Betriebsräte (*comité d'entreprise*) zu stellen, bleibt die Gewerkschaftsdelegation (*délégation syndicale*) das wichtigste Organ und ist dafür zuständig, über die Kernthemen mit der Geschäftsleitung zu verhandeln. Der Betriebsrat ist ein gemeinsames Organ der Arbeitnehmer- und Arbeitgeberseite. In Unternehmen mit mindestens 100 Beschäftigten wählt die gesamte Belegschaft alle vier Jahre die Arbeitnehmervertreter im gesetzlichen Betriebsrat. In Unternehmen mit 50 bis 99 Beschäftigten übernimmt der Arbeitsschutzausschuss viele der Betriebsratsfunktionen. Der Betriebsrat verfügt über keine Verhandlungsrechte, ist aber bei Wirtschafts- und Sozialfragen zu konsultieren, wobei für Entlassungen und Betriebsschließungen besonders strenge Regeln gelten. Der Betriebsrat hat in einigen Bereichen der Arbeitsvorschriften ein Vetorecht.[169,170]

Unternehmensmitbestimmung

Es besteht kein allgemeiner Anspruch auf Arbeitnehmervertretung in den Unternehmensorganen. Allerdings gehören in einigen staatlichen Unternehmen auch Arbeitnehmervertreter dem Leitungsgremium an.

10.5 Unternehmensmitbestimmung in der europäischen Aktiengesellschaft

Die Europäische Aktiengesellschaft (lateinisch Societas Europaea, kurz SE) ist eine seit 2004 für ganz Europa mögliche übernationale Rechtsform. Sie kann in einem Land gegründet und dann relativ unkompliziert in einen anderen Staat verlegt werden. Die SE bietet europäischen Unternehmen die Möglichkeit, EU-weit als rechtliche Einheit mit nationalen Niederlassungen/Betriebsstätten aufzutreten. Europaweit tätigen Firmen ermöglicht die SE, ihre Geschäfte in einer Holding zusammenzufassen und Tochtergesellschaften mit europaweit geltenden Normen zu gründen. Allerdings bleiben gewisse nationale Unterschiede noch bestehen, denn die Richtlinie zur SE schafft nur ein Rahmenwerk, das durch nationale Gesetzgebung für Aktiengesellschaften spezifiziert wird.

Bei den jahrzehntelangen Diskussionen ging es neben der Frage der Unternehmensorganisation (vereinfacht: Vorstand und Aufsichtsrat wie im deutschen Modell oder Verwaltungsrat/Board wie im englischen Modell) um die Arbeitnehmerbeteiligung durch Information, Konsultation und Mitbestimmung. Die Lösung für letztere Frage wurde über einen Verhandlungsansatz gefunden, bei Nichteinigung allerdings gelten die nationalen Auffanglösungen, die auf die europäische Richtlinie zurückgehen. Die Initiative und Verantwortung zur Gründung einer SE liegt allein bei den Managern, nicht bei den Arbeitnehmern. Ohne vorherige Verhandlungen

[169] Hans-Böckler-Stiftung: Arbeitnehmervertretungen in Europa, 02.08.2016 http://www.boeckler.de/75.htm
[170] Fulton, L. (2013): Arbeitnehmervertretung in Europa. Labour Research Department und ETUI. http://fr.worker-participation.eu/Nationale-Arbeitsbeziehungen/Laender/Belgien/Betriebliche-Interessenvertretung

über die Mitwirkung der Arbeitnehmer kann jedoch keine Europäische Aktiengesellschaft gegründet werden.[171]

[171] Hans-Böckler-Stiftung: Europäische Aktiengesellschaft – SE. (02.08.2016) http://www.boeckler.de/34750.htm#cont_35004

Literaturverzeichnis

Agence de développement et d'urbanisme de l'aire urbaine nancéenne (ADUAN) (2014): L'industrie lorraine durant la crise. http://www.aduan.fr/lecteur-de-publications/lindustrie-lorraine-durant-la-crise.html?&file=files/Aduan/Etudes/Industrie-lorraine-durant-la-crise-Aduan.pdf

Arbeitskammer des Saarlandes (2015): Analyse der Branchenstrukturen im Saarland.

CESEL (2014): Die wirtschaftliche, soziale und ökologische Situation in Lothringen 2014.

Christlicher Gewerkschaftsbund, 04.05.2016, http://www.cgb.info/aktuell/aktuelles.html

Circulaire DGEFP n° 2011-06 du 2 février 2011 relative à la mise en œuvre des contrats d'objectifs et de moyens (COM) apprentissage 2011-2015, http://travail-emploi.gouv.fr/publications/picts/bo/30032011/TRE_20110003_0110_0001.pdf

Connexion Emploi: Viel Lärm um nichts? Gewerkschaften in Deutschland und Frankreich im Vergleich (04.05.2016) http://www.connexion-emploi.com/de/a/viel-laerm-um-nichts-gewerkschaften-in-frankreich-und-deutschland-im-vergleich

Conseil Régional: Energie et climat. http://www.lorraine.eu/accueil/conseil-regional/transition-energetique-et-develo/ecologie---developpement-durable/energie-et-climat.html

Conseil Wallon de la Politique Scientifique (2014): Evaluation de la politique scientifique de la Wallonie et de la Fédération Wallonie/Bruxelles. http://www.cesw.be/uploads/CPS/CPS_Rapportevaluation2012_2013_def.pdf

DARES (2005): Premières synthèses, No 16.2: Secteurs et métiers industriels: l'industrie n'est plus ce qu'elle était. http://dares.travail-emploi.gouv.fr/IMG/pdf/publication_pips_200504_n-16-2_Secteurs-et-metiers-industriels.pdf

DARES (2016): Analyses No 25/2016 La syndicalisation en France. http://dares.travail-emploi.gouv.fr/IMG/pdf/2016-025.pdf

Deutscher Beamtenbund, 04.05.2016, http://www.dbb.de/lexikon/themenartikel/d/dbb-mitglieder.html

Deutscher Gewerkschaftsbund (DGB), 04.05.2016: http://www.dgb.de/uber-uns/dgb-heute/mitgliederzahlen/2010

Département de la Compétitivité et de l'Innovation (DGO6-SPW), Cellule d'Analyse Economique et Stratégique (SOGEPA) et IWEPS. (2016): Rapport sur l'économie wallonne. http://www.iweps.be/sites/default/files/rew2016_final_0.pdf

DIRECCTE LORRAINE (2015): Enjeux et défis. La sidérurgie et la 1ère transformation de l'acier en Lorraine. http://alsace-champagne-ardenne-lorraine.direccte.gouv.fr/sites/alsace-champagne-ardenne-lorraine.direccte.gouv.fr/IMG/pdf/enjeux_et_defis.pdf

Eurofer: Commission proposal on EU Emissions Trading Scheme jeopardises steel production, jobs and growth in Europe vom 15.07.2015. http://www.eurofer.org/Issues%26Positions/Climate%20%26%20Energy/EU%20Emissions%20Trading%20Scheme.fhtml

Eurofer: EUROFER position paper on the European Commission proposal for ETS post 2020 vom 23. Oktober 2015. http://www.eurofer.org/Issues%26Positions/Climate%20%26%20

Energy/20151023_Final_EUROFER%20position%20paper_Commission%20proposal%20on%20ETS%20post%202020.pdf

Europäische Kommission (Pressemitteilung 04.08.2016): The EU imposes definitive anti-dumping duties on steel product from China and Russia. http://europa.eu/rapid/press-release_MEX-16-2724_de.htm

Europäische Kommission (2015): Vorschlag für eine Richtlinie des Europäischen Parlaments und des Rates zur Änderung der Richtlinie 2003/87/EG zwecks Verbesserung der Kosteneffizienz von Emissionsminderungsmaßnahmen und zur Förderung von Investitionen in CO_2-effiziente Technologien http://eur-lex.europa.eu/resource.html?uri=cellar:33f82bac-2bc2-11e5-9f85-01aa75ed71a1.0022.03/DOC_1&format=HTML&lang=DE&parentUrn=COM:2015:337:FIN

Europäische Kommission (2016): EU-EHS. Überarbeitung für Phase 4 (2021-2030). http://ec.europa.eu/clima/policies/ets/revision/index_de.htm

Europäisches Parlament: Allgemeine Grundsätze der Industriepolitik der EU (23.08.16) http://www.europarl.europa.eu/aboutparliament/de/displayFtu.html?ftuId=FTU_5.9.1.html

FOREM (2009): 20 ans d'évolution de l'emploi et des secteurs d'activités en Wallonie

Fulton, L. (2013): Arbeitnehmervertretung in Europa. Labour Research Department und ETUI. http://de.worker-participation.eu/Nationale-Arbeitsbeziehungen/Laender/Luxemburg/Unternehmensmitbestimmung

Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg: Economie et secteurs-clés. (01.09.2016) http://www.Luxemburg.public.lu/fr/le-grand-duche-se-presente/Luxemburg-tour-horizon/economie-et-secteurs-cles/index.html

Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg: Le marché de l'emploi décortiqué. (01.09.2016) http://www.Luxemburg.public.lu/de/actualites/2014/01/27-emploi/index.html

Handwerksblatt: (30.06.2016) http://www.handwerksblatt.de/politik-wirtschaft/57-die-handwerkskammern-in-deutschland/hwk-trier/24348-region-trier-2025.html

Hans-Böckler-Stiftung: Arbeitnehmervertretungen in Europa. (03.08.2016) http://www.boeckler.de/75.htm

Hans-Böckler-Stiftung (2014): Trendreport Betriebsrätewahlen 2014. Zwischenbericht http://www.boeckler.de/pdf_fof/S-2014-695-2-1.pdf

Hans-Böckler-Stiftung: Die Aufgaben der Betriebsräte, (02.08.2016) http://www.boeckler.de/5306_33344.htm

Hans-Böckler-Stiftung: Europäische Aktiengesellschaft – SE. (02.08.2016) http://www.boeckler.de/34750.htm#cont_35004

Helfer, Malte (2015): Die Industrialisierung der Großregion SaarLorLux. In: Wille, C. (Hg.): Lebenswirklichkeiten und politische Konstruktionen in Grenzregionen – Das Beispiel der Großregion SaarLorLux. Wirtschaft – Politik – Alltag – Kultur.

Hirsch-Kreinsen, Hartmut: Wandel von Produktionsarbeit – „Industrie 4.0". In: WSI-Mitteilungen 6/2014

IHK der Pfalz: Pressemitteilung Nr. 340.9592 vom 22.06.2016

IHK Saarland (2015): Die 50 größten saarländischen Industriebetriebe, Stand März 2016

IHK Saarland (Geschäftsbereich international, Kennziffer 1217, Partnerländer). (01.06.2016): http://www.saarland.ihk.de/p/Partnerländer-1217.html

IHK Saarland: Deutliches Plus bei IHK-Ausbildungsverträgen. (Pressemittelung, Kennzahl: 17.12372. (14.06.2016)

IHK Eupen: Ostbelgien – Wirtschaftsraum mit Vergangenheit. (07.12.2015). http://www.ihk-eupen.be/de/02_info/09-vergangenheit.html

INSEE (2014): Wirtschaftliche Bilanz Lothringens.

INSEE, D. Ast (2014): Economie Lorraine Nr. 337. Une croissance économique faible en Lorraine. http://www.insee.fr/fr/insee_regions/lor/themes/EL/EL337/EL337.pdf

INSEE Lorraine (2010): L'emploi en Lorraine: tertiarisation par désindustrialisation, forte poussée des femmes et des séniors.

Institut für Geschichtliche Landeskunde an der Universität Mainz e.V.: Industrie und Handwerk in Rheinland-Pfalz. 20.11.2015. http://www.wirtschaftsgeschichte-rlp.de/industrie-handwerk.html

Institut für Arbeitsmarkt- und Berufsforschung (IAB) (2016): Tarifbindung der Beschäftigten. http://doku.iab.de/aktuell/2016/Tarifbindung_2015.pdf

International Labour Organization (ILO), 15.02.2016 http://www.ilo.org/global/about-the-ilo/decent-work-agenda/social-dialogue/lang--fr/index.htm

Isoplan (2012): Stahlstudie 2012 http://vds-stahl.de/aktuell/stahlstudie.html

Langohr, Marc (1994): La Communauté germanophone de Belgique: Paradis économique? In: Bulletin de la Société géographique de Liège, 30, (1994). S. 99-106 http://popups.ulg.ac.be/0770-7576/index.php?id=3065&file=1

Ministère de l'économie et des finances. (08.09.2016) http://www.entreprises.gouv.fr/semaine-industrie/5-piliers-la-strategie-industrie-du-futur

Ministerium für Bildung, Wissenschaft, Weiterbildung und Kultur des Landes Rheinland-Pfalz. 20.11.2015. http://mbwwk.rlp.de/wissenschaft/forschung-und-technologie/kompetenzverbuende-netzwerke-cluster/

Ministerium des Inneren und für Sport des Landes Rheinland-Pfalz (2010): Wir machen's einfach – 20 Jahre Konversion in Rheinland-Pfalz.

Ministerium für Wirtschaft, Klimaschutz, Energie und Landesplanung des Landes Rheinland-Pfalz (2011): Der Industriestandort Rheinland-Pfalz.

Ministerium für Wirtschaft, Klimaschutz, Energie und Landesplanung des Landes Rheinland-Pfalz (2014): Dialog Industrieentwicklung Rheinland-Pfalz. Mainz.

Ministerium für Wirtschaft, Klimaschutz, Energie und Landesplanung des Landes Rheinland-Pfalz. (20.11.2015) http://www.mwkel.rlp.de/Wirtschaft/Industrie/

Ministerium für Wirtschaft, Klimaschutz, Energie und Landesplanung des Landes Rheinland-Pfalz. (20.11.2015) http://www.mwkel.rlp.de/Wirtschaft/Dialog-Industrieentwicklung-Rheinland-Pfalz/

Ministerium für Wirtschaft, Verkehr, Landwirtschaft und Weinbau. (15.06.2016) https://mwvlw.rlp.de/de/themen/wirtschaftszweige/industrie/industrieland-rheinland-pfalz/

Minke, Alfred (1995): La Communauté germanophone: L'évolution d'une terre d'entre-deux. http://www.wallonie-en-ligne.net/Wallonie_Politique/1995-CIFE_Wallonie-Region_Europe/1995_CIFE09_Minke_Alfred.htm

OREFQ (2011): L'Industrie en Lorraine. http://www.lorpm.eu/upload/etudes/orefqbull40.pdf

OREFQ (2012): L'apprentissage en Lorraine. Tendance et évolution. http://www.lorpm.eu/upload/etudes/orefq-em6-apprentissage.pdf

Organisation for Economic Co-operation and Development (OECD), 27.01.2016 https://stats.oecd.org/Index.aspx?DataSetCode=UN_DEN

Pôle Emploi Lorraine (2011): Die Entwicklung der Industrie in Lothringen.

Région Wallonie (2016): Certificats verts. http://energie.wallonie.be/fr/certificats-verts.html?IDC=8745

Rexroth Bosch Group: Erste Industrie 4.0-Linie im Produktionsalltag gestartet. (19.11.2015) http://www.boschrexroth.com/de/de/trends-und-themen/industrie-4-0/best-practice/multi-product-line-demonstrator/montagelinie-homburg/montagelinie-homburg

Schirrmacher, Frank: Digitaler Wandel. Die offene Gesellschaft braucht neue Freunde. In: FAZ, 07.03.2014

Service information et presse du gouvernement luxembourgeois (Hg.) (2015): Alles Wissenswerte über das Großherzogtum Luxemburg.

Service public de la Wallonie (SPW): Bilan environnemental des entreprises en Région Wallonne. (26.08.2016). http://environnement.wallonie.be/enviroentreprises/pages/etatenviindustrie.asp?doc=syn-ind-val

Service Public Fédéral Emploi, Travail et Concertation Sociale: Résultats provisoires des élections sociales. (28.07.2016) http://www.emploi.belgique.be/defaultTab.aspx?id=44948

Staatskanzlei Saarland: Forschungslandschaft. (19.11.2015) http://www.saarland.de/7368.htm

Staatskanzlei Saarland: Geschichte – Der Durchbruch der Industrialisierung 1850/60. (19.11.2015) http://www.saarland.de/122952.htm

Staatskanzlei Saarland: Geschichte – Zwischen Krise und Strukturwandel. (19.11.2015) http://www.saarland.de/122961.htm

Staatskanzlei Saarland: ZeMA und DFKI schließen Kooperationsvertrag über Zentrum für Produktionstechnik/Industrie 4.0. (19.11.2015) http://www.saarland.de/132304.htm

STATEC (2013). S. Casali: le Luxemburg 1960-2010. L'industrie sidérurgique luxemburgeoise depuis les années 60. http://www.statistiques.public.lu/catalogue-publications/Luxemburg/2013/PDF-02-13.pdf

STATEC (2012), L. Gargano: Le Luxemburg 1960-2010. L'essor du secteur tertiaire au Luxembourg. http://www.statistiques.public.lu/catalogue-publications/Luxemburg/2012/PDF-23-12.pdf

STATEC (2013), N. Weydert: Le Luxemburg 1960-2010. Les autres industries manufacturières depuis 1960. http://www.statistiques.public.lu/catalogue-publications/Luxemburg/2013/PDF-06-13.pdf

STATEC, Ries, Jean (2011): Regards sur la syndicalisation au Luxembourg

Statistisches Landesamt Rheinland-Pfalz (2015): Rheinland-Pfalz heute – 2015.

Statistisches Landesamt Rheinland-Pfalz (2015): Statistische Analysen Nr. 37 „Die Wirtschaft in Rheinland-Pfalz 2015".

Statistisches Landesamt Rheinland-Pfalz, Pressemitteilung vom 11.03.2016

Verband der Metall- und Elektroindustrie des Saarlandes e.V. (ME Saar). (19.11.2015) http://www.mesaar.de/content/mesaar/

Wittenbrock (2010): Les débuts de la coopération transfrontalière dans la grande Région Saar-Lor-Lux (1962-1981). In: Wille, Christian (2012): Grenzgänger und Räume der Grenze.

Worker Participation (03.08.2016) http://de.worker-participation.eu

WSAGR (2014): Abschlussbericht. Empfehlungen der Arbeitsgruppe 1. http://www.granderegion.net/de/documents-officiels/reso-doc-cesgr/Abschlussbericht-2013-2014.pdf

Bericht

zur wirtschaftlichen und sozialen Lage der Großregion 2015/2016

für den Wirtschafts- und Sozialausschuss der Großregion (WSAGR)

Rapport

sur la situation économique et sociale de la Grande Région 2015/2016

pour le Comité économique et social de la Grande Région (CESGR)

erstellt im Auftrag des Präsidenten des Wirtschafts- und Sozialausschusses der Großregion im Rahmen des XV. Gipfels der Großregion unter Präsidentschaft der Wallonie in Zusammenarbeit mit der Deutschsprachigen Gemeinschaft Belgiens und der Föderation Wallonie-Brüssel

durch das Netzwerk der Fachinstitute der Interregionalen Arbeitsmarktbeobachtungsstelle

Datenstand: April bis September 2016
(soweit nicht anders angegeben)

Saarbrücken, Oktober 2016

réalisé à la demande du Président du Comité économique et social de la Grande Région dans le cadre du XV^{e} Sommet de la Grande Région sous la Présidence de la Wallonie, en collaboration avec la Communauté germanophone de Belgique et la Fédération Wallonie-Bruxelles

par le Réseau des Instituts spécialisés de l'Observatoire Interrégional du marché de l'emploi

Mise à jour des données : avril à septembre 2016
(si non indiqué autrement)

Sarrebruck, octobre 2016

IMPRESSUM

Bericht zur wirtschaftlichen und sozialen Lage der Großregion 2015/2016
für den Wirtschafts- und Sozialausschuss der Großregion

erstellt im Auftrag des Präsidenten des Wirtschafts- und Sozialausschusses der Großregion im Rahmen des XV. Gipfels der Großregion unter Präsidentschaft der Wallonie in Zusammenarbeit mit der Deutschsprachigen Gemeinschaft Belgiens und der Föderation Wallonie-Brüssel

durch das Netzwerk der Fachinstitute der Interregionalen Arbeitsmarktbeobachtungsstelle

c/o Dr. Jeanne Ruffing (Koordinatorin)
Marie Feunteun
Alexa Holz-Himbert
INFO-Institut e.V.
Pestelstraße 6
D-66119 Saarbrücken
www.info-institut.de

Schriftenreihe der Großregion
Band 21 / 2016, zweisprachig
Saarbrücken, 2016
ISSN 2535-8472

Herausgegeben im Auftrag der Großregion vom
Gipfelsekretariat der Großregion
Haus der Großregion
11, boulevard J.-F. Kennedy / L-4170 Esch/Alzette
Mail: secretariat.sommet@grossregion.net
www.grossregion.net

IMPRESSUM

Rapport sur la situation économique et sociale de la Grande Région 2015/2016
pour le Comité économique et social de la Grande Région

réalisé à la demande du Président du Comité économique et social de la Grande Région dans le cadre du XV^{e} Sommet de la Grande Région sous la Présidence de la Wallonie, en collaboration avec la Communauté germanophone de Belgique et la Fédération Wallonie-Bruxelles

par le Réseau des Instituts spécialisés de l'Observatoire Interrégional du marché de l'emploi

c/o Dr. Jeanne Ruffing (coordinatrice)
Marie Feunteun
Alexa Holz-Himbert
INFO-Institut e.V.
Pestelstraße 6
D-66119 Saarbrücken
www.info-institut.de

Publications de la Grande Région
Tome 21 / 2016, bilingue
Sarrebruck, 2016
ISSN 2535-8472

Édité au nom de la Grande Région par
Secrétariat du Sommet de la Grande Région
Maison de la Grande Région
11, boulevard J.-F. Kennedy / L-4170 Esch/Alzette
Mail : secretariat.sommet@granderegion.net
www.granderegion.net